MÉMOIRES HISTORIQUES

DE

PATRIZIO DE' ROSSI

SUR

LES EVÈNEMENTS POLITIQUES D'ITALIE

1523-1530

TRADUITS DE L'ITALIEN ET PRÉCÉDÉS D'UNE NOTICE

SUR

FRANÇOIS-MARIE DE LA ROVÈRE

II^e DUC

PAR

J.-L.-O. PUŸ DE LABASTIE

LYON

N. SCHEURING, ÉDITEUR

—

1867

A Madame la Dⁱˢˢᵉ Joseph de Rainneville
hommage de l'auteur
Octave de Lobastie

MÉMOIRES HISTORIQUES

DE

PATRIZIO DE' ROSSI

MÉMOIRES HISTORIQUES

DE

PATRIZIO DE' ROSSI

SUR

LES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES D'ITALIE

1523-1530

TRADUITS DE L'ITALIEN ET PRÉCÉDÉS D'UNE NOTICE

SUR

FRANÇOIS-MARIE DE LA ROVÈRE

DUC D'URBIN

PAR

J.-L.-O. PUŸ DE LABASTIE

LYON

N. SCHEURING, ÉDITEUR

—

1867

DG
540
R614

1118370

AVANT-PROPOS.

Les *Mémoires historiques*, par Rossi, se composent de quatre parties (1). J'ai traduit les trois premières, qui retracent les faits d'un intérêt plus général, à cause de la part qu'y prirent les nations voisines, et, particulièrement, la France.

Le récit de l'auteur commence au moment de l'élection de Clément VII, et ma traduction conduit le lecteur jusqu'au traité de Bologne, au siége et à la prise de Florence, événements d'autant plus dignes de fixer notre attention, qu'ils marquent,

(1) *Memorie storiche dei principali avvenimenti politici d'Italia seguiti durante il pontificato di Clemente VII. Opera di Patrizio de Rossi, Fiorentino. Roma*, 1837.

Les quatre parties des *Mémoires historiques* forment quatre volumes. Dans le dernier, beaucoup moins considérable que les autres, l'ordre chronologique du récit est interrompu plusieurs fois, notamment par une revue rétrospective de l'histoire de Florence depuis son origine. La partie du texte relatant les événements contemporains n'occupe guère plus de la moitié du volume, et le reste est rempli par la table des matières et quelques dissertations sur l'œuvre de Rossi.

Les éditeurs préviennent le lecteur que, pour lui être plus agréables, ils ont remplacé l'ancienne orthographe par la moderne. Si la lecture en devient plus facile, d'un autre côté l'ouvrage y perd sous le rapport de la curiosité et de l'instruction, car l'orthographe du XVI^e^ siècle fait bien mieux ressortir le mode de formation de la langue italienne et sa descendance directe du latin.

Je regrette aussi qu'on ait, en quelque sorte, *francisé* le nom de l'auteur en

dans les destinées de l'Italie, le dénouement d'une grande période historique et le commencement d'une période nouvelle. C'est donc à ce moment que j'ai cru devoir arrêter mon travail, sa continuation ne devant plus offrir le même degré d'intérêt.

Pour ce qui regarde les années 1526 et 1527, la narration de Rossi m'a paru compléter de la manière la plus heureuse celle de Guicciardini, dont on sait, au reste, que, faute du temps nécessaire pour terminer son œuvre, les quatre derniers livres (XVII, XVIII, XIX et XX) ne sont point traités avec le même soin et la même étendue que le reste de son histoire.

Quoique Rossi soit bien informé, et qu'il raconte les faits en toute sincérité, son récit n'est cependant point exempt d'une

supprimant dans la particule *de* l'élision, qui annonce une contraction dans le mot, ce qui, justement, constitue ici un des traits caractéristiques de la langue et même de la civilisation de l'ancienne Italie.

Une comparaison va bien faire comprendre ma pensée.

En France, la particule *de*, *du*, *des*, ne fut nullement, à l'origine, le signe essentiel de la noblesse, comme elle l'a été, depuis, aux yeux de beaucoup de gens. Elle indiqua seulement une des formes nombreuses de cette grande institution, c'est-à-dire la noblesse qui prenait sa source dans la possession d'un fief ou d'une seigneurie. Par une extension naturelle, elle dut servir à distinguer les propriétaires fonciers habitant la campagne. Mais ce fut seulement au XVII^e^, et surtout au XVIII^e^ siècle, que, détournant cette particule de sa signification naturelle, on s'avisa de la joindre à des noms propres pour en faire un signe de noblesse.

En Italie, le *nom de terre* n'a pas joué un rôle aussi important que chez nous, et s'est beaucoup plus rarement substitué au nom patronymique. La particule même, qui, au premier abord, semble avoir de l'analogie avec la nôtre, en diffère essentiellement comme origine et comme signification.

En général, elle ne se rapporte point à l'idée de la possession du sol, mais elle s'applique aux personnes. Elle indique que tel homme se rattache par la naissance, ou les alliances, à telle famille, à telle race. Pour mieux exprimer l'idée du groupe, de l'association, de la puissance qui tient au nombre, elle emploie le génitif pluriel *des*, en italien *degli*, *dei*, *de' :* Rinaldo *degli* Albizzi, Lorenzo *de'* Medici, Francesco *de'* Rossi. Je lis dans l'historien Hurter : Innocent III, *des comtes* de Signa.

De cette manière, sans spécifier chez l'individu une position ou un droit précis, elle fait rejaillir sur lui la distinction d'une famille, ou la considération dont

certaine partialité : elle se manifeste plus particulièrement dans la manière dont il juge le duc d'Urbin, et attribue à la trahison longuement préméditée et presque constamment pratiquée de ce chef les revers de la ligue et la prise de Rome par l'armée du connétable de Bourbon. Aussi, je l'avoue, lorsque je lus, pour la première fois, les mémoires de Rossi, me laissant aller à l'impression naturelle qui nous identifie avec le récit que nous avons sous les yeux, la trahison du chef de l'armée de la ligue m'avait paru manifeste ; l'ensemble de son caractère et de sa conduite m'était apparu sous le jour le plus odieux et le moins excusable. Mes lectures et mes observations postérieures ont singulièrement modifié cette première impression, en me

elle jouit. Est-il question, au contraire, de prendre ce même homme à part, de l'isoler, en quelque sorte, des siens pour attirer plus spécialement l'attention sur lui, la langue italienne substitue au génitif pluriel le nominatif singulier : *il* Vinci, *il* Tintoretto. Les étrangers ont pris quelquefois pour une partie essentielle du nom propre l'article qui s'y rattachait incidemment. Ainsi, nous disons : *Le* Dante, *Le* Tasse, *Le* Titien, etc.

C'est par une erreur de ce genre qu'on a traduit *degli Orsini* par *des Ursins*, comme si ce *des* faisait partie du nom.

Comme le nom de la famille Orsini revient souvent dans cet ouvrage, on l'y trouvera sous sa forme italienne et sous sa forme française. J'ai conservé la forme italienne quand j'ai traduit directement, et pour mon propre compte; j'ai adopté la forme française quand je cite d'autres ouvrages ou d'autres traducteurs.

Cette nuance caractéristique du langage, obtenue par un procédé simple et familier, me semble une des heureuses inspirations de l'ancienne langue italienne. Ne pouvant la reproduire dans ma traduction, j'ai voulu que le lecteur en eût, au moins, une idée sommaire.

J'ai une remarque à faire, relativement aux locutions que je citais tout à l'heure.

On voit qu'elles admettent, pour les noms propres, l'emploi facultatif du singulier et du pluriel, et qu'elles rendent par là ces noms essentiellement déclinables.

Cette conséquence devait se produire avec d'autant plus de facilité :

1° Que, dans la langue italienne, il suffisait de changer une simple voyelle finale ;

2° Que les noms d'individus et de famille furent, à l'origine, des surnoms, ou des qualifications personnelles, et, par conséquent, de véritables substantifs et adjectifs.

fournissant d'autres explications plus rationnelles des motifs qui ont dû, en grande partie du moins, déterminer cette conduite, ainsi que l'issue de cette campagne de 1527, qui eut dans l'Europe entière un si funèbre retentissement.

D'autre part, la partialité de Rossi, et les erreurs où elle a pu l'entraîner, trouvent une explication naturelle, je dirais presque une excuse, dans la manière dont les événements devaient être envisagés et racontés autour de lui ; dans sa parenté avec les Médicis ; dans la position que les membres de sa famille et lui-même occupaient à la cour de Léon X et de Clément VII ; dans la connaissance du caractère italien de cette époque, et les noirs et implacables ressentiments que les

Bien peu de familles, en effet, possédaient, en ces temps-là, un nom patronymique, et le seul fait de l'existence de ce nom supposait chez elles une grande ancienneté ou une haute position sociale.

Même en ce dernier cas, les surnoms se substituaient parfois au nom véritable, de manière à le faire entièrement oublier.

Un certain *Campegna la Penna de' Billi*, qui vivait vers 1110, fut surnommé *Malatesta* (mauvaise tête), et ce surnom, sous lequel il fut sans doute généralement connu, devint le nom de famille de tous ses descendants.

Je terminerai par une dernière remarque.

Comme le surnom, dans l'origine, s'appliquait directement à l'individu, il dut affecter d'abord le singulier, et n'admettre le pluriel que subsidiairement et par son extension à tous les membres d'une famille.

Cependant, par suite du penchant naturel, ou, si l'on veut, de la paresse d'esprit qui nous porte à simplifier et abréger les formes du langage usuel, aux dépens même de l'exactitude grammaticale, il semble que, dans des temps plus rapprochés de nous, la terminaison en *i*, qui annonce le pluriel, ait décidément prévalu sur l'autre dans les noms de famille.

Alors on a vu cette terminaison se combiner, contrairement aux lois de la grammaire, avec des noms ou des articles mis au singulier.

C'est ainsi que, dans l'œuvre de Rossi, orthographiée à la moderne, nous trouvons un *Rossi* et un *Baglioni*, qui, dans les anciennes éditions de Guicciardini, sont nommés *Rosso* et *Baglioné*.

Je devais ces explications au lecteur, qui aurait pu s'étonner, avec raison, de voir les mêmes personnages présenter une différence de noms, selon que je traduisais les *Mémoires historiques*, ou que j'empruntais quelques citations au texte même de Guicciardini ou à son traducteur français.

contemporains, et, surtout, les adversaires du duc d'Urbin, devaient naturellement lui supposer. La partialité de notre auteur s'explique, enfin, par les douloureuses susceptibilités de ce patriotisme irrité et injuste, commun à toutes les époques de grands désastres, et qui, aimant à se faire des illusions sur les grandeurs et les forces de son pays, se console et se venge à la fois de ses humiliations et de ses défaites en rejetant sur quelque chef renommé la responsabilité tout entière de ce qui était l'effet d'une foule de causes auxquelles il n'était souvent pas possible à ce chef de remédier d'une manière efficace et, surtout, conforme aux exigences de l'opinion.

Ces simples observations et ces réserves auraient pu suffire pour mettre le lecteur en garde et dégager vis-à-vis de lui toute ma part de responsabilité relativement à la complète exactitude du récit de mon auteur : j'aurais donc pu m'en tenir là. Cependant, il m'a paru que ma tâche serait remplie d'une manière plus consciencieuse et plus efficace si, reprenant les choses de plus haut, j'exposais, dans leur ensemble, les faits servant de fondement à mon opinion.

Ce parti aura, je crois, pour le lecteur un réel avantage, en lui permettant d'embrasser un plus long espace de temps, et, surtout, de remonter dans le passé. Il ajoutera à l'intérêt que peuvent présenter les mémoires eux-mêmes, car il fera connaître l'origine et les progrès des faits qui y ont été consignés, et, aussi, la liaison que ces faits peuvent avoir entr'eux.

Or, partant de cette donnée, le cadre que j'avais à choisir se trouvait tout naturellement indiqué ; la vie du duc d'Urbin devait me le fournir, car ce prince se trouve déjà mêlé aux

événements les plus marquants de l'époque qui précède le moment où commencent les mémoires de Rossi.

La guerre d'Urbin, féconde en conséquences et en enseignements, envenima et fit, surtout, apparaître avec une évidence toute nouvelle les germes des divisions qui existaient jusque-là, à l'état plus ou moins latent, entre les diverses puissances ; elle démontrait, en quelque sorte par avance, le peu de solidité de leurs alliances, et semblait prédire les calamités que devait engendrer la nature de ces rapports, fondés sur la défiance, la jalousie et le manque de fidélité aux engagements les plus solennels.

Cette guerre donna au duc d'Urbin la renommée qui tient au courage et à la constance dont on fait preuve dans le malheur. En revanche, quelques années plus tard, lorsque, à la suite d'une seconde conquête, devenue définitive, et, cependant, longtemps mal assurée, il se trouva en possession de son héritage, il semble que l'effet de cette position, à la fois brillante et menacée, se fit ressentir chez lui jusque dans sa manière de commander les armées.

En résumé, l'histoire de sa vie forme une partie essentielle de l'histoire d'Italie, et c'est à ce titre que j'ai cru devoir accorder à ce personnage une notice biographique assez détaillée, surtout en ce qui concerne les événements militaires auxquels il a pris part. J'en ai puisé les principaux éléments dans l'histoire de Guicciardini, que j'ai alternativement résumée, abrégée, et, parfois, copiée littéralement (1). Il passe pour

(1) Toutes les citations enfermées dans des guillemets, et dont la source n'est pas indiquée, sont puisées dans l'*Histoire des guerres d'Italie*, de François Guicciardini, traduite par Favre. — Londres, 1738. — 3 vol. in-4°.

n'avoir pas été favorable au duc d'Urbin, mais il sait, dans l'occasion, lui rendre justice; et, d'ailleurs, il a le grand avantage d'avoir figuré lui-même comme acteur ou témoin dans la plupart des faits qu'il raconte. Je ne pouvais donc choisir un meilleur guide, surtout pour la partie active et militante de la vie du duc d'Urbin. J'espère que le lecteur me pardonnera la longueur de cette notice soit à raison de l'intérêt qu'elle pourra lui présenter, soit, aussi, parce qu'elle lui permettra d'embrasser dans leur ensemble les faits les plus marquants de l'histoire de l'Italie pendant les trente premières années du seizième siècle.

NOTICE HISTORIQUE

SUR

FRANÇOIS-MARIE DE LA ROVÈRE

DUC D'URBIN.

NOTICE

SUR LE DUC D'URBIN.

François-Marie de la Rovère, né le 22 mars 1490, à Sinigaglia, était fils de Jean de la Rovère, préfet de Rome, et de Jeanne de Montéfeltro, sœur de Guido Ubaldo de Montéfeltro, duc d'Urbin.

La maison des comtes de Montéfeltro, originaire du territoire dont elle portait le nom, était célèbre dans les annales de l'Italie, et se trouvait, depuis plus de deux siècles, en possession de la ville d'Urbin. La maison de la Rovère n'était point ancienne, et tirait un grand lustre de son alliance avec les Montéfeltro. François Alescola de la Rovère, devenu pape sous le nom de Sixte IV (1471-1484), fit épouser à son neveu, Jean de la Rovère, la fille de Frédéric III, comte de Montéfeltro, et, en faveur de cette alliance, érigea Urbin en duché vassal du Saint-Siége. On peut dire que cette faveur devint pour la maison de Montéfeltro un don fatal, car, en l'élevant à un rang supérieur dans la hiérarchie princière et féodale, elle changeait la nature de sa souveraineté à raison des devoirs de vassalité qui lui étaient imposés, et qui devaient fournir, plus tard, un des principaux motifs allégués pour enlever au petit-fils de Frédéric son état héréditaire.

La famille de François-Marie se trouva mêlée d'une manière active aux troubles et aux révolutions de l'Italie. Son père avait reçu de Charles VIII de grandes possessions dans le royaume de Naples, et y entretenait deux cents hommes d'armes italiens à la solde de la France. Un peu plus

tard (1497), le duc d'Urbin, son oncle, était fait prisonnier dans la bataille de Soriano, gagnée par Carlo Orsini sur le pape Alexandre VI.

Mais l'intérêt de la vie de François-Marie se rattache principalement au duché d'Urbin, dont il devait, bien jeune encore, partager les vicissitudes politiques. Élevé à la cour de son oncle, les peuples se plaisaient à reporter sur lui leur affection séculaire pour la maison de Montéfeltro, dont il allait être l'héritier.

En 1502, la paix de cet état fut troublée par suite de l'ambition de César Borgia, que Louis XII avait fait duc de Valentinois. Le mélange de violence et de perfidie qui caractérisait cet homme explique assez la terreur qu'il inspirait, et qui fut une des causes de ses rapides succès.

« Le duc de Valentinois s'était mis en campagne, feignant d'en vouloir à Camérino : en effet, il avait déjà fait investir cette place par une partie de l'armée sous les ordres du duc de Gravina (de la maison des Ursins) et de Liverot de Fermo; mais son véritable dessein était de surprendre le duché d'Urbin. Quand il eut assemblé le reste de ses troupes sur les frontières du Pérousin, il fit prier Guido Ubaldo, duc d'Urbin, de lui prêter de l'artillerie et quelques troupes. Le duc, qui était sans défiance, ne fit aucune difficulté de lui accorder sa demande. Il est vrai qu'il n'y avait pas de sûreté à refuser à Valentinois, qui était à la tête d'une puissante armée dans le voisinage des états d'Urbin. D'ailleurs, il n'avait aucune raison de craindre, ayant terminé, depuis quelque temps, un différend qu'il avait eu avec le Pape au sujet du cens. Valentinois n'a pas plutôt ôté au duc d'Urbin les moyens de se défendre, qu'il part brusquement de Nocera, marche si précipitamment, qu'il ne donne pas à ses troupes le temps de manger, et arrive, le jour même, à Cagli, ville du duché d'Urbin. Guido Ubaldo et François-Marie de la Rovère, son neveu, qui était avec lui, furent si frappés de cette invasion imprévue, dans un temps où ils étaient hors d'état de résister, qu'à peine ils purent se sauver par la fuite. Ainsi, le duc de Valentinois, ne rencontrant aucun obstacle, se saisit, d'abord, de tout le duché, à l'exception des châteaux de San Léo et de Maïolo. Pandolfe Petrucci, Vitellozzo et les Ursins (en ce moment alliés de Borgia) furent pénétrés de douleur par ce trait de perfidie, qui leur ouvrit les yeux sur ce qu'ils avaient à craindre pour eux-mêmes. »

En ce moment, Louis XII avait fait alliance avec Alexandre VI et son fils Borgia. Les craintes excitées par les divers attentats de ce dernier,

et les projets qu'on lui supposait, motivèrent de la part de Guido Ubaldo un appel à la protection du Roi, qui, se regardant comme enchaîné par son traité, n'eut point d'égard à sa requête, bien qu'elle fût appuyée par les Vénitiens.

« Ceux que l'ambition de Valentinois menaçait, voyant que personne n'osait, par respect pour la France, prendre les armes contre ce tyran, songèrent à se défendre par eux-mêmes. La révolution qui arriva dans le duché d'Urbin les détermina, surtout, à prendre ce parti. Elle commença par le fort de San Léo, qui retourna à l'obéissance de Guido Ubaldo par le moyen d'un homme auquel on avait confié la garde d'une partie de cette place. Aussitôt, tout le duché se souleva, et rappela son prince, qui s'était réfugié à Venise. Il se rendit par mer à Sinigaglia, et se remit bientôt en possession de ses états, à l'exception de quelques places fortes. »

Le cardinal des Ursins, qui était allé à Asti se plaindre au roi Louis XII du Pape et de César Borgia, n'osait, à son retour, rentrer à Rome. Lui et six autres seigneurs, dont l'un stipulait pour les Siennois, s'assemblèrent à la Magioné, dans le Pérousin. « Là, après avoir examiné le péril commun et considéré l'occasion favorable que la révolution du duché d'Urbin leur offrait, dans un temps où Valentinois n'allait plus avoir qu'un petit nombre de troupes dès qu'ils l'auraient abandonné, ils s'unirent ensemble contre lui. Ils s'engagèrent aussi à la défense du duc d'Urbin, et l'on convint de mettre sur pied une armée de sept cents hommes d'armes et de neuf mille hommes d'infanterie. Voulant ménager le roi de France, et se flattant même qu'au fond ce prince ne serait peut-être pas fâché qu'on suscitât des affaires à Valentinois, ils stipulèrent dans le traité que tous les confédérés seraient obligés de servir la France de leurs personnes et de leurs troupes envers et contre tous, dès qu'elle l'exigerait. Ce fut par la même raison qu'ils ne voulurent point laisser entrer les Colonna dans la ligue, quoique ceux-ci fussent ennemis du Pape, qui leur avait fait souffrir toutes sortes de maux.

« Le duc de Valentinois se serait trouvé dans une étrange extrémité si les alliés étaient venus fondre sur lui sans différer ; mais, tandis qu'ils restaient dans l'inaction, peut-être parce que toutes leurs troupes n'étaient pas encore prêtes, ou que l'espérance d'un accommodement avait ralenti leur ardeur, ils laissèrent échapper l'occasion favorable d'attaquer le duc avec succès. Dès que le roi de France eut appris le péril où il était, il donna

ordre à Chaumont d'envoyer quatre cents lances (1) à son secours, et de ne rien négliger pour rétablir ses affaires. La nouvelle de cette démarche de la cour de France en faveur de Valentinois détermina les confédérés à traiter avec lui, chacun en particulier.

« Le duc de Valentinois maniait ces négociations avec beaucoup de dextérité. » Pendant leur durée, « le duc d'Urbin se remit en possession d'Urbin, de Cagli et d'Agobbio ; de sorte que Valentinois, qui venait de perdre tout le territoire de Fano, n'avait plus en ce duché que la ville de Santa Agata. »

Malgré les revers qu'il venait d'essuyer, Valentinois eut l'adresse de traiter avec Paul des Ursins. Ce traité, qui devait, pour avoir son effet, être ratifié, d'abord, par le cardinal des Ursins, que les alliés avaient chargé de soutenir leurs intérêts, portait, entr'autres conditions : « Que la mémoire de tout le passé serait abolie ; que les confédérés rentreraient au service du duc de Valentinois sur le même pied qu'auparavant ; qu'ils l'aideraient à se remettre en possession du duché d'Urbin et des autres états qui s'étaient révoltés ; que, pour leur sûreté, il ne pourrait obliger les confédérés à se trouver tous en personne dans son armée, mais qu'il n'y en aurait qu'un à la fois ; que le cardinal des Ursins ne serait pas non plus tenu de demeurer à Rome, etc. Paul des Ursins, persuadé de la sincérité de Valentinois, alla trouver ses alliés pour les engager à signer le traité. Plusieurs le firent, vaincus par ses instances ; d'autres ne le firent qu'après une hésitation causée par la juste défiance qu'ils avaient de Borgia, dont ils redoutaient la perfidie.

« Ces différents traités n'empêchaient pas le duc de Valentinois de

(1) Je réunis dans cette note l'explication de trois termes différents, que l'on rencontrera souvent, et qui expriment à peu près la même idée.

GENDARME, GENDARMERIE. Ce nom, qui, dans l'origine, s'appliquait à toute troupe que le seigneur féodal conduisait à la guerre (*gens armata*), n'a été appliqué à un corps spécial que depuis Charles VII. En 1453, ce prince créa des compagnies permanentes de *gendarmes*, qui furent la base et le point de départ de nos armées. Le *gendarme*, dans cette organisation, était un lancier armé de toutes pièces, bardé de fer, et il avait à sa suite un écuyer, un page et plusieurs archers : le tout était appelé *lance fournie*. Chaque compagnie comptait cent lances.

Au moyen âge, on appelait *lance fournie*, ou *garnie*, un *homme d'armes* avec tout son accompagnement : soldats, valets et chevaux. Le nombre de ces *servants*, ou *sergents d'armes*, a souvent varié. Dans les Capitulaires on le voit porté à 50 et même à 60 hommes, dits *clients*. Sous le roi Jean, le chef de lance avait trois ou quatre cavaliers à sa suite, et, de plus, des non combattants. Les *sergents*, sous Charles V, montèrent à 10 ou 12. Ainsi, une compagnie de 100 lances était de 1,000 à 1,200 hommes. Les sergents étaient : les uns des archers, les autres des coutiliers, qui achevaient l'ennemi terrassé. Il s'y trouvait, de plus, au moins un page. La lance fournie disparut sous Henri IV. — *Bouillet, Dict. des sciences, lettres et arts.*

presser l'arrivée des troupes françaises et de trois mille Suisses qu'il avait pris à son service sous prétexte de les employer à reprendre le duché d'Urbin et Camérino. Guido Ubaldo fut effrayé du péril qui le menaçait, et, ne se rendant point aux vives instances de ses sujets, qui lui offraient de sacrifier leurs biens et leur vie pour sa défense, il retourna à Venise, ayant fait ruiner, auparavant, toutes les places fortes de son duché, à l'exception de San Léo et de Maïolo. Après sa retraite, les peuples rentrèrent volontairement sous l'obéissance de Valentinois, dès qu'Antoine de San Sovino, qui fut, depuis, cardinal, et qui avait été envoyé dans le duché en qualité de commissaire, y eut fait publier une amnistie générale.» La ville de Camérino, abandonnée par Varano, qui s'enfuit à Naples, ouvrit aussi ses portes aux capitaines de Valentinois.

Celui-ci, « voulant exécuter des desseins secrets qu'il avait formés, sortit d'Imola pour aller à Céséna. Il n'y fut pas plutôt arrivé, que les lances françaises qui l'avaient joint peu de jours auparavant le quittèrent brusquement. Chaumont, sans aucun ordre de la cour, les avait rappelées soit à cause d'un démêlé qu'il avait eu avec Valentinois, comme le bruit en courut alors, soit que Valentinois lui-même eût concerté la retraite de ces troupes pour ôter toute défiance à ceux qu'il voulait surprendre. Dans cette même vue, il n'était pas fâché qu'on crût son armée moins nombreuse qu'elle ne l'était en effet ; afin de le mieux persuader, il avait eu l'adresse de ne pas lever beaucoup de monde à la fois, mais de soudoyer séparément un grand nombre de lanspessades (1) et de gentilshommes.

« Tandis qu'il assemblait ses troupes à Céséna, Vitellozo et les Ursins, qui avaient assiégé Sinigaglia par ses ordres, prirent la ville et le château, d'où la femme du préfet de Rome, sœur du duc d'Urbin, fut obligée de s'enfuir. Son fils, encore mineur, était sous la protection du roi de France ; mais Louis avait refusé de le secourir, sous prétexte que la mère de ce jeune prince avait adhéré à la ligue de la Magioné. »

Valentinois rassemblait, en ce moment, son armée à Fano. Voulant faire son entrée à Sinigaglia, il manda à Vitellozo et aux Ursins qu'il serait à propos d'en retirer leurs troupes, ce qu'ils firent, en effet, laissant leur infanterie dans les faubourgs. Le lendemain, sachant qu'il

(1) Gendarmes démontés servant comme fantassins : de l'italien *lancie spezzate* (lances brisées). On les nommait ainsi parce que, quand un gendarme sortait de la cavalerie pour servir dans l'infanterie, il *brisait sa lance* pour la raccourcir.

approchait, ils furent au-devant de lui, et en furent reçus avec beaucoup d'empressement. L'ayant accompagné jusqu'aux portes de la ville, ils voulurent prendre congé de lui; mais il leur fit les plus gracieuses instances pour les engager à y entrer. Ils purent d'autant moins s'y refuser qu'à ce moment ils étaient entourés et surveillés par ses affidés. Lorsqu'ils furent arrivés à son logement, il les quitta brusquement et fit entrer des soldats, qui se saisirent d'eux. Le lendemain, 31 décembre 1502, Vitellozo et Liverot de Fermo furent étranglés. Paul des Ursins et le duc de Gravina, retenus en prison, périrent de la même manière quelque temps après.

La mort d'Alexandre VI marqua le terme des prospérités de César Borgia. Toutes choses en Italie reprirent à peu près l'assiette qu'elles avaient eue avant ses entreprises. Cette notice devrait donc nous amener, sans aucune interruption, au moment où Guido Ubaldo rentra en possession de son état; mais puisque Borgia se trouve si activement mêlé aux destinées de la maison d'Urbin, puisqu'il figure en première ligne parmi les auteurs de ses infortunes, le lecteur me pardonnera, sans doute, de m'écarter, un instant, de mon sujet principal pour rappeler comment s'écroula cette grande fortune, acquise au prix de tant de crimes.

Alexandre VI mourut le 18 août 1503. Pie III, élu le 22 septembre suivant, mourut vingt-six jours après. Jules II lui succéda le 1er novembre. Valentinois favorisa de tout son pouvoir cette élection, d'après l'espérance que Jules, étant cardinal, lui avait donnée de marier François-Marie de la Rovère, préfet de Rome, son neveu, avec sa fille; de lui conserver l'emploi de capitaine général des troupes de l'Église, et de l'aider à rentrer dans ses états de Romagne, où il n'y avait plus que les places fortes qui tinssent pour lui.

« Cette province donnait beaucoup d'inquiétude au nouveau Pape; trop faible, alors, pour y donner la loi, il souffrait avec impatience que les Vénitiens y étendissent leur domination. Quand on y eut appris que Valentinois avait été forcé de se sauver dans le château Saint-Ange (1), et que ses troupes étaient dissipées, les villes qui, jusque-là, lui étaient demeurées fidèles, prirent différents partis. » Plusieurs rappelèrent les

(1) Après la mort d'Alexandre VI, il y avait eu à Rome une violente réaction contre les Espagnols et ceux qui avaient embrassé leur parti. Les Orsini et les Colonna, s'étant réconciliés, avaient attaqué Borgia, qui fut obligé de se réfugier au Vatican, et de là au château Saint-Ange.

familles de leurs anciens seigneurs; Céséna et Fano revinrent volontairement sous la domination de l'Église. Le Pape ayant réclamé la possession de Faënza, les Vénitiens répondirent qu'ils n'avaient point conquis cette ville sur le Saint-Siége, mais sur le duc de Valentinois, auquel elle avait été donnée solennellement; que les Faëntins, bien éloignés de se soumettre à l'Église, étaient demeurés fidèles à Borgia jusqu'à la dernière extrémité, et que, ne pouvant plus compter sur lui, ils avaient préféré à l'Église les bâtards de Manfrédi.

« Jules, assuré par ce moyen des dispositions du sénat, voulut faire passer en Romagne Valentinois, qu'il faisait loger avec lui au Vatican, et pour lequel il avait de grands égards; mais, faisant réflexion que cette démarche, qui eût d'abord été applaudie des peuples, ne servirait qu'à les aliéner davantage depuis qu'ils s'étaient révoltés contre ce duc, il changea de résolution. » Il semble que ses premières combinaisons se modifiaient ainsi graduellement soit à raison des événements, soit par l'effet de son élévation à la papauté et des nouvelles visées qui avaient pour but l'accroissement de la puissance du Saint-Siége.

« Il ne restait plus au duc de Valentinois, dans la Romagne, que les citadelles de Forli, de Céséna, de Forlimpopolo et de Bertinoro. Quoiqu'il eût une extrême envie d'y aller, il les eût volontiers déposées entre les mains du Pape, à condition que Jules les lui rendrait lorsqu'il n'y aurait plus rien à craindre pour elles de l'ambition des Vénitiens; mais le Pape, dans qui l'ambition, si naturelle aux souverains, n'avait pas étouffé les restes de la probité, refusa de recevoir ces places, de peur de s'exposer à les retenir contre sa promesse. Enfin, Jules forma la résolution de s'opposer, du moins en quelque façon, aux Vénitiens, dont les succès l'alarmaient pour l'état ecclésiastique. Souhaitant, d'ailleurs, de voir le duc de Valentinois hors de Rome, il convint avec lui, de concert avec les cardinaux, de le faire passer par mer à la Spezzia, d'où il devait se rendre par terre à Ferrare et, ensuite, à Imola, pour se mettre à la tête de cent hommes d'armes et de cent cinquante chevau-légers, qui lui restaient encore de toutes ses troupes, et qui avaient ordre de le joindre dans cette dernière place.

« C'est pourquoi le duc se transporta à Ostie pour s'embarquer. Mais le Pape, qui se repentait déjà de n'avoir pas accepté sa proposition, dépêcha vers lui en toute hâte les cardinaux de Volterra et de Sorrento. Il avait résolu de se rendre maître, à quelque prix que ce fût, de ce qui

restait encore à Valentinois dans la Romagne. Volterra et Sorrento exposèrent leur commission au duc, l'assurant que le Pape ne lui demandait ces places que pour empêcher les Vénitiens de s'en emparer, et qu'il les lui rendrait dans la suite; mais Valentinois, pénétrant l'intention de Jules, refusa de faire ce qu'on exigeait de lui. Le Pape, piqué de ce refus, fit arrêter le duc sur les galères où il s'était embarqué; ce qui causa beaucoup de joie à Rome. On le conduisit ensuite à la Magliana, et de là au Vatican, où il fut étroitement gardé. Au reste, il y fut traité avec de grands égards; le Pape même lui fit beaucoup de caresses afin de l'engager à lui donner les ordres nécessaires pour se faire remettre ces places par les commandants, car il craignait que ces officiers, croyant Valentinois perdu sans ressource, ne les livrassent aux Vénitiens pour de l'argent. »

Celui à qui était confiée la citadelle de Forlimpopolo la vendit à Antoine Ordelaffi. « Valentinois consentit à donner au Pape les contre-marques pour se faire remettre celle de Céséna, et elles furent confiées à Pierre d'Oviédo, espagnol, qui s'y rendit pour en prendre possession au nom du Saint-Siége; mais le commandant répondit qu'il serait déshonoré s'il obéissait aux ordres d'un maître qu'on retenait en prison, et que celui qui s'était chargé d'une commission si indiscrète méritait d'être puni; et, en effet, il fit pendre d'Oviédo. Le Pape, voyant donc qu'il ne pourrait avoir ces places tant qu'il retiendrait le duc de Valentinois, fut obligé de traiter avec lui; et, pour donner plus de poids à cet acte, il le fit dans le consistoire en forme de bulle. On convint que Valentinois serait mis dans le château d'Ostie entre les mains de Bernardin Caravajal, espagnol, cardinal de Sainte-Croix, qui pourrait le remettre en liberté dès que les citadelles de Céséna et de Bertinoro auraient été remises au Pape; que, de son côté, le duc donnerait les contre-marques pour celle de Forli, et engagerait les banquiers de Rome à payer pour lui la somme de 15,000 ducats, que le commandant de cette citadelle prétendait y avoir dépensée, et moyennant laquelle il promettait de la remettre.

« Ce n'était pas l'intention du Pape que Valentinois fût mis en liberté, et, quoiqu'il ne voulût pas violer ouvertement sa parole, il avait dessein de faire naître des prétextes pour le retenir; il craignait, peut-être, que le duc, lorsqu'il serait libre, n'engageât le commandant de la citadelle de Forli à ne la point rendre; peut-être, aussi, voulait-il venger sur

Valentinois toutes les injures qu'il avait reçues d'Alexandre VI et du duc même; enfin, il pouvait avoir en vue de sacrifier ce scélérat à la juste haine que tout le monde avait contre lui. Celui-ci, entrevoyant les desseins du Pape, sollicita en secret le grand capitaine (Gonzalve de Cordoue) de lui faire tenir un sauf-conduit afin qu'il pût se rendre sans péril à Naples, et d'envoyer deux galères pour l'enlever d'Ostie. Gonzalve y consentit, mais Valentinois n'en eut pas besoin, car le cardinal de Sainte-Croix, qui avait aussi pénétré l'intention du Pape, eut à peine reçu la nouvelle que les commandants des citadelles de Céséna et de Bertinoro avaient remis leurs places, et que les 15,000 ducats avaient été assurés, qu'il rendit la liberté à son prisonnier sans consulter le Pape. Aussitôt Valentinois, sans attendre les galères de Gonzalve, passa secrètement à Nettuno, où il se mit sur une petite barque, qui le conduisit à Mondragoné, et de là il se rendit par terre à Naples, où Gonzalve le reçut avec beaucoup de joie et de grands honneurs.

« Dans les différents entretiens qu'ils eurent ensemble Valentinois lui demanda des troupes pour aller se jeter dans Pise, s'efforçant de lui persuader que cette démarche serait fort utile au roi d'Espagne. Gonzalve feignit d'approuver ce projet : il lui offrit même des galères pour l'y conduire, et lui permit de lever dans le royaume l'infanterie dont il croirait avoir besoin. Il lui parlait, chaque jour, des Pisans et de la Toscane : d'Alviano proposait d'attaquer en même temps les Florentins pour favoriser le rétablissement des Médicis. Gonzalve amusa de cette manière le duc de Valentinois jusqu'à ce qu'il eût reçu des réponses d'Espagne; elles se trouvèrent conformes à ce qu'il avait lui-même résolu de faire.

« Les galères et l'infanterie étaient toutes prêtes pour le départ de Valentinois, fixé au lendemain; mais on en usa à son égard de la même manière que Ferdinand le Vieux en avait agi avec Jacques Piccinino. Gonzalve, après une longue conférence avec le duc, l'ayant embrassé, le renvoya avec toutes les démonstrations d'une sincère amitié; mais Valentinois fut bien surpris de se voir arrêter en sortant de chez le général. Sur-le-champ on envoie à la maison où il logeait pour se saisir du sauf-conduit qu'il avait reçu avant son départ d'Ostie. Gonzalve, pour justifier cette démarche, disait que cette sauvegarde, donnée de son autorité privée, devait céder à la volonté de ses maîtres, qui lui avaient donné ordre d'arrêter le duc; que Valentinois, après

tous ses crimes, se préparait à exciter de nouveaux troubles et un nouvel embrasement en Italie. Quelques jours après, Borgia fut envoyé en Espagne sur une galère avec un seul page pour le servir, et il fut enfermé dans le château de Medina del Campo. » Deux ans après, il s'en échappa « avec autant de hardiesse que d'industrie. Il se réfugia ensuite dans la Navarre, auprès du roi Jean, frère de sa femme. Louis XII, qui avait déjà confisqué le duché de Valentinois, et retranché sa pension de 20,000 livres, ne voulut pas souffrir qu'il vînt en France, de peur de déplaire au roi d'Aragon. Enfin, Borgia, se trouvant avec les troupes du roi de Navarre au siége de Viane, château peu considérable, il tomba dans une embuscade et fut tué d'un coup de pique. » (1507).

Telle fut la fin obscure et misérable de cet homme, qui avait joué en Italie un rôle à la fois si remarquable et si odieux.

Maintenant, revenons à notre sujet principal.

En 1504, Guido Ubaldo, qui n'avait pas eu d'enfants de sa femme Isabelle Gonzaga, adopta comme héritier François-Marie, son neveu.

En 1505, François-Marie épousa Éléonore Gonzaga, fille de François II, marquis de Mantoue et d'Isabelle d'Este, et née en 1490 (1).

Ce fut, dit-on, une femme de mérite. Elle favorisa les savants et répandit beaucoup d'agréments à la cour d'Urbin par le charme de son esprit et l'étendue de ses connaissances. Son mari ressentit pour elle une affection constante et passionnée, que lui ont reprochée, comme nous le verrons plus tard, certains historiens. Ils disent que son empressement à se retrouver auprès d'elle lui fit négliger la défense de son État, et, plus tard, ses devoirs de général en chef. Sans prétendre ici le justifier, nous sommes porté à croire qu'il entre dans leurs accusations plus de sévérité, et peut-être de partialité malveillante, que de véritable esprit de justice.

Guido Ubaldo de Montéfeltro étant mort en avril 1508, François-Marie lui succéda en qualité de duc d'Urbin (2).

(1) La plupart des biographes ont placé ce mariage en 1509, mais j'ai cru devoir suivre ici les dates indiquées dans les arbres généalogiques des maisons princières d'Italie, placés par M. Albéri à la fin du recueil intitulé : *Le relazioni degli ambasciatori veneti al Senato.*

(2) Par la manière dont Guido Ubaldo a figuré dans cette notice, on pourrait avoir une idée peu favorable de sa capacité : ce serait une erreur. Il avait de belles qualités. Sans approcher du talent de son père, il entendait bien la guerre, et s'il fut vaincu à Soriano, c'est que Vitelli et les autres chefs qu'il avait à combattre surent, dans cette journée, s'approprier des manœuvres récemment empruntées à la tactique française et allemande.

Aussitôt après la mort d'Alexandre VI (1503), les Vénitiens, qui aspiraient à la souveraineté de la Romagne, s'étaient emparés de la plupart des places de cette province, malgré la résistance que plusieurs d'entre elles leur avait opposée. Jules II, après son élévation à la papauté, manquant de troupes et d'argent, n'avait pu arrêter ces usurpations, qu'il souffrait avec impatience. L'affaiblissement de la puissance vénitienne, à la suite de la défaite d'Agnadel (1), lui fournissait une occasion favorable pour recouvrer ce que l'Église avait perdu.

Il envoya dans la Romagne une armée composée de quatre cents hommes d'armes, de quatre cents chevau-légers et de huit cents hommes d'infanterie, avec l'artillerie du duc de Ferrare, qu'il avait nommé gonfalonier de l'Église, titre honorable, mais sans autorité. Les troupes avaient pour chefs François Alidosio de Castel-Rio, cardinal de Pavie, légat apostolique, et le duc d'Urbin.

Cette armée courut le pays depuis Césena jusqu'à Cervia. Elle prit la ville de Solarolo, demeura quelques jours à la Bastia, qui est à trois milles de Faënza, s'empara de Brisighella, de tout le val di Lamoné, et de la ville de Ruffi, défendue par six cents fantassins étrangers. Récemment renforcée par trois mille Suisses, elle aurait eu de bien plus grands avantages si elle n'eût été affaiblie par l'inexpérience des chefs et par leur désunion. Par l'effet des conquêtes des Français, Faënza, rendue à elle-même, promit de se soumettre au Pape, si elle n'était secourue dans quinze jours. Après cette convention, cinq cents fantassins en sortirent sur la parole du légat; mais le duc d'Urbin fit piller tous leurs bagages.

En 1510, le Pape s'était réconcilié avec les Vénitiens et brouillé avec Louis XII, allié du duc de Ferrare, auquel Jules faisait alors la guerre. L'armée papale, commandée par le duc d'Urbin, « s'étant avancée dans la Romagne, prit les villes de Lugo, Bagnacavallo, et tout ce que le duc Alphonse possédait en deçà du Pô. Elle faisait le siége du château de la première de ces villes avec assez de négligence, lorsque le duc de Ferrare se mit à la tête de quelques troupes françaises, de cent cinquante hommes d'armes et d'un grand nombre de chevau-légers (2) pour secourir cette place. Le duc d'Urbin, en ayant eu avis, leva le siége, et se retira à

(1) Bataille gagnée par Louis XII, le 14 mai 1509. En Italie, elle fut plus connue sous le nom de la *Chiaradadda*, ou de *Vaila*.

(2) Compagnie d'élite, organisée, pour la première fois, par Louis XII, dès 1498. (Bouillet, *Dict.*).

Imola avec tant de précipitation, qu'il abandonna trois pièces de canon. Sa retraite fut cause qu'Alphonse se remit en possession de tout ce qu'on lui avait pris dans la Romagne. Mais l'armée du Pape, ayant reçu de nouvelles troupes, reprit sans peine les mêmes places et fit une conquête bien plus importante. »

Le duc de Ferrare n'avait pu mettre de garnison dans Modène. Instruit de cette circonstance, et cédant aux instances de Gérard et de François-Marie Rangoné, gentilshommes modénois, le cardinal de Pavie se présenta devant cette place, qui capitula d'abord.

Le Pape ayant mis Modène en bon état de défense, se disposait à assiéger Ferrare, lorsque Chaumont s'étant avancé jusqu'à Rubiéra, Jules dut envoyer à Modène les troupes qu'il destinait à faire le siége de Ferrare. « Voyant toutes ses forces réunies en ces quartiers sous les ordres du duc d'Urbin, son capitaine général, du cardinal de Pavie, son légat, de Jean-Paul Baglioné, de Marc-Antoine Colonne et de Jean Vitelli, officiers de réputation, il les pressait vivement de donner bataille. Mais ils étaient bien éloignés de le contenter, parce que les Français leur étaient de beaucoup supérieurs; que toute l'infanterie du Pape n'était qu'un ramas de milices levées à la hâte, et qu'il n'y avait dans ces troupes ni ordre, ni discipline. D'ailleurs, le duc d'Urbin et le cardinal de Pavie étaient ouvertement brouillés. Cette mésintelligence alla même si loin que le duc, accusant le cardinal d'infidélité (1), il le mena à Bologne comme prisonnier, soit de sa propre autorité, soit par ordre du Pape; mais le cardinal se justifia si bien que son crédit et sa faveur n'en devinrent que plus grands. Cependant les deux armées étaient en présence : d'un côté, Chaumont avait sa cavalerie à Rubiéra et son infanterie à Mazzarglia ; de l'autre, les troupes du Pape occupaient le faubourg de Modène qui regarde Rubiéra, et les escarmouches étaient continuelles.

« L'armée du Pape, laissant Marc-Antoine à la garde de Modène, assiége et prend Concordia, et marche droit à la Mirandole. On était alors à la fin de décembre, et la saison avait été fort rude cette année. Ce contre-temps, joint au bon état des fortifications et au peu d'apparence

(1) « On soupçonna alors le cardinal de Pavie d'intelligence avec le roi de France, et ce soupçon s'accrut encore depuis..... On croyait qu'il avait adroitement conseillé au Pape l'entreprise de la Mirandole pour le détourner d'assiéger la ville de Ferrare dans un moment où la place n'avait qu'une faible garnison et n'eût pu être secourue à temps par l'armée française, épuisée par les fatigues et les maladies. » (Guicc.).

qu'il y avait que les Français laissassent perdre une place de cette importance, faisait désespérer aux officiers de s'en rendre maîtres. Mais le Pape doutait si peu de la prise de la Mirandole, et même de celle de Ferrare, que, lorsque, pour prévenir les inconvénients que pouvait causer la mésintelligence du duc d'Urbin et du cardinal de Pavie, il fit partir le cardinal de Sinigaglia pour prendre la place de ce dernier, il recommanda, sur toutes choses, à ce nouveau légat, en présence de plusieurs personnes, d'empêcher, autant que cela se pourrait, qu'il ne se fît aucun désordre à la prise de Ferrare.

« Le commencement de l'année 1511 fut marqué par un événement dont les siècles précédents ne fournissent aucun exemple. Le Pape, impatient de la lenteur du siége de la Mirandole, et attribuant à l'ignorance et à la perfidie des généraux, et particulièrement de son neveu, ce qui ne provenait que de la difficulté naturelle de l'entreprise, résolut d'aller presser ce siége en personne.

« L'ardeur infatigable de Jules, ses cris éternels, ses promesses et ses menaces ne pouvaient lever les obstacles qui faisaient traîner le siége en longueur. » Le maréchal de Chaumont avait promis de secourir la place et d'attaquer l'armée du Pape, mais il ne put remplir sa promesse, et un voyage qu'il fit à Milan, sur ces entrefaites, ayant découragé la garnison de la Mirandole, cette place se rendit, ainsi que sa citadelle.

Le Pape voulait assiéger Ferrare, mais la marche de Chaumont dérangea ses projets, et il dut, par le conseil de ses capitaines, se retirer à Bologne, contre laquelle Chaumont fit une entreprise qui ne réussit point.

Ce maréchal mourut sur ces entrefaites, et fut remplacé par Trivulzio, qui, ayant franchi le Panaro, vint camper à trois milles de l'armée du Pape. Celle-ci, « n'osant tenir la campagne devant les Français, et jugeant qu'il était à propos de marcher vers Bologne pour empêcher que l'approche des Bentivoglio, qui étaient dans l'armée de Trivulzio, n'excitât des mouvements dans cette ville, elle alla se poster à Casalecchio, à trois milles au-dessus de Bologne, poste avantageux et appuyé contre la montagne. »

Trivulzio fut fort embarrassé sur ce qu'il avait à faire, sentant bien qu'il était inutile d'attaquer Bologne, à moins d'être assuré du peuple; cependant, il prit le parti d'avancer. Il commandait le corps de bataille;

l'avant-garde était conduite par Théodore Trivulzio son neveu ; Gaston de Foix commandait l'arrière-garde. Trivulzio fit camper l'armée à Laïno, sur le grand chemin, à cinq milles de Bologne.

« Le Pape n'était plus alors à Bologne. Sur la nouvelle que Trivulzio était en marche, Jules, agité tour à tour par l'audace et la crainte, sortit de cette ville, quoique les lances espagnoles eussent pris congé de lui (1). Son dessein était d'aller engager l'armée, par sa présence, à livrer bataille aux ennemis, ce qu'il n'avait pu obtenir des capitaines ni par lettres, ni par l'ordre qu'il leur en avait fait donner plusieurs fois. En partant de Bologne il voulait aller coucher à Cento, mais il fut obligé de s'arrêter à la Piévé, parce que mille fantassins, qu'il avait dans cette dernière place, voulaient être payés avant de se mettre en marche ; et, soit qu'il fût piqué de cette résistance, soit qu'il envisageât le danger de plus près, il retourna, le lendemain, à Bologne.

« L'approche de Trivulzio l'effraya et lui fit prendre le parti de se retirer à Ravenne ; » mais, avant de quitter Bologne, il fit venir le président du conseil des Quarante, auquel il représenta tous les bienfaits que la ville devait au Saint-Siége ; que si, néanmoins, ils préféraient le joug des Bentivoglio à la douceur de la domination pontificale, il les priait de lui dire leur intention, parce qu'il s'y conformerait ; mais que s'ils prenaient la ferme résolution de se défendre, cela leur mériterait pour toujours la reconnaissance et la protection des papes.

Le président du conseil des Quarante ayant assemblé les membres de ce conseil, répondit, en leur nom, au Pape, « l'assurant, avec toute l'emphase bolonaise, de leur reconnaissance et de leur vive affection pour lui. » Ils étaient résolus d'exposer leurs biens, leur honneur et la vie de leurs femmes et de leurs enfants, et de mourir eux-mêmes, plutôt que de manquer de fidélité au Saint-Siége. Sa Sainteté pouvait se reposer sur eux de la défense de leur ville, et aller à Ravenne sans inquiétude ; et le canal de Bologne regorgerait du sang des Bolonais avant qu'ils reconnussent un autre souverain que le pape Jules.

« Le Pape compta beaucoup au delà de ce qu'il devait sur l'affection des Bolonais après cette réponse, et, laissant le cardinal de Pavie dans leur ville, il partit pour Ravenne ; mais la crainte qu'il avait du duc de

(1) Ces lances avaient été fournies au Pape par Ferdinand d'Aragon, en sa qualité de vassal du Saint-Siége pour le royaume de Naples. Sans doute, le temps de leur service venait d'expirer.

Ferrare lui fit quitter le grand chemin, quoiqu'il eût été rejoint par les lances espagnoles, qui, en retournant dans le royaume de Naples, voulurent bien l'escorter, et il en prit un plus long par Forli.

« Quand on sut à Bologne que Trivulzio était à Laïno, il y eut de grands mouvements dans la ville. Les uns, accoutumés à la licence de la tyrannie, et à vivre aux dépens d'autrui, souhaitaient passionnément le retour des Bentivoglio ; les autres, voyant deux armées dans leurs terres un peu avant la récolte, étaient au désespoir, et ne demandaient qu'à les éloigner, à quelque prix que ce fût. Il y en avait même plusieurs qui, craignant que le peuple ne mît la ville au pillage, ou que les Français ne la forçassent, s'embarrassaient peu de changer de maître. On se souvenait encore de l'impétuosité que cette nation avait fait paraître lorsque Chaumont parut devant cette ville. Un petit nombre d'ennemis déclarés des Bentivoglio favorisait le Pape; mais ils n'avaient que de la bonne volonté pour ses intérêts, n'étant pas en état de le servir par des effets. Dans cette diversité de sentiments, chacun prit les armes par amour pour la nouveauté, ou pour se garantir de l'insulte.

« Le cardinal légat n'était ni assez habile, ni assez ferme pour se tirer d'un pas si délicat ; il n'avait, dans une ville si grande et si peuplée, que deux cents chevau-légers et mille hommes de pied, et sa mésintelligence, plus grande que jamais, avec le duc d'Urbin, qui commandait l'armée à Casalecchio, l'empêchant d'avoir recours à ce général, il eut l'imprudence de soudoyer, parmi les citoyens mêmes, quinze capitaines, qui formèrent des compagnies tirées du peuple, et de leur confier la garde de la ville et des portes. La plus grande partie de ces officiers étaient partisans des Bentivoglio, et, entr'autres, Lorenzo Ariosti, qui, ayant été soupçonné, autrefois, d'intelligence avec eux, avait été arrêté à Rome, appliqué à la question, et, ensuite, longtemps enfermé dans le château Saint-Ange. Quand ces sortes de gens se virent armés, ils se mirent à cabaler dans la ville, et à semer parmi le peuple des bruits propres à le faire soulever. Le cardinal s'aperçut, mais trop tard, de sa faute ; il voulut envoyer les capitaines et leurs compagnies à l'armée, feignant que le duc d'Urbin l'en avait prié ; ceux-ci lui ayant répondu qu'ils ne voulaient pas abandonner la garde de la ville, il tenta d'y faire entrer Ramazzotto avec mille hommes de pied, mais le peuple s'y opposa. Le légat, se voyant tombé dans un mépris général, et n'ignorant pas, d'ailleurs, qu'il s'était fait beaucoup d'ennemis parmi la noblesse

par la cruauté qu'il avait exercée, quelque temps auparavant, sur trois nobles Bolonais, auxquels il avait fait trancher la tête sans aucune formalité, sous prétexte qu'il en avait reçu l'ordre du Pape, il prit le parti de se retirer. Dès que la nuit fut venue, il sortit, déguisé, du palais par une porte secrète, et passa dans la citadelle avec tant de précipitation qu'il oublia de prendre son argent et ses pierreries. Il les envoya chercher promptement, et, quand on les lui eut apportés, il sortit par la porte *del Soccorso*, et prit le chemin d'Imola avec cent cavaliers, et accompagné de Guido Vaïna, son beau-frère, capitaine de ses gardes. Un moment après, Octavian Frégose se sauva aussi de la citadelle, suivi d'un seul homme pour lui servir de guide.

« A la première nouvelle de la fuite du légat, on commença à crier par toute la ville : *Vive le peuple!* Lorenzo Ariosti et François Rinucci, qui était aussi l'un des quinze capitaines et partisan des Bentivoglio, suivis d'un grand nombre de gens de la même faction, courant aux portes de San Félicé et dellé Lamé, qui étaient le plus à portée du camp des Français, les rompirent à coups de hache, et, s'en étant rendus maîtres, dépêchèrent en diligence vers les Bentivoglio. A cette nouvelle, ceux-ci accourent, suivis d'un gros de cavalerie que Trivulzio leur donne, et, laissant le grand chemin pour éviter Ponté-a-Réno, qui était gardé par Raphaël Pazzi, l'un des capitaines du Pape, ils vont passer la rivière plus bas, se présentent à la porte dellé Lamé, et sont introduits dans la ville.

« La déroute de l'armée du Pape suivit de près la défection de Bologne. Le duc d'Urbin, dont les quartiers s'étendaient depuis Casalecchio jusqu'à la porte de Siragoza, ayant appris la retraite du légat et la révolte du peuple, décampa précipitamment et sans ordre, laissant ses tentes toutes tendues ; il n'avertit pas même la partie de l'armée qui gardait le camp du côté de la rivière, où étaient les Français. Les Bentivoglio informèrent, à l'instant, Trivulzio de ce désordre, et firent sortir de la ville une partie du peuple pour charger les ennemis. Les troupes et les paysans, qui accouraient déjà de toutes parts à grands cris, se jetèrent sur le camp, et enlevèrent l'artillerie, les munitions et une grande quantité de bagages ; mais les Français, qui survinrent, leur en ôtèrent la plus grande partie. Théodore Trivulzio étant arrivé à Ponté-a-Réno, suivi de l'avant-garde, Raphaël Pazzi tint ferme, pendant quelque temps, avec beaucoup de courage ; mais, enfin,

accablé par le nombre, il fut obligé de se rendre. Cependant, il arrêta les Français assez de temps pour donner à l'armée du Pape le moyen de se sauver. Les troupes vénitiennes, commandées par Ramazotto, et qui étaient campées, plus loin, sur le mont de San-Luca, n'ayant pu être averties que fort tard de la fuite du duc d'Urbin, se retirèrent en Romagne par les montagnes malgré un échec considérable qu'elles reçurent en chemin.

« Cette victoire, obtenue sans combat, valut aux Français quinze pièces de gros canons et plusieurs autres plus petites, qui appartenaient partie au Pape, partie aux Vénitiens ; ils prirent aussi l'étendard du duc d'Urbin, plusieurs autres drapeaux, une grande partie du bagage des troupes du Pape, et presque tout celui des Vénitiens. Quelques hommes d'armes de l'armée du Pape, et plus de cent cinquante de ceux des Vénitiens, perdirent leurs équipages. Presque toute l'infanterie de l'une et de l'autre armée fut dissipée, et l'on fit prisonnier Ursin de Mugnano et plusieurs autres officiers. » La citadelle, mal pourvue de vivres, se rendit, cinq jours après, aux Bolonais.

Cette prise de Bologne eut lieu le 21 mai 1511. Les avantages qu'elle pouvait procurer aux armes françaises se trouvèrent tout d'abord paralysés parce que Trivulzio, devenu général en chef par la mort de Chaumont, attendait les ordres du Roi pour savoir si ce prince se contenterait d'avoir mis Ferrare en sûreté et enlevé Bologne au Pape. Dans la vue de ménager le Pontife, Trivulzio refusa de prendre possession d'Imola, comme le lui offrait Jean de Sassatello, qui commandait cette place pour le Pape. Cette conduite prudente de Trivulzio se trouva parfaitement justifiée par les ménagements respectueux que Louis XII témoigna en cette circonstance pour le Pontife. A la faveur de cette révolution, le duc de Ferrare reprit toutes les places de la Romagne.

Le Pape fut très-sensible à la perte de Bologne ; mais il arriva bientôt un incident qui redoubla son chagrin. « Beaucoup de gens avaient accusé le cardinal de Pavie auprès de lui, les uns de trahison, les autres de lâcheté, quelques-uns d'imprudence ; le cardinal, voulant se justifier lui-même, se rendit à Ravenne. Dès qu'il fut arrivé, il en fit avertir le Pape, et lui demanda à quelle heure il pourrait avoir audience de Sa Sainteté. Jules, qui l'aimait beaucoup, fut charmé de son arrivée, et l'invita à dîner. Le cardinal sortit de chez lui pour y aller avec Guido

Vaïna et sa garde. Le duc d'Urbin, animé par la haine qu'il avait depuis longtemps pour le cardinal, et que la perte de Bologne, et, par conséquent, la déroute honteuse de son armée, qu'il lui imputait, excitaient encore, vint à lui, suivi de peu de monde, et, traversant les gardes, qui s'ouvrirent par respect, il le poignarda de sa propre main. Ainsi périt le cardinal de Pavie, que sa dignité devait garantir de cet attentat, mais qui, d'ailleurs, méritait les plus grands supplices par ses crimes. Le bruit de cet assassinat vint sur-le-champ aux oreilles du Pape, qui se mit à jeter des cris perçants. Il fut pénétré de la plus vive douleur pour la perte d'un homme qui lui était si cher, et encore plus par la hardiesse du coup qui venait de violer la dignité de la pourpre romaine jusque sous ses yeux, lui qui avait porté si haut l'autorité ecclésiastique ; mais, considérant que son neveu était l'auteur de cette sanglante catastrophe, il ne put soutenir sa douleur et sa rage, et partit, le jour même, de Ravenne pour retourner à Rome. » (1).

Le 17 août de cette même année, « le Pape tomba malade, et, quatre jours après, il fut tellement abattu par son mal, qu'on le crut mort pendant quelques heures, tellement que le bruit s'en répandit de toutes parts.

« Cependant il revint de sa faiblesse, et se trouva un peu soulagé le lendemain ; quoiqu'il y eût encore plus à craindre qu'à espérer pour sa vie, il assembla les cardinaux en forme de consistoire ; il avait résolu avant sa maladie d'observer les formalités juridiques dans l'absolution de l'assassinat commis par son neveu ; mais, n'ayant pas assez de temps pour cela, il la lui donna dans cette assemblée comme à un pénitent à l'égard duquel il usait d'indulgence. »

Revenu à la santé, le Pape ne donna pas d'autre suite à cette affaire,

(1) D'après la *Nouv. Biogr. génér.*, Alidosio, après avoir refusé un renfort offert par le duc d'Urbin, l'aurait, ensuite, pour se justifier lui-même, accusé de trahison. Le duc, l'ayant rencontré dans la rue, se précipita sur lui. Le passage suivant de l'*Histoire de Bayard*, par le *loyal serviteur*, nous montre comment l'opinion publique avait envisagé ce fait, et à quelles causes elle l'attribuait.

« Environ ceste saison, le duc d'Urbin, son nepveu, qui tousjours avoit esté bon François, et à qui desplaisoit à merveilles de la guerre que le Pape avoit levée contre le Roy de France, tua le cardinal de Pavye, légat à Boulongne, qui gouvernoit le Pape entièrement, et lequel en fut tres grandement courroucé ; mais il convint qu'il s'appaisast. L'occasion pourquoy ce fut, l'on rapporta audit duc d'Urbin que le cardinal de Pavye avait dit au Pape qu'il estoit plus serviteur des François que de luy, et qu'il les advertissoit chascun jour de son gouvernement. Cela y peut bien ayder, mais la principale raison estoit que celluy cardinal de Pavye avoit esté le premier qui avoit conseillé au Pape de commencer la guerre. Il en fut payé en mauvaise monnoye. »

soit qu'il la crût bien et dûment terminée, soit qu'il craignît qu'une nouvelle et plus solennelle absolution ne parût remettre en question ce qu'il avait décidé sous une autre forme, mais toujours en vertu de son pouvoir souverain.

Au commencement de l'année 1512, Jules II avait uni ses armes à celles des Vénitiens et des Espagnols pour chasser les Français de Bologne. Les troupes des alliés étaient rassemblées à Imola. Celles du Pape n'avaient point de capitaine général, « parce que le duc de Termini, que le Pape avait choisi pour cet emploi, comme un homme qui avait les bonnes grâces du roi d'Aragon, venait de mourir à Civita-Castellana. Le duc d'Urbin, qui avait accoutumé de remplir cette place, n'était pas venu, soit que le Pape ne l'eût pas jugé à propos, soit que le duc ne voulût pas servir sous le vice-roi (don Ramon de Cardona), qui était généralissime de l'armée des confédérés. » (1).

La bataille de Ravenne avait eu lieu le 11 avril, et le Pape en fut informé le 13. Dans le premier moment d'épouvante causé par cette nouvelle, ceux qui voulaient engager le Pape à conclure la paix ne manquaient pas de lui dire que les vainqueurs, déjà en marche pour Rome, allaient être rejoints par le duc d'Urbin et par d'autres capitaines partisans et pensionnés de la France. Mais, soit que ces accusations fussent injustes, soit que le péril de son oncle eût changé ses dispositions, François-Marie lui fit offrir de mettre à sa disposition deux cents hommes d'armes et quatre mille hommes d'infanterie.

(1) La froideur bien marquée qui, vers ce temps, exista dans les relations du Pape et du duc d'Urbin s'explique assez facilement par leurs dissentiments politiques relatifs à la question des alliances. Le Pape, très-absolu par caractère, devait difficilement supporter de la part de son neveu des opinions et des démarches tout à fait contraires à ses vues.

D'un autre côté, d'après quelques passages de Guicciardini, on peut croire que François-Marie, se trouvant en état de disgrâce auprès de son oncle, chercha d'autres appuis et se mit en état sinon de rébellion déclarée, au moins de révolte latente.

Guicciardini dit, par exemple, que les généraux commandant l'armée des confédérés craignaient d'engager contre Gaston de Foix une action décisive, leur armée se trouvant diminuée « depuis que le duc d'Urbin s'était retiré à l'occasion de certaines brouilleries. »

On croyait aussi qu'il avait conspiré contre son oncle, parce que, peu avant la bataille de Ravenne, il avait envoyé Baldassaré de Castiglioné au roi de France; qu'il entretenait des agents auprès de Gaston de Foix, et qu'enfin après la bataille de Ravenne il fit prendre les armes aux gens du pays contre les fugitifs de l'armée vaincue, et fit même, pour les poursuivre, passer des soldats sur le territoire de Pésaro.

Au reste, cette querelle de famille ne fut pas de longue durée, et une parfaite intelligence se rétablit bientôt, comme nous le verrons tout à l'heure, entre l'oncle et le neveu.

A ce moment, le Pape commençait à se rassurer par suite des discours que lui tenaient les ambassadeurs de Venise et du roi d'Aragon ; il le fut plus encore par le rapport du cardinal de Médicis, envoyé pour reconnaître exactement l'état de l'armée française. Les craintes du Pontife ne tardèrent pas à s'évanouir entièrement par l'inaction de cette armée et le découragement qu'avait amené chez elle la mort de Gaston de Foix. Ses généraux n'étaient pas d'accord entre eux. La Palisse, qui commandait l'armée, était en mésintelligence avec le cardinal de San Sévérino. Ce dernier, brouillé avec le Pape, remplissait à l'armée l'office de légat au nom du concile de Pise, qui était lui-même en opposition avec Jules II.

La Palisse attendait les ordres du Roi, et par suite même de ces ordres il se vit obligé de revenir dans le Milanais, où l'on redoutait une invasion des Suisses, alors en querelle avec Louis XII.

Cette invasion eut lieu en effet. Par suite de cette retraite des Français, tous les avantages remportés par eux se trouvèrent annulés. Parme et Plaisance se donnèrent au Pape ; toutes les villes de la Romagne retournèrent sous son obéissance, et le duc d'Urbin, à la tête de l'armée de l'Église, rentra dans Bologne après la fuite des Bentivoglio. Par l'ordre du Pape, il conduisit ensuite son armée dans le pays de Modène, où il fut obligé de licencier son infanterie sur l'injonction même des alliés, mécontents de voir les États de l'Église s'accroître ainsi rapidement, et désireux de mettre un terme à ces agrandissements.

Pour arrêter, dès leur principe, les germes des divisions naissantes entre les puissances confédérées contre la France, il y eut des conférences à Mantoue. Julien de Médicis s'y étant rendu, tant en son nom qu'en celui du cardinal, son frère, fit de grandes instances pour que l'on rétablît à Florence sa famille, qui en avait été bannie. Bernard de Bibiéna, depuis cardinal, et qui, dès son enfance, avait été, ainsi que ses frères, élevé dans la maison des Médicis, les appuyait au nom du Pape, qui l'avait député à cette intention. Les Médicis étaient également protégés par le vice-roi de Naples, don Ramon de Cordona ; et, comme personne dans cette assemblée ne prenait en main la cause de la République de Florence (1), il fut arrêté que l'armée espagnole marcherait

(1) Les Florentins avaient voulu garder la neutralité, et, l'ayant fait de manière à mécontenter tout le monde, ne faisaient point partie de cette conférence. Mais comme on leur avait fait la proposition de traiter, ils avaient envoyé quelqu'un auprès de l'évêque de Gurk, député

sur Florence avec Julien de Médicis et le cardinal, son frère, et que ce cardinal, à qui le Pape donnait la dignité de légat en Toscane, pourrait se servir des troupes de l'Église et tirer des villes voisines celles qu'il jugerait nécessaires à cette expédition.

« Après qu'on eut pris ces résolutions, le vice-roi retourna dans le Bolognèse, d'où il fit aussitôt décamper son armée pour marcher à Florence, qui, faute d'avoir su d'abord ce qu'on avait concerté à Mantoue, n'eut pas le temps de faire les moindres préparatifs. Le cardinal de Médicis joignit le vice-roi sur la frontière avec deux canons qu'il avait fait venir de Bologne, parce que les Espagnols n'avaient point de pièces de batterie. Franciotto Orsini et les Vitelli, qui étaient à la solde de l'Église, vinrent trouver le cardinal, mais sans leurs compagnies, ayant eu ordre du duc d'Urbin de ne mener aucunes troupes avec eux. Il fit la même défense aux officiers des troupes de l'Église malgré les brefs que le Pape lui avait écrits, aussi bien qu'à toutes les villes sujettes du Saint-Siége dans le voisinage des états de Florence. Néanmoins, ce duc avait paru jusque-là favorable aux Médicis, et même Julien avait passé plusieurs années à sa cour. Quel que fût le motif de cette conduite, qu'on n'a jamais pénétré, le duc refusa constamment de les aider dans cette occasion. »

Par suite de cette expédition, les Médicis rentrèrent à Florence le 1er septembre 1512, y recouvrèrent leurs biens, leurs dignités et une puissance plus grande encore que par le passé. Peut-être, prévoyant ce résultat, le duc d'Urbin avait-il craint que Florence, sous leur direction, ne devînt un état trop puissant pour l'équilibre de l'Italie; peut-être aussi les bons rapports qu'il avait eus jusque-là avec les Florentins lui faisaient-ils paraître injustes les procédés des confédérés envers eux.

Ce refus de concours lui attira, plus tard, la disgrâce du cardinal de Médicis, devenu pape sous le nom de Léon X. « De tous les griefs du Pape contre le duc d'Urbin celui qui aigrissait davantage le Pontife était le refus que François-Marie avait fait d'aider Léon et son frère à les rétablir à Florence. »

de l'Empereur à la Conférence. Leur envoyé était Jean-Victor Sodérino, jurisconsulte, et frère du gonfalonier. « Il ne fut fait aucune proposition de la part du vice-roi, ni de celle de la Ligue; mais l'évêque de Gurk, lui découvrant l'intrigue des Médicis, l'exhortait à traiter avec l'Empereur aux conditions proposées, et l'assurait qu'ensuite ce prince et le roi d'Aragon prendraient Florence sous leur protection. Jean-Victor, qui n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour conclure, rendait seulement compte à la République de l'état des choses, et attendait ses ordres; cependant, personne ne faisait de démarches auprès du vice-roi pour traverser les Médicis. » (Guicc., XI).

Au commencement de l'année 1513, « Jules II acheta secrètement de l'Empereur, moyennant 30,000 ducats, la ville de Sienne en faveur du duc d'Urbin (1), qui ne possédait dans tout l'état ecclésiastique que la ville de Pésaro, le Pape voulant faire voir par cette modération que ce n'avait pas été dans le dessein d'élever sa famille qu'il avait travaillé à étendre la domination du Saint-Siége. »

Peu après, et au moment où il formait les plus grands projets, le Pape tomba malade. Lorsqu'il sentit les approches de la mort il assembla le consistoire, auquel il n'eut pas la force d'assister, et, après avoir fait prendre plusieurs dispositions concernant l'élection de son successeur, « il supplia le Sacré Collége de céder la ville de Pésaro, sous le titre de *vicariat*, au duc d'Urbin, rappelant aux cardinaux que ç'avait été principalement par le moyen de son neveu que cette ville était retournée au pouvoir de l'Église après la mort de Jean Sforza. »

Jules II mourut le 21 février 1513. Léon X, élu, dix-sept jours après, loin d'accomplir les intentions de son prédécesseur envers le duc d'Urbin, ne voulut voir dans le pardon qui lui avait été accordé pour le meurtre du cardinal de Pavie que ce qu'il pouvait présenter d'irrégulier et d'incomplet par suite du manque des formalités requises.

Sous le nouveau pontificat on éveilla donc le souvenir de cette affaire pour en faire le texte d'une accusation qui resta suspendue sur la tête de François-Marie comme une sourde et perpétuelle menace.

Vainement, à l'entrevue de Bologne (décembre 1515), François Ier

(1) On trouve dans l'histoire d'Italie plusieurs exemples de ces sortes de marchés, et ils amènent parfois de singulières complications.

En 1341, au milieu des secousses qui avaient agité la Toscane et la Lombardie, la ville de Lucques était tombée au pouvoir de Mastino della Scala, seigneur de Vérone. Celui-ci ne l'avait pas remise aux Florentins, quoiqu'il s'y fût engagé, « espérant pouvoir la conserver pour lui. » Par suite d'autres événements, se voyant hors d'état de la garder, il résolut de la vendre. « Le peuple de Florence et celui de Pise désiraient également faire cette acquisition. Pendant qu'elle se négociait, ceux de Pise s'aperçurent que les Florentins l'emporteraient, étant les plus riches; ils eurent recours à la force, et, secondés par les Visconti, ils allèrent assiéger Lucques. Les Florentins ne renoncèrent point, pour cela, à leur marché avec Mastino; ils le conclurent, au contraire, en payèrent une partie sur-le-champ, donnèrent des otages pour l'autre, et envoyèrent, pour en prendre possession, Naddo Rucellai, Jean de Bernardino, de la famille des Médicis, et Rosso de Ricciardo, de celle des Ricci. Ces envoyés pénétrèrent de vive force dans Lucques, qui fut remise entre leurs mains par les troupes de Mastino. Les Pisans poursuivirent néanmoins leur entreprise et firent tous leurs efforts pour s'emparer de la ville. Les Florentins, de leur côté, tâchaient d'en faire lever le siége. Ces derniers en furent chassés après une longue guerre, où ils perdirent leur argent et leur gloire, et ceux de Pise en devinrent les maîtres. » (MACHIAVEL, *Histoire de Florence*, liv. II).

En 1514, Léon X acheta de l'empereur Maximilien « toujours besogneux » la ville de Modène moyennant 40,000 ducats.

chercha à détourner le Pape d'employer les voies de rigueur : le Roi savait bien, en effet, que l'un des principaux griefs du Pape était l'attachement du duc d'Urbin à la France et l'intérêt que lui portaient le conseil du Roi et tous les courtisans et seigneurs français (1).

Cependant, la chose n'eut pas de suite tant que vécut Julien de Médicis, frère du Pape, et attaché au duc d'Urbin par les liens de l'amitié et de la reconnaissance (2) : par ses prières et ses représentations il suspendit l'effet de la colère du Pontife. Mais il mourut en 1516, à l'âge de trente-sept ans, et il ne se trouva plus personne capable de calmer les ressentiments du Pontife et de neutraliser l'effet des sollicitations incessantes de Laurent de Médicis et de sa mère, Alfonsina Orsini, veuve de Pierre de Médicis. Cette femme ambitieuse, peu satisfaite de la position élevée occupée par ses enfants en qualité de premiers citoyens d'une République, convoitait pour son fils le duché

(1) Le Pape avait en ce moment d'autres motifs d'irritation. François-Marie « étant au service de l'Église avec une compagnie de deux cents gendarmes, avait promis de se rendre à l'armée du Pape, que commandait alors Julien de Médicis ; mais, ensuite, la maladie de Julien ayant engagé le Pape à donner le commandement de ses troupes à Laurent de Médicis, le duc avait refusé de marcher, sous prétexte que, s'il avait bien voulu servir sous les ordres de Julien, avec qui il avait d'anciennes liaisons d'amitié, il ne voulait pas en user de même avec le nouveau général, ni paraître comme simple officier dans une armée qu'il avait tant de fois commandée en chef. » Il paraît même qu'en cette circonstance il rappela ses troupes déjà en marche pour rejoindre l'armée papale.

Sans excuser ce que cette conduite avait de répréhensible au point de vue des devoirs de la vassalité, on conçoit qu'il éprouvât de la répugnance à servir sous Laurent, en qui il pouvait voir un ennemi personnel et un rival avide de s'enrichir de sa dépouille.

(2) Voici à quelle occasion : Laurent de Médicis, dit *le Magnifique*, étant mort en 1492, son fils Pierre lui succéda, bien qu'il n'eût pas l'âge requis pour exercer les deux magistratures dont il se trouvait investi. En 1494, Charles VIII, roi de France, descendit en Italie. Pierre étant allé le trouver, se laissa séduire par les promesses ou intimider par les rapides succès de l'armée française, et, de son autorité privée, mit Charles en possession des places de Piétra Santa, Sarzana, Sarzanello, et, peu après, de celles de Livourne et de Pise. Le Roi devait s'engager par écrit à lui rendre ces places aussitôt qu'il aurait fait la conquête du royaume de Naples. Les Florentins furent indignés de voir Pierre traiter ainsi avec un prince étranger, et faire, en remettant ces places sans leur consentement, acte de souveraineté. Il y eut à cette occasion une révolte à Florence ; les Médicis furent chassés et déclarés rebelles, leurs têtes mises à prix, et le jour de leur sortie de la ville fut rangé au nombre des jours de fête. Pierre fit, pour rentrer à Florence, plusieurs tentatives inutiles. L'exil des Médicis dura depuis 1494 jusqu'en 1512, où ils rentrèrent à Florence, ainsi que leurs partisans.

Or, lors de son expulsion de Florence, Pierre s'était enfui à Bologne avec ses frères Julien et Jean de Médicis. Le duc d'Urbin, alors régnant (Guido Ubaldo), les avait accueillis favorablement et toujours protégés et aidés. Julien, pendant son exil, était demeuré plusieurs années à la cour d'Urbin, du vivant de Guido Ubaldo, et ensuite avec François-Marie, qui lui avait succédé en 1508. Il était demeuré reconnaissant de leur généreuse hospitalité.

Pierre mourut dans le royaume de Naples, à la déroute du Garigliano, en 1503, laissant une veuve (Alfonsina Orsini) et un fils (Laurent), qui va jouer un rôle marquant dans les événements que nous aurons à raconter.

d'Urbin afin qu'il pût prendre un rang effectif parmi les princes italiens.

Par suite de ces diverses circonstances l'accusation fut activement reprise. Le Pape publia d'abord un monitoire où étaient longuement énumérés les torts du duc d'Urbin, le meurtre du cardinal de Pavie, dont il n'avait été absous que par grâce et sans aucune des formalités nécessaires en pareil cas, l'offre de service faite au roi de France dans un moment où ce roi était en guerre avec le Pape, la poursuite à main armée exercée contre les troupes de l'Église, alors qu'elles se sauvaient à la suite de la défaite de Ravenne, etc., et l'on concluait que la conduite de ce prince et les outrages qu'on avait reçus de lui devaient faire craindre, pour l'avenir, des attentats plus grands encore. Bref, François-Marie fut déclaré déchu de tous droits à la possession du duché d'Urbin.

A la suite de cette publication, Laurent de Médicis, commandant de l'armée du Pape, se rendit maître, sans résistance, de tout le duché d'Urbin, et même de Pésaro, qui n'en faisait point partie. Cette ville, fortifiée et garnie de troupes bien suffisantes pour la défendre, pouvait, d'ailleurs, recevoir des secours par la mer, qui était libre. Cependant François-Marie, qui s'y était retiré, laissa le château occupé par son favori, Tranquillo de Mondolfo, et, abandonnant la ville, se réfugia à Mantoue, où il avait déjà envoyé sa femme et son fils. « On raisonna beaucoup sur le motif de sa retraite. Les uns disaient qu'il avait lieu de se défier de la garnison, dont la plus grande partie n'était pas payée ; d'autres disaient que sa tendresse pour sa femme, dont il ne pouvait pas demeurer éloigné, avait servi de prétexte à sa lâcheté. »

Après la capitulation de Sinigaglia Laurent était retourné à Florence, laissant son armée aux mains de ses lieutenants. Mondolfo avait promis de rendre le château de Pésaro s'il n'était secouru dans le délai de vingt jours ; il s'était engagé, de plus, à ne point réparer les brèches faites ; mais, ayant, contre sa parole, relevé les murs et fait une sortie, les assiégeants, irrités, battirent la place avec tant de furie, que la garnison « se souleva contre le gouverneur et le livra aux généraux du Pape, qui le firent pendre quelques jours après. Maïolo se rendit aussi. La prise de cette place facilita le siége de San Léo, qui, situé à l'opposite, n'en est éloigné que d'un mille. » Cette place fut bloquée. Trois mois après, un charpentier se chargea de conduire les assiégeants sur un point que l'on

croyait inaccessible. La garnison effrayée, après avoir soutenu un seul assaut, capitula deux jours après, quoique la place fût bien pourvue de toutes sortes de munitions.

La procédure contre François-Marie fut continuée, et le duché d'Urbin se trouvant, de fait, à la disposition du Pape, fut réuni au domaine de l'Église. « Le Pape en donna l'investiture, en plein consistoire, à Laurent de Médicis, son neveu ; et, pour donner plus de force et d'authenticité à cet acte, il voulut que tous les cardinaux le signassent. Il n'y eut que Dominique Grimani, évêque d'Urbin, qui, ayant des liaisons particulières avec la Rovère, refusa de consentir à sa ruine ; mais, craignant la colère du Pape, il sortit, quelques jours après, de Rome, où il ne rentra qu'après la mort de Léon.

« Le roi de France ne put voir sans un vif ressentiment le malheur du duc d'Urbin, qui n'était dépouillé de ses états qu'à cause de son attachement pour la France. » Mais le désir de gagner les bonnes grâces et de conserver l'alliance du Pape l'emportait chez lui sur tout autre considération, ce qui prouve, ajoute Guicciardini, la grandeur du respect qu'inspire la majesté pontificale.

GUERRE D'URBIN.

A la fin de l'année 1516, un accord avait été conclu entre les puissances belligérantes dans le nord de l'Italie. Le 15 janvier 1517, les Vénitiens avaient été, par suite de cet accord, remis en possession de Vérone, ce qui avait excité à Venise des transports de joie. L'Italie se préparait à jouir des douceurs de la paix quand sa tranquillité fut troublée par la guerre qui recommença dans le duché d'Urbin.

François-Marie avait trouvé le moyen de s'attacher quelques troupes espagnoles, qui avaient été tour à tour au service de l'Empereur, du roi de France et des Vénitiens (1), et que cette paix rendait inutiles. Ils étaient au nombre d'environ cinq mille hommes de pied. « Frédéric de Bozzolo

(1) Pendant que les Français et les Vénitiens assiégeaient Vérone de concert, l'Empereur envoya neuf mille lansquenets au secours de cette ville ; mais les Espagnols, ne pouvant sympathiser avec les Allemands, étaient passés presque tous au service des Vénitiens avec Maldonat, leur colonel. (Guicc.).

se joignit à cette infanterie avec huit cents chevau-légers, dont il partageait le commandement avec Gayoso, espagnol, Zuccher, bourguignon, André Bua et Constantin Boccoli, albanais. Tous ces officiers avaient de l'expérience et de la réputation, mais Frédéric de Gonzague, seigneur de Bozzolo, était bien au-dessus des autres par la naissance et les emplois militaires qu'il avait exercés dès sa première jeunesse. Plein d'ardeur pour la gloire, il offrit son secours au duc d'Urbin en considération des liaisons d'amitié qui existaient entre eux, et aussi par haine contre Laurent de Médicis, qui, lorsque le Pape le mit à la tête des troupes de l'Église et de Florence, à la place de Julien de Médicis, avait refusé de lui continuer le commandement de l'infanterie qu'il tenait de ce général (Julien).

« François-Marie marcha contre le duché d'Urbin, le jour même de la restitution de Vérone. Son armée était plus redoutable par le courage des soldats que par leur nombre, ou par les préparatifs du général. En effet, si l'on excepte les armes et les chevaux, elle manquait de toutes les choses nécessaires. La marche de ces troupes causa beaucoup de crainte au Pape. En effet, il n'ignorait pas que les généraux qui les commandaient étaient animés contre sa maison, et savait quelle était la valeur de l'infanterie espagnole; il craignait surtout l'affection qu'avaient les peuples du duché d'Urbin pour François-Marie. Le souvenir de la douceur et de l'équité de la maison de Montéfeltro, qui avait longtemps gouverné ce pays, y était encore récent, et l'on avait pour la Rovère, qui avait été élevé à la cour du duc d'Urbin, et qui, d'ailleurs, était fils d'une sœur du duc Guido Ubaldo, tout l'attachement qu'on avait eu pour Guido Ubaldo lui-même. De plus, Léon était au désespoir d'être obligé de faire la guerre à des gens qui n'avaient rien à perdre, et qui ne combattaient qu'en vue du pillage; il craignait encore que ce dernier motif ne rassemblât sous les drapeaux de son ennemi une foule de soldats que la paix tenait dans l'inaction. Mais le Pape était bien autrement alarmé par la crainte où il était que la France ne trempât dans cette expédition; il savait que le Roi n'avait supporté qu'avec chagrin le malheur de François-Marie. » Il sentait que François Ier avait contre lui bien des motifs d'irritation, dont un des moindres, sans doute, était le passage sur les terres de l'Église, accordé par le Pape aux Espagnols qui allaient secourir Vérone, assiégée par les Français. « Tant de sujets de plaintes donnés à ce prince ne permettaient pas de douter qu'il ne fût très-indis-

posé contre lui. Il s'en assurait encore davantage lorsqu'il considérait que l'expédition de François-Marie s'était concertée aux environs de Vérone ; il ne pouvait s'imaginer que Lautrec l'eût absolument ignorée, et même qu'il n'y entrât pas pour quelque chose, puisqu'il ne lui en avait donné aucun avis. Enfin, Bozzolo avait été, jusqu'alors, au service du Roi, et il n'était pas tout à fait certain qu'il l'eût quitté, ce que Lautrec assurait néanmoins pour dissiper les soupçons du Pape. Léon n'était pas plus assuré des dispositions du sénat de Venise ; il courait un bruit que les provéditeurs de l'armée de la République avaient favorisé François-Marie, et l'on n'ignorait pas, d'ailleurs, les sujets de mécontentement que les Vénitiens avaient contre le Pape, dont la puissance particulière, jointe à la grande autorité qu'il avait à Florence, les alarmait beaucoup. Le Pape avait donc de justes raisons de s'effrayer, mais surtout dans un temps où rien ne le rassurait d'ailleurs.

« Tandis qu'il cherchait à dissiper ces craintes par des négociations, il ne cessait de prendre des mesures contre le duc d'Urbin. Laurent, son neveu, faisait passer en Romagne des milices et une partie des anciennes compagnies florentines pour rejoindre Renzo de Céré et Vitelli, qui étaient à Ravenne avec leurs troupes ; ces officiers avaient ordre de couper les passages aux ennemis. Mais ceux-ci les prévinrent par leur diligence, et, ayant passé le Pô à Ostie, ils traversèrent le Bolognèse par Cento et Butrio, et furent reçus dans les places dépendantes du duc de Ferrare. Ensuite, après avoir mis au pillage le château de Granérolo, dans le territoire de Faënza, ils s'approchèrent de cette ville pour tâcher d'y exciter quelque mouvement en faveur d'un jeune homme de la famille de Manfrédi, qui était dans l'armée. N'ayant pas réussi, ils continuèrent leur route sans inquiéter les autres villes de la Romagne, qui étaient toutes pourvues de fortes garnisons ; d'ailleurs, Renzo et Vitelli s'étaient rendus par mer à Rimini pour assurer davantage cette place. Dans ces circonstances, Médicis arriva à Céséna, où il avait donné rendez-vous à son armée, et, voyant que l'ennemi était déjà passé, il leva encore de nouvelles troupes ; mais il en eut bientôt plus qu'il n'aurait voulu. Jean de Poppi, son secrétaire, qu'il avait envoyé auprès de Lautrec, voyant deux mille cinq cents lansquenets, et plus de quatre mille Gascons renvoyés par ce général, sur le point de retourner dans leur pays, s'imagina que ces troupes, n'ayant rien à faire, pourraient peut-être suivre François-Marie. Dans cette idée, il crut devoir les prendre à la solde de

Médicis, qui viendrait aisément à bout de vaincre par leur moyen. C'est pourquoi, se servant du crédit de Lautrec auprès des capitaines, il engagea ces troupes à marcher tout d'un coup vers Bologne. Cette démarche de Poppi jeta le Pape et son neveu dans un grand embarras ; ils dissimulèrent, néanmoins, la défiance qu'ils avaient de ces troupes, dans la crainte que, s'ils refusaient de les recevoir, elles n'augmentassent les forces de l'ennemi.

« Cependant François-Marie fut reçu avec une extrême allégresse par tous les peuples du duché d'Urbin. » Laurent n'avait pu mettre de garnison que dans la capitale ; la crainte d'une sédition fit capituler celui qui y commandait, et François-Marie se vit maître de presque tous ses anciens états.

Je ne citerai pas en détail les villes prises et reprises alternativement par les deux partis. Je ne mentionnerai que les principaux incidents de cette guerre, et surtout ceux qui eurent une influence marquée sur son issue définitive. Seulement, je ferai remarquer d'avance que les rivalités des puissances étrangères et les négociations entamées avec elles par le Pape, et poursuivies avec activité, ne pouvaient manquer de tourner au désavantage de François-Marie, et devaient lui faire perdre le fruit de ses premiers succès (1). Il est curieux de voir comment ce résultat final put se dégager des embarras et des complications offertes par l'ensemble de la politique du moment.

« Le traité de Noyon (1516) n'avait pas converti le roi catholique de sa jalousie et de ses défiances envers le roi de France. L'aïeul et le petit-fils offrirent donc leurs services au Pape et ordonnèrent à leurs sujets de quitter l'armée du duc d'Urbin. Charles envoya le comte de Potenza dans le royaume de Naples pour remettre la gendarmerie sur pied et conduire quatre cents lances à l'armée du Pape. Enfin, dans la vue de montrer à Léon les favorables dispositions où il était à son égard, il confisqua le duché de Sora, que le père de François-Marie avait acheté dans la terre de Labour. Le roi de France, au contraire, vit avec plaisir le Pape dans l'embarras, et son premier dessein fut de l'amuser, comme il l'avait été lui-même par le Pontife ; il lui fit donc répondre qu'il était

(1) Ces négociations se combinaient avec le système de guerre adopté par le Pape. « Il jugea à propos de temporiser et de prendre le parti de la défensive. Il avait défendu à ses généraux d'en venir à une action décisive, à moins qu'on ne fût à peu près assuré d'en sortir avec honneur, sentant bien tout le danger qu'il y avait à se risquer avec de si braves troupes. » (Guicc.).

bien fâché de ce qui lui était arrivé, et qu'il ordonnerait à Lautrec de le secourir ; qu'au reste, c'était par sa faute qu'il s'était attiré cette guerre, et que les Espagnols n'auraient pas été en état de lui nuire s'il n'avait pas lui-même grossi leur nombre en donnant passage aux troupes de cette nation qui marchaient au secours de Vérone. Mais, faisant réflexion que le Pape, privé du secours de la France, pourrait se livrer à l'Espagne, il résolut de l'aider, et de retirer cependant quelque utilité du besoin que Léon avait de son appui.

« Dans cette résolution, il fit partir de Milan trois cents lances pour aller au secours du Pape, et il lui fit proposer, en même temps, un nouveau traité, celui de Bologne devant être regardé comme anéanti par toutes les infractions qu'il avait souffertes de la part de Sa Sainteté..... De l'autre côté, la Régente, mère du Roi (1), qui avait beaucoup d'empire sur son fils, déclamait hautement contre l'inhumanité du Pape, qui, non content d'avoir dépouillé François-Marie d'un état qui lui appartenait si légitimement, l'avait encore excommunié, et refusait de payer les pensions de la duchesse douairière d'Urbin, qui n'avait pas de quoi vivre, aussi bien que la femme de ce malheureux prince. La méfiance du Pape s'accrut lorsqu'il apprit les plaintes de la Régente ; néanmoins, sa situation l'obligea d'accepter les trois cents lances, moins pour s'en servir que pour augmenter la réputation de ses forces. C'est pourquoi, lorsqu'elles furent parties de Milan, il les fit rester plusieurs jours dans le territoire de Modène et de Bologne. Ensuite Laurent leur donna des quartiers à Rimini, où elles n'étaient pas à portée de lui nuire, vu l'éloignement des ennemis. »

« ..... Le traité qui se conclut alors entre le Pape et le Roi ne rassura pas entièrement Léon, parce que François ne se détermina à le ratifier qu'après beaucoup de difficultés, qui suspendirent longtemps la conclusion de cette affaire ; encore fallut-il que le Pape cédât en plusieurs points avant que le Roi signât. » Une des conditions de ce traité engageait le Roi à donner à Laurent de Médicis six mille ducats par mois pour la défense du duché d'Urbin.

« Cependant Médicis avait beaucoup augmenté le nombre de ses troupes durant cette négociation. Non-seulement il avait fait des recrues considérables, mais le Pape avait pris à sa solde mille hommes d'infan-

(1) Louise de Savoie, à laquelle ce surnom était resté depuis qu'elle avait été régente, lors de l'expédition de François Ier, en 1515.

terie espagnole et autant de lansquenets ; il y avait donc toute apparence qu'il terminerait heureusement cette guerre avec des forces si considérables.

« Les ennemis avaient choisi des postes fort avantageux. Ainsi, le seul moyen de les obliger à la retraite était de les affamer. C'est pourquoi Camille Orsini eut ordre de se rendre avec sept cents chevau-légers dans le pays qu'on appelle le Vicariat, d'où l'ennemi tirait la plus grande partie de ses vivres (1).

« Sur ces entrefaites, un trompette se rendit à Pésaro pour demander un sauf-conduit de la part du capitaine Suarez, espagnol, qui devait venir trouver Médicis avec une autre personne. Laurent l'accorda sans difficulté, croyant que cet officier était un capitaine qui portait aussi ce nom, et avec lequel il avait de secrètes liaisons ; il fut bien surpris d'en voir arriver un autre, accompagné d'Horace de Fermo, secrétaire de François-Marie. Ces deux hommes demandèrent une audience publique et l'obtinrent. Suarez y dit à Médicis, de la part de François-Marie, que leur différend pouvait se décider l'épée à la main, dans un combat singulier, ou entre plusieurs braves dont ils se feraient accompagner chacun de leur côté ; il leur laissait le choix de ces deux partis ; qu'il était plus convenable de vider ainsi leur querelle que par une guerre funeste aux peuples, également ruineuse pour celui des deux qui demeurerait vainqueur. Ensuite, il voulut lire un cartel qu'il avait à la main, mais on l'en empêcha. Laurent, ayant consulté les officiers de son armée, répondit qu'il accepterait le défi, pourvu que François-Marie commençât par abandonner les places qu'il venait d'usurper sur lui. Ensuite, il fit mettre en prison les deux envoyés, par le conseil de Renzo de Céré, qui blâmait leur hardiesse, digne, selon lui, d'être punie ; mais les autres officiers lui ayant représenté que c'était violer le droit des gens, il relâcha Suarez, ne retenant que son compagnon. Il colora cette perfidie d'un prétexte ridicule : il dit qu'on aurait dû faire exprimer dans le sauf-conduit le nom d'Horace, tant parce que cet homme était sujet de l'Église, qu'à cause de l'emploi qu'il avait auprès de François-Marie. Le dessein de Laurent était d'apprendre par son moyen les secrets de François-Marie, et de découvrir quel était le ressort secret de l'expédition. En effet, il le fit bientôt appli-

(1) Le pays dont il est ici question est la plaine qui de Fossombroné s'étend jusqu'à Sinigaglia, sur la rive droite du Métauro, l'ancien *Metaurum*, célèbre dans l'antiquité par la défaite d'Asdrubal.

quer à la torture, et il courut un bruit qu'il y avait donné à entendre que la France avait beaucoup de part à cette guerre.

« Cependant, la cavalerie légère qu'on avait envoyée dans le Vicariat n'avait pas pu empêcher l'ennemi d'en tirer des vivres; il fallait donc y faire passer de plus grandes forces pour leur ôter tout à fait cette ressource. L'armée de Médicis était alors assez nombreuse pour paraître en présence de l'ennemi : elle consistait en mille hommes d'armes, autant de chevau-légers, et quinze mille hommes de pied, de différents pays, parmi lesquels il y avait plus de deux mille Espagnols, que le Pape avait pris à son service dans Rome. La guerre d'Urbin étant la seule qu'il y eût alors en Italie, et les officiers ayant eu le temps de substituer des soldats aguerris aux milices levées à la hâte, cette armée avait la fleur et l'élite de l'infanterie qui était alors dans ces provinces. Il fut donc résolu qu'on irait se porter à Sorbolungo, place dans le territoire de Fano, à cinq milles de Fossombroné, d'où il serait facile d'enlever les vivres du Vicariat à l'ennemi. »

Par suite de divers incidents cette marche ne s'exécuta point avec ensemble. Jean de Médicis, qui faisait ses premières armes dans cette campagne, arriva seul jusqu'à Sorbolungo, mais il ne put y entrer, parce que François-Marie, ayant pénétré son dessein, occupa cette place avant lui, le força de se retirer à Orciano, et lui fit plusieurs prisonniers. Les deux armées, se trouvant très-rapprochées l'une de l'autre, ne cessaient de se harceler. Les chefs de l'armée papale délibérèrent si l'on devait livrer bataille. Renzo de Céré et Vitelli empêchèrent qu'on n'adoptât cette résolution ; mais, pour que la retraite ne ressemblât pas à une fuite, ils conseillèrent de marcher contre Monté-Baroccio et les autres places abandonnées par l'ennemi, d'où l'on pourrait ensuite aller faire le siége de la ville d'Urbin.

« Le lendemain, l'armée se mit donc en marche à la pointe du jour, mais les soldats furent si persuadés qu'on fuyait, que deux gendarmes passèrent dans le camp de François-Marie, et lui donnèrent avis de la prétendue fuite des ennemis. Ce général, ne doutant plus de la victoire, fit marcher sur-le-champ son armée à travers les montagnes pour tomber sur Médicis, lorsqu'il serait dans la plaine, supposant qu'il avait pris le chemin le plus court et le plus aisé : en effet, si la chose fût arrivée ainsi, la bataille eût été inévitable ; mais le hasard voulut que Médicis, pour sauver une pièce de canon qu'il avait été obligé de laisser en chemin,

deux jours auparavant, fit repasser le Métauro par ses troupes à Molino-di-Madonna, ce qui l'éloignait de plus de quatre milles du lieu où le droit chemin l'aurait conduit : preuve sensible que le moindre accident décide souvent les grands événements à la guerre. La cavalerie et l'infanterie passèrent à gué, mais avec lenteur. Elles se mettaient en bon ordre en sortant de la rivière, et marchaient en bataille vers Fossombroné par la plaine. L'infanterie était presque entièrement passée, et il ne restait plus sur l'autre rive que les gendarmes et les chevau-légers qui composaient l'arrière-garde, lorsque la cavalerie légère des ennemis, qui était fort nombreuse et fort leste, vint tomber sur eux. »

François-Marie et les officiers de son armée, s'apercevant que les ennemis montaient vers Fossombroné à mesure qu'ils passaient la rivière, virent bien qu'ils ne fuyaient pas, et que leur dessein était de se saisir de Monté-Baroccio. Ne songeant plus alors à les combattre, ils n'eurent d'autre objet que de marcher promptement vers un passage important sur la rivière de Tavernelle. Les troupes de François-Marie, ayant abandonné leurs bagages, se mirent à courir vers un défilé sans aucun ordre. « Contre l'avis de tous les autres chefs et le désir des soldats, Renzo de Ceré et Vitelli, au lieu de les prévenir et de les attaquer en ce moment, voulurent s'emparer d'une hauteur voisine vers laquelle on se mit en marche ; mais les soldats espagnols de l'armée de François-Marie, s'étant aussitôt emparés de ce même poste, firent un feu terrible sur les lansquenets qui se trouvaient à portée de leurs armes, et poussèrent de grands cris pour marquer leur joie qu'ils avaient de se voir hors d'un péril certain.

« François-Marie, de son côté, se rendit à toute diligence à Monté-Baroccio, et prévint deux mille hommes de l'infanterie ennemie qui avaient ordre de s'en saisir.

« Médicis se rendit dans la plaine, du même côté, et les deux armées se trouvaient campées à un mille l'une de l'autre. Seulement Médicis se trouvait placé moins avantageusement pour avoir ses vivres, car, les tirant de Pésaro, d'où on les transportait par mer à Fano, quand la mer était contraire, la disette se faisait souvent sentir à son armée. De plus, les convois depuis Fano étaient, la plupart du temps, interceptés par la cavalerie que les paysans avertissaient exactement des moindres démarches de l'ennemi.

« Sur ces entrefaites, François-Marie envoya un trompette à l'infanterie gasconne de l'armée ennemie pour lui montrer des lettres qu'on

avait trouvées dans les papiers du secrétaire de Médicis, dont le bagage avait été enlevé, en partie, le jour qu'il abandonna le poste de Saltara. Le Pape, fâché que les Gascons eussent obligé ce général à augmenter leur paye, lui recommandait, dans ces lettres, de faire ensorte qu'ils repassassent les monts. Cette lecture fit tant d'impression sur l'esprit de ces troupes, qu'elles se fussent mutinées si Carbon, leur capitaine, et Laurent ne les eussent apaisées en les assurant que ces lettres étaient supposées. »

Médicis, craignant que cette affaire n'eût des suites, et, d'ailleurs, manquant de vivres, quitta le poste où il se trouvait pour gagner la partie du Vicariat la plus rapprochée de la mer. Pour se gagner les Gascons, il leur fit prendre et piller, à eux seuls, San Constanza, place facile à emporter. Il mit ensuite le siége devant Mondolfo, qui était bien plus fortifié. En allant reconnaître une batterie qui avait été mal placée par Renzo de Ceré, Laurent fut grièvement blessé. La brèche étant déjà ouverte, on continua le siége malgré son absence. Une mine fit écrouler une grande tour et un pan de mur contigu. Quoique l'assaut qu'on donna alors n'eut pas de succès, la garnison, craignant de n'être point secourue par François-Marie, se rendit, vies et bagues sauves.

« Le Pape, informé du malheur de son neveu, qui fut en danger de perdre la vie, fit partir pour l'armée le cardinal de Sainte-Marie *in Portico* en qualité de légat. La mauvaise conduite des officiers, jointe à une espèce de fatalité, ayant déjà commencé à ruiner les affaires du Pape, le cardinal prit le commandement de l'armée sous de malheureux auspices. Le lendemain de son arrivée, il s'éleva, par hasard, une querelle entre deux soldats, dont l'un était italien et l'autre allemand. Ceux de ces deux nations qui se trouvèrent le plus près de cet endroit accoururent au bruit, appelant réciproquement leurs compatriotes à leur secours ; tout le camp fut bientôt en mouvement. Les troupes, de part et d'autre, sans s'informer de la cause du tumulte, allèrent s'armer dans leurs quartiers et massacrèrent tous ceux qu'elles rencontraient ; mais le désordre s'accrut encore par l'avidité des Gascons, qui pillèrent le quartier des Italiens pendant que ceux-ci marchaient en bataille vers le lieu de la querelle. Les principaux officiers de l'armée, qui tenaient alors le conseil de guerre, accoururent aussitôt ; mais ils trouvèrent les esprits si échauffés et le péril si grand, que tous, préférant leur intérêt propre au bien public, se retirèrent dans leurs quartiers, rassemblèrent leurs gendarmes, et, ne songeant

qu'à les sauver, s'éloignèrent avec eux à un mille du camp ; il n'y eut que le légat qui, remplissant le devoir de sa place avec fermeté, s'exposa courageusement à périr au milieu d'une foule de furieux pour servir son maître. Enfin, après bien des dangers, il apaisa le tumulte à l'aide de quelques capitaines d'infanterie ; mais cela ne put se faire sitôt qu'il n'eût déjà péri plusieurs soldats. Les Allemands perdirent plus de cent hommes et il y eut vingt Italiens et quelques Espagnols de tués. »

Pour éviter les suites fâcheuses que pouvait avoir cette querelle on prit le parti de renoncer à toute entreprise et de séparer les divers corps de troupes. « Il n'y eut pendant vingt-trois jours que quelques combats entre la cavalerie légère des deux armées. François-Marie, n'espérant pas vaincre en rase campagne une armée si nombreuse, et n'osant faire aucun siége si près d'elle, ne songeait qu'à conserver ses conquêtes et demeurait tranquille dans son poste ; mais, le vingt-quatrième jour, ce prince, sortant, la nuit, de Monté-Baroccio, parut, à la pointe du jour, sur le haut de la montagne l'Impérialé, dans le camp des Espagnols de Médicis. Ce qui arriva fit croire que ces troupes, ou du moins une partie, étaient d'intelligence avec François-Marie. Les soldats de son armée, qui avaient mis de petites branches d'arbres à leurs chapeaux, ayant crié à leurs compatriotes de les suivre s'ils voulaient se sauver, la plus grande partie de ceux-ci, prenant aussi des branches vertes, se joignirent à eux ; les officiers, avec environ huit cents hommes, n'eurent point de part à cette défection et se retirèrent à Pésaro. François-Marie passa ensuite au quartier des Allemands, où il n'y avait point de garde de ce côté-là, parce qu'ils se croyaient en sûreté à cause du voisinage des Espagnols, et, les surprenant, il en tua ou blessa plus de six cents. Les autres s'enfuirent au quartier des Corses, et ils s'approchèrent ensuite de Pésaro. Les Gascons, informés des progrès de l'ennemi, se mirent en bataille, mais ils ne voulurent jamais sortir de leurs retranchements.

« Ensuite, François-Marie fit avancer son armée entre Urbin et Pésaro, dans l'espérance d'attirer à son parti les Gascons et ceux des lansquenets qui avaient été pris, conjointement avec ces derniers, à la solde du Pape dans les troupes de Lautrec, et qui ne s'étaient pas séparés depuis. »

Ces Gascons, non contents d'avoir fait augmenter leur paye, demandaient avec menaces de nouveaux avantages aux autorités pontificales, et celles-ci refusaient de satisfaire leur avidité.

Carbon, et le capitaine des lances françaises (qui s'était rendu de

Rimini à Pésaro pour cette affaire), faisaient tous leurs efforts pour l'accommoder ; mais, cinq à six jours après la surprise du mont Impérialé, François-Marie s'avança fort près du camp des Gascons. D'Ambre, parent de Lautrec, et jaloux du capitaine Carbon, qui lui était inférieur en naissance, ayant, sur-le-champ, mis en bataille une partie de la troupe, elle alla se joindre aux ennemis avec les lansquenets et six pièces d'artillerie. « Cela se fit malgré les prières de Carbon, qui ne put conserver que sept officiers et mille trois cents hommes ; mais, comme un désordre en entraîne toujours un autre à la guerre, l'infanterie espagnole, sentant le besoin qu'on avait d'elle après tant de défections, se mutina le lendemain matin ; et, pour la faire rentrer dans son devoir, on fut obligé de lui accorder toutes ses demandes, les soldats et les officiers ne connaissant ni retenue, ni modération, et n'écoutant que leur avarice. Le bon ordre et l'union qui régnaient dans l'armée de François-Marie avaient quelque chose de surprenant, car ses troupes n'étaient pas payées de leur solde, et c'était moins l'autorité du chef qui contenait les soldats, comme l'histoire le raconte d'Annibal, que leur propre ardeur et leur opiniâtreté. Au contraire, les troupes de l'Eglise, dont la paie ne manquait jamais, et qui, même, en avaient une très-forte, étaient dans la confusion et le trouble, et brûlaient d'abandonner leur général pour suivre le parti opposé. Exemple qui prouve bien que l'argent contribue bien moins que d'autres causes à maintenir la discipline. »

Le légat et les généraux, consternés par ces fréquentes défections, « après avoir longtemps délibéré sur le parti à prendre, conseillèrent au Pape de rétablir les Bentivoglio dans Bologne avant qu'ils entreprissent d'y rentrer les armes à la main ; ce que le mauvais état des affaires de Sa Sainteté, et peut-être la sollicitation d'une puissance étrangère leur ferait sans doute tenter. Ils ajoutaient qu'il serait impossible de soutenir la guerre contre eux puisqu'on avait tant de peine à résister aux attaques de François-Marie. » Bien loin de se rendre à ce conseil, le Pape le reçut avec colère, le regardant comme le plus funeste qu'on pût lui donner.

« Les forces de François-Marie étant ainsi augmentées par la défection des troupes de l'ennemi, il conçut de plus grands desseins qu'auparavant ; il y fut même contraint par la situation de ses affaires : son infanterie n'avait presque rien reçu depuis trois mois, et il était hors d'état de la payer, aussi bien que les nouvelles troupes qui venaient d'embrasser son parti ; d'ailleurs, le duché d'Urbin était si fort épuisé que, bien loin d'y

trouver de quoi fournir à la paie de l'armée, il était impossible d'y recouvrer des vivres. C'est pourquoi François-Marie fut obligé d'avoir moins d'égard à ses propres intérêts qu'à l'avidité du soldat. Il aurait souhaité d'affermir sa nouvelle conquête par la prise de Fano, ou de quelque autre place maritime, mais les dispositions de l'armée l'obligèrent de tourner vers la Toscane. Les soldats espéraient faire un grand butin dans ce fertile pays, que la sécurité où l'on y était leur livrerait sans résistance. De son côté, François-Marie comptait changer la face des affaires à Pérouse et à Sienne par le moyen de Charles Baglioné et de Borghèse Petrucci ; d'ailleurs, outre que cette révolution lui eût été fort utile, elle ne pouvait que causer beaucoup de chagrin au Pape et à son neveu. C'est pourquoi, dès que les Gascons eurent rejoint son armée, il la fit marcher vers Pérouse.

« Il ne fut pas plutôt descendu dans la plaine d'Agobio, qu'il jugea à propos de faire éclater sa méfiance ou plutôt la certitude qu'il avait d'une conspiration formée contre sa personne par Maldonat et quelques autres officiers. Dans le temps que François-Marie passa dans la Romagne, Suarez, un des capitaines espagnols, qui était resté en chemin, feignant une maladie, se fit prendre par les troupes du Pape et conduire à Laurent de Médicis, qui était à Céséna ; il lui dit, de la part de Maldonat et des autres capitaines espagnols, que, n'ayant pu s'opposer à la désertion de leurs compatriotes, ils ne les avaient suivis que pour être à portée de le servir plus efficacement, aussi bien que Sa Sainteté, ce qu'ils ne manqueraient pas de faire dès qu'ils le pourraient. Cette intrigue fut d'abord assez secrète ; mais Renzo de Céré excita la défiance de François-Marie. Renzo ayant rencontré un tambour espagnol, lui dit, comme par raillerie : « Quand vos camarades veulent-ils nous livrer leur général ? » Ce discours, qui fut rapporté à François-Marie, fit impression sur son esprit et le rendit attentif à toutes les démarches de ses officiers. Enfin, il vit clairement dans les lettres surprises avec le bagage de Médicis qu'il se tramait une conjuration contre sa propre personne, et que Maldonat en était le chef ; mais il avait dissimulé jusqu'à ce jour.

« Dans la résolution de punir les traîtres, il assembla toute l'infanterie espagnole, et, étant monté sur une éminence qu'ils environnaient, il marqua une extrême reconnaissance de leur affection pour lui (1), et leur dit :

(1) « A ciascuno de' quali haveva prima fatta « deliberatione d'essere, mentre gli durava la « vita, schiavo particolarmente. » (Guicc.).

« Que, jamais, ni prince, ni capitaine n'avait trouvé tant de zèle dans « ses troupes que celui dont il voyait avec joie qu'ils brûlaient pour lui ; « qu'ils avaient bien voulu le suivre sans intérêt et sans espoir de récom- « pense, puisqu'il était hors d'état de reconnaître actuellement leurs ser- « vices, et qu'il serait encore dans l'impuissance de le faire même après « avoir reconquis ses états, qui ne pourraient lui fournir de quoi payer « l'attachement de tant de braves gens ; que ce qui augmentait sa recon- « naissance était qu'ils avaient embrassé son parti sans qu'il les eût « jamais prévenus d'aucun bienfait, sans que le lien de la patrie les solli- « tât en sa faveur, et, enfin, sans aucun autre motif que leur affection, « puisqu'il n'avait même jamais fait la guerre avec eux. Qu'ils l'avaient « préféré à un puissant prince, quoiqu'ils sussent bien qu'on les condui- « sait dans un pays pauvre et stérile, où il leur serait impossible de s'en- « richir ; que, malheureusement, hors d'état de leur montrer toute l'étendue « de sa reconnaissance autrement que par un vif et sincère ressentiment « de leur zèle, il avait, du moins, la satisfaction d'apprendre que leur dé- « sintéressement, leur fidélité et leur courage faisaient l'admiration de « l'Italie et de l'Europe entière. Que tout le monde ne voyait qu'avec sur- « prise que des troupes si peu nombreuses, sans argent, sans artillerie, « sans munitions, eussent tant de fois forcé à de honteuses retraites une « armée où rien ne manquait, et composée de tant de peuples belliqueux. « Qu'on admirait surtout leur fermeté à faire tête aux forces d'un puissant « pontife et de la république de Florence, qui avaient pour eux l'appui « des rois de France et d'Espagne, et que, plutôt que de manquer à la « bonne foi dont de braves soldats doivent se piquer, ils eussent eu le « courage de ne point écouter les ordres de leurs souverains, qui voulaient « la leur faire violer. Mais que, plus il était charmé de leur gloire, plus « il était sensible à tout ce qui pouvait la ternir : que ce n'était qu'à re- « gret, et avec la plus vive douleur, qu'il en venait à révéler la honte de « quelques-uns d'entre eux, et à les exposer à l'indignation de leurs com- « patriotes ; qu'il était au désespoir d'en user ainsi avec des gens auxquels « il avait voué un éternel attachement, mais que son silence lui faisait « craindre que le mal ne gagnât, et que la perfidie d'un très-petit nombre « ne flétrît la gloire de tout le corps, et il se déterminait, enfin, malgré « lui, à leur déclarer qu'ils avaient quatre traîtres parmi eux. S'ils n'en « voulaient qu'à ma vie, continua-t-il en soupirant, je me garderais bien « d'exciter votre ressentiment contre ces malheureux ; de cruels revers,

« que je n'ai point mérités, m'ont trop appris à souhaiter la mort. Ce n'est « donc aujourd'hui que ma tendre reconnaissance pour vous qui m'oblige « à rompre le silence et à découvrir la trahison de Maldonat, à qui votre « honneur et votre sûreté auraient dû être plus chers qu'à personne. « Suarez, son complice, s'est fait prendre par les ennemis pour tramer « cette perfidie; et, de concert avec deux autres officiers, il a promis « à Médicis de me livrer entre ses mains. Je sais depuis longtemps « toute l'intrigue dont je vous rends compte ; je m'étais contenté d'abord « de pourvoir à ma sûreté, mais, considérant que je ne pouvais vous « laisser plus longtemps exposés aux attentats des traîtres, j'ai résolu de « vous instruire de leurs complots. Les lettres qu'on a trouvées dans les « bagages de Médicis en sont une trop certaine et trop funeste preuve. « Vous allez en être assurés par vos yeux ; après cela, interrogez vous- « mêmes les accusés ; voyez ce qu'ils ont à dire pour leur défense ; je me « repose, du reste, sur votre équité et sur le soin de votre gloire. » A peine eut-il cessé de parler, qu'on produisit les lettres interceptées et les indices. Toute l'assemblée en écouta la lecture en grand silence. Enfin, Maldonat, Suarez, et les deux autres officiers furent condamnés, tout d'une voix, à la mort, sans qu'on voulût les entendre. La sentence fut exécutée sur-le-champ, et ils furent passés par les piques (1). L'armée ayant été, pour ainsi dire, purgée du levain qui pouvait la corrompre, comme le disaient les Espagnols, continua son chemin vers Pérouse. »

François-Marie, en se présentant devant cette ville, comptait sur l'effet de quelques intelligences avec Jean-Paul Baglioné, qui en était le seigneur. Effectivement, celui-ci traita avec lui, au grand déplaisir du Pape, qui vit en cela, de la part de Baglioné, une preuve de jalousie contre Laurent de Médicis, d'amitié pour le duc d'Urbin et du désir de le voir remis en possession de son duché. Le prétexte dont Baglioné se servit vis-à-vis de Léon fut que le peuple de Pérouse, qu'il n'était point en état de contenir, ne voulait pas souffrir les ravages que l'ennemi faisait dans la campagne d'alentour. Par ce traité Baglioné s'engageait à payer 10,000 ducats à François-Marie, à fournir, pendant quatre jours, des vivres à son armée, et à ne point porter les armes contre lui durant cette guerre.

« François-Marie ayant ainsi traité avec Pérouse, marcha vers Città di

(1) « Finito che hebbe di parlare fece legere et esporre gli indicii : le quale cose udite da tutti con grandissima attentione, non fu dubbio... fattigli passare in mezzo delle picche, fu messo ad essecutione. » (Guicc.).

Castello, où son armée fit quelques ravages. » Son dessein était de pénétrer dans l'État de Florence par Borgo San Sepolcro, mais il fut obligé de voler à la défense de ses propres États. Le légat, qui avait sous ses ordres une partie de l'armée de Médicis, ayant reçu de grands renforts de milices italiennes « et pris Fossombroné après trois jours de siége, fut rejoint sous les murs de la Pergola par le comte de Potenza à la tête de quatre cents lances que le Roi d'Espagne envoyait au secours du Pape. La place n'avait pour toute garnison qu'un capitaine et des paysans. Le capitaine ayant été blessé au visage au moment où il était sur le rempart, les soldats, pendant que l'on parlementait, montèrent à l'assaut et forcèrent la place.

« Le légat voulait assiéger Cagli, mais ayant eu avis de la marche de François-Marie, il résolut de se retirer. Ses troupes sortirent donc de la Pergola, la nuit même, et se rendirent à Montéléone. L'armée commençait à s'y établir pour y passer la nuit, lorsqu'on apprit que l'ennemi marchait avec plus de diligence qu'on ne l'avait cru, et qu'il avait fait prendre les devants à mille cavaliers, dont chacun menait un fantassin en croupe. Cette nouvelle fut cause qu'on fit encore sept milles, et l'armée s'arrêta dans un endroit appelé le Bosco. L'inquiétude où l'on était fit partir le légat avant le jour; enfin, il se rendit à Fano sur le point qu'il allait être attaqué par la cavalerie ennemie, qui avait fait tant de diligence que, si l'on fût parti quatre heures plus tard, il aurait été impossible d'éviter le combat. »

Ce combat, dans la position où se trouvait François-Marie, était, en effet, la seule chance qui lui restât de rétablir ses affaires qu'avait ruinées son expédition de Toscane, entreprise par lui à contre cœur, et seulement pour contenter l'avidité de ses soldats; à dater de ce moment, en effet, et surtout pendant qu'il était éloigné de son duché, ses affaires déclinèrent. Cependant l'effet ne s'en fit pas ressentir immédiatement, et il remporta encore quelques avantages.

Ce fut vers cette époque que le cardinal de Sienne (Alphonse Pétrucci) conspira contre la vie du Pape et fut mis à mort. Le Pape, dans un seul conclave tenu le 2 juillet, créa trente-un cardinaux.

François-Marie, que la retraite ou plutôt la fuite de l'ennemi avait empêché d'en venir à une action décisive, se jeta dans la marche d'Ancône pour ne pas laisser dans l'inaction une armée aussi nombreuse que la sienne, qui grossissait tous les jours par l'espérance du pillage, depuis

qu'on savait qu'il était maître de la campagne. Fabriano, et plusieurs autres villes, lui donnèrent des sommes considérables pour empêcher le pillage sur leurs territoires. Quelques villes furent pillées ; d'autres, et particulièrement Jési, furent forcées dans le temps qu'elles capitulaient.

Il parut ensuite devant Ancône, où le légat avait envoyé des troupes. La négociation fut longue avec les habitants de cette ville, qui lui donnèrent enfin 8,000 ducats, moyennant lesquels « il s'engagea à ne point faire le dégât de leurs blés, qui étaient dans leur maturité. Cette place se conserva, par ce moyen, dans l'obéissance du Saint-Siége. Ces longueurs furent très-préjudiciables à François-Marie, qui, voulant regagner le temps perdu, se présenta devant Osimo ; mais, ne pouvant la réduire, il alla former le siége de Corinaldo, où il y avait une garnison de deux cents hommes d'infanterie étrangère, vaillamment secondée par les habitants. Il ne fut pas plus heureux dans cette entreprise que dans la première, et il se vit obligé de l'abandonner au bout de vingt-deux jours. Le peu de succès de ses armes à l'attaque de ces places et d'autres qui avaient également refusé de se racheter du pillage diminua la réputation de ses troupes. Ce n'est pas qu'elles ne fussent très-braves et conduites par d'excellents officiers, mais elles manquaient presque entièrement d'artillerie, n'ayant que de très-petites pièces et fort peu de munitions » (1).

L'armée du Pape occupait le pays. Elle s'était emparée de plusieurs petites places ; mais ses chefs évitaient tout combat, « n'osant, à cause de la faiblesse de leur infanterie, approcher d'un ennemi qui les avait fort maltraités dans le temps qu'ils étaient plus forts que lui. Ils se confirmaient encore dans ce dessein, qui, d'ailleurs, était conforme aux intentions du Pape, par l'espérance de voir bientôt arriver six mille hommes que le Roi de France avait conseillé à Léon de lever en Suisse. »

Rien n'est plus embrouillé que la politique générale au moment où nous sommes arrivés. « La conduite des princes de ce temps montre assez, quand on l'examine de près, que leurs défiances mutuelles étaient bien fondées, et que ni traités, ni alliances, ni services ne pouvaient les en guérir. Tandis que le Pape et le Roi de France étaient en garde l'un

(1) « Assaltò la città d'Osimo poco felicemente: messe finalmente il campo alla Terra di Corinaldo, dove erano dugenti fanti forestieri, da' quali et da gli nomini della Terra fu difesa si francamente che statovi intorno vinti due giorni, alla fine disperato di pigliarlo, si levò con gran diminutione di terrore di quel essercito, che non havesse ispugnato terra alcuna di quelle, che havevano ricusato di comporsi, il che non procedeva dalla imperitia de' capitani ne della ignavia de' soldati. » (Guicc.).

contre l'autre, le roi d'Espagne les craignait tous deux ; il n'eut pas plutôt appris l'arrivée des Suisses et de Lescun, qu'il crut que Léon et François s'étaient unis pour lui enlever le royaume de Naples. Ces craintes des diverses puissances étaient favorables au Pape, et tous les princes s'empressaient de rechercher son amitié afin de ne pas l'avoir pour ennemi. » François Ier, que nous avons vu l'ami déclaré et le protecteur du duc d'Urbin, en était venu à désirer que le Pape sortît à son honneur de cette guerre. Il avait l'intention de lui fournir de puissants secours, espérant, par ce service, l'empêcher de former des liaisons plus étroites avec les autres puissances. De plus, « il commençait à redouter l'infanterie espagnole et allemande, qui faisait la principale force des troupes de François-Marie. » En offrant au Pape les trois cents lances commandées par Thomas de Foix, seigneur de Lescun, frère de Lautrec, il lui faisait espérer que Lescun ramènerait à lui les troupes gasconnes qui avaient passé dans le camp de François-Marie, ces deux frères ayant, par leur grande naissance, beaucoup de crédit sur leurs compatriotes ; mais Léon, craignant qu'au contraire les Gascons de Lescun ne passassent dans le camp opposé, et soupçonnant Lautrec, n'avait guère plus de confiance dans son frère, qui, cependant, dans cette occasion, lui fut très-utile (1).

Cependant, François-Marie ayant levé le siége de Corinaldo, rentra dans le duché d'Urbin pour assurer la récolte. Il vint assiéger Pésaro, où le comte de Potenza s'était enfermé. Ayant mis en mer quelques bâtiments pour empêcher qu'il n'entrât des vivres dans la ville, sa petite escadre fut battue par seize galères du Pape, et ses bateaux pris ou coulés à fond. François-Marie fut obligé, par suite de ce malheur, de se retirer de devant Pésaro. Les troupes suisses et allemandes que le Pape attendait étant arrivées à Rimini au nombre de six mille hommes, furent distribuées dans les faubourgs entourés de murs, et que la rivière, dite la Marecchia, sépare de la ville de Rimini. Alors François-Marie s'étant rendu, pendant la nuit, sous les arches du beau pont de marbre qui joint ces faubourgs à la ville, ne put passer la rivière grossie par la marée (2).

Il y eut entre ses troupes et l'infanterie nouvellement arrivée un combat

(1) Lescun, au moment où ses troupes étaient cantonnées dans la Romagne, ayant été prié d'en faire passer une partie en Toscane, avait refusé, sous prétexte qu'il ne voulait pas les diviser. Ce refus avait excité chez le Pape une grande défiance.

(2) Francesco Maria entrato di notte sotto le pile del ponte egregio di marmo che unisce i borghi con la città, non potette passare il fiume ingrossato per lo ricrescimento del mare. — (Guic.).

très-vif, où la plus grande perte fut de son côté : deux capitaines espagnols furent tués, Frédéric de Bozzolo fut blessé, et François-Marie fut lui-même atteint d'un coup de feu dans sa cuirasse (1).

A dater de ce moment ses affaires déclinèrent de plus en plus. Le duché d'Urbin étant trop épuisé pour qu'on pût y trouver des vivres, il conduisit son armée en Toscane, uniquement pour la faire subsister. L'armée ennemie l'y suivit et occupa toutes les places un peu importantes de ce pays. « Les troupes de François-Marie n'étaient pas payées et ne pouvaient presque compter sur aucun butin, parce qu'elles n'avaient ni artillerie, ni munitions pour forcer les places ; elles voyaient, d'ailleurs, que de grandes puissances s'étaient déclarées en faveur de l'ennemi et faisaient, à cet effet, des levées de Suisses ; enfin, n'espérant plus qu'une action décisive, ou que le temps vînt adoucir leur situation, elles commencèrent à se dégoûter de la guerre, et François-Marie, lui-même, perdit presque toute espérance. »

Il venait d'être repoussé à Anghiara moins à cause de la force des murs de cette ville que par le courage de ses habitants ; à la suite de cet échec, il s'était replié vers l'Apennin, entre Borgo et Città di Castello. Ayant fait venir de Mercatello quatre pièces d'artillerie, il vint prendre position à un demi-mille de Borgo, sur la route qui conduit à Urbin. Là, il demeura pendant quelques jours, incertain de ce qu'il avait à faire, car les corps d'infanterie allemands, corses, grisons et suisses l'entouraient de tous côtés, et ses troupes, manquant souvent de vivres, ne pouvaient subsister qu'à l'aide de rapines qui le rendaient non moins odieux à ses amis qu'à ses ennemis. Dans cette position sans issue il prit la résolution définitive de traiter (2).

« Il y avait eu diverses négociations entre le légat et François-Marie.

(1) Ferito Federigo da Bozzolo e Francesco Maria d'uno scopietto nella corazza. (Guicc.).

(2) Delle une lunghissima battaglia ad Anghiari, Terra forte piu per la fede, e virtù degli uomini, che per la fortezza della muraglia, o per altra munitione, la quale non havendo ottenuta, si ridosse sotto l'Apennino, tra'l Borgo et città di Castello, dove fatto venire quattro pezzi d'artiglierie da Mercatello, allogiò meno d'un mezo miglio presso al Borgo sulla strada, per la quale si va ad Urbino, incerto di questo, che havesse a fare : perche essendo gl' inimici passati dietro a lui in Toscana, entrati nel Borgo molti de' soldati italiani, in città di Castello si era fermato Vitello con l'altra parte : in Anghiari, nella Pieve a Santo Stefano, et nell' altre Terre convicine erano entrati i fanti tedeschi, i Corsi, i Grigioni et gli Suizzeri. Venne similmente benche più tardi, Lorenzo de' Medici da Firenze al Borgo, ove stette interno Francesco Maria ociosamente molti giorni, ne' quali luoghi cominciando ad havere incommodità grande di vettoraglie, ne si vedendo presente speranza alcuna di poter fare buon effetto, anzi diventato l'essercito suo, il qual' era necessario si sostentasse di prede et di rapine, non manco formidabile a gli amici che a gl' inimici, cominciava egli medesimo a non conoscere fine lieto alle cose sue, etc. » (Guic.).

Lescun et Don Ugo de Moncada, vice-roi de Sicile, que le roi catholique avait envoyé pour cet effet, en avaient été les médiateurs ; mais, avec quelque chaleur qu'on eût agi pour les faire réussir, on n'avait pu rien conclure jusqu'alors, parce que François-Marie proposait des conditions trop dures. Enfin, ce prince fut forcé de souscrire à la paix par la démarche de son infanterie espagnole : ces troupes, rebutées par les obstacles qu'elles envisageaient dans la continuation de la guerre, et, d'ailleurs, ébranlées par les prières et les menaces de Moncada, qui leur déclara que le Roi d'Espagne voulait absolument qu'elles se retirassent, résolurent d'abandonner François-Marie. Celui-ci fut donc obligé de traiter avec l'évêque d'Avellino, envoyé par le légat ; les troupes gasconnes y consentirent à la sollicitation de Lescun. Il fut arrêté que le Pape paierait 40,000 ducats à l'infanterie espagnole, qui prétendait que cette somme lui était due pour quatre mois de solde ; qu'il donnerait, outre cela, 60,000 ducats aux Gascons et aux Allemands qui s'étaient réunis ; que toutes ces troupes sortiraient des États de l'Église, de Florence et d'Urbin, dans l'intervalle de huit jours ; que François-Marie évacuerait, dans le même terme, les places qu'il occupait ; qu'il aurait la liberté de se retirer, en toute sûreté, à Mantoue, avec son artillerie et tous ses effets, mais, surtout, d'emporter cette fameuse bibliothèque, fruit de la magnificence et des soins de Frédéric de Montéfeltro, son aïeul maternel, le plus grand capitaine de son temps, et qui joignait à plusieurs belles qualités un grand amour des savants et des lettres ; qu'enfin, le Pape lui donnerait l'absolution des censures, et pardonnerait aux habitants du duché d'Urbin et à tous ceux qui s'étaient déclarés pour François-Marie dans cette occasion.

« Lorsqu'on mit les articles par écrit, François Marie voulut insérer dans le traité certains termes qui donnaient à entendre que c'étaient les Espagnols qui livraient le duché au Pape. Ceux ci, se récriant contre lui, se plaignirent qu'il voulait les déshonorer (1). Ce prince, craignant

(1) D'après le texte italien on peut croire qu'il y eut une discussion assez vive. Le duc regardait sans doute, dans son chagrin, que les Espagnols, en l'abandonnant, cédaient, par le fait, ses états au Pape. De plus, en faisant faire cette cession par des tiers il avait l'avantage de réserver ses droits et de ne pas se lier par un nouvel engagement.

« *La sostanza delle quali cose, mentre che più prolissamente si reduceva nella scrittura, voleva Francesco Maria vi s'inserissino certe parole, per le quali s'inferiva gli Spagnuoli esser quegli che pro'mettevano lasciare al pontefice lo stato d'Urbino, laqual cosa essi ricusando come contraria all' onore loro, vennero insiene a contentione, onde Francesco Maria insospettito che non lo vendessino al pontefice se n'andò allo' improviso nel Pivieri di Sistina, con parte di cavalli leggieri, co' fanti italiani, et gnasconi et tedeschi.* » (GUICC.).

que ces troupes ne le livrassent au Pape, prit tout-à-coup le parti de se retirer à Piviéri di Sistina; il y fut suivi par une partie des chevau-légers et par l'infanterie italienne, allemande et gasconne; il emporta quatre pièces de canon. Après sa retraite, les Espagnols signèrent le traité, reçurent la somme stipulée et repassèrent dans le royaume de Naples, au nombre d'environ six cents chevaux et quatre mille hommes de pied. Les Gascons et les Allemands abandonnèrent aussi François-Marie, et furent payés de leur perfidie. Il n'y eut que les troupes italiennes à qui l'on ne fit aucune offre, et qui demeurèrent fidèles. Après cette défection, François-Marie, dont Lescun paraissait avoir la sûreté fort à cœur, se retira à Mantoue, par la Romagne et le Bolognèse, escorté par Frédéric de Bozzolo, et par cent chevaux et six cents hommes de pied, et il ratifia le traité par nécessité (1).

« Ce fut ainsi que la guerre d'Urbin, qui coûta beaucoup aux vainqueurs, et qui les couvrit de honte, finit au bout de huit mois. Le Pape y dépensa 800,000 ducats, dont il engagea les Florentins à fournir la plus grande partie. » Nous ne devons point oublier de mentionner cette dernière circonstance, qui, dix ans plus tard, devait, par ses conséquences plus ou moins directes, avoir une influence bien marquée sur la marche des événements et la destinée de Rome et de Florence.

LAURENT DE MÉDICIS A LA COUR DE FRANCE.

Tandis que François-Marie, définitivement vaincu, vivait à Mantoue, Laurent de Médicis, son heureux compétiteur, figurait à la cour de France sous le nom de duc d'Urbin, et épousait une parente du Roi. Nous empruntons à un auteur contemporain le récit des faits qui eurent lieu à l'occasion ds ce mariage et du baptême du dauphin, fils de François Ier.

(1) « Francesco Maria, della salute del quale parve che Lo Scudo (*Lescun*), tenesse cura particolare, poi che si vide abandonnato da tutti aderendo alla concordia trattata prima, se n'andò per la Romagna et per lo Bolognese a Mantova accompagnato da Federigo da Bozzolo et cento cavalli et seicento fanti. » (Guicc.).

« Chapitre LX. *Comment le duc d'Urbin, nepveu du Pape, vint en France reconforter la paix entre le Pape et le Roy ; et comment il épousa une des filles de Boulongne, et après tint le Daulphin* (1).

« Le Roy estant à Amboise avecques la Royne et madame sa mere, la Royne accoucha d'un beau fils (2); dequoi feust merveilleusement joyeux, car il n'en avoit point encore. Et incontinent despescha monsieur de Saincte Mesme, gentilhomme de sa chambre, pour aller devers le Pape le prier d'estre son compere, et aussi pour lui donner à congnoistre et confirmer la paix et l'amitié qu'ils avoient ensemble. Et le dict Saincte Mesme arrivé à Rome, jamais on ne fist plus grande chere à homme qu'on lui fist; et feust très aise le Pape des nouvelles que le Roy lui envoya, et du bon tour qu'il luy faisoit de le convoquer pour son compere ; et envoya, en son lieu, tenir ledict Daulphin le duc d'Urbin son nepveu, accompaigné des ambassadeurs de Florence. Et falloit que le dict duc d'Urbin vint en poste, ce qu'il faisoit à grande peine (3). Et vint à Amboise, où tous les princes de France allerent au devant ; et lui fist le Roy merveilleusement bon recueil et bonne chere. Et avoit le Roy envoyé querir Monsieur de Lorraine pour son aultre compere, et madame de Bourbon pour sa commere. Le baptesme feust faict au plus grand triomphe qui feust possible, et comme en tel cas appartient ; car, sans les princes de France, il y avoit beaucoup de princes estrangers et ambassadeurs. Et estoit toute la cour d'Amboise tendue, tout le dessus qu'il n'y pouvait pleuvoir ; et estoient les deux costés et le dessus tout tendus ; et feust là-dessous faict le banquet, qui feust merveilleusement triomphant ; et feust dancé et ballé le possible. Et trois jours après feurent faictes les nopces dudict duc d'Urbin à la plus jeune fille de Boulongne, qui estoit très-belle dame et jeune ; car monsieur d'Albanie avoit espousé l'aisnée. Et a ce propre jour le Roy fit le duc d'Urbin chevalier de son ordre. Et entre aultres dames il y avoit soixante et douze damoiselles déguisées, toutes par douzaine, accoustrées de toutes sortes, l'une à

(1) Extrait des *Mémoires de Robert de la Marck*, seigneur de Fleurange, maréchal de France, dit *l'Adventureux*. Collection de Petitot. Paris, 1819.

(2) « La nativité de François, fils de mon fils, daulphin de Viennois, fut a Amboise le second dimanche de caresme, a cinq heures dix huit minutes après midi, le dernier jour de fevrier 1518. » (*Journal de Louise de Savoye*).

Le Roi avait déjà deux filles.

(3) Il était gravement atteint d'une maladie dont il mourut l'année suivante.

l'Italienne, l'autre à l'Allemande, et toutes en suivant d'autres sortes, pour mieux dancer; et avoient les tambourins et les musiciens de mesme. Et estoient au banquet la mariée et tous les princes assis à ta table du Roy, tant de France que les estrangers, et tous les ambassadeurs, chacun selon leur ordre, et la Royne et madame sa Mere estoient de l'autre bout assis: et faisoit merveilleusement beau veoir tout cela, car on portoit tous les mets avec les trompettes. Et quand le souper feust faict, feurent les dances et carolles jusques à une heure après minuit; et alors on mena coucher la mariée, qui estoit trop plus belle que le marié. Et le lendemain se fisrent les joustes les plus belles qui feurent oncques faictes en France ni en la chrestienté; et feust huict jours de long le combat dedans les lices et hors des lices, et à pied, à la barriere, là où à tous ces combats estoit le duc d'Urbin, nouveau marié, qui faisoit le mieux qu'il pouvait devant sa mie.

« Et y feust faict entre aultres choses une façon de tournois, après ceulx-là, que je ne vis en ma vie qu'en ce lieu; car le Roy fist faire une ville contrefaicte de bois, environnée de fossés, tout en plain champ, assez grande; et y avoit faict mener quatre grosses pièces d'artillerie, canons et doubles canons; et tiroient à volée par dessus la dicte ville, comme si on eust voulu faire batterie. Et estoit monsieur d'Alençon avecques cent hommes d'armes à cheval, sa lance sur la cuisse, dedans la dicte ville; et l'Adventureux avecques quatre cents hommes d'armes à pied bien armés, dont estoient les cent Suisses de la garde. Or alloit ledict Adventureux au secours, feignant de secourir la ville où estoit monsieur d'Alençon; et la tenoit assiégée monsieur de Bourbon avecques cent hommes d'armes à cheval, et monsieur de Vendosme avecques cent hommes d'armes à pied, comme si l'Adventureux l'alloit secourir. Et comme cela se faisoit, le Roy, armé de toutes pieces, se vint jetter avecques l'Adventureux dans la ville. A la poincte de l'artillerie qu'ils avoient dedans la ville, estoient de gros canons faicts de bois et cerclés de fer, qui tiroient avecques de la poudre, et les boullets, qui estoient grosses balles pleines de vent, et aussi grosses que le cul d'ung tonneau, qui frappoient au travers de ceulx qui tenoient le siége, et les ruoient par terre sans leur faire aucun mal; et estoit chose fort plaisante à veoir des bonds qu'elles faisoient. Or, tous ces passe-temps là faicts, monsieur d'Alençon, avecques tous les gens d'armes à cheval, saillit hors de la ville; et le Roy et l'Adventureux, avecques tous ses gens de pied avecques lui, et trois

grosses pièces d'artillerie, commencerent à tirer comme en champ de bataille. D'aultre costé, contre monsieur d'Alençon vint monsieur de Bourbon, avecques cent hommes d'armes fort bien en ordre ; et monsieur de Vendosme, avecques les gens de pied, contre le Roy et l'Adventureux ; et donnerent dedans tant de gens de cheval que de pied, tout à un coup. Et feust le plus beau combat qu'on ait oncques veu, et le plus approchant du naturel de la guerre. Mais le passe-temps ne plut pas à tous ; car il y en eust beaucoup de tués et affolés. Cela faict, on se départist, qui feust chose malaisée à faire ; et eust esté bien pire, si chevaulx et gens n'eussent esté hors d'haleine ; car tant que haleine leur dura, ils combattirent. Après les tournois faicts, qui durèrent un mois ou six semaines, le Roy despescha le duc d'Urbin pour retourner en Italie, et sa femme avecques lui ; et les conduisit le duc d'Albanie, que le Roy envoya ambassadeur devers le Pape. Et après ce, monsieur de Lorraine se retira en Lorraine, et la pluspart des princes de France en leurs maisons. »

Laurent de Médicis ne jouit pas longtemps de ses grandeurs nouvelles : il mourut à Florence, le 4 mai 1519. Sa jeune femme était décédée, quelques jours auparavant, en donnant le jour à une fille, qui fut, depuis, la célèbre Catherine de Médicis, épouse du roi de France Henri II.

« On ne put empêcher Léon X d'unir les États de Florence au Saint-Siége. Il voulut qu'ils en dépendissent tant qu'il vivrait. On eut beau lui représenter qu'il était le seul héritier légitime de la postérité masculine de Cosme de Médicis, qui avait commencé la grandeur de sa maison, et qu'ainsi il devait rendre la liberté à sa patrie ; il ne voulut rien écouter, et il donna le gouvernement de Florence au cardinal de Médicis, soit pour y conserver le nom de sa famille, soit que son exil lui eût inspiré de la haine contre le gouvernement républicain. Laurent ne laissait qu'une fille unique, à qui l'investiture du duché d'Urbin donnait cet État ; mais le Pape, ne croyant pas pouvoir y maintenir sa petite-nièce à cause de l'affection des peuples pour leur ancien duc, réunit ce duché au Saint-Siége, ainsi que Pésaro et Sinigaglia. Enfin, appréhendant que cette réunion ne contînt pas assez les peuples, il fit abattre les murs d'Urbin et des autres places fortes de ce duché ; mais il ne toucha pas à la ville d'Agobbio, qu'il eut, au contraire, grand soin de s'attacher par des faveurs, et qu'il regarda comme la capitale de ce duché, parce que, jalouse de la ville d'Urbin, elle était, par cette raison, moins zélée pour les intérêts de Fran-

çois-Marie de la Rovère. Dans le dessein d'affaiblir encore davantage ce duché, il mit les Florentins en possession du fort de San-Léo, de tout le Montéfeltro, et y joignit Piviéri di Sestina, qui dépendait de Céséna. Il s'acquitta, par ce moyen, envers eux des sommes qu'il leur avait empruntées pour la guerre d'Urbin, et dont il avait chargé la chambre apostolique. On ne fut pas fort satisfait de cette sorte de paiement, à Florence, mais on fut obligé de recevoir ce que le Pape voulut donner. »

En 1521 les bons rapports entre le Pape et le Roi de France avaient cessé et fait place à une inimitié déclarée.

Le Pape avait traité secrètement avec l'Empereur à l'insu de Monsieur de Chièvres, qui mourut sur ces entrefaites. Le Pape saisit le prétexte d'une marche de Lescun du côté de Reggio pour accuser ce général, et la cour de France elle-même, des plus odieux desseins; et, d'autre part, la nouvelle du traité conclu entre le Pape et l'Empereur étant parvenue à la cour de France, Lautrec passa les monts, et une nouvelle campagne s'ouvrit dans le Milanais, en même temps que François Ier faisait d'inutiles efforts pour faire sa paix avec le Pape.

« François-Marie se joignit à l'armée française sans autre motif que l'espérance de recouvrer ses États. » Ce mouvement, qui le rattachait de nouveau à la France, dont il avait été abandonné, était d'autant plus remarquable dans cette circonstance, qu'il se trouvait dans les rangs opposés à son beau-frère.

En effet, François II, marquis de Mantoue, était mort au mois de décembre 1519, et son fils Frédéric II lui avait succédé.

« Le Pape, sur le point de faire la guerre en Lombardie, comprit de quelle importance le Mantouan pourrait être dans ces conjonctures. Il fit donc général des troupes de l'Église Frédéric, marquis de Mantoue, et lui assigna la solde de deux cents lances et d'autant de chevau-légers. Frédéric, avant d'accepter cet emploi, renvoya le collier de l'ordre de Saint-Michel au Roi de France. »

Prosper Colonna commandait l'armée impériale. Il se rendit à Bologne, où il rassembla toutes ses troupes, et, sans attendre celles qui devaient lui arriver de Naples et d'Allemagne, il fut se poster sur la Lenza, à cinq milles de Parme.

« Il reçut en cet endroit quatre cents lances, qu'Antoine de Leyva amenait du royaume de Naples. Le marquis de Mantoue le joignit aussi

avec une partie de ses troupes; ce prince avait été nommé capitaine général des troupes de l'Église, comme on l'a vu plus haut. Cependant son arrivée ne diminua en rien l'autorité de Prosper Colonna, qui, sans avoir aucun titre, devait, suivant l'intention du Pape et de l'Empereur, commander toute l'armée en chef. François Guicciardini même, commissaire général de l'armée, mais dont l'autorité s'étendait plus loin que celle qui, pour l'ordinaire, est attachée à cette place, avait toutes les troupes de l'Église et nommément le marquis de Mantoue sous ses ordres. »

Les Vénitiens, désirant faire plaisir à la France, envoyèrent une partie de leurs troupes dans le Véronais pour s'opposer au passage des Allemands. Ceux-ci, en arrivant à Inspruk, avaient déclaré qu'ils comptaient recevoir la solde du premier mois de leur service dans la ville de Trente, et qu'ils attendraient au pied de la montagne de Montébaldo qu'on envoyât de la cavalerie pour assurer leur marche jusqu'au camp impérial. C'est pourquoi Prosper Colonna donna ordre à deux cents chevau-légers de se rendre à Mantoue, d'où, s'étant joints avec deux mille hommes des milices du pays, ils devaient aller escorter les Allemands. Le marquis de Mantoue s'était engagé à leur prêter son artillerie; « car, pour se concilier les bonnes grâces du Pape et de l'Empereur, il agissait en cette occasion non comme étant à leur solde, mais comme s'il eût eu ses propres intérêts à défendre. »

De leur côté, les lansquenets, apprenant que les Vénitiens voulaient s'opposer à leur passage, exigèrent une escorte plus nombreuse, et le marquis de Pescara se disposa à leur envoyer cent hommes d'armes et trois cents hommes d'infanterie espagnole. Même alors ils menaçaient de s'en retourner si cette escorte n'était point arrivée dans un délai fixé et trop bref pour que la chose pût se faire. Cependant tout s'arrangea de soi-même. Les Vénitiens étaient bien éloignés de vouloir attirer la guerre sur leur territoire : leur but avait été de donner aux Français une apparente satisfaction. Les troupes vénitiennes furent retirées la veille du jour marqué par les Allemands pour se mettre en marche. Ils vinrent donc, au nombre de six mille, se joindre aux troupes impériales.

Je n'ai pas à raconter cette campagne. Elle se termina par l'affaire de la Bicoca, qui détermina le retour de Lautrec en France.

MORT DE LÉON X.

FRANÇOIS-MARIE SE REMET EN POSSESSION DU DUCHÉ D'URBIN.

Léon X mourut le 1er décembre 1521. Aussitôt après sa mort, le duc de Ferrare, profitant de la vacance du Saint-Siége, s'était mis en campagne, et avait recouvré sans résistance, ou reconquis sans peine les places qui faisaient partie de son ancien État.

Le duc d'Urbin, de son côté, avait réuni les forces qu'il avait pu rassembler « à celles de Malatesta et d'Horace Baglioné frères, dont le but était de rentrer dans Pérouse, leur patrie. Tout ce que François-Marie put obtenir des Vénitiens et des Français fut que ces derniers permirent à ceux qui voudraient aller à cette expédition de l'y suivre, et que les premiers donnèrent un congé aux Baglioné qui étaient au service de la République. Le duc d'Urbin et ses deux alliés avaient rassemblé à Ferrare deux cents gendarmes, trois cents chevau-légers et trois mille hommes de pied, qui les suivirent par affection, ou par l'espérance du pillage. Ils passèrent de Ferrare à Lugo, par le Pô, et ne trouvant aucun obstacle dans l'État de l'Église (les Suisses, ennuyés de n'être pas payés, ayant refusé de marcher contre eux), ils ne se furent pas plutôt approchés du duché d'Urbin, que le duc, rappelé par les vœux du peuple, se remit en possession de ses États, à l'exception des places fortes remises aux Florentins. Il rentra dans la ville de Pésaro avec une égale facilité, et, peu de jours après, dans la citadelle ; ensuite, profitant de son bonheur, il chassa de Camérino Jean-Marie Varano, ancien seigneur de cette ville, qui s'était fait décorer du nom de duc par Léon X. La Rovère donna la seigneurie de cette ville à un jeune homme de la même famille, qui prétendait y avoir plus de droit que Jean-Marie. »

Le duc d'Urbin marcha ensuite contre Pérouse avec ses alliés. Le Sacré Collége avait vainement tenté d'accommoder le différend entre Gentilé Baglioné et ses cousins bannis, qui voulaient rentrer dans leur patrie. Le 30 décembre 1512, ceux-ci vinrent camper dans les environs de cette ville, qui fut mise en leur pouvoir au commencement de l'année 1522.

EXPÉDITION DU DUC D'URBIN CONTRE SIENNE (1).

Le duc d'Urbin, ayant laissé Malatesta à Pérouse, où le séjour trop prolongé de l'armée nuisit beaucoup à leurs autres desseins (2), et après avoir tiré de l'argent des amis qu'ils avaient dans cette ville et dans celle de Todi, où Camille Orsini avait rétabli les bannis, ils marchèrent en diligence vers Sienne avec Lactance Pétrucci.

Pour leur opposer une résistance efficace la régence de Sienne n'avait d'autre ressource que dans le secours de Florence, sur laquelle elle comptait à la faveur de ses liaisons avec le cardinal de Médicis. En effet, ce cardinal engagea ses amis, qui gouvernaient la République en son absence, à faire partir aussitôt pour Sienne Guido Vaïna avec cent chevau-légers et des fonds pour lever de l'infanterie qu'on devait joindre à celle qui était au service des Siennois. Il s'était assuré, quelques jours auparavant, des secours bien plus considérables, car lorsque le duc d'Urbin et les Baglioné marchèrent contre la ville d'Urbin, Florence, craignant pour la Toscane, avait entamé une négociation avec les troupes suisses du canton de Berne, qui, refusant de repasser dans leur pays, étaient restées à Bologne, avec l'évêque de Pistoïa, au nombre d'un peu plus de mille hommes. Ce prélat, qui avait dessein d'offrir ces troupes au Pape qui serait élu, fit naître tant de difficultés que l'affaire traîna en longueur ; mais il se rendit enfin, et le traité fut conclu avec les Florentins, auxquels ces secours coûtèrent beaucoup, ayant été obligés de

(1) On se rappelle que, peu de temps avant de mourir, le pape Jules II avait acheté de l'Empereur, pour son neveu, la ville de Sienne. Les circonstances n'ayant point permis jusqu'alors à François-Marie de se prévaloir de ce contrat, il était tout naturel qu'il le fît en ce moment.

(2) Voici comment. Le bruit s'étant répandu longtemps à l'avance que le duc d'Urbin voulait assiéger Sienne, Raphaël Pétrucci, évêque de Grosseto, fait cardinal, en 1517, par Léon X, et qui, au moment où nous sommes, était à la tête du gouvernement de Sienne, détermina le cardinal de Médicis à se désister de ses prétentions à la papauté, ce qui hâta l'élection d'Adrien VI, et permit au cardinal de Médicis de quitter Rome, de se rendre à Florence, et de négocier l'envoi des troupes qui firent manquer au duc d'Urbin son expédition contre Sienne.

D'après la suite de ce récit on peut conjecturer aussi que, pendant ce séjour à Pérouse, François-Marie avait perdu les troupes étrangères, qui faisaient sa véritable force. Ces troupes, mal payées et n'étant plus retenues par l'espoir du pillage, s'étaient débandées.

prendre encore à leur solde quatre cents lansquenets qui s'étaient joints aux Suisses. De plus, ils avaient donné ordre à Jean de Médicis, qui était en Lombardie, de revenir ; ils se flattaient que toutes ces forces seraient suffisantes pour défendre la ville de Sienne, pourvu qu'elles arrivassent à temps. Cette ville courait alors de grands risques. La meilleure partie du peuple, ennemie du gouvernement de Pétrucci, et, d'ailleurs, animée par son ancienne haine contre Florence, voyait avec chagrin les troupes de cette République entrer dans Sienne. D'ailleurs, le cardinal Pétrucci était absent, et quoique François, son neveu, s'efforçât de le remplacer, il était bien loin de la grande autorité de son oncle. Aussi, dès que le duc d'Urbin fut sur le territoire de Sienne, on lui envoya des députés, sans que les principaux membres de la régence s'y opposassent. C'était dans la vue d'arrêter le péril qui les menaçait, ou de tirer les choses en longueur, de quelque façon que ce pût être. La Rovère exigea d'abord 30,000 ducats, et que la forme du gouvernement fût changée ; ensuite, il modéra ses prétentions, et devint si traitable, qu'il y avait tout lieu de croire que la régence traiterait avec ce prince de son propre mouvement, ou forcée par le soulèvement du peuple ; mais les choses changèrent bientôt de face. Il arrivait, de moment à autre, des troupes de Florence, et l'on reçut en même temps la nouvelle que Jean de Médicis s'avançait avec les Suisses ; les partisans de Pétrucci se rassurèrent et rompirent la négociation. Le duc d'Urbin, sans perdre de temps, se présenta devant les murs de Sienne ; mais, comme toute son armée ne montait qu'à sept mille hommes de nouvelle milice, et qu'il n'espérait plus faire un traité, et, d'ailleurs, les Suisses devant arriver le lendemain, il ne jugea pas à propos de rester plus d'un jour devant cette place, et se retira dans son duché.

« Après cette expédition, les troupes de Florence marchèrent à Pérouse avec beaucoup d'empressement, et la République de Florence saisit l'occasion d'obliger le Sacré Collége, qui, gouvernant les états du Saint-Siége pendant l'absence du Pape (1), avait sollicité ce secours ; aussi, le cardinal de Cortone, que Léon X avait nommé légat de Pérouse, se trouva-t-il en personne dans l'armée. Cependant, les cardinaux étaient toujours aussi divisés et aussi peu constants, depuis l'élection d'un pape, qu'ils l'avaient été dans le conclave ; ils le paraissaient même davantage.

(1) Adrien d'Utrech, qui prit le nom d'Adrien VI, était en Espagne lors de son élection, le 9 janvier 1522, et n'arriva à Rome que le 9 août de la même année.

Ils étaient convenus que trois d'entre eux, sous le nom de *priori*, auraient soin des affaires pendant un mois, et seraient remplacés par trois autres, ce qui devait se pratiquer jusqu'à l'arrivée d'Adrien. La fonction de ces trois ministres était d'assembler le Sacré Collége et d'en faire exécuter les résolutions. Ceux qui furent nommés les premiers à cet emploi n'étant pas favorables au cardinal de Médicis, qui était parti pour Florence d'abord après l'élection du Pape, dirent hautement qu'on ne devait pas souffrir que les troupes de Florence entrassent en armes dans les États du Saint-Siége. Elles avaient déjà mis au pillage la ville de Passignano, qui leur avait fermé ses portes ; ensuite, ayant pris leur poste à Olmo, place à trois milles de Pérouse, dont elles comptaient s'emparer bientôt, elles reçurent en cet endroit, de la part des trois cardinaux, un ordre pour se retirer. Il y a toute apparence qu'elles n'y auraient pas déféré si l'on n'avait reconnu le peu de fondement des espérances qu'on avait conçues. En effet, les Baglioné avaient fait entrer un grand nombre de soldats à Pérouse, et le peuple leur était plus favorable qu'à Gentilé, qui était dans l'armée ; c'est pourquoi, prenant une seconde fois prétexte des ordres du Sacré Collége, elles sortirent du Pérousin après avoir tenté inutilement la voie de la négociation, et reprirent sans peine le Montéfeltro, qui, excepté San-Léo et le fort de Maïolo, avait reçu le duc d'Urbin ; après quoi l'on mit bas les armes de part et d'autre, comme par une convention tacite, le duc d'Urbin n'étant pas en état de soutenir la guerre contre Florence, et cette République n'ayant aucun intérêt de la faire à ce prince. Le Sacré Collége, où les ennemis du cardinal de Médicis dominaient, venait de signer un traité par lequel le duc, jouissant de ses États jusqu'à l'arrivée du Pape en Italie, s'obligeait de n'inquiéter, dans cet intervalle, ni les Florentins, ni les Siennois, et de ne contracter d'engagement avec personne. »

« Les affaires de Pérouse, de Sienne et de Montéfeltro furent à peine terminées, que le Roi de France, sollicité par le cardinal de Volterra (François Sodérino), écrivit à Renzo de Céré de marcher contre Florence pour y rétablir les frères et les neveux de ce cardinal, qu'il prit hautement sous sa protection ; et comme les finances de François étaient alors dans un épuisement extrême, Volterra se chargea de fournir les sommes nécessaires pour cette expédition, après avoir tiré parole d'en être remboursé dans un certain temps.

« Pendant que Renzo se préparait à l'exécution de ces ordres, le cardinal de Médicis eut avis du péril qui le menaçait ; et, craignant que le duc d'Urbin ne prît les armes dans le temps que l'orage éclaterait, il se hâta de traiter avec lui, sans préjudice des droits respectivement prétendus sur le Montéfeltro par ce prince et par les Florentins. Par ce traité François-Marie s'obligea de commander les troupes de la République pendant une année, à commencer du 1er du mois de septembre suivant ; il lui était libre de conserver ce poste encore un an après. Médicis prit, d'ailleurs, à la solde des Florentins Horace Baglioné, dont l'engagement avec les Vénitiens ne devait finir qu'au mois de juin. Cet officier traita d'abord pour Malatesta, son frère ; mais celui-ci, déjà payé pour joindre Renzo de Céré avec deux mille hommes de pied et cent chevau-légers, ne voulut pas violer si ouvertement sa parole. Craignant, d'un autre côté, d'aigrir la haine du cardinal de Médicis et des Florentins par de nouveaux sujets de plainte, il feignit une maladie, et, ayant envoyé deux mille hommes de pied et cent chevau-légers à Renzo, qui s'était avancé jusqu'à Castel della Piévé, il lui fit dire qu'il était hors d'état de le joindre en personne. Cependant, il avertit secrètement le cardinal de Médicis qu'il signerait le traité conclu par Horace dès que son engagement serait expiré, et que, dans cet intervalle, il se comporterait avec une extrême circonspection dans les choses auxquelles il serait obligé de se prêter. »

L'expédition de Renzo de Céré n'eut pas de succès, et se termina assez promptement par un traité de paix particulier. Le comte Rangoné prit le commandement des troupes florentines, et François-Marie n'eut pas l'occasion d'exercer celui dont il avait été investi par le traité précédemment conclu avec le cardinal de Médicis.

« Les troubles de Toscane et de Lombardie ayant été apaisés, il semblait qu'on ne dût pas en craindre de nouveaux ; mais les affaires du Saint-Siége étaient négligées, tant à cause de l'absence du Pape, que des brigues et de l'ambition des cardinaux. Sigismond Malatesta, fils de Pandolfe, ancien seigneur de Rimini, s'empara de cette ville presque à lui seul, à la faveur de quelques faibles partisans qu'il y avait. Aussitôt le Sacré Collége sollicita le cardinal de Médicis de se rendre à Bologne, dont il était légat, pour rentrer dans Rimini et remédier au désordre des affaires de la Romagne avec le secours du marquis de Mantoue, capi-

taine général des troupes de l'Église, qui devait le joindre. Médicis prit aussitôt le chemin de cette première ville ; mais sa présence en ces quartiers ne fut d'aucune utilité, faute d'argent, et par la jalousie de quelques cardinaux, qui traversèrent tout ce qui pouvait contribuer à sa gloire. »

Adrien VI fit son entrée à Rome le 29 août 1522. La venue du nouveau pape en Italie avait été fort désirée, et il fut reçu par les Romains avec beaucoup d'empressement. Mais l'exercice de son pontificat commençait sous de tristes auspices : dans le cours de l'automne, la peste fit des ravages à Rome, et, tandis que les princes chrétiens consumaient dans les guerres d'Italie les forces et les richesses de leurs états respectifs, Rhodes, vers la fin de l'année 1522, tombait au pouvoir des Ottomans.

Le pape Adrien, à son arrivée en Italie, résolut d'abord de rentrer dans Rimini et de finir les différends que les deux derniers papes avaient eus avec le duc de Ferrare. Pour y réussir, il fit marcher en Romagne quinze cents hommes d'infanterie espagnole, qui l'avaient accompagné dans son voyage.

« Au commencement de l'année 1523, les Malatesta, se sentant trop faibles pour lui résister, furent obligés de traiter avec lui par la médiation du duc d'Urbin. Par cet accord ils restituèrent au Saint-Siége la ville et la citadelle de Rimini, dans la vaine espérance qu'on accorderait quelque chose à Pandolfe pour sa subsistance. Le duc d'Urbin se rendit ensuite à Rome, où le Pape, en considération de la glorieuse mémoire de Jules II, son oncle, lui donna l'absolution des censures, et l'investit, une seconde fois, du duché d'Urbin, sans préjudice des droits des Florentins sur le Montéfeltro, que Léon X leur avait abandonné (comme on l'a vu précédemment) pour les indemniser des sommes qu'il leur avait empruntées pour la conquête de ce duché. Les Florentins faisaient monter ces emprunts à 350,000 ducats, et, depuis la mort de ce pape, il leur en avait coûté plus de 70,000 pour la défense de ce territoire. »

LIGUE DE ROME

ENTRE LE PAPE ADRIEN VI, L'EMPEREUR, LE ROI D'ANGLETERRE, L'ARCHIDUC MAXIMILIEN, LES VÉNITIENS, LES FLORENTINS ET LES GÉNOIS, POUR LA DÉFENSE DE L'ITALIE CONTRE FRANÇOIS I^er^.

Elle fut convenue à Venise, le 8 juin 1523, et signée par toutes les parties contractantes, le 9 août de la même année.

Après de longues indécisions, des efforts multipliés pour traîner les choses en longueur, et un grand partage dans les votes du sénat, les Vénitiens, jusqu'alors alliés de la France, se virent enfin, par suite des instances des envoyés de l'Empereur et du Roi d'Angleterre, forcés de prendre un parti définitif (1). Ils traitèrent avec l'Empereur, le 8 juin 1523, et après la conclusion de ce traité particulier, la menace du retour de François Ier en Italie donna lieu à une ligue dont le pape Adrien VI fut le chef.

Après la signature de ce traité les Vénitiens donnèrent congé à Théodore Trivulzio, zélé partisan de la France, et qui avait eu jusqu'alors le commandement de leurs troupes. Ils le remplacèrent par le duc d'Urbin, auquel ils firent les mêmes conditions qu'à Trivulzio.

Mentionnons ici sommairement les principaux événements de cette année : la mort du pape Adrien VI, — l'élection du cardinal de Médicis, sous le nom de Clément VII, — la fin de cette campagne, déplorable pour l'armée française, commandée par Bonivet.

Au commencement de 1524, au moment où les affaires des Français déclinaient en Italie, les impériaux engagèrent le duc d'Urbin et le provéditeur vénitien à se rendre à Milan afin de prendre des mesures propres à terminer la guerre. Quelque temps après, il les rejoignit à la tête de six cents gendarmes, six cents chevau-légers et six mille hommes de pied. Ayant passé le Tessin, il assiégea et prit Garlasco, place importante, à l'aide de laquelle les Français interceptaient les vivres à ses troupes, ainsi qu'à toute l'armée impériale.

Bien avant cette époque, la ligue, dite *de Rome*, avait perdu beaucoup de son importance par la mort du pape Adrien VI, arrivée le 14 septembre 1523. A partir de ce moment, la lutte s'était établie directement entre Charles-Quint et François Ier. Pour retrouver au duc d'Urbin un rôle marqué dans les événements militaires nous allons donc franchir un espace d'environ deux années, et nous transporter au mois de mai de l'année 1526.

(1) « La négociation dura plusieurs mois par suite de l'opposition des ambassadeurs de France et des assurances que François Ier donnait à la République de se rendre incessamment en Italie à la tête d'une puissante armée. Ces démarches de la cour de France partageaient tout le sénat. Le parti contraire à la France, jugeant des promesses de cette couronne par le passé, s'en défiait absolument, et son opposition s'appuyait sur les avis donnés par Jean Badoero, ministre de la République à la cour de France. Les principaux sénateurs n'étaient pas moins divisés entre eux. Cependant, les choses en étaient venues au point qu'il était impossible de refuser plus longtemps à l'Empereur une réponse décisive. » (Guicc.).

LIGUE DE COGNAC

(17 MAI 1526).

Après la délivrance de François Ier et son retour en France, une ligue contre Charles-Quint fut conclue entre le pape Clément VII, le Roi de France, les Vénitiens et le duc de Milan (1).

A la suite de ce traité les Vénitiens augmentèrent leur armée. Elle se rassembla à Chiari, dans la province de Brescia. Le duc d'Urbin et le provéditeur de Pésaro reçurent l'ordre d'attaquer, sans délai, les impériaux.

Avant de poursuivre ce récit quelques observations deviennent nécessaires pour la parfaite intelligence des événements qui vont survenir dans un espace de temps assez limité.

Quoiqu'à la tête des forces vénitiennes depuis l'année 1523, le duc d'Urbin n'avait pu jouer qu'un rôle très-secondaire tant qu'il s'était trouvé adjoint comme auxiliaire à l'armée commandée successivement par Prosper Colonna et le marquis de Pescara. Au moment où nous sommes arrivés, ces deux grands hommes de guerre ne sont plus, mais on peut dire qu'ils se survivent dans les armées qu'ils ont formées et accoutumées à vaincre. Redoutable instrument de l'ambition de Charles-Quint, elles

(1) « Le Pape ne voulut jamais consentir que le duc de Ferrare fût compris dans la ligue, quoique le Roi de France et les Vénitiens le désirassent; il obtint même par ce traité, mais en termes généraux, qu'ils aideraient le Saint-Siége à rentrer dans les villes qui faisaient le sujet des différends de ce duc avec l'Église. A l'égard des Florentins, il n'est pas douteux qu'ils ne fussent membres de la ligue, puisque le Pape comptait se servir de toutes leurs forces, et les faire contribuer, même, pour la meilleure part, aux frais de la guerre; mais, pour ne pas faire tort à leurs marchands, ni troubler leur commerce dans plusieurs villes soumises à l'Empereur, on ne les nomma point dans le traité comme confédérés : il fut simplement dit qu'en considération du Pape ils jouiraient des priviléges et avantages de la ligue comme s'ils y étaient expressément compris, le Pape promettant pour eux qu'ils ne feraient rien qui pût préjudicier aux alliés. » (GUICC.).

Les Florentins entrèrent ouvertement dans la ligue, au mois d'avril de l'année suivante, au moment où Florence se trouvant menacée par l'armée du connétable de Bourbon, le duc d'Urbin fit de leur accession la condition expresse de son passage en Toscane.

Vers la fin de 1527, le marquis de Mantoue et le duc de Ferrare y entrèrent sous la pression exercée sur eux par Lautrec, qui, commandant l'armée française, traversait l'Italie pour aller à la conquête du royaume de Naples.

menaçaient l'indépendance de l'Italie entière. Aussi, les craintes excitées, il y a quelques années, par les succès de François Ier, se reportent maintenant sur son rival, et font surgir un nouveau système d'alliances. François-Marie, appelé à combattre les impériaux, va tout naturellement se trouver sur le premier plan par suite de la prépondérance de l'état qu'il sert, des forces placées sous ses ordres immédiats (1), du rang qu'il tient de sa naissance, et enfin par l'effet de sa propre illustration militaire.

A ce moment donc commence, dans les diverses péripéties de sa fortune, une phase nouvelle, mais dont nous devons nous abstenir de retracer le détail pour ne point faire double emploi avec les *Mémoires de Rossi*. Seulement, la gravité des accusations formulées par cet auteur nous amène à présenter quelques observations tant sur l'ensemble de la vie du duc d'Urbin, que sur les motifs déterminants de sa conduite pendant les campagnes de 1526 et 1527 (2).

Laissant de côté ses débuts, faits sous l'empire de circonstances toutes particulières, si nous arrivons au moment où il eût acquis une expérience suffisante, nous remarquerons d'abord qu'il y a dans sa carrière militaire deux parts à faire, ou, si l'on veut, deux périodes très-distinctes. La

(1) D'après le traité de Cognac les Vénitiens fournissaient un contingent plus considérable que celui des autres alliés à l'armée destinée à opérer en Italie. Le roi de France n'y devait envoyer que quatre cents lances; mais il s'était engagé à attaquer l'Empereur au delà des monts avec une armée forte d'au moins deux mille lances, dix mille hommes de pied et une artillerie convenable. Cette diversion, sur laquelle on avait beaucoup compté pour le succès de la ligue, n'eut point lieu, et les quatre cents lances elles-mêmes arrivèrent assez tardivement en Italie. A la vérité, elles étaient appuyées de quatre mille hommes de pied que le Roi n'avait pas promis.

(1) Ces détails, que j'aurai à donner dans le cours de cette notice (et ils seront assez nombreux), auront surtout pour but de compléter la narration de Rossi, souvent sommaire, écourtée, et parfois même un peu confuse quand il parle des choses qui se sont passées loin de Rome, et, par conséquent, loin des yeux de l'écrivain. Cette dernière circonstance devient aussi pour lui la source d'une disposition facile à concevoir, et qui se retrouve d'ordinaire chez tous ceux qui sont éloignés du théâtre des événements. Comme ils ne voient pas les causes locales ou fortuites qui concourent à l'affaiblissement d'une armée, ils la supposent toujours complète comme dans le moment de sa formation ou dans le premier feu d'une entrée en campagne. De plus, Rossi donne dans une exagération diamétralement opposée à celle du duc d'Urbin, car il est persuadé (et il croit que tout le monde l'est comme lui) de la supériorité militaire des Italiens sur toutes les autres nations européennes. Ce seul trait suffirait à montrer tout ce qu'il y a eu d'antipathique entre ces deux hommes, dont l'un va chercher sa principale preuve dans une gloire évanouie depuis mille ans, tandis que l'autre, obligé de se débattre péniblement avec les difficultés du présent, est tout naturellement porté à voir et même à exagérer l'infériorité des éléments qu'il a sous la main.

On verra dans le cours de cette histoire que le pape Clément VII pensait à cet égard comme le duc d'Urbin, et ce fut principalement cette considération qui le fit résister longtemps à toutes les instances faites pour l'entraîner dans la ligue contre Charles-Quint.

première est celle où, faisant la guerre pour son propre compte, il se montre plein de hardiesse, d'activité, d'initiative : la guerre d'Urbin nous en fournit le premier et le plus remarquable exemple.

Pendant la seconde période, qui est aussi la plus étendue, il commande, pour le compte d'autrui, des armées plus nombreuses, et, dès lors, il adopte, avec une constance qui ne se dément que dans de rares occasions, un système de prudence et de précautions tel, qu'on a pu y voir, tour à tour, l'irrésolution, la timidité, et, parfois même, la mauvaise volonté, voisine de la trahison.

Or, sa première et brillante époque correspond justement au temps où sa force principale consistait dans des soldats étrangers. La seconde époque, de nature à obscurcir sa réputation acquise, répond, au contraire, à celui où son armée se composait, au moins pour la très-grande part, de troupes indigènes ; il les regarde comme incapables de soutenir le choc des ultramontains. C'est sur ce principe qu'il règle sa conduite et ses plans de campagne, qu'il motive son avis, et justifie auprès des autres chefs ses démarches faites ou à faire.

En admettant tout d'abord que son opinion fût exagérée, essayons d'expliquer par les principales circonstances de sa vie ce que cette opinion pouvait avoir chez lui à la fois d'instinctif et de raisonné.

Dans son enfance, c'est-à-dire au moment où les impressions sont les plus vives et laissent les plus longues traces, nul doute qu'il n'eût ressenti, avec la précocité des natures italiennes, l'étonnement et la terreur causés autour de lui par l'invasion française, qui, comme souvenir significatif de son passage, avait créé et laissé dans la langue italienne cette locution nouvelle : *la furia francese* pour désigner ce genre de bravoure impétueuse qui troublait et déconcertait les habitudes anciennes, et changeait forcément le système de guerre depuis longtemps en usage dans la Péninsule.

Un exemple pris dans sa propre famille avait dû confirmer cette première impression de la supériorité militaire des peuples ultramontains en lui donnant un objet plus précis.

Son père, Jean de la Rovère, avait, comme nous l'avons vu, reçu de Charles VIII des terres dans le royaume de Naples, et y commandait une troupe à la solde de la France. Tant qu'il eut en tête des Italiens il se maintint avec avantage et remporta même quelques succès ; mais il ne put résister aux Espagnols et perdit ses possessions.

François-Marie lui-même, au moment où, général jeune et inexpérimenté, il conquérait pour Jules II, son oncle, les places de la Romagne, ne pouvait guère se dissimuler que ses succès étaient dus surtout aux victoires des Français, qui avaient profondément découragé les Vénitiens, et anéanti, au moins provisoirement, chez eux toute force de résistance (1).

Enfin, lorsqu'à l'âge de vingt-six ans François-Marie avait momentanément reconquis son propre patrimoine, c'était surtout à l'aide des troupes étrangères, et dès qu'elles l'abandonnèrent, sa cause fut perdue, et il n'eut plus qu'à se résigner et à traiter.

Sous l'empire de circonstances différentes, et à un degré moins marqué, quelque chose d'analogue se reproduit lorsqu'il s'est rendu, une seconde fois, maître de son état, et qu'après avoir aidé Malatesta Baglioné à reprendre possession de Pérouse, il entreprend, pour son propre compte, l'expédition de Sienne (1522).

Cette dernière expédition ayant échoué, on n'en a pas tenu compte, et pourtant elle me semble indiquer d'une manière précise et marquer d'une date certaine le changement de sa méthode, et nous prouve combien, dès cette époque, était profonde chez lui la conviction de la supériorité militaire des peuples voisins.

Il me semble aussi que cette conduite nouvelle coïncide avec un changement dans le fond même de son caractère. En effet, à dater de ce moment, je ne retrouve plus l'audace et l'activité dont il avait récemment fait preuve. Quoiqu'à la fleur de l'âge, il ne justifie déjà plus, en cette circonstance, le portrait tracé par un contemporain à l'occasion de la guerre d'Urbin : « ce prince, petit de corps, mais plein de feu et de courage, bon capitaine et brave soldat (2). » D'où pouvait venir un changement si prompt? Était-ce une suite de l'obligation où il s'était trouvé de se concerter avec d'autres alliés? Était-ce un effet de ces moments de lassitude et de faiblesse qui se font ressentir parfois après une excitation violente, un effet extraordinaire et prolongé? Ou bien n'était-ce pas plutôt le sentiment de sa situation nouvelle dont il apercevait trop clairement les côtés faibles?

Quoi qu'il en soit, nous le voyons, pour commencer, perdre du temps

(1) A la suite de la défaite d'Agnadel, les Vénitiens eurent, un instant, l'idée d'abandonner toutes leurs possessions de terre ferme dans le nord de l'Italie. Il est inutile d'ajouter que ce projet n'eut pas de suite.

(2) *Petrus de Angleriâ*, cité par le P. Daniel

à Pérouse, au grand détriment de ses affaires, puisque le bruit, déjà répandu de ses projets, donne à son plus dangereux adversaire le temps de préparer, par une assez longue et assez difficile négociation, les moyens de faire échouer son entreprise ; puis, comme si cette première faute, volontaire ou non, devait presque inévitablement en amener une seconde, arrivé sur le territoire de Sienne, il s'arrête, il manifeste de trop fortes exigences, il perd le temps à parlementer, il laisse aux secours ennemis le temps d'arriver ; enfin, lorsque, sentant sa faute et voulant réparer le temps perdu, il se présente devant la ville, un manque de confiance dans les troupes qu'il commande l'empêche de tenter la fortune et de s'emparer par un hardi coup de main de cette ville, où il a pour lui la majorité des habitants, ce qui lui eût présenté de grandes chances pour en rester définitivement le maître. En effet, dans cette ville « fortifiée par la nature et par l'art, » et dont les habitants étaient remarquables par leur énergie, les sept mille hommes qui composaient son armée eussent, quoique de nouvelle levée, opposé aux assiégeants une longue résistance, car c'est précisément en ces sortes d'occasion que les milices italiennes, faibles en rase campagne, acquéraient une véritable valeur. Mais, sans s'arrêter à ces considérations, François-Marie, frappé, avant tout, de la supériorité militaire des Suisses et des lansquenets, et bien avant qu'ils ne soient là, abandonne, au moment même où elle allait réussir, une entreprise dont le succès le consolidait, plus que tout autre chose, dans la possession de ses propres états, augmentait la réalité de sa puissance et, surtout, l'idée que l'on pouvait en concevoir parmi les princes italiens, car elle lui permettait d'opposer au mauvais vouloir et aux prétentions des Médicis la protection de l'Empereur, dès longtemps assurée à la République de Sienne, qui, dans presque toutes les circonstances, avait embrassé le parti de l'Empire.

Certes, on peut croire qu'il eût agi tout différemment s'il avait eu encore à sa disposition les soldats avec lesquels il avait soutenu sa guerre d'Urbin ; mais ici il comprenait, il s'exagérait même, on peut le dire, le risque d'une lutte contre des troupes d'élite. Sa conduite est d'autant plus remarquable, qu'elle témoigne déjà chez lui la puissance de cette idée qui va devenir sa règle de conduite, et dont on peut, avec raison, faire remonter l'existence au moins à ce moment où, agissant pour son propre compte, il ne méconnaît que son intérêt et ne trahit que sa propre cause.

Depuis lors jusqu'à l'année 1526, rien, on doit l'avouer, n'avait été

de nature à changer ses idées sur la valeur relative des troupes italiennes et des troupes ultramontaines. Bien au contraire, c'est dans cet intervalle que les armées étrangères, commandées par des généraux d'élite, avaient remporté leurs avantages les plus signalés et répandu dans l'Italie entière la terreur de leurs armes. Cette expérience toute récente ne pouvait donc que le confirmer dans son premier jugement.

Pour achever cette appréciation du nouveau système de guerre du duc d'Urbin il convient encore de considérer les exigences de sa position et l'effet produit sur lui par le lien de fidélité et d'obéissance qui le rattachait à la République de Venise.

En confiant le commandement de ses troupes à François-Marie, « le sénat vénitien, dit Sismondi, ne pouvait choisir un homme dont la manière de faire la guerre s'accommodât mieux avec sa politique précautionneuse. »

La circonspection du sénat, excessive sans doute, était pourtant, au moins jusqu'à un certain point, fondée en raison : elle n'était pas seulement l'effet d'une politique traditionnelle, et qui avait longtemps réussi ; elle avait aussi pour elle la consécration d'une récente expérience, où il lui avait coûté cher de s'être départi de son système de prudence accoutumée.

Venise avait eu à son service, d'abord comme adjoint au général en chef comte de Pitigliano, puis comme général en chef lui-même, Barthélemi d'Alviano, « vif et bouillant, prompt à saisir l'occasion attendue, plein de feu dans le conseil et dans l'exécution. »

Or, malgré la juste renommée attachée à son nom, malgré la confiance qu'il avait su inspirer aux Vénitiens, dont il fut regretté, enfin malgré les nombreux avantages qu'il avait remportés, on ne pouvait se dissimuler que sa bouillante ardeur n'eût attiré à la République de grands périls en lui faisant essuyer, à quatre années de distance, les sanglantes défaites d'Agnadel et de Vicence.

Au contraire, précédemment à l'Alviano, un homme de la même race, Nicolas Orsini, comte de Pitigliano, avait rendu à la République des services signalés en adoptant un système de prudence et de temporisation qui l'avait fait comparer à Fabius *Cunctator* (1).

(1) « Vers la fin de cette année (1509), mourut le comte de Pitigliano, capitaine général des Vénitiens, homme dont l'expérience militaire égalait le grand âge. Ils avaient beaucoup de confiance en lui, trop sûrs de sa prudence pour craindre qu'il exposât jamais la République à aucun danger. » (Guicc.).

Les Vénitiens firent graver sur sa tombe ce vers d'Ennius, fait à la louange de Fabius Maximus :

Unus homo nobis cunctando restituit rem.

Placé dans des conditions analogues à celles de ce général, François-Marie pouvait s'autoriser de son exemple et de celui, plus récent encore, du célèbre Prosper Colonna, qui avait longtemps commandé en chef l'armée impériale dans le Milanais (1).

Enfin, François-Marie avait par devers lui l'expérience de la guerre d'Urbin, où ses ennemis, en adoptant un système de temporisation, et en refusant d'accepter le combat, avaient paralysé la valeur de ses troupes, et lui avaient enlevé ses dernières chances de succès.

Indépendamment de ces raisons diverses il lui fallait tenir compte des conditions imposées par l'ensemble de la politique vénitienne à ceux auxquels la République confiait le commandement de ses forces de terre.

Par suite de sa position insulaire, de ses richesses, de l'étendue de son commerce, de ses nombreuses possessions d'outre-mer, Venise se considérait, non sans raison, comme une puissance maritime et commerciale plutôt que comme une puissance continentale et militaire, du moment, surtout, qu'elle se trouvait en présence d'états aussi puissants et de soldats aussi aguerris que ceux de Charles-Quint et de François Ier. On conçoit que, dès lors, elle se rattachât plus que jamais au système de prudence qui avait longtemps fait sa grandeur et sa sûreté, et qui, s'il escomptait trop souvent l'avenir, avait, du moins, pour elle l'avantage présent. Mais, comme en toutes choses il est rare qu'on se renferme dans de justes limites, Venise poussait trop loin le dédain, la négligence, la parcimonie dans tout ce qui avait trait à la guerre sur le territoire continental italien. Souvent elle enchaînait l'initiative de ses généraux et semblait redouter qu'ils n'acquissent trop d'illustration et de popularité. Tout en exerçant sur eux une surveillance inquiète et jalouse, elle leur mesurait d'une main avare tout ce qui constitue les éléments indispensables du succès. Lorsqu'elle faisait partie des coalitions, ses contingents

(1) « Prosper Colonna (mort le 30 décembre 1523) jouit, toute sa vie, d'une grande réputation, et sut encore en rehausser l'éclat dans ses dernières années, et donner de nouvelles ressources à son autorité : il était habile et plein d'expérience à la guerre, mais il ignorait l'art de saisir l'occasion offerte par la négligence ou la faiblesse des ennemis; d'un autre côté, sa vigilance à se garantir de la force ou de la surprise réparait avantageusement sa lenteur, et l'on peut, avec raison, donner à ce capitaine le nom de Temporiseur. Prosper mérite de justes éloges pour avoir fait heureusement la guerre moins avec les armes que par la prudence, et donné l'exemple de défendre un pays sans s'exposer au hasard des combats, sinon dans l'extrême nécessité. » (Guicc.).

incomplets, mal payés, étaient rapidement diminués par la désertion (1). Bientôt ils ne se composaient plus que de nouvelles recrues, qui n'avaient point le temps de s'aguerrir. Dans de pareilles conditions on conçoit que François-Marie ne fît aucune tentative hasardeuse et ne se crût en sûreté que dans les lieux forts par leur assiette naturelle, ou rendus tels par les travaux du génie militaire (2).

Les raisons prises dans la situation politique du moment se fortifiaient chez lui par les considérations tirées de sa position particulière, qui, l'inféodant, en quelque sorte, à la République de Venise, tendaient à lui en faire adopter, avec excès peut-être, l'esprit et les visées principales.

Rendons-nous compte, en effet, de cette position de François-Marie, et voyons tout ce qu'elle a au fond de triste et de précaire.

Avec la même hardiesse que la première fois il s'est remis en possession de son état, mais il a tout lieu de penser qu'à la première occasion favorable ses rivaux ne manqueront pas de prétexte pour l'en dépouiller de nouveau. Il sait qu'à Florence on fait porter à la jeune orpheline laissée par Laurent de Médicis le nom de duchesse d'Urbin. Il se sent haï, jalousé par cette puissante maison de Médicis, qui dispose entièrement des forces de la République florentine. Celle-ci occupe les forteresses du Montéfeltro et tout le territoire auquel se rattachent pour François-Marie les souvenirs anciens et glorieux de sa famille maternelle, dont cette contrée fut le berceau (3).

D'autre part, le péril de sa situation s'accroît encore de son isolement, car il ne voit guère au loin, et autour de lui, que des protecteurs infidèles ou impuissants, et il a éprouvé les effets de la politique versatile du moment. Dans cette situation, il a dû chercher dans l'éclat et l'importance d'un grand commandement militaire un appui réel et une position capable de le grandir aux yeux de ses amis comme de ses ennemis. Sa

(1) Je citerai, à ce sujet, un exemple qui a l'avantage d'offrir un chiffre précis. Au moment où Plaisance est menacée par les impériaux, « les Vénitiens, suivant la promesse faite au Pape, donnèrent ordre à Babboné di Naldo de s'y jeter avec mille hommes de pied; mais cette infanterie se trouva bientôt réduite à quatre cents hommes, parce qu'elle était mal payée. » (Guicc.).

(2) On peut remarquer combien, en mainte circonstance, il demande ou traîne à sa suite des masses de pionniers (*guastatori*, traduit dans nos vieux auteurs français par *vastadours*). Au siége de Crémone il en a plus de deux mille, qu'il fait travailler sans relâche.

(3) « Gli dava giusta cagione di temere del Pontefice il tenere i Fiorentini Santo Leo con tutto il Montefeltro; e sapere che la picciola figliuola restata di Lorenzo de' Medici riteneva continuamente il nome di duchessa d'Urbino. » (Guicc.).

Des portraits de Catherine de Médicis enfant portent, selon l'usage de ce temps, son nom; il est accompagné de la qualification de duchesse d'Urbin.

réputation d'homme de guerre est sa force et son bouclier ; il doit donc éviter soigneusement tout ce qui pourrait la compromettre, tout ce qui présenterait même l'apparence d'un échec. Ses craintes, à cet égard, sont, même dans leur exagération, bien moins l'effet d'un orgueil déplacé que celui d'un raisonnement juste et d'une nécessité qui doit lui paraître démontrée. Au reste, l'on peut dire qu'il était d'accord en cela avec ceux qu'il servait, car il marchait dans le sens général de leur politique. Voilà ce qui explique comment il conservait leur confiance, bien qu'en plusieurs occasions il les eût contrariés, et même gravement mécontentés en poussant à l'excès, dans la pratique, ce système de prudence et de circonspection. Mais lorsqu'on est d'accord sur le fond même des choses les dissentiments et les fautes de détail sont plus facilement pardonnés, et la bonne harmonie, lors même qu'elle a cessé un instant d'exister, renaît sans effort et comme d'elle-même.

Le titre de capitaine général de la ligue, attribué au duc d'Urbin par les écrivains étrangers, doit s'entendre, surtout, d'une primauté d'honneur et d'influence, et non de l'autorité attachée à ce grade dans le sens où l'on emploie d'ordinaire ce mot d'autorité quand il s'agit du commandement d'une armée régulière. Guicciardini dit expressément : « On ne nomma point de capitaine général de la ligue, parce qu'on n'eut pas le temps de discuter cet article, et que, d'ailleurs, il n'était pas aisé de convenir d'un sujet qui fût agréable à toutes les parties et qui réunît les qualités nécessaires pour cette grande place. » L'absence d'un général en chef offrait, dans cette circonstance, une lacune regrettable, et dont l'effet ne pouvait manquer de se faire ressentir (1).

(1) A la vérité, nous lisons dans Guicciardini, à l'occasion du siége de Milan :

« Toutes les opérations de la guerre dépendaient principalement du duc d'Urbin ; car les officiers de l'armée du Pape, pour éviter la dérision, et, *dans l'impossibilité de faire autrement*, avaient résolu de lui déférer en tout, comme s'il eût été capitaine général des deux armées... Outre le titre de capitaine général des troupes vénitiennes dont il était revêtu, il n'y avait personne dans l'armée de la ligue en état de lui disputer le commandement, soit par la qualité, soit par le crédit, soit enfin par la réputation (*per non essere eguale a lui di stato, d'autorità e di riputatione*).

« ... Dans les conseils son avis finissait toujours par prévaloir, parce qu'après avoir proposé une chose il disait son opinion sans attendre les objections qu'on eût pu lui faire; ou, du moins, par la seule exposition il laissait tellement pressentir quel serait son avis, que les autres capitaines n'osaient pas prendre la liberté de le contredire (*il consiglio del quale era alla fine approvato di tutti gli altri : perche ne' consigli proponeva, et non aspettando che gli altri rispondessero, dicera la opinione sua : o almeno nel proporre usara tali parole, che per se stessa venira a scoprirsi in modo, che gli altri capitani non pigliarano assunto di contradirgli.* »

Ici il est essentiel de se rendre un compte exact de l'état des choses.

Les troupes vénitiennes et celles du Pape formaient deux armées séparées et indépendantes l'une de l'autre, mais pourtant obligées de se

Disons, maintenant, un mot de cette campagne. Elle s'ouvrit avec un certain éclat par la prise de Lodi, où le duc d'Urbin et le provéditeur vénitien s'étaient ménagé des intelligences. François-Marie fit preuve, en cette occasion, d'une activité exceptionnelle. D'abord, pour assurer la prise de la ville, ensuite, pour la mettre à l'abri de toute tentative de la part des impériaux, il passa l'Oglio et l'Adda, et se rendit à Lodi avec un corps nombreux. Puis, retournant à son quartier général, il se mit en mouvement, mais en faisant des journées de marche si courtes et des haltes si fréquentes, qu'on eût dit qu'il cherchait seulement à gagner du temps. C'est qu'en effet, n'osant pas attaquer Milan avec ses troupes, dont une partie se composait de nouvelles levées, il attendait les Suisses, dont

concerter pour des opérations renfermées d'abord dans un cercle assez restreint, puisqu'il s'agissait d'attaquer un faubourg de Milan pour faciliter le secours du château dans lequel Sforza se trouvait enfermé et étroitement bloqué.

Cette nécessité du moment assurait au duc d'Urbin une prépondérance marquée, mais pouvant cesser d'un instant à l'autre, puisqu'elle tenait à une circonstance particulière, et que, ne reposant sur aucun droit précis, elle dépendait surtout de la bonne volonté des chefs pontificaux.

Ce que l'historien rapporte de François-Marie à propos de sa manière d'agir dans le conseil peut s'interpréter de deux manières :

1° Par ce que j'appellerai, en prenant ce mot dans son meilleur sens, l'esprit de despotisme militaire, né de l'habitude du commandement et naturel à l'homme qui, placé de manière à voir les choses de haut et dans leur ensemble, se regarde comme le plus capable de juger ce qu'il faut faire, et veut couper court à toute discussion dont l'effet serait d'affaiblir l'accord des résolutions et l'unité d'exécution ;

2° Ou bien encore par l'habileté peu loyale qui, portant un chef à abuser de la déférence qu'on lui témoigne, lui fait, en quelque sorte, escamoter la discussion en empêchant, soit insidieusement, soit par une sorte d'intimidation et de violence morale, l'objection de se produire.

Ces deux hypothèses, admises séparément ou dans leur ensemble, constituent, du moment qu'elles se prolongent, une position peu solide ou peu digne, et, en réalité, peu enviable, puisqu'on assume la responsabilité attachée à l'autorité sans en avoir le principal avantage, qui consiste dans la position nette, tranchée et stable, qui permet d'adopter un plan qu'on suit jusqu'au bout, ou qu'on modifie à sa volonté et d'après les circonstances.

Sans doute François-Marie en jugeait ainsi lorsqu'il cherchait à arriver à une situation mieux définie.

« Le jour même de la perte du château de Milan, le duc d'Urbin s'entretenant avec le lieutenant du Pape et le provéditeur des Vénitiens sur la conjoncture présente, leur dit qu'il fallait mettre un capitaine général à la tête des troupes de la ligue ; qu'il ne prétendait pas que cet honneur dût le regarder plus qu'un autre, mais qu'il était bien résolu de ne se mêler désormais que de l'armée vénitienne, à moins qu'il ne fût revêtu d'une autorité absolue ; et il les pria de faire savoir sa résolution à Rome et à Venise. Cette proposition, faite à contre-temps, excita la colère du Pape, et il fallut que le sénat de Venise, pour en détourner le duc d'Urbin, dépulât vers ce général Louis Pisani, gentilhomme de grande considération, qui le détacha un peu de cette idée, sans néanmoins la lui faire perdre entièrement. »

Le découragement et le dépit causés par le mauvais succès de sa démarche entrèrent peut-être pour quelque chose dans les lenteurs qu'on lui reproche après l'arrivée des Suisses. Son mécontentement dut s'accroître quand, peu de temps après, le Pape voulant se réconcilier avec le duc de Ferrare pour lui donner le commandement de toutes les forces de la ligue. Rien, du reste, n'était plus propre à refroidir le zèle de François-Marie pour les intérêts généraux de la ligue, et à le rattacher à ceux des Vénitiens.

le retard le consternait (1). Ce fut pourtant alors que le cours des événements l'amena à faire une tentative qui mérite une mention toute spéciale.

RETRAITE DEVANT MILAN.

(8 JUILLET 1526).

D'après le récit de Guicciardini c'était le duc qui avait lui-même déterminé cette attaque, et il paraissait plein de confiance dans le succès. En effet, les rapports qu'il avait reçus lui représentaient les impériaux comme découragés, prêts à évacuer Milan, et, dans cette intention, chargeant leurs bagages et les faisant filer du côté de la porte de Pavie.

Seulement, avant de prendre ce parti extrême, ils se croyaient obligés à faire un semblant de résistance qui rendrait leur retraite à la fois plus honorable et plus sûre, parce que, ne ressemblant pas à une fuite, elle n'inviterait pas l'ennemi à les poursuivre.

Ce rapport (on peut le croire) était plus conforme aux désirs des habitants qu'à la stricte réalité des choses. Les impériaux avaient, il est vrai, résolu d'abandonner les faubourgs pour concentrer leur résistance dans la ville, où ils s'étaient fortifiés, mais ils étaient revenus sur cette première décision, comprenant combien la prise des faubourgs devait favoriser celle de la ville.

Quoi qu'il en soit, le duc d'Urbin put d'abord être surpris en voyant combien peu les effets répondaient à ce qu'il avait espéré. « Quand les arquebusiers se présentèrent devant ces deux portes (Romaine et Tosa),

(1) Le 6 juillet, il arriva cinq cents Suisses, conduits par César Gallo. Les cinq mille autres que l'on attendait n'arrivèrent que successivement et à une époque assez avancée du même mois. D'après Guicciardini, leur retard tenait à trois causes : 1° à leur lenteur naturelle ; 2° au mauvais choix des intermédiaires chargés de cette négociation ; 5° à un excès de circonspection du Pape et des Vénitiens. Comme la levée de troupes étrangères annonçait de la part des puissances italiennes la résolution de prendre vigoureusement l'offensive, ils eurent peur que le Roi de France, les voyant tout à fait engagés dans la lutte, n'en prît occasion de raleutir ses préparatifs afin de laisser tomber sur les alliés tout le poids de la guerre. Ils ne lui avaient donc point fait part de leur projet de recruter des Suisses, de sorte que les ministres de France en Suisse n'étant pas prévenus, et craignant, en conséquence, que le Roi n'approuvât pas cette levée, contrarièrent la négociation au lieu de la seconder.

ils virent les impériaux non-seulement disposés à se défendre, mais travaillant avec ardeur à se retrancher.

« Le duc, trouvant plus de résistance qu'il ne s'y était attendu, fit avancer trois pièces de canon à une portée de trait de la porte Romaine; il fit ensuite mettre pied à terre à une partie des gendarmes pour donner l'assaut, et fit apporter des échelles; mais il abandonne bientôt ce dessein, sous prétexte que le jour était fort avancé. C'est pourquoi tout se réduisit à quelques légères escarmouches, où les impériaux, favorisés par l'avantage du lieu, lui tuèrent environ quarante hommes de pied ; il y eut aussi un grand nombre de blessés. Cependant le canon avait tiré plusieurs fois contre la porte, mais sans beaucoup d'effet.

« L'armée passa la nuit dans les lieux où elle avait fait halte, non sans quelque désordre, le peu de temps qu'on avait ne permettant pas de prendre beaucoup de précautions. »

Au commencement de la nuit, quelques Espagnols ayant attaqué la troupe italienne préposée à la garde des canons, sont repoussés, et la nuit n'était pas encore bien avancée lorsque le duc d'Urbin, frappé de cette résistance inattendue, se décide à la retraite.

Ayant donné aux Vénitiens des ordres en conséquence, et fait prendre les devants à son artillerie, il envoie donner connaissance aux chefs pontificaux de ce qu'il vient de résoudre, et les engage à en faire autant.

Ces chefs, surpris et mécontents, se rendent promptement à sa tente, le trouvent tout armé et prêt à partir, et essaient vainement de le faire revenir sur cette détermination.

A l'entendre, l'armée se trouvait, en ce moment, dans une position si périlleuse, qu'il n'admettait pas de discussion possible à cet égard. Dès l'entrée de la nuit, les ennemis avaient placé entre la porte Romaine et la porte Tosa une pièce d'artillerie, qui prenait l'infanterie en flanc. Pendant la nuit, ils ne manqueraient d'en placer plusieurs autres, puis, au point du jour, donneraient l'alarme pour obliger l'armée à se mettre en bataille ; alors ils la foudroieraient avec toute leur artillerie, et, profitant du désordre, l'attaqueraient avec vigueur et la mettraient en déroute avec la plus grande facilité.

« Il regrettait que la brièveté du temps, l'artillerie et les munitions qu'il avait en bien plus grande quantité que l'armée pontificale, et qui ralentissaient sa marche, ne lui eussent pas permis de leur donner, d'avance,

connaissance de sa détermination, mais dans les choses d'urgence il n'y a pas d'excuse à faire. En venant donner l'assaut à Milan il avait fait une action téméraire ; il fallait maintenant agir avec prudence. Du reste, il n'y avait pas de sujet de désespérer : Prosper Colonna, après avoir levé le siége de Parme, lorsque cette ville était à moitié prise, n'en avait pas moins conquis glorieusement tout le duché de Milan. Toutes les règles de la guerre voulaient qu'il suivît le parti qu'il avait pris ; il prenait sur lui toute la responsabilité de l'événement, et voulait que tout le monde sût qu'il était l'auteur de la retraite. On perdrait mal à propos le temps à discuter, et il était nécessaire de partir avant la fin de la nuit. »

La manière dont il dément ses opinions de l'avant-veille, la fermeté dont il fait preuve en ce moment (1) et les raisons qu'il donne, me paraissent tout simplement une manœuvre habile pour dissimuler le vrai motif qui le fait agir. Depuis qu'il avait témoigné tant de confiance, et décidé la brusque attaque des faubourgs, il venait de se passer quelque chose d'inattendu, et qui, dès qu'il en fut instruit, donnait à cette résistance des impériaux une portée qu'elle n'aurait point eue dans les circonstances ordinaires.

Parti de Barcelone avec six vaisseaux et huit cents hommes d'élite, le duc de Bourbon était débarqué à Gênes sans obstacle, quoique la flotte confédérée fût censée tenir la mer et bloquer la ville (2). Il avait retiré des banquiers génois 100,000 ducats en paiement des lettres de change qu'il avait, en Espagne, reçues de l'Empereur. De là, sans perdre de temps, il avait pris le chemin de Milan, et y était entré la nuit du 5 au 6

(1) Cette fermeté prend même la forme de la mauvaise humeur. Le lieutenant du Pape lui ayant observé qu'au lieu de se retirer à Marignan il ferait mieux de s'arrêter à San Martino, pour ne pas ôter toute espérance aux assiégés, « le duc lui répondit brusquement que, tant qu'il aurait le commandement de l'armée vénitienne, il ne souffrirait pas que personne disposât de son autorité, et qu'il voulait aller à Marignan. »

(2) Le Pape avait pris à son service André Doria avec huit galères, et il avait été convenu entre le Pape et le Roi de France que, dans le cas où l'on assiégerait Gênes, les galères du Roi qui étaient à Marseille se joindraient à celles du Pape pour bloquer la ville de Gênes, ou que, tout au moins, elles empêcheraient la venue des vaisseaux du duc de Bourbon. Mais ce furent *des paroles en l'air*. La flotte française n'était point prête à partir. Par suite de la négligence du Roi, ou de son peu d'inclination à faire la guerre, ou parce qu'on manquait d'argent, on n'avait point envoyé les sommes nécessaires pour le paiement des capitaines de navires, et même, plus tard, pour les gendarmes. « *Furono parole vane, parte per carestia di danari, parte per negligenza et forse per voluntà... Si poteva comprendere la negligenza o la fredda dispositione del Re di Francia alla guerra.* » (Guicc.).

juillet (1). Le lendemain, il prit le commandement des troupes auxquelles il distribua une partie de l'argent qu'il avait apporté. Charles-Quint lui avait donné le duché de Milan, l'avait nommé, en même temps, capitaine général de l'armée de Lombardie, et le bruit s'était répandu qu'à son départ d'Espagne Bourbon avait laissé une puissante armée prête à faire voile pour l'Italie.

Dans les circonstances où l'on se trouvait réduit, qu'on juge de l'importance d'un pareil événement, et combien il était de nature à relever le courage de la garnison, et c'est ce qui était arrivé (2). La nouvelle de l'entrée de Bourbon n'était point encore parvenue au camp de la ligue, mais Guicciardini et Rossi semblent admettre comme probable que le duc d'Urbin en fut instruit avant les autres, c'est-à-dire vers le commencement de la nuit (3). Cette nouvelle lui arrivant avec toutes les exagérations naturelles en pareille circonstance, lui expliquait suffisamment l'ardeur des impériaux succédant si rapidement à ce qu'on lui avait dit de leur abattement.

Les conditions de la lutte allaient, en effet, se trouver changées. Bourbon, devenu duc de Milan, venant pour prendre possession de son état avec des troupes nouvelles, qui n'étaient que l'avant-garde d'une nombreuse armée, et ralliant à lui les Milanais, jusque-là si hostiles : voilà la situation telle qu'elle dut apparaître à François-Marie. Elle était bien de nature à le troubler et à lui faire redouter de se mesurer avec ce redoutable adversaire, surtout en ce moment où ni les Français, ni les Suisses n'étaient encore arrivés au camp de la ligue (4).

Sans nier la valeur des autres raisons qu'on a données, voilà, je crois, l'explication la plus naturelle de la retraite opérée sous les murs de Milan.

(1) « Ma la notte precedente al dì, ne quale doveva farsi innanzi l'essercito, il duca di Borbone... entrò con circa ottocento fanti spagnuoli. » (Id.).

(2) « Della venuta del quale i soldati pigliaron molto animo. » (Id.).

(3) « Ma essendo incognita di fuori la venuta del duca di Borbone, la deliberatione dell' andare innanzi fu prevertita del duca d'Urbino, o per avisi ricevuti, secondo si credette, di Milano, o per relatione di qualche exploratore. » (Id.).

(4) Guicciardini, après avoir énuméré les diverses accusations et rumeurs dont cette retraite fut l'objet, termine ainsi : « En suivant pas à pas les mouvements de ce général dans cette occasion, Guicciardini demeura persuadé, avec plusieurs personnes, que le courage des impériaux, joint à la mauvaise opinion qu'il avait des troupes italiennes, fut la cause de cette retraite. En effet, lorsqu'il vit que, contre l'espérance dont il s'était flatté, deux jours auparavant, les ennemis n'abandonnaient pas les faubourgs, la crainte et la défiance qui l'avaient frappé d'abord se réveillèrent aussitôt et firent une si profonde impression sur son esprit, qu'il se précipita dans cette étrange résolution. »

Un capitaine français, contemporain, faisant à chacun sa part de blâme, résume ainsi, dans un style bref, heurté, énergique, le résultat de cette campagne, les causes qui l'avaient amené, et, sans doute aussi, l'impression générale produite sur les esprits :

« Le duc d'Urbin est esleu capitaine général de la ligue ; avec de grandes forces et peu de courage, prend Laude (Lodi), donne aux faubourgs de Milan, d'où il se retire honteusement par l'arrivée de Bourbon et des lansquenets impériaux, s'excuse sur les Suisses non venus. Le Roy (François Ier), refroidy, voluptueux, dit mal à propos qu'il fallait laisser matter les Italiens et l'Empereur l'un par l'autre, interpose lentement ses forces à ce qu'ils ne s'accordent. Marie de la Roüere, duc d'Urbin, s'approche de Milan, et, n'y faisant rien, laisse rendre le château par François Sforce. Les confédérez retirez de Milan prennent Crémone ; le marquis de Saluces, général des Français, arrive à eux avec des Suisses et six mille Français hors de temps. » *(Mémoires de Tavannes).*

CAMPAGNE DE L'ARMÉE DE LA LIGUE CONTRE FRONSPERG ET LE CONNÉTABLE DE BOURBON.

Au commencement du mois d'août, un coup de main tenté sur la ville de Crémone, qu'on s'était flatté d'emporter rapidement, se convertit, par suite de la résistance obstinée des Espagnols, en un siége régulier de sept semaines, au bout desquelles la garnison capitula le 23 septembre. Le temps et la quantité de troupes exigés par cette entreprise avaient empêché de bloquer étroitement Milan et de l'attaquer avec deux corps d'armée, comme on en avait le projet. On n'avait pu, pour la même raison, détacher quatre mille hommes demandés pour investir Gênes du côté de la terre. Par suite des délais accordés à la garnison de Crémone pour évacuer cette ville, le duc, qui était allé à Mantoue voir sa femme, ne ramena au camp, qu'au milieu d'octobre, les troupes qui avaient fait le siége de Crémone. Enfin, après avoir perdu beaucoup de temps, on renonçait au siége de Milan pour celui de Gênes (1).

(1) Les projets conçus à cette occasion par le duc d'Urbin portaient l'empreinte de son système de prudence extrême. Il voulait s'éloigner de Milan à une distance qui permît à son armée d'empêcher qu'il n'y entrât des vivres, et, pour cela, fortifier deux ou trois places, où il mettrait

En ce moment, Georges Fronsperg assemblait sur les confins du Tyrol les troupes qu'il amenait au secours du duc de Bourbon. « Le bruit de sa marche ayant pénétré en Italie, on abandonna tout à fait l'entreprise de Gênes, quoique cette ville fût réduite à la dernière extrémité et que Doria ne demandât plus que mille cinq cents hommes de pied auxquels il promettait d'en joindre encore autant. Le duc d'Urbin les lui refusa sous prétexte qu'il avait été obligé de détacher de l'armée, pour les envoyer dans le Vicentin, un pareil nombre de fantassins, parce que les Vénitiens craignaient que le secours d'Allemagne ne prît son chemin par ces quartiers. Il n'était pas, néanmoins, de cette opinion, car il croyait que les Allemands viendraient par Lecco. Dans cette idée, il demeura à Pioltello afin d'être plus près de l'Adda, publiant qu'il voulait aller au-devant d'eux, et les combattre au delà de cette rivière, à la sortie de la vallée de Sarsina. »

Mais ils prirent une voie toute différente, et, après avoir passé par le val de Sabio, ils tournèrent par Anfo vers Salo, ville située sur la rive occidentale du lac de Garda.

« Georges Fronsperg était déjà arrivé à Castiglioné dellé Stivéré, dans le Mantouan, à la tête de treize à quatorze mille hommes d'infanterie allemande. Le duc d'Urbin, pour être en état d'aller à leur rencontre, avait conduit l'armée à Vauri, sur la rivière d'Adda, entre Trezzo et Cassano, et il avait jeté un pont dans cet endroit ; il mit dans le camp, qu'il laissait bien retranché, le marquis de Saluces avec les troupes françaises, les Suisses et les Grisons, et il en sortit, le 19 de novembre, avec Jean de Médicis, six cents hommes d'armes, beaucoup de chevau-légers, et huit à neuf mille hommes de pied, sans dessein, cependant, d'attaquer les Allemands, mais ne songeant qu'à les fatiguer dans leur marche et à leur couper les vivres, le seul moyen, disait-il, de vaincre des troupes si fermes dans leurs rangs. Le 21, il se rendit à Sonzino, d'où il se fit précéder par Mercurio avec tous les chevau-légers et un détachement de la gendarmerie pour amuser les ennemis en attendant que le reste de l'armée fût

de forts détachements. Son projet était aussi d'aller camper à Marignano (17 kil S.-E. de Milan) afin d'envoyer des troupes à Gênes. « Toutes ces longueurs donnaient de violents soupçons de sa conduite, quoiqu'il en rejetât la faute en partie sur les Vénitiens, qui ne payaient pas leur infanterie, ce qui faisait que les troupes n'étaient jamais complètes, et que les officiers, lorsqu'on distribuait la paie, étaient obligés de substituer des milices à la place des soldats qui manquaient, de sorte qu'insensiblement ce n'était plus la même armée, mais un ramas de troupes sans expérience. » (GUICC.).

arrivé. Il craignait déjà de venir trop tard parce que les Allemands avaient campé, le même jour, à la Cavriana, et il en rejetait la faute sur la négligence et l'avarice du provéditeur Pisani, qui l'avait obligé d'attendre, deux ou trois jours, à Vauri, des bœufs pour conduire l'artillerie, délai qui, disait-il, ruinerait son dessein.

« On avait été jusqu'alors dans l'incertitude du chemin que prendraient les Allemands. On crut d'abord qu'ils se rendraient sur l'Adda par le Bressan et le Bergamasque, pour être joints par les impériaux et passer le Pô à Casal Maggioré ; mais, s'étant rendus, le 22, à Rivalta, à huit milles de Mantoue, entre le Mincio et l'Oglio, et n'ayant pas traversé ce premier fleuve à Goïto, on jugea que leur dessein était de passer le Pô à Borgoforté, ou à Viadana, plutôt qu'à Ostie, ou plus bas ; et que s'ils le passaient à Ostie, il y avait apparence qu'ils iraient à Modène et à Bologne, où l'on faisait, en ce même temps, des levées d'infanterie et des préparatifs de guerre.

« Le même jour, le duc d'Urbin vint camper à Prato-Albuino, et suivant les ennemis, il entra dans le Serraglio de Mantoue, où ils étaient encore. Le 24, ils prirent le chemin de Borgoforté ; et Jean de Médicis s'étant mis à leur poursuite avec les chevau-légers, sans néanmoins beaucoup d'espérance de les entamer, les atteignit comme ils arrivaient dans cet endroit. Ils y trouvèrent quatre fauconneaux que le duc de Ferrare leur avait envoyés par le Pô, faible secours en lui-même, mais qui leur fut d'une grande ressource pour l'occasion. Jean de Médicis, ignorant qu'ils eussent de l'artillerie, s'approcha d'eux avec moins de précaution, et du second coup qu'ils tirèrent il eut la cuisse cassée un peu au-dessus du genou. On le porta à Mantoue, où il mourut quelques jours après. Les confédérés perdirent beaucoup à sa mort, car il était le seul de tous les officiers généraux que les ennemis craignaient dans cette guerre ; et quoi qu'il n'eût que vingt-neuf ans, et que son courage fût tout de feu, il avait déjà toute l'expérience et la maturité d'un âge plus avancé. La capacité dont il donnait chaque jour des preuves faisait espérer qu'il serait, un jour, l'un des plus grands capitaines de son temps.

« Ensuite les Allemands côtoyèrent le Pô sans nul obstacle, et le traversèrent à Ostie, le 28 octobre, tandis que le duc d'Urbin demeurait à Borgoforté. Ils allèrent loger à Rovéré, où le duc de Ferrare leur fit tenir une légère somme d'argent et quelques pièces d'artillerie. Leur marche dans ces quartiers mit l'alarme à Bologne et dans toute la Toscane, parce que le

duc d'Urbin, au lieu de passer le Pô, comme il avait toujours assuré qu'il le ferait s'ils le traversaient, s'était rendu à Mantoue pour y attendre, disait-il, les ordres du sénat sur ce sujet. Cependant, les ennemis, traversant la Secchia, prirent le chemin de la Lombardie pour aller joindre les troupes de l'Empereur à Milan. »

« Fronsperg et les Allemands ayant passé la Secchia, et marchant par Razzuolo et Gonzague, campèrent le 3 de décembre à Guastalla et, le 4, à Castelnuovo et à Povi (Poviglio ?), à dix milles de Parme, où le prince d'Orange vint les joindre, lui troisième, comme simple volontaire. Le 5, ils passèrent la Lenza, au pont qui est sur le grand chemin, et campèrent à Montechiarucoli. Pendant ce temps-là le duc d'Urbin demeurait toujours à Mantoue avec sa femme, sans se mettre en peine du péril des affaires de la ligue. Le 7, les ennemis passèrent la Parma, et campèrent à Félino. Il tombait de grandes pluies, qui grossissaient les rivières ; et l'on apprit par des lettres de Fronsperg au duc de Bourbon, qui furent interceptées, qu'il était fort embarrassé sur ce qu'il avait à faire. Le 11, ils traversèrent le Taro, et, le lendemain, ils s'arrêtèrent au bourg de San Donino, où ces luthériens profanèrent les choses sacrées et les images des saints. D'autres lettres interceptées, écrites de Firenzuola, où ils arrivèrent le 13, apprirent qu'ils sollicitaient les troupes impériales de Milan de venir les joindre (1). Le 29 décembre, les Allemands décampèrent de Firenzuola, et marchèrent à Carpinéta, et vers d'autres places voisines ; ils passèrent la Nura, le dernier jour de l'année, pour camper au delà de la Trébia, afin d'être moins exposés aux insultes de l'ennemi et d'attendre le duc de Bourbon en cet endroit. On ne savait encore s'il avait dessein d'assiéger Plaisance, ou de passer en Toscane. »

Tel est le début de cette campagne. Il offre quelque chose de bien caractéristique : de part et d'autre les armées ne paraissent avoir aucun plan arrêté et attendre beaucoup du hasard de chaque jour.

Malgré toutes les misères et tous les périls de sa situation, l'armée d'invasion a cependant deux avantages bien marqués : d'abord, l'incertitude même de ses mouvements devient une force pour elle, car, répan-

(1) « Les soldats espagnols ne voulaient point sortir de Milan avant d'être payés entièrement de ce qui leur était dû. On obtint qu'ils se contenteraient de cinq montres (ou paies), et à mesure qu'on les payait on les faisait sortir de la ville, malgré leur répugnance, et marcher à Pavie. Comme cela demandait beaucoup de temps, on envoya dans cet intervalle quelque cavalerie et quelque infanterie italienne au-devant de Fronsperg. » (GUICC.).

dant la frayeur sur une plus grande étendue de pays qu'elle semble menacer, elle tend à diviser, à amoindrir, en les divisant, les forces qui lui sont opposées.

En second lieu, elle a un motif de sécurité relative dans le sentiment de crainte plus ou moins dissimulé, mais au fond très-réel, qu'elle éveille parmi ses adversaires, lesquels, persuadés d'avance de sa solidité et de sa bravoure à toute épreuve, ne tentent jamais d'attaque sérieuse et décisive, et perdent nécessairement par là beaucoup d'occasions favorables.

En attendant que de plus grands événements se dessinent, laissons l'armée de Fronsperg attendre le duc de Bourbon, qui ne viendra la rejoindre que beaucoup plus tard, et jetons un coup d'œil sur l'ensemble de la situation générale et rendons-nous compte de la part de force que chacune des puissances confédérées apporte à la ligue.

Ce qui caractérise essentiellement l'ensemble de cette situation, c'est le manque de sincérité et de loyauté. Aussi, ce qui frappe tout d'abord dans les relations des divers états, c'est l'esprit de défiance, plus ou moins dissimulé, mais, du reste, parfaitement fondé, que les alliés ont les uns vis-à-vis des autres.

Le but commun n'est, en quelque sorte, qu'un prétexte, ou, du moins, un accessoire. Chacun a son but particulier auquel il est prêt à tout sacrifier. Le Pape veut, avant tout, la paix ; le Roi de France, de son côté, aspire uniquement à revoir ses fils laissés en otage aux mains de l'Empereur ; les Vénitiens songent à éloigner la guerre de leur territoire et à dépenser le moins possible. L'on peut croire que chacun est tout disposé à faire son traité particulier du moment qu'il y trouvera son compte, et qu'il ne se préoccupera nullement de l'embarras où il laissera ses alliés.

Ce manque de dévouement à la cause commune se traduit d'abord par une grande inexactitude à remplir les engagements, par des retards continuels, bien propres à paralyser l'énergie et l'accord des opérations militaires. Aussi, la manière dont la guerre est conduite offre un décousu et des tiraillements continuels, et l'on sent le manque total d'une direction suivie et unitaire.

Cela est surtout sensible depuis la mort de Jean de Médicis : elle a causé dans l'armée un découragement général, et dont le duc d'Urbin est tout le premier atteint. On dirait qu'il se repent de l'initiative hardie qu'il

avait prise et qui, le transformant en général d'avant-garde, a eu une si funeste issue. L'armée semble subir une sorte de désorganisation sous le rapport de l'entente dans les opérations. Chacun des trois principaux chefs me paraît agir à peu près exclusivement dans l'intérêt de l'état qu'il sert : le duc d'Urbin dans celui des Vénitiens ; Guicciardini dans celui du Pape et de la préservation du territoire pontifical ; le marquis de Saluces subit, de préférence, mais cependant d'une manière irrégulière, l'influence de Guicciardini. Très-vaillant de sa personne, le marquis n'a point les qualités nécessaires au commandement d'une armée ; il remporte quelques avantages particuliers, qui n'ont point une influence appréciable sur l'ensemble des événements.

Par suite de la diminution des troupes sous ses ordres il abandonne le camp de Vauri, dans lequel il ne se croit plus en sûreté.

Paul Luzasco, au service du Pape, sort de Plaisance avec un gros de cavalerie pour inquiéter l'ennemi. Guido Vaïna est envoyé, pour le même objet, à San Donino.

Le marquis de Saluces pénètre dans la Polésine (1). « On aurait souhaité qu'il y demeurât pour donner l'alarme au camp de Firenzuola, que Luzasco harcelait sans cesse, mais il se crut plus en sûreté à Torricella et à Sissa. Cependant, il envoya une partie de sa cavalerie et quelque infanterie en différents postes pour couper les vivres aux Allemands. »

Guicciardini presse le duc d'Urbin de passer le Pô afin de mettre à couvert les états de l'Église, mais le duc se fait donner par le sénat l'ordre de ne point le passer.

Le marquis de Saluces ne passe ce fleuve que le 27 décembre parce que les Suisses, qui recevaient la solde sur le pied de six mille hommes, mais qui, en réalité, n'étaient que quatre mille, étaient mal payés. « Il avait été convenu entre le Roi de France et les Vénitiens que les Suisses seraient payés alternativement par l'une des deux puissances ; mais le Roi avait singulièrement tardé à envoyer l'argent qu'il devait fournir pour la solde du premier mois. De leur côté, les Vénitiens, chargés de payer le corps du marquis de Saluces, étaient soupçonnés de détourner une partie des fonds pour payer leurs propres troupes. »

Plus tard, après la jonction de Bourbon avec les Allemands, et « lorsque

(1) *Polésine*, ou *Polésine de Rovigo*, ainsi nommée de sa capitale et de ce que, par sa situation entre trois rivières, elle forme une presqu'île. Elle est coupée par de nombreux canaux. Elle produit beaucoup de blé et de bétail.

les impériaux étaient encore aux environs de Plaisance, le duc d'Urbin, changeant la première résolution qu'il avait prise de conduire l'armée vénitienne à Bologne avant que les ennemis y fussent arrivés, fit résoudre dans le conseil de guerre qu'au premier avis qu'on aurait de la marche des ennemis l'armée du Pape, laissant de bonnes garnisons à Parme et à Modène, se rendrait à Bologne tandis qu'il suivrait les impériaux, mais toujours à vingt-cinq ou trente milles pour la sûreté de ses troupes. S'ils prenaient le chemin de la Romagne ou de la Toscane, le marquis de Saluces devait les devancer avec les troupes du Pape, les lances françaises, son infanterie et les Suisses, et laisser des garnisons dans toutes les places où les ennemis auraient à passer ; ensuite, l'armée vénitienne aurait retiré ces garnisons en suivant les impériaux (1). Ses raisons, que les autres capitaines n'approuvaient pas, se fondaient : 1° sur ce que, si on voulait leur barrer le passage et leur livrer bataille, ils triompheraient à cause de la supériorité de leur valeur ; 2° sur ce que son armée n'était pas assez bien pourvue de toutes les choses nécessaires pour devancer les impériaux, qu'on disait presque en marche ; enfin, il alléguait la nécessité de prévoir un retour offensif des ennemis contre les places de Venise demeurées sans défense. « Ces raisons étaient convaincantes pour les Vénitiens, mais il s'en fallait bien qu'elles contentassent le Pape, qui voyait que cette résolution ouvrait le chemin de la Toscane et de Rome aux ennemis, car l'armée qui devait les précéder, fort inférieure à leurs forces, et chaque jour affaiblie par les garnisons qu'elle devait laisser dans les places, ne pourrait jamais les arrêter. D'ailleurs, il n'était pas bien sûr que les Vénitiens fussent aussi prompts à les suivre que le duc d'Urbin le disait, surtout quand on considérait la conduite qu'ils avaient tenue dans toute cette guerre.

« ... Le Pape fut encore bien plus fâché quand il apprit que le duc d'Urbin, qui s'était rendu à Parme le 3 de février, en était parti le 14 sous

(1) Par la marche naturelle des choses, ce plan semble recevoir un commencement d'exécution quand le marquis de Saluces et le lieutenant du Pape quittent Modène pour aller couvrir Bologne et Forli, qu'ils préservent, en effet ; mais après ce premier succès les incertitudes recommencent, l'entente et l'unité de direction font totalement défaut.

Sans doute ce plan de campagne présentait dans la pratique bien des difficultés, mais lors même qu'il eût médiocrement réussi, il eût, à l'arrivée des premières troupes de la ligue aux environs de Rome, créé au Connétable de sérieuses difficultés, n'eût-il servi qu'à encourager par son approche les défenseurs de cette ville.

prétexte d'une légère indisposition, et s'était retiré à Casal Maggioré, et, cinq jours après, à Gazzuolo, où, quoiqu'il n'eût plus de fièvre, il avait fait venir sa femme, parce qu'il avait, disait-il, la goutte. Quelques-uns, voulant excuser un procédé si suspect, disaient que les négociations continuelles du Pape avec les impériaux étaient la source des lenteurs et de l'incertitude de ce général. Mais Guicciardini, persuadé par la vraisemblance et par certains discours de la Rovère que ce duc n'agissait ainsi que pour qu'on lui rendît le Montéfeltro avec Maïolo et San Léo, dont les Florentins étaient en possession, et jugeant que ces places n'étaient pas assez importantes pour balancer le péril auquel Rome et Florence seraient exposées si ce général abandonnait leur défense, il lui en promit la restitution, dont il savait qu'on n'était pas éloigné à Florence, et lui parla de cette affaire comme s'il avait eu des ordres du Pape. Mais Clément, écoutant plutôt sa haine et son dépit contre le duc que la raison, désapprouva la démarche de Guicciardini. »

Le duc de Bourbon avait quitté les environs de Plaisance le 22 février 1527 et était arrivé, le 5 mars, à Buonporto, d'où il partit pour s'aboucher, à Finalé, avec le duc de Ferrare.

Les troupes vénitiennes passèrent le Pô le même jour, 5 mars, et s'établirent à San Faustino, près de Rubiéra. Le duc d'Urbin s'y rendit le 18 mars, « donnant, selon sa coutume, de grandes espérances d'une victoire presque certaine, non par l'effort de l'armée de la ligue, mais seulement par les difficultés qui devaient arrêter l'ennemi. »

Le 23 février, le marquis de Saluces et les généraux du Pape avaient quitté Parme pour prendre le chemin de Bologne avec les bandes noires. Peu après, les impériaux se remirent en marche. A cette nouvelle, « le marquis de Saluces et le lieutenant du Pape, déjà certains que les ennemis allaient en Romagne, sortirent la nuit même de Bologne, à la garde de laquelle ils laissèrent une partie de l'infanterie italienne, et marchèrent vers Forli ; ils s'y rendirent le 3 d'avril après avoir mis des troupes dans Imola. Ce ne fut pas sans peine qu'on fit marcher les Suisses, et il fallut que le lieutenant prêtât 10,000 ducats au provéditeur Jean Vettori pour les payer. Le duc de Bourbon passa à la vue de Forli, le 4 avril, pour aller camper plus bas, au-dessous du grand chemin. »

L'audace et l'activité que Bourbon va déployer en ce moment offrent un contraste bien frappant avec les défiances, les lenteurs, les incertitudes des divers membres de la ligue, leurs dissentiments marqués et les exi-

gences intempestives que nous les verrons manifester, à diverses reprises, vis-à-vis les uns des autres (1).

« Le marquis de Saluces était fort incertain du parti qu'il devait prendre dans la conjoncture, et les Vénitiens l'étaient encore plus. Connaissant la faiblesse du Pape, et persuadés que les secours qu'ils lui donneraient ne l'empêcheraient pas de faire son traité particulier, sans aucun égard pour les alliés, toutes les fois qu'il en trouverait l'occasion, il paraissait bizarre de le soutenir pour lui faciliter l'accommodement avec l'ennemi commun. D'un autre côté, ils sentaient bien qu'en abandonnant ce pontife ils causeraient beaucoup de préjudice aux affaires de la ligue ; mais ils considéraient aussi que, quand ils seraient en Toscane, s'il arrivait que le Pape vînt à bout de faire exécuter son traité, ou qu'il en conclût un autre, ils seraient exposés à un extrême péril entre l'Apennin et les impériaux, dans un pays devenu tout à coup ennemi. Les Vénitiens soupçonnaient même que le Pape ne les faisait presser de se rendre en Toscane que pour les mettre dans la nécessité d'accepter la trêve afin de sauver leurs troupes (2).

« Guicciardini n'eut pas beaucoup de peine à persuader le marquis de Saluces, qui, étant déjà venu de bon gré à Forli, ne refusa pas de passer en Toscane, quoique plusieurs des siens lui conseillassent de n'en rien faire et de ne pas risquer ses troupes ; à l'égard des Vénitiens, ils pri-

(1) « On ne peut assez admirer la résolution du Connétable et de son armée, qui, sans argent, sans munitions, sans pionniers, sans espérance d'avoir des vivres, entreprirent de passer au milieu de tant de villes ennemies et de troupes beaucoup supérieures en nombre aux leurs. » (Guicc.).

(2) Les craintes des Vénitiens étaient parfaitement fondées, sinon en ce qui concerne les intentions du Pape, au moins en ce que leur réservait la mauvaise volonté de l'Empereur à leur égard.

Guicciardini, parlant des négociations du Vice-Roi avec le Pape et de son désir d'arrêter Bourbon, nous dit : « Le Vice-Roi souhaitait la paix avec le Pape par plusieurs raisons, et entre autres, comme je l'ai appris de gens dignes de foi, parce qu'il avait le dessein de tourner les armes de l'Empereur contre les Vénitiens. Dans cette vue, quoiqu'il eût promis au Pape de retirer de cette armée la cavalerie et la meilleure partie de l'infanterie espagnole, il avait néanmoins déclaré à Florence qu'il n'en ferait rien, sous prétexte que cela causerait la ruine de l'armée impériale. »

M. Mignet, dans sa *Rivalité de Charles-Quint et de François Ier*, cite une lettre de Charles-Quint, datée du 12 mai, et adressée au duc de Bourbon, dont il ignorait encore la mort toute récente. Cette lettre lui enjoignait *de se rendre le Pape ami*, et de conduire l'armée sur le territoire vénitien « pour illec les entretenir et les contraindre à quelque bon appointement qui soit seheur (*sûr*). »

M. Mignet ajoute : « Charles tenait par-dessus tout à s'accommoder avec le Pape. Il espérait par là rompre la ligue franco-italienne, dont le Pape était le lien, préserver la Toscane et Naples d'une invasion, faire passer l'armée du duc de Bourbon sur les terres des Vénitiens pour y vivre à leurs dépens, et les contraindre à une paix qui laisserait l'Italie à sa merci et le Roi de France dans l'isolement. »

rent le parti de ne pas ôter toute espérance au Pape et aux Florentins ; mais ils résolurent de n'avancer que de manière à pouvoir se retirer d'un jour à l'autre. Suivant ce projet, le duc d'Urbin partit de Casal Maggioré avec l'armée, ne s'éloignant jamais du Pô. Il parut alors appréhender pour son duché à cause de l'entrée des impériaux dans la Romagne, et il y envoya deux mille hommes d'infanterie vénitienne pour le défendre. Néanmoins, beaucoup de gens, et surtout le Pape, étaient persuadés qu'il n'avait rien à craindre de la part des ennemis et qu'il leur avait secrètement promis de ne point traverser leur passage en Toscane.

« Le duc de Bourbon campa, le 16 avril, à Santa Sofia, vallée de Galéata, dans les états de Florence. Il employa la diligence et la ruse pour ne point rencontrer d'obstacle au passage de l'Apennin, où, vu le manque de vivres, la moindre difficulté l'aurait jeté dans un grand embarras (1).

« Guicciardini, alarmé de la diligence du Connétable, et jugeant qu'il était de toute importance que les impériaux n'entrassent pas en Toscane avant le secours des alliés, persuada au marquis de Saluces de se mettre en marche, et combattit fortement l'opposition de Jean Vettori, provéditeur des Vénitiens, et des autres officiers, qui, dans la crainte d'exposer leurs troupes au péril, voulaient qu'avant de partir on leur remît des places fortes entre les mains. Le marquis partit donc le 18, et se rendit à Brisighello avec le lieutenant et toutes leurs troupes. Ce dernier écrivit au Pape qu'il avait trouvé tant de bonne volonté dans le marquis de Saluces qu'il comptait de le faire passer en Toscane, et qu'il était même assuré que les Vénitiens suivraient son exemple, mais que plus on mettrait Florence à couvert, plus Rome serait exposée, parce que le duc de

(1) « Ayant reçu, le 17, à San Pier in Bagno, des lettres de Lannoy et du lieutenant (Guicciardini), qui lui donnaient avis que le premier venait le joindre, il fit réponse à l'un et à l'autre que leurs lettres l'avaient trouvé dans un endroit trop incommode pour y rester, mais qu'il serait le 18 à Santa Maria in Bagno, au pied des montagnes, où il attendrait le Vice-Roi. Il écrivit au lieutenant qu'il ne désirait rien tant que la paix et que de faire connaître au Pape ses bonnes intentions et son attachement pour sa personne; mais ces assurances étaient bien loin de sa pensée. » (Guicc., XVIII).

Tout porte à croire, au contraire, que le Connétable exprimait en ce moment un sentiment sincère, car les documents les plus authentiques nous le peignent comme un homme très-religieux ; mais son attachement pour le Pape se trouvait forcément subordonné aux exigences de sa propre destinée. Il donna une autre preuve de son bon vouloir lorsque, d'après le même historien, il expédia de la Pievé San Stéfano un exprès au Pape pour lui dire qu'il avait accompagné ses soldats afin de les contenir, et qu'il lui conseillait de continuer la négociation sans disputer sur un peu plus ou un peu moins d'argent. Plût à Dieu qu'on l'eût écouté en ce moment ! Que de sang, de malheurs, et même que d'argent on eût épargnés !

Bourbon, n'ayant plus que cette ressource, serait obligé de se tourner de ce côté; après tout, qu'il ne croyait pas que les troupes qu'on ferait partir pour cette dernière ville (Rome), dont le duc était plus près qu'elles, pussent faire autant de diligence que celles de Bourbon, qui venaient de passer l'Apennin en deux jours. »

« Les Florentins s'étaient précautionnés à tout événement, et ils avaient traité avec les Vénitiens et le duc d'Urbin pour s'assurer de leur secours. Le duc, ayant passé le Pô à Fichéruolo, s'était rendu, le 13, à Final, et de cette ville à Corticella. Pallas de Ruccellaï étant allé l'y trouver en qualité de ministre de la République, s'engagea d'accéder à la ligue, supposé que le duc passât en Toscane avec l'armée, de payer un certain nombre de gens de pied, de ne point traiter en particulier avec l'Empereur, quand même le Pape le voudrait, et de rendre enfin au duc San Léo et Maïolo. Cette démarche des Florentins facilita le secours de la Toscane.

« ... Le marquis de Saluces passa l'Apennin, quoique le duc d'Urbin, qui s'était abouché avèc lui à Castel San Piéro, eût fait tout son possible pour l'obliger à différer, et il arriva le 22 avril dans le bourg de San Lorenzo, dans le Mugello (1). Ainsi, La Rovère, ne pouvant rester avec honneur dans l'inaction après la démarche des Français, passa les montagnes et vint camper à Barbérino le 25. Il ne voulut pas prendre sur lui de demeurer en arrière, le sénat ayant laissé à sa disposition de passer en Toscane; mais il exigea que, dès qu'il y serait, Florence accéderait à la ligue, sans quoi il résolut de revenir d'abord sur ses pas (2).

« Toutes les armées se trouvant donc en Toscane, les généraux de la ligue eurent avis, le 23, que le duc de Bourbon s'était avancé de la Piévé San Stéfano à la Chiassa, auprès d'Arezzo, c'est-à-dire qu'il avait fait dix-huit milles en un jour; et, s'assemblant à Barbérino, ils délibérèrent sur le parti qu'ils prendraient. Plusieurs furent d'avis d'unir toutes les

(1) Le *bourg San Lorenzo*, ou mieux *Borgo San Lorenzo*. « *Mugello* (la vallée de). C'est une belle contrée du Florentin en Toscane. Elle s'étend le long des deux bords de la rivière de Siévé, entre le mont Apennin et la rivière d'Arno. La ville de Fiésole et une partie de celle de Florence y sont situées, et elle prend son nom du village de Mugello, anciennement *Mucialia*. » (Matti, *Dict.*, cité par Moréri).

(2) On peut remarquer combien, en cette circonstance, le duc d'Urbin subordonne ses propres intérêts à ceux de la République de Venise, car en retournant sur ses pas il perdait l'occasion si précieuse pour lui de recouvrer le Montéfeltro et surtout les deux forteresses de San Léo et de Maïolo.

troupes, et d'aller occuper quelque poste avantageux autour de Florence pour fermer les approches de cette ville à l'ennemi; les ministres du Pape et des Florentins insistaient fortement sur ce parti, et Frédéric de Bozzolo, qui l'avait proposé, assurait qu'Ancisa, située à treize milles de Florence, était le meilleur poste qu'on pût choisir. Il fut donc résolu que les généraux iraient eux-mêmes reconnaître cet endroit, et que s'il leur paraissait tel qu'on le disait, ils y conduiraient toutes les troupes.

« Les généraux se mirent donc en chemin le jour suivant; mais, comme ils approchaient de Florence, il arriva dans cette ville un accident qui fut cause qu'on n'exécuta pas ce projet et que l'on ne pensa pas à d'autres qu'on aurait sans doute formés après le premier. Les esprits étaient fort échauffés à Florence, et presque tout le peuple indisposé contre le gouvernement. La jeunesse avait demandé aux magistrats les armes publiques, sous prétexte de se défendre contre les gens de guerre. Avant qu'on eût délibéré sur ce sujet, il s'éleva, par hasard, le 26 avril, une émeute sur la grande place ; aussitôt la plupart du peuple et toute la jeunesse y accoururent en armes. Silvio Passérini, cardinal de Cortona, et légat du Pape, s'était proposé d'aller au-devant du duc d'Urbin, et voulut exécuter son projet, quoiqu'il sût qu'il y avait du trouble dans la ville ; on y fit courir le bruit qu'il avait pris la fuite. A cette nouvelle, la jeunesse courut au palais, s'en saisit, et, à la faveur de la multitude qui était en armes sur la place, elle força le souverain magistrat de rendre un décret par lequel Hippolyte et Alexandre de Médicis étaient déclarés rebelles. C'était un premier pas pour rétablir le gouvernement populaire. »

Le duc d'Urbin et plusieurs autres chefs entrèrent dans la ville avec le cardinal de Cortona et Hippolyte de Médicis. Ils firent prendre les armes à quinze cents fantassins qu'on tenait à Florence depuis quelques jours à cause de l'état des affaires, occupèrent la grande place, puis, d'accord avec trois cardinaux qui se trouvaient alors dans cette ville, comme on avait résolu de forcer le *palazzo Vecchio* avant la nuit, le duc d'Urbin allait faire entrer une partie de l'infanterie vénitienne campée dans la plaine, lorsque la sage et courageuse intervention de Frédéric de Bozzolo et de Guicciardini fit renoncer à ce projet et ramena la paix moyennant la promesse d'une amnistie générale.

« Quoique cette affaire se fût passée sans effusion de sang, elle ne laissa pas d'avoir de funestes suites ; et l'on peut même dire que sans

ces troubles les malheurs que l'on vit bientôt après ne seraient pas arrivés. En effet, le duc d'Urbin et le marquis de Saluces n'allèrent point visiter le poste d'Ancisa, comme on l'avait résolu, et, le jour suivant, Louis Pisani et Marc Foscaro (ce dernier était ambassadeur de Venise à Florence), se prévalant de la conjoncture, déclarèrent que l'armée vénitienne ne passerait pas outre, à moins qu'on ne fît un traité par lequel ils prétendaient obliger les Florentins de donner dix mille hommes d'infanterie. Cet incident fut terminé le 28, et l'on convint qu'ils fourniraient leur contribution sur le pied qu'elle serait réglée par le Pape, que l'on croyait s'être réuni avec les confédérés (1). Le temps de payer les Suisses échut dans ces circonstances. Pisani, selon la coutume des Vénitiens, n'avait point d'argent, et il se passa quelques jours avant qu'on pût les satisfaire. C'est pourquoi l'on n'exécuta point la résolution d'aller occuper le poste d'Ancisa. »

Une lettre de Vitelli à un des officiers du Pape qui se trouvait à Arezzo apprit aux généraux de la ligue que le duc de Bourbon venait de prendre le chemin de Rome (2). Cette lettre arriva un jour plus tard qu'elle n'aurait dû le faire. Il fut arrêté entre les généraux que le comte Guido Rangoné, précédant le reste de l'armée, marcherait de suite vers Rome à la tête de la cavalerie, des troupes de Florence et de celles de l'Église. On comptait que ces troupes arriveraient à Rome avant le Connétable, et que, dans tous les cas, elles seraient utiles pour seconder la résistance que l'on supposait cette ville capable d'opposer à l'ennemi.

« L'armée de la ligue ne partit de Florence que le 3 mai à cause de la lenteur des Vénitiens à payer les Suisses. Le marquis de Saluces précédait les troupes vénitiennes d'une journée, et le duc d'Urbin, qui s'était engagé à le suivre toujours par la même route, ne tint pas sa promesse : au contraire, partant le 7 de Cortona, il tourna du côté de Pérouse pour se rendre à Todi, ensuite à Orti, et pour joindre en cet endroit le marquis, après avoir passé le Tibre. Le corps d'armée du marquis, suivant le chemin dont on était convenu, prit et pilla Castel della Piévé, parce qu'on refusa d'y loger les Suisses ; il y eut sept ou

(1) Le 25 avril il avait conclu avec les ambassadeurs du Roi de France et des Vénitiens un traité tout à son avantage. Les ambassadeurs de ces deux puissances avaient eu pour but en cela de rompre les négociations du Pape avec Lannoy ; mais leur démarche ne fut point approuvée par leurs maîtres respectifs, de sorte que ce traité fut comme non avenu. Il l'eût été de toute manière, puisque la situation allait se trouver rapidement et radicalement changée.

(2) Le Connétable partit du territoire d'Arezzo le 26 avril. (Guicc.).

huit cents des habitants tués en cette occasion. Le temps que les soldats furent à piller cette place fit qu'on n'arriva que le 10 à Ponté-a-Granaïuolo, où l'on apprit le malheur de Rome. Le 11, l'armée vint à Orviéto. » (1).

Rome avait été prise le 6 mai : l'armée qui venait la secourir était donc en retard de cinq jours.

Ici, il y a un calcul bien simple à faire.

D'Orviéto à Rome, en passant par Viterbe, il y a 112 kilomètres. Ces cinq jours auraient suffi, et au delà, pour franchir cet espace (2). Combien on dut regretter, en ce moment, les sept jours perdus à Florence et les trois encore plus mal employés à Castel della Piévé.

Qu'on se figure, en effet, à quel point aurait changé la face des choses l'arrivée sous les murs de Rome de ce premier corps, formé des troupes les plus réputées de la ligue (3), qu'on savait suivi de l'armée tout entière, et qui, en attendant, se serait combiné avec le comte Rangoné, qui avait marché de son côté.

Mais, comme si le châtiment de Rome eût été providentiellement arrêté, il semble que, pendant le cours de cette campagne, toutes les chances mauvaises et imprévues venaient s'ajouter aux fautes des hommes, en activer, en augmenter les conséquences, et faire échouer les plus généreux desseins au moment où ils étaient sur le point de réussir.

J'en trouve un exemple dans le fait du comte Guido Rangoné. Le Pape, dans son imprudente sécurité, lui avait fait écrire, le 4 mai, qu'on n'avait pas besoin de son secours. Cependant, dans son désir de contribuer au

(1) Contrairement à l'engagement pris avec le marquis de Saluces, dont il devait suivre le corps d'armée à un jour de distance, le duc d'Urbin, partant de Cortona le 7 mai, au lieu de suivre la route la plus directe, tourna du côté de Pérouse, profita de son séjour en cette ville pour ôter l'autorité à Gentilé Baglioné, pour la remettre aux mains des partisans d'Horace et de Malatesta Baglioné, cousins de Gentilé et amis du duc d'Urbin. Cela lui prit trois jours, après lesquels, prenant un chemin plus long par la rive gauche du Tibre, il vint, par Todi et Orti, rejoindre le corps d'armée de Saluces, et n'arriva à Orviéto que le 16 mai.

J'ai lu quelque part que le pillage de Castel della Piévé et le massacre de ses habitants par les Suisses (qu'on avait refusé d'y loger) avaient duré trois jours. Il est possible que, venant immédiatement après le marquis de Saluces, le duc d'Urbin, en apprenant ce qui venait d'arriver, ne se soit point soucié de suivre la route convenue et de mettre son corps d'armée en contact avec cette soldatesque ivre de sang et de pillage. Dans ce cas, il aurait saisi ce prétexte avec d'autant plus d'empressement qu'il y trouvait son propre compte.

(2) Cela eût fait 22 kilomètres par jour. A la seule inspection d'une carte on voit que les deux corps d'armée avaient marché bien plus rapidement depuis leur départ de Florence.

(3) Les Suisses et les Français. Ces derniers, nous dit Guicciardini, « marchaient avec beaucoup d'ardeur à cette expédition. »

salut de Rome, il avait continué sa marche ; ayant laissé à Monté Mario le gros de sa troupe, il avait pris les devants avec les chevau-légers et huit cents arquebusiers, et, au moment où les impériaux forçaient la ville, il se présenta au pont Salara, comptant entrer en ville le même soir ; mais, ayant appris la victoire des impériaux, et n'ayant pu se concerter avec les défenseurs de la ville, il prit le parti de se retirer et d'aller rejoindre le reste de ses troupes.

« Comme il est naturel de se pardonner tout et de juger les autres avec la dernière sévérité, on blâma beaucoup le comte d'avoir manqué une aussi belle occasion que celle qui se présentait, et l'on prétendit que les ennemis, acharnés au pillage, répandus dans la ville et n'écoutant plus aucun ordre, n'auraient pu se rassembler avec assez de diligence, ni en assez grand nombre pour être en état de le repousser ; qu'ainsi, non-seulement il eût été facile de pénétrer jusqu'au château Saint-Ange, auquel les ennemis ne faisaient aucune attention, et de sauver le Pape, mais encore de pousser les choses plus loin... ; mais la supposition que telle ou telle démarche aurait produit un certain effet est souvent fausse, comme l'expérience le ferait voir si l'on avait fait la démarche en question.»

Cette tentative, si elle eût réussi, eût, certes, acquis une grande gloire au comte Rangoné ; mais il faut avouer que dans les conditions où il se trouvait, et dans la certitude à peu près entière, au milieu du désordre, de la confusion et de la terreur universelle, de n'être point aidé par les gens de la ville et du château, elle était marquée au coin d'une hardiesse et d'une témérité que le succès seul eût pu absoudre aux yeux des Italiens, tant elle s'éloignait de leurs habitudes ordinaires et du système de guerre dès longtemps pratiqué par eux de préférence à tout autre, et qui n'admettait guère que les entreprises bien conçues et bien concertées, où l'on s'était ménagé toutes les chances de réussite, où l'on ne livrait rien au hasard. Or, il faut bien avouer que celle-ci ne rentrait pas dans ces conditions, et qu'elle présentait, au contraire, quelque chose de singulièrement hasardeux.

Je ne m'étendrai pas sur les circonstances de la prise de Rome, racontée, d'ailleurs, avec de grands détails par Rossi. Quant à la marche postérieure des événements, et au rôle peu brillant de l'armée de la ligue pendant le reste de l'année 1527, il n'y a pas lieu de s'en étonner, et il n'était guère possible qu'il en fût autrement.

Dans les premiers temps qui suivirent la prise de Rome, cette armée avait pu se conserver intacte, matériellement parlant; mais si l'on consulte l'effet produit sur l'opinion, on peut dire que, moralement parlant, elle avait été vaincue sans combattre, puisqu'elle était demeurée inutile au moment où l'on attendait tout d'elle. Or, ce qu'elle n'avait point osé vis-à-vis d'un ennemi harassé, et qui semblait facile à vaincre, comment l'eût-elle tenté quand cet ennemi était à couvert derrière les remparts qu'il venait de conquérir! Comment l'eût-elle fait surtout quand ces ennemis, renforcés par des troupes régulières, étaient arrivés à l'égaler, et même à la surpasser en nombre! (1).

Dans la captivité du Pape on doit soigneusement distinguer deux périodes : celle où le prince d'Orange faisait le siége du château Saint-Ange, et celle où le château, ayant capitulé (6 juin), fut occupé par les généraux de l'Empereur. Si, dans la première période de cette captivité, on peut accuser la tiédeur et les lenteurs du duc d'Urbin quand il s'agissait de délivrer le Pontife, en revanche, à dater du moment où cette délivrance était devenue impossible, on ne peut que louer François-Marie de ses efforts pour maintenir son armée telle quelle, et ne jamais la compromettre sérieusement (2). C'était un véritable service rendu à la cause italienne. Par le seul fait de son existence et des positions qu'elle occupait, cette armée empêchait l'ennemi de songer à étendre ses conquêtes, et elle maintenait dans leur fidélité à la confédération des territoires étendus et des villes importantes. Il ne faut pas croire non plus qu'elle restât entièrement inactive : nous la voyons, à diverses fois, tenter des entreprises de détail qui ont rarement du succès, parce que ces impériaux, que des rapports infidèles ou exagérés peignaient comme

(1) « Le marquis del Guasto et Moncada avaient amené avec eux toutes les troupes du royaume de Naples; c'est pourquoi il y avait actuellement dans Rome vingt-quatre mille hommes d'infanterie, savoir : huit mille Espagnols, douze mille Allemands et quatre mille Italiens; armée formidable qui, par la terreur qu'elle inspirait et par le peu de force qu'on pouvait lui opposer, était en état de donner des lois à toute l'Italie. » (Guicc.).

(2) Dans le cours de l'été, « le nombre des confédérés était bien au-dessous de ce dont on était convenu. Le marquis de Saluces n'avait que trois cents lances, trois mille Suisses et mille hommes de pied italiens; d'un autre côté, les troupes du duc d'Urbin n'étaient que de cinq cents hommes d'armes, trois cents chevau-légers, mille lansquenets et deux mille hommes de pied italiens, les Vénitiens alléguant pour excuse que leur contingent était rempli par les troupes qu'ils tenaient dans le duché de Milan. A l'égard des Florentins, ils avaient dans l'armée quatre-vingts hommes d'armes, cent cinquante chevau-légers et quatre mille hommes d'infanterie. La crainte continuelle où ils étaient que les impériaux n'attaquassent la Toscane, les engageait à faire de plus grands efforts que les autres, et ils étaient les seuls qui payassent régulièrement leurs troupes. » (Guicc.).

n'étant nullement sur leurs gardes, savaient promptement se rallier toutes les fois qu'il s'agissait de tenir tête à l'ennemi.

Maintenant, transportons-nous sur un autre théâtre, mais sans sortir de l'Italie. Précédemment nous avons fait ressortir les éléments de faiblesse jetés au sein de la ligue par les jalousies, les défiances, l'opposition des intérêts particuliers à l'intérêt général; la récente expérience des maux soufferts et la perspective de maux plus grands encore à craindre n'avaient point éteint ces mauvais sentiments et ne les empêchaient pas de se reproduire à l'occasion de l'expédition de Lautrec, qui venait de descendre en Italie à la tête d'une puissante armée. Chacun des alliés cherchait à exploiter sa venue pour son propre compte, et ce qui ressort avec évidence de leurs différends et même de leurs délibérations, c'est que la délivrance de Rome et du Pape était devenue dans l'ensemble de la politique du moment une chose tout à fait secondaire sinon en principe, au moins relativement au temps où elle pourrait avoir lieu (1).

La conduite terne et hésitante du duc d'Urbin, la tiédeur qu'on lui reproche quand il s'agit de quelque tentative hasardeuse pour délivrer le

(1) Arrivé en Italie le 1er août, Lautrec avait assiégé et pris Bosco et Alexandrie. « La conquête d'Alexandrie fit naître la discussion entre les alliés. Lautrec voulait mettre dans cette place une garnison de cinq cents hommes pour en faire une retraite pour son armée et un rendez-vous où les troupes qui viendraient de France pussent se rafraîchir; mais l'ambassadeur du duc de Milan, craignant que les Français ne fussent dans le dessein de commencer par cette ville à se saisir de tout le duché, s'y opposa fortement, et il fut appuyé par le ministre des Vénitiens et même par l'ambassadeur d'Angleterre. Lautrec fut donc obligé de céder et de laisser la ville au duc de Milan, non sans beaucoup de dépit. Cet incident nuisit peut-être au succès de cette guerre, car bien des gens crurent que Lautrec ne se porta plus avec tant d'ardeur à la conquête du Milanais. » (Guicc.).

Lautrec assiége et prend Pavie. « Après cette expédition on délibéra si l'on formerait le siége de Milan, ou si l'armée tournerait du côté de Rome. Les Florentins conseillaient fortement ce dernier parti, dans la crainte que si Lautrec s'arrêtait en Lombardie l'armée impériale sortant de Rome ne vint ravager leurs états. Mais les Vénitiens et le duc de Milan, qui s'était rendu exprès à Pavie, appuyaient l'autre avis avec beaucoup de vivacité : ils alléguaient la facilité de prendre Milan et les grands avantages que procurerait cette conquête, même pour l'expédition du royaume de Naples. En effet, la prise de Milan aurait ôté aux impériaux toute espérance de recevoir des secours d'Allemagne; au lieu que si cette porte leur demeurait ouverte on devait appréhender qu'à la faveur de ce passage il ne vint de nombreuses troupes, qui pourraient mettre l'armée même de Lautrec en grand danger, ou du moins faire naître de grandes difficultés par rapport à l'expédition de Naples.

« Lautrec termina la dispute en déclarant que les ordres des Rois de France et d'Angleterre, qui l'avaient fait passer en Italie surtout pour remettre le Pape en liberté l'obligeaient de marcher du côté de Rome. » (Guicc.).

Il passe le Pô le 18 octobre, le repasse pour reprendre Biagrasso, et ne poursuit point sa marche, sous prétexte qu'il attend des Allemands. « La véritable raison de sa lenteur était que le Roi, espérant beaucoup de la négociation avec l'Empereur, avait recommandé à ce général de saisir toutes sortes de prétextes pour temporiser. » (Guicc.).

Pape, ne faisaient donc que réfléchir la pensée intime de ceux qu'il servait et, peut-être, de toute l'Italie du nord, qui, malgré son respect et son affection pour la papauté, voyait avec plaisir le théâtre principal de la guerre transporté ailleurs, et, en définitive, contente de respirer un peu après tant de maux soufferts, n'avait nulle envie de se sacrifier entièrement pour délivrer Rome (1). Je crois donc qu'en fait de zèle pour la délivrance de Rome le duc d'Urbin ne vaut ni plus ni moins que les autres ; mais ce qui le relève à mes yeux, c'est qu'il sent vivement les difficultés de sa position et l'humiliation de son rôle ; c'est que, contrairement aux puissants du jour et à ceux mêmes dont il dépend, il émet courageusement l'opinion, qui, dans la circonstance actuelle, était la plus naturelle, la plus honorable, celle que fit prévaloir la force des choses, qui délivra l'état romain et fut sur le point d'arrêter la fortune de Charles-Quint, et aurait donné à la France, en Italie, une puissance bien plus grande que celle qu'elle avait eue par le passé si l'expédition de Naples n'avait point manqué par la faute du général et du gouvernement français (2).

(1) Guicciardini, après avoir peint la misère et le désespoir des Milanais dans le courant de l'été de 1526, ajoute : « La campagne, ravagée dans le même temps par les confédérés, n'était pas moins malheureuse. Les habitants avaient reçu avec beaucoup d'empressement cette armée qu'ils attendaient depuis longtemps ; mais la cruauté et les extorsions du soldat changèrent bientôt cette bienveillance en une violente haine; triste effet de la corruption générale, qui, de nos jours, s'est emparée de la milice. Ce sont les Espagnols qui, les premiers, ont donné l'exemple de traiter amis et ennemis avec une égale inhumanité. Quelque grande que fût la licence des troupes en Italie, l'infanterie espagnole l'avait encore beaucoup augmentée ; il est vrai qu'elle était, en quelque façon, nécessitée à ces brigandages en ce qu'elle était fort mal payée ; mais comme les mauvais exemples, quelque excusables qu'ils puissent être dans leur principe, ont toujours des suites encore plus mauvaises, les soldats italiens, quoique bien payés, imitèrent bientôt la licence des Espagnols. Ainsi, à la honte de notre siècle, les troupes payées pour défendre un pays lui sont aussi funestes que celles qu'on paye pour le ruiner. » (Guicc.).

(2) « Le duc d'Urbin, toujours livré à ses craintes, était, d'ailleurs, outré des discours que le Roi de France et Lautrec tenaient sur son compte ; mais rien n'égalait le chagrin qu'il avait de la défiance des Vénitiens. On faisait garder à vue sa femme et son fils à Venise, et on y condamnait hautement son avis, qui était que Lautrec marchât droit à Rome sans rien tenter en Lombardie. » Un peu plus tard, « ayant appris la détention de sa femme et de son fils à Venise, il quitta brusquement les troupes sans la permission du sénat, et prit la poste pour aller se justifier. Mais, ayant eu avis en chemin qu'ils étaient en liberté, et que le sénat, content de lui, ne souhaitait pas qu'il avançât plus loin, il revint à l'armée. » (Guicc.).

CAMPAGNES EN LOMBARDIE

(1528 ET 1529).

Après la délivrance du Pape (8 octobre 1527) et celle de la ville de Rome (17 février 1528), par suite de la venue de Lautrec, la guerre allait se trouver transportée dans le royaume de Naples.

Lautrec, pressé en ce moment par les ordres du Roi, avait quitté Bologne le 15 janvier 1528. Le Pape et les Florentins auraient souhaité qu'il passât par la Toscane et Rome, mais Lautrec, pour la facilité de la route, des vivres, du transport de son artillerie, et aussi pour éviter Sienne, où le parti guelfe comptait sur lui pour modifier le gouvernement, préféra le chemin de la Romagne et de la Marche d'Ancône.

Le marquis de Saluces, à la tête des troupes sous son commandement, était allé rejoindre Lautrec par la route de Léonissa. Une partie de l'armée vénitienne devait également se réunir aux troupes françaises, mais le duc d'Urbin était rappelé dans la Vénétie pour prendre le commandement des forces qui s'y trouvaient réunies.

Le duc de Brunswick avait, par ordre de l'Empereur, fait des levées de troupes en Allemagne. « Parti de Trente, il avait passé l'Adige, le 10 mai, à la tête de dix mille hommes d'infanterie et de six cents chevaux en bon état, parmi lesquels il y avait beaucoup de noblesse. Il entra dans le Véronèse, n'ayant pu passer à la Chiusa. Depuis longtemps on était averti de sa marche, et le comte de Saint-Pol (commandant l'armée française en Lombardie) devait aller à sa rencontre pour le combattre; mais on se comporta en cette occasion avec la même négligence que dans tout le reste, et Brunswick était en Italie avant que Saint-Pol fût seulement disposé à partir. Ce dernier fut même obligé de demeurer longtemps dans la ville d'Asti pour rassembler ses troupes, et, d'ailleurs, à cause de la famine qui se faisait sentir dans presque toute l'Italie, mais surtout en Lombardie. Dans ces conjonctures, il n'y avait que les Vénitiens qui pussent donner de prompts secours. Ils avaient promis de mettre en campagne une armée de douze mille hommes d'infanterie ; mais le duc d'Urbin, qui s'était jeté dans Vérone, ne songeait qu'à couvrir les places

de la République : c'est pourquoi les Allemands s'avancèrent sur le lac de Garde, prirent à composition Peschiéra, Rivolta et Lunato; et, maîtres de tout le lac, ils taxèrent les places voisines et brûlèrent tout ce qui n'était pas en état de payer des contributions.

« Brunswick prit sa route vers l'Adda pour joindre Antoine de Leyva, qui, ayant passé cette rivière le 9 juin avec six mille hommes d'infanterie et dix-sept pièces de gros canons, était venu camper près de ce général, à trois milles de Bergame, où le duc d'Urbin, qui s'était rendu à Brescia, avait distribué ses troupes aussi bien que dans cette dernière ville et à Vérone. Leyva, brûlant de reprendre Lodi, engagea le général allemand à remettre le Milanais sous la puissance de l'Empereur avant de passer dans le royaume de Naples. C'est pourquoi cette place fut assiégée le 20 du mois de juin. »

La ville de Lodi, quoique réduite à de grandes extrémités, ne fut point prise, parce que les lansquenets, ne recevant point de paie, manquant de vivres, et attaqués par la peste, se mutinèrent et désertèrent tous. Leyva, qui n'avait point d'argent, s'empressa de les faire repasser en Allemagne, redoutant par-dessus tout leur séjour dans le Milanais, où il avait lui-même tant de peine à subsister. « Brunswick et ses troupes avaient été séduits par l'exemple de Fronsperg, mais les choses n'allèrent pas comme ils se l'étaient imaginé. »

On blâma le duc d'Urbin de ne point s'être avancé jusqu'à Créma ou Pizzghitoné pendant le siége de Lodi. Il avait suivi les ennemis dans le Bressan, mais il ne s'était approché d'eux qu'à trois milles; et, content de couvrir les places de la République, il n'avait jamais voulu passer l'Oglio. Les secours promis par François Ier n'arrivèrent qu'après le départ des Allemands, et fort inférieurs à ce qu'on avait annoncé.

Le duc d'Urbin et le comte de Saint-Pol eurent, le 11 août, à Monticelli, sur le Pô, une conférence dans laquelle ils convinrent de réunir leurs troupes aux environs de Lodi. Cette jonction des deux armées eut lieu le 22 août. Théodore Trivulzio était en ce moment assiégé dans Gênes par André Doria, qui venait de quitter le service de la France pour passer à celui de l'Empereur. Trivulzio ayant demandé du secours, il fut question de se transporter à Gênes; mais, sur les observations du duc d'Urbin, on envoya pour secourir cette ville Montejan avec trois mille hommes, partie lansquenets, partie Suisses, et l'on continua le siége de Pavie. Cette place opposant une résistance très-vive, on résolut

de donner l'assaut par trois côtés. « Le duc d'Urbin se mit à pied à la tête de deux cents hommes d'armes, aussi à pied, et marcha contre deux des bastions. La ville fut forcée avec peu de perte du côté des assiégeants et beaucoup de gloire pour le duc d'Urbin. » Elle fut livrée au pillage, mais l'on n'y fit pas grand butin, parce que dans un espace de temps assez court elle avait essuyé deux fois le même malheur. Le château se rendit à composition, et l'on aima mieux traiter avec l'ennemi que de faire un siége en règle, car on manquait de munitions.

Le duc d'Urbin ne fut point d'avis qu'on formât en ce moment le siége de Milan, parce qu'on n'avait pas assez de forces pour attaquer la ville de deux côtés à la fois. On devait, suivant lui, prendre plusieurs places d'alentour et envoyer des troupes à Gênes. En effet, les troupes de Montejan, malgré la promesse qu'elles avaient faite de le suivre, l'avaient entièrement abandonné faute de paiement. Le comte de Saint-Pol se dirigea donc sur Gênes, mais ses troupes se trouvaient fort diminuées, et il ne put empêcher Gênes et Savone de tomber au pouvoir de l'ennemi.

Il avait été convenu entre le duc d'Urbin et le comte de Saint-Pol que, dans le cas où l'entreprise de Gênes ne réussirait pas, pendant qu'on attendrait de nouveaux renforts le premier se renfermerait dans Pavie, le second dans Alexandrie. Dans une entrevue postérieure à cette expédition le duc d'Urbin déclara qu'il était résolu à repasser l'Adda, laissant, d'ailleurs, le duc de Milan à Pavie. Sforza et Saint-Pol furent très-mécontents de cette détermination.

Deux mille Espagnols étant arrivés à Gênes, le comte de Belgioioso, partisan de l'Empereur, partit pour aller au-devant d'eux et les amener à Milan. « Saint-Pol se disposait à fermer le chemin à ces troupes, qu'on disait venir par Casal (1) ou par Plaisance, et il pressait les Vénitiens de se poster à Lodi pour empêcher que les troupes de Milan ne leur facilitassent le passage. Il cherchait à les engager de faire avec lui une tentative sur la ville de Milan, où la misère et le désespoir des habitants étaient extrêmes ; mais le duc d'Urbin ne fut pas de cet avis. Les Vénitiens avaient toujours marqué beaucoup de froideur à toutes les propositions qu'on leur avait faites de quelque action de vigueur, et ils en faisaient paraître encore plus que jamais depuis le retour d'André Navagéro, ambassadeur de la République à la cour d'Espagne, qui ne cessait de

(1) Il s'agit sûrement ici de Casal Pusterlengo, situé à 17 kilomètres S.-E. de Lodi.

parler favorablement de l'Empereur ; d'ailleurs, ils entretenaient une sorte de négociation avec l'ambassadeur que ce prince avait à Rome. Le sénat était de différents avis par rapport aux affaires présentes : plusieurs avaient du penchant à traiter avec l'Empereur ; on résolut, en définitive, de demeurer uni à la France.

« Le Roi de France pressait les Vénitiens d'assiéger Gênes, mais, comme ils étaient d'avis de différer cette expédition, on résolut de faire le siége de Milan avec seize mille hommes d'infanterie, qui seraient payés par la France et par la République. Cette résolution fut prise au mois de mars (1529) dans l'absence du duc d'Urbin, qui, voyant le prince d'Orange et l'infanterie allemande presque sur les frontières du royaume de Naples, et craignant pour son duché, s'y était retiré presque malgré les Vénitiens. Cette démarche ne les empêcha pas de lui confier de nouveau le commandement des troupes, aux mêmes conditions qu'ils avaient faites au comte de Pitigliano et à Barthélemy d'Alviano. Outre celá, ils envoyèrent dans le duché d'Urbin trois cents chevaux et trois mille hommes de pied pour la défense de cet état, conformément au nouveau traité. »

Vers la fin de mars (1529), Saint-Pol s'empara de la ville de Seravallé, qui fut bientôt reprise par les ennemis. « Les troupes de Saint-Pol diminuaient chaque jour, faute de paiement. François Ier n'envoyait que très-peu d'argent à ce général, qui, d'ailleurs, manquant de conduite, en dépensait une partie pour ses plaisirs, tandis que le reste était pillé par les commissaires. »

Les Espagnols, conduits par Belgioioso, ayant pris un autre chemin que celui qu'on avait pensé, le duc d'Urbin, sur l'avis de Saint-Pol, envoya, pour les arrêter, des troupes qui arrivèrent un jour trop tard pour remplir ce but. Les Espagnols entrèrent à Milan « dans un état si misérable, que, manquant de tout, ils augmentèrent encore l'extrême misère des habitants qu'ils dépouillaient, jusque dans les rues, de ce qui leur restait d'habits. »

Si les impériaux étaient, à Milan, dans une fâcheuse position, celle des confédérés n'était guère meilleure. Ils se plaignaient les uns des autres, et l'on croyait le Pape en intelligence avec l'Empereur. Par suite d'une entrevue, à Belgioioso, entre le duc d'Urbin et le comte de Saint-Pol, on résolut d'attaquer Milan de deux côtés. Les Vénitiens devaient avoir douze mille hommes ; mais, le 3 juin, les troupes ayant fait leur mouvement,

les Vénitiens n'avaient pas même six mille hommes. Saint-Pol s'en plaignit avec aigreur. On abandonna le dessein de partager les troupes, quoique le comte Guido représentât qu'Antoine de Leyva avait toujours dit qu'il était impossible de forcer Milan sans avoir deux corps d'armée au pied de ses murs.

« Mais peu de jours après on changea de dessein. Tous les généraux s'étant assemblés à Lodi, les ducs de Milan et d'Urbin, qui, d'abord, avaient montré beaucoup d'ardeur pour faire résoudre le siége de Milan, et qui avaient éloigné l'expédition de Gênes, abandonnaient ce premier projet. La Rovère dit, entre autres choses, que l'Empereur se préparait à passer en Italie ; que même André Doria avait fait voile en Espagne, le 8 de juin, pour embarquer ce prince sur ses galères ; que, d'ailleurs, le bruit courait qu'il s'assemblait un nouveau corps de troupes en Allemagne, sous les ordres du capitaine Félix, pour marcher au secours des impériaux, et que, dans de pareilles circonstances, il ne savait pas s'il était à propos de prendre ou de ne pas prendre Milan. Toutes ces raisons n'étaient que des prétextes (1) ; et l'on crut que le duc d'Urbin, persuadé que la paix allait se faire en Flandre, avait représenté aux Vénitiens qu'il était inutile de faire beaucoup de dépenses au siége de Milan, et qu'il suffisait de mettre en sûreté la ville de Bergame, dont on rétablissait les fortifications. Il proposa de mettre les troupes vénitiennes à Cassano, celles du duc de Milan à Pavie et l'armée française à Biagrasso, et de ne faire autre chose que d'empêcher qu'il n'entrât des vivres à Milan, qui, selon toutes les apparences, devait bientôt en manquer, vu le peu de terres qu'on avait ensemencées dans ces cantons. »

Saint-Pol déclara qu'il ne voulait pas rester ainsi dans l'inaction, et qu'il avait ordre du Roi de faire le siége de Gênes dans le cas où l'on renoncerait à celui de Milan.

« Il partit le 2 juin de l'abbaye de Bilbodoné, où il campait, pour marcher contre Gênes, et comme son dessein était de se rendre, le lendemain, à Lardérigo, vers Pavie, il envoya son avant-garde, avec l'artillerie et les bagages, pour l'attendre en cet endroit ; et, se mettant en marche, quelque temps après, avec le reste de son armée, il s'achemina vers Landriano, place à douze milles de Milan, entre le chemin de Lodi et celui de Pavie.

(1) La suite de ces récits montrera que les assertions du duc d'Urbin étaient parfaitement fondées, et elles se vérifièrent toutes.

« Antoine de Leyva, averti par ses espions, sort de Milan, pendant la nuit, à la tête de ses troupes, auxquelles il avait fait prendre des chemises par-dessus leurs habits pour se reconnaître dans l'obscurité; et, se faisant porter tout armé sur une chaise à cause de la goutte qui le tourmentait depuis longtemps, il marche sans tambours à Landriano. Ayant appris, à deux milles de cette place, que Saint-Pol y était encore, il fait doubler le pas à ses troupes et tombe sur l'armée française, où sa marche était absolument ignorée. L'avant-garde française, commandée par Jean-Thomas de Gallera, était déjà si loin qu'il était impossible d'en tirer aucun secours.

« Le comte de Saint-Pol ayant mis pied à terre, soutint avec une extrême valeur tout l'effort des impériaux; mais voyant que les deux mille cinq cents lansquenets à la tête desquels il combattait ne répondaient pas à son attente, il fit avancer deux mille Italiens commandés par Jean-Jérôme de Castiglioné et par Claude Rangoné; ces troupes montrèrent d'abord un grand courage, mais elles furent bientôt entraînées par la fuite de la cavalerie et des Allemands. Saint-Pol, qui était remonté à cheval, fut fait prisonnier au moment où il voulut faire franchir à son cheval un large fossé. Jean-Jérôme de Castiglioné, Claude Rangoné, Lignac, Corbon et plusieurs officiers de marque furent pris avec lui; il perdit une partie de ses troupes, beaucoup de chevaux, l'artillerie tout entière et presque tout le bagage de l'armée. La meilleure partie des gendarmes et l'avant-garde se sauvèrent à Pavie avec le comte Guido, et se rendirent à Lodi la nuit suivante. Mais ces troupes étaient si effrayées qu'elles furent sur le point de s'attaquer réciproquement; il y en eut beaucoup qui se débandèrent sur le chemin, les officiers rejetant cette désertion sur le défaut de paie. Tous les soldats français repassèrent dans leur patrie.

« Cette déroute des Français fit poser les armes dans presque toute l'Italie, et les grands princes de l'Europe tournèrent toutes leurs vues du côté de la paix. »

Ce fut alors qu'eut lieu le traité de Barcelone (29 juin 1529), celui de Cambrai (5 août 1529), et le passage de Charles-Quint en Italie. Nous en verrons le détail dans les mémoires de Rossi.

Le 23 décembre 1529, fut signé le traité de Bologne, dans lequel le duc d'Urbin fut compris comme allié des Vénitiens et placé sous leur protection. Sa position fut enfin assurée, et il put reprendre définitivement son rang parmi les puissances italiennes.

INCIDENT RELATIF AU TOMBEAU DE JULES II.

Ici, mon but se trouvant rempli relativement à la connaissance des événements d'un intérêt général, je n'ai point à retracer la vie du duc d'Urbin jouissant en paix de ses états. Cependant, il est un incident que je crois devoir mentionner à cause de la part qu'y prit François-Marie : c'est ce qui est relatif au tombeau du Pape Jules II.

Ce pontife avait fait faire pour lui, par Michel-Ange, le projet d'un tombeau magnifique, qui devait être isolé, et, suivant Vasari, avoir plus de quarante figures.

« Ce projet grandiose ne subit pas de modification jusqu'en 1513 ; mais Jules II étant mort dans cette même année, les cardinaux Santiquattro, Aginense et le duc d'Urbin, ses exécuteurs testamentaires, réduisirent à six le nombre des statues qui devaient concourir à la décoration du monument, et à 6,000 ducats la somme de 10,000 ducats qui devait y être employée. (Ch. Clément, *Étude sur Michel-Ange.*)

Sous Léon X et sous Clément VII, Michel-Ange put à peine s'occuper des sculptures du tombeau, et fut forcé de les négliger pour les œuvres dont ces papes voulaient embellir Florence.

« Vers 1531, le duc d'Urbin avait enfin obtenu qu'on permît à Michel-Ange d'interrompre les travaux de San Lorenzo, à Florence, pour terminer le tombeau depuis longtemps commencé.

« Enfin, à la mort de Clément VII, Michel-Ange crut avoir recouvré sa liberté et pouvoir, après tant d'involontaires délais, remplir ses engagements ; mais Paul III, à peine installé sur le trône, l'envoya chercher, lui fit l'accueil le plus bienveillant, et lui demanda de lui consacrer son talent. Michel-Ange répondit que cela lui était impossible, et qu'un traité l'obligeait à terminer le mausolée de Jules II. Paul se mit dans une grande colère et lui dit : « Voilà trente ans que j'ai ce désir ; maintenant que je suis Pape il ne me serait pas possible de le satisfaire ! Je déchirerai ce traité, et j'entends que tu m'obéisses. »

« Le duc d'Urbin se plaignait, accusait hautement Michel-Ange de mauvaise foi. Le malheureux sculpteur ne sachant auquel entendre, sup-

pliait le Pape de lui laisser compléter son œuvre comme il l'avait promis. Il faisait les projets les plus déraisonnables pour échapper aux contraintes amicales de Paul III, celui, entre autres, de se retirer à Carare, où il avait passé, au milieu des marbres, de tranquilles années. Le pontife, pour mettre fin à ces discussions, rendit un bref, daté du 18 septembre 1537, par lequel il déclarait Michel-Ange, ainsi que ses héritiers et successeurs, dégagés de toutes les obligations résultant des diverses conventions faites au sujet du tombeau. Cette manière de terminer les choses ne pouvait satisfaire le duc d'Urbin, ni délier Michel-Ange. Les pourparlers furent repris, et l'on finit par convenir que le tombeau serait élevé sous la forme où nous le voyons aujourd'hui dans l'église de Saint-Pierre-ès-liens, et serait composé de la statue de Moïse, entièrement achevée de la main de Michel-Ange, de deux figures représentant, l'une la vie active, l'autre la vie contemplative, qui étaient très-avancées, et qui devaient être terminées par Rafaello de Montélupo, de deux autres statues de la main de ce maître, d'une vierge, d'après un dessin de Michel-Ange, et, enfin, de la statue couchée de Jules II, par Méso del Bosco.

« Telle est l'histoire abrégée de ce monument, qui ne fut entièrement terminé qu'en 1550, après avoir causé, pendant plus d'un demi-siècle, de véritables tourments à Buonarotti. » (Ch. Clément.)

Le duc d'Urbin n'eut pas la consolation de voir achevé ce monument élevé à la mémoire de son oncle, car sa propre carrière se termina bien auparavant et lorsqu'il devait être encore dans la force de l'âge.

Le voisinage de la principauté de Camérino lui ayant fait souhaiter de la joindre au duché d'Urbin, il crut qu'il ne fallait pas perdre l'occasion qui se présentait d'exécuter ce dessein. Jean-Marie Varano, le dernier de cette famille, ne laissa en mourant qu'une fille qu'il avait eue de Catherine Cibo, sa femme (nièce de Léon X). Cette mère, qui avait besoin d'un puissant appui, et qui craignait pour sa fille, consentit facilement à la marier avec le fils du duc d'Urbin ; elle espérait par cette alliance se garantir des persécutions de Sciarra Colonna, beau-frère de Mathias, bâtard de la maison Varano. Le mariage de Guido Ubaldo avec Julie Varano eut lieu en 1533 (1).

(1) Après la mort de François-Marie, le pape Paul III ayant réclamé Camérino comme appartenant au Saint-Siége, Guido Ubaldo fut obligé de le céder moyennant une somme de soixante mille écus romains.

Après la paix de 1530 François-Marie avait conservé le titre de capitaine général des troupes vénitiennes.

« En 1537 il fut nommé commandant en chef de l'armée alliée que le Pape, l'Empereur et la République de Venise avaient l'intention de diriger contre les Turcs. Au milieu des préparatifs de cette guerre il mourut subitement à Pésaro, le 20 octobre 1538.

« Il avait fait une étude approfondie de l'art de la guerre et il avait introduit plusieurs modifications importantes dans l'organisation de l'infanterie et dans l'art de la fortification. L'administration de ses états, qu'il confiait pendant ses absences à sa femme, Éléonore de Gonzague, fut conduite avec douceur et justice. Bien qu'il aimât les lettres et les arts, il fut empêché par les circonstances de conserver à la cour d'Urbin la brillante renommée qu'elle avait aquise sous ses prédécesseurs. »

(Nouvelle Biographie générale.)

FIN DE LA NOTICE SUR LE DUC D'URBIN.

REMARQUE

A PROPOS DU NOM DE CÉSAR DONNÉ A CHARLES-QUINT

PAR LES AUTEURS ITALIENS DU XVI^{e} SIÈCLE.

« Vers l'an 800 Charlemagne rétablit en Occident l'empire romain, qui, dans l'histoire ecclésiastique et profane, s'appelle tantôt l'Empire, tantôt le Saint-Empire, ou mieux encore le Saint-Empire Romain. » (1).

En parlant de Charles-Quint, élevé à l'Empire en 1519 par le choix des princes électeurs d'Allemagne, nous avons l'habitude de dire l'*Empereur* et, par suite, les *impériaux*, l'*armée impériale*. Ces diverses désignations deviennent inexactes toutes les fois qu'il s'agit de traduire les auteurs italiens de cette époque.

Pour eux l'élection de l'Empereur par les princes allemands, et même son couronnement à Francfort ou à Aix-la-Chapelle, n'étaient, en quelque sorte, qu'une cérémonie préparatoire, et dont l'effet s'étendait seulement à l'Allemagne. Ce qui constituait pour l'Italie sinon le droit, au moins la véritable prise de possession, c'était le sacre et le couronnement de l'Empereur par le Pape à Rome, ou, du moins, dans une ville d'Italie. Jusque-là il n'avait droit qu'au titre de César, c'est-à-dire associé à l'Empire.

Or, Charles-Quint ne fut sacré à Bologne par le pape Clément VII qu'en 1530.

(1) Crétineau-Joly. *Mémoires du cardinal Consalvi*.

Chargé par le collége des cardinaux rassemblés à Venise de notifier aux diverses puissances la mort de Pie VI, le cardinal Consalvi, dans le cours d'une lettre en latin adressée à l'empereur d'Allemagne, François II, l'appelle, à trois différentes reprises, César.

En tête de la lettre sont écrits ces mots :

A l'Empereur des Romains.

Ce titre disparut le 25 décembre 1805, à la paix de Presbourg, conséquence forcée de la bataille d'Austerlitz.

Il s'ensuit que dans les écrivains italiens de cette époque il est habituellement nommé César, et ce nom, formant un adjectif, s'applique à tout ce qui dépend de lui. Ses partisans s'appellent les Césaréens; nous trouvons également les ministres et les ambassadeurs césaréens, l'armée césaréenne, la flotte césaréenne : *ministri cesarei*, *ambasciadori cesarei*, *cesareo essercito*, *l'armata cesarea*.

Si le mot de *César*, qui nous est familier, m'a paru admissible dans la traduction, j'ai craint que ses dérivés tout à fait inusités ne déroutassent par trop le lecteur ; et comme dans le texte j'ai trouvé plusieurs fois dans le récit de choses antérieures à 1530 le mot *imperiali*, je m'en suis autorisé pour me conformer à notre ancien usage en traduisant *i Cesarei* par *les impériaux* (1).

(1) Chez les auteurs français du XVI^e^ siècle on trouve *Sa Césarée Majesté*, *Sa Majesté Césarée*.

Quant au nom même de César, soit par suite de l'habitude prise, soit que ce nom présentât quelque chose de plus vif et de plus significatif que celui d'Empereur, on continua à l'employer comme nom propre même après le couronnement de Bologne ; à plus forte raison devait-il figurer dans la poésie. Je vais en citer un exemple qui aura tout au moins pour le plus grand nombre des lecteurs le mérite d'une chose inconnue.

Par un article du traité de Crespy (1544) il avait été convenu que Charles (un des fils de François I^er^) épouserait, deux ans plus tard, la fille de Charles-Quint, et qu'il aurait, à cette occasion, *la* comté de Flandre ou le duché de Milan. Le jeune prince mourut en 1545. Ronsard, qui avait été cinq ans son page, dans une ode adressée à Charles IX, parle ainsi de cet événement (Ode 4 du liv. III des Odes). *Charles, tu portes le nom*, etc.

A peine un poil blondelet
Nouvelet
Autour de sa bouche tendre
A se frizer commençoit
Qu'il pensoit
De César devenir gendre.
Ia (déjà) brave, se promettoit
Qu'il estoit
Duc des Lombardes campagnes
Et qu'il verroit quelquefois
Ses fils Rois
De l'Italc et des Espagnes.
Mais la mort qui le tua
Luy mua (changea)
Son espouse en une pierre :
Et pour tout l'heur qu'il conçeut
Ne reçeut
Qu'à peine six pieds de terre.

MÉMOIRES HISTORIQUES

SUR LES

ÉVÉNEMENTS POLITIQUES

ARRIVÉS EN ITALIE

PENDANT LE PONTIFICAT DE CLÉMENT VII

PAR

PATRICE DE ROSSI

FLORENTIN.

Et pourtant que nous ne dirons aucunes choses fabuleuses, peut estre que nostre histoire n'en sera point si délectable a lire et ouir, mais ceux qui voudront sçavoir la vérité des choses passées, et par icelles juger et considerer les choses qui pourroyent advenir cy après telles ou semblables, la trouveront utile.

(THUCYDIDE, liv. I[er], traduction de CLAUDE DE SEYSSEL).

MÉMOIRES HISTORIQUES

PAR

PATRICE DE ROSSI

FLORENTIN.

PREMIÈRE PARTIE

DANS LAQUELLE ON EXPOSE LA SITUATION DES AFFAIRES D'ITALIE AVANT LE SAC DE ROME, ET LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS QUI AMENÈRENT SUR CETTE VILLE D'EFFROYABLES CALAMITÉS.

Ayant, dès ma première jeunesse, aimé à rechercher ce qu'avaient fait mes pères, je trouvai parmi les papiers de ma maison une quantité de mémoires relatifs aux choses arrivées lors du sac de Rome, le tout écrit de la propre main de monsignor François de Rossi, mon aïeul, lequel, depuis l'année 1529, à la suite de la mort du cardinal Louis, son frère (1), s'était de Florence transporté à Rome, où il fut témoin de cette funeste tragédie dans laquelle il joua aussi un rôle ; car, ayant fait partie de la cour de Léon X et, ensuite, de celle de Clément VII pendant son pontificat, il accompagna, non sans péril de sa vie, Sa Sainteté jusqu'à Orviéto, lorsque, déguisés, ainsi que deux autres personnes, et sous la protection de Louis Gonzaga, un des capitaines de l'armée impériale, ils sortirent du château Saint-Ange et de Rome. Plusieurs fois me disposant à coor-

(1) Louis de Rossi, né à Florence en 1474, de Lionetto de Rossi et d'une sœur naturelle de Laurent de Médicis, fut fait cardinal par Léon X en 1517, mourut en 1519, et fut la propre cause de sa mort pour avoir voulu se guérir de la goutte. (Moréri).

donner ces renseignements de manière à en composer une histoire régulière, j'ai toujours été retenu par cette considération que je ne me reconnaissais point l'éloquence nécessaire pour donner à mon œuvre le degré de valeur qui, en dépit de la mort, pouvait la faire vivre dans la postérité. Néanmoins, pour ne point laisser ensevelis dans l'oubli tant d'événements extraordinaires qui n'ont point été racontés par les historiens contemporains, et aussi parce que la simplicité du récit a parfois un intérêt et un charme tout particuliers, j'ai résolu de satisfaire au désir que je nourrissais depuis si longtemps, et j'écris cette lugubre histoire non point pour contrister le lecteur en faisant repasser sous ses yeux ces lamentables scènes, mais afin que chacun puisse en tirer parti, si jamais (ce qu'à Dieu ne plaise!) on se retrouvait dans des circonstances semblables ; car il y a toujours un grand profit à pouvoir acquérir l'expérience aux dépens d'autrui.

Mais pour la clarté du récit et l'intelligence de la vérité historique il est nécessaire que je me reporte à quelques années en arrière vers le commencement du siècle, époque à laquelle la malheureuse Italie, devenue pour les armées étrangères un vaste champ de bataille, était déchirée tantôt par un parti, tantôt par l'autre. Le pontificat de Jules II s'était consumé presque entièrement dans des guerres entreprises pour recouvrer les états appartenant à l'Église et chasser les envahisseurs qui troublaient son repos. Le pontificat de Léon X avait constamment tendu vers le même but, et toutefois le ciel semblait promettre à l'infortunée Italie la paix, ou du moins une trêve, lorsque entre Charles d'Autriche, élu empereur, et François, roi de France, se réveillèrent d'anciennes prétentions sur l'état de Milan et le royaume de Naples. Par suite de cette rivalité l'Italie vit de nouveau s'allumer dans son sein une guerre intestine et si violente, que, pour la terminer, ce ne fut point assez de la dépense d'immenses sommes d'argent, de la destruction de plusieurs armées, et même de la captivité d'un roi de France.

Le siége apostolique étant devenu vacant par la mort prématurée de Léon X, le cardinal Pompée Colonna, qui aspirait à la papauté, avait une faction non moins considérable que celle du cardinal Jules de Médicis, cousin du pontife défunt, et vice-chancelier de l'Église romaine. La manière dont Jules avait, sous le pontificat de Léon X, dirigé l'administration, avait obtenu l'approbation générale. De plus, comme il s'était trouvé légat de l'armée ecclésiastique à Milan au moment où cette ville, enlevée

aux Français, fut restituée à François Sforza, son légitime souverain, et où l'Église avait recouvré Parme et Plaisance, il s'était, par suite de ces diverses circonstances, acquis une brillante réputation.

Néanmoins, la rivalité de ces deux grands cardinaux avait, dans le conclave, divisé les esprits à tel point qu'aucun des deux partis ne voulant céder à l'autre, les yeux se portèrent bien loin en dehors de l'Italie, et les suffrages allèrent comme la foudre tomber en Flandre, de la manière la plus imprévue, sur le cardinal de Traïetto, homme qui n'avait parmi la cour romaine aucune autre notoriété que celle d'avoir été compté au nombre des trente-un cardinaux créés par Léon X dans une seule promotion (1).

Il avait été précepteur de Charles V, qui l'avait ensuite envoyé comme ambassadeur auprès du Roi catholique ; puis il fut fait évêque de Tortosa en Catalogne, et, enfin, créé cardinal. Après son élection, lorsqu'il vint se faire couronner à Rome comme souverain pontife, il ne voulut changer ni son nom, ni ses habitudes, et se fit appeler Adrien VI.

Mais son pontificat ayant duré moins de deux ans, et le siége apostolique se trouvant de nouveau vacant, la rivalité de Médicis et de Colonna se réveilla plus intense, plus violente, excitant des haines plus vives que par le passé (2). Ainsi parmi ceux qui composaient la cour romaine on disait que Pompée avait auprès du pape Adrien accusé Jules au sujet de son administration sous son cousin Léon X, et avait insisté pour qu'on lui fît rendre des comptes. Mais les courtisans ayant vu les accusations portées par le cardinal Pompée rester sans résultat, et le cardinal Jules, au contraire, accroître chaque jour sa réputation et avancer de plus en plus dans les bonnes grâces du Pape, il fut, dès lors, regardé comme un homme adroit et surtout doué d'une prudence bien supérieure à celle qu'on lui avait jusque-là généralement attribuée.

Aussi, après les funérailles d'Adrien, les cardinaux s'étant réunis en conclave dans le palais apostolique du Vatican, après cinquante jours de débats le cardinal Colonna abdiqua ses prétentions au pontificat en faveur de Médicis, qui prit le nom de Clément VII, et, dès le principe,

(1) « Nulladimeno le gari di questi due grandi cardinali distrassero gli animi del conclavo in maniera, che non valendo l'uno cedere all' altro fissarono lo sguardo di gran lungi fuor d'Italia, ed a guisa di fulmine in Fiandra sopra il cardinal de Traïetto l'avventarono ; uomo del quale altra notizia non era nella corte romana, salvo che l'essere stato annoverato fra' 31 cardinali creati da Leone X in una promozione. »

(2) « Si rinnovarono le fazioni fra Medici e Colonna molto più gagliarde e vigoroso di prima, e non senza maggior odio. »

justifia ce nom, parce que son rival fut le premier à recueillir le fruit de sa clémence. Le nouveau pontife, oubliant toutes les offenses passées, créa Pompée vice-chancelier de l'Église romaine et lui fit don du palais de San Lorenzo in Damaso, bâti, peu auparavant, par le cardinal Raphaël Riario, camerlingue de la Sainte Église.

Cette libéralité du Pape et la manière gracieuse et bienveillante dont elle s'était exercée fit penser à tout le monde que dans ces cœurs généreux toute colère s'était apaisée et tout ressentiment éteint. Les espérances conçues à cet égard s'étaient accrues surtout lorsque le pontife, après avoir accepté l'invitation des Colonna, s'était, le jour des kalendes de mai, transporté dans leur palais à l'occasion de la fête des saints Apôtres, qui, cette année-là, fut célébrée avec toute la magnificence possible, bien que les réjouissances auxquelles elle donna lieu eussent été plus convenables sur une place publique que dans une église. Plusieurs grandes fenêtres, qui existent encore aujourd'hui, donnaient du palais dans l'église; c'est par ces fenêtres que ces seigneurs avaient coutume de jeter au peuple assemblé dans l'église divers comestibles, et aux dames des dragées, sucreries et des oiseaux vivants, de plusieurs espèces. De plus, sur la partie la plus élevée du toit de l'église on plaçait un gros porc destiné à devenir la récompense de celui qui, le premier, parviendrait à s'en emparer à travers le déluge d'eau qu'on faisait pleuvoir sur lui de ce même toit.

Mais ce qui avait surtout fait croire à une réconciliation complète entre le Pape et le cardinal Pompée, c'est que Sa Sainteté, étant restée chez les Colonna toute la journée, et même la soirée, pour voir des feux d'artifices composés avec un goût exquis (1), y avait aussi passé la nuit et avait dormi en toute confiance dans leur palais.

Cependant, peu de temps après ces témoignages extraordinaires d'amitié, qui avaient calmé les inquiétudes de Rome, les signes précurseurs de nouveaux orages se montrèrent à l'horizon. Ceux qui, naguère, semblaient dans un accord parfait de volontés se montrèrent enflammés d'une haine réciproque, et les troubles qui en furent la suite amenèrent la ruine de Rome, l'accroissement du luthéranisme et le bouleversement de toute l'Italie.

Bien que la cour fût d'abord stupéfaite en voyant un changement si imprévu et si prompt, elle en pénétra néanmoins la cause. Le cardinal

(1) I fuochi con isquisito artificio lavoreti.

Pompée se permettait les actes d'une autorité bien plus étendue que ne le comportait ses fonctions de vice-chancelier, et, d'un autre côté, Clément, à qui était échu le soin de conduire le troupeau du Christ, voulait lui-même gouverner et non être gouverné. Ayant donc reconnu que le caractère altier de Pompée le rendait incapable de reconnaître les bons procédés dont on usait à son égard, que, d'autre part, le cardinal Franciotto Orsini, qui avait aussi son parti, voyait avec jalousie Colonna jouir d'une autorité supérieure à la sienne, Clément résolut d'abaisser l'orgueil de ces deux familles, capables non-seulement d'empêcher l'exécution de ses desseins, mais aussi de troubler tout à fait l'exercice de l'autorité souveraine de l'Église, comme cela s'était vu plusieurs fois dans les temps passés.

Or, le cardinal Colonna avait deviné les pensées qui agitaient l'esprit du Pape et le changement survenu dans ses dispositions ; il voyait aussi les conseillers de Sa Sainteté peu favorablement disposés pour lui. Alors, dans sa colère, rompant avec éclat, il se répandit en reproches contre le Pape, qui lui était, disait-il, redevable de son élévation au pontificat ; et, l'accusant d'ingratitude, il sortit de Rome, se retira dans ses châteaux, et ensuite à Naples, où il ourdit de basses et criminelles intrigues, comme nous le verrons plus tard. Tout ceci se passait à Rome dans le cours de l'année 1524.

Pour ce qui regarde les troubles de l'Italie, il y avait en Lombardie de nombreuses armées tant françaises qu'impériales (1). Les Français ayant perdu Milan, restaient cependant maîtres de plusieurs places de ce duché. Le marquis de Pescara et Jean de Médicis ayant attaqué ces places, les reprirent sans peine, les Français ayant perdu alors leurs meilleurs capitaines, ainsi qu'une grande quantité de drapeaux, de pièces d'artillerie et de provisions de bouche, de manière que, réduits à un état qui pouvait presque passer pour une défaite, ils abandonnèrent le sol italien pour retourner dans leur pays. Les impériaux ayant annoncé hautement l'intention de chasser l'ennemi de chez eux, voulurent prendre leurs précautions pour le cas où, plus tard, il prendrait aux Français l'envie de revenir ; et pour que la guerre ne se renouvelât plus en Lombardie, mais qu'elle se trouvât transportée dans la riche et fertile Provence, ils firent en toute hâte passer dans ce pays le marquis de Pescara, qui arriva avec des forces imposantes sous les murs de Marseille.

(1) « Sendo l'armi cesaree e le francesi assai vigorose in Lombardia. »

Mais, sans doute, les ministres de César avaient oublié combien peu le Français est disposé à souffrir l'ennemi sur son territoire. Au lieu donc de l'enfermer dans l'intérieur de la France, ils ne firent que l'attirer à leur suite dans le cœur même de l'Italie, de sorte que les capitaines de Charles V furent contraints de remettre au hasard d'une journée le fruit de toutes les victoires qu'ils avaient remportées jusqu'alors.

En effet, ne pouvant supporter la perte de son armée de Lombardie et la téméraire audace de ses ennemis, le généreux roi de France leva promptement une armée de vingt mille fantassins d'élite, avec deux mille lances franches, et voulut la commander en personne. Volant à la rencontre de l'ennemi, non-seulement il le mit en fuite et le chassa de toute la Provence, mais, avec la même rapidité, il conquit Milan et plusieurs places de ce duché. Peu après, restant lui-même à faire le siége de Pavie, il détacha Jean Stuart, duc d'Albanie, de la race royale d'Écosse, pour aller, avec une partie de l'armée, entreprendre la conquête du royaume de Naples. Ces expéditions, qui devaient avoir une issue si funeste pour celui qui les avait entreprises, donnèrent néanmoins beaucoup à penser aux impériaux, au Pape et aux autres potentats italiens.

Mais Clément, en sa qualité de premier pasteur du troupeau du Christ, s'étudiait, depuis le commencement de son pontificat, à tenir la balance entre les deux princes rivaux et à conserver son indépendance de manière que ni César, ni le roi de France ne pussent douter de sa neutralité. Clément se flattait que la fin de cette guerre pourrait être soumise à son arbitrage, et résolu, en conséquence, d'acquérir l'amitié du roi français (*re gallo*), de manière, cependant, à ne point se rendre suspect à César, il n'avait point voulu renouveler la ligue précédemment conclue entre l'Empereur et le pape Adrien, ni entrer dans la confédération des princes qui l'en avaient vivement sollicité. César le soupçonna de n'être plus envers lui dans les mêmes dispositions favorables qu'il avait étant cardinal. De son côté, le Pape, connaissant les soupçons de César, traita secrètement avec le roi de France par l'intermédiaire de Jean-Mathieu Giberto, évêque de Vérone, son dataire. Le traité ne portait autre chose sinon que le roi de France se préparant à conquérir Milan, Sa Sainteté ne s'y opposerait point. Voici les motifs qui avaient décidé le Pape: d'une part, il désirait vivement que l'état de Milan ne tombât point aux mains de l'Empereur, car il regardait comme certain que l'Italie ne se relèverait jamais tant que l'Empereur posséderait à la fois le duché de Milan et le royaume de

Naples ; d'un autre côté, il voulait assurer l'état de l'Église et celui de Florence contre la puissance française, et les succès récents obtenus par celle-ci étaient justement ce qui l'avait déterminé à traiter avec le Roi.

Ainsi, par l'intermédiaire d'Albert Pio, orateur (envoyé) français à Rome, et du datataire député auprès du Roi en Lombardie, il fut convenu que le Pontife et les Florentins ne prêteraient ni ouvertement, ni secrètement, aide à l'Empereur, et, par contre, le Roi s'engagea à recevoir sous sa protection le Pape et les Florentins, et spécialement parmi ces derniers la famille de Médicis (dont l'autorité était en ce moment tout à fait respectée dans la République). Cette alliance entre le Pape et le Roi devait demeurer secrète, ou, du moins, n'être portée à la connaissance du public qu'au moment où le Pontife le jugerait opportun.

Bien que la chose demeurât pour quelque temps cachée à César et à ceux qui se trouvaient, en Italie, les représentants de son autorité, on ne put néanmoins agir si secrètement que ses généraux n'en eussent quelques soupçons. Les sentiments qui agitent les hommes sont d'un poids plus pesant que l'or, ce plus lourd de tous les métaux : en vain ils cherchent à dissimuler, ils peuvent difficilement cacher le but où ils tendent et l'effort qu'ils font pour y parvenir. Ce fut donc par suite de ces soupçons que les ministres de César envoyèrent à Rome l'abbé de Nagéra, commissaire du camp impérial, afin de s'assurer des intentions de Clément, et d'essayer de l'attirer vers César, de manière qu'à tout événement le poids de la balance penchât de leur côté. Mais le Pape s'était, jusqu'à ce jour, montré, avec une constance qui faisait honneur au sacerdoce, imitateur de ses anciens prédécesseurs ; aussi, bien que l'abbé eût appliqué à la circonstance présente la sentence de l'Évangile : « Celui qui n'est pas pour moi est contre moi, » il répondit avec son courage ordinaire que rien ne serait moins convenable de la part du vicaire du Christ que de se départir de la neutralité dans les différends élevés entre les princes chrétiens ; car non-seulement elle était en accord avec sa fonction pastorale, mais elle était, en outre, pour lui le signe éclatant d'une autorité souveraine et respectée, qui lui permettait de traiter avec indépendance et impartialité les intérêts opposés qui pouvaient être soumis à son arbitrage. C'est pourquoi il ne doutait point que César et le Roi ne dussent acquiescer, en toute confiance, à ses décisions, toujours fondées en raison. Il ajouta que, précisément dans ce but, il

avait envoyé en Espagne l'archevêque de Capoue pour traiter de la manière la plus propre à amener la conclusion de la paix.

Bien que César, par suite du manque d'argent nécessaire pour la continuation de la guerre, prêtât volontiers l'oreille aux propositions de paix du Pape, il répondit néanmoins qu'il ne convenait en aucune manière à la dignité impériale de consentir à aucun traité quelconque quand le roi de France envahissait à main armée les fiefs de l'empire, comme il le faisait en ce moment pour l'état de Milan et celui de Naples.

Cependant, en vertu même de la nouvelle alliance qu'il venait de contracter avec le Pape, le roi François, avec l'assurance et l'indiscrétion naturelles aux Français, se permit, pour son expédition de Naples, de faire tout d'abord entrer son armée sur les terres de l'Église, et demanda ensuite à Sa Sainteté la permission de les y faire passer. Bien que cela déplût fort au Pontife, il voulut dissimuler son mécontentement, parce qu'il espérait, en gagnant du temps, détourner le Roi de cette entreprise.

Il savait, en effet, que le duc de Bourbon était passé en Allemagne, sous les auspices de Ferdinand, archiduc d'Autriche, frère de Charles; que là il avait recruté, en le payant de ses propres deniers, un corps nombreux d'infanterie allemande. Le Pape cherchait donc à persuader au Roi de ne point diviser ses forces avant d'avoir achevé la conquête du duché de Milan. Mais le Roi, auquel, dans ce moment même, venaient d'arriver un bon nombre de Suisses et de Grisons, qu'il avait pris, peu auparavant, à sa solde, voulut que le duc d'Albanie poursuivît sa marche.

Le Pontife, ainsi contrarié dans ses desseins, et se voyant dans l'impossibilité de changer la détermination du Roi, pensant, d'ailleurs, que, s'il continuait à cacher son alliance avec les Français, il deviendrait tout à fait suspect à César, se décida à en faire part aux impériaux. Il y fut déterminé encore par cette considération qu'il avait, par le fait, avoué cette alliance en ne s'opposant point au passage du duc d'Albanie dans les territoires de l'Église qui touchaient à la Lombardie, et aussi en conseillant aux Florentins de suivre son exemple et de laisser l'armée française traverser librement la Toscane.

Il envoya donc Paul Vettori, gentilhomme florentin, capitaine de ses galères, pour signifier au vice-roi de Naples, qui se trouvait alors en Lombardie, les conventions faites avec François. Il témoignait l'espoir

que les difficultés éprouvées par le Roi dans le siége de Pavie et celles qu'il ne pouvait manquer de trouver dans son entreprise sur Naples rendraient la paix plus facile à conclure. Relativement au passage accordé aux troupes françaises, il s'excusait sur ce qu'il n'avait point voulu s'attirer sur les bras, et dans ses propres états, une guerre qu'il était hors d'état de soutenir ; et les conventions auxquelles il avait dû en venir avaient eu pour but de le garantir des armes de la France. Il protestait, en même temps, qu'il n'aurait jamais consenti à rien qui pût nuire à César. Enfin, profitant de ce que les circonstances le permettaient encore, il exhortait le Vice-Roi à faire en sorte que toutes les hostilités fussent suspendues; que les parties du Milanais possédées par le duc Sforza, ou occupées par César au nom de ce duc, fussent remises aux mains d'un tiers investi de la confiance de toutes les parties ; et, en ce cas, il se faisait fort de rétablir la concorde entre ces deux grands princes.

Le désir du Pape était de faire renaître les beaux jours de l'Italie en balançant et neutralisant les unes par les autres les forces des étrangers, de manière à ce qu'ils fussent hors d'état de troubler le repos de ce pays. Cette intention se manifesta bien clairement quand, pour suspendre la marche du duc d'Albanie, déjà arrivé dans la Toscane, et pour l'empêcher de tomber à l'improviste sur le royaume de Naples, qu'il aurait alors facilement conquis, le Pape, d'accord avec le Roi et avec le duc lui-même, chercha à le retenir longtemps dans l'état de Sienne, sous prétexte de réformer le gouvernement de cette ville, en proie, à ce moment, à de grands troubles. Or, ce temps d'arrêt laissait au roi de Naples le temps de pourvoir à la conservation du royaume (1).

Cependant les lieutenants de César n'étaient point d'accord entre eux sur le parti à prendre dans les circonstances difficiles où ils se trouvaient. Le Vice-Roi eût volontiers prêté l'oreille aux propositions du Pape, duquel il n'espérait plus aucune aide, non plus que des Florentins et des Vénitiens, malgré l'assurance qu'ils avaient donnée de maintenir la ligue formée avec l'Empereur. Lannoy était donc d'avis d'assurer, avant tout, la

(1) « E che veramente l'animo di Clemente fosse stato sempre di ridurre l'Italia ne' suoi lieti giorni, e bilanciare in guisa le forze degli stranieri, che non mai la potessero conturbare, si manifesto chiaro, quando ritrovandosi già il duca d'Albania in Toscana col suo esercito per condursi in regno, non avendo oltro modo di trattener l'impestifo corso di quelle armi, acciò non si avventassero sopra quelli spreveduti populi, dei quali facilmente conosceva poterli riuscire l'espugnazione, cercò e con il re e con il duca stesso d'intrattenerlo nello stato di Siena, sotto pretesto di riformare il governo di quella città ridotto allora in non picciolo scompiglio, onde infanto il vicere avesse tempo di provvedere alla salute di quel regno. »

conservation du royaume de Naples, et, dans ce but, de faire évacuer par l'armée l'état de Milan.

Cet avis souleva une vive opposition de la part d'Alphonse d'Avalos, marquis de Pescara. Il démontra, par les plus puissantes raisons, qu'on ne pouvait prendre aucune détermination plus pernicieuse que celle-là; bien plus, se montrant plein de confiance à l'occasion des renforts attendus prochainement de la Germanie, il soutint hardiment que les armes victorieuses en Lombardie le seraient par contre-coup dans le royaume de Naples, lequel n'était point assez dépourvu de moyens de défense pour tomber aux mains des ennemis à leur première approche. Tant qu'une seule place tiendrait pour Charles, dès que l'ennemi serait chassé de Milan, comme lui l'espérait, on lui ferait bien vite abandonner le royaume. Et comme le Vice-Roi persistait dans sa proposition de faire prendre à l'armée le chemin de Naples, le marquis protesta hautement que si on abandonnait Milan cet état deviendrait sûrement la proie de l'ennemi, sans qu'on fût certain, pour cela, de délivrer le royaume, où se porterait dorénavant tout l'effort de la guerre; tandis qu'au contraire César restant vainqueur à Milan, toutes les conquêtes que les ennemis auraient faites dans le royaume leur échapperaient aussitôt; que, dans la circonstance présente, ramener l'armée à Naples signifierait aux yeux de tous qu'on avait été vaincu à Milan, et dès lors, les peuples, qui, par crainte ou par tout autre motif, embrassent volontiers le parti du vainqueur, regardant Charles comme vaincu, ne pourraient qu'avec bien plus de difficulté être ramenés sous son obéissance.

Par toutes ces raisons le Vice-Roi, ayant fini par se ranger à l'avis du marquis, expédia immédiatement à Naples le duc de Traïetta, avec ordre de convoquer les barons du royaume, ce qui se fit, effectivement, sous la direction d'Ascanio Colonna et d'autres personnes. Ils mirent les frontières en état de défense, de manière que, dans le cas d'une invasion, l'ennemi n'aurait pu arriver à Naples qu'avec de grandes difficultés.

Le Vice-Roi avait été jusque-là vis-à-vis du Pape dans l'attitude modeste d'un homme qui désire la paix; mais maintenant ayant pris toutes ses précautions, et, de plus, encouragé par Pescara, il écrivit à Rome des lettres hautaines, pleines de jactance, dans lesquelles il refusait d'écouter toute proposition d'accommodement. Le Pontife répondit de nouveau qu'il avait été forcé par les circonstances de pourvoir à sa propre sûreté,

dans le moment surtout où les Français entrés dans le Placentin s'avançaient vers la Toscane pour arriver dans le royaume. Il certifiait au Vice-Roi que toutes les conventions faites avec les Français se réduisaient à ce que les deux parties s'interdisaient réciproquement de se nuire l'une à l'autre. Le Pape fit une semblable notification à César, en Espagne, par un bref présenté par Jean Corsi, administrateur florentin, qui répéta de vive voix à César l'assurance des sentiments de Sa Sainteté et les motifs qui l'avaient déterminée à traiter.

Mais Charles, qui n'avait fait la guerre au roi de France qu'à l'instigation de Léon X, d'abord, et sur les instances de Clément lui-même, alors cardinal, ne pouvait se persuader que dans la conjoncture présente ce même Clément l'eût abandonné; cela l'étonnait d'autant plus que Clément avait été le principal auteur de la confédération où le pape Adrien était entré peu avant de mourir. Sa Sainteté ne pouvait ignorer que l'Empereur avait efficacement contribué à son élévation au pontificat, précisément en vue de la continuation de cette même ligue. L'Empereur répondit donc au Pontife qu'il ne pouvait comprendre qu'au moment de son plus grand péril le Pape se fût séparé de lui sans nécessité : il ajouta que, tout bien disposé qu'il fût à apporter toute confiance à la lettre de Sa Sainteté, il ne pouvait moins faire que de l'accuser de céder à des craintes exagérées, puisque après s'être déclaré neutre au moment où il voyait Pavie résister aux violentes attaques du roi de France (dont il connaissait le peu de bonne foi), ce n'était pas la peine de se désister de cette neutralité au moment où il ne pouvait espérer de cette démarche aucun avantage. Charles conclut en disant que, pour lui, ni la perte de l'amitié du Pape, ni le manque d'argent, ni toute autre chose qui pût arriver, ne changeraient ses desseins : qu'il exposerait sa vie et tous ses royaumes plutôt que de céder, et de manquer à ce qu'il se devait à lui-même.

Corsi répliquait à Sa Majesté qu'elle-même devait bien reconnaître que les idées d'un cardinal doivent subir un grand changement quand il a été élevé à la papauté : chez le premier elles ont quelque chose de la mobilité des affections humaines, et changent selon le cours des événements; chez le second elles empruntent à l'inspiration divine quelque chose de supérieur et d'immuable. Sa Sainteté ne pouvait, sans s'exposer à encourir de justes reproches, se départir de son office de pasteur, qui consistait principalement à n'épargner aucune peine pour supprimer

toute cause de discorde entre les princes chrétiens ; et c'est pourquoi, depuis le commencement de son pontificat, il n'avait omis aucune démarche qui pût lui faire atteindre ce but. Si par deux fois différentes il avait envoyé l'archevêque de Capoue auprès de l'Empereur, n'était-ce pas pour lui faire comprendre que son devoir de Souverain-Pontife était de ne pas s'attacher à un parti plus qu'à l'autre? César savait aussi combien Sa Sainteté l'avait dissuadé d'entreprendre l'expédition contre la Provence, qui était de nature à empêcher tout traité de paix, et devait faire le malheur de l'Italie, puisque son effet naturel serait d'y ramener le roi de France, plus fort et plus redoutable encore que par le passé ; et lorsque ce roi se fut rendu maître de Milan, si Sa Sainteté lui avait envoyé l'évêque de Vérone, en même temps qu'il députait au Vice-Roi Paul Vettori, afin de les exhorter tous deux à la concorde, n'était-ce pas pour avoir le temps de conclure une paix durable? Sa Sainteté n'avait donc aucun reproche à se faire si le Roi et les lieutenants impériaux ne s'étaient point trouvés disposés à déposer les armes, et si les événements avaient pris un cours tout opposé à celui qu'elle eût désiré. Et enfin, ce qu'il y avait en tout ceci de certain, c'est que le traité conclu entre le Pape et le Roi se réduisait à ce qu'ils s'engageraient à ne point se nuire l'un à l'autre.

César répliquait à cela que les conditions proposées par le Pape au Vice-Roi n'étaient point justes, puisque l'on devait remettre en dépôt, en main tierce, la partie du Milanais qui suivait le parti de l'Empereur, tandis que le Roi n'était tenu à rien de pareil pour la partie dont il s'était mis en possession. Cela avait fait refuser l'accord proposé, mais il espérait que si les armées se trouvaient un jour face à face, Dieu déciderait, dans sa justice, à qui cet état devait appartenir.

Avant d'aller plus loin, examinons si les plaintes de l'empereur Charles n'étaient point fondées sur les exigences de sa politique bien plus que sur les principes de la justice. Voyons si l'alliance du Pape avec le roi François devaient exciter la jalousie de César à ce point que la neutralité du Pape pût être taxée de partialité. Certainement, si nous regardons la manière dont les choses étaient arrivées au point où elles se trouvaient en ce moment, nous pouvons affirmer que le Pape se montra toujours animé du désir de rendre la paix à l'Italie, et c'est vers ce but que toutes ses démarches avaient été dirigées. Son autorité était parmi les princes chrétiens l'objet de la plus haute estime, et Charles, ni

François ne pouvaient se plaindre qu'il conservât une indépendance qui était pour lui un devoir. Charles était donc dans l'erreur en se regardant comme offensé de ce que le Pape n'avait pas observé l'alliance conclue avec le pape Adrien, son prédécesseur (alliance qui, d'après les conventions faites, devait durer un an à dater de la mort d'Adrien). En effet, devenu pape, il put voir les choses sous un tout autre aspect qu'il ne les avait vues étant cardinal, et n'en ayant alors qu'une connaissance imparfaite. Maintenant il jugeait ne pouvoir employer les armes de l'Église contre cette même Église, puisqu'il s'agissait d'une guerre entre deux princes chrétiens des plus puissants, et tous deux fils de l'Église.

Ce n'était point ici le lieu d'appliquer la prétendue coutume des siècles anciens, où les écrivains nous montrent parfois les armes ecclésiastiques employées conjointement aux armes séculières. Même en remontant jusqu'au pontificat de Grégoire II, très-saint pape, qui, le premier, tira le glaive du fourreau pour la défense du patrimoine de saint Pierre, et en parcourant les siècles écoulés jusqu'à nos jours, nous trouvons que les pontifes romains n'ont pris les armes que pour chasser ceux qui s'étaient emparés des biens de l'Église, ou bien encore pour défendre la foi catholique, c'est-à-dire contre les hérétiques et les infidèles. Or, Clément jugeant qu'aucune nécessité de ce genre ne le forçait à unir ses forces à celles des autres princes, s'en tint à la neutralité, seul et puissant moyen pour amener la paix entre les potentats, et maintenir intacte l'autorité du siége apostolique.

Je dis, en second lieu, que Charles ne pouvait se plaindre de l'alliance récemment conclue par le Pape avec le roi de France, car, tout en étant fort avantageuse pour l'Église, elle ne nuisait point à l'Empereur, et même lui fut, un peu plus tard, fort utile. En effet, non-seulement Sa Sainteté arriva à son but, qui était de préserver les terres de l'Église et celles des Florentins, mais elle put encore, par son amitié avec les Français, aider César en retenant artificieusement le duc d'Albanie et son armée à l'entour de Sienne, de manière que les lieutenants de César eurent le temps de s'armer pour la défense du royaume, et purent, en Lombardie, livrer une bataille aussi glorieuse pour les Espagnols que funeste pour les Français. Par suite de cette journée, le duc d'Albanie, qui se trouvait alors sur les terres de l'Église et sur les confins de l'état de Naples, ne poursuivit point son entreprise, et son armée s'étant débandée en grande partie par suite

des manœuvres du Pape (1), il regagna la France avec ce qui lui restait de troupes. Charles n'eut donc, à ce sujet, aucun motif légitime de se plaindre de Clément. Et plût à Dieu que celui-ci eût continué à tenir la balance en équilibre, car il ne se serait pas nui à lui-même, il n'aurait pas précipité Rome dans le gouffre de maux où elle fut plongée !

Revenons à notre récit. Le roi François continuait le siége de Pavie, mais non avec la même vigueur que dans le commencement. Ses munitions, inutilement consumées, commençant à manquer, il en avait acheté pour la somme de 20,000 écus au duc de Ferrare, et ce léger secours (je dis léger par rapport à l'importance de l'entreprise) ne servit qu'à le conduire plus sûrement à l'accomplissement de sa fatale destinée. Voyant tous les obstacles qui s'opposaient à la prise de Pavie, l'impossibilité de réduire les impériaux par la longueur du siége, puisque les Français étaient dépourvus de toutes les choses nécessaires, et principalement d'argent, voyant, enfin, que, même en livrant bataille, on ne pouvait obtenir une victoire sans une grande effusion de sang, tous les capitaines français conseillaient au Roi de lever le siége, et le Pape l'y engageait de son côté. Seul, l'amiral (Bonnivet), dont l'influence avait prévalu pendant toute cette guerre, était d'un avis contraire, et son avis prévalut. Il se fondait sur la force du lieu qu'on occupait, sur les incidents que devait, suivant lui, nécessairement amener la disette qui régnait chez les impériaux. Par ces raisons, le Roi se laissa facilement persuader de continuer le siége. Il est vrai de dire que l'armée française, en bon ordre, occupait le parc de Pavie, où l'ennemi ne pouvait entrer qu'à force ouverte et en abattant le mur d'enceinte. Mais le marquis de Pescara, ayant mis son armée en campagne vers le milieu de février 1525, vint camper hardiment entre San Lazaro et le Pô, de manière que l'intervalle qui séparait les deux armées n'était pas de plus de quarante pas.

Dans l'intérieur de la ville les assiégés ayant alors repris courage, ne manquaient pas de fatiguer, chaque jour, les Français par de nouvelles sorties. Mais Jean de Médicis, qui, tout récemment, s'était réuni aux Français, fit rentrer en ville les assaillants, et acquit beaucoup de gloire dans ces rencontres. Alors, le marquis de Pescara, auquel il ne restait d'espoir de conserver l'état de Milan à César qu'en laissant à la fortune le soin de décider l'issue des événements, désespérant de voir arriver les

(1) « Non prosequì l'impresa ; ma risoluta buona parte del suo esercito a persuasione del Papa, ne se tornò coll' altre parte in Francia. »

renforts qu'on lui avait promis (ne voyant d'ailleurs point d'autre moyen pour retenir dans l'obéissance ses soldats, auxquels il était dû de grosses sommes), résolut de livrer bataille aux Français, bien qu'il leur fût assez inférieur en forces. Avec une hardiesse unie à la prudence, et non moins habile dans ses conceptions que prompt à les exécuter, pendant la nuit du 20 février il attaqua, avec trois mille fantassins espagnols, les fortifications qui défendaient le camp français. Les ayant franchies, il réussit à enclouer plusieurs pièces d'artillerie et à tailler en pièces plus de cinq cents hommes de pied, après quoi il rentra sain et sauf dans ses logements. Encouragés par ce succès, ne pouvant, d'ailleurs, faute de provisions, maintenir l'armée plus longtemps dans le lieu qu'elle occupait, les impériaux, après avoir tenu conseil, résolurent d'entrer dans le parc dans la nuit de la veille de Saint-Mathias, et de provoquer les Français au combat. Ils avaient divisé l'armée en deux corps de cavalerie et quatre d'infanterie; tous ces corps, composés d'Italiens, d'Allemands et d'Espagnols, étaient commandés par le marquis del Vasto, par Pescara, par le vice-roi de Naples et par le duc de Bourbon. Arrivés au pied du mur du parc, ils en renversèrent environ soixante brasses, et tous ces corps d'armée étant entrés successivement par cette ouverture, ils offrirent la bataille aux Français. Le Roi l'accepta avec une bravoure plus impétueuse que bien réglée (1). Entre les deux armées il y eut une mêlée furieuse, mais toujours avec désavantage du côté des Français. Le Roi, agissant plus en soldat qu'en capitaine, se jeta au milieu des combattants. Pendant qu'il s'efforçait d'arrêter les siens, qui pliaient de tous les côtés, son cheval fut tué. Blessé lui-même, bien que légèrement, au visage et à la main, et renversé à terre, il fut fait prisonnier par quelques soldats ennemis qui ne le connaissaient point, lorsque le Vice-Roi, arrivant en ce lieu, se fit connaître au Roi, et, lui ayant respectueusement baisé la main, le reçut prisonnier au nom de l'Empereur (2).

La plume la plus habile ne saurait exprimer le chagrin que firent éprouver aux princes italiens la déroute si imprévue des Français et la captivité du Roi très-chrétien. Le Pape avait reconnu, par avance, qu'au-

(1) « Provocarono i Francesi a battaglia. La quale con maggiore volontà che ordine accettata dal Re, fu combattuta fieramente tra l'uno e l'altro esercito, ma sempre con isvantaggio de' Francesi. »

(2) Je n'ai pas besoin de faire remarquer combien cette relation de la bataille de Pavie est inexacte et insuffisante. J'ai cru inutile de rétablir ici ce récit, qu'on retrouve avec beaucoup de détails chez divers auteurs, et qui, du reste, doit être assez généralement connu.

tant l'armée française était supérieure en nombre, autant elle était inférieure sous le rapport de l'habitude des armes et surtout du talent de ceux qui la commandaient; aussi, avait-il constamment cherché à persuader au Roi d'éviter toute bataille rangée ; mais, en cette circonstance, son déplaisir ne tenait pas seulement à ce qu'on n'avait pas suivi son avis : il ne pouvait, en outre, se dissimuler que l'empereur Charles, en Espagne, et ses lieutenants, en Italie, étaient mécontents de sa conduite envers eux, de son alliance avec la France, et, enfin, de ce qu'il avait, par cela même, dissous la ligue formée par son prédécesseur Adrien (1). Quant aux autres princes d'Italie, leur chagrin venait de ce qu'ils se trouvaient maintenant désarmés. En voyant César réussir dans toutes ses entreprises, ils ne doutaient pas qu'ils ne fussent, un jour, obligés de subir son joug. Les craintes des Vénitiens se réveillèrent. En effet, indépendamment de leurs querelles anciennes, et sans cesse renouvelées, avec la maison d'Autriche pour leurs possessions de terre ferme, ils avaient, sans cause légitime, manqué aux engagements pris par la confédération dont ils avaient fait partie. Dans le but, donc, d'obvier aux périls qu'ils prévoyaient ils invitaient le Pape à unir ses forces et celles des Florentins à celles de Venise pour la cause commune de leurs états respectifs et afin que la situation politique de l'Italie ne subît pas de changement.

Mais Clément redoutait la fortune de César beaucoup plus qu'il ne se fiait à une confédération quelle qu'elle pût être. Aussi, tout en persistant dans son idée de neutralité, il chercha, par l'intermédiaire de son nonce en Lombardie, à faire avec les lieutenants de César une convention pareille à celle qu'il avait conclue avec le roi de France. Cela ne lui fut pas difficile. En ce moment, le vice-roi de Naples désirait non moins ardemment l'amitié du Pape, espérant recevoir de Sa Sainteté des secours en argent, dont (malgré le riche butin fait à Pavie sur les Français) il avait le plus pressant besoin. Ce manque d'argent avait causé parmi les troupes des révoltes (*ammutinamenti*) et de grands désordres, et mis les représentants de l'autorité de César dans le plus grand embarras. L'archevêque de Capoue, s'étant assuré de l'intention du Vice-Roi, courut, sans perdre de temps, à Rome pour en faire part au Pontife, qui apprit avec joie cette nouvelle, si conforme à ses propres désirs, et conclut avec Jean-Barthélemy de Gattinera, qui résidait alors à Rome comme agent du

(1) « Intorno all'amista contratta col medesimo Re di Francia nel discioglimento delle lega Adriana. »

Vice-Roi, un traité semblable à celui fait avec le Roi de France, par lequel César recevait sous sa protection la personne de Sa Sainteté, tous les états du siége apostolique, ceux des Florentins et spécialement la maison de Médicis : seulement il était convenu, en faveur de César, que Sa Sainteté devrait, en cas que cela devînt nécessaire, contribuer pour l'envoi d'un corps de troupes, en nombre déterminé, à la défense de l'état de Milan; qu'elle ferait donner par les Florentins 100,000 ducats en remplacement de ceux qu'ils devaient fournir en vertu de la ligue conclue avec le pape Adrien VI, ligue que l'Empereur soutenait n'avoir point été dissoute par la mort de ce Pontife. Clément, voulant montrer la sincérité de ses sentiments et son dessein de venir en aide à César, comme il l'avait fait pour le Roi de France, exigea que les Florentins donnassent promptement au marquis de Pescara 25,000 ducats pour l'entretien de l'armée, qui, depuis longtemps, ne touchait aucune des paies qui lui étaient dues.

Cependant les événements extraordinaires qui venaient de se passer fournissaient une ample matière de raisonnements aux hommes politiques, soit qu'ils jugeassent les faits accomplis, soit qu'ils en tirassent des augures pour prédire ce qui devait arriver plus tard. Ces préoccupations de l'opinion publique redoublèrent quand le Vice-Roi conduisit le Roi prisonnier en Espagne, à l'insu du duc de Bourbon et du marquis de Pescara, qui, tous deux, se proclamèrent grandement offensés. Le marquis de Pescara criait plus haut que tous les autres, sachant combien cette grande victoire était due principalement à son audacieuse habileté. Tous les autres capitaines de l'armée impériale étaient animés de pareils sentiments et prétendaient qu'on n'eût pas dû, sans leur en faire part, prendre une telle résolution, puisqu'ils avaient contribué, au prix de leur sang, à mettre entre les mains de César une proie aussi glorieuse que pouvait être le plus grand roi de la chrétienté. Mais toutes ces plaintes étaient inutiles, car Lannoy n'avait pas pris cette résolution sans y avoir mûrement réfléchi; plusieurs même affirmaient qu'il l'avait fait d'après un ordre venu d'Espagne, Charles et son conseil espérant tirer meilleur parti du Roi en le tenant prisonnier en Espagne qu'en le laissant aux mains des Italiens. Ils pensaient, surtout, faire valoir avec plus d'avantage les prétentions de l'Empereur à la possession de la Bourgogne et aussi obtenir plus facilement du Roi la renonciation aux droits qu'il prétendait avoir sur les états d'Italie. Mais ce qui arriva en cette circonstance procura à Charles peu d'honneur et encore moins de profit.

Les raisonnements et les appréciations des politiques furent donc des plus divers : les uns s'imaginaient qu'en recevant la nouvelle d'une victoire si inattendue, l'Empereur devait, en quelque sorte, donner des ailes à ses courriers afin qu'ils portassent plus vite en Italie l'ordre de remettre le Roi de France en liberté. Cette opinion se fondait sur l'idée qu'on avait de la générosité compatissante de Charles, de ses sentiments religieux, de la gloire assurée à son nom par cette action qui lui fournissait l'occasion d'imiter Alexandre et César, lesquels, en pardonnant à leurs ennemis, et replaçant sur le trône les rois vaincus par eux, avaient agrandi leur renommée bien plus encore que par les victoires et les triomphes à la suite desquels ils avaient vu à leurs pieds ces mêmes rois chargés de chaînes. Ils ajoutaient qu'en agissant ainsi, de la seule manière digne de lui, Charles se rendrait maître non-seulement du Roi, mais encore du royaume de France, puisqu'il changerait l'antipathie qui régnait entre les deux peuples en un sentiment de vive et mutuelle affection.

Qu'en outre, Charles, ayant donné lieu aux princes italiens de soupçonner qu'il aspirait à les rendre tous dépendants de lui, trouvait justement l'occasion de détruire toutes les appréhensions que ces princes pouvaient avoir conçues. Enfin, portant leurs pensées dans un avenir plus éloigné, ils ajoutaient que les conditions imposées au Roi de France, quelque avantageuses qu'elles pussent être à la couronne d'Espagne, n'équivaudraient point à la tache que subiraient l'honneur et la réputation de Charles dans le cas où le Roi prisonnier refuserait d'accéder aux conditions qu'on voudrait lui imposer, ou bien encore si, après les avoir acceptées, il ne les observait pas. Par toutes ces raisons, ils ne pouvaient croire que la magnanimité naturelle à Charles lui permît de s'arrêter à des résolutions qui ne seraient ni utiles, ni honorables.

A l'encontre de ces hommes aux sentiments élevés s'élevaient la clameur bruyante et la froide rigueur de ceux qui, adoptant les principes de Machiavel, mettaient de côté le juste et l'honnête pour s'attacher exclusivement à ce qui offre avantage et profit. D'après eux, César laissant de côté toute apparence d'égards, devait recueillir d'une si heureuse victoire tout le fruit possible. Ce serait, suivant eux, une faute énorme, une erreur par trop grande que de se priver, pour une vaine idée de magnanimité et de renommée future, des avantages inappréciables de la prise qu'on venait de faire. Il serait toujours facile de mettre le Roi en liberté, mais non de le faire rentrer dans sa prison une fois qu'il en serait sorti ; et l'on ne

devait pas prendre une résolution si importante en s'appuyant sur des prévisions et des suppositions incertaines et trompeuses. D'ailleurs, cette générosité n'effacerait point chez le Pape et chez les autres princes italiens leurs craintes et leurs soupçons que Charles aspirait à la monarchie de l'Italie et même de l'Europe entière. Quant à la nation française, la reconnaissance à attendre d'elle pour un si grand bienfait tomberait bientôt dans le gouffre de l'oubli, et peut-être même l'attribuerait-elle à de tout autres motifs qu'à la magnanimité de César.

C'est pourquoi ils regardaient comme certain non-seulement que Charles ne relâcherait point le Roi, mais encore qu'il s'efforcerait de tirer de sa position le plus d'avantages possible, ce que Charles tenta, en effet, mais toutefois sans que le succès répondît à ses espérances.

Aussitôt que la nouvelle de cette grande victoire fut parvenue en Espagne, toute pensée de magnanimité ayant été d'abord mise de côté, César fit partir pour l'Italie un gentilhomme de sa chambre avec ordre de rendre, en son nom, visite au Roi, et de lui faire part, en même temps, des conditions auxquelles il pourrait recouvrer sa liberté. L'envoyé de l'Empereur étant arrivé à Milan, fut immédiatement conduit par le Vice-Roi à Pizzighitoné, où le Roi se trouvait prisonnier. Le gentilhomme, lui ayant fait, de la part de l'Empereur, son compliment de condoléance, lui offrit la liberté à diverses conditions, dont les principales étaient : que le Roi cèderait à Charles tous les droits qu'il pouvait avoir sur les états situés en Italie; qu'il lui restituerait la Bourgogne comme lui appartenant par droit d'hérédité ; qu'il donnerait la Provence au duc de Bourbon, et au Roi d'Angleterre la Normandie, ainsi que les autres provinces sur lesquelles ce roi pouvait avoir des droits, et, enfin, d'autres conditions qui, de grand roi qu'il était, auraient fait de son captif un peu moins qu'un petit seigneur. A ces demandes indiscrètes François ne put faire moins que de se mettre en colère et de répondre généreusement qu'il était résolu de mourir en prison plutôt que de consentir à des demandes aussi déraisonnables ; que, dans le cas même où il accorderait son consentement, il ne serait point en son pouvoir de tenir ses promesses, puisque, en France, l'aliénation du territoire ne dépend point de la simple volonté du Roi, mais aussi de celle des parlements et des princes chargés, d'après les anciennes constitutions du royaume, de veiller à sa conservation et à sa défense, de telle manière que, dans l'intérêt du bien public, toute volonté particulière et tout intérêt purement royal sont tout à fait mis hors

de cause. Il conclut en demandant des conditions plus supportables, et qu'il fût en son pouvoir d'exécuter; qu'en ce cas, il serait aussi prompt à les accomplir qu'il était disposé à les accepter, et même à favoriser les intérêts et la grandeur de César toutes les fois que l'occasion s'en présenterait à l'avenir.

Le Roi d'Angleterre, ayant appris la captivité du Roi de France, envoya aussitôt des ambassadeurs à César pour l'engager à envahir la France du côté de l'Espagne, tandis que lui-même entrerait en personne du côté de la Normandie pour faire la conquête de la France. Mais Charles, qui connaissait par expérience quelle confiance on pouvait avoir dans le Roi d'Angleterre, fit peu de cas de ces propositions, espérant obtenir du Roi par la paix bien plus qu'il ne l'eût fait par la guerre. Il savait d'ailleurs que le Roi d'Angleterre, non content de prendre le titre de Roi de France, voulait avoir la Normandie, la Picardie, la Guyenne et la Gascogne, de manière que César aurait à supporter la moitié de la dépense de cette guerre, tandis que le Roi d'Angleterre aurait tout le fruit de la victoire.

En France on n'était nullement rassuré sur ce qui pouvait arriver en ce genre de la part de l'Angleterre. C'est pourquoi la Reine (régente), mère du roi François, dépêcha un gentilhomme pour demander à l'Anglais le secours qui lui était si nécessaire en ce moment. Le Roi accueillit gracieusement ce gentilhomme et assura Madame qu'il ne manquerait pas de venir à son aide; qu'elle se tranquillisât donc et conçût de bonnes espérances pour l'avenir. Cette réponse fut une grande consolation pour la Reine et pour toute la France, qui se sentit soulagée du poids des craintes qu'elle avait conçues à cet égard. En effet, quand la France a l'Anglais pour ami elle n'a rien à craindre. Peu de temps après, le roi Henri s'étant tout à fait éloigné de toute idée d'alliance avec César, conclut avec la Reine-Mère, qui agissait au nom de son fils, un traité dans lequel, entr'autres conditions, on prenait engagement de ne céder à César (fût-ce même pour la délivrance du Roi) pas même la moindre parcelle du territoire (*un palmo di terreno*) dont se composait le royaume de France.

La Reine écrivit encore à l'Empereur en Espagne une lettre où elle implorait sa commisération en faveur de son fils, pour la délivrance duquel elle demandait des conditions convenables. Elle écrivit ensuite au Pape et aux Vénitiens pour leur recommander son fils, les inviter à se liguer avec la France contre Charles, leur promettant, en ce cas, des

troupes et de l'argent. Dans ce but de la délivrance de son fils, Madame fit beaucoup d'autres démarches qu'elle crut utiles pour le salut du Roi et du royaume.

Mais, comme avant-coureur des misères inouïes qui se préparaient pour l'Italie, et particulièrement pour Rome, les impériaux, ainsi qu'il arrive d'ordinaire aux victorieux, devinrent d'une insolence extrême, et ce fut la source des maux que j'aurai à raconter. Mais, pour rendre plus manifeste la vérité de ces mémoires, il est nécessaire que je m'étende longuement sur ce sujet pour démontrer que tout le mal ne vint point du Pape, comme quelques-uns l'ont assuré, mais que la conduite du Pape lui-même fut provoquée par la trahison et la félonie des ministres de César. En effet, ayant arrêté avec Gattinara, agent du Vice-Roi à Rome, les conventions d'alliance et d'amitié avec César, le Pape refusa, peu de temps après, l'offre que lui faisait la mère du Roi de France pour s'unir à elle. Il refusa également d'accéder aux sollicitations des autres princes, et, pour ne se rendre suspect à personne, il demeura inflexible pour ce qui regardait son droit et les convenances de sa haute position de Souverain Pontife. Ayant su que le Vice-Roi avait, en Lombardie, ratifié le traité conclu par Gattinara, le Pape donna aussi sa ratification, à Rome, le jour anniversaire de son couronnement, et publia le traité le 1er mai 1525. De plus, il fit donner au Vice-Roi par les Florentins les 100,000 ducats promis, et invita de la manière la plus pressante les Vénitiens à suivre son exemple, de sorte qu'en tout cela il ne saurait être blâmé, mais devrait, au contraire, être loué de la peine qu'il prenait pour le bien public. Voyons maintenant comment les ministres de l'Empereur répondaient à ces procédés, et comment, à la fin, ils obligèrent le Pape à rompre l'alliance conclue avec eux.

D'abord, sur les 100,000 ducats déboursés par les Florentins ils refusèrent de tenir compte des 25,000 qu'on avait, en premier lieu, payés à Pescara, bien que la chose eût été convenue lors de la signature et de la publication du traité d'alliance, le Vice-Roi alléguant que cette promesse avait été faite sans qu'il en eût donné l'ordre.

En second lieu, au lieu de faire sortir les soldats impériaux des états de l'Église, comme cela avait été convenu, ils y en envoyèrent un plus grand nombre.

Troisièmement, il parvint à la connaissance de Sa Sainteté que le Vice-Roi encourageait le duc de Ferrare à retenir en sa possession

Reggio et Rubiéra, au lieu de le forcer à cette restitution, conformément aux termes du traité, et quoique le Vice-Roi eût toujours fait espérer au Pape qu'aussitôt les 100,000 ducats payés il lui ferait restituer ces territoires. Clément, ne se fiant pas entièrement à sa parole, avait ordonné au cardinal Jean Salviati, son légat auprès de l'Empereur, de se rendre en Lombardie pour faire en sorte que le Vice-Roi exécutât les conditions du traité. Le Vice-Roi répondit au légat que non-seulement il allait débarrasser les états de l'Église des troupes qui s'y trouvaient, mais encore qu'il allait contraindre par la force des armes le duc de Ferrare à restituer les territoires par lui occupés, dans le cas où il ne le ferait pas volontairement ; mais les actes du Vice-Roi furent entièrement contraires à ses paroles.

Ajoutez à cela qu'ayant entrepris de réformer l'état de Sienne, il le fit dans un sens opposé aux désirs du Pape. En effet, il replaça le pouvoir entre les mains du peuple, qui était aussi affectionné à l'Empereur qu'ennemi du Pontife. Ce dernier aurait voulu la conservation du *Mont des Neuf*, que, par suite de ses instances, le duc d'Albanie avait tout récemment établi, et que le Pape jugeait préférable au gouvernement populaire. Sa Sainteté fut d'autant plus choquée de cette manière d'agir, que le Vice-Roi et le duc de Sessa l'avaient assurée que rien ne serait changé dans le mode de gouvernement.

Les ministres impériaux s'aliénèrent encore les Vénitiens, réduits, en ce moment, à renouveler la ligue précédemment conclue avec eux. Le Vice-Roi, obligé de pourvoir de nouveau à la défense de l'état de Milan, leur ayant demandé une grosse somme d'argent pour les infractions par eux faites à la précédente confédération, les avait mis dans la nécessité de consentir à ses demandes. Il ordonna donc à l'ambassadeur vénitien qui résidait auprès de lui de confirmer, au nom de la République, la trêve telle qu'elle avait d'abord été conclue, et, quant aux sommes dues par eux, de payer cent mille écus. Mais l'ambassadeur ayant répliqué qu'il ne voulait pas donner plus de 80,000 écus, tandis qu'on disputait sur cette légère différence on reçut à Venise la nouvelle de l'alliance formée entre la France et l'Angleterre, et l'invitation de la Reine régente à en faire partie ; de manière que, traînant en longueur la partie du traité qui avait trait à la somme à donner, les Vénitiens eurent le temps de changer d'avis.

Pendant que ces négociations entre le Vice-Roi et les Vénitiens sui-

vaient leur cours, on reçut à Rome la ratification donnée par César aux conventions arrêtées entre le Pape et le Vice-Roi. Elle était tout à fait incomplète ; les points les plus essentiels, et d'une importance majeure pour le Saint-Siége, n'étaient point approuvés par Charles, ou étaient laissés en suspens, ou mentionnés comme formant l'objet d'un doute. Clément vit enfin clairement (ce qui était, du reste, l'avis de ses véritables amis) qu'il ne pouvait faire aucun fond sur l'amitié de la cour d'Espagne. Le désaccord entre la ratification de l'Empereur et les articles du traité conclu entre Sa Sainteté et le Vice-Roi avait pour objet trois articles principaux, qui avaient été l'objet d'une convention secrète contenue dans une feuille séparée. L'Empereur disait, à ce sujet, que, comme il s'agissait d'intérêts touchant à des tiers, il ne pouvait étendre à ce point l'exercice de sa puissance dans ce qui était surtout une question de justice.

L'article premier stipulait la restitution de Reggio et de Rubiéra, que le duc de Ferrare était tenu de faire au siége apostolique. Charles répondait à ce sujet qu'il ne pouvait point intervenir pour contraindre par la force le duc à restituer des places qu'il assurait tenir en fief de l'Empire. L'Empereur donc ne pouvant trancher la question, il lui semblait que Sa Sainteté devait se contenter que la contestation fût portée devant la justice, ou qu'elle devînt l'objet d'une amiable composition.

Le second point était que le duc François Sforza devrait prendre le sel dans les états de l'Église, comme il le faisait auparavant. A cela l'Empereur répondait que ses ministres avaient été peu avisés en intervenant dans une chose qui leur était et devait leur rester étrangère ; car, du moment que le duché de Milan appartenait à François Sforza par la nouvelle investiture qui lui en avait été faite, le Vice-Roi ne pouvait contracter l'engagement de lui faire prendre le sel dans l'état romain ; tout au plus pouvait-il y employer ses bons offices.

Quant au troisième point, qui avait trait aux intérêts du Saint-Siége, Charles répliquait qu'il ne pouvait l'admettre si le Pape ne s'exprimait dans la question des investitures conformément à ce qui avait été pratiqué par les rois prédécesseurs de Charles. Ce dernier, néanmoins, désirait que le duc de Ferrare, tout en gardant le duché de Ferrare et les autres terres qu'il occupait, les tînt en fief de Sa Sainteté, en lui payant 100,000 écus, et autant à l'Empereur.

Revenant sur le second article, qu'il n'avait pu exécuter, et sur

l'observation déjà faite relativement à la nullité d'une promesse qui contenait un fait étranger à la question, l'Empereur offrait, pour se conformer aux désirs de Sa Sainteté, de s'entremettre pour obtenir le consentement du duc de Milan ; et comme celui-ci, en compensation de l'aide que l'archiduc Ferdinand lui avait prêtée contre les Français, s'était engagé à prendre le sel chez lui, il fallait obtenir, avant tout, le consentement de Ferdinand, qui, moyennant une indemnité pécuniaire, renoncerait au bénéfice de ce traité, non à perpétuité, mais seulement pendant la vie du pape Clément.

Par suite de ces objections de César, le Pape refusa d'accepter cette ratification du traité. Il se confirma de plus en plus dans l'opinion que Charles n'était nullement enclin à s'allier avec lui, et aussi que dans la cour d'Espagne tous les ministres étaient mal disposés pour les intérêts de l'Italie. C'était la vérité. Les capitaines de César avaient persuadé à leur maître que, pour s'assurer la domination sur l'Italie, il était nécessaire que non-seulement le duc de Ferrare gardât Reggio et Rubiéra, mais encore qu'on lui fît restituer Modène par le Pape et Bologne par Bentivoglio. Quant aux autres villes de la Toscane, savoir : Florence, Sienne et Lucques, avec ses annexes, il fallait, disaient-ils, qu'on en prît possession au nom de Charles lui-même.

Or, toutes ces choses maintenaient l'esprit de Clément dans de grandes anxiétés ; mais comme il n'avait aucun potentat qui lui inspirât de la confiance et sur l'appui duquel il pût compter, faisant de nécessité vertu, il dissimula et chercha à gagner du temps jusqu'à ce qu'on pût voir quelle serait la conduite de César relativement à la délivrance du Roi de France.

Pendant que cela se passait, le Vice-Roi avait conduit à Portofino le Roi prisonnier, sous prétexte de le transporter au Château-Neuf, à Naples, ainsi qu'il en était convenu avec Bourbon et Pescara. Il trouva à Portofino seize galères qu'on avait fait venir de Naples à cet effet, et six galères françaises, qui, d'après le consentement du Vice-Roi, avaient été amenées par Montmorency. S'étant embarqué sur ces dernières, au lieu de faire voile vers Naples, il se dirigea sur l'Espagne, ainsi que cela avait été concerté entre le Roi et lui. Au bout de huit jours, ils arrivèrent à Roses, en Catalogne. Ensuite, d'après l'ordre de l'Empereur, rendant à son prisonnier toutes sortes d'honneurs, il le conduisit au château de Madrid, où on le garda avec la vigilance la plus active, car, bien qu'il lui fût

permis de sortir quelquefois dans la ville, ce ne fut jamais sans une escorte nombreuse chargée de le surveiller.

Si cette transportation du roi François en Espagne fut l'occasion d'un grand ennui pour le Pape et les autres princes qui avaient à cœur la liberté de l'Italie, elle fut une mortification et un sujet de plaintes pour le duc de Bourbon et le marquis de Pescara, à l'insu desquels on avait agi. A Bourbon, qui se trouvait exilé de la France et de ses propres états par suite de l'alliance qu'il avait contractée avec l'Empereur, il paraissait dur qu'on traitât sans lui ; c'est pourquoi il résolut de passer en Espagne. Le marquis se plaignait que le Vice-Roi eût fait de lui si peu de cas qu'il ne lui avait même pas communiqué une résolution de cette importance. Il se plaignait non moins haut de César, qui semblait avoir méconnu sa fidélité et oublié les nombreux services qu'il en avait reçus non-seulement dans cette dernière journée de Pavie (dont il s'attribuait le succès bien plus qu'à tous les autres capitaines), mais aussi dans toutes les guerres passées, où il avait illustré son nom par de nombreux exploits. Aussi ne pouvait-il souffrir que le Vice-Roi lui volât cette gloire acquise au prix de son sang, qu'il triomphât à l'occasion d'une victoire où il n'avait eu aucune part, et que César donnât à autrui ce qui appartenait en propre à lui, Pescara. Enfin, il écrivit en Espagne des choses outrageantes pour le Vice-Roi, et accompagnées de reproches et de plaintes sans fin.

Depuis que les Français avaient été chassés de Milan, François Sforza était duc en titre bien plus que réellement maître dans ses états, et cela à cause de l'insolente sujétion où le tenaient les généraux de l'Empereur dans tout le duché. Les démonstrations publiques de mécontentement du marquis de Pescara lui donnèrent sujet d'essayer s'il pourrait se délivrer du joug insupportable qui pesait sur lui. De leur côté, les populations ne pouvaient plus endurer l'oppression et les exactions de tout genre qu'elles avaient à souffrir de la part des impériaux ; et surtout depuis que la disette de vivres avait cessé, elles faisaient tous leurs efforts pour s'en délivrer. C'est pourquoi, après s'être entendu secrètement avec les princes italiens par l'entremise de Jérôme Moroné, son grand chancelier, le duc voulut tenter le marquis de Pescara en lui proposant de le faire Roi de Naples, l'assurant, en même temps, du consentement et même de l'aide du Pape, des Vénitiens et de la Reine régente de France, fatiguée de voir que toutes les négociations relatives à la délivrance de son fils

n'amenaient aucun résultat. Avec de tels alliés le marquis était sûr de posséder en paix son nouveau royaume.

Le marquis fut aussi empressé de prêter l'oreille à cette proposition que lent à agir dans le sens qu'elle indiquait. Était-ce parce que le cœur lui manquait pour une si haute entreprise, ou bien à cause des obstacles qu'il prévoyait? Quoi qu'il en soit, il goûta d'abord ce projet, s'abstenant de faire aucun acte qui y eût rapport, et pénétrant de plus en plus dans le secret des négociations soit avec Moroné, soit avec les princes susnommés. Mais cette trame ayant été connue (je ne sais comment), Antoine de Leyva et le commissaire de l'armée impériale en donnèrent connaissance en Espagne. Le marquis, après avoir traîné en longueur la conclusion du traité, dès que le moment lui parut opportun, et pour faire parade de sa fidélité, envoya un homme de confiance à l'Empereur pour lui faire connaître où la chose en était, et lui demander la permission de continuer l'intrigue commencée, afin de connaître d'une manière certaine les ennemis de l'Empereur. Le traité portait que le Pape, la France et les Vénitiens feraient une ligue dont le marquis de Pescara était nommé capitaine général. Revêtu de ce titre, il devait rallier à lui tous les soldats qui voudraient le suivre, et, ensuite, à la tête des forces alliées, se diriger vers Naples, en faire la conquête, et s'y faire couronner roi.

Or, tandis que le marquis traînait en longueur, comme nous l'avons dit, le complot ourdi avec Moroné, il arriva que le duc de Milan (qui justement venait de recevoir de l'Empereur l'investiture de cet état) tomba gravement malade et fut même en danger de mort. Le marquis, se prévalant de cette circonstance, amusait de vaines paroles Moroné, qui le pressait fortement de déclarer s'il acceptait ou non le commandement des armées de la ligue future avec l'assurance du royaume de Naples. Une décision devenait d'autant plus urgente, que le complot étant venu à la connaissance de beaucoup de monde il ne pouvait y avoir que du péril à en différer l'exécution. Mais ensuite la santé du duc s'étant améliorée au point qu'on se tenait pour assuré de son rétablissement, le marquis se décida à pourvoir à la sûreté de l'état de Milan, conformément aux ordres qu'il avait reçus de César. Afin de pouvoir faire déclarer François Sforza déchu de l'investiture qui lui avait été tout récemment conférée par l'Empereur, il résolut de lui intenter un procès, et, comme préliminaire indispensable, il chercha à avoir en son pouvoir Moroné, qui, s'étant convaincu que le marquis avait renoncé à participer

au complot ourdi entre eux, entamait de nouvelles négociations avec le Pape et avec les Vénitiens.

En ce moment, le Vice-Roi faisait son séjour ordinaire dans la ville de Novare. Ayant donné des ordres pour changer l'armée de quartiers, et l'ayant distribuée en divers lieux de la manière la plus favorable pour l'exécution de ses desseins, il manda à Moroné de venir le trouver. Il avait l'intention de l'emprisonner, sachant bien qu'ayant Moroné en son pouvoir non-seulement il aurait connaissance des traités conclus par Moroné avec les princes d'Italie, mais aussi que par là-même il enlevait au duc son seul conseiller habile et prévoyant. Moroné fut quelques moments indécis s'il irait ou non à Novare, non pas qu'il soupçonnât quelque noirceur de la part du marquis, mais parce qu'il craignait Antoine de Leyva, qui avait dit publiquement qu'il voulait le faire assassiner. Il lui semblait, en outre, que, laissant le duc de Milan au moment où il gardait encore le lit, s'il arrivait quelque événement imprévu, les affaires de son état seraient dans la plus fâcheuse condition. Tous ses amis le dissuadaient également de cette entrevue ; mais, poussé vers le précipice par son mauvais destin, et se confiant sur la bonne foi du marquis et sur son étroite liaison avec lui, il se mit en route.

A son arrivée à Novare, le marquis le reçut avec ses cajoleries accoutumées, et, l'ayant mené dans une chambre où ils paraissaient être seuls (mais où Antoine de Leyva était caché derrière des draperies), Pescara s'entretint avec lui des commencements du complot, lui faisant artificieusement récapituler toutes ses négociations depuis le commencement, le projet qu'on avait de massacrer tous les soldats qui refuseraient de suivre le marquis, et autres choses semblables dont ils s'étaient d'autres fois entretenus. Quand Moroné, ayant quitté le marquis, voulut revenir à son logement, il fut arrêté comme prisonnier et envoyé à la forteresse de Pavie, où le déloyal marquis n'eut pas honte de venir en personne l'interroger et lui faire son procès, constituant par là-même François Sforza en état de félonie comme complice de ses projets. C'était justement le but du marquis. Il espérait que, Sforza étant déchu du bénéfice de l'investiture, César lui accorderait à lui, Pescara, le duché de Milan comme récompense de sa fidélité.

Quand Moroné eut déposé dans l'ordre voulu tout l'enchaînement de la conspiration, quand il eut nommé le duc de Milan comme ayant connaissance de tout ce qui avait été concerté, le marquis, déjà en

possession des forteresses de Pavie et de Lodi, requit au nom de l'Empereur le duc Sforza de faire consigner entre ses mains Crémone, les forteresses de Pizzighitoné, Trezzo et Lecco, alléguant que ces places situées sur l'Adda étant les clefs du duché de Milan, il était nécessaire qu'elles fussent aux mains de l'Empereur jusqu'à ce qu'on n'eût plus rien à craindre des Vénitiens et du Pape, et qu'alors on les rendrait à Sforza, qui, moyennant cette remise temporaire, serait déchargé auprès de César de toutes les imputations que les déclarations de Moroné faisaient peser sur lui. Le marquis lui promettait sur sa foi que, dès lors, il ne serait donné aucune suite à cette affaire, et qu'on ne lui demanderait rien de plus. En ce moment, le duc, privé de toute aide et de tout conseil, et encore convalescent, lui fit remettre les places demandées. Les ayant en sa possession, le marquis, au mépris de la foi donnée, demanda d'être admis dans la ville de Milan, sous prétexte de pouvoir plus facilement traiter des affaires courantes. Cela fut accordé avec la même facilité. Alors il envoya demander le château de Crémone, disant, par forme de politesse, qu'il ne demandait pas celui de Milan, parce que le duc y demeurait en ce moment; mais, pour sa sécurité à lui, Pescara, et pour celle de l'armée impériale, il exigeait que ce château fût fermé et entouré par des tranchées, et joignait à cela d'autres conditions aussi vexatoires qu'impertinentes.

Le duc répondit qu'il tenait les forteresses de Milan et de Crémone au nom et par la volonté de l'Empereur, dont il était le très-fidèle vassal; qu'il ne les remettrait à personne tant qu'il n'en aurait pas reçu l'ordre exprès de César; qu'il lui paraissait outrageant qu'on voulût le resserrer dans le château par des tranchées, et que si l'on voulait user envers lui de violence, il se défendrait le mieux qu'il pourrait. Enfin, après beaucoup d'autres exigences, le marquis, voulant avoir le plus possible sans tirer l'épée du fourreau, contraignit, non sans éprouver de résistance, le peuple de Milan à jurer fidélité à l'Empereur. Destituant dans tout l'état de Milan les officiers nommés par le duc, il les remplaça par d'autres mis en place au nom de l'Empereur. Il commença à entourer de tranchées les châteaux de Milan et de Crémone, pendant que le duc, encouragé par le Pape et les Vénitiens, et se confiant surtout en huit cents fantassins d'élite qu'il avait enfermés avec lui dans le château de Milan, cherchait à empêcher avec ses bombardes le travail des tranchées.

Cette occupation de l'état de Milan par le marquis de Pescara excita

dans toute l'Italie les craintes les plus vives. Le Pape, très-fâché qu'on eût découvert ses menées secrètes avec le duc de Milan pour assurer la défense de l'Italie contre les armes étrangères, pensait aux moyens de parer à ces nouvelles difficultés. Les Vénitiens, qui avaient arrêté avec Marino Caracciolo, envoyé de César, la confirmation de la ligue conclue, et qui devaient lui payer une grosse somme d'argent, ayant su ce qui se passait à Milan, suspendirent le paiement ; et, finalement, encouragés par l'évêque de Bayonne, envoyé de la Reine mère pour conclure avec la France une ligue contre César, ils prirent le parti de congédier Caracciolo. En même temps, ils prièrent Charles de ne point enlever à François Sforza le duché de Milan, puisque c'était justement pour l'y maintenir et pour défendre la liberté de l'Italie qu'ils s'étaient ligués avec lui contre les Français. Ils assuraient Charles que s'il obtempérait à leur demande ils emploieraient en toute occasion à son service toutes leurs forces et leur crédit.

On était dans la saison d'automne de l'année 1525 quand les événements arrivés soit en Italie, soit en Espagne, amenèrent des résultats contraires aux desseins que la cour d'Espagne avait conçus.

Le roi François, qui, dans l'espoir de s'aboucher avec l'Empereur, avait mieux aimé venir en Espagne que de rester en Italie, voyant que Charles refusait de le voir et le tenait toujours enfermé dans le château de Madrid, se laissa accabler par ses tristes pensées et tomba si dangereusement malade que les médecins, désespérant de sa vie, firent savoir à César qu'il ne leur restait plus d'autre espérance de le sauver et d'autre essai à tenter que de lui donner quelques encouragements ; si Sa Majesté venait le visiter et lui promettait de lui rendre la liberté, ils croyaient pouvoir répondre de sa vie. Charles ayant reçu cet avis des médecins, et voulant s'y conformer, se préparait à aller à Madrid, mais avec l'intention arrêtée de continuer à retenir le Roi prisonnier. Gattinara, son grand chancelier, chercha à le détourner d'un dessein semblable, lui démontrant, par les meilleures raisons, qu'il serait par trop honteux pour lui d'aller visiter le Roi sans être disposé à lui accorder la liberté sans conditions, ou, du moins, à des conditions douces et raisonnables ; qu'agir autrement serait montrer au monde entier que sa visite n'avait point un motif d'humanité, mais seulement un but d'intérêt personnel et la crainte de perdre par la mort de son prisonnier tout le fruit de sa victoire ; conseil vraiment digne d'un loyal et fidèle ministre. Malgré cela, Charles,

conseillé par d'autres dans un sens différent, se rendit en poste à Madrid et visita le Roi, qui semblait à toute extrémité. Charles parla peu, mais ses paroles pleines de douceur étaient de nature à donner au Roi l'espérance de sa liberté aussitôt que sa santé se rétablirait. Aussi, après le départ de Charles, soit par le bon effet que produisaient les espérances qu'il avait fait naître, soit que la bonne complexion du Roi le mît en état de vaincre le mal, sa santé commença de suite à s'améliorer de manière qu'en très-peu de jours il fut hors de danger ; seulement sa convalescence fut longue.

En ce moment l'Empereur avait le projet d'épouser l'infante de Portugal, sa cousine par le sang (1). Il avait cependant promis avec serment d'épouser la fille du Roi d'Angleterre, mais il s'excusa auprès de lui sur ce qu'il n'avait pu faire autrement que de céder aux désirs de ses peuples, qui le pressaient de contracter cette alliance. Le roi Henri, courroucé de ce manque de parole, saisit cette occasion pour rompre avec César tout rapport d'amitié.

Charles, sans perdre de temps, dépêcha à Rome Lopez Hurtado pour demander au Pape les dispenses nécessaires pour son mariage. Le Pape les lui envoya par le cardinal Salviati, qui arriva à la cour d'Espagne au moment où Charles était de retour de la visite qu'il était allé faire au Roi, son prisonnier.

Le cardinal Salviati fut reçu avec les plus grands honneurs, et, commençant par traiter de ce qui faisait le principal objet de son ambassade, il demanda avant tout à César la ratification pure et simple des articles arrêtés entre le Pape et le Vice-Roi. Il requit aussi les effets de l'investiture pour le duc de Milan de manière que ce prince ayant la jouissance paisible de ses états, toutes les défiances et les craintes des Italiens fussent par là-même entièrement dissipées. Or, en ce moment même où le Vice-Roi favorisait les usurpations faites par le duc de Ferrare sur les terres de l'Église, César disait hautement que, sauf les droits de l'Empire, il était tout disposé à protéger ceux de l'Église. C'était la réserve accoutumée des empereurs dans des temps déjà reculés et la formule dont ils se servaient pour colorer aux yeux du monde leur volonté bien arrêtée de se maintenir en possession des juridictions qu'ils avaient usurpées sur cette même Église.

On était déjà au milieu de novembre quand Charles, duc de Bourbon,

(1) « Sua cugina carnale. »

arriva à la cour impériale, mal vu de tous, quoique bien accueilli, caressé et honoré par César. Les princes espagnols et les Allemands l'abhorraient comme homme infâme et traître à son souverain, tellement que l'on raconte qu'un cavalier, grand d'Espagne, engagé de la part de César à lui prêter son palais comme logement, répondit qu'il ne pouvait refuser une chose demandée par César, mais qu'aussitôt Bourbon parti il brûlerait ce palais comme souillé par l'infamie d'un tel homme, indigne d'être tenu pour homme d'honneur. Malgré cela, César le favorisait non-seulement comme son futur beau-frère, mais aussi parce qu'il voyait en lui un instrument très-propre à l'accomplissement de ses desseins. Il semble qu'en cela l'ambition et le désir de s'agrandir par des moyens injustes jetaient comme un voile sur les yeux de son intelligence et ne lui laissaient pas voir les périls nouveaux où il allait s'engager ; car en prodiguant à Bourbon ces caresses extraordinaires, il mettait en défiance les Français et les Italiens, et les amenait forcément à des résolutions qui devaient tourner à sa honte et à son préjudice.

Vers ce temps encore, et au moment où il se faisait consigner entre ses mains les places appartenant au duc de Milan, le marquis de Pescara était tombé légèrement malade. Son état s'étant aggravé au commencement de décembre, la mort le frappa sans daigner lui laisser le temps de recueillir le fruit de l'intrigue qu'il avait menée avec autant d'habileté que de mauvaise foi. C'était véritablement un homme d'une grande valeur et d'un profond jugement, fort aimé de l'infanterie espagnole, dont il avait été lieutenant-capitaine-général (1) ; il était fier et arrogant autant que fourbe et habile à faire valoir ses actions et les avantages de sa position.

Cette mort de Pescara arrivait à propos pour les affaires du duc de Milan, car l'armée espagnole demeurait sans chef. A la vérité, Antoine de Leyva continuait à inquiéter le château, mais sans résultat, et cela fournissait au duc à la fois un prétexte et un motif pressant pour faire venir les secours qui lui avaient été promis par le Pape et les Vénitiens, qui, incessamment sollicités par la régente de France et le Roi d'Angleterre, étaient chaque jour plus disposés à conclure une ligue dont l'effet serait non-seulement de délivrer le duc de Milan assiégé dans son château, mais aussi de chasser totalement d'Italie les impériaux.

Mais le Pontife avait traité avec César ; à peine venait-il de donner sa

(1) « Della quale era stato luogo tenente capitano generale. » (Rossi).

signature. Aussi se flattait-il qu'en sa faveur César rendrait à Sforza la libre possession de son duché et lui pardonnerait quand même il lui reconnaîtrait des torts dans l'affaire du traité entamé par Moroné. C'était principalement dans cette espérance, et pour arriver à ce but, que Clément avait envoyé en Espagne le cardinal Salviati ; il pensait donc ne pouvoir entrer dans aucune ligue contre César tant qu'il n'aurait pas connu le résultat de la négociation commencée. En vain les envoyés des puissances lui démontraient, par les raisons les plus convaincantes, qu'une pareille occasion ne se rencontrerait plus ; que, depuis la bataille de Pavie, l'armée impériale, qui se trouvait dans le duché de Milan, était diminuée de moitié ; que les populations, jalouses de contribuer à la délivrance de leur duc, n'aspiraient elles-mêmes qu'à secouer un joug devenu insupportable ; qu'en agissant avec célérité, il ne serait pas difficile de le délivrer lui-même, de vive force, de l'état d'oppression où il s'était volontairement laissé réduire. La mort de Pescara leur offrait une grande facilité de plus, car le Vice-Roi et Bourbon se trouvaient en Espagne, et César sans argent. Tout cela leur montrait la possibilité d'arriver au but désiré de tous. Mais ils ne purent ébranler le Pontife, ni lui faire rien changer de ses résolutions.

En ce qui regardait la formation de la ligue, la France avait promis cinq cents lances franches, et, tant que durerait la guerre, 40,000 ducats par mois pour servir à solder dix mille Suisses. De leur côté, le Pape et les Vénitiens devaient fournir un corps de cavalerie de mille huit cents hommes d'armes et deux mille chevau-légers, et, enfin, vingt mille fantassins italiens. De plus, les Français, les Vénitiens, et leurs alliés, devaient mettre en mer une flotte formidable pour attaquer Gênes et Naples. La Reine mère avait promis, dès que la ligue serait publiée, d'attaquer avec une grosse armée la frontière d'Espagne, et les Vénitiens faisaient espérer que le duc de Ferrare ferait partie de la confédération si le Pape se contentait de le laisser paisible possesseur de Reggio.

Le Pape désirait ardemment voir les impériaux chassés de la Lombardie et de Reggio, par le motif que l'état de l'Église confinait à ces deux pays ; mais, outre qu'il était par nature lent et irrésolu, une foule de difficultés tenaient en cette occasion son esprit en suspens et le rendaient plus indécis sur ce qu'il y avait à faire. Ainsi, quoique l'armée de César fût fort diminuée, cependant ce qui en restait était composé à peu près entièrement d'Espagnols, la plupart vétérans, habitués à se passer long-

temps de solde, et à supporter avec une invincible patience toutes sortes d'incommodités; les forteresses qu'ils occupaient étaient toutes situées en plaine et approvisionnées de manière à pouvoir se défendre jusqu'à ce qu'il leur arrivât du secours de la Germanie. L'armée que la ligue allait lever ne pouvait, au contraire, se composer que de recrues sans expérience (1). Et ce qui, par-desssus tout, augmentait les irrésolutions de Clément, c'est qu'il ne voyait point à qui l'on pouvait donner le commandement en chef de cette armée. Bien que celui des forces pontificales fût confié en ce moment au marquis de Mantoue, le Pape ne le jugeait point capable de porter un poids aussi lourd que celui du commandement en chef des forces de la ligue. Les Vénitiens proposaient le duc de Ferrare ou le duc d'Urbin; mais ni l'un ni l'autre n'agréaient au Pape : le premier à cause des territoires qu'il avait enlevés à l'Église, le second à cause de sa mésintelligence avec la maison de Médicis. Une autre pensée tourmentait incessamment le Pontife. Charles, en voyant se former contre lui cette ligue formidable, ne pouvait-il pas se décider à rendre la liberté au roi de France, enlever par là à la ligue l'appui des Français, et même s'allier avec eux contre les confédérés? A la vérité, le roi d'Angleterre se portait garant de la fidélité des Français à tenir leurs promesses, mais cette garantie ne suffisait point pour rassurer le Pontife. Pour comble de disgrâce, Clément avait pour conseillers investis de toute sa confiance un Allemand et un Génois, Nicolas Scombirgo (*Schomberg*), archevêque de Capoue, et Jean-Mathieu Giberti, évêque de Vérone, lesquels étant de caractères différents et toujours d'avis opposés, au lieu de s'accorder dans le conseil qu'ils donnaient au Pape sur le parti à prendre, ne faisaient, au contraire, qu'accroître ses perplexités et ses irrésolutions.

Or, tandis que Sa Sainteté était, d'un côté, vivement pressée par les envoyés des princes pour arrêter et mettre par écrit les stipulations de la ligue, et, d'autre part, entretenue dans ses indécisions par ses conseillers privés, elle reçut de Gênes l'avis de l'arrivée du commandeur Herréra, envoyé par l'Empereur et porteur des conventions conclues entre ce dernier et le cardinal Salviati. L'Empereur se réservait de les ratifier définitivement quand elles auraient été acceptées par le Pape. Elles portaient d'abord que Reggio et Rubiéra seraient rendus au Pape et que Sforza conserverait la possession du duché de Milan. C'étaient les deux points que le Pontife désirait le plus.

(1) « L'esercito da farsi per la lega non poteva essere che di gente nuova ed inesperta. »

Arrivé à Rome, le commandeur fut présenté, le 6 décembre (1525), par le duc de Sessa, ambassadeur de Charles près la cour de Rome. Après avoir rendu à Sa Sainteté ample témoignage des bonnes dispositions de César envers elle et en tout ce qui concernait les affaires d'Italie, le commandeur présenta les articles qui différaient seulement en deux points des conventions arrêtées avec le Vice-Roi. Ces deux points étaient relatifs à la fourniture du sel et au droit d'investiture ecclésiastique que le Pape prétendait sur Reggio. Néanmoins, comme on était d'accord sur les points essentiels de la négociation, le Pontife était disposé à accepter le traité. Cependant une chose lui donnait du souci et lui paraissait suspecte: c'était, qu'en confirmant Sforza dans la possession du duché de Milan, on eût passé sous silence l'accusation intentée contre lui par Pescara au sujet de la conspiration de Moroné. Le Pape fit étudier cette question par les jurisconsultes, et ceux-ci déclarèrent que la promesse faite par César de conserver et de défendre François Sforza n'empêchait pas César de pouvoir, quand il lui plairait, le priver comme vassal du fief qui lui avait été donné, parce qu'en admettant même que le complot contre César fût douteux, celui-ci avait le droit d'en connaître et de déclarer la dévolution du fief.

Mais ce qui détermina la conviction du Pape relativement à ce point, qui renfermait en lui la paix de l'Italie, et ce qui acheva de lui montrer le peu de sincérité de l'Empereur, ce fut la réponse faite à ce sujet par Herréra. Feignant d'ignorer complétement l'accusation portée contre Sforza, il affirma que l'Empereur n'en avait aucune connaissance, et comme preuve de la vérité de son dire il montra au Pape les instructions qu'on lui avait données. Or, Clément savait qu'avant le départ d'Herréra de la cour d'Espagne on y avait eu avis du complot et de l'emprisonnement de Moroné, et que l'Empereur avait, de suite, expédié au marquis des ordres à ce sujet.

Le Pape fut donc en ce moment persuadé de la duplicité de César et de ce qu'on pouvait en attendre; il répondit, en conséquence, qu'il y avait entre César et lui un parfait accord de volonté. Du reste, il avait tant de confiance dans la rectitude du jugement de l'Empereur qu'en cas de mésaccord entre eux il s'en rapporterait volontiers à sa décision. Cependant, ajouta-t-il, comme il s'agissait en ce moment de rendre la paix à l'Italie, il désirait que les conventions fussent arrêtées de manière que les deux parties contractantes se trouvassent également garanties. La confir-

mation de l'investiture du duché de Milan donnée à François Sforza en termes vagues et généraux ne suffisait donc point pour affranchir l'Italie des craintes qu'elle avait conçues, et qui ne faisaient que s'accroître de de jour en jour. Le Pape conclut en se montrant peu satisfait ; il protesta qu'il lui était pénible de se voir contraint à renoncer à l'amitié de César, qu'il aimait comme un fils, mais qui n'agissait point avec l'entière sincérité dont le Pape lui donnait l'exemple dans ses rapports avec lui.

Alors le duc de Sessa, qui avait connaissance des instances faites auprès du Pape par les princes italiens pour la conclusion d'une ligue, répondit que l'Empereur avait toujours traité de bonne foi avec Sa Sainteté en ce qui regardait François Sforza ; si l'on ne s'était pas étendu sur le chapitre de la conspiration qu'on pouvait lui reprocher, il était néanmoins hors de doute que l'Empereur ne le regardât comme possesseur légitime et incontesté du duché. Au reste, si Sa Sainteté voulait elle-même donner à ce chapitre l'extension et la forme qu'elle jugerait nécessaire, lui, ambassadeur, se faisait fort d'avoir, dans l'espace de deux mois, les ratifications nécessaires, pourvu que Sa Sainteté s'engageât, de son côté, pour cet espace de temps, à ne point entrer dans la ligue contre l'Empereur dont il était question en ce moment.

Bien que le Pape et toute la cour romaine vissent clairement que cette nouvelle proposition faite par l'ambassadeur et par Herréra n'avait pour but que de gagner du temps et de permettre à l'Empereur de se mettre en état de défense, Clément voulut à toute force l'accepter en dépit des représentations et des instances des princes alliés. Si le Pape ne remplit pas son but, ce fut du moins pour l'Empereur comme un coup d'éperon pour l'engager à consentir à la libération du roi de France.

Herréra partit de Rome, emportant avec lui l'article relatif à François Sforza, auquel on avait ajouté tous les développements nécessaires. Il avait aussi une lettre que le Pape avait écrite de sa propre main à l'Empereur. Ces deux pièces ayant été remises à César, l'affaire fut mise en délibération, et tout le conseil d'Espagne jugea qu'il fallait nécessairement ou donner satisfaction au Pape et aux Vénitiens en rendant le duché de Milan à Sforza, ou se mettre en parfait accord avec le roi de France. Seulement, on n'était pas d'accord sur celui de ces deux partis qu'on devait adopter : le grand chancelier conseillait à l'Empereur de seconder le Pape et les Vénitiens et de s'allier avec eux pour la défense des états d'Italie ; le Vice-Roi disait qu'il fallait délivrer le Roi de sa prison en lui

imposant, comme rançon, de rendre la Bourgogne et de donner ses deux fils en otage comme garantie de sa fidélité à remplir les diverses conditions qu'il plairait à César de lui imposer.

Au milieu de ces dissentiments et des perplexités qui en étaient la suite, soit que Charles se sentît honteux de garder plus longtemps le Roi en prison (car il y avait près d'un an que ce prince était captif), soit qu'il crût qu'il y allait de sa réputation s'il pardonnait à Sforza, il fit appeler le cardinal Salviati et lui demanda si l'on se contenterait qu'au lieu de François Sforza le duc de Bourbon fût mis en possession du duché de Milan ; témoignant, du reste, qu'en cette occasion, son désir de conserver l'amitié du Pape l'emporterait sur toute autre considération. Le légat répondit qu'il n'avait point d'instruction pour donner une réponse décisive à ce sujet. Alors l'Empereur résolut de traiter avec le roi de France, qui, de son côté, était aussi disposé à accepter toutes les conditions qu'on lui imposerait, que fermement décidé, par avance, à ne point les observer (1). C'est ainsi qu'au bout de peu de jours sa délivrance fut une chose convenue. Le jour de la Saint Valentin 1526, les conditions en furent arrêtées sans que le cardinal légat eût à intervenir dans cet accord, bien que, dans le texte du traité, le Pape fût nommé comme conservateur et garant de cette paix, dont voici les principaux articles :

Entre César et le Roi de France il devait y avoir une paix perpétuelle, dans laquelle seraient compris ceux qui, de part et d'autre, seraient nommés dans le traité.

Au 10 mars suivant, le Roi serait rendu en toute liberté sur les confins de son royaume, du côté de Fontarabie. Dans le terme de six semaines, il devait remettre l'Empereur en possession du duché de Bourgogne et de tout ce qui en dépendait, savoir : le comté de Charolais, la seigneurie de Noyers et de Château-Chinon, la vicomté d'Auxonne, le ressort de Saint-Laurent, membres dépendants de la Franche-Comté, avec toutes les appartenances desdits duché et vicomté, déclarant, au surplus, que ces pays étaient désormais séparés de la France, qui n'avait plus sur eux aucun droit de souveraineté.

Au moment même où le Roi recouvrerait sa liberté, on remettrait aux mains de César le dauphin et le duc d'Orléans, ou bien, au lieu de ce dernier, douze des principaux seigneurs de France, au choix de l'Empe-

(1) « Già disposto altrettanto ad accettare ogni impertinentissima condizione quanto deliberatissimo di non osservarla. »

reur, qui resteraient comme otages jusqu'à ce qu'on eût mis l'Empereur en possession des susdites terres et qu'on eût fait ratifier par les états (c'est-à-dire par les parlements de France) les conditions du traité, et cela dans l'espace de quatre mois. A l'expiration de ce terme, et lors de la restitution des otages, le Roi devait remettre aux mains de César le duc d'Angoulême avec son troisième fils, qui serait élevé en Espagne pour mieux assurer la solidité de la paix entre les deux états.

Le Roi très-chrétien cédait tous les droits qu'il pouvait prétendre sur le royaume de Naples, sans en excepter ceux qu'il pouvait avoir acquis en vertu d'investitures données par l'Église.

Il cédait également tous ses droits sur les états de Milan, de Gênes, d'Arras, de Tournay, de Lille et de Douay.

Il restituerait le territoire et le château d'Hesdin comme dépendant du comté d'Artois, ainsi que toutes les pièces d'artillerie, munitions et objets mobiliers qui s'y trouvaient lors de la prise de cette place par les Français.

Il renonçait à tous droits de souveraineté sur la Flandre, l'Artois et tous autres lieux possédés par César.

Et, par contre, César cédait aussi tous les droits qu'il pouvait avoir sur les lieux possédés par les Français, spécialement Péronne, Montdidier, Roye, les comtés de Boulogne et de Poitiers, et sur toutes les terres en deçà et au delà de la Saône.

Il y avait entre les deux princes ligue et confédération perpétuelle, avec obligation mutuelle de se fournir, le cas échéant, un secours de cinq mille hommes d'armes à cheval et de dix mille hommes de pied.

César promettait de donner au Roi en mariage sa sœur, madame Léonore, précédemment promise par lui au duc de Bourbon. Aussitôt qu'on aurait obtenu du Pape les dispenses nécessaires, on célébrerait les épousailles, et l'on conduirait la princesse en France pour la consommation du mariage aussitôt que les otages seraient mis en liberté, et elle aurait en dot 200,000 écus, qui seraient payés à des époques déterminées.

La fille du roi de Portugal devait épouser le dauphin aussitôt qu'ils seraient tous deux arrivés à l'état nubile.

Le Roi de France s'emploierait pour que le Roi de Navarre renonçât en faveur de César à toutes ses prétentions sur le royaume de Navarre, et, dans le cas où ce roi refuserait son consentement, le roi de France s'engageait à ne l'aider en aucune manière.

Le duc de Juliers, le comte de Zulph, et les seigneurs possédant les principales terres de ces états, prendraient vis-à-vis de César l'engagement qu'à leur mort ces états lui appartiendraient.

Le Roi ne fournirait aucun secours au duc de Wertimberg (Wurtemberg), non plus qu'à Robert de la Marck.

Lorsque César voudrait passer en Italie, le Roi devrait, deux mois après en avoir été requis, lui fournir douze galères, quatre vaisseaux, quatre galions, le tout monté et équipé aux frais du Roi, à l'exception de l'infanterie qui y serait embarquée. César s'engageait à rendre la flotte au bout de trois mois.

Au lieu des troupes que le Roi avait offertes pour l'Italie, il lui donnerait 200,000 écus.

Au moment où les otages seraient remis en liberté, le Roi serait tenu de donner à César une cédule sur une banque d'Italie, suffisante pour solder, pendant six mois, six mille fantassins, cinq cents lances et une batterie d'artillerie, le tout employé au service de César et payé par le Roi. — Le Roi, également, prenant le lieu et place de César, paierait au roi d'Angleterre les pensions auxquelles César s'était obligé envers ce Roi, lesdites pensions montant à 500,000 écus. Dans le cas où le Roi d'Angleterre ne consentirait point à accepter cette garantie et à tenir César pour libéré, le Roi de France remettrait aux mains de César la moitié de ladite somme.

Les princes contractants supplieraient le Pape de convoquer, le plus tôt possible, un concile universel pour traiter de la paix entre les princes chrétiens et de la croisade contre les infidèles et les hérétiques, et, pour cela, on concèderait aux deux souverains les redevances de la croisade pour trois ans.

Le Roi devait, dans le terme de six semaines, restituer au duc de Bourbon tous ses états, ses biens meubles et immeubles avec les fruits perçus. Il s'engageait à ne point l'inquiéter pour les choses passées et à ne point l'astreindre à résider dans le royaume de France. Il l'autorisait, en outre, à faire valoir en justice ses droits sur le comté de Provence, et pardonnait à tous ceux qui l'avaient suivi et, spécialement, à l'évêque d'Autun, de la famille de Saint Vallier.

On mettrait en liberté, dans l'espace de quinze jours, à partir de la présente convention, tous les prisonniers de guerre faits tant d'une part que de l'autre.

On rendrait à Madame Marguerite tout ce qu'elle possédait avant la guerre.

On mettrait en liberté le prince d'Orange ; on lui rendrait sa principauté et ce qu'il possédait comme héritier de son père, le tout lui ayant été enlevé parce qu'il avait suivi le parti de l'Empereur. La même chose devait avoir lieu à l'égard de quelques autres barons.

On remettrait le marquis de Saluces en possession de son état.

Aussitôt qu'il serait arrivé sur les terres de son royaume, le roi François devait ratifier le présent traité et s'engageait à le faire ratifier par le dauphin dès que celui-ci serait parvenu à l'âge de quatorze ans.

D'un commun accord, on mentionna beaucoup de personnes dans ce traité, mais l'on n'y parla ni du Pape, ni des princes italiens, ni des Suisses. Cependant le Pape y fut nommé à titre de conservateur de cette paix, mais, au dire de plusieurs, ce fut une affaire de pure forme et de cérémonie, sans aucune importance réelle.

Et, finalement, on y ajouta la promesse faite par le Roi de revenir volontairement se constituer prisonnier dans le cas où, par quelque cause que ce fût, les engagements pris par ce traité ne se réaliseraient pas.

Quand la nouvelle de ce traité fut parvenue en Italie et dans toute la chrétienté, et surtout quand sa publication fit connaître en détail les conditions dures et iniques au prix desquelles le Roi devait racheter sa liberté, les autres princes furent tellement étonnés et indignés, qu'ils jugèrent, d'un commun accord, que le Roi ne pouvait, ni ne devait, en aucune manière, en tenir compte, parce qu'en effet il avait dit bien des fois aux ministres de César que, lors même qu'il les accepterait, il ne serait pas en son pouvoir de les observer ; et c'est ce qui arriva, en effet, avec l'approbation de tous les potentats européens. Par quoi nous pouvons connaître combien les résolutions des grands personnages peuvent rester sans effet lors même qu'elles ont été l'objet de débats approfondis par les hommes les plus habiles. Ainsi, dans cette occasion, Mercurio de Gattinara, grand chancelier, homme intègre et expérimenté, sur qui portait principalement le poids des affaires et des négociations les plus importantes de la cour d'Espagne, désapprouva tellement ce traité, qu'obligé, en vertu de sa charge de grand chancelier, d'y apposer sa signature, il s'y refusa, malgré les ordres de César, alléguant que, par le devoir de sa charge, il ne devait employer l'autorité dont il était revêtu

qu'à des choses utiles et honorables pour son souverain, et non à des choses pernicieuses et détestables comme celle-ci ; et telle fut la fermeté de sa conviction, que la colère même de César ne put vaincre sa résistance, de sorte que Charles fut obligé de contre-signer le traité de sa propre main.

Déjà précédemment, à plusieurs reprises et avec une grande énergie, le grand chancelier avait cherché à persuader à son maître qu'il ne pouvait lui être d'aucun avantage de chercher à retenir ce grand Roi prisonnier par suite des conditions déshonorantes qu'on prétendait lui imposer ; que, loin de retirer de là quelque utilité, il n'en recueillerait lui-même que honte et infamie, et augmenterait les craintes de ceux qui le soupçonnaient d'aspirer à la domination de l'Italie et de l'Europe entière. Il disait encore à César : « Que le roi de France se rachète, cela est juste et naturel ; mais le retard excessif que vous avez apporté à sa délivrance ne vous a attiré que du blâme ; les uns vous ont appelé homme barbare et cruel, les autres tyran. » Le fidèle ministre témoignait plus que personne le désir que l'Empereur recouvrât la Bourgogne, mais il ne lui semblait pas que ce fût l'occasion, ni le moment d'insérer dans un traité de ce genre des choses si importantes et tellement préjudiciables à la couronne de France qu'il ne pouvait croire que de pareilles conditions fussent exécutées. « Vous restituer la Bourgogne, disait-il, c'est ce que le Roi ne fera jamais, car ce serait ouvrir la porte par laquelle vous pourriez, quand il vous plairait, faire des courses jusqu'à Paris. Jamais non plus le roi de France ne souffrira que vos armées occupent Rome, que l'Italie soit sous votre dépendance, et que le pouvoir spirituel et temporel de l'Église soit à votre entière disposition. Personne ne se persuadera que le Roi observe des conditions par suite desquelles vous deviendriez son maître, et lui votre esclave ; et les puissances italiennes et les autres ne le souffriraient pas. Pouvez-vous aussi compter sur son amitié au point d'espérer que vos deux volontés n'en fassent qu'une, et qu'il se réjouisse de voir votre puissance devenue égale ou même supérieure à la sienne ? Cela n'est pas présumable, car jamais deux princes ne furent plus antipathiques de caractère et n'eurent plus de sujets de haine et de querelles que vous et lui. Vos maisons ne sont-elles pas, de toute ancienneté, ennemies l'une de l'autre ? Pouvez-vous penser qu'il oubliera les mauvais traitements (*cattivi trattamenti*) qu'il a reçus de vous lorsqu'à son arrivée à Madrid vous l'avez fait enfermer dans une forte-

resse où il était étroitement gardé? Oubliera-t-il vos refus de le voir pendant tant de mois de captivité, lui qui fut forcé de dire un jour : « il faut qu'il vienne à moi, ou bien que vous me conduisiez auprès de lui. » Et ces deux demandes furent refusées, et vous n'avez consenti à le visiter qu'en le voyant aux portes du tombeau. Feriez-vous quelque fond sur votre nouvelle parenté et sur une alliance qu'il contracte par nécessité bien plus que par amour, et ne savons-nous pas le peu d'influence qu'exercent sur les princes de semblables liens? Il y a encore moins de fond à faire sur ce qu'il vous laisse ses deux fils en otage. En effet, quand son amour pour eux serait au comble, quand on pourrait dire avec le poëte : *tota in Ascanio stat cura parentis* (1), je ne croirai jamais qu'il vous remette pour cela en possession de la Bourgogne, car, à ce prix, il vous aurait donné ses enfants hommes libres, et vous les lui rendriez esclaves. » Gattinara concluait, enfin, que le parti le plus sûr comme le plus honorable était de demander au Roi des conditions qu'il pût remplir; de chercher à établir des relations amicales avec le Pape et les autres princes italiens; de donner l'état de Milan à François Sforza, ou à toute autre personne agréée par le Pape; enfin, de retirer l'armée de la Lombardie. En agissant ainsi on détruirait les soupçons et les craintes des Italiens, et leur amitié deviendrait pour l'Empereur une source d'avantages et de profits. Voilà les conseils que donnait à l'Empereur son grand chancelier.

D'autres, au contraire, encourageaient Charles à tenir à l'accomplissement des conventions déjà arrêtées, car, disaient-ils (et c'était leur principale raison), parmi tant de conditions aussi avantageuses que glorieuses pour l'Espagne, si toutes n'étaient pas observées, au moins un certain nombre le seraient. C'était surtout l'avis de Charles de Lannoy, dont les conseils s'accordaient, au fond, avec l'inclination naturelle de Charles, qui était aussi généreux dans les choses de peu d'importance qu'âpre et intéressé lorsqu'il s'agissait de grands intérêts, ou de choses qui eussent demandé de la magnanimité.

Lannoy, donc, savait qu'il flattait les faiblesses de l'Empereur en lui démontrant que ce traité avec le roi de France était à la fois le plus sûr et le plus glorieux qu'il pût conclure; qu'il n'y avait, au contraire, du côté des Italiens, ni bonne foi, ni sécurité à attendre s'il renonçait à l'état

(1) C'est sur le seul Ascagne que se concentre tout le souci d'un père.

de Milan, dont la possession offrait des avantages tellement supérieurs à celle de la Bourgogne, qu'il n'y avait même pas de comparaison à faire à ce sujet. « Et qui vous assure, disait-il, qu'aussitôt que les Italiens verront votre armée dehors de la Lombardie, ils ne s'uniront pas aux Français et à vos autres ennemis pour attaquer le royaume de Naples resté à leur discrétion? Que peut-on attendre de la reconnaissance de François Sforza, qui, déjà, a répondu aux bienfaits de l'Empereur par l'ingratitude et la félonie? Quelle confiance peut-on avoir dans les Vénitiens, ennemis naturels de l'empire et de la maison d'Autriche? Encore moins faut-il se fier au pape Clément et au bon vouloir qu'il affecte envers vous, car les papes doivent naturellement craindre l'empire. Leurs machinations, il est vrai, ne procèdent ni de haine, ni de désir d'agrandissement, mais seulement de la crainte d'être opprimés; et justement le soupçon engendre la haine, amène les offenses, et à leur suite de grands préjudices par l'effet du ressentiment de l'offensé. Les soupçons et les craintes dont vous êtes l'objet suffisent pour nourrir contre vous des inimitiés et pour engager les Italiens à s'unir aux Français pour vous enlever le royaume de Naples, qui sera partagé entre ceux qui se seront ligués contre vous.

« En admettant même que vous fassiez avec les Italiens une alliance telle quelle, dès qu'ils trouveront leur avantage à la rompre ils oublieront aisément toutes les conventions et tous les serments passés pour ne plus voir que le moment présent; devenus plus téméraires, ils iront jusqu'à vous menacer si vous ne délivrez pas le roi de France. Si vous refusez, le royaume de Naples en portera la peine; si, au contraire, vous accédez à leur demande, vous perdez tout le fruit de votre victoire. »

Le Vice-Roi ajoutait qu'il n'y avait aucune comparaison à faire entre la Bourgogne et l'état de Milan, soit sous le rapport de la quantité et de la grandeur des villes nobles et célèbres que celui-ci renfermait, soit encore à cause du nombre infini des très-riches familles qui l'habitaient, et de la facilité qu'on trouvait à y loger et nourrir de puissantes armées, tellement que, sous ce rapport, il n'y avait point de royaumes avec lesquels cet état ne pût soutenir la comparaison. « Il est évident, disait-il, qu'étant maître de Milan et de Naples, vous pourrez disposer à votre gré de la dignité pontificale à Rome, comme avaient coutume de le faire les anciens empereurs. Les Florentins, le duc de Ferrare, le duc de Mantoue seront des sujets de l'empire; les Vénitiens, placés entre la Lombardie et

l'Allemagne, subiront la loi qu'il vous plaira de leur imposer. La gloire de votre nom sera au comble et se répandra partout quand l'aigle impériale sera arborée dans toute l'Italie, cette reine de tous les pays du monde, qui ne connaît point d'égale pour l'avantage de sa situation, la douceur du climat, la quantité d'hommes de génie qui ne craignent point de s'engager dans les entreprises les plus hardies et les plus difficiles, l'abondance de toutes les choses nécessaires à la vie, la beauté, la grandeur et la noblesse de ses villes ; enfin, parce qu'elle est le siége de Pierre et de l'ancien empire romain, sans parler d'une infinité d'autres choses dignes de contribuer à votre gloire. »

Puis, se tournant vers les autres ministres : « Je ne puis, ajouta-t-il, me persuader que César puisse, sans encourir un grand déshonneur, pardonner à François Sforza, coupable envers lui de rébellion et d'ingratitude, et qui, ce qui me paraît plus étonnant encore, ne s'est point humilié devant lui, ne s'est point fié à sa bonté ; mais, bien loin de là, pour forcer l'Empereur à lui rendre ce qu'on lui avait légitimement enlevé, il s'est jeté entre les bras de ses ennemis. C'est pourquoi je juge qu'il vaut mieux, qu'il est plus convenable à la grandeur de la dignité impériale de remettre encore une fois toutes choses aux chances du sort que d'accepter de marchands et de gens qui nous sont inférieurs en force des conditions qui, au lieu de vainqueur qu'il est, placeraient l'Empereur dans la position d'un vaincu.

« Il vaut mieux, surtout ayant un gage en main, se fier au roi de France qu'aux Italiens, qui ne donnent aucune garantie. Il vaut mieux se confier à la parole et à la bonne foi d'un si grand roi qu'à l'affection immodérée que montrent en ce moment pour nous ces gens qui nous poursuivent toujours de leurs soupçons. Les Français ont été parfois amis des Espagnols, les Italiens en ont toujours été les ennemis. J'estime, enfin, qu'il y a plus de sûreté pour l'Empereur à risquer quelque chose en donnant la liberté au Roi qu'à se fier aux Italiens, dont la mobilité et l'inconstance sont connues, et dont le caractère manque tout à fait de constance et de solidité. » L'Empereur ayant adopté cet avis, le monarque français fut mis en liberté, aux conditions que nous avons dites précédemment, et dont aucune ne fut observée, si ce n'est celle qui l'obligeait à laisser ses deux fils en otage.

Peut-être ne sera-t-il pas hors de propos d'exposer ici avec quelque étendue les raisons sur lesquelles les Français et les Espagnols appuyaient

leurs prétentions rivales sur les états d'Italie et sur la Bourgogne : cela fera connaître à chacun combien la cupidité et le désir d'agrandir leurs états font sortir les princes des sentiers de la justice et de l'honnêteté, et comment ils se risquent, avec une audace et une témérité sans pareilles, à remettre leurs prétentions à l'arbitrage de l'épée (1).

Les conditions du traité de Madrid ayant été, comme nous l'avons dit, jugées universellement comme injustes et impossibles à observer, on n'eut pas de peine à persuader au roi de France qu'il n'en devait tenir aucun compte. Tous ses amis le conseillaient dans ce sens, et comme ses deux fils étaient demeurés en otage, le roi d'Angleterre offrait sa médiation pour qu'ils fussent rendus à leur père, auquel il faisait observer, en même temps, qu'on n'était point obligé à tenir un serment extorqué par la violence d'un ennemi. Les Vénitiens et les autres princes d'Italie lui

(1) Ici Rossi expose avec de grands détails, qui ne tiennent pas moins de dix-neuf pages, les raisons sur lesquelles se fondaient les prétentions rivales des Français et des Espagnols à la possession du royaume de Naples, du duché de Milan et de celui de Bourgogne. J'en donne ici la substance, laissant de côté les réclamations ou les tentatives d'autres prétendants à la couronne de Naples, et leur possession passagère de quelques parties de ce royaume.

Les prétentions des Français sur Naples étaient fondées sur les titres les plus anciens : c'était l'investiture qu'en avait reçue Charles d'Anjou, frère de Saint-Louis, et comte de Provence par sa femme. Elles s'appuyaient aussi sur une possession de 200 ans, à dater de 1264.

Les prétentions de Charles-Quint remontaient à la désignation que la reine Jeanne avait faite d'Alphonse, roi d'Aragon, pour son héritier.

Plus tard, Jeanne, s'étant brouillée avec lui, révoqua son adoption, sous prétexte de l'ingratitude et des mauvais procédés de ce prince vis-à-vis d'elle. Elle désigna comme son héritier Louis, duc d'Anjou, frère de Charles V, roi de France (juin 1380). Louis étant mort avant elle, comme elle n'avait pas d'enfant, elle désigna pour héritier René, duc d'Anjou et comte de Provence, frère de Louis.

Une partie des barons du royaume n'ayant pas approuvé ce choix, accusa le testament d'être faux et appela au trône Alphonse, roi d'Aragon. De là entre les deux compétiteurs une guerre qui, après avoir duré plusieurs années, se termina par le triomphe d'Alphonse, qui nomma pour son héritier Ferdinand, son fils naturel, au préjudice et sans faire aucune mention de Jean, son frère, roi d'Aragon et de Sicile.

Dès qu'Alphonse fut mort, Jean d'Anjou, fils de René, poussé par son frère et appuyé par les principaux barons du royaume, attaqua Ferdinand, qui se défendit avec tant de valeur et de succès, que Jean fut obligé de renoncer à son entreprise.

Ferdinand II, petit-fils de Ferdinand et fils d'Alphonse II, fut attaqué par Charles VIII, roi de France, qui perdit le royaume de Naples presque aussi rapidement qu'il l'avait conquis.

A Ferdinand II, mort sans enfant, succéda son oncle Frédéric en 1497. Ferdinand le Catholique, roi d'Espagne, prétendit alors qu'Alphonse n'avait pas eu le droit de disposer du royaume en faveur d'un fils naturel, et au mépris des droits de Jean, son frère, à son héritage. Ferdinand le Catholique s'unit avec Louis XII, roi de France, pour faire la conquête du royaume de Naples, qu'ils se partagèrent après l'avoir conquis. Le roi de France eut pour sa part la ville de Naples, la terre de Labour et la province des Abruzzes; le roi d'Aragon les provinces de Pouille et de Calabre. Chacun d'eux était tenu de conquérir la part qui lui était dévolue par le traité, sans qu'ils fussent tenus de s'aider l'un l'autre, et cet accord devait rester secret jusqu'au moment où l'armée française arriverait à Rome. Alors les ambassa-

faisaient les mêmes raisonnements. Le Pape envoya un homme investi de sa confiance pour féliciter le Roi sur sa mise en liberté, à laquelle, disait-il, l'Empereur s'était décidé par suite de la crainte où il était que Sa Sainteté ne fît cause commune avec la France. En public, cet envoyé parla au Roi du désir qu'avait le Pape de voir régner la paix entre les princes chrétiens afin qu'ils pussent unir leurs efforts contre le Turc; mais, dans des négociations secrètes, il fit part au Roi du projet qu'avait le Pape de s'unir avec lui toutes les fois qu'il aurait des droits à faire valoir soit en France, soit en Italie. Le Pontife et les Vénitiens ne manquèrent pas non plus de faire concevoir à Sforza les plus vives espérances afin que, sur cette annonce du traité de Madrid, il ne s'avisât pas de rendre le château de Milan, ou de conclure avec les impériaux quelque traité désavantageux.

En ce même temps, l'Empereur expédia, une seconde fois, à Rome le

deurs des deux rois devaient faire part au Pape du traité, en alléguant qu'ils l'avaient conclu en vue du bien de la chrétienté, et afin d'être mieux placés et pouvoir disposer de forces plus considérables pour attaquer, de concert, les infidèles en Orient. Ils devaient, en conséquence, demander au Pape l'investiture du royaume de Naples, conformément au partage qu'ils s'en étaient fait. Ferdinand devait porter le titre de duc de Pouille et de Calabre; Louis XII ne devait point porter, selon la coutume, le titre de roi de Naples et de Sicile (Ferdinand restant possesseur de la Sicile), mais le titre de roi de Naples et de Jérusalem. Cette investiture leur fut, en effet, accordée sans difficulté par le pape Alexandre VI. Leurs armées conquirent sans peine les provinces attribuées à chacun d'eux. Un bon accord régna entre eux pendant quelque temps; mais, vers la fin de l'année 1501, les Espagnols et les Français étant venus à se quereller à l'occasion des limites, qui n'avaient point été spécifiées dans la convention, les Français se mirent en possession de la Pouille et de la Calabre, à l'exception de quelques territoires maritimes. Ils perdirent leur conquête par suite de la négligence avec laquelle ils la gardaient. Le roi catholique ayant envoyé quelques légers secours à Gonzalve, commandant des forces impériales, et qui s'était retiré dans la forteresse de Barletta, Gonzalve, peu à peu non-seulement reprit tout ce que les Français lui avaient enlevé, mais il arriva à les réduire aux mêmes extrémités où il avait été réduit lui-même après avoir perdu Naples; et de toutes les places fortes qu'ils avaient occupées, il ne restait plus aux Français que Gaëte, où ils furent assiégés; et quoique le roi de France eût envoyé le renfort considérable qu'on lui avait demandé pour se maintenir en possession de ce qu'on avait encore, et reconquérir ce qu'on avait perdu, cette place se rendit sous condition à Gonzalve, au commencement de l'an 1504, et les Espagnols en restèrent en paisible possession jusqu'à Charles-Quint, qui fut en guerre avec les Français.

Charles appuyait son droit sur sa qualité d'héritier de Philippe Ier, son aïeul maternel, fils de Jean d'Aragon, frère légitime d'Alphouse. Charles témoignait ne faire aucun cas de la disposition testamentaire qui avait transmis cet état à un bâtard.

Les prétentions des Français sur l'état de Milan remontaient à Valentine, sœur légitime de Philippe-Marie Visconti, mariée à Louis, duc d'Orléans, frère de Charles VI, roi de France. En faveur de ce mariage, Jean-Galéas Visconti, son père, outre le comté d'Asti et les sommes considérables qui formaient sa dot, avait établi une substitution en vertu de laquelle, en cas d'extinction de la ligne masculine des Visconti, Valentine ou ses descendants succèderaient à l'état de Milan. C'est sur cette substitution que se fondaient les droits du duc d'Orléans, devenu depuis roi de France sous le nom de Louis XII.

Charles-Quint, de son côté, se prétendait hé-

commandeur Herréra pour faire part de ce traité au Pape et lui dire comment, ayant oublié toutes les offenses et toutes les inimitiés passées, il avait rendu la liberté au roi de France, et, comme garantie de la concorde qui allait désormais régner entre eux, lui avait donné sa sœur en mariage ; comment aussi pour conservateur de cette paix conclue entre ces deux parties il avait choisi le Pape, dont il disait vouloir être à jamais le fils le plus obéissant, et autres paroles de ce genre, plus pompeuses que solides au fond. Indépendamment de cette lettre de cérémonie, l'Empereur, peu de jours après, en écrivit une autre de sa propre main en réponse à celle que Sa Sainteté lui avait écrite aussi de sa main relativement à la ratification des conventions arrêtées entre le Pape et le Vice-Roi. César, dans sa lettre, disait qu'il eût été disposé à rendre le duché de Milan à Sforza dans le cas où il eût été trouvé innocent du crime dont on l'accusait ; que Marino Caracciolo, protonotaire

ritier plus direct, sous le prétexte que cette substitution n'était pas valable parce qu'elle n'avait pas été revêtue de l'assentiment impérial ; à quoi les Français répondaient qu'ils avaient eu l'assentiment du Pape, à qui, en cas de vacance de l'empire, il appartenait de connaître le droit de régler ces sortes de choses, de sorte que l'assentiment du Pape, une fois donné en pareille circonstance, n'avait aucun besoin d'être confirmé par celui de l'Empereur.

Relativement au duché de Bourgogne, qu'il ne faut point confondre avec *le comté* de même nom, les prétentions de Charles-Quint s'appuyaient sur ce que Marie, fille du dernier duc de Bourgogne (tué au siége de Nancy en 1476), avait épousé Maximilien, aïeul de Charles-Quint. Ce dernier, très-entêté par caractère, modifiait rarement une idée conçue, ou un projet adopté. Dans le cas où il s'agit, il paraît n'avoir jamais pu ou voulu comprendre la coutume française résultant de la loi salique, et la distinction tirée de la nature de certains fiefs, qui, en cas d'extinction de la descendance masculine, faisaient retour au domaine de la couronne, surtout lorsqu'ils en avaient été primitivement détachés, comme l'avait été le duché de Bourgogne. Il y avait donc une distinction essentielle à faire entre ce duché et les autres possessions des ducs de Bourgogne, qui, leur étant arrivées par conquête, alliance ou héritage, n'étaient point soumises à la même loi.

De la longue dissertation de Rossi je traduis le morceau suivant, comme propre à faire connaître la manière dont fut jugée par les contemporains la politique de Louis XI.

« Mademoiselle ayant supplié le Roi de confirmer la trêve conclue entre lui et le défunt duc de Bourgogne, son père, ne put obtenir que la vague promesse de bons traitements (promesse qu'il ne tint nullement). Par convention faite entre le duc Charles, son père, et l'Empereur, elle avait été promise en mariage à Maximilien, duc d'Autriche, fils de l'Empereur. Malgré cet engagement, elle se serait mariée bien plus volontiers en France qu'en Allemagne. Mais la duchesse, veuve du duc de Bourgogne, et Mademoiselle, s'étant retirées à Gand, à la suite de l'occupation de la Bourgogne par les Français, elles donnèrent suite à ce mariage bien plus sous la contrainte de la nécessité que par inclination, ce que Mademoiselle témoigna hautement quand le duc Maximilien vint à Gand pour l'épouser. Il y arriva si pauvre et en si piteux équipage, qu'elle fut obligée de l'habiller, lui et toute sa suite (*e tutta la sua famiglia*), et de fournir l'argent nécessaire pour qu'il pût la conduire en Allemagne. On entendit alors Mademoiselle dire en soupirant : « Ah ! Louis, c'est toi qui en es la cause. »

L'opinion publique et l'avis des plus grands politiques du temps, et même des conseillers de Louis XI, fut qu'en dépit de sa prudence accoutumée il s'était, en cette circonstance, trop laissé guider par sa haine contre la maison de Bourgogne.

apostolique, avait été député par l'Empereur pour connaître ce qui en était, et agir selon les règles de la justice; que Sforza ayant été trouvé coupable, l'Empereur n'avait pu moins faire que de donner l'investiture de Milan au duc de Bourbon, auquel il l'avait promise dans le moment où Sforza se trouvait gravement malade. Et il ajoutait qu'il s'était déterminé à cette démarche pour contenter Sa Sainteté et tranquilliser l'Italie en lui montrant qu'il ne voulait point garder cet état, qu'il n'avait pas même consenti à céder à son propre frère. Telle était sa vraie et sincère intention, et il priait le Pape de l'approuver, d'en favoriser l'exécution, offrant, de son côté, de mettre au service de Sa Sainteté son autorité et sa puissance comme fils très-obéissant du siége apostolique.

Outre les lettres précédentes, Herréra portait encore la réponse de l'Empereur aux considérations développées par le Pape en faveur de François Sforza. Cette réponse portait que, quand même François Sforza ne se serait point rendu coupable de lèse-majesté envers César (1), néanmoins, comme il avait fait partie d'une confédération formée contre lui, il devait être remplacé dans la possession du duché de Milan par le duc de Bourbon, auquel César en avait donné l'investiture.

En second lieu, Charles confirmait la promesse faite par le Vice-Roi que les territoires occupés par le duc de Ferrare, au préjudice des droits de l'Église, seraient restitués, mais à la condition que Sa Sainteté serait tenue de donner à ce duc l'investiture de Ferrare, et lui remettrait la peine qu'il avait encourue en manquant aux obligations par lui contractées.

Restaient les deux articles, dont l'un concernait les sels de Cervia, qui devaient se consommer dans l'état de Milan, l'autre les collations de bénéfices faites par le roi de Naples, et à propos desquelles le Pape voulait que l'Empereur se renfermât dans les limites assignées par les bulles d'investiture elles-mêmes.

Sur le premier article l'Empereur répondait qu'il ne pouvait entrer dans des règlements où il s'agissait de préjudice causé à un tiers. Quant à la collation des bénéfices napolitains, il s'en référait aux usages suivis par ses prédécesseurs (qui, justement, au mépris des droits et de l'autorité du siége apostolique, avaient, en beaucoup de circonstances, dépassé, au delà de toute mesure, les limites de leur pouvoir). Enfin, l'Empereur

(1) « Quando però non avesse leso la maestà di Cesare... nel qual caso dovesse succedergli il duca di Borbone investito dall' imperatore del ducato di Milano. »

ajoutait que, pour qu'il pût donner entière satisfaction à l'Italie, il était indispensable que le Pape et les autres princes italiens fournissent chacun leur quote-part d'une somme de 200,000 ducats, nécessaire pour payer à l'armée impériale tout ce qui lui était dû de soldes arriérées, afin que César fît sortir cette armée de Lombardie et l'envoyât, hors d'Italie, où bon lui semblerait.

En présentant ces propositions à l'acceptation de Sa Sainteté, l'ambassadeur duc de Sessa et le commandeur Herréra protestèrent tous deux ensemble qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'y changer une syllabe. Clément ayant mûrement réfléchi à ce qu'elles contenaient, se confirma de plus en plus dans sa première opinion : que César voulait le réduire, ainsi que toute l'Église, à la plus entière soumission à son bon plaisir (1). En effet, si le Pape consentait que le duché de Milan fût possédé par le duc de Bourbon, ami de César autant qu'ennemi du roi de France, quel avantage réel pouvait-on espérer de cette promesse de faire sortir l'armée impériale de la Lombardie? Ce départ tant désiré par l'Italie entière, et pour lequel chacun se serait volontiers résigné à payer quelque somme que ce fût, ce départ, lors même qu'il aurait lieu, ne deviendrait-il pas tout à fait illusoire? Dans les termes d'amitié et d'étroite union où il se trouvait avec César, le duc de Bourbon, une fois en possession de Milan, pouvait-il refuser d'y introduire les troupes de César toutes les fois que celui-ci le voudrait? Bien plus, se trouvant nouveau souverain, il ne pouvait manquer, pour consolider son pouvoir, de demander à Charles des secours d'armes et d'hommes armés. Enfin, comme ennemi personnel de François Ier, n'engagerait-il pas sans cesse l'Empereur à lui donner le moyen d'attaquer la France pour recouvrer ses fiefs?

Par toutes ces considérations, le Pape se refusa à accepter le traité dans les termes où il était formulé. Ce refus lui coûta d'autant moins qu'il savait que le roi de France n'observerait point, de son côté, les engagements qu'il avait pris vis-à-vis de César. Cela s'était déjà vu clairement quand, arrivé à Bayonne, sur les terres de son royaume, où il devait, suivant sa promesse, ratifier le pacte signé à Madrid, François, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, différa toujours cette ratification.

Cependant François Sforza se trouvait de jour en jour plus étroitement

(1) « Che Cesare lo volesse ridurre con tutta la chiesa sotto il suo arbitrio. »

assiégé dans le château de Milan, mal pourvu de vivres et de toutes les autres choses nécessaires. Les extrémités auxquelles on le savait réduit étaient pour le Pape et les Vénitiens un puissant aiguillon (1) pour hâter la conclusion de la ligue ; car, bien que dans la ville de Milan le peuple se fût, à diverses reprises, soulevé contre les Espagnols, et que ces révoltes eussent été longues à apaiser, le duc de Milan ne sut jamais profiter de ces occasions, parce qu'il n'avait avec lui aucun homme doué de cette généreuse audace et de cet à-propos qui font réussir les entreprises hasardeuses. C'est pourquoi les Vénitiens ne cessaient d'exciter le Pontife à prendre les armes avant que César n'eût le temps d'envoyer en Italie de l'argent et des renforts de troupes. Ils ajoutaient que, sans attendre les lances françaises et l'argent promis par le Roi, il fallait lever un corps de Suisses ; que si l'on ne se mettait pas en campagne dans le printemps de cette année 1526, il ne serait plus temps ensuite de songer au maintien de Sforza, à la défense des états des alliés et à la sûreté de l'Italie.

Pressé par le temps et par le péril qui menaçait la liberté de l'Église et de l'Italie, Clément, bien qne naturellement lent à se résoudre, se décida enfin à prendre les armes. Un dernier grief contribua puissamment à le déterminer : ce fut le sans-gêne offensant avec lequel les généraux impériaux commandant en Lombardie envoyèrent, sans modération ni discrétion aucune, leurs troupes se loger dans le Parmésan et le Plaeentin (2).

Mais ce qui, plus que tout le reste, avait attristé et offensé le Pontife, c'est que, sans lui en avoir même donné avis, César avait publié dans ses royaumes d'Espagne certains édits attentatoires à la liberté de l'Église, et par lesquels il défendait que les causes relatives aux bénéfices fussent portées par-devant la cour de Rome. Un certain notaire espagnol avait osé publier, au nom de César, un ordre portant que les parties en instance auprès du tribunal de la Rote eussent à se désister des procès commencés.

Le Pape et les Vénitiens, d'accord pour ne point différer l'entrée en campagne, arrêtèrent, sans attendre la ratification de l'alliance conclue entre eux et les Français, que la gendarmerie vénitienne, avec six mille fantassins sous le commandement de François-Marie de la Rovère, duc d'Urbin, s'avancerait vers la frontière de l'état de Milan, près de la ri-

(1) « Servira di sprone al papa ed ai Venezia-ni. »

(2) Les territoires de Parme et de Plaisance faisaient alors partie de l'état de l'Église.

vière de l'Adda ; et que le Pape enverrait de Modène à Plaisance le comte Rangoné à la tête de six mille autres fantassins. Mais le duc d'Urbin était d'avis qu'à ces forces il était nécessaire d'adjoindre douze mille Suisses. Pour ne point dévoiler trop ouvertement à César leurs desseins avant la publication de la ligue, Clément et les Vénitiens eurent recours à Jean de Médicis, milanais, et à l'évêque de Lodi, qui, tous deux, par suite des rapports qu'ils entretenaient avec la Suisse, promettaient d'y lever, pour le comte de la ligue, un corps nombreux.

Or, tandis qu'en Italie on se disposait ainsi à secourir le château de Milan, où la disette se faisait sentir chaque jour davantage, l'Empereur, soit par Alarcon, soit par ses autres ministres, ne cessait de solliciter le roi de France de remplir les conditions du traité de Madrid. Ses instances étaient fondées sur ce que le Roi, à son arrivée à Bayonne, n'avait point voulu le ratifier, comme cela avait été convenu, ce qui avait donné à Charles du doute sur les intentions du Roi. Mais, à la fin, le Roi déclara à Alarcon, qui l'en requérait de la part de César, qu'il n'entendait point relâcher la Bourgogne à cause du trop grand préjudice qui en résulterait pour la couronne de France, et que, déjà, en Espagne il avait protesté maintes fois aux ministres de l'Empereur qu'à cet égard il lui serait impossible de maintenir sa promesse. Il déclara, néanmoins, que, désirant rester ami de Charles, comme le demandait la parenté qu'il venait de contracter avec lui, il offrait, en échange de la Bourgogne, de payer deux millions de ducats.

A cette nouvelle inattendue, Charles fut grandement troublé (1); outre la déconsidération qui allait rejaillir sur lui, il se voyait privé de la Bourgogne, qu'il désirait ardemment, et dont la possession devait puissamment l'aider à atteindre le but de son ambition. Ce qui le chagrinait par-dessus tout, c'est qu'il ne pouvait rejeter sa faute sur personne ; contrairement à l'avis du conseil d'Espagne contre celui de ses ministres les plus capables et les plus intimes, et de toute la cour impériale, il s'était obstiné à croire que le Roi ne manquerait point à sa parole. Dans cette situation, qu'il s'était faite, et dont il était si difficile de sortir avec honneur, il ne vit d'autre parti à prendre que celui d'insister et de tenir obstinément à l'article concernant la Bourgogne. Par contre, il se montrait plus disposé à pardonner à François Sforza, à le

(1) « Si conturbò Carlo grandemente, massime perchè oltre il dispreggio della sua persona, si videva privo della Borgogna. »

rétablir dans le duché de Milan pour satisfaire le Pape et les Italiens, car il savait que le Pape avait envoyé en France des agents pour complimenter le Roi sur sa délivrance, et qu'en outre il avait pris au service du siége apostolique André Doria avec des forces considérables, sous prétexte de pourvoir à la sûreté de la partie maritime de l'état romain ; mais Charles soupçonnait avec raison que c'était en vue d'une expédition contre Gênes.

En effet, parmi les articles signés par le roi de France, le 17 mai 1526, outre la ligue conclue entre ce Roi, le Pape, les Vénitiens et François Sforza, il avait été convenu que le Roi armerait douze galères, les Vénitiens treize, chacun à ses dépens ; que ces galères, unies à celles du Pape commandées par André Doria, iraient attaquer Gênes, et que, Gênes une fois prise, le Roi y reprendrait la même autorité qu'il avait avant qu'elle ne se révoltât contre la France.

D'un autre côté, il importait à Charles de tenir le duché de Milan sous sa dépendance, car c'était la porte par où il pouvait entrer en Italie quand il lui plairait, et sans trouver d'obstacle. Déjà, pour savoir à quoi s'en tenir à ce sujet, il avait envoyé en France Don Ugo de Moncada, qui, dans le cas où le Roi persisterait à ne point céder la Bourgogne, devait passer en Italie pour traiter avec le Pape d'après les instructions données par l'Empereur pour cette circonstance.

Justement, l'armée de la ligue se mettait en marche pour aller au secours du château de Milan lorsque Moncada arriva dans cette ville : sans perdre un moment, et accompagné du protonotaire Caracciolo, il se fit conduire dans l'intérieur du château pour déclarer au duc François que la bonté de César était prête à lui pardonner tous les torts qu'il pouvait avoir s'il s'en remettait pleinement à lui. Le duc répondit qu'il n'avait jamais eu l'intention d'offenser César ; que les crimes qui lui étaient imputés étaient tout simplement l'effet d'intrigues ourdies par le marquis de Pescara ; que s'il avait été ennemi de l'Empereur il n'aurait pas remis entre ses mains les places les plus importantes de son duché. Quant à s'abandonner entièrement à la discrétion de César, il n'était plus en son pouvoir de le faire. C'était, en effet, pour avoir été traité outrageusement par ses lieutenants, qu'il s'était vu forcé de recourir à la protection du Pape, des Vénitiens et des autres princes, ses amis, sans la participation desquels il ne pouvait, maintenant, disposer ni de sa personne, ni de ses possessions.

Don Ugo régliqua qu'il ne pouvait aucunement douter de la bonne volonté de César, dont l'intention était de faire examiner sommairement par le protonotaire Caracciolo, ami du duc, les accusations portées contre celui-ci : en cela, le seul but était de lui rendre ses états après une entière justification.

Sforza, voulant éprouver si les instructions données par César lui étaient véritablement favorables ou non, requit Moncada de faire, avant tout, lever le siége du château, avec la condition que, de part et d'autre, rien ne serait changé à l'état présent des choses. Moncada était autorisé à le faire, mais ayant vu à quelle extrémité le duc était réduit, il refusa d'obtempérer à cette demande, pensant que la reddition de cette importante forteresse ne pouvait tarder. Le duc conclut de ce refus que cette négociation n'était qu'un de ces leurres familiers aux Espagnols (1). De son côté, Moncada, voyant que son entrevue avec Sforza n'avait eu aucun résultat utile à l'accomplissement des desseins de César, résolut cependant de s'en faire un titre pour établir vis-à-vis du Pape et des Vénitiens sa mission de négociateur.

De Milan il se rendit donc à Rome en qualité d'envoyé extraordinaire de Charles. Comme c'était un homme adroit, avisé, habile à persuader, il se tenait assuré de mener à bonne fin auprès du Pape la commission dont il était chargé. Déjà, en quittant Milan il avait laissé aux habitants de cette ville l'espérance que la paix ne pouvait manquer de se conclure. Il avait aussi écrit en ce sens au sénat de Venise, afin que celui-ci donnât à son orateur les pouvoirs pour traiter. Mais il perdit son assurance quand, poursuivant sa route vers Rome, il rencontra dans les environs de Bologne le comte Guido Rangoné et Vitello Vitelli, lieutenants du Pape, à la tête de forces imposantes qui se dirigeaient vers le Parmésan. Déjà, à son passage en Lombardie, il avait trouvé l'armée impériale bien plus faible qu'on ne le supposait en Espagne; il en rendit de suite compte à son maître, en l'exhortant à la paix, car il ne voyait pas le moyen d'avoir, avec la promptitude nécessaire, les secours qui eussent permis d'avoir des forces équivalentes à celles des ennemis. Par une prévision du même genre les chefs impériaux qui commandaient à Milan et à Pavie, ayant approvisionné et fortifié, autant qu'il leur était possible, Alexandrie, Lodi et Crémone, conduisirent la meilleure partie

(1) « Per la qual cosa il duca fece concetto che questo negoziato fosse una delle solite spagnolate. »

de leurs troupes à Milan, se flattant d'y pouvoir résister à toutes les attaques, malgré que le peuple de cette ville leur fût contraire et désirât vivement délivrer son duc.

Arrivé à Rome, Moncada fut par l'ambassadeur, duc de Sessa, introduit près du Pape, à qui il exposa, d'une façon hautaine, que si Charles, par suite de sa bonté, préférait par inclination la paix à la guerre, cependant il était également prêt pour l'une ou pour l'autre, selon que l'exigeraient les circonstances ; que Sa Sainteté pouvait donc choisir l'une ou l'autre. A quoi le Pontife répondit en peu de mots : qu'il regrettait que cette mission eût été aussi tardive, mais que les mauvais procédés des lieutenants de l'Empereur ne lui avaient laissé d'autre alternative que de contracter avec les autres princes des engagements pour la défense de l'Italie. Malgré cette réponse, Moncada et le duc de Sessa retournèrent, le jour suivant, chez le Pape, et, spécifiant plus clairement les intentions de l'Empereur, ils ajoutèrent que le seul but de cette mission était de rendre à François Sforza le duché de Milan, à condition, cependant, que le château de Milan fût remis en dépôt entre les mains du protonotaire Caracciolo, qui devait prendre connaissance de la cause, non point pour faire une véritable procédure, mais un examen sommaire et tel que l'honneur et la réputation de l'Empereur fussent sauvegardés et qu'il pût également terminer à l'amiable ses différends avec les Vénitiens. Ils ajoutèrent que, comme on en était autrefois convenu avec Sa Sainteté, on ferait sortir de Lombardie l'armée qui y avait pris ses quartiers. En échange, le seul désir de César était que le Pape se portât comme médiateur pour terminer la contestation qui s'était élevée entre lui et le roi de France.

Le Pontife répondit que le monde entier avait pu connaître la peine qu'il s'était donnée pour ramener l'Italie à l'état de calme où elle avait été autrefois, et qu'il n'avait rien négligé non plus pour se conserver l'amitié de César ; jamais aussi il n'avait désiré de meilleures conditions que celles qu'on venait aujourd'hui lui offrir : toutes les conventions arrêtées, toutes les négociations commencées avec les ministres impériaux en offraient l'incontestable témoignage. Il ne pouvait donc voir maintenant sans déplaisir et sans regret que ces mêmes conditions, si longtemps, si obstinément refusées, on vînt les lui offrir d'une manière si intempestive et dans un moment où il n'était plus libre de les accepter ; et cela, non par sa faute, mais parce que César, ayant tardé trop longtemps à accéder

aux justes demandes qu'on lui faisait, lui-même, en voyant le château de Milan réduit à l'extrémité, avait dû, en sa qualité de père commun des fidèles, pourvoir à la sûreté de tous et se liguer avec le roi de France, sans l'assentiment duquel il ne pouvait, maintenant, prendre aucune détermination.

Don Ugo employa vainement, à plusieurs reprises, tous les efforts de son éloquence pour démontrer au Pape qu'il pouvait prendre quelque biais pour se dégager de sa parole et faire avec lui un nouvel accord. Moncada, convaincu de l'inutilité de sa peine, quitta Rome avec les capitaines impériaux qu'il avait amenés avec lui. Déjà, avant son départ, mécontent et confus, il le devint bien plus encore en apprenant que François Guicciardini, lieutenant général des armées pontificales à Plaisance, avait intercepté des lettres écrites par Antoine de Leyva et le marquis del Guasto au duc de Sessa et à Moncada lui-même. Ces lettres parlaient des mauvaises dispositions du peuple milanais envers les impériaux, de l'impossibilité de résister aux forces de la ligue avec le peu de provisions que l'on avait. Elles le pressaient de conclure la paix et de leur en donner avis sans perdre de temps, et, en somme, elles montraient de la manière la plus vive en quelle situation périlleuse ils se trouvaient, eux et toute l'armée de César.

Mais si les impériaux étaient remplis de crainte, le duc d'Urbin ne l'était pas moins de son côté à cause du peu de fond qu'il faisait sur les milices italiennes. Il était seulement capitaine général des armées vénitiennes, mais comme il n'y avait, en ce moment, parmi les confédérés personne dont l'autorité supérieure et prépondérante pût diriger l'ensemble des opérations de cette campagne, le Pape consentit à ce que le duc d'Urbin eût aussi sous sa dépendance l'armée pontificale. Le Pape fut en cela entraîné par sa mauvaise destinée, car, à plusieurs reprises, on lui avait déconseillé un pareil choix.

Le duc d'Urbin avait conçu une si haute idée de la bravoure des Allemands et des Espagnols, il avait, au contraire, une défiance si injurieuse de celle de la milice italienne, il montra de telles appréhensions dans la manière dont il disposa les forces vénitiennes, que non-seulement il ne voulut pas se loger dans le voisinage de l'Adda, conformément aux instructions qu'il avait reçues, mais il ne voulut pas même passer l'Oglio, de peur d'être attaqué par les impériaux. Dans cette pensée, et pour

mieux s'assurer contre toute tentative de leur part, il pressa Guicciardini, lieutenant du Pape, de faire passer le Pô à l'armée pontificale du côté de Crémone, afin qu'en se joignant aux Vénitiens ils pussent s'avancer ensemble jusqu'à l'Adda, s'appuyer à cette rivière et s'y fortifier jusqu'à l'arrivée des Suisses, qu'on avait demandés.

L'armée du Pape se composait de six cents lances (1) sous le commandement du comte Rangoné, et de huit mille fantassins sous les ordres de Jean de Médicis, homme jeune encore, mais unissant au plus haut degré la prudence et la hardiesse. Et plût à Dieu qu'il eût vécu quelques années de plus, et que la défense de l'Italie eût tout entière reposé sur lui : non-seulement il eût fait apparaître dans tout son jour combien le duc d'Urbin se trompait en faisant si peu de cas de la milice italienne, mais aussi Rome et les villes de la Toscane auraient été exemptes des terribles secousses qu'elles ont éprouvées après sa mort.

Guicciardini, cédant aux instances du duc, fit sortir ses troupes de Plaisance et les conduisit à Chiari, où François-Marie s'était établi avec les troupes vénitiennes.

Pendant ce temps-là, les chefs de la ligue voyant le mauvais état des affaires dans le duché de Milan, firent diverses tentatives pour exciter un soulèvement à Lodi, que le marquis de Pescara avait trouvé le moyen de mettre aux mains des impériaux. Les exigences et l'insolence du colonel Maramus, qui occupait cette ville avec quinze cents Napolitains, les rendaient aussi odieux aux habitants de Lodi que les Allemands et les Espagnols pouvaient l'être aux Milanais. C'est pourquoi Pierre de Pésaro, provéditeur de l'armée vénitienne, et Louis Vistarino, gentilhomme lodésan, s'étant abouchés, il fut convenu entre eux que la ville serait livrée à la ligue. Pour l'exécution de ce projet, Jean-Baptiste-Malatesta Baglioni, capitaine vénitien, devait, le soir de la nativité de Saint Jean-Baptiste, avec trois mille fantassins choisis, s'approcher des murs de Lodi du côté du bastion qui regarde Milan et Pavie, et c'était par là que Vistarino était convenu de l'introduire dans la ville. Au moment marqué, Baglioni s'approcha, en effet, des murailles. Vistarino, qui, comme capitaine dévoué aux impériaux, avait sous ses ordres un certain nombre d'habitants, vint, accompagné de quelques hommes d'intelligence avec lui comme pour

(1) Le texte porte en chiffres six mille lances. C'est une erreur manifeste. Guicciardini parle de six mille hommes de pied, et Rossi a tout récemment accusé ce même nombre. Peut-être, dans l'intervalle, y avait-on joint quelque corps de cavalerie.

inspecter ce poste qui n'était gardé que par cinq ou six soldats ; et ayant vu que Baglioni était arrivé tout à point avec sa troupe, Vistarino, sous prétexte que le mot d'ordre avait été mal donné par les sentinelles, chercha querelle à ceux qui gardaient le bastion. Au bruit des armes et des cris des soldats attaqués, diverses bandes arrivèrent tant d'un côté que de l'autre, et le nombre des combattants grossissant toujours, la mêlée devint de plus en plus acharnée et sanglante. Mais au moment où Vistarino, accablé par le nombre et affaibli par les blessures qu'il avait reçues, était repoussé presque en dehors du bastion, Malatesta, arrivant à son secours, monta rapidement sur le bastion et, de là, gagna sans obstacle le sol même de la ville. Maramus accourut, mais ce fut en vain : voyant l'ennemi en force dans l'intérieur de la ville, il fut contraint de se retirer dans la citadelle et d'abandonner à Baglioni la ville ainsi que les logements de sa troupe, dans lesquels on fit beaucoup de prisonniers et un riche butin.

François-Marie, instruit de la prise de Lodi, s'empressa d'y envoyer bon nombre de soldats, afin que si les impériaux tentaient, au moyen de la forteresse restée en leur pouvoir, de reprendre la ville, cela leur devînt au moins très-difficile.

La prise de Lodi ayant été immédiatement connue à Milan, le marquis del Guasto partit avec quelques cavaliers et trois mille fantassins espagnols, commandés par Jean d'Udina, capitaine connu par sa hardiesse. Arrivés à Lodi et introduits par la porte de secours dans l'intérieur de la forteresse, le marquis, persuadé qu'une prompte attaque pouvait seule empêcher l'ennemi de s'établir dans sa nouvelle conquête, lança sa troupe contre les Vénitiens, qui, d'abord, saisis de frayeur, s'étaient cependant réunis en bon ordre sur la place de la ville, où s'engagea une lutte acharnée. Mais ayant découvert que les ennemis étaient en beaucoup plus grand nombre qu'il ne l'avait supposé, pensant, d'ailleurs, que le duc d'Urbin s'approchait avec le gros de son armée, le marquis fit cesser le combat, et, ayant laissé dans la forteresse un nombre de soldats suffisant, s'en retourna rapidement à Milan.

Bien des gens jugèrent très-sévèrement cette retraite du marquis del Guasto : ils affirmaient que les Vénitiens, se trouvant fatigués de la marche qu'ils venaient de faire, si le combat s'était prolongé Lodi eût été facilement repris. Il leur semblait qu'au moins on n'eût pas dû s'en aller avec la même rapidité qu'on était venu. D'autres le blâmaient, non sans

quelque fondement, d'avoir abandonné une victoire à moitié obtenue, parce que les Vénitiens étaient sur le point de se diriger vers la porte par où ils étaient entrés, mais, cette fois, avec l'intention de sortir de la ville. Ceux qui sont à la tête des armées sont en butte à des accusations de ce genre toutes les fois qu'ils ne réussissent pas dans leurs entreprises, mais si nous examinons mûrement la chose, nous trouverons le marquis non-seulement exempt de blâme, mais encore digne de louange. Du moment qu'il avait vu que sa promptitude à secourir Lodi et à y rentrer avait été inutile, que la défense de l'ennemi était beaucoup plus vive et plus prolongée qu'il ne l'avait calculé, il jugea, conformément aux règles de la prudence et de l'art militaire, qu'il ne devait point s'obstiner davantage dans cette entreprise qui l'eût exposé à éprouver, d'un autre côté, un bien plus grand dommage, et, pour une place moins importante, risquer la capitale même de l'état. Pour reprendre Lodi il ne convenait point d'abandonner Milan, où le peuple, plein de haine pour les Espagnols, était toujours au moment de se soulever contre eux.

Déjà, lorsque Lodi, peu d'heures auparavant, avait été surprise par l'ennemi, il y avait bien de la hardiesse à dégarnir Milan, d'autant plus qu'on pouvait croire que, conformément aux données les plus élémentaires de l'art militaire, le duc d'Urbin se serait, par une marche rapide, porté sur cette ville et l'aurait attaquée avec toutes les forces de la ligue. Il fut blâmé par tout le monde d'avoir laissé passer une telle occasion, car la fortune ne se montre pas toujours en face; le tour de la roue nous la présente sous des aspects divers, et l'occasion devient chauve quand on n'a pas su la saisir. Par suite donc de toutes les chances périlleuses qui pouvaient survenir le marquis agit prudemment en abandonnant Lodi pour sauvegarder Milan.

Mais, en ce moment, le duc d'Urbin attachait plus d'importance à la possession de Lodi qu'à toute autre conquête qu'il eût pu faire. Cette ville étant à une égale distance de Milan et de Pavie (et formant un des bouts d'un triangle équilatéral de 20 milles sur toutes ses faces), il pouvait de là se transporter à volonté et sans obstacle sur l'une ou l'autre de ces villes.

Ayant adopté cette idée, François-Marie, pour mieux assurer le fruit de sa victoire, fit placer de l'artillerie autour du château de Lodi pour le battre en brèche dans le cas où il ne se rendrait pas. Mais, Maramus, enfermé dans ce château dépourvu de vivres et trop petit pour contenir la

garnison qui l'occupait, attendait du secours non pour prolonger sa résistance, mais pour protéger sa retraite. Effectivement, la nuit suivante il sortit du château avec toute son infanterie, escorté par de la cavalerie envoyée à cet effet de Milan, et qui le conduisit jusque sous les faubourgs de cette ville.

La prise de Lodi, tout en donnant aux alliés de grandes facilités, ne fut cependant pour eux d'aucun avantage réel. Elle leur permettait, surtout, de pouvoir, sans obstacle et en toute sécurité, s'avancer jusque sous les murs de Milan. Elle fut sans résultat en ce sens qu'après un premier assaut infructueux, à cause de la vive résistance qu'on y rencontra, François-Marie s'intimida tellement qu'il fit faire volte-face à son armée (ce qui le fit blâmer et accuser de trahison) (1). Il perdit ainsi l'occasion d'une victoire facile et certaine.

Le jour suivant, l'armée du Pape, qui avait ses quartiers à San Martino, se trouvant réunie à la porte de Lodi avec les Vénitiens qui logeaient au vieux Lodi, les chefs de ces deux armées résolurent de battre la grande route pour s'avancer jusqu'à Milan du côté de la porte de Como, pensant de ce côté pouvoir plus facilement secourir le château et donner la main aux Suisses, qu'on attendait dans cette direction. L'armée se mit en marche : elle se composait d'environ vingt mille fantassins, mille cinq cents lances et autant de cavaliers armés à la Bourguignonne (ou, comme on dit aujourd'hui, des *cuirasses*). Du vieux Lodi, point de départ, on se rendit à Marignano, qui n'est distant de Milan que de onze milles. Un conseil de guerre s'étant tenu en cet endroit, le duc d'Urbin émit l'opinion qu'on devrait y attendre les Suisses ; mais, comme on n'avait aucune certitude de leur arrivée, les autres chefs furent d'avis que, le château se trouvant réduit aux dernières extrémités, il ne fallait plus différer de le secourir.

Contrairement à l'opinion de François-Marie les chefs de l'armée pontificale et les chefs vénitiens se promettaient une victoire certaine, car ils avaient su que dans Milan il n'y avait pas plus de trois cents chevaux, trois mille fantassins allemands, et peut-être cinq mille Espagnols. On pouvait donc arriver en bon ordre, et sans courir aucun péril, jusque sous les murs de Milan, le pays étant par sa nature tellement fort, qu'on se trouverait en sûreté dans tous les lieux où l'on voudrait camper. En second lieu, il n'était pas vraisemblable que les impériaux,

(1) « Fatto voltare indietro l'esercito, non senza sua nota e biasimo. »

se trouvant en si petit nombre, voulussent faire des sorties dans la campagne contre une armée si nombreuse, et surtout dans un moment où ils avaient à tenir en respect les Milanais, à occuper des postes nombreux, et à continuer le siége du château. En outre, il leur fallait garnir les murs de la ville, qui embrassaient un vaste circuit; c'était indispensable pour parer aux attaques qu'on pouvait raisonnablement attendre de plusieurs côtés. Les généraux alliés savaient que l'armée de la ligue, quoique composée de gens ramassés à l'aventure, comme disait François-Marie (1), comptait cependant un grand nombre de vieux soldats, et qu'elle était, en ce moment, commandée par les capitaines italiens les plus renommés. Leur confiance se fondait encore sur ce que les murs de Milan devaient se trouver ouverts en plusieurs endroits, les fortifications n'ayant pas été remises en leur premier état par suite de l'avarice ou de la négligence des impériaux, qui, faisant peu de cas de cette ceinture extérieure, se contentaient de pourvoir à la sûreté de la ville. Dès lors, les faubourgs qu'on pouvait occuper sans coup férir promettaient à l'armée de la ligue des logements commodes et sûrs.

Même en admettant que les impériaux occupassent la ville en nombre suffisant, il leur serait impossible de la défendre contre ceux qui seraient maîtres des faubourgs, car les murailles de la ville, déjà très-faibles par elles-mêmes, étaient, de distance en distance, interrompues par un grand nombre de maisons, qui, y étant jointes, en formaient la continuation à l'extérieur, en même temps qu'elles en paralysaient la défense. De plus, les faubourgs dominaient la ville, et enfin le château était occupé par le duc Sforza, allié des assaillants.

Par contre, le duc d'Urbin, dont les visées étaient tout à fait opposées à celles des autres capitaines de la ligue, ne trouvant point d'autre raison pour soutenir une opinion contraire à toutes les règles de l'art militaire, se faisait comme un bouclier (2) du peu d'estime qu'il avait pour la milice italienne, la mettant tellement au-dessous de la milice espagnole, qu'il prisait un soldat espagnol plus que dix soldats italiens. Je n'ai pas besoin de faire remarquer combien les faits mêmes que je viens de raconter montrent à quel point François-Marie était en dehors de la vérité; comment lui-même oubliait toutes les convenances et les lois militaires en offensant ainsi l'armée sous ses ordres, et en même temps

(1) « Quantunque fosse composto di gente avventizia diceva Francesco Maria. »

(2) « Si faceva scudo della poca stima che faceva della milizia italiana. »

tous les Italiens, que la renommée elle-même a pris soin de défendre en leur assignant un rang supérieur à celui de toutes les autres nations européennes, puisque l'Europe a été conquise par eux.

Ainsi, dans la prise de Lodi, je dis que si la valeur du capitaine fut digne d'éloges, la milice sous ses ordres le fut également. Sans avoir égard à la fatigue causée par une longue et difficile marche de nuit, à peine arrivée auprès de la ville, elle franchit le bastion, dont elle force les défenseurs à se retirer précipitamment dans la citadelle. Puis, sans avoir le temps de se reposer, ni de se rafraîchir, elle combat valeureusement les trois mille Espagnols du marquis del Guasto, les oblige à reprendre honteusement, en toute hâte, le chemin que, peu auparavant, ils avaient suivi le cœur plein de pensées orgueilleuses et avec la persuasion qu'ils allaient mettre les Italiens en fuite et reprendre la ville.

Ne peut-on pas aussi regarder comme un démenti suffisant donné au duc d'Urbin l'expérience faite par lui-même lorsqu'il reconquit son état d'Urbin ; car dans cette entreprise les Italiens eurent le principal mérite, et les Espagnols n'en eurent que la moindre part.

Aussi, malgré ces exagérations de François-Marie, Guicciardini, lieutenant du Pape, Pésaro, provéditeur des Vénitiens, et tous les autres chefs de la ligue, furent d'avis de marcher sur Milan. Par suite de cette délibération, l'armée confédérée partit de Marignano et se rendit à Castel San Donato, distant de quatre ou cinq milles de Milan. Mais, comme François-Marie n'était venu là que pour contenter les autres généraux, on conçoit le peu de réussite qu'on pouvait attendre d'une entreprise exécutée contre la volonté du général en chef.

Le duc d'Urbin s'étant arrêté un jour à San Donato (c'était le 3 juillet), se transporta, le jour suivant, à un demi-mille plus avant, en repartit le lendemain, et prit position à trois milles de Milan, en un lieu naturellement fort, en dehors du grand chemin, et à droite de San Martino. Il s'y logea, et toute l'armée campa en cet endroit malgré les escarmouches continuelles de l'infanterie espagnole, qui cherchait à l'en empêcher. Le jour suivant, cinq enseignes suisses arrivèrent au camp des confédérés ; cinq autres devaient les rejoindre d'un moment à l'autre, et d'autres devaient les suivre à très-peu de distance.

Sur ces entrefaites, le duc fut informé soit par des gens de passage (*passagieri*), soit par ses hommes de confiance, de l'état où se trouvaient réduits les impériaux dans la ville de Milan. Il sut que, s'attendant à

l'assaut, ils se disposaient à sortir, au moment de l'attaque, par la porte qui mène à Pavie, et qu'à cet effet ils avaient déjà chargé leurs bagages sur des chariots. Tout le monde dans l'armée vit alors clairement qu'il n'y avait pas de temps à perdre. Le conseil de guerre s'étant assemblé, la première opinion émise fut qu'il fallait marcher directement au secours du château, les tranchées faites pour le cerner n'étant pas fortes et devant être à coup sûr emportées. Mais le duc d'Urbin voulut que l'armée s'avançât seulement jusqu'aux faubourgs de Milan, donnant pour raison que la prise de ces faubourgs lui donnerait une plus grande facilité pour secourir le château, et qu'il serait, au contraire, long et périlleux de marcher avec l'ensemble nécessaire, en dehors des routes, dans un pays plein d'obstacles, tandis qu'en conduisant l'armée vers la porte Romaine, il serait toujours maître de se tourner vers le côté qui lui paraîtrait le plus avantageux. Et, bien que le lieutenant du Pape et les autres capitaines persistassent dans leur avis, celui du duc prévalut, et en conséquence, le 7 juillet, il fit avancer l'armée vers Bufaletto et Pilastrelli, à un demi-mille de Milan, et s'y logea lui-même, dans l'intention de prendre le parti que lui indiqueraient les mouvements de l'ennemi. Il tenait pour certain que les impériaux, voyant l'armée si proche, ne se risqueraient point à défendre les faubourgs, surtout aux approches du soir.

Or, dans la nuit même qui avait précédé cette marche en avant de l'armée confédérée, le duc de Bourbon était entré à Milan avec six cents Espagnols, qu'il avait, peu auparavant, amenés à Gênes sur six galères d'Espagne. A Gênes, il avait touché 100,000 écus, montant de lettres de crédit, et destinés à la solde de l'armée impériale. Personne, dans le camp de la ligue, ne connaissant encore cette arrivée, le duc d'Urbin, soit qu'il en eût été informé, soit pour toute autre cause à lui seul connue, suspendit la marche en avant qui avait été décidée. Cela commença à mettre de la confusion dans les ordres donnés, et les autres chefs conçurent de sinistres pressentiments en voyant la manière de commander de François-Marie. Et véritablement, si je m'en rapporte à ce que l'expérience m'a appris lorsque dans ma jeunesse j'exerçais le métier des armes, rien n'est plus pernicieux qu'un commandement contraire aux dispositions arrêtées dans un conseil de guerre. En effet, si pour disposer les gens à tenter une entreprise il faut user de persuasion, en démontrer la possibilité et les avantages (et par exemple le butin qu'on doit y faire,

et autres choses de ce genre), que dira-t-on d'un général qui, sans en instruire l'armée, et contrairement à ce qu'elle désire, manœuvre d'une manière toute contraire à ce qui avait été arrêté (1).

Mais revenons à Bourbon. Trouvant en Lombardie les affaires de César en si mauvais état, il ne put cacher le dépit qu'il en ressentait, et dit, un jour, avec une liberté de langage tout à fait française, que l'Empereur lui avait donné un état qu'il avait déjà perdu, et non un état qu'il possédât encore (2). Néanmoins, pour ne point achever de ruiner ses propres affaires en même temps que celles de César, et pour ne point perdre les faibles espérances qu'il pouvait conserver, il fit répandre par la ville le bruit qu'à son départ d'Espagne il avait entendu dire qu'une puissante armée était dans divers ports de ce pays toute prête à faire voile pour l'Italie, et que lui-même avait laissé à Gênes des lettres de change pour une grosse somme destinée à lever en Allemagne une nombreuse armée. En même temps, il s'ingéniait à tenir en suspens nobles et plébéiens (3), tantôt les remerciant au nom de César de leur fidélité, tantôt leur promettant des récompenses, cherchant, de cette manière, à adoucir et à faire oublier tout ce qu'avant son arrivée on avait souffert d'indignités de la part des capitaines espagnols et des autres.

Cependant, le duc d'Urbin, qui s'était montré jusque-là opposé à l'entreprise de Milan, était passé maintenant d'une grande crainte à une confiance extrême. Causant avec Guicciardini et Pésaro, il leur annonça d'avance une très-heureuse journée : « car, disait-il, si les ennemis sortent de la ville pour nous combattre (ce que je ne crois pas), ils seront indubitablement vaincus. S'ils ne sortent pas, il est certain qu'ils se retireront à Pavie, ou tout au moins que, renonçant à défendre les faubourgs de Milan, ils se renfermeront dans la ville, qu'il est impossible de défendre si l'on n'est point en possession des faubourgs. » Et n'importe celle des trois éventualités qui pourrait survenir, il regardait comme certain le succès de l'entreprise. Mais les choses tournèrent tout autrement qu'il ne l'avait supposé. Le même jour, 7 juillet, ayant fait sortir l'armée de ses campe-

(1) « Perocchè se a volgere gli animi ad una impresa si richiegono persuasioni, dimostrazioni, speranza di ricche prede e simili : che diremo se il capitan generale in un punto senza rederne consapevole l'esercito, et contra il suo voto, opera diversamente da quanto erasi stabilito. »

(2) « Trovate questi le cose di Cesare tanto infiacchite in Lombardia, non potendo dissimulare il cordoglio che ne sentiva, si espresse un giorno con francese libertà che Cesare gli aveva donato uno stato piuttosto perso che possedute. »

(3) « E si nobili e si plebei s'ingeniava tenere a bada. »

ments, il la dirigea du côté des faubourgs, avec l'espérance certaine de s'en rendre maître. En même temps, il envoya quelques escadrons d'hommes d'armes vers la porte Romaine et la porte Tosa. Mais, dans cette partie des faubourgs, où se portait le principal effort des Italiens, les Espagnols, bien que disposés à se retirer plus qu'à se défendre, voulant cependant se ménager une retraite sûre dans la ville, combattirent avec beaucoup de valeur. Le duc d'Urbin, rencontrant de ce côté une résistance beaucoup plus grande qu'il ne l'avait supposé, se vit dans la nécessité de recourir à de nouveaux moyens. Il fit placer en face de la porte Romaine trois canons, par lesquels cette porte fut enfoncée sans qu'on eût essuyé une grande perte, car il avait suffi de démonter un fauconneau qui pouvait empêcher de donner l'assaut. Alors il fit mettre pied à terre à un certain nombre d'hommes d'armes et les lança pour engager le combat à cet endroit, tandis que l'infanterie s'approchait des murs pour tenter l'escalade. Mais comme le duc, trouvant l'heure trop avancée, n'était pas entièrement décidé à donner l'assaut général, l'attaque de cette journée dégénéra en petites escarmouches où l'on peut dire que les assiégés eurent l'avantage, puisqu'il y eut dans l'armée de la ligue plus de quarante fantassins tués et beaucoup de blessés.

Cette résistance et le jour qui tirait à sa fin déterminèrent le duc à cesser l'attaque et à donner l'ordre de la retraite, se réservant de recommencer l'assaut le lendemain, à l'aube du jour. La chose étant ainsi arrêtée, il ordonna que l'armée se logerait pour la nuit sur les lieux mêmes qu'elle occupait, ce qui ne s'exécuta point sans confusion et sans qu'il en résultât beaucoup d'incommodité. Il plaça en tête une garde nombreuse et laissa les trois canons près de la porte Romaine, où Jean de Médicis avait fait essuyer de grandes pertes aux Espagnols. Le reste de l'armée s'établit presque entièrement sur la droite de la grande route pour être plus à portée d'arriver promptement à l'assaut. Les avis venus de l'intérieur de la ville et les informations prises auprès des prisonniers faits dans la journée s'accordaient pour représenter l'armée impériale comme plus disposée à partir qu'à combattre. Tout faisait donc espérer une victoire sûre et complète.

Mais comme il n'est pas donné à l'homme de connaître l'avenir, tandis que tous les capitaines se plaignaient de la longueur de la nuit qui les empêchait de se trouver en face de l'ennemi et de se rendre maîtres de cette grande et riche cité, cette victoire si hautement promise par le duc

d'Urbin au lieutenant du Pape et au provéditeur vénitien se trouva, au contraire, par la mobilité d'esprit de cet homme, changée en une occasion de honte pour lui et pour les armes italiennes. Les impériaux, ayant attribué à la crainte cette retraite qui faisait abandonner l'assaut commencé, avaient porté des coulevrines sur toutes les éminences d'où ils pouvaient faire du mal aux troupes campées dans le voisinage. Ils osèrent même, pendant la nuit, essayer de s'emparer des canons laissés en batterie devant la porte Romaine ; mais les Italiens chargés de garder les pièces ne reculèrent pas d'un seul pas. Non contents de nous nuire avec leur artillerie, les Espagnols firent diverses sorties pour inquiéter le camp et l'empêcher de prendre du repos. Mais toutes ces tentatives n'eurent aucun succès, car ils ne pouvaient rien contre des gens qui les attendaient les armes en main. Le duc d'Urbin se trouva intimidé par ces attaques, et la frayeur succédant chez lui à la confiance, il se décida, avec une précipitation des plus pernicieuses, à faire abandonner par l'armée les postes qu'elle occupait. Et sans demander aucun conseil, sans même faire part de son projet aux chefs de l'armée du Pape, il donna à l'artillerie l'ordre de partir avec ses munitions, et la fit suivre par l'armée vénitienne. Quand tout fut disposé pour le départ, il envoya auprès de Guicciardini pour lui donner connaissance de ce qu'il avait décidé, et l'exhorta à le suivre avec ses troupes.

On ne saurait exprimer la surprise causée par cette nouvelle au lieutenant et aux autres capitaines de l'Église. Atterrés d'un changement si imprévu, ils s'acheminèrent de suite vers les logements occupés par le duc pour connaître les raisons de ce départ subit et pour le détourner d'une résolution que rien ne motivait. Mais ils le trouvèrent armé et sur le point de se mettre en route. Guicciardini lui ayant demandé la cause d'un si grand changement opéré dans le court espace de la nuit, le duc répondit qu'il était venu sous les murs de Milan pour contenter les autres et contre sa propre opinion; maintenant, il reconnaissait l'erreur qu'il avait commise, et il valait mieux la réparer que d'y persister. Or, il avait pu voir avec évidence le péril où se trouvait son armée, mal établie dans ses quartiers, et dans un grand désordre, et cela à cause du temps qui avait manqué et aussi à cause du peu de valeur de l'infanterie italienne, dont il avait eu la preuve lors de l'attaque tentée contre l'artillerie. Il se tenait donc pour assuré que si l'armée était restée là jusqu'au jour, elle eût été indubitablement mise en déroute. Il lui était pénible, ajou-

tait-il, de renoncer à son entreprise avant même qu'elle ne fût commencée, mais la nécessité où il se trouvait rendait toute excuse superflue. Il ne désespérait point de revenir en meilleure ordonnance ; c'est justement pour ce motif qu'il les exhortait à se conformer sans retard à sa résolution, car si le soleil les trouvait encore aux mêmes lieux qu'ils occupaient ils ne pouvaient échapper à une défaite irréparable ; il fallait donc, pour éviter ce malheur, retourner aux logements de San Martino.

Le lieutenant répondit que, malgré la persuasion où ils étaient tous que le duc agissait conformément aux lois de la prudence, il ne pouvait néanmoins, ni lui, ni les capitaines sous ses ordres, voir le péril qui rendait nécessaire d'abandonner les positions prises sous les murs de Milan ; bien loin de là, cet abandon rendait certaine la perte du château. Avait-il pensé au déplaisir qu'éprouveraient le Pape et les Vénitiens au moment où ils connaîtraient cette démarche, au mépris qui en rejaillirait sur cette armée, au jugement que tout le monde en porterait ?

Quant au désordre qui pouvait exister dans le campement de l'armée, il suffisait, pour y remédier, de s'éloigner à quelque distance, de manière à ce qu'étant hors de la portée des coulevrines espagnoles, on pût se reformer avec un meilleur ordre et s'établir avec plus de régularité. Il termina en disant que tout le monde jugerait que cette retraite avait été décidée sans motif, et exécutée en dehors de toutes les prescriptions de l'art militaire.

En dépit de toutes ces représentations le duc persista dans son projet, et, prenant sur lui la responsabilité du blâme et du déshonneur qui en pourraient résulter, il pressa pour qu'on partît avant la fin de la nuit. Chacun, donc, retourna à ses logements afin de hâter le départ ; on ne s'arrêta point avant d'être arrivé à San Martino. Seul, Jean de Médicis, qui, avec son infanterie, était à l'extrémité du camp, et devait, par conséquent, former l'arrière-garde, ne voulut point quitter son poste avant que le jour n'eût répandu toutes ses clartés, disant que s'il ne s'en retournait pas victorieux, du moins il ne voulait pas s'enfuir honteusement et comme les voleurs qui recherchent les ténèbres. Et l'action de ce vaillant capitaine démontra combien le duc d'Urbin s'était trompé, car personne ne se présenta pour inquiéter l'arrière-garde dans sa retraite.

Non-seulement aucun des impériaux ne sortit en dehors des murs, mais ils furent étonnés au dernier point de cette retraite subite dont ils

ne pouvaient comprendre la raison. Et, comme pour accroître la honte des armes italiennes, bien que le duc eût donné ordre de s'arrêter à San Martino, l'artillerie avait dépassé ce point, et beaucoup d'hommes d'armes étaient presque arrivés à Lodi ; de sorte que pour occuper le poste qui leur avait été assigné il leur fallut revenir sur leurs pas, tant avait été grande leur frayeur que les ennemis ne vinssent les déloger de San Martino.

Mais si les impériaux eux-mêmes furent étonnés, qu'on juge de la confusion du Pape et des Vénitiens, qui, attendant d'un jour à l'autre la nouvelle de la prise de Milan, ne reçurent que celle de cette intempestive retraite. Le Pape, surtout, en fut profondément affligé, car la prolongation de cette guerre le poussait à des dépenses excessives, et qu'il ne pouvait soutenir. Il avait à se défendre à la fois contre les Colonna, contre les ennemis qu'il avait dans ses propres états et contre les Espagnols, qui, occupant Carpi, faisaient journellement des courses sur les terres de l'Église. En outre, il se trouvait en ce moment engagé dans les affaires de Sienne, dont il cherchait à modifier le gouvernement. Il lui était impossible de se maintenir longtemps, sans beaucoup de dépenses, en état de guerre sur tant de points divers. Enfin, Moncada et le duc de Sessa s'étant retirés dans les châteaux que les Colonna possédaient dans le voisinage de Rome, on sentait que de ce côté pouvait provenir, d'un instant à l'autre, quelque mouvement dans Rome même.

Quant à l'état de Sienne, quoique le Pape désirât vivement le changer, cependant il n'était point encore déterminé à le faire par la force des armes. D'un côté, ses conseillers l'y poussaient, alléguant comme motif de l'entreprendre et comme chance de réussite, le grand nombre des bannis et la mauvaise direction donnée au gouvernement du peuple siennois. Ils insistaient sur l'importance qu'il y avait, dans ces temps de troubles, à s'assurer de cet état, sur le dommage qu'il y aurait pour lui à le laisser occuper par ses ennemis. Au contraire, les ministres et les parents de Sa Sainteté la détournaient de cette entreprise, lui démontraient qu'elle avait assez à faire de porter son attention et ses soins sur les embarras que lui apportait la ligue, sans aller s'engager encore dans des choses hérissées de difficultés ; que les espérances fondées sur l'aide des bannis pourraient bien être trompées, comme elles l'avaient été jusqu'alors dans les autres républiques ; et qu'enfin, dans la pénurie d'argent où se trouvait Sa Sainteté, elle ne pourrait faire les préparatifs

nécessaires pour une entreprise de cette importance. Quoique ces raisons fissent sur l'esprit du Pape plus d'impression que celles en sens contraire, elles ne suffirent pas pour changer sa détermination. C'est qu'il avait par-devers lui un autre motif qui le poussait en avant. Un certain capitaine, nommé Jean-Baptiste Palmiéri, qui commandait de l'infanterie à Sienne, avait promis d'introduire dans la ville les troupes de Sa Sainteté aussitôt qu'elles seraient arrivées au pied des murs. Le Pape ayant envoyé deux hommes de confiance pour mieux s'assurer de la chose et fixer les conditions du traité, Palmiéri les dénonça aux magistrats, et dévoila en même temps toute la trame qu'il avait ourdie. Par suite de cela on fit le procès aux deux agents, et ils furent pendus sans aucun égard pour la dignité pontificale. Une si noire trahison avait allumé dans l'âme du Pontife un grand ressentiment, et c'est pour cela qu'il ne voulait point renoncer à continuer cette entreprise si mal commencée.

Le lecteur désire sans doute savoir pourquoi le gouvernement de Sienne était désagréable au Pape. Un citoyen issu d'une des nobles et anciennes familles de cette république, Pandolfo Pétrucci, homme prudent et habile, s'était acquis une grande autorité, tellement que les affaires publiques se déterminaient plus d'après sa volonté que d'après les suffrages de ses concitoyens, exprimés selon l'antique usage. Cela, ainsi que plusieurs autres choses, déplaisait souverainement à Nicolas Borghèse, son beau-père, homme de bon conseil, et qui, déjà avancé en âge, s'était toujours déclaré défenseur de la liberté de sa patrie. Aussi, il se montrait contraire à son gendre non-seulement dans la vie privée, mais aussi dans les assemblées publiques, où il défendait ouvertement contre Pandolfo les coutumes anciennes sur lesquelles était fondé autrefois le mode de gouvernement. Mais Pandolfo, qui aspirait à s'emparer entièrement du pouvoir, grâce à un accord conclu avec les Florentins, avait déjà acquis un haut degré de puissance; ne pouvant supporter de voir ses desseins traversés par son beau-père, il le fit mettre à mort. L'ancien gouvernement ayant été, de cette manière, remplacé par la tyrannie, tant que Pandolfo vécut tout se régla bien plus selon la puissance des partis que selon la justice. Ce n'est pas tout: lorque Pandolfo rendit aux Florentins Montépulciano, il s'ensuivit entre les deux républiques un traité d'alliance pour vingt-cinq ans, par lequel les Florentins prirent l'engagement de maintenir à la tête de la seigneurie

de Sienne non-seulement Pandolfo, mais encore ses fils. Or, après Pandolfo, l'an 1516, Borghèse Pétrucci, un de ses fils, qui, à l'aide des Florentins et de Léon X, gouvernait en prince souverain, fut chassé de Sienne, et remplacé par son frère Alphonse, évêque de....., lié en ce moment d'une étroite amitié avec le Pape, qui le fit cardinal. Mais, ayant conspiré contre la vie de ce même Souverain-Pontife, il fut dépouillé de sa dignité, mis à mort dans le château Saint-Ange, et, par suite, Lattanzio, son neveu, fut privé aussi de l'évêché de Sienne.

Néanmoins, après la mort de Léon X, François Pétrucci, autre neveu du cardinal, ayant, avec l'aide de François-Marie de la Rovère, tenté de recouvrer la seigneurie de Sienne, il fut chassé de cette ville sous le pontificat d'Adrien. Pareille chose advint, l'an 1525, à Fabio, fils de Pandolfo et frère de Borghèse, et qui avait été rétabli dans cette haute position par Clément VII. Son renvoi avait singulièrement offensé le Pontife : aussi, tant qu'il vécut, ne cessa-t-il de favoriser Fabio, et c'est dans ce but qu'il résolut d'entreprendre cette guerre mal commencée, et qui devait finir plus mal encore.

Revenons maintenant aux affaires de Lombardie. Cinq mille Suisses, de ceux engagés par le Pape et les Vénitiens au nom du roi de France, étaient arrivés à Marignano. Ce renfort ne paraissant pas suffisant au duc d'Urbin pour revenir sous Milan, il continua à traîner le temps en longueur, attendant toujours un plus grand nombre de soldats. Les impériaux étaient loin d'imiter son inaction : n'étant plus troublés, ils s'attachèrent avec ardeur à fortifier les faubourgs de Milan, à réparer les bastions, résolus à les défendre avec intrépidité dans le cas où ils seraient de nouveau attaqués par cet ennemi qu'ils avaient appris à mépriser.

Cependant, le château de Milan ayant consommé à peu près toutes ses provisions, était réduit aux dernières extrémités, et ses défenseurs pensaient à se rendre. Toutefois, comme ils étaient encouragés par quelques-uns des chefs de la ligue à attendre un secours qui devait incessamment s'approcher du château et le ravitailler, voulant tenir le plus longtemps possible, ils firent, dans la nuit du 16 juillet, sortir à l'opposite de la ville, et du côté des tranchées, environ quatre cents bouches inutiles : soldats, femmes, enfants. Malgré que les sentinelles ennemies eussent appelé aux armes, ils arrivèrent sains et saufs à Marignano, où le duc d'Urbin, à la tête de son armée, consumait le

temps en vaines délibérations. Les fugitifs donnèrent connaissance tout le monde non-seulement de l'extrémité où étaient réduits les assiégés, mais encore de la faiblesse des tranchées, que des femmes et même des enfants avaient pu franchir, la nuit, sans éprouver aucun dommage. Ils protestèrent, au nom de leur seigneur, que si les chefs de la ligue voulaient sauver cette forteresse il ne fallait pas tarder plus de quatre jours à y introduire des vivres ; qu'autrement les assiégés seraient forcés de subir la loi d'une impérieuse nécessité.

Alors, cependant, François-Marie voyant qu'il n'avait pas d'autre alternative que de se voir entaché d'une éternelle infamie ou d'aller au secours du duc de Milan, se décida pour le dernier parti. Tous les capitaines ayant été appelés en conseil, il fut décidé que l'armée se dirigerait vers le château de Milan, et qu'après s'être emparé des deux monastères de Sant' Angélo et de Sant' Grégorio, situés près des fossés, le reste de l'armée se logerait sous les murs de Milan. La chose ainsi arrêtée, on se mit en marche ; mais la difficulté de conduire l'artillerie à travers un pays difficile, coupé de fossés, de chaussées, fit que l'on resta quatre jours en route, et l'on arriva seulement, le jour de sainte Magdeleine, à l'abbaye de Casaretto. Ce lieu se trouvant très-fort et appuyé à la rivière d'Ambra, le duc changea d'avis et voulut que l'armée s'y logeât. Il plaça son front près de l'abbaye, à la distance d'un peu moins de deux milles de Milan ; il étendit l'aile gauche jusqu'au Naviglio, et la droite jusqu'au pont, de sorte que son centre faisait face à la porte Renza. Bien qu'un tel logement fût très-fort soit par la nature du pays, soit par suite de l'ordre qu'on avait adopté, le duc d'Urbin, pour plus grande sûreté, envoya immédiatement quelques compagnies du côté de Monza, par où il pouvait être inquiété. Et comme on ne voulut pas les recevoir de bonne volonté, il prit cette ville à l'aide de l'artillerie et y fit prisonniers cent fantassins napolitains à qui on en avait confié la garde.

Cependant, comme le château de Milan n'avait plus de vivres, les capitaines de la ligue furent tous d'avis d'y faire, sans retard, entrer des provisions, et d'en faire sortir, par la même occasion, le duc Sforza. Plusieurs d'entre eux s'offrirent pour tenter l'entreprise, désirant montrer ainsi leur valeur et désabuser le duc d'Urbin de la mauvaise opinion qu'il avait d'eux. Et ce ne furent pas seulement les Italiens, mais les Suisses eux-mêmes ; ceux-ci étaient stupéfaits de ce qui se passait sous leurs yeux et n'y pouvaient rien comprendre. Cette guerre avait pour but

de secourir le château de Milan, réduit à l'extrémité, prêt à se rendre, et au lieu de le secourir on perdait le temps à délibérer si on devait le secourir, ou le laisser occuper par l'ennemi. Impatientés de ces lenteurs et de ces irrésolutions (bien qu'ils ne voulussent rien faire qui pût nuire à la réputation d'une si belle armée et à la gloire de tant d'illustres capitaines), ils déclarèrent qu'ils regarderaient comme un affront qu'on ne leur confiât pas immédiatement le soin de porter ce secours, ajoutant que les Helvétiens avaient deux fois pris Milan et qu'ils espéraient bien le prendre eux-mêmes pour la troisième fois.

Mais François-Marie n'avait nullement l'intention de secourir le château. Il avait déjà donné des marques de son mauvais vouloir tantôt en faisant camper l'armée dans d'autres lieux que ceux dont on était convenu, tantôt en changeant les déterminations prises relativement à ce qu'on devait faire. Il trouva enfin l'occasion qu'il cherchait depuis longtemps : pendant qu'il s'attachait à consumer le temps sans aucun profit, il lui arriva un message expédié par ses amis, lui annonçant que le château, manquant de vivres pour cette journée, allait se rendre aux impériaux. En recevant cet avis il se trouva délivré d'une grande peine, et, en présence de tous les autres capitaines, il répondit d'un ton grave, mais où la joie se faisait sentir : « Cette perte du château, si elle est extrêmement fâcheuse pour le duc Sforza, était désirable pour nous. Elle nous affranchit du péril que nous avions à courir pour tenter d'y introduire des vivres. Encourir ces hasards eût été, sans aucun doute, notre perte, et ceux qui croient que cela eût pu tourner différemment font preuve de bien peu de prévoyance. »

A une déclaration si inattendue les autres capitaines de la ligue virent clairement quelle avait toujours été l'intention de François-Marie en les conduisant au siége de Milan, et, dès ce moment, ils augurèrent de ce qu'on pouvait espérer à l'avenir tant qu'il serait à leur tête.

Après ce que nous venons de raconter il ajouta qu'il fallait de nouveau délibérer sur ce qu'il y avait à faire pour cette entreprise de Milan, tout comme si l'on eût été au premier jour où l'on avait à traiter de cette question.

La reddition du château de Milan avait été convenue, quelques jours auparavant, entre le duc de Bourbon et François Sforza, quand ce dernier eut perdu tout espoir d'être secouru. Voici quelles en furent les principales conditions :

« Que le duc François, sans préjudice de ses droits, remettrait entre les mains des capitaines impériaux le château de Milan ; qu'il en sortirait avec tous les siens et irait habiter la ville de Como ; qu'on lui donnerait cette ville ; qu'il la gouvernerait et en aurait les revenus pour son entretien ; et, comme les revenus de Como n'arrivaient pas à 30,000 ducats par an, il lui serait ajouté d'autres revenus pour parfaire cette somme de 30,000 ducats.

« Qu'on lui donnerait un sauf-conduit pour qu'il pût aller plaider en personne sa cause auprès de l'Empereur.

« Que les impériaux payeraient aux soldats qui étaient dans le château de Milan 20,000 ducats, montant de la somme qui leur était due jusqu'à ce jour.

« Que le duc François remettrait Giovanni, Angélo Ricci et le Poliziano entre les mains de Marino Caracciolo, protonotaire, qui examinerait leur conduite en les faisant conduire en un lieu sûr et à leur choix.

« Que le duc François mettrait en liberté l'évêque d'Alexandrie, maintenant prisonnier dans le château de Crémone.

« Et enfin qu'on donnerait à Sforzino Sforza Castel Nuovo, situé dans le pays de Tortona. »

De toutes ces conditions aucune ne fut observée envers le duc. Seulement on le laissa partir avec tous les siens et tout ce qui leur appartenait.

La reddition du château de Milan eut lieu le 24 juillet 1526. Le jour suivant, le duc en sortit avec tous les siens. Beaucoup d'impériaux l'accompagnèrent jusqu'aux fossés auprès desquels était campée l'armée de la ligue. Il passa dans ce camp la nuit du 25, et le 26 il partit pour Como. Mais les impériaux ne voulant point faire sortir la garnison qui occupait cette ville, malgré qu'ils eussent promis de la lui rendre libre, le duc ne se soucia point de se mettre entre leurs mains ; il s'en retourna au camp des alliés et de là à Lodi. Cette dernière ville fut remise volontairement en son pouvoir par les confédérés, et il ratifia de suite, pour son compte, les conventions de la ligue et les engagements pris avec le roi de France par le Pape et les Vénitiens.

Ce fut le jour même de la reddition du château de Milan, ou, pour parler plus exactement, la nuit suivante, qu'eut lieu la déshonorante retraite de l'armée, si on peut donner ce nom à un ramassis de gens sans aveu que le Pape avait envoyés contre Sienne. Avant même d'être atta-

qués ou seulement inquiétés, ils abandonnèrent leurs campements, l'artillerie, les munitions, les bagages, s'enfuirent et se dispersèrent dans les campagnes. Le lendemain du jour où il apprit cette triste nouvelle, Clément apprit celle plus fâcheuse encore de la reddition du château de Milan. Peu après, il fut instruit du progrès des armes turques dans la Hongrie : tout cela l'affligeait beaucoup, et surtout en ce moment où son trésor se trouvait tout à fait à sec. Dans cette conjoncture, bien qu'à l'occasion des incursions dont j'ai parlé, il eût publié un monitoire contre le cardinal Pompée et les autres membres de la famille Colonna, il se décida à prêter l'oreille à Don Ugo de Moncada, lequel, passé maître en fait de fraudes et de tromperies, cherchait à enlacer Clément dans un dédale de négociations, de manière à l'empêcher de prendre les résolutions et les précautions nécessitées par les circonstances. Nous verrons plus tard ce qui en advint.

En ce moment même on délibérait en Lombardie sur ce qu'il y aurait à faire pour qu'une armée aussi nombreuse que celle des alliés ne se consumât pas dans les inutiles loisirs d'un campement. Il est bon de savoir que, le jour même de la reddition du château de Milan, le duc d'Urbin, causant de cet événement avec le lieutenant du Pape et le provéditeur vénitien, dit qu'il était indispensable qu'un capitaine général commandât toute l'armée de la ligue, et que, s'il n'était pas lui-même investi de ce commandement supérieur, il avait résolu de ne plus s'occuper d'autre chose que du commandement de l'armée vénitienne ; qu'ils pouvaient faire part de cela au Pape et à Venise, parce que ce qu'il venait de leur dire était chez lui l'effet d'une résolution bien arrêtée. Guicciardini et Pésaro trouvèrent la demande du duc non moins déplacée qu'exorbitante, surtout dans ce moment où le Pape avait tout lieu de penser que la retraite opérée devant Milan et la perte de ce château avaient tenu à ses mauvaises dispositions et à sa haine pour le Pontife. Néanmoins, pour ne point aigrir l'esprit du duc, Guicciardini crut devoir, en ce moment, le ménager et l'encourager en diverses manières. Mais comme il ne se tenait pas pour satisfait de ce que pouvait lui dire Guicciardini, il fallut que le sénat vénitien envoyât au camp Louis Pisani, sénateur, qui jouissait dans le sénat d'une grande autorité, et dont l'intervention modéra pour quelque temps, mais n'éteignit point l'ambition de François-Marie.

On profita de la présence de Pisani pour délibérer sur ce qu'il y avait

à faire. Il fut arrêté, d'abord, que l'armée resterait dans ses logements de Casaretto jusqu'à l'arrivée des Suisses engagés au nom et pour le compte du roi de France. Ensuite, pour bloquer et assiéger la ville de Milan, comme le duc en avait ouvert l'avis, il fallait partager l'armée en deux corps principaux. Le duc affirmait qu'à cause du manque de vivres la ville se rendrait au bout de trois mois au plus, et que, de cette manière, on l'aurait sans effusion de sang.

Comme à l'ordinaire, les autres capitaines furent d'un avis opposé à celui du duc d'Urbin. Ils objectaient que, dans l'espace de trois mois, les impériaux auraient tout le loisir de faire venir de la Germanie et d'ailleurs de puissants secours, avec lesquels les assiégeants seraient délogés de leurs positions, étant difficile qu'ils pussent s'y maintenir contre l'effort concerté des assaillants du dehors et des assiégés. Ce qu'il y avait de plus sûr était donc de ne point perdre de temps, de mettre à profit le désavantage de l'ennemi, dépourvu en ce moment de vivres et d'argent. Il fallait donner l'assaut à la ville de plusieurs côtés, sans attendre les Suisses levés par le roi de France, dont aucun avis encore n'annonçait l'arrivée comme prochaine. L'armée se trouvait assez nombreuse pour que l'on pût, sans grands obstacles, se rendre maître de Milan, d'autant plus qu'en ce moment même il y avait une grande mortalité parmi les soldats impériaux, et, de plus, les blés et les autres grains de la récolte de l'année étaient encore dans la campagne. Mais toutes ces observations furent inutiles, parce que le duc, n'approuvant point l'avis des autres, voulait toujours faire prévaloir le sien.

Depuis sa sortie de Milan, François Sforza l'avait toujours pressé d'envoyer, sans perdre de temps, assiéger Crémone. Comme la citadelle était au pouvoir de Sforza, celui-ci jugeait que les impériaux ne pourraient tenir longtemps dans la ville. François-Marie était instruit du retard que devait subir l'arrivée des Suisses du roi de France ; il ne pouvait non plus se refuser à reconnaître le dommage apporté par la perte de ce temps aux affaires de la ligue ; aussi, pour complaire au duc de Milan et donner de l'occupation aux capitaines, mécontents de passer leur temps dans l'inaction, il résolut de tenter cette entreprise de Crémone. Et véritablement, s'il eût laissé prendre à sa barbe (*in faccia sua*) le château de Crémone, comme il avait fait pour celui de Milan, je ne sais quel savon aurait pu effacer une pareille tache.

De leur côté, les Vénitiens, à qui le voisinage des Espagnols était fort

désagréable, craignaient qu'il n'en fût du château de Crémone comme de celui de Milan ; c'est pourquoi ils pressaient le duc d'Urbin de reprendre cette ville dont on savait que la garnison ne montait pas à plus de deux cents chevau-légers, cent hommes d'armes et peut-être mille hommes de pied, tant Espagnols qu'Italiens, ayant peu d'artillerie, presque point de munitions, et détestés par le peuple de Crémone.

Par suite de ces instances le duc y envoya Malatesta Baglioni avec trois cents hommes d'armes, trois cents chevau-légers et cinq mille fantassins; mais cette entreprise n'eut pas la réussite prompte et facile de celle de Lodi. Arrivé à Crémone le 6 août, Malatesta fit, la nuit suivante, placer l'artillerie de manière à battre la porte Mussa, regardée comme la plus faible. Il avait l'intention de donner en même temps l'assaut à la ville du côté de la citadelle afin que les impériaux, déjà peu nombreux, étant forcés de se diviser, on pût facilement se rendre maître de la ville ; mais les endroits jugés les plus faibles se trouvèrent, au contraire, très-forts. Les assiégés étaient non moins habiles à réparer les brèches faites qu'obstinés à la défense. Malatesta demanda au duc d'Urbin un renfort d'infanterie. Le provéditeur Pésaro se dirigea de ce côté avec quatre pièces d'artillerie et quatre mille fantassins, parmi lesquels se trouvaient mille Suisses: il avait le projet d'attaquer la ville de deux côtés séparément. Cette tentative n'ayant pas mieux réussi que la première, le duc d'Urbin fut obligé d'abandonner le camp et de venir en personne, avec toute l'infanterie vénitienne, afin de terminer cette expédition. Ayant amené avec lui deux mille pionniers (1) et un grand nombre de pièces d'artillerie, il fit creuser beaucoup de tranchées et élever des cavaliers à l'entour des murailles. Ayant, le 22 septembre, donné l'assaut de plusieurs côtés, il força enfin ces vaillants Espagnols et Allemands à se rendre, non point à discrétion, comme le demandaient les lois de la guerre et le grand carnage qu'ils avaient fait des Vénitiens, mais par suite d'une capitulation, de laquelle, à l'exception de la reddition de la ville, ils n'observèrent aucune condition.

En cette circonstance, on ne manqua pas de dire que si le duc d'Urbin

(1) *Guastatori*. Brantôme traduit ce mot par *pyonniers*, et Du Bellay par *vastadours*.

Le passage de Brantôme porte à croire que c'était un nouvel élément introduit dans la composition des armées. C'est à propos de l'armée du *grand* duc d'Albe qu'il parle de « quantité de pyonniers pour, à la mode des Turcs, remuer de grandes terres et combler des fossez de bois et de fascines. »

avait fait la même diligence sous les murs de Milan, il aurait pris cette ville avec plus de facilité et en perdant moins de monde.

Cette victoire trop chèrement achetée, les retards du duc d'Urbin, la lenteur du roi de France à remplir ses engagements avec la ligue, les soupçons que l'on pouvait concevoir relativement aux desseins du duc d'Urbin, et, enfin, d'autres événements tristes jetèrent dans l'esprit du Pape d'autant plus d'indécision et de perplexité que, n'ayant point d'argent, il voyait cette guerre de Lombardie se prolonger beaucoup plus qu'il ne l'avait supposé, et que, d'un autre côté, il ne voulait point, à l'exemple des autres princes, pourvoir à ses dépenses en faisant peser de nouvelles charges sur ses sujets. Il sollicitait de tout son pouvoir les confédérés de lui fournir, outre les forces de terre, celles de mer nécessaires pour conquérir Gênes et tenter l'entreprise de Naples. Non content d'avoir écrit, il envoya en France Sangat pour presser le Roi, dont la lenteur à agir semblait témoigner peu d'inclination à prendre part à cette guerre. Sangat devait aussi le pousser à attaquer le royaume de Naples. Quoique par les traités conclus par la ligue pendant la guerre de Lombardie on fût convenu de suspendre cette expédition, les Vénitiens consentaient qu'elle eût lieu aussitôt que l'armée française serait arrivée en Italie. Le cardinal Salviati devant quitter l'Espagne, le Pontife lui ordonna de passer en France, d'y séjourner en qualité de légat auprès du Roi très-chrétien, auquel il demandait instamment, entre autres choses, de l'argent.

A la requête qui lui était présentée au nom du Pape le Roi répondit qu'il priait Sa Sainteté de l'excuser si les choses ne marchaient pas aussi vite qu'il l'eût désiré, mais que lui-même se trouvait très-à-court de deniers ; qu'afin de subvenir à leurs communs besoins il suppliait donc Sa Sainteté de lui accorder, pour toute la durée de son règne, un décime sur les revenus ecclésiastiques, parce qu'avec ce secours il pourrait contenter Sa Sainteté et faire marcher les préparatifs de guerre avec une plus grande célérité.

Vers ce même temps l'armée navale vénitienne se trouvant à l'ancre avec celle du Pape à Civita-Vecchia, on reçut l'avis que la flotte française, commandée par Pierre Navarra, était arrivée à Savone, et que cette ville s'était rendue volontairement, ainsi que toute la rivière de Gênes. La flotte française consistait en seize galères légères, quatre galions, quatre moindres bâtiments. Cette flotte, s'étant arrêtée quelques jours dans

le port de Savone, avait capturé plusieurs vaisseaux chargés de grains, qui se rendaient à Gênes. Elle fit ensuite voile pour Livourne où étaient arrivées, venant de Civitta-Vecchia, onze galères du Pape et treize des Vénitiens, et toutes ensemble devaient aller assiéger Gênes par mer. Dans ce but, le 29 août 1526, la flotte du Pape et celle des Vénitiens jetèrent l'ancre à Porto-Fino et la flotte française à Savone. Les alliés pensaient, en occupant ces positions, tenir Gênes étroitement bloquée et s'en emparer sans peine à cause de la grande disette de vivres où l'on s'y trouvait et de l'impossibilité où l'on allait être d'en faire venir par mer.

Mais les choses ne se passèrent point selon leurs prévisions. Les communications n'étant point interceptées du côté de la terre, bien qu'il n'entrât, chaque jour, à Gênes qu'une petite quantité de vivres, il y en avait néanmoins assez pour que l'on ne fût pas obligé de se rendre. Pensant remédier à cet inconvénient, les chefs de l'expédition demandèrent au duc d'Urbin, qui était alors en Lombardie, de détacher quatre mille hommes de pied pour empêcher que la ville ne reçût des vivres par le côté de la terre. Et le duc, tout en promettant le secours demandé, ne voulut pas que l'armée navale eût un meilleur succès que celle de terre: il ne seconda point l'entreprise de Gênes, il n'exécuta point celle de Milan, et ces deux villes ne furent nullement inquiétées par lui.

En ce moment encore il était question d'un rapprochement entre le Pape et le duc de Ferrare par l'entremise des Vénitiens et du roi de France. Ce dernier avait envoyé l'évêque de Bayonne à Ferrare pour faire au duc diverses propositions, et entre autres celle d'accepter Ravenne en échange de Modène et de Reggio. Mais le duc rejetant avec mépris tout accommodement, l'évêque fut obligé de partir sans avoir rien conclu. Cette inflexibilité du duc de Ferrare venait de ce qu'il s'était rassuré en voyant l'armée confédérée se retirer de devant Milan, et aussi des encouragements qu'il recevait, chaque jour, de la part des Espagnols. Cette négociation et les diverses entreprises de l'armée des confédérés nous amènent à l'automne de 1526.

Dans ce même temps, César, quoiqu'il eût l'avantage de ne point dépendre d'autrui, n'avait pas un meilleur succès dans ses négociations politiques. Charles de Lannoy, vice-roi de Naples, était demeuré en France jusqu'à ce moment sans pouvoir rien obtenir relativement à l'accomplissement du traité conclu entre Charles V et le roi François. Lannoy demandait avec instance qu'on le laissât partir pour l'Italie; mais, à plusieurs

reprises, le Roi répondit par un refus absolu, quoique les ambassadeurs des puissances confédérées intercédassent en sa faveur. A la fin, Lannoy ayant demandé son congé à genoux et avec des larmes dans les yeux, on le lui accorda, non pour l'Italie, mais pour l'Espagne. Le Roi le chargea d'une lettre écrite de sa propre main, et dans laquelle il se disait prêt à accomplir toutes les conditions du traité de Madrid, moyennant que la restitution de la Bourgogne fût remplacée par le paiement de deux millions de ducats.

Arrivé en Espagne, le Vice-Roi présenta à César la lettre du roi de France. César, voyant par la lecture de cet écrit s'évanouir toutes les espérances qu'il avait fondées sur l'exécution du traité, tourna désormais toutes ses pensées sur les divers moyens par lesquels il pourvoirait au soin de sa propre réputation. Il ordonna au Vice-Roi de retourner en Italie avec une grosse flotte, sur laquelle on embarqua trois mille Allemands qui tenaient garnison à Perpignan; il y ajouta un pareil nombre d'Espagnols et cent mille ducats destinés à l'armée de Milan. L'Empereur donna plusieurs autres ordres dont l'exécution demandait beaucoup de temps, principalement la levée en Allemagne de troupes destinées à renforcer l'armée de Milan, levée dont il laissait le soin à l'archiduc, son frère, mais pour laquelle il ne lui envoyait point d'argent et ne lui fournissait aucun moyen de s'en procurer. Mais la lenteur dans les mouvements de l'armée de la ligue et le peu de réussite obtenue par elle devaient laisser à César plus de temps qu'il ne lui en fallait pour achever ses préparatifs.

Bien avant tout cela, Vespasien Colonna était arrivé à Rome pour reprendre et mener à fin les négociations de Moncada avec le Pape, et plus particulièrement l'accommodement avec les Colonna. Et Sa Sainteté, ayant cru pouvoir se fier à la bonne foi de Vespasien, arrêta avec lui les conventions suivantes :

« Que les Colonna rendraient, avant tout, Anagni et les autres places enlevées à l'Église depuis le départ du cardinal Pompée Colonna.

« Qu'ils retireraient leurs troupes dans le royaume de Naples et ne pourraient point avoir de soldats sur les terres qu'ils possédaient dans l'état ecclésiastique.

« Qu'ils pourraient se mettre au service de César, n'importe contre qui, toutes les fois qu'il s'agirait de la défense du royaume de Naples.

« Que, de son côté, le Pontife pardonnerait toutes les offenses qu'il

avait reçues de la part des Colonna, et qu'il annulerait le monitoire lancé contre le cardinal Pompée.

« Qu'il n'attaquerait point leurs possessions et ne permettrait pas que les Orsini entreprissent rien contre eux. »

Se fiant sur ce traité, et principalement sur la bonne foi de Vespasien Colonna, qui faisait profession d'un grand attachement pour la personne du Pontife, celui-ci ne s'aperçut point de la déloyauté de cet homme par qui il était indignement trahi. D'ailleurs, préoccupé de mettre dans ses dépenses une économie nécessaire, et sollicité en ce sens par celui qui tenait les clefs du trésor ecclésiastique, Clément ne s'arrêta point aux conseils de ceux qui, ayant une plus longue vue, annonçaient comme imminents les périls que les autres ne voyaient pas même dans un avenir éloigné. Dans son imprudente sécurité, il licencia toute la cavalerie et presque toute l'infanterie qui était revenue de l'expédition de Sienne, à l'exception d'un très-petit nombre d'hommes qu'il envoya tenir garnison dans des lieux éloignés de Rome. Mais ce qui fut surtout funeste, c'est que, renonçant à l'entreprise de Naples, il cessa de s'en occuper au moment où il eût été le plus à propos de le faire. C'est ainsi que la fortune favorisait les vils artifices de Moncada.

Le duc de Sessa était mort à Marino vers le commencement d'août, et c'était à Moncada seul qu'arrivaient maintenant les plaintes des Milanais et le récit des souffrances des assiégés de Gênes. Alors, ne voyant pas d'autre moyen d'arriver à son but, Moncada employa toute l'activité de son esprit à ourdir des trahisons contre le Pontife afin de le réduire à la nécessité de retirer ses forces de devant Gênes qu'elles tenaient assiégée.

Tranquille, et confiant dans l'accord récemment conclu avec les Colonna, le Pape songeait, en ce moment, à aller en personne traiter avec les princes chrétiens pour former une ligue très-puissante contre le Turc, qui venait de remporter une grande victoire où Louis, roi de Hongrie, avait perdu la vie. Non-seulement Sa Sainteté avait déclaré son intention à tous les cardinaux, mais elle avait encouragé chacun d'eux à l'aider de tout son pouvoir pour l'accomplissement de cette grande et excellente œuvre.

Mais ce n'était point de ce côté qu'étaient tournées les intentions des Colonna, et, sans égard pour les engagements qu'ils venaient de prendre, ils ourdirent contre le Pape une des conspirations les plus sacriléges et

les plus infâmes qu'on ait jamais ouï raconter. Le cardinal Pompée, s'abandonnant à son caractère violent et à son désir de vengeance, se concerta avec Moncada, Ascanio Colonna et ce même Vespasien qui lui avait servi d'intermédiaire pour traiter avec le Pape. Ils convinrent que l'on entrerait à Rome, pendant la nuit, pour surprendre le Pape dans le palais apostolique, et qu'après l'avoir tué, on contraindrait les cardinaux par la force des armes et la violence à élire à la dignité pontificale Pompée Colonna, qui, les mains encore ensanglantées par ce meurtre sacrilége, n'aurait pas eu honte, en cas de réussite, d'occuper le siége vacant de Pierre.

Pour l'accomplissement de cet infâme et barbare dessein, pendant la nuit du 20 septembre 1526, s'étant approchés des murs de Rome avec huit cents chevaux et quatre mille hommes de pied, ils occupèrent trois portes de la ville. Ils entrèrent en ennemis par celle de Saint-Jean-de-Latran. On ne s'aperçut de cette invasion qu'au moment où, arrivés, à la pointe du jour, sur le Campo Vaccino, ils se rangèrent en bon ordre devant l'église des Saints Cosme et Damien.

A cette nouvelle inattendue, le Pape, rempli de terreur et d'épouvante, et dépourvu de tout secours, se disposait à imiter l'exemple de Boniface VIII, lorsque, fait prisonnier dans Anagni par le téméraire Sciarra Colonna, revêtu de ses habits pontificaux, le front ceint du diadème constantinien, assis sur le trône de Pierre, ayant à ses côtés les évêques d'Ostie et de Porto, il semblait, dans cette fière attitude, attendre le moment de triompher de ses ennemis.

Cependant les Colonna avaient attendu dans le Campo Vaccino qu'il fît grand jour : voyant alors que rien ne leur faisait obstacle, ils se mirent en marche en bonne ordonnance, et, arrivés au palais Colonna, qui est situé sur la place des Saints Apôtres, ils s'y arrêtèrent.

Les autorités pontificales avaient tenté d'appeler aux armes le peuple romain en faisant sonner par les Conservateurs le tocsin avec la cloche du capitole; mais soit par le peu de cas qu'on faisait des Conservateurs, gens de basse extraction, soit par la crainte qu'inspiraient les ordonnances rigoureuses de Monsignor de Rossi, gouverneur de Rome, contre ceux qui portaient des armes, soit parce que la faction des Colonna était très-nombreuse à Rome, soit, enfin, par toute autre cause, il ne parut aucun homme armé. Ceux qui accouraient sans armes étaient poussés par la curiosité et la nouveauté du spectacle plus que par le désir de secou-

rir la patrie. Et quand les magistrats leur reprochaient de ne pas porter secours à leur ville dans un moment pareil, ils répondaient ironiquement: les uns qu'ils craignaient que, s'ils prenaient les armes, Monsignor le gouverneur ne les fît mettre en prison, les autres qu'ils avaient perdu depuis si longtemps l'usage des armes, qu'ils ne se rappelaient plus comment on s'en servait.

C'est ainsi qu'en matière de gouvernement les excès sont toujours pernicieux dans leurs résultats, principalement quand on prohibe l'emploi de choses dont on peut, plus tard, avoir besoin. Dans une ville comme Rome, où règne le prince des princes chrétiens, bien que la majesté de cette fonction de vicaire du Christ dont le Pape est revêtu doive le garantir contre toute entreprise barbare et sacrilége, je suis persuadé qu'il y a plus de sûreté à éviter les mesures extrêmes et les moyens violents, car il arrive un moment où, pour la sûreté et la conservation de l'état, elles ont un résultat funeste et tout contraire à celui qu'on avait eu en vue. Depuis le temps de Léon X l'usage des armes avait été défendu sous les peines les plus sévères ; la même chose s'était pratiquée sous le pontificat de Clément : aussi, quand il devint nécessaire de les prendre (lors même que le gouverneur eût publié que la permission en était accordée à tout le monde), il ne se trouva personne qui voulût s'en servir pour combattre l'ennemi.

Les Colonna, qui se trouvaient dans leur palais de la place des Saints-Apôtres, où ils faisaient reposer et rafraîchir leurs troupes, entendant sonner la grosse cloche du Capitole, eurent d'abord quelques craintes; c'est pourquoi ils envoyèrent sur-le-champ représenter aux magistrats (1) de la cité que si l'on avait sujet de prendre les armes ce devrait être en leur faveur, puisqu'ils n'étaient point venus pour nuire à Rome, mais pour lui rendre la liberté. En se présentant ainsi comme libérateurs de la patrie ils espéraient non-seulement être garantis de toute attaque, mais aussi attirer le peuple dans leur parti. Les Conservateurs, gens timides et sans expérience, ne surent pas même faire une réponse convenable, ou du moins désarmer les envoyés et prendre les mesures nécessaires pour arrêter les progrès du mal.

Cela enhardit les Colonna. Leur troupe étant rafraîchie, ils dirigèrent

(1) *Al magistrato*, c'est-à-dire à ceux dont la réunion formait le corps constitué pour l'administration de la ville. C'est une locution tout à fait italienne, et que nous retrouverons plus tard.

un bon nombre de fantassins et quelques cavaliers du côté du pont Sixte. En passant sous l'arc de San Spirito ils rencontrèrent Stéphane Colonna, qui, d'après les ordres de Sa Sainteté, avait, au milieu de cette confusion, ramassé précipitamment deux cents fantassins, mais qui, ne pouvant avec si peu de monde barrer le passage à l'ennemi, se retira de ce poste. Alors les Colonna, entrés dans le Borgo Vecchio, s'acheminèrent vers Saint Pierre. Arrivés à cette église, ils la dépouillèrent de ce qu'elle avait d'or et d'argent et en enlevèrent beaucoup d'objets précieux.

De même que Stéphane Colonna, Paul Orsini, fils de Renzo de Céri, était allé offrir ses services au Pape. C'était un jeune homme d'humeur guerrière et qui donnait de belles espérances (1). Il comptait, en parcourant la ville, y rassembler promptement un nombre de fantassins et de cavaliers suffisant pour chasser l'ennemi et délivrer Sa Sainteté du péril où elle se trouvait. Ses offres furent acceptées et on lui donna une bonne somme d'argent pour l'aider à accomplir ses projets. Mais, quelque peine qu'il se donnât, il ne trouva pas un noble ou un plébéien qui voulût se ranger sous son drapeau, tant était grande et générale la haine que les Romains portaient au Pape. L'origine de cette haine remontait au cardinal Ermellino, homme aussi détesté des Romains qu'en faveur auprès du Pontife (2). Justement, peu de jours auparavant, ce cardinal avait persuadé au Pape d'imposer un droit de gabelle sur les vins recueillis dans le territoire, chose aussi désagréable à la noblesse qu'au peuple, car l'entretien des vignes exigeant beaucoup de travail et de dépense, et le vin ayant peu de valeur, ne pouvait supporter ce nouvel impôt (3). Cette cause, jointe à d'autres, avait rendu le Pape odieux à toute la ville, et le peuple, par conséquent, n'était rien moins que disposé à sacrifier pour lui sa vie et sa fortune.

Or donc, comme le Pape était dans le palais apostolique du Vatican, fier, intrépide et décidé à mourir sur son trône, les cardinaux qui étaient auprès de lui le priaient, le conjuraient de renoncer à cette résolution désespérée et de chercher pour sa personne un refuge assuré dans le château Saint Ange. Ils lui représentaient qu'il éviterait par là le crime envers Dieu, la honte et l'opprobre que sa mort violente ferait rejaillir sur

(1) « Giovine bellicoso e di buona espettazione. »

(2) « Tanto era l'odio, che generalmente portavano i Romani al pontefice : odio originato dal cardinale Ermellino, uomo ai romani molesto quanto accetto a Clemente. »

(3) « Essendo il vino romanesco non di gran pregio. » Ce terme de *vino romanesco* est encore en usage à Rome pour désigner tous les vins recueillis aux environs de cette ville.

le Siége Sacro-Saint qu'il occupait (1). Pendant que cela se passait dans la chambre du Pape, on reçut l'avis que les fantassins et les cavaliers qui avaient dépouillé l'église de Saint Pierre de ses ornements sacrés, s'étant joints au reste de la troupe des Colonna, avaient mis en fuite les Suisses préposés à la garde du palais pontifical, et montaient déjà les escaliers pour saccager le palais, comme si, dans cette manière d'offenser Dieu et son Église, il n'y eût point eu de différence entre de pareils hommes et les Turcs qui ravageaient la Hongrie. On était alors à la dix-septième heure du jour (2) : le Pape, tourmenté et cédant aux prières et, en quelque sorte, à la violence que lui faisaient les cardinaux (3), fut, par le corridor qu'avait fait construire Alexandre VI, conduit dans le château Saint-Ange, tandis que les gens des Colonna s'emparaient en toute liberté du palais apostolique et le mettaient tout entier au pillage. Ensuite, ils traitèrent de même beaucoup de maisons et de palais des prélats et cardinaux qui habitaient dans le *borgo Vecchio* et le *borgo Nuovo*. Ces deux bourgs eussent été même entièrement saccagés si la crainte de s'exposer aux coups de l'artillerie du château Saint-Ange n'eût arrêté les pillards, qui, chargés d'un très-riche butin, s'en retournèrent, par le même chemin qu'ils étaient venus, aux diverses maisons appartenant à la famille Colonna.

(1) « Avrebbe evitato l'obbobriosa ingiuria che era per farsi a Dio ed a quella sacrosanta sede ch' egli occupava. »

(2) Au XVI^e^ siècle le système horaire de l'Italie différait essentiellement du nôtre. Il se fondait sur l'idée d'une séparation bien marquée entre le jour et la nuit, distinction d'autant plus naturelle, que dans les contrées méridionales et orientales le coucher du soleil est suivi à peu près immédiatement de la nuit obscure et n'offre rien de semblable à nos degrés de lente transition crépusculaire.

La journée entière se divisait également en vingt-quatre heures ; seulement, la première heure partait du moment où le soleil avait disparu de l'horizon, et l'on comptait sans interruption jusqu'à la vingt-quatrième ; or, comme au 20 septembre le soleil se couche à six heures, la dix-septième heure correspondait à onze heures de la matinée du jour suivant, 21 septembre.

Cette manière de compter les heures, encore conservée dans certaines parties de l'Italie, se rattache par son origine à l'ancienne tradition hébraïque relative à la création du monde.

« Les sept jours des azymes étaient entiers et parfaits, comme tout le monde en convient : le premier commençait au soir du 14, et le dernier finissait au soir du 21. Ils commençaient donc par le soir précédent. Il en était de même du jour du sabbat, qui commençait certainement au coucher du soleil de la sixième férie et finissait au coucher du soleil du lendemain.

« Cette tradition passa des Juifs à l'Église chrétienne, et nous avons encore retenu l'usage de commencer les fêtes vers la fin du jour précédent et de les terminer au second soir ou aux deuxièmes vêpres. Il y a donc lieu d'assurer que le premier jour de la création commença par le soir, et que tous ceux qui le suivirent furent semblables..... Le soir du premier jour fut ce qui devança la naissance de la lumière, et le matin fut le temps où la lumière parut ; ces deux parties composèrent le jour entier, c'est-à-dire cet espace de vingt-quatre heures dont la lumière et les ténèbres occupèrent successivement la moitié. » (*Explication littérale de l'ouvrage des six jours de la création, par l'abbé Duguet*).

(3) « Rimosso e quasi violentato il Papa da' cardinali. »

Tout ce que nous venons de raconter montre combien il est différent pour un prince d'être aimé ou haï de son peuple, principalement dans les états électifs et, parmi ceux-ci, dans les états de l'Église, où tout doit être amour et zèle.

Le Pape, s'étant renfermé dans le château Saint-Ange, qui se trouvait dépourvu de vivres (comme le sont ordinairement toutes les forteresses de l'Église), on vint lui annoncer que les troupes des Colonna s'étaient retirées aux Saints Apôtres et qu'un envoyé de Don Ugo de Moncada venait de sa part demander une audience à Sa Sainteté, mais à condition qu'on garantirait à Moncada une entière sûreté pour sa personne. Don Ugo se sentant coupable d'avoir trempé dans la trahison des Colonna, ne voulait pas mettre le pied dans le château en qualité de ministre de César sans avoir pris auparavant les plus grandes précautions (1).

Le Pape ne désirait pas moins cette entrevue que Moncada lui-même, car si celui-ci était arrivé à ses fins, qui étaient de forcer le Pape à s'allier de nouveau avec César, le Pape était, de son côté, dépourvu de tout ce qui pouvait le mettre à même de résister dans le cas où il surviendrait quelque nouvel incident.

Obligé de fléchir devant l'insolence du vainqueur, il donna en otage, comme répondant de la sûreté de Moncada, ses neveux et cousins, les deux cardinaux Cibo et Ridolfi. Dès qu'ils eurent été remis à Moncada, celui-ci vint au château et se présenta devant le Pontife plutôt en vainqueur qu'en envoyé de son souverain, de la part duquel il proposa des conditions, dont la plupart, insolentes comme à l'ordinaire, se résumaient cependant dans une trêve, qui, vu la négligence honteuse avec laquelle se faisaient les opérations de l'armée de la ligue, était plus que suffisante pour assurer Milan à l'Empereur et pour faire lever le siége de Gênes. Le Pape ayant, en présence des cardinaux, entendu le discours de Moncada, remit au jour suivant la réponse à lui donner.

Don Ugo fut d'autant plus exact à revenir au château au moment convenu que, la veille au soir, ayant voulu faire la revue des fantassins impériaux et de ceux des Colonna (2), ou, pour parler plus exactement, de

(1) « Perocchè sapeva bene don Ugo di avere aderito al tradimento de' Colonnesi, e perciò non si voleva arrischiare a por piede dentro il castello, come ministro di Cesare, se non colla massima cautela. »

(2) « Nelle sera precedente fatta la rassegna de' fanti imperiali e Colonnesi, ossia di quel esercito di ladroni. »

Le mot *Colonnesi* s'applique indifféremment aux membres de la famille Colonna, ou à leurs partisans.

cette armée de voleurs, il se trouva que les deux tiers manquaient à l'appel. Après avoir mis à sac l'église de Saint Pierre et le palais apostolique, ils s'étaient enfuis en divers lieux de la ville. Moncada s'étant présenté devant le Pape, trouva que sa négociation avait réussi au delà de son attente, tant la trêve se trouvait étendue et accompagnée de conditions favorables à l'Empereur (1). En voici le résumé :

Entre Sa Sainteté et César, et tant au nom de Sa Sainteté qu'en celui des confédérés, qui, pendant deux mois, pouvaient participer à cette trêve, si cela leur convenait, il était convenu qu'il y aurait une suspension d'armes de quatre mois. Dans cette suspension d'armes étaient compris non-seulement l'état de l'église et le royaume de Naples, mais le duché de Milan, les Florentins, les Génois, les Siennois, le duc de Ferrare et tous ceux, enfin, qui, d'une manière médiate ou immédiate, se trouvaient les sujets du siége apostolique.

Sa Sainteté ferait retirer en deçà du Pô celles de ses troupes qui étaient sous Milan.

Elle rappellerait également Doria et l'armée navale qui, en ce moment, assiégeait Gênes.

Elle pardonnerait aux Colonna et à ceux de leurs partisans qui les avaient aidés à envahir Rome.

Comme garantie du présent traité, Sa Sainteté serait tenue de donner en otage Philippe Strozzi et un des fils de Jacques Salviati, lesquels seraient envoyés à Naples dans l'espace de deux mois, sous peine de 30,000 écus d'amende s'ils n'y étaient pas arrivés dans le terme prescrit. (Les deux mois s'étant écoulés sans qu'on les eût donnés en otage, le pape paya, en effet, plus tard, l'amende des 30,000 écus.)

Quant aux impériaux et aux Colonna, ils s'obligèrent seulement à sortir de Rome et de l'état ecclésiastique pour se retirer dans le royaume de Naples.

Tels furent les engagements souscrits par les deux parties, bien que les Colonna eussent désiré des conditions beaucoup meilleures et qu'ils se plaignissent de Moncada. Celui-ci partit immédiatement de Rome avec eux après avoir rendu au Pontife les cardinaux Cibo et Ridolfi (2).

(1) « Presentatosi al pontefice, forse oltre alla sua espettazione trovò la tregua bella e distesa conforme al suo desiderio. »

(2) « Après avoir atteint son but, Ugo de Moncada annonçait à Charles-Quint, dont il avait suivi les volontés, tout ce qui s'était fait dans Rome, et l'engageait à en montrer beaucoup d'indignation et de douleur... L'Empereur n'y manqua point. Il dit que jamais aucune nation barbare n'avait osé faire une aussi grande injure au siége apostolique et accabler d'un tel opprobre cette sainte Église, qui était la capitale de la chrétienté, etc. » (M. MIGNET, *Rivalité de Charles-Quint et de François Ier*).

La violence dont Moncada avait usé envers le Pape par l'intermédiaire des Colonna avait fait croire à tout le monde que Clément n'observerait point les engagements qu'il venait de contracter, et même que, bien loin de là, il voudrait tirer d'un crime si atroce la vengeance qu'il méritait. Néanmoins, ce fut le contraire qui arriva, car il donna ordre à Guicciardini, son lieutenant en Lombardie, de faire retirer en deça du Pô les troupes qui se trouvaient sous Milan, ce que le lieutenant exécuta le 7 octobre, amenant avec lui une bonne partie de ces troupes à Plaisance. Le Pontife ordonna également à André Doria de s'éloigner de Gênes avec ses galères, ce qu'il fit. Cette double retraite entraîna la ruine des entreprises formées par l'armée de la ligue en Lombardie, malgré que les troupes retirées par le Pape se trouvassent, comme nombre, d'avance remplacées. En effet, le marquis de Saluces, lieutenant du roi de France, était arrivé sous Milan avec cinq cents lances franches et quatre mille hommes de pied. De plus, le Pape avait laissé dans le camp des confédérés quatre mille fantassins commandés par Jean de Médicis, se fondant sur ce qu'ils étaient payés par le roi de France, au service duquel était Jean de Médicis comme capitaine d'hommes d'armes. Enfin deux mille Suisses étaient arrivés depuis peu. Malgré cela, l'armée navale ne reçut aucun secours et les impériaux furent laissés tranquilles dans Milan. Et comme si dans la direction des affaires de la ligue rien n'eût dû se faire d'une manière régulière et dans l'ordre voulu, après la reddition de Crémone par les impériaux le duc d'Urbin les y laissa pendant plusieurs jours, procédant à leur égard avec une tolérance toute amicale bien plus qu'avec la rigueur militaire. Lui-même, au lieu de retourner au camp de Casaretto, où l'on réclamait sa présence, fut à Mantoue passer quelques jours avec sa femme, qui l'y attendait.

En Espagne, l'armée navale de César se trouvant pourvue de tout ce qui lui était nécessaire pour passer en Italie, mit à la voile, le 24 septembre, de Carthagène. Elle se composait de quarante vaisseaux portant six mille fantassins et était sous le commandement de Lannoy, vice-roi de Naples. A la nouvelle de cet armement, Clément fut agité par les plus tristes pensées. Toujours préoccupé du désir de rétablir la concorde, il fit part aux cardinaux du projet qu'il avait conçu d'aller lui-même en Espagne traiter de la paix avec Charles. Les cardinaux s'efforcèrent de l'en dissuader : il ne leur paraissait point convenable d'aventurer la dignité pontificale, de l'exposer à un refus, ou bien encore à l'obligation

de consentir à des choses contraires à sa volonté et au respect dû au plus haut degré de la hiérarchie sacerdotale. Toutefois, dans le cas où Sa Sainteté persisterait à vouloir exposer sa personne et toute la cour romaine aux incommodités d'un long et périlleux voyage, ils la priaient de vouloir bien auparavant envoyer un légat en Espagne afin que tout fût disposé d'avance et qu'on s'entendît sur les matières à traiter. De cette manière, son arrivée serait agréable à l'Empereur et glorieuse pour Sa Sainteté, surtout lorsqu'elle retournerait en Italie, y apportant l'assurance de la paix entre tous les princes chrétiens et d'une ligue indissoluble qui aurait pour but de détruire la puissance ottomane, ennemie de toute la chrétienté.

Le Pape agréa les conseils de ses frères et remit à un autre temps le voyage d'Espagne ; mais ne pouvant faire aucun fond sur la parole du Vice-Roi, qui, à la cour d'Espagne, et même en présence de l'Empereur, avait parlé avec la plus grande irrévérence de la personne du Pape et de la dignité pontificale, ne voulant point aussi se trouver pris tout à fait au dépourvu lors de l'arrivée en Italie de la flotte impériale, il fit venir à Rome Vitello Vitelli avec ses compagnies de cavalerie ; il se fit envoyer par le marquis de Mantoue cent hommes d'armes et par Pierre-Marie de Rossi cent chevau-légers ; enfin il tira de sa propre armée, outre les deux mille Suisses qu'il avait eus précédemment, trois mille fantassins italiens, et il répartit toutes ces forces au dedans et au dehors de la ville, selon que cela convenait pour ses desseins.

Cependant le duc d'Urbin était revenu au camp de Casaretto, où lui arrivèrent de nouvelles instances de la part des chefs commandant l'armée navale qui assiégeait Gênes. Ils demandaient qu'on leur envoyât enfin ce secours par terre, qui tant de fois leur avait été promis et ne leur avait jamais été donné. Justement, les impériaux ayant évacué Crémone et l'ayant remise entre les mains de François Sforza, le duc d'Urbin résolut de secourir l'armée de Gênes afin que cette place, réduite en ce moment aux dernières extrémités, restât au pouvoir de la ligue grâce au siége établi du côté de la terre ferme. Pour cela, il commença à fortifier Monza, où il voulait laisser une nombreuse garnison pour empêcher l'entrée à Milan des vivres qui pouvaient arriver par eau du côté de la montagne de Brianza ou d'autres lieux, précaution vraiment peu utile pour la ligue et qui ne pouvait porter aucun préjudice à la ville de Milan. Il songea encore à faire sortir l'armée de Casaretto pour lui faire occuper une

autre position où elle pourrait arrêter les vivres qui par la voie de terre arrivaient journellement de Pavie et de Biagrassa. Après cela, il aurait donné ordre au marquis de Saluces d'aller assiéger Gênes par terre avec son infanterie, sa cavalerie et quelques Suisses. Mais comme l'exécution de ce plan demandait beaucoup plus de temps qu'on ne pouvait lui en consacrer, tous ces beaux projets s'évanouirent en fumée.

Même après que le départ des troupes pontificales l'eût diminuée de quelques milliers d'hommes, l'armée de la ligue se composait encore de vingt-deux mille hommes de pied et d'une nombreuse cavalerie. Mais elle semblait destinée à demeurer tout à fait inactive, ou à faire des mouvements rétrogrades. Ainsi, quittant Casaretto, où elle était restée presque deux mois à perdre le temps, elle vint s'établir à cinq milles plus loin en arrière, en un lieu nommé Pioltello. Ayant eu connaissance de ce mouvement, le duc de Bourbon, plein d'ardeur et de confiance, sortit de Milan avec un bon nombre d'Allemands et d'Espagnols et fut attaquer les Italiens dans leur nouvelle position. Il y eut une forte escarmouche, mais avec peu de perte des deux côtés (1). Le duc d'Urbin resta à Pioltello jusqu'au moment où les fortifications de Monza furent terminées. Ayant laissé dans cette ville deux mille hommes de pied et quelques chevaux, il se transporta à Marignano pour prendre de nouveaux quartiers. De là, s'étendant jusqu'à Biagrassa, il se préparait à assiéger de loin cette ville, et ensuite à expédier à Gênes les troupes promises tant de fois aux chefs de l'armée navale qui en faisait le siége.

Mais, pendant ce temps, de nouveaux événements se préparaient.

Les recommandations faites par César à son frère l'archiduc pour qu'il eût à lever de l'infanterie en Germanie afin de secourir Milan n'ayant eu aucun succès par suite du manque d'argent où l'on se trouvait, il arriva que Georges Fronsperg, qui, autrefois, avait conduit en Italie un corps nombreux d'infanterie pour servir César contre les Français, offrit de lever, à ses propres dépens, un corps d'armée considérable pour le service de l'Empereur ; et il ne lui fut pas bien difficile d'exécuter son projet. Aux yeux de tous ceux qui lui paraissaient propres à remplir son dessein il faisait briller l'image flatteuse du butin et des conquêtes qu'ils ne pouvaient, disait-il, manquer de faire en Italie. Il leur promettait de les ra-

(1) Cette sortie eut lieu le 7 novembre.

mener dans leur pays, enrichis des dépouilles de l'ennemi, et, de plus, il donnait un écu à tout enrôlé volontaire. Tellement, qu'en arrivant à Bolzano il se trouva à la tête de treize ou quatorze mille fantassins, avec quelques pièces d'artillerie légère et un certain nombre de chevaux qui lui avaient été fournis par l'archiduc. Et avec cette nombreuse bande de vauriens il se dirigea vers l'Italie (1).

Cependant le Pape, voulant suivre le conseil qui lui avait été donné par les cardinaux relativement aux moyens d'amener la paix, avait expédié un de ses camériers en Espagne avec ordre de passer d'abord par la France, d'instruire le roi François de l'insulte qu'il avait reçue à Rome des Colonna, et de lui demander, en même temps, un fort secours en argent. Le Pape ne devait guère compter sur l'effet de cette dernière requête, ayant refusé au Roi le décime sur les revenus ecclésiastiques, ou, du moins, ne le lui ayant voulu promettre qu'à la condition d'en toucher lui-même la moitié : à quoi le Roi ne voulut jamais consentir. Ajoutez à cela la lenteur et le manque d'à-propos du Pontife qui l'empêcha d'accorder un chapeau de cardinal que le Roi demandait pour son grand chancelier, par l'avis duquel il se décidait le plus souvent, et qui, signant les ordres de paiement et mettant la main à tout, eût procuré à Sa Sainteté beaucoup d'avantages si elle l'avait eu pour ami. Néanmoins, le Roi témoigna à l'envoyé du Pape toute la part qu'il prenait à ce qui était arrivé à Rome, et il se mit lui-même et tout ce qu'il avait à la disposition du Pontife pour le cas où il aurait besoin d'être défendu. Il démontra à l'envoyé que le Pape ne pouvait, en aucune manière, se fier à Charles, et ne devait, par conséquent, point observer la trêve conclue avec lui ; et dans le cas seulement où le Pape romprait cette trêve, le Roi s'engageait à lui envoyer, chaque mois, les vingt mille ducats qui lui avaient été promis. Il ne trouva point convenable que le Pape allât visiter chez eux soit l'Empereur, soit tout autre prince : c'était contraire à l'usage, et il fallait agir avec la plus grande circonspection et ne rien faire de semblable avant d'y avoir mûrement réfléchi et bien pesé le pour et le contre. Quant à la paix, le Roi lui-même la désirait extrêmement, pourvu qu'elle se fît à des conditions satisfaisantes. Ayant ainsi répondu à l'envoyé, il lui donna congé pour qu'il pût aller en Espagne poursuivre auprès de César les négociations dont il était chargé.

(1) « E con quella ribaldaglia numerossima mosse alla volta d'Italia. »

Le Pape avait, en ce moment, la mémoire toute fraîche de la trahison des Colonna, et dans la première ardeur de son ressentiment il désirait en tirer vengeance, persuadé qu'il porterait atteinte aux principes mêmes de la justice s'il observait des conditions imposées par la violence et la fraude. Aussi, pour recouvrer, au moins en partie, la réputation que ces événements lui avaient fait perdre, et pour donner un exemple à tous ceux qui, dans l'avenir, seraient tentés de se porter à de pareils excès, il ordonna à Vitelli d'envahir les possessions des Colonna avec toutes les troupes qu'il avait sous son commandement, de tout brûler et raser dans les terres qui leur appartenaient; et cela fut exécuté pour Marino, Montefortino, Galligano, Zagarolo, et autres lieux plus faibles, les Colonna s'étant retirés dans des lieux fortifiés et particulièrement à Paliano, lieu que sa position rendait très-fort. Bien que tous les vassaux dont les terres étaient ravagées s'y fussent retirés, néanmoins, comme il n'y avait dans cette place aucune troupe de soldats capable de la défendre, la commune opinion fut que si Vitello s'était un peu plus pressé il aurait pu aisément s'en rendre maître aussi bien que des autres places. Plus tard, les Colonna ayant de Naples envoyé à Paliano cinq cents hommes, tant Allemands qu'Espagnols, et deux cents chevaux, Vitelli n'osa même pas tenter l'attaque. Ensuite, n'ayant pas fait grand'chose qui en valût la peine (tant les Papes ont peu de bonheur dans tout ce qui regarde les choses de la guerre), Vitello ramena ses troupes à Valmontoné pour être à portée de défendre l'état romain dans le cas où il surviendrait quelque aggression du côté du royaume de Naples, bien plus que dans l'espérance de causer aux Colonna le moindre dommage.

Cependant l'armée navale, commandée par le Vice-Roi, était, comme nous l'avons dit, partie de Carthagène, et le Pontife, sachant qu'elle ne pouvait tarder d'arriver en Italie, en était d'autant plus tourmenté que sa querelle avec le duc de Ferrare, en ce moment très-vive, pouvait amener des résultats tout contraires à ceux qu'il attendait de ses diverses négociations. Il pensa donc que le parti le plus sage était de faire taire ses ressentiments invétérés contre le duc (1), et de suivre l'avis de ses conseillers et de son entourage. Comme ils étaient tous très-disposés à cet accommodement, ils persuadaient au Pape qu'il pourrait par ce moyen se procurer une forte somme d'argent; ils lui montraient, de plus, l'a-

(1) « Stimò pertanto savio consiglio di piegare l'invecchiata durezza contro di lui. »

vantage qu'il y aurait à mettre le duc de Ferrare à la tête de l'armée des confédérés à la place du duc d'Urbin, lequel s'était montré si peu capable qu'il était devenu non moins désagréable aux Vénitiens qu'au Pontife (1). Il y eut, en effet, à Rome beaucoup de pourparlers avec l'ambassadeur de Ferrare ; Clément, trouvant jour à conclure cette négociation, envoya à son lieutenant François Guicciardini, alors à Parme, d'amples pouvoirs avec l'ordre de se transporter à Ferrare pour traiter avec le duc aux conditions suivantes : que le duc serait réintégré dans la possession de Modène et de Reggio et paierait au Pape, en compensation, la somme de 300,000 ducats ; qu'il accepterait le commandement des forces de la ligue; serait nommé capitaine général et se rendrait au camp pour exercer les fonctions de cette charge ; que, pour établir de plus forts liens d'amitié, son fils aîné épouserait Catherine, fille de Laurent de Médicis. A cela étaient jointes beaucoup d'autres conditions de nature à faire connaître que le Pape arrivait à proposer cet accommodement bien plus par la contrainte de la nécessité que par l'effet de sa libre volonté. Cela, du reste, résultait clairement des instructions mêmes qu'il avait données à Guicciardini, auquel il recommandait de ne rien conclure définitivement sans lui en avoir auparavant donné avis. Mais cette négociation n'eut pas de suite et fut rompue au moment où elle était à peine commencée. En effet, la flotte impériale était arrivée en Italie. Elle ramenait d'Espagne l'envoyé de Ferrare porteur de dépêches de l'Empereur, qui contenaient l'investiture en faveur du duc de Ferrare de Modène et de Reggio, et la promesse de faire épouser à Hercule, fils aîné du duc, Marguerite, fille naturelle de l'Empereur. Le duc Alphonse, qui se trouvait à Ferrare, où il attendait Guicciardini, envoya à la rencontre de celui-ci Jacques Alverotto de Padoue, son conseiller, qui, ayant trouvé Giucciardini à Cento, lui donna connaissance des dépêches arrivées d'Espagne et par suite desquelles le duc était naturellement obligé de s'abstenir de tout ce qui pourrait être contraire aux intérêts de César ; et comme, par suite, la négociation qui amenait Guicciardini à Ferrare se trouvait rompue, le duc avait voulu l'en aviser, en laissant à son choix de continuer sa route ou de s'en retourner. Guicciardini estimant qu'en cette circonstance la dignité du Pape était mieux sauvegardée en n'allant pas

(1) « Duca d'Urbino... mostratosi fanto dappoco che si era alienati gli animi non meno de' Veneziani che del Pontefice. »

plus avant, et, en outre, pressé de revenir du côté de Plaisance, s'en retourna en droiture à Modène.

Pendant que tout cela se passait, Georges Fronsperg, avec son armée de luthériens, composée de treize à quatorze mille fantassins, était venu par la montagne de Trente à Salo, et de là à Castiglioné dei Svizzéri, dans le Mantouan. Le duc d'Urbin et Jean de Médicis s'étaient dirigés de ce côté avec six cents hommes d'armes, neuf cents chevau-légers et environ dix mille hommes de pied, dans l'intention de harceler l'ennemi plutôt que de l'attaquer en rase campagne ; les Allemands, disait le duc d'Urbin, étant fatigués, mal disciplinés, sans argent et sans vivres, ne manqueraient pas de marcher en désordre et de donner prise sur eux. Mais ce pronostic du duc d'Urbin ne se vérifia pas plus que les autres. Il suivit les Allemands dans leurs divers campements, tantôt entre le Mincio et l'Oglio, tantôt entre le Pô et l'Adda, mais sans jamais tenter une attaque qui en valût la peine. Enfin, il les joignit au moment où, arrivés dans le *Serraglio* de Mantoue (1), ils venaient de recevoir quatre fauconneaux, avec des vivres et des munitions dont ils avaient besoin, et que le duc de Ferrare leur avait envoyés par le Pô. François-Marie, ayant voulu donner sur l'arrière-garde, perdit en cette occasion le plus grand capitaine de la ligue et peut-être même de l'Europe : c'était Jean de Médicis. Dans la rencontre qui eut lieu à Borgo Forté, où s'était arrêtée l'armée de la ligue, Jean de Médicis se porta en avant avec une troupe de chevau-légers pour harceler l'ennemi, comme il avait fait dans les autres lieux où l'on avait passé. Ne sachant pas qu'ils avaient reçu de l'artillerie, il s'avança plus qu'il n'eût dû le faire. Alors les ennemis ayant braqué les fauconneaux de son côté, et y ayant mis le feu, lui firent à un genou une blessure mortelle. Ainsi frappé à mort, s'étant fait porter dans la ville de Mantoue, il mourut au bout de peu de jours. La force d'âme qui lui avait valu l'admiration de ses contemporains se manifesta encore en cette circonstance, car lorsqu'on lui coupa la

(1) Ce qu'on appelle aujourd'hui le *Serraglio de Mantoue* se compose, à proprement parler, d'un ensemble de cours d'eaux, étangs, marais, digues et chaussées, qui, rendant plus difficiles les abords de cette ville, servent à compléter son système de défense. En se reportant au XVI^e^ siècle et à la circonstance dont il s'agit, ce mot doit être pris dans un sens moins restreint, et implique une étendue de territoire plus considérable située au nord du Pô et à l'ouest du Mincio. C'est un pays fertile en toutes sortes de productions, marécageux en beaucoup d'endroits, traversé par plusieurs rivières, et qui offre à une armée des vivres en abondance et de fortes positions défensives.

jambe il ne voulut point qu'on le tînt, et supporta, sans se plaindre, la douleur de cette opération. Il mourut avant que sa vingt-neuvième année fût accomplie, et fut pleuré par toute l'armée de la ligue. Chacun exaltait à l'envi ses diverses qualités : sa magnanimité, son courage, sa prudence, sa libéralité, sa modestie, son habileté dans l'art de la guerre. Pour perpétuer le témoignage de leurs regrets, ses soldats qui jusque-là avaient porté des étendards blancs (ce qui leur avait valu le nom de bandes blanches), portèrent des étendards noirs, d'où ils furent appelés les bandes noires ; et ce nom sonna aussi agréablement à l'oreille des Italiens qu'il inspirait de terreur à leurs ennemis.

Par suite de cette mort de Jean de Médicis, arrivée si mal à propos, les affaires de la ligue allèrent de plus en plus en déclinant. Non-seulement l'armée ne fit plus rien qui mérite d'être raconté, mais en plusieurs occasions elle se rendit digne de blâme (1). Les luthériens n'ayant plus autour d'eux personne qui les inquiétât le moins du monde, passèrent le Pô et vinrent se loger à Rovéré, où le duc Alphonse de Ferrare leur envoya de nouveaux secours d'argent et de vivres, et, outre cela, de l'artillerie de campagne. Alors la terreur se répandit dans les possessions vénitiennes et dans celles que le Pape avait en Lombardie. Elle ne fut nulle part aussi grande qu'à Bologne et dans la Toscane, côtés vers lesquels on disait que les luthériens allaient se diriger après s'être réunis aux impériaux de Milan. Pendant ce temps, François-Marie, au lieu de défendre activement les états vénitiens, se tenait tranquillement à Mantoue en compagnie de sa femme, et y attendait les ordres du sénat. Aussi (on était au mois de décembre), les luthériens allant partout où il leur plaisait sans rencontrer le moindre obstacle, se réunirent à Castel Nuovo, à dix milles de Parme, ayant avec eux le prince d'Orange, qui, à la suite de quelques mécontentements, s'était rendu en Italie pour se mettre au service de César.

En ce moment le duc de Bourbon était à Milan, fort tourmenté et fort indécis sur ce qu'il avait à faire, car les Espagnols qui en formaient la garnison protestaient qu'ils ne sortiraient point de la ville avant qu'on ne leur eût payé toute la solde qui leur était due. C'est pourquoi l'on avait recours à la cruauté et aux tourments pour arracher de l'argent aux

(1) « Per questa tanto impestiva morte di Giovanni de Medici, le cose della lega caddero in tanta declinazione, che quelle armi non solo non fecero prova alcuna degna di storia, ma molte anzi ne commisero degnissime di vitupero. »

Milanais. Jérôme Moroné, auteur du complot formé par le duc de Milan, fut condamné à mort, et, la nuit qui précéda la matinée fixée pour son supplice, il racheta sa vie au prix de 20,000 ducats. C'était pour avoir son argent qu'on avait feint de vouloir le mettre à mort, car sitôt qu'il eut déboursé cette somme, de prisonnier du duc de Bourbon il devint son conseiller, et, peu de jours après, par la supériorité de son talent, il s'était emparé de l'esprit du duc et le gouvernait entièrement.

Pendant ce temps, les luthériens ayant dépassé la ville de Parme, cherchaient un lieu auquel ils pussent faire ressentir en toute liberté l'effet du mécontentement causé par les privations et les souffrances de la route ; car, outre les pluies de chaque jour et les rivières grossies, ils étaient continuellement harcelés par les troupes du Pape et les paysans marchant à leur suite. Ils étaient donc dans les plus mauvaises dispositions lorsqu'ils entrèrent à Borgo San Donnino, où ils saccagèrent les églises, foulant aux pieds les images sacrées, les reliques vénérées et les saintes huiles. Ils épargnèrent cependant les hosties consacrées, mais non les vases qui les contenaient (1).

Vers ce même temps, les églises de Milan furent aussi dépouillées de ce qu'elles possédaient en argent et en autres matières encore plus précieuses ; la somme qu'on s'était ainsi procurée servit à payer cinq montres aux impériaux; et en leur promettant d'y ajouter bientôt une plus forte somme, Bourbon réussit à faire marcher quelques troupes du côté de Pavie.

Cependant les luthériens, ne se trouvant pas en sûreté à Borgo San Donnino, allèrent à Firenzuola et à Castello Acqua, où ils restèrent plusieurs jours sans être inquiétés, jusqu'à ce qu'enfin Guido Vaïni et Paul Gurzasco, partis de Plaisance pour défendre la route qui y mène, vinrent les harceler jusque dans les lieux où ils s'étaient établis, de manière qu'abandonnant Firenzuola, où ils étaient demeurés plus longtemps qu'en aucun autre endroit, ils allèrent à Carpinéto, et de là, vers la fin de décembre, ayant passé la Nura et puis la Trebbia, ils établirent leurs logements en cet endroit, le regardant comme le plus tranquille et le plus favorable pour se joindre à Bourbon.

La flotte impériale, forte de trente-deux vaisseaux de haut bord

(1) « Calpestando... le venerande reliquie e l'estrema unzione. Solo alla sacrosanta Eucaristia perdonarono, ma non già a' vasi che la custodivano. »

(*vascelli quadri*), était déjà arrivée en Corse, d'où le Vice-Roi expédia divers messages à Milan et à Naples. Il voulait aller à Sestri pour s'aboucher avec les lieutenants de César et s'informer de l'état présent des affaires. Mais, dans le voisinage de Lodomonté, ayant rencontré la flotte de la ligue, composée de seize galères, le combat s'engagea et dura sans interruption près de trois heures, jusqu'à ce qu'enfin la nuit forçât les deux adversaires à se séparer. Le Vice-Roi, avec sa flotte battue et en désarroi, se réfugia à Gaëte, où il laissa beaucoup de malades, tant Espagnols qu'Allemands. Ensuite il fit voile pour Porto San Stéfano, d'où il expédia à Rome le commandeur Pégnalosa, plus pour se mettre au courant des affaires d'Italie (n'ayant pas pu toucher à Sestri) que pour engager le Pape dans quelque traité avec César. Ce fut cependant sur ce dernier point que Pégnalosa appuya le plus auprès du Pape, comme s'il fût venu en mission pour ce sujet; et ayant obtenu ce qu'il désirait, il fut rejoindre l'armée navale à Gaëte.

Alors le Vice-Roi commença à enlacer fortement le Pape dans une suite de négociations qui tendaient à amener la paix, ou du moins une trêve que le Pape ne désirait pas moins ardemment. Quand il se trouvait avec ses amis il ne manquait guère d'exprimer ses regrets d'avoir abandonné la neutralité pour s'allier aux Vénitiens, et d'avoir voulu se montrer plus puissant que ne le pensaient ses ennemis, et particulièrement les Colonna.

Que le Pape fût vraiment très-éloigné de toute pensée de guerre, c'est ce qui ressortait avec évidence du bref adressé à l'Empereur à la suite des négociations entamées avec Don Ugo de Moncada. Dans ce bref, en effet, le Pape demandait l'accomplissement des mêmes choses qu'il avait demandées par ses lettres et par ses légats, lorsqu'il accusait presque Charles de dureté de cœur, parce qu'au moment où le Pape ne désirait que la paix et s'efforçait de la procurer à l'Italie, Charles l'avait, en quelque sorte, contraint de se liguer avec les autres pour la défense de cette même Italie.

Or, le Pontife avait un si grand amour pour la paix, que, réfléchissant ensuite aux expressions de sa lettre, il lui sembla que César pourrait se trouver offensé qu'on voulût faire retomber ainsi sur lui la responsabilité des événements accomplis. Et comme Clément avait expédié ce bref à Balthazar Castiglioné, son nonce apostolique, en lui enjoignant de le présenter à l'Empereur, par un second message il lui ordonna de garder

ce bref par-devers lui et d'en remettre un autre plus adouci qui lui avait été adressé en toute hâte à la suite du premier. Le nonce s'étant trop pressé de présenter le premier bref, répara par la remise du second l'erreur commise. Charles, se conformant au ton différent de ces deux pièces, fit une réponse rude à la première et une douce à la seconde (1).

De plus, au frère François Quiroga (général des frères franciscains, lié, disait-on, à Charles V par une étroite parenté, et fait quelque temps après cardinal par Clément, peu de jours avant le sac de Rome) le Pontife avait confié le soin de justifier sa conduite auprès de l'Empereur, en lui certifiant que Sa Sainteté avait toujours voulu assurer la paix de l'Italie, et cela bien avant que les armées de la ligue n'entrassent en campagne. Quiroga, en revenant à Rome, apporta la ratification de l'Empereur aux conventions précédemment arrêtées. Il assura le Pape de la disposition où se trouvait l'Empereur de se conformer aux désirs de Sa Sainteté. Il ajouta même que, lors de son passage en Italie, Charles laisserait à Sa Sainteté le soin de fixer le nombre d'hommes qu'il devrait avoir avec lui pour soutenir la majesté impériale au moment où le Pontife poserait sur son front le diadème des Empereurs. Immédiatement après, l'Empereur passerait en Espagne, et de là en Allemagne, pour mettre un terme à l'insolence du frère Martin Luther. D'après le rapport de Quiroga, César se montrait encore désireux d'en venir à un accommodement avec les Vénitiens et de soumettre le jugement de François Sforza à deux arbitres, dont l'un serait choisi par le Pape et l'autre par l'Empereur, à condition, néanmoins, que dans le cas où Sforza serait trouvé coupable, et par là même déchu de la possession de son duché, l'investiture de ce duché serait donnée au duc de Bourbon. L'Empereur se montrait également tout prêt à faire sortir ses troupes de la Lombardie dès que Sa Sainteté et les Vénitiens auraient payé à cette armée les 300,000 ducats qu'elle prétendait lui être dus. Il rendrait aussi au roi de France ses deux fils donnés en otage dès qu'il aurait reçu les deux millions en or (2) qui lui avaient été offerts par François lui-même. Finalement, Quiroga rapporta au Pape que l'Empereur, désirant comme lui le rétablissement de la paix en Italie, pour pouvoir traiter toutes les questions qui s'y rattachaient accordait six mois de trêve, et même plus si Sa Sainteté le jugeait nécessaire.

(1) « In seguito di ciò Carlo rispose all' aspro aspramente, e al mite milemente. »

(2) Due milioni d'oro.

Ainsi édifié, le Pape ayant reçu peu après en audience Pégnalosa, envoya le frère François auprès du Vice-Roi pour traiter sur ces bases, et principalement pour obtenir une trêve durant laquelle il espérait conclure la paix. Son espoir se fondait sur ce que l'Empereur en avait manifesté le désir, et aussi sur ce qu'il était à sa connaissance que les Vénitiens et le roi de France étaient, sur ce point, d'accord avec lui. Pour mieux assurer le succès de ses négociations, il essaya de savoir ce que ferait Bourbon, au cas où cette alliance se conclurait. L'ayant, à cet effet, interpellé directement, Bourbon répondit qu'il était prêt à obéir aux ordres de l'Empereur (1).

Sitôt que le Vice-Roi fut arrivé à Naples, les Colonna ne perdirent point de temps pour lui faire parvenir leurs réclamations contre le Pape. Après avoir exhalé leurs ressentiments en paroles, ils ne tardèrent pas à en venir aux faits. Ascanio Colonna ayant rassemblé trois mille hommes de pied et trois cents chevaux, entra dans l'état papal et occupa Céprano sans rencontrer d'obstacles. Vitello ayant appris cette invasion, répartit les soldats sous son commandement entre Tivoli, Palestrina et Vellétri, afin d'être prêt à repousser l'invasion des Colonna dans le cas où ils voudraient aller plus avant. Néanmoins, ils prirent Pentécorvo, et de là allèrent donner l'assaut à la Scarpa, château dépendant de l'abbaye de Farfa, mais qu'ils ne purent prendre à cause de la vigoureuse résistance de ses défenseurs. Peu de temps après, ils n'eurent pas un meilleur succès à Agnani. Ayant envoyé, pendant la nuit, quinze cents fantassins pour surprendre cette ville, ils furent repoussés par les soldats du Pape, bien que, par suite d'une connivence avec les habitants, ils eussent réussi à introduire dans la ville jusqu'à cinq cents hommes.

Le Pape, porté à croire que ces mouvements des Colonna étaient encouragés par le Vice-Roi, mit en campagne (*mandò in campagna*) Augustin, cardinal Trivulzio, revêtu du titre de son légat, et résolut, dans le cas où la trêve ne se conclurait pas, d'attaquer par mer et par terre le royaume de Naples. Dans cette pensée, il mit en garnison à Frosinoné deux mille fantassins faisant partie des bandes noires, qu'après la mort de Jean de Médicis le lieutenant Guicciardini, alors à

(2) « E per maggior sicurezza de' suoi negoziati tantò di sapere quale sarebbe la volontà di Borbone nel caso che si conchiudesse la lega, e ciò fece interpellandone direttamente il Borbone, il quale rispose esser pronto ad obbedire ai comandamenti di Cesare. »

Plaisance, avait enrôlés dans le corps d'armée qu'il commandait.

Sur ces entrefaites, le général de l'ordre de Saint-François revint à Rome, rapportant la réponse du Vice-Roi aux propositions qu'on lui avait faites. Il consentait à une trêve de quelques mois afin que Sa Sainteté pût prendre son temps pour traiter de la paix, mais c'était à la condition qu'avant tout le Pape et les Vénitiens paieraient les montres dues aux troupes de l'Empereur, et que, comme garantie de ce paiement, on consignerait entre les mains du Vice-Roi Ostie et Civita-Vecchia.

Clément fut encore informé par le camérier qu'il avait accrédité auprès de l'Empereur en qualité de légat du résultat de cette mission. Ayant donné à Charles connaissance des pourparlers qu'il avait eus avec le roi de France (près duquel le Pape l'avait envoyé, de concert avec les Vénitiens et le duc de Milan), lorsqu'il voulut s'assurer de l'effet produit sur l'Empereur par cette communication, il vit que cet effet était tout à fait contraire à ce qu'il avait espéré.

Ce grand prince, en effet, prenait pour règle de sa conduite non les devoirs de sa haute position, mais l'état de ses affaires et la manière plus ou moins favorable dont la fortune le traitait. Aussi, lorsqu'il eut connaissance de l'esprit qui animait les Allemands, de l'arrivée du capitaine Georges en Lombardie, et du débarquement de sa flotte à Naples, ses idées prirent un cours tout différent de celui qu'elles avaient auparavant : il semblait avoir oublié tout ce qu'il avait dit au général de l'ordre de Saint-François et à d'autres personnes. Il voulait maintenant qu'avant tout le roi de France accomplît entièrement toutes les conditions du traité de Madrid; que l'accusation intentée à François Sforza se traitât par voie de justice par-devant le protonotaire Caracciolo, qu'il avait envoyé à cet effet comme juge chargé de prononcer la sentence. Cette versatilité dans la manière d'envisager les questions à l'ordre du jour et de poursuivre les négociations commencées offensa gravement le Pontife, qui, déjà, dans les efforts qu'il avait faits pour amener une trêve, s'était vu joué par le Vice-Roi, lequel, pour comble d'offense, menaçait d'envahir à main armée l'état de l'Église. En effet, peu avant la fête de Noël, ayant rassemblé toutes les forces du royaume de Naples, il les joignit aux troupes qu'il avait amenées d'Espagne, et, ayant les Colonna à sa suite, il s'avança vers les frontières de l'état romain. Alors disparut toute espérance de paix et même de trêve ; tout annonçait manifestement la guerre. Et ce fut ainsi que finit l'année 1526.

DEUXIÈME PARTIE

OU L'ON RACONTE LA GUERRE QUI EUT LIEU ENTRE LE VICE-ROI DE NAPLES ET LE PAPE, L'ACCORD QUI SUIVIT CETTE GUERRE, LE PASSAGE DE BOURBON DANS LA TOSCANE, LA TRAHISON DU VICE-ROI ET DES AUTRES MINISTRES IMPÉRIAUX ENVERS LE PAPE, LE SAC DE ROME PAR LES IMPÉRIAUX, LA PRISE DU CHATEAU SAINT-ANGE, LA DÉLIVRANCE DU PONTIFE ET DE ROME.

L'année 1527 s'ouvrit par de grands préparatifs de guerre tant sur terre que sur mer. Et comme si la guerre n'eût pas été un châtiment suffisant pour la malheureuse Italie, la terre lui refusa ses productions accoutumées. Dans tous les lieux en proie à une affreuse disette l'air se corrompit comme l'avaient fait les mœurs des hommes, et tout respirait la misère, les rapines et la mort.

En ce moment, le duc de Bourbon, à force d'extorsions exercées sur les Milanais, avait amassé assez d'argent pour pouvoir donner cinq payes à l'armée qui occupait la ville de Milan, et la faire sortir de cette ville pour effectuer les projets qu'il avait précédemment formés de concert avec Georges Fronsperg, capitaine des luthériens. Il sortit donc de Milan le 30 janvier, alla se joindre aux Allemands, qui s'étendaient dans le voisinage de Ponté Nuovo (1), et fit camper une partie de l'armée en deçà et l'autre au delà de Plaisance, espérant prendre cette ville d'assaut: mais il manquait de tout ce qui est nécessaire pour une telle entreprise. Les luthériens, pauvres, déguenillés, presque nus, ressemblaient à une multitude de mendiants bien plus qu'à une armée (2). Ces malheureux,

(1) Le texte de Rossi porte *Pontecorvo*, ce qui doit être une erreur. Guicciardini dit Ponté Nuovo.

(2) « Vista avendo la nudità e povertà estrema de' luterani, i quali più a una moltitudine di mendicanti che ad esercito d'armati rassembravano. »

n'ayant touché aucune paye depuis l'écu donné à chacun d'eux par Fronsperg au moment de leur engagement, avaient toujours vécu de rapines. Bourbon renonça donc à ses premiers projets. Il ne faut pas s'étonner si, voyant son espoir trompé, et toujours aux prises avec la nécessité, ses entreprises rencontrèrent de la part de ses soldats des obstacles de même nature, et plus grands peut-être que ceux qu'il avait eus à surmonter pour sortir de Milan, car il est impossible de se maintenir en pays ennemi sans argent, sans munitions et sans vivres. Confus et désespéré, il perdit là inutilement plus de vingt jours, temps qui eût été précieux en toute occasion, mais qui, dans les circonstances où il se trouvait, devenait pour lui d'un prix inestimable.

L'armée de la ligue observait et suivait tous ses mouvements, et se préparait à la défense, car elle avait passé de l'offensive à la défensive. Guicciardini avait jeté dans Plaisance une forte garnison, et logé aux alentours de Parme le marquis de Saluces et les troupes qu'il commandait. Le duc d'Urbin s'étant porté à Casal Maggioré, après s'être décidé à passer le Pô (chose à laquelle il s'était jusque-là refusé), voulait arriver à Bologne avant les impériaux, pour le cas où ils voudraient se jeter sur la Toscane. D'après ce qui avait été décidé, les troupes du Pape et celles fournies par la France devaient concourir à l'exécution de ce plan.

Par suite de tous ces obstacles, et aussi parce qu'il manquait de tout, Bourbon, se trouvant dans l'impossibilité d'attaquer Plaisance, se tourna du côté du duc de Ferrare, lui demandant des munitions de tout genre et l'engageant à venir, à la tête de son armée, se joindre à lui. Mais le duc se refusa à ses deux demandes, l'assurant qu'il lui était aussi impossible d'aller le rejoindre que de lui envoyer des munitions, attendu qu'il aurait un long trajet à faire en pays ennemi, et qu'en ce moment même l'armée de la ligue était rapprochée de ses frontières. Il engageait vivement le duc de Bourbon à considérer le peu de profit qu'il aurait à se maintenir avec cette armée besogneuse, et à perdre le temps à conquérir quelque territoire possédé par l'Église en Lombardie : ce serait justement agir dans l'intérêt et selon les désirs de la ligue (1); que le parti le plus sûr et le plus expéditif était de marcher sur Rome, où le Pape, tourmenté comme

(1) Guicciardini ajoute quelques détails essentiels :

« Que le plus grand plaisir qu'il pourrait faire aux ennemis serait de s'amuser à prendre des villes les unes après les autres. Que s'il manquait Plaisance, ou ne la prenait qu'après bien du temps, il compromettrait sa réputation, et qu'il aurait beaucoup de peine à continuer la guerre, vu le manque où il était d'argent et de toutes les choses nécessaires. »

lui par le besoin d'argent et de vivres, ne pouvait suffire à entretenir l'armée envoyée contre les Colonna et le royaume de Naples ; que justement en ce moment l'armée impériale était sur le point d'envahir les états romains du côté de la province de Campanie. Il lui conseillait donc de renoncer à toute entreprise, de faire tous ses efforts pour passer en Toscane, et si, en exécutant ce projet, il arrivait sur le territoire bolognais, lui, duc de Ferrare, pourrait avec plus de facilité et moins de péril le secourir de munitions, de vivres et de tout ce qui lui serait nécessaire.

Bourbon, se conformant à ce conseil, put, au moyen de l'argent que lui avait envoyé le duc de Ferrare, achever de payer les cinq montres promises aux soldats espagnols, et donner deux écus par tête aux soldats luthériens. Ensuite, quittant les environs de Plaisance, il se dirigea vers Bologne.

Tandis qu'en Lombardie tout conspirait au malheur de Rome, la guerre s'était ranimée en Campanie de la manière la plus vive entre le Pape et le vice-roi de Naples.

Les impériaux s'étant avancés jusqu'à Céprano, et les troupes de l'Église se trouvant à Férentino et à Frosinoné, il y eut tout d'abord quelques escarmouches où les Espagnols perdirent trois cents hommes, mais ensuite le Vice-Roi ajouta à son infanterie allemande et espagnole un nombre égal de fantassins, recrutés par force parmi les habitants du royaume de Naples. Se trouvant alors à la tête de douze mille hommes, et par conséquent très-supérieur en force, il marcha en avant et campa sous Frosinoné, ville ouverte et sans murailles, distante de Rome de trente milles seulement, mal approvisionnée de vivres et de munitions, mais non dépourvue de défenseurs, car elle renfermait dix-huit cents fantassins des bandes noires et un assez grand nombre de chevau-légers commandés par Jean-Baptiste Savelli, Pierre Birago et Alexandre Vitelli. Ces chefs ne redoutaient aucune attaque de l'ennemi soit parce qu'ils connaissaient par expérience le courage de leurs soldats, soit aussi à cause de la position favorable de cette ville, située sur la cime d'une montagne dont les croupes ondulées auraient, au besoin, protégé leur retraite. Le Vice-Roi, espérant prendre la ville, fit dresser, de manière à la battre de divers côtés, des pièces de campagne et des coulevrines de moyenne grosseur. Mais cette artillerie n'ayant pu être placée à une

distance convenable, ne causa que peu ou point de dommage. Les assaillants éprouvèrent une perte sensible, et, entre autres, Alarcon et Mario Orsini furent blessés. Le Vice-Roi, voyant la difficulté de l'entreprise, espéra qu'un siége régulier le rendrait maître de cette ville, qu'il savait dépourvue de vivres. Il la fit donc entourer de tous côtés par son armée.

En ce même temps était arrivé à Rome Renzo de Céri, revenant du service de France. Il fit très à propos au Pape l'offre de ses services pour les opérations militaires. Il passait parmi les Italiens pour un capitaine digne à tous égards de la plus haute estime (1). Aussi Clément confia-t-il à sa capacité, à sa valeur, à son autorité, la défense de l'état ecclésiastique. Renzo, avec tout ce qu'il avait de gens à lui, partit donc pour Férentino, où était rassemblé le gros de l'armée papale.

Cependant les partisans des Colonna infestaient les rues et les environs de Rome, pillant, détroussant, commettant des cruautés inouïes, et faisant des excursions continuelles pour venir mettre ensuite leur butin en sûreté à Rocca di Papa, Paliano ou Montéfortino, seules places que les Colonna conservassent encore dans l'état de l'Église. Par suite de ces brigandages l'armée de Férentino ne pouvait recevoir les vivres nécessaires à son entretien, et encore moins en introduire à Frosinoné en traversant le camp ennemi. Tout cela ne faisait point perdre courage aux défenseurs de cette ville. Rendus plus audacieux par la nécessité, après avoir inutilement attendu le secours de ceux de Férentino, ne les voyant point paraître, ils sortirent de Frosinoné au nombre de trois cents, accompagnés de quelques chevau-légers d'Alexandre Vitelli et de Jean-Baptiste Savelli, et s'approchèrent de l'armée ennemie dans un endroit où campaient cinq enseignes d'infanterie espagnole. Dans l'escarmouche qui eut lieu, les pontificaux, se retirant peu à peu, attirèrent deux de ces enseignes si loin que, sans s'en apercevoir, elles tombèrent dans une embuscade, où elles furent entièrement défaites, quatre-vingts fantassins ayant été tués, ainsi que Péralta, leur capitaine. Tous les autres, blessés ou faits prisonniers, furent amenés avec leurs enseignes à Frosinoné, à la grande joie et aux applaudissements des autres soldats, qui, pendant

(1) Lorenzo, et par abréviation Renzo Orsini, seigneur de Céré ou de Céri (l'ancienne Ceræ), avait été capitaine général de l'infanterie vénitienne. Il avait acquis une réputation militaire qui commençait à diminuer par suite de revers qu'il avait éprouvés, mais elle recommença et même s'accrut par suite de la part qu'en 1524 il prit (surtout comme ingénieur) à la défense de Marseille, et qui lui valut la faveur de François Ier. Renzo arriva à Rome le 4 janvier 1527.

cette sortie, étaient restés à la garde de la ville. Et tel était le courage de ces fantassins des bandes noires que, bien qu'ils fussent continuellement occupés à creuser des contre-mines pour contrarier les mines que faisait pratiquer le Vice-Roi, ils refusèrent quatre cents fantassins que Renzo de Céri voulait envoyer à leur secours.

Cependant l'armée papale établie à Férentino quitta cette ville et s'approcha de Frosinoné avec la résolution d'en chasser l'ennemi. Arrivée sur la hauteur d'où l'on découvre Frosinoné, elle trouva quatre compagnies allemandes qui lui barraient le passage. Stéphane Colonna, qui était à la tête de l'avant-garde, n'hésita point à les attaquer. Et lui et les siens combattirent avec tant de bravoure qu'en peu de temps les Allemands, entièrement défaits, eurent deux cents hommes tués, quatre cents faits prisonniers, et perdirent plusieurs drapeaux. Ceux des impériaux qui occupaient le pied de la montagne, voyant cette hauteur au pouvoir de l'ennemi, et se trouvant, par suite, pris entre deux feux, se retirèrent en toute hâte jusqu'à ce qu'ils se trouvassent sous la protection de leurs canons, laissant ainsi le passage libre aux pontificaux, qui entrèrent dans la ville.

Nonobstant ces hostilités, des pourparlers relatifs à la paix avaient lieu à Rome entre le Pape et le Vice-Roi par l'intermédiaire du frère François des Anges, de l'archevêque de Capoue, et d'un très-rusé Napolitain, connu par son surnom de *Fieramosca* (fine mouche), lequel, disait-on parmi la cour, avait été envoyé d'Espagne auprès du Pape pour lui témoigner de la part de César tout le déplaisir qu'il avait ressenti en apprenant la téméraire équipée de Don Ugo de Moncada et des Colonna, lorsqu'ils envahirent à main armée la ville de Rome et y commirent tant de brigandages. L'envoyé devait également assurer Sa Sainteté de l'inviolable fidélité de l'Empereur et de la bonne intention où il était d'accommoder tous les différends qui pouvaient exister tant avec le Pape qu'avec ses alliés. Ces mêmes personnes proposaient au Pape, de la part du Vice-Roi, une suspension d'armes d'un an : les Vénitiens pourraient y être compris, et l'on ne changerait rien à l'état de choses actuel, chacun d'eux conservant ce dont il était en possession. Mais comme ils demandaient en même temps à Sa Sainteté la somme effective de 200,000 ducats, qu'il lui eût fallu débourser présentement, sans compter d'autres conditions impertinentes et impossibles à remplir, le traité en resta là, et les esprits s'éloignèrent de plus en plus de toute idée de paix.

Cependant, les pontificaux de Férentino se trouvant réunis à ceux de Frosinoné vinrent camper tout auprès du Vice-Roi, résolus (selon l'avis de Renzo de Céri et de Vitello) de faire éprouver à son armée une défaite complète : et véritablement ils y auraient réussi s'ils avaient uni la prudence à la hardiesse. En effet, si au lieu de se rapprocher de Frosinoné, ceux de Férentino étaient demeurés sur la hauteur d'où ils avaient délogé les Allemands, le Vice-Roi se serait trouvé si bien cerné que toute retraite lui devenait impossible. Mais leur imprudence fut cause que dans la nuit du lendemain, désespérant d'accomplir ses projets, et craignant que de nouveaux renforts n'arrivassent au camp ennemi, Lannoy décampa à petit bruit de dessous Frosinoné, laissant, pour mieux tromper l'ennemi, quelques bagages et quelques munitions, ainsi que deux coulevrines de moyen calibre et une grande quantité de boulets.

Quand le jour parut, les pontificaux voyant l'ennemi délogé se repentirent amèrement de leur négligence. Pensant le rejoindre, ils mirent à sa poursuite des chevau-légers qui firent quelques prisonniers et s'emparèrent de quelques bagages, mais ne causèrent point à l'ennemi un dommage appréciable.

Maintenant, si nous remontons aux causes indirectes qui avaient procuré cet avantage à l'armée papale, nous trouverons qu'il est dû principalement au cardinal Trivulzio, légat de cette armée. Voici ce qui était arrivé. Tandis que Fiéramosca négociait à Rome pour le compte du Vice-Roi, on conclut, le 30 janvier 1527, une suspension d'armes de huit jours, pour connaître pendant cet intervalle les intentions des Vénitiens relativement à la trêve qu'on avait proposée pour un temps plus ou moins long. Fiéramosca se rendit de suite à Frosinoné auprès du Vice-Roi pour l'instruire de cette suspension d'armes. Ensuite il alla trouver le cardinal légat pour qu'il s'abstînt de toutes hostilités. Et comme en route il avait rencontré les troupes ecclésiastiques, qui, parties de Férentino, étaient déjà à une petite distance du camp des impériaux, il insista auprès du cardinal légat pour qu'il fît retourner ces troupes en arrière, de manière à observer la trêve qu'on venait de conclure. Le cardinal, qui se croyait assuré de la victoire, répondit affirmativement à la demande de Fiéramosca, et envoya aux capitaines des ordres en conséquence ; mais en même temps il leur fit dire sous main d'avancer le plus qu'ils pourraient ; ce qui procura, comme nous l'avons vu, la

déroute de quatre enseignes allemandes et ensuite la retraite de l'armée ennemie tout entière.

On fut très-joyeux et rassuré à Rome en apprenant la retraite du Vice-Roi. Les ambassadeurs des confédérés, profitant de cette disposition des esprits, ne négligèrent rien pour donner du courage au Pape, le persuader qu'il fallait poursuivre la victoire, et enfin lui donner l'espoir que les impériaux allaient être entièrement chassés du royaume de Naples.

Dans ce même temps arriva à Rome un envoyé du roi de France, apportant au Pape 20,000 écus, qu'il avait cependant ordre de ne lui remettre qu'autant qu'il continuerait à faire partie de la confédération. Le roi de France n'avait aucune confiance dans le Pape, dont il connaissait la versatilité ; Clément nourrissait à l'égard du Roi des sentiments analogues, et chacun d'eux ne cherchait également que son avantage particulier (1).

Le Pape ayant consenti à tenter l'entreprise sur le royaume de Naples, voici ce qui fut décidé à cet égard. Vandémont, qui était passé en Italie avec une flotte française (et qui prétendait avoir sur le royaume des droits héréditaires du chef de René d'Anjou), devait, avec deux mille hommes de pied, commandés par Décius Orsino, et de concert avec trois mille autres, tant pontificaux que Vénitiens, chercher à se rendre maître du territoire maritime de ce royaume, tandis que Renzo attaquerait le côté de l'Abruzze avec six mille fantassins nouvellement engagés et les troupes qui avaient défendu Frosinone.

Les choses étant ainsi arrêtées, quand on eut donné la paye victorieuse (2) aux soldats des bandes noires, qui l'avaient réclamée comme ayant vaincu l'ennemi, et lorsqu'on eut envoyé de Rome l'artillerie à Renzo de Céri, celui-ci s'achemina avec son corps d'armée vers Aquila. Le Vice-Roi ayant su cela, se retira de Césano et de Céprano, et alla se loger à Ponté Castello, lieu très-fort à cause de sa situation sur un mamelon de difficile accès, mais qui, pour ce motif, parut au cardinal Trivulzio facile à assiéger. Et il avait déjà fait ses dispositions dans ce but, parce que cette place n'ayant pas de vivres suffisants pour nourrir deux jours les troupes du Vice-Roi, le cardinal pensait la resserrer

(1) « Appresso il re di Francia non era Clemente in minore stima di volubilità, di quello si fosse lo stesso re appresso Clemente; cercando l'uno e l'altro i proprii vantaggi. »

(2) « Data la paga vittoriosa ai soldati delle bande nere, pretesa da loro come vincitori dell' inimico. »

étroitement de manière à la forcer à se rendre, ou du moins le mettre en déroute au moment où il abandonnerait ce poste. Mais le Vice-Roi, s'apercevant de la faute qu'il commettait, ne tarda point à déloger, se repliant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, se trouvant dans la position d'un homme qui, plongé jusqu'au cou dans l'eau, cherche quelque moyen de se sauver et n'en trouve pas, et désespère même d'en trouver. Il se voyait, du côté de la terre et de la mer, entouré par les troupes des confédérés; il savait que Renzo de Céri, avec l'aide de la faction guelfe, s'était rendu maître d'Aquila, et que, ne rencontrant pas d'obstacles, il parcourait rapidement l'Abruzze, brûlant et saccageant les villes et les châteaux les plus faibles.

Atterré par ces événements, le Vice-Roi écrivait lettres sur lettres au duc de Bourbon pour le presser de venir à son secours. Enfin, ne le voyant point paraître, il prit le parti de se retirer à Gaëte, et envoya Don Ugo de Moncada à Naples pour qu'il prît la direction de la défense de cette ville. Mais l'armée papale, qui ne perdait point son ennemi de vue, était déjà dans le voisinage de Gaëte. Elle prit Mola, qu'elle saccagea; elle tenta même, dans les premiers jours de mars, de surprendre Pouzzoles; mais cette tentative ayant échoué, elle s'approcha de Castellamaré avec le dessein de s'en emparer. Diomède Caraffa, ayant sous ses ordres une troupe nombreuse d'hommes de pied, était chargé de la défense de cette place. Il s'y maintint pendant deux jours en combattant vaillamment; mais le troisième jour, les assaillants ayant donné l'assaut par le côté de la montagne se rendirent maîtres de la place, qu'ils ne manquèrent pas de saccager pour n'en pas perdre l'habitude. Ceux qui occupaient la citadelle, ne pouvant non plus tenir parce qu'ils manquaient de vivres et de munitions de guerre, se rendirent le jour suivant aux Vénitiens. Abandonnant Castellamaré, les troupes de la ligue se dirigèrent vers Torré del Greco, qu'elles occupèrent, puis vers Sorrento et d'autres villes, qui capitulèrent pour éviter d'être saccagées.

Dans ce moment, cinq vaisseaux chargés de grains provenant de la Sicile, ayant essayé vainement d'entrer dans le port de Naples, furent pris par l'armée navale des alliés, qui, sous les ordres de Vaudémont, dominait sans obstacle toute la mer napolitaine, de sorte que cette ville, habituée à s'approvisionner au jour le jour, se trouva dans une grande pénurie de pain.

Après cette prise, Vaudémont se présenta avec ses forces devant

Salerne, dont il s'empara. Ayant laissé dans cette ville Horace Baglioné avec quatre galères, il alla, avec le reste de la flotte, faire la chasse aux vaisseaux chargés de vivres qui se rendaient à Naples. Pendant son absence de Salerne, le prince possesseur de cette ville s'était, par le chemin de la citadelle, introduit dans la ville avec bon nombre de gens. Étant venu aux mains avec Horace Baglioné, il fut défait, repoussé, eut cent cinquante fantassins tués et un petit nombre faits prisonniers.

Renzo, qui poursuivait son entreprise dans l'Abruzze, y rencontrait de plus grandes difficultés. Ayant pris Tagliacozzo et plusieurs autres lieux, lorsqu'il se dirigeait vers Sora, son armée commença à se débander, car elle manquait de vivres soit par un effet de la négligence de ceux qui étaient chargés de l'approvisionner, soit par suite du manque d'argent où était le Pontife lui-même, de sorte que cette armée de terre se trouvait dans un grand dénûment. Ce fut la cause que cette entreprise de Naples, qui avait été commencée avec une si grande ardeur et une si heureuse réussite, alla toujours se ralentissant, de manière que, peu à peu, toutes les conquêtes et victoires de l'armée de l'Église s'évanouirent en fumée.

Les tentatives pour arriver à la paix se continuaient énergiquement de la part du Pape. Il était poussé en ce sens principalement parce que le roi de France n'envoyait pas les subsides qu'il avait promis pour la paye de l'armée navale. De plus, le Pape ne recevait ni les 20,000 ducats que le Roi avait l'habitude de lui donner, ni même les 10,000 ducats par mois, moyennant la promesse desquels le Pape s'était enfin décidé à lui concéder le décime sur les biens ecclésiastiques. Quant aux Vénitiens, l'expérience avait appris au Pontife et lui confirmait chaque jour qu'il leur importait fort peu que toutes les fontaines de l'univers vinssent à se tarir pourvu que l'eau vînt en abondance à leur moulin, et qu'en un mot ils étaient d'une indifférence parfaite pour tout ce qui n'était pas leur propre intérêt (1), tant la raison d'état semble incompatible avec la justice et la piété chrétienne ! C'est pourquoi Clément, contraint par la nécessité, et plus encore par son inconstance naturelle, s'arrêta à la résolution de traiter avec le vice-roi de Naples. Et comme dans les événements qui nous conduisent au précipice tout semble concourir à nous y faire arriver plus promptement et plus sûrement, il se trouva qu'autour

(1) « De' Veneziani aveva sperimentato e sperimentava tuttavia, che seccassero per quanto si volesse i fonti dell' universo, purchè al loro molino corresse l'acqua, poco loro caleva degli altrui fatti. »

du Pontife tout semblait combiné pour rendre sa ruine plus prompte et plus complète. Se fiant, comme beaucoup d'autres papes l'avaient fait avant lui, sur la grandeur de sa dignité et la sublime élévation du trône qu'il occupait, il ne se figura jamais que l'on pût manquer au saint respect que tout catholique devait avoir pour lui. Et véritablement aucun catholique ne met en doute que la suprême dignité de l'Église romaine ne soit au-dessus de toutes les dignités temporelles et spirituelles. Et pourtant il est également vrai de dire que l'office de vicaire de Jésus-Christ sur la terre est si difficile à exercer, qu'il est beaucoup plus sûr de le fuir que de l'ambitionner. Aussi, dans les temps anciens, les premiers pontifes fuyaient cette dignité avec une sainte terreur. Si plus tard, par suite de l'aveuglement humain, d'autres l'ont parfois recherchée avec ardeur, c'est parce qu'ils se sont laissé éblouir par ce qu'il y a de brillant dans les grandeurs terrestres, et n'ont point vu quel poids énorme allait peser sur leurs épaules. Mais le plaisir de la domination exerce sur l'homme une séduction à laquelle il est trop difficile de résister, tellement qu'on a vu des princes chrétiens, parvenus des grades les plus inférieurs à celui qui est le plus élevé, au lieu de porter leurs regards vers le ciel, auquel ils étaient redevables de cette haute fortune, s'abaisser tellement vers la boue de la terre qu'ils en étaient éclaboussés et même entièrement souillés.

Pour revenir à notre récit, ce fut le neuvième jour de mars 1527 qu'arriva à Rome un certain Langey, envoyé par le roi de France. Le Pape l'attendait avec la plus vive impatience parce qu'on disait qu'en outre des propositions très-satisfaisantes qu'il était chargé de communiquer au Pontife il apporterait 40,000 ducats, dont la moitié devait servir à recruter de l'infanterie et l'autre moitié à armer plusieurs vaisseaux qui devaient venir de France à Civita Vecchia. Cet envoyé encouragea beaucoup Sa Sainteté, de la part du Roi, son maître, à poursuivre l'entreprise sur le royaume de Naples, dont on investirait un des fils du Roi, auquel on ferait épouser la nièce du Pape, Catherine, fille de Laurent de Médicis (qui, bien que l'entreprise de Naples n'eut pas de suite, fut, plus tard, reine de France). Mais, en attendant, on ne voyait paraître ni l'argent, ni les vaisseaux promis. La négociation dont Langey se trouvait chargé se résolvait en flatteuses espérances plus qu'en effets réels et solides, et Clément se trouvait d'autant plus désappointé et tourmenté que Renzo de Céri, par suite du manque de vivres, s'était retiré à Piperno, dans l'état

ecclésiastique, avec ce qui lui restait de troupes, une grande partie de l'armée s'étant débandée.

De son côté, le Vice-Roi se trouvait dans une situation non moins critique, car il voyait le péril chaque jour plus menaçant et perdait toute espérance de pouvoir défendre le royaume de Naples. L'infanterie espagnole et l'infanterie allemande de son armée se trouvaient également découragées et démoralisées à tel point qu'on ne pouvait compter sur elles pour les moindres entreprises, tandis qu'au contraire la faction guelfe s'agitait dans tout le royaume. Il manquait également de vivres et d'argent, et ce qui augmentait surtout ses craintes, c'est que tous les ports de mer se trouvaient au pouvoir de l'ennemi.

Dans cette situation, deux jours après l'arrivée de Langey à Rome, le Vice-Roi dépêcha son secrétaire avec Fiéramosca pour traiter avec Clément et pour mettre celui-ci dans une disposition d'esprit qui rendît la négociation plus facile. Il s'arrangea de manière à faire arriver dans les mains des chefs pontificaux une lettre que l'Empereur était censé lui avoir adressée : par cette lettre l'Empereur lui enjoignait de s'accommoder avec le Pape, pourvu, toutefois (notez bien la réserve), que l'état des choses n'exigeât pas une autre détermination.

Le Pape, considérant qu'il y avait peu ou même point de fond à faire sur les confédérés, dont les préparatifs se faisaient avec la plus grande lenteur ; que les Vénitiens, surtout, ne lui fournissaient point les secours suffisants ; qu'on n'avait point de nouvelles du duc d'Urbin ; que l'armée des luthériens était tout à fait aux ordres de Bourbon ; croyant, enfin, pourvoir de la manière la plus efficace à sa propre sûreté et à celle des Florentins, accepta une suspension d'armes sans en faire part à ses alliés, ne voyant pas, ce qui était cependant facile à voir, que le Vice-Roi était forcé de faire la paix. L'accord se fit aux conditions suivantes :

Toutes hostilités entre le Pape et César étaient suspendues pendant huit mois. L'Empereur restait en possession du royaume de Naples, chacun des deux contractants rendant à l'autre ce qu'il lui avait enlevé. Le duché de Milan serait rendu à François Sforza comme à son légitime possesseur. Le Pape paierait dans le plus bref délai à l'armée impériale de Lombardie 60,000 ducats formant le montant de trois payes, afin que les Allemands luthériens du capitaine Fronsperg pussent être renvoyés dans leur pays. On restituerait aux Colonna les places et les terri-

toires qu'on leur avait pris, et l'on rendrait à Pompée Colonna le chapeau de cardinal dont le Pape l'avait privé ; on lui accorderait, ainsi qu'à ses partisans, l'absolution des censures qu'ils avaient encourues comme ayant envahi le territoire de l'Église. Pendant l'espace de trois mois, les Vénitiens, le roi de France et les autres confédérés avaient la faculté d'accepter ou de refuser le présent traité. On ajouta, de plus, qu'on ferait à frais communs une expédition contre Soliman afin de détruire la puissance ottomane. De toutes ces conditions aucune ne fut observée, sauf l'envoi des 60,000 ducats fait par le Pape à l'armée de Bourbon, paiement avec lequel on peut dire qu'il acheta sa propre ruine et celle de l'état de l'Église. Aussi, toute la cour romaine, indignée, aussi bien que tous les confédérés, de cette paix intempestive, reprochait au Pape d'avoir rendu impossible toute conclusion heureuse et définitive des affaires d'Italie ; on l'accusait surtout d'imprudence pour avoir désarmé avant d'être assuré des intentions de Bourbon, et aussi pour s'être jeté entièrement dans les bras du Vice-Roi, ennemi déclaré (*fierissimo nemico*) du Pape et de tous les gens d'Église. On le blâmait surtout d'abandonner la ligue, qui, bien qu'elle ne remplît pas tous ses engagements, lui servait à tout le moins de rempart contre l'oppression et l'audace de ses ennemis.

Malgré tout, il s'affermit de plus dans son projet de faire venir à Rome le Vice-Roi, car il croyait être garanti par sa présence de tout péril de la part de Bourbon, et empêcher ce dernier de poursuivre sa course à travers les états de l'Église. Et à cet égard, ce qui rendit plus complète la sécurité du Pape, c'est que ses ministres avaient intercepté une lettre de Bourbon lui-même adressée au Vice-Roi, auquel il faisait part des difficultés qu'il éprouvait en s'avançant vers Rome, et l'exhortait à traiter avec le Pape aux meilleures conditions possibles.

Une fois la trêve conclue, le Pape agissant avec la sincérité la plus imprévoyante, rappela du royaume de Naples ses troupes de terre et de mer, fit rendre au Vice-Roi tous les territoires conquis, et enfin remplit exactement toutes les conditions du traité, bien que ses amis et ses familiers l'eussent averti maintes fois qu'il ne fallait pas tant se hâter de désarmer, et, surtout, ne pas se fier autant à la bonne foi des Espagnols. De plus, sur ces entrefaites le Vice-Roi étant venu à Rome, le Pape, d'après le funeste conseil du cardinal Ermellino, camérier de la sainte Église, licencia toutes les troupes qu'il avait réparties aux alentours de Rome, ne gardant que cent chevau-légers, deux mille Suisses et deux

mille fantassins des bandes noires ; et même, peu après, il licencia encore ces derniers bien imprudemment, comme les événements ne tarderont pas à le démontrer.

Maintenant donc que le Vice-Roi était à Rome, le Pape avait rempli toutes les conditions stipulées dans le traité, mais on ne trouvait point le moyen de les faire observer également de la part de l'Empereur ; la raison en était que Bourbon n'avait point envie d'observer la trêve, quoiqu'il eût paru la désirer ; mais son armée à qui il avait promis le pillage de Florence et de Rome était impatiente de tout retard.

Bourbon faisait preuve, en ce moment, d'un grand courage et d'une constance inébranlable. Il se trouvait sous les murs de Plaisance avec son armée, qui comptait mille chevaux, tant hommes d'armes que lanciers, quatre mille fantassins espagnols, tous gens d'élite, et enfin l'infanterie allemande, conduite par Fronsperg, tous gens aussi pauvres d'argent qu'avides de butin (1). Tout le monde s'étonnait qu'avec ces troupes manquant d'argent, de munitions et de vivres et, enfin, de tout ce qui est le plus nécessaire, il comptât marcher en avant et se hasarder à travers tant de pays ennemis, et qu'entouré de tous côtés par une armée beaucoup plus nombreuse que la sienne, il pensât à entrer en Toscane, où il était assuré de rencontrer des périls plus grands encore que ceux qu'il aurait surmontés jusque-là, car il aurait affaire aux Florentins, qui ne disent jamais non quand il s'agit de combattre (2).

On peut voir par cette détermination de Bourbon le peu d'estime qu'il faisait des armées de la ligue qui se trouvaient tout près de lui.

Parti le 22 février de devant Plaisance, il se rendit à Borgo San Donnino, de là à Reggiano, passa la Secchia à Buonporto et se rendit enfin à Finale pour traiter avec le duc de Ferrare. Celui-ci, cherchant prudemment à éloigner cette armée de ses états, conseilla au duc de Bourbon de se diriger sur Florence, parce qu'une fois maître de cette ville il n'y avait pas de doute qu'il ne prît aussi Rome. Mais Bourbon trouvait beaucoup de difficultés à mettre ce conseil en pratique. A l'idée de faire exécuter un si long trajet à une armée dépourvue de tout, il se sentait découragé à

(1) « Gran fiducia era veramente quella di Borbone, il quale si ritrovava tuttora sotto Piacenza con un esercito di mille cavalli, tra uomini d'arme e lance, e di 4000 fanti spagnuoli de' migliori, oltre a' fanti tedeschi, condotti da Fronsperg, tutti famelici di paghe quanto avidi di bottino. Ma quello che faceva stupire ognuno era il sentire che con tutta quella gente..... disegnava de spingersi avanti e passare per lante terre nemiche. »

(2) « Avendo a far testa ai Fiorentini che non dicono di no. »

tel point qu'il lui semblait impossible d'arriver à Florence et encore plus à Rome. Ce qui augmentait surtout ses craintes, c'est qu'ignorant la résolution que le Pape avait prise de désarmer, il se disait que, lors même qu'il réussirait à parvenir jusqu'à Rome, il aurait à combattre l'armée que Sa Sainteté venait de rappeler de l'expédition contre Naples.

Néanmoins, le duc Alphonse de Ferrare lui ayant donné une certaine somme d'argent, une grande quantité de farine et autres munitions, grâce à ces secours il marcha en avant et vint camper à Castel San Giovanni, situé à dix milles de Bologne (1).

Ce mouvement avait attiré l'attention de Guicciardini, lieutenant du Pape, qui ayant laissé Parme et Plaisance en bon état de défense, et placé à Modène une forte troupe d'infanterie et de chevau-légers, se transporta, sans perdre de temps, à Bologne, de concert avec le marquis de Saluces, lieutenant du roi de France. Ces deux généraux unirent leurs troupes pour reconnaître de près l'intention du duc de Bourbon qui voulait passer en Toscane selon le conseil que lui en avait donné le duc de Ferrare.

Mais les événements accidentels et imprévus qui viennent souvent à la traverse des entreprises témérairement conçues arrêtèrent en ce moment cette troupe réduite au désespoir (2). Pendant la nuit qui précéda la journée où, suivant l'ordre donné par le duc de Bourbon, l'armée devait se mettre en marche pour la Toscane, Georges Fronsperg fut frappé d'une attaque d'apoplexie telle que tous les siens le crurent mort ; et, comme si le ciel eût été courroucé contre ces hommes audacieux, il tomba pendant toute la nuit une telle quantité de neige, qu'elle couvrit l'Apennin, les autres montagnes et les plaines voisines. Les jours suivants, des pluies torrentielles vinrent grossir les rivières et rendre les routes impraticables, tellement qu'on eût dit que le ciel et l'eau étaient d'accord pour empêcher l'exécrable méfait qu'au prix de sa vie Bourbon allait commettre contre l'épouse du Christ (3).

(1) « Cependant il arrivait aux impériaux des provisions de farine, des plonniers, des chariots, de la poudre et d'autres munitions de la part du duc de Ferrare, qui, depuis, se vanta que ces secours, joints aux sommes qu'il avait fournies à Bourbon, montaient à plus de soixante et dix mille ducats. » (Guicc.).

(2) « Furono causa di frenare questa disperatissima gente. »

C'est à ce moment qu'il faut placer la révolte de cette armée impatientée de ne point recevoir de paye. Cette révolte mit la vie de Bourbon en grand danger, mais, par contre, c'est à dater de ce moment que l'armée lui fut entièrement dévouée.

(3) « Talchè... pareva proprio che il cielo e l'acqua gli voleressero prohibere l'esecrabile misfatto. »

Forcé de suspendre sa marche et de s'arrêter plusieurs jours en cet endroit, tandis qu'il attendait le moment où il pourrait poursuivre l'exécution de son dessein, il vit tout à coup apparaître devant lui Fiéramosca (1), qui, comme nous l'avons vu, venait de la part du Vice-Roi lui signifier la volonté de César, l'instruire de la nécessité où l'on avait été de conclure une trêve avec le Pape, et l'engager à repasser le Pô avec son armée en vertu des conventions arrêtées entre l'Empereur et Sa Sainteté. A cette nouvelle, Bourbon fut extrêmement troublé, et beaucoup de soldats se soulevèrent contre Fiéramosca, qui eût été leur victime s'il n'eût pourvu par la fuite à sa sûreté. Quand cette rumeur fut apaisée, Bourbon résolut d'arriver par la ruse à l'exécution de son dessein, et de se comporter vis-à-vis de César, dont il avait dû devenir le parent, de la même manière qu'il avait agi envers le roi de France, son seigneur naturel. Ayant donc fait revenir Fiéramosca, il feignit un grand contentement de la paix conclue, se montra tout disposé à observer tout ce dont on était convenu en vertu des ordres de l'Empereur, et promit, en même temps, de faire tous ses efforts pour amener promptement son armée à obéir aux ordres que lui signifiait le Vice-Roi au nom de l'Empereur.

Mais avant de jouer cette comédie devant Fiéramosca l'artificieux duc avait réuni en conseil secret tous les chefs allemands et espagnols : il leur fit observer que retourner ainsi en arrière serait renoncer aux dépouilles de Florence et de Rome, qui leur étaient si bien dues en récompense de tant de privations et de souffrances qu'ils avaient endurées ; il leur persuada de se refuser ouvertement à repasser le Pô et à retourner à Milan, et de protester que, pour leur part, ils ne consentiraient point à observer la trêve tant qu'ils n'auraient pas reçu toutes les payes qui leur étaient dues jusqu'à ce jour. Etant ainsi d'accord avec tous les chefs sur ce qu'ils auraient à dire, Bourbon eut en leur présence un entretien avec Fiéramosca, et plus il prenait parti pour celui-ci, plus les capitaines se montraient insolents dans l'opposition qu'ils lui faisaient. Tant enfin que, feignant de ne pouvoir vaincre leur mauvais vouloir, Bourbon renvoya Fiéramosca en lui disant qu'il ne se sentait point capable de faire consentir l'armée à revenir sur ses pas si on ne lui comptait, sans délai, au moins tout ce qui lui était dû pour ses payes ; et il ajouta même que, pour calmer l'ardeur qui la poussait en avant, il serait

(1) Le vrai nom de ce personnage était Féramosca, et il était grand écuyer de Charles-Quint.

fort à propos de lui payer le double de ce qu'on lui devait. Et ce fut avec cette réponse que Fiéramosca se remit en route pour Rome (1).

Voilà par quels artifices Bourbon cherchait à endormir le Pape, le Vice-Roi et les autres lieutenants de César. C'est ainsi que, cachant son désir d'aller se rafraîchir parmi les délices de la Toscane et de s'enrichir ensuite avec les sacrées dépouilles de Rome, il rejetait sur cette multitude infidèle la faute de sa désobéissance et de sa félonie. Et bien qu'il reçut, comme nous le verrons, le châtiment qui lui était dû, Rome ne put éviter la colère du ciel.

Ayant ainsi renvoyé Fiéramosca à Rome, le duc de Bourbon donna à son armée les ordres nécessaires pour se diriger vers la Toscane par le chemin de la Romagne, étant persuadé que s'il voulait passer à Bologne, qui était la voie la plus courte, le passage lui serait disputé par les forces de la ligue alors assemblées dans cette ville.

Quand la nouvelle de la résolution prise par Bourbon fut parvenue à Rome, le Pape commença à suspecter la bonne foi des ministres de César. Voyant, d'un autre côté, le peu de cas que Bourbon faisait du Vice-Roi, il tomba dans un tel état de crainte, de tristesse et d'abattement qu'il semblait devenu incapable d'écouter les bons conseils qu'on lui donnait (2). Néanmoins, encouragé par ceux qui l'entouraient, il pria le Vice-Roi de se transporter de sa personne en Lombardie pour faire retourner en arrière cette infâme armée. Le Vice-Roi s'empressa de partir, mais au lieu d'aller en Lombardie, ou dans la Romagne, pour s'aboucher avec Bourbon, Florence lui parut un lieu d'où il pourrait poursuivre cette négociation avec plus d'avantages et d'autorité (3). Il s'arrêta donc dans cette ville, d'où il écrivit au duc de Bourbon pour lui manifester la volonté de

(1) « E con questa risposta Il Fieramosca si rimise la via fra le gambe per tornare a Roma. »

Guicciardini, après avoir parlé de la mission de Fiéramosca et du péril qu'il courut, ajoute : « L'infanterie... marqua bien davantage ses dispositions présentes par la conduite qu'elle tint à l'égard du marquis del Guasto. Cet officier s'étant retiré dans le royaume de Naples ou parce qu'il était indisposé, ou pour ne pas violer les ordres de l'Empereur, comme il s'en expliqua dans une lettre à Garchordisi, il fut déclaré rebelle par les soldats. »

(2) « Pieno di timore e di melanconia si expresse ch' era tolto in mezzo per non istimare chi bene a ben fare consigliavalo. »

(3) « Il partit de Rome, le 3 d'avril, pour aller trouver lui-même ce prince, promettant au Pape qu'il l'obligerait d'accepter la trêve en retirant de son armée les lances et la meilleure partie de l'infanterie espagnole, s'il ne pouvait pas l'y déterminer autrement. Il arriva le 6 à Florence; et comme il était déjà bien assuré qu'il ne serait pas possible de contenter l'armée, à moins qu'on ne lui donnât une somme beaucoup plus forte, il s'arrêta dans cette ville, la jugeant plus commode que toute autre pour négocier avec les députés du connétable, attendu que c'étaient les Florentins qui devaient fournir l'argent, et que le Pape les avait chargés de tout le poids de cette affaire. » (Guicc.).

César. Il y eut ainsi entre Lannoy et Bourbon divers pourparlers qui n'aboutirent à aucune conclusion. Finalement, Bourbon expédia à Florence un homme de confiance chargé de poser avec le Vice-Roi les bases d'un accord dont le but principal était de faire donner à l'armée qu'il commandait une indemnité convenable. Et par ce moyen il fut arrêté entre le Vice-Roi et Lamothe (c'était le nom de l'envoyé) que, dans l'espace de dix jours, outre les trois payes promises par le Pape dans le traité qu'il venait de faire, les Florentins paieraient à l'armée de Bourbon une somme de cent mille écus ajoutée à la première. Les autres conditions du traité demeuraient en pleine vigueur.

En ce moment-là c'était pour Florence une grande difficulté que de rassembler en si peu de jours la somme convenue. En effet, la ville était épuisée, le trésor public vide, la richesse des simples particuliers fort diminuée par les contributions répétées et les diverses ligues dont les Florentins avaient fait partie. Mais, pour qu'il ne fût pas dit que la République avait fait un traité qu'elle était hors d'état d'exécuter, on prit le parti de mettre en pièces une quantité de vases d'argent et d'or qui se trouvaient dans le palais de la République et étaient employés au service de la Seigneurie. Et comme cela ne suffisait point, on résolut de prendre, à titre d'emprunt, aux églises les plus riches de la ville les vases qui les ornaient et même ceux qui servaient au culte divin. Mais, tandis qu'à Florence on s'empressait d'amasser la somme nécessaire pour ce paiement, Bourbon partit avec son armée de Castel San Giovanni, se dirigeant vers la Romagne. Marchant lentement et à petites journées, les Allemands par la route d'en haut, les Espagnols par celle d'en bas, ils pillaient et incendiaient toutes les maisons et tous les villages qui se trouvaient sur leur passage, évitant toujours les villes et les châteaux qui avaient été garnis de troupes par le lieutenant du Pape. De cette manière, Bourbon s'avança jusqu'à Cotignola, située sur le territoire de l'Église, non moins forte que fameuse pour avoir produit Sforza, capitaine renommé en son temps, et qui, en défendant sa patrie, aurait donné bien des soucis à ses ennemis s'il n'eût été trahi par ses compatriotes. Dans le moment actuel, les habitants de Cotignola, sous prétexte qu'ils voulaient se défendre eux-mêmes, avaient refusé une compagnie d'infanterie que Guicciardini leur avait envoyée, mais ils capitulèrent à la première décharge de deux bombardes : par quoi ils méritaient bien ce qui leur arriva. A peine entrés dans cette ville abondamment pourvue de

toutes sortes de choses, les ennemis la saccagèrent et en maltraitèrent les habitants pendant plusieurs jours.

Pendant tout ce temps, les chefs de la ligue demeuraient inactifs et irrésolus, cherchant à deviner quelle route Bourbon allait suivre. Le prudent et avisé capitaine faisait rarement d'avance part aux siens de la marche qu'il avait l'intention de suivre et des lieux par où il devait passer : conduite non moins sage que sûre, et conforme aux principes de l'art militaire, car, en pays ennemi surtout, elle tient les armées toujours prêtes à exécuter les mouvements commandés par le général en chef, ou même ceux que requiert l'urgence du moment. Et, bien que tout le monde pensât qu'il se jetterait sur la Toscane ou sur les Marches, personne ne pouvait pénétrer ses secrets desseins, et la manière dont il les accomplit fit regarder ses entreprises téméraires comme des prodiges de courage et d'habileté.

Par contre, tous les projets de la ligue lui étaient connus. Avant de quitter Castel San Giovanni il savait que plusieurs des capitaines confédérés étaient sortis de Bologne à la tête de leurs compagnies, et s'étaient répartis dans les villes et les châteaux de la Romagne pour les défendre en cas d'attaque. Il savait encore que Guicciardini, pour être à portée de secourir Florence, si cela devenait nécessaire, avait, pour le prévenir dans sa marche, réuni les troupes du Pape à celles des Français et des Vénitiens. Bourbon était même instruit de tout ce qui se traitait à Rome entre le Pape et le Vice-Roi ; et finalement tout ce que faisaient en Italie ses amis et ses ennemis lui était connu, les Colonna ayant un pied partout pour l'aviser de tout ce qui se passait. Or, voyant qu'il ne rencontrerait point d'obstacle dans ses opérations, voulant être plus expéditif et moins embarrassé dans sa marche, il laissa sa grosse artillerie à Cotignola et se rendit à Meldola, place appartenant alors à Albert Pio, et située à peu de distance de Forli. Bien qu'elle se fût rendue sous condition, elle fut saccagée et brûlée. Ensuite il se jeta sur Civitella, un des châteaux les plus faibles des états de l'Église, et qui ayant également capitulé n'en fut pas moins saccagé comme les autres. De là, passant rapidement par Galéata, Pianetto, Santa Sofia et San Piétro in Bagno, lieux faibles et ouverts appartenant aux Florentins, qu'il pilla et brûla, il tourna vers la Piévé San Stéfano, et finalement, traversant la plaine d'Anghiari et d'Arezzo, il s'arrêta, le 22 avril, à Montévarchi, place distante de Florence de vingt-quatre milles seulement. Son armée était

harassée par la fatigue et le manque de vivres. Pendant plusieurs jours elle s'était nourrie d'herbe, de mauvaise viande et même de chair d'âne, et n'avait eu ni pain, ni vin, les lieux qu'elle avait traversés étant pauvres, âpres, et les habitants, habitués à se nourrir de châtaignes, ayant, d'ailleurs, mis en sûreté dans les lieux fortifiés ce qu'ils avaient de plus précieux.

Guicciardini, qui se trouvait à Forli, ayant appris que Bourbon venait de quitter Cotignola, expédia promptement des courriers à Florence et à Rome pour faire connaître la route qu'il avait prise; puis, avec une grande célérité, suivi de ses troupes, il s'achemina par Marradi vers Florence, et avant de quitter la Romagne il avait exhorté le duc d'Urbin à suivre son exemple. Arrivé à Castrocaro, Guicciardini rencontra le Vice-Roi, qui, venant de Florence en compagnie de deux commissaires florentins et d'autres personnes, allait trouver Bourbon pour s'aboucher avec lui. D'après le désir que le Vice-Roi exprima à Guicciardini, celui-ci se décida à suivre Bourbon à la trace le plus près possible, jusqu'à ce qu'il pût enfin le joindre (1). Lannoy poursuivit sa route, et quand il fut dans le voisinage de Santa Sofia, où Bourbon lui avait fait dire qu'il l'attendrait, des paysans, qui avaient reconnu le Vice-Roi pour Espagnol, se ruèrent sur lui et frappèrent les personnes de sa suite avec une telle fureur que, s'il ne s'était promptement enfui, ils l'auraient tué ou tout au moins fait prisonnier. Mais d'autres paysans ayant reconnu les commissaires florentins, qui, sur tout le territoire, défrayaient le Vice-Roi et payaient toutes ses dépenses, ce trouble s'apaisa, et Lannoy fut conduit, avec tout l'honneur qui lui était dû, à l'ermitage des Camaldules. De là, il expédia un message à Bourbon, qui se trouvait dans le voisinage de la Pievé San Stéfano, pour lui signifier que, vu le grand désir et la nécessité où il se trouvait de s'aboucher avec lui, il eût à l'attendre, parce qu'il allait partir de suite pour aller le trouver.

Le duc de Bourbon, voyant le Vice-Roi si près de lui, et considérant qu'en ne lui donnant point satisfaction il pourrait être accusé de félonie, lui fit répondre qu'il l'attendrait, le jour suivant, entre la montagne della Vernia et Santa Maria in Bagno, s'excusant de ne l'avoir pas invité plus tôt à une entrevue à cause de l'impossibilité où il eût été, dans les

(1) Le texte offre ici quelque chose d'équivoque : « *E ad insinuazione del vicerè medesimo si dispose a tenerli dietro finchè lo raggiungesse.* »

lieux où il avait passé, de le loger convenablement et comme son rang le méritait.

Le jour suivant, Lannoy arriva ponctuellement au lieu désigné. Bourbon ne manqua pas de le recevoir avec tout le respect dû à sa haute dignité, mais, vers le soir, l'ayant mené à son camp, cette visite du Vice-Roi fut très-mal reçue par les troupes. Non-seulement elles ne lui rendirent point honneur en formant les rangs sur son passage, comme il convenait de le faire envers le premier lieutenant de César en Italie, mais elles en vinrent à des paroles, à des démonstrations insolentes et à des menaces telles que la morgue espagnole fut grandement déconcertée et fut obligée de baisser pavillon devant l'insolence des luthériens (1). Il est à croire même qu'ils seraient passés des démonstrations aux actes si l'expérience de Bourbon et l'autorité qu'il avait acquise sur eux ne les eût arrêtés.

Les manifestations grossières de cette multitude indisciplinée envers le Vice-Roi et les difficultés que faisaient naître les propositions mêmes de Bourbon donnaient lieu de croire que toute espérance d'accommodement était perdue, quand le Vice-Roi, ayant fait appeler tous les chefs de cette insolente armée en présence de Bourbon lui-même, commença à leur représenter avec une éloquence pleine de force quelle tache ce serait à l'honneur et à la réputation de César, et combien leurs intérêts à eux-mêmes seraient compromis si, désobéissant aux ordres formels de Sa Majesté, l'armée osait ainsi enfreindre sa volonté ; qu'une pareille tache ne pourrait s'effacer que par la vengeance la plus sévère. C'est pourquoi il les exhortait tous à obéir, à observer les conditions de l'accord conclu avec le Pape par ordre de l'Empereur, accord qui, tout récemment, avait encore été confirmé à Florence.

Si le discours du Vice-Roi ne réussit pas à les faire renoncer à leurs premières résolutions, il eut, du moins, ce bon effet de réfréner la barbarie et la licence de cette armée, et, depuis ce moment, elle ne ravagea plus le territoire florentin comme elle le faisait auparavant. Finalement, la conclusion apparente de tout cela fut qu'en présence des chefs il resta convenu entre le Vice-Roi et Bourbon qu'on acceptait la trêve conclue avec le Pape, mais à la condition qu'on doublerait la

(1) « Con parole ed insolenti dimostrazioni lo minacciarono in modo, che l'altercezza spagnuola restò in quel incontro assai scornata, dovendo cedere alla insolenza dei luterani. »

somme que les Florentins avaient à payer; et comme on pensait que ces derniers se refuseraient à cette augmentation de dépense s'ils n'avaient d'abord l'agrément du Pape, on leur accordait un intervalle de six jours pour obtenir la ratification de Sa Sainteté. Dans ce but, plusieurs estafettes, auxquelles on recommanda la plus grande célérité, furent expédiées par le Vice-Roi pour prier le Pape de consentir au paiement des sommes qui devaient être promptement comptées à l'armée de Bourbon.

Mais Clément avait pris de l'expérience à ses propres dépens et s'était de plus en plus confirmé dans l'idée que lui-même et les Florentins étaient trahis par les ministres de César; que cette augmentation de paye, convenue d'abord à Florence, puis augmentée du double au camp, avec le consentement du Vice-Roi, n'était autre chose qu'un artifice et un piége qu'on lui tendait pour tirer de l'argent de lui, et, l'argent une fois déboursé, ne plus observer les conditions du traité. Dans cette conviction, il répondit en toute assurance au Vice-Roi qu'il n'approuverait rien en dehors de ce qui avait été convenu quand le Vice-Roi était venu à Rome en qualité de plénipotentiaire de l'Empereur, et qu'il voulait que l'Empereur observât les conditions du traité aussi exactement qu'il les observait lui-même de son côté.

Admettons maintenant que le Pape eût approuvé tout ce que le Vice-Roi avait fait en faveur de Bourbon, je dis qu'il eût été impossible de trouver 200,000 ducats comptants, Rome étant, comme Florence, très-épuisée et dépourvue d'argent monnayé. Clément voulut donc voiler sous la fierté de sa réponse sa pauvreté réelle et l'insolvabilité où il se fût alors trouvé : il se flattait par là d'obtenir une diminution, de manière à ce qu'on se réduisît à la somme primitivement convenue. En se déterminant principalement d'après l'idée que César était plus intéressé que lui au maintien et à l'exécution du traité, Clément prouvait une grande inexpérience de la manière dont se traitent les affaires politiques. Il en donna une preuve nouvelle lorsqu'ayant appris que le Vice-Roi était revenu à Florence, et se croyant par là même assuré des intentions de Bourbon, il licencia aussitôt les bandes noires qu'il avait jusque-là gardées à sa solde, et par la valeur desquelles il avait fait tant de conquêtes dans le royaume de Naples. Bien plus, dans la persuasion où il était que la tranquillité était assurée, il permit à Vaudémont de repartir pour Marseille.

Dès qu'il eut appris que le Pape refusait de ratifier le dernier accord,

Bourbon se mit en marche avec son armée. Partant du val d'Arno, situé sur le territoire florentin, et où il s'était arrêté pour attendre l'argent promis, il se rendit à Sienne (1). Sachant que cette ville était dévouée à l'Empereur, il espérait en tirer des secours et des vivres pour restaurer son armée, à qui il manquait tant de choses de première nécessité. Puis, à l'aide de l'artillerie et des munitions qu'il obtiendrait, son projet était de marcher sur Rome; car il voyait les obstacles et les périls qui l'attendaient s'il s'aventurait du côté de Florence, ville grande, très-peuplée, gardée par des citoyens aussi courageux qu'opiniâtres, et autour de laquelle campaient les armées de la ligue (2).

Bourbon, arrivé à Sienne avec son armée, la vit, comme il l'avait espéré, accueillie avec empressement. Après avoir tenu plusieurs conseils de guerre secrets avec ses capitaines allemands et espagnols, il annonça publiquement à l'armée la résolution qu'il venait de prendre, sa volonté de l'exécuter sans retard, et la convenance qu'il y avait à ne pas devenir à charge aux Siennois par un plus long séjour chez eux. « Nous devons, « disait-il, nous rappeler avant tout que nous sommes sur une terre « dont les habitants sont nos amis : s'ils nous ont aidés au moment de « nos plus grandes misères, il ne faut pas que nous devenions pour « eux une occasion de dommages, ce qui arriverait infailliblement si « notre séjour parmi eux se prolongeait plus qu'il ne nous est né- « cessaire. En outre, ne prendre aucun parti, ou bien encore faire « des excursions sur le territoire de Florence, le piller jusque sous « les murs de la ville, tout cela offre plus de longueurs et de périls « que d'avantages. Il me semble plus sûr, et, sans comparaison, plus « avantageux de nous jeter sur la faible Rome, que nous sommes « certains de trouver dépourvue de tout moyen militaire de défense. « Et pour vous assurer que je dis vrai, lisez (3). » En même temps, il jette au milieu de la foule attentive une lettre du cardinal Pompée Colonna, dans laquelle celui-ci le pressait de marcher sur Rome,

(1) On a vu que les conseils du duc de Ferrare avaient déterminé le connétable à passer en Toscane. Les promesses des Siennois contribuèrent aussi, sans doute, à lui faire prendre ce parti. « Le 11 avril, Bourbon campa sur le chemin de Meldola, qui mène en Toscane par Galéata et le val di Bagno : les Siennois le pressaient fort d'entrer dans ce pays, offrant de lui fournir des vivres et des pionniers en quantité. » (Guicc.).

(2) « Conosciute le opposizioni ch' avrebbe incontrato e i pericoli a' quali si sarebbe esposto se avventurato avesse quelle forze verso Fiorenza, città grande, popolatissima, guardata da' suoi cittadini non meno forti che ostinati, et contornata dalle armi della lega. »

(3) « E che ciò sia vero, leggete. »

lui disant qu'il trouverait la ville désarmée, privée de tout secours, le Pape et ses ministres s'étant rendus désagréables, odieux au peuple et à la noblesse ; de plus, il y avait une faction dévouée à César et prête à le servir ; il ne devait pas retarder son entreprise par la crainte de l'armée de la ligue répandue sur le territoire florentin, parce que cette armée ne ferait pas à l'entour de Rome un meilleur profit qu'elle n'avait fait lorsqu'elle était allée au secours du château de Milan (1). Les longues délibérations des alliés, leurs résolutions toujours tardives, leur crainte de s'exposer aux privations et aux périls, comme le duc de Bourbon avait pu en faire l'expérience en la personne de François-Marie, leur général en chef, tout enfin lui donnait la certitude que Rome serait prise et saccagée avant même que ce général se fût mis en mouvement pour venir à son secours.

Après avoir ainsi résumé à haute voix le contenu de la lettre, Bourbon ajouta que François-Marie, bien que sujet de l'Église romaine, haïssait le Pape et toute la maison de Médicis, et que, de même qu'il n'avait point chagriné Bourbon à sa sortie de Milan, tout lui faisait espérer qu'il ne contrarierait point son entreprise sur Rome, et que certainement l'armée y entrerait victorieuse.

Ces raisons habilement présentées disposèrent si bien tous les esprits à tenter cette entreprise, que tous crièrent à l'envi : *A Rome ! à Rome !* Le duc ayant vu cette disposition favorable de l'armée, fit amener devant lui tous les prisonniers qu'on avait faits tant dans la Romagne que dans l'état florentin, et qu'il avait amenés à sa suite chargés de liens. Il fit d'abord détacher leurs liens, et adoucissant son air sévère (2) : « S'il « vous plaît, leur dit-il, de combattre et de vous retrouver avec nous « dans les murs de Rome, cela dépend de vous seuls. Je vous laisse « aujourd'hui tout à fait libres de nous servir ou de retourner dans vos « foyers. Je vous promets que si vous nous suivez fidèlement je verrai « en vous des amis et des compagnons, et je vous donnerai votre part « aux fruits de la victoire et au pillage général de cette ville. » Engagés et encouragés par ces paroles, le plus grand nombre de ces prisonniers suivirent ses drapeaux, et les autres, devenus inutiles à l'exécution de ses desseins, profitèrent de leur liberté pour s'en retourner chez eux.

(1) « Non avrebbero fatto miglior profitto intorno a Roma, di quello che fecero in soccorso di Milano. »

(2) « Ai quali, fattili prima sciorre alla sua presenza, in tal guisa parlò serenando alquanto la faccia. »

Ensuite, ce jour-là même, qui était le 27 avril 1527, le duc de Bourbon, après s'être assuré auprès de la Seigneurie de Sienne qu'il aurait chaque jour les vivres nécessaires, se mit en marche à la tête de son armée, sans artillerie, et prenant le plus court chemin.

Il était tombé en ce moment des pluies si abondantes qu'arrivée à la rivière de la Paglia l'armée s'arrêta, désespérant d'abord de pouvoir la traverser, car elle était grossie à tel point qu'on eût dit qu'elle voulait empêcher les vols infâmes et sacriléges que ces luthériens allaient commettre. Mais comme la nécessité de se hâter l'emportait sur la crainte du péril, voici comment ils vainquirent l'obstacle, qui paraissait insurmontable. Toutes les compagnies se rangèrent en ordre tout le long des bords de la rivière ; la cavalerie guéa la première, avec des fantassins en croupe et d'autres attachés à la queue des chevaux (1); ensuite l'infanterie forma des files de vingt-cinq, trente et quarante hommes, et chacun de ceux qui composait ces files tenait son compagnon par la main. Formant ainsi comme autant de chaînes d'hommes, ils cherchaient à rompre la rapidité du courant, et traversèrent la rivière, ayant de l'eau les uns jusqu'à la poitrine, les autres jusqu'au menton. En peu de temps ils arrivèrent sains et saufs sur l'autre rive, excepté quelques-uns des plus faibles, qui, ne pouvant résister à la violence des ondes, y avaient trouvé en même temps la mort et la sépulture ; mais on n'y fit aucune attention, et l'armée, arrivée à bon port, bien que mouillée, fatiguée, en piteux état, reforma ses rangs et, sans prendre ni repos, ni nourriture, s'éloigna de la Paglia avec la même rapidité qu'elle s'en était rapprochée auparavant (2).

Arrivés à Montéfiasconé, ils saccagèrent cette ville, dont les habitants n'avaient pas voulu leur donner soit les vivres, soit les autres choses qu'ils avaient demandées. Ayant traversé Viterbe sans difficulté, ils entrèrent à Ronciglioné, qu'ils saccagèrent encore parce qu'on leur y refusa des vivres. Ils ne firent point de mal aux autres lieux sur leur passage soit parce qu'on s'empressa de subvenir à leurs besoins, soit aussi, s'il faut en croire bien des gens, parce qu'en perdant le temps à piller ces divers endroits, ils auraient perdu l'occasion de saccager Rome elle-même.

(1) « E con altri attacati alle code dei cavalli. »

(2) « Ebbero in un tempo e la morte e la tomba. Ma a questi per nulla badando l'esercito giunto a salvamento, sebbene bagnato affaticato e malconcio, senza prendere ristoro di sorta, tornò di nuovo ad ordinarsi, e colla medesima celerità con che era giunto al fiume, dal fiume stesso s' allontanò. »

Dès qu'on sut à Florence que Bourbon s'était remis en marche, qu'il se dirigeait sur la capitale de l'état romain, et que son armée avait été pourvue de vivres par les Siennois, la Seigneurie envoya immédiatement du côté d'Arezzo une bonne partie de l'infanterie des bandes noires, qui se trouvait en ce moment au service de la République. Elle devait se réunir en cet endroit au comte Guido Rangoné, et de là, par la route de Pérouse, se rendre à Rome, où il fallait, sur toutes choses, précéder l'arrivée de Bourbon.

Pendant ce temps, Guicciardini, se trouvant à Florence, expédiait continuellement à Rome des estafettes pour tenir le Pape au courant de tous les mouvements de l'armée luthérienne et lui donner en même temps connaissance du secours que lui-même et la République de Florence lui envoyaient en toute hâte sous la conduite du comte Guido Rangoné. Mais (le croira-t-on !) ce secours fut refusé parce que Renzo de Céri avait dit au Pape qu'on n'en avait pas besoin, attendu qu'ayant fait la revue de la population romaine on avait compté trente mille hommes en état de porter les armes (mais non sans doute de s'en servir); et avec eux il certifiait qu'il pourrait aisément défendre Rome contre toute attaque que pourrait tenter l'ennemi. Et le Pape fut abusé par toutes ces vantardises, comme le sont, du reste, tous les princes qui veulent rejeter sur les autres le soin des choses les plus importantes pour eux.

Guicciardini, le duc d'Urbin, le marquis de Saluces et le provéditeur vénitien étaient restés à Florence par suite d'un soulèvement excité par Jean .... contre le gouvernement trop sévère de Silvio Passérino, cardinal de Cortone, envoyé par Clément à Florence pour contenir les ennemis de la maison de Médicis. Le duc d'Urbin n'avait qu'une idée en tête, c'était de se remettre en possession des forteresses de San Léo et de Maïolo, qu'il s'était fait rendre par les Florentins. Guicciardini faisait à tous ces chefs les instances les plus vives et les plus répétées pour qu'on lançât sur les derrières de l'armée ennemie toutes les forces de la ligue éparses en ce moment autour de Florence, et qui, sous le rapport du nombre et de la valeur, étaient bien supérieures à l'armée ennemie. Guicciardini pensait que si l'ennemi trouvait dans le voisinage de Rome tous les passages occupés avant lui par le comte Rangoné, et qu'en même temps il sentît sur ses flancs le gros de l'armée de la ligue, ce qu'il aurait de mieux à faire serait de prendre la fuite plutôt que d'attaquer la

ville, surtout dépourvu, comme il l'était, de vivres et d'artillerie.

Mais à quoi sert-il que toutes les roues d'une horloge accomplissent régulièrement leurs évolutions si le temps lui-même est dérangé et ne suit plus son cours accoutumé? Alors se manifesta avec évidence ce qui, jusque-là, avait été caché avec beaucoup d'artifice, c'est-à-dire la trahison du duc d'Urbin (1). L'on put juger à quel point se trompaient ceux qui attribuaient ses lenteurs à une extrême prudence, car, dans cette occasion, imitant Saturne, la plus tardive des planètes, il employa d'abord pour se mettre en mouvement, puis dans sa marche elle-même, beaucoup plus de temps que n'en pouvait comporter la nécessité pressante où l'on se trouvait. Tellement que, lorsque le duc de Bourbon arriva sous les murs de Rome, à la vingt et unième heure (2) du jour de sainte Monique de 1527, le duc d'Urbin se trouvait à peine arrivé à dix milles du lac de Pérouse, tant il entrait peu dans ses intentions de porter secours à l'Église et à son pasteur. Bien plus, quand il eut atteint Pérouse, il y fit un long et inutile séjour, sous le prétexte qu'il voulait remettre Horace Baglioné en possession de la seigneurie de cette ville et en chasser Gentilé. Ce ne fut donc point sans raison qu'on dit alors à Rome que Dieu avait marqué François-Marie d'un signe particulier afin que tout le monde vît en lui un homme contre lequel il fallait se tenir en garde. D'autres l'excusaient en disant qu'il agissait ainsi pour se venger de la maison de Médicis : mais l'excuser par un pareil motif, n'était-ce pas inscrire son nom dans le temple de l'infamie, puisque, pour satisfaire un ressentiment privé, il sacrifiait le sang et les richesses des Romains? (3).

Le Pape, instruit de la marche de Bourbon sur Rome, se trouva dans de grandes anxiétés tant à cause du peu de temps qu'il avait devant lui, que pour son peu de confiance dans les armes de la ligue. Ramassant les artisans du plus bas étage de Rome et les vauriens pris dans les écuries des cardinaux et des prélats, race née dans les carrefours, que

(1) « Ma che giova che tutte le ruotte dell' orologio facciano il debito corso loro, se il tempo è guasto? Allora si fece palese ciò che con molto artificio era stato tenuto occulto, cioè il tradimento del duca d'Urbino. »

(2) C'est-à-dire le 4 mai, à 4 heures 17 minutes après midi.

(3) « Fece ancor quivi soverchia dimora... Onde non senza motivo fu allora detto in Roma, non peraltro Francesco Maria essere signato da Dio fra gli uomini, se non perchè le genti si accorgessero ch' egli era persona da doversene guardare. Altro lo scusavano dicendo che così adoperava per vendicarsi della casa de' Medici. Ma come lo potevano difendere senza consacrare il suo nome al tempio della infamia, ammettendo che sotto specie d' una vendetta privata anelava il sangue e le ricchezze dei romani? »

son genre d'éducation n'avait formée que pour les disputes de la rue et rendue plus propre à manier un couteau qu'une épée, il en forma un corps de six mille fantassins (1). Et, comme en ce moment, il n'y avait point à Rome de capitaine plus capable de les commander que Renzo de Céri, bien que Sa Sainteté ne fît pas de lui tout le cas que semblait mériter la brillante réputation dont il jouissait alors, elle prit le parti de le charger de la défense de la ville.

Ensuite, on appela tout le peuple romain pour le convoquer en assemblée générale, d'abord dans le palais des Conservateurs, au Capitole, puis, comme cet édifice ne pouvait contenir la foule, dans l'église Aracœli, qui en est tout proche. Le monsignor gouverneur de Rome exposa brièvement à cette multitude assemblée comment l'intention de Sa Sainteté était de lui donner pour chef Renzo de Céri; il exhorta tout le monde à lui obéir et à faire tout ce qui était nécessaire pour la défense de la patrie, pendant deux ou trois jours, jusqu'à ce que les armes de la ligue apparussent pour mettre l'ennemi en fuite ; il ajouta que le Pape avait une telle confiance dans la fidélité et le courage de son peuple, que, quoiqu'il pût se mettre lui-même en sûreté dans le château Saint-Ange, il préférait être gardé par ses sujets, et, pour ce motif, il allait habiter dans le palais de Saint-Marc. Ce témoignage de la confiance que le Pape avait en eux dans cette circonstance flatta singulièrement les Romains : la joie se peignit sur leurs visages, et tous s'écrièrent qu'ils étaient prêts à défendre jusqu'au dernier soupir la personne du Pape et la patrie, et qu'ils feraient tout ce qui leur serait commandé par Renzo.

Au moment même où le peuple descendait du Capitole, un certain Simon Tébaldi, noble et généreux soldat romain, y arrivait. Envoyé avec quelques cavaliers en dehors des murs de la ville, il avait fait prisonniers quelques espions que Bourbon avait envoyés en avant pour s'assurer de l'état des choses à Rome. Comme Tébaldi les amenait avec lui, ils furent immédiatement interrogés par Renzo : on put connaître par eux quelques particularités des desseins de Bourbon, et surtout le lieu où il avait le projet de camper et d'attaquer Rome.

Après cela, la nouvelle de l'approche de l'armée ennemie et de son arrivée sous les murs de la ville ne tarda point à se répandre.

(1) « Dei più vili artigiani di Roma, e d'altra ribaldaglia tolta alle stalle dei cardinali, e dei prelati, gente nata nei trivii, educata alle risse, atta più ad adoprare il coltello che la spada, mise insieme da sei mila fanti. »

Dès qu'il fut près des murs, Bourbon envoya un trompette pour demander au Pape la permission de traverser la ville, pour lui et son armée, qu'il voulait, disait-il, conduire dans le royaume de Naples. A cette demande il fut, comme il convenait, répondu négativement. Pendant ce temps, l'armée s'avança vers les prés situés derrière la colline du Vatican, ne voulant cependant pas se mettre tout à fait à découvert à cause de l'artillerie du château.

Puis quand on eut reçu la réponse négative que nous avons rapportée, elle essaya de passer le Tibre avec quelques petites barques qui se trouvaient là par hasard ; mais cette tentative n'eut aucun succès soit parce que ces barques étaient insuffisantes pour faire passer tant de monde, soit, surtout, parce que les Romains qui se tenaient sur la rive opposée tiraient sur les impériaux à mesure qu'ils s'approchaient, de manière que tous périrent, car lors même que quelques-uns, en escarmouchant, arrivaient au rivage, ils ne pouvaient ensuite éviter la mort (1).

Bourbon reconnut alors toute la témérité de son entreprise, car il était arrêté par des obstacles bien plus grands encore que, d'avance, il ne l'avait supposé. Il se trouvait sans artillerie sous les murs d'une ville qui embrassait un vaste contour, et ce qui semblait sans remède et le tourmentait par-dessus tout, c'est qu'il voyait son armée harassée de fatigue, affamée, manquant, en un mot, des choses les plus nécessaires qu'il ne pouvait lui procurer que dans Rome; et, en ce moment même, il perdait

(1) « Intanto l'esercito s' innoltrò verso i prati dietro il colle vaticano, non si volendo palesare scopertamente per timore del castello. Quindi avuta la risposta riferila, tentò di passare il Tevere con certe barchette quivi a sorte trovate: ma inutilmente, poichè tra per l'insufficienza dei mezzi in traghettarlo, e pei romani che armati stavano sull' altra riva, quanti a quella si avvicinavano, tanti ne rimanevano accisi. E seppure alcuno vi giungeva scaramucciando, non potea poi evitare la morte. »

L'importance de ce renseignement n'aura point échappé au lecteur, à qui il peut faire connaître, au moins par conjecture, les véritables projets du connétable.

Ses troupes campaient à l'ouest de Rome, et c'est de ce côté qu'eut lieu l'attaque principale. La tentative de passage dont Rossi ne désigne pas l'emplacement précis dut avoir lieu au sud-ouest de la ville, en dehors de l'enceinte des murailles; de manière qu'une fois parvenue sur la rive gauche du Tibre, l'armée se trouvait tout naturellement à peu de distance de la route de Naples, qu'elle eût rejoint avec facilité par la plaine ou les terrains peu accidentés où se trouvent situés l'église de Saint-Paul-hors-les-murs et le tombeau de Cécilia Métella.

Rossi semble partager cette opinion lorsqu'au milieu du discours emphatique et, en grande partie, de pure invention qu'il prête au connétable, il lui fait dire ces paroles tout à fait vraisemblables et conformes à la situation : « Traverser le Tibre pour nous rendre dans le royaume de Naples est impossible si nous ne mettons pas auparavant le pied dans Rome. *Varcare il Tevere per portarci in regno, non si può, se prima in Roma non ponghiamo il piede.* »

C'est donc par suite de la résistance éprouvée sur ce point que Bourbon fut forcé de donner l'assaut comme ressource suprême.

jusqu'à l'espérance d'y entrer. Combattu par mille pensées contraires, soupçonnant que son armée était disposée à se mutiner, il fit venir auprès de lui les capitaines qui commandaient l'infanterie et la cavalerie, leur fit envisager la situation précaire et périlleuse où ils se trouvaient, ainsi que toute l'armée, privés de vivres, de munitions, et sans argent pour s'en procurer. Il conclut qu'au point où l'on en était réduit il devenait indispensable (malgré l'approche de la nuit) de donner l'assaut à la ville. Dans son opinion, l'attaque devait avoir lieu dans la partie du Transtévère, c'est-à-dire entre les portes San Pancrazio et San Spirito, côté où les murailles étaient plus faibles, et où précisément l'armée allait s'établir. « Si nous remettons, leur dit-il, l'attaque à un autre jour, nous éprouve-« rons de bien plus grandes difficultés. A ce moment-ci le Pape, ni le « peuple romain ne peuvent s'attendre de notre part à une résolution si « audacieuse et si soudaine ; si nous tardons seulement jusqu'à demain « matin nous trouverons nos ennemis préparés, pourvus de tout ce qui « est nécesaire à la défense, et la victoire, aujourd'hui facile et sûre, « présentera demain des difficultés et des périls bien plus grands. Je re-« connais que l'armée est fatiguée, qu'elle a le plus grand besoin de « repos après les souffrances qu'elle a endurées, mais quand je vois « combien peu il reste à faire en ce moment pour assurer le succès, je « suis persuadé que chacun de vous sera d'avis de faire ce dernier effort, « et qu'au lieu de convier vos soldats à prendre un repos et une nourri-« ture, qu'on ne peut d'ailleurs leur donner que dans Rome, vous les « disposerez à terminer immédiatement notre entreprise. »

Voilà par quels discours Bourbon cherchait à persuader et, en même temps, à piquer d'honneur les capitaines pour les faire consentir à donner l'assaut, résolution téméraire, qui, à vrai dire, était plus digne d'un homme réduit au désespoir que d'un chef prudent ; car il n'ignorait pas la revue passée dans la ville peu de jours auparavant, et dans laquelle, comme nous l'avons dit, on avait compté trente mille hommes en état de porter les armes, Rome renfermant alors plus de cent quatre-vingt mille habitants. Il n'ignorait pas non plus qu'il était suivi de près par une armée bien supérieure à la sienne, et qui pouvait le vaincre dans Rome, même dans le cas où il serait parvenu à y entrer. Enfin il n'ignorait pas, il ne pouvait pas ignorer combien il pouvait peu compter, pour un tel dessein, sur son infanterie accablée par la fatigue, et qui allait se trouver en face de troupes fraîches et bien reposées. C'était donc mettre son ar-

mée dans un péril manifeste. Voilà pourquoi les capitaines désapprouvèrent sa résolution en lui montrant l'impossibilité de conduire en ce moment les soldats au combat. Bourbon feignit de n'être point offensé de ce refus, les priant de se tenir prêts pour l'aube du jour suivant ; et en cela son but n'était pas seulement de connaître quelle résistance pouvaient lui opposer ceux de la ville, mais aussi de s'assurer des sentiments de sa propre armée et de l'encourager à poursuivre son entreprise.

Ensuite Bourbon rassembla toute l'armée, et étant monté sur un lieu élevé afin que tous pussent le voir et l'entendre, il leur tint le discours suivant :

« Je ne doute point, ô mes compagnons, que votre généreuse ardeur « ne rende toute excitation et tout raisonnement superflus. Si cela était « nécessaire, je n'hésiterais point à le faire pour vous encourager à « monter à l'assaut, car je ne ferais en cela que suivre l'exemple des « grands généraux de l'antiquité ; mais cette dépense de temps et de « paroles est ici une chose aussi inutile qu'elle deviendrait offensante « pour vous quand on a vu avec quel héroïsme vous avez supporté tant « de privations et de peines : la faim, la fatigue, le manque de vêtements; « et, tout cela, pour arriver dans ces murs. Dans la position critique où « nous nous trouvons, je vous dirai brièvement toute ma pensée. Aussi « bien, quel est celui de vous à qui cette situation elle-même ne soit pas « connue ? Vous manquez de vivres : vous ne pouvez en trouver que dans « Rome. Retourner en arrière pour nous en procurer serait folie : au lieu « d'aller au-devant de tables bien servies, nous irions à la rencontre de « l'armée de la ligue, qui nous suit de près. Traverser le Tibre pour nous « transporter dans le royaume de Naples est impossible si nous ne met- « tons pas auparavant le pied dans Rome. Rester où nous sommes serait « insensé, car dans l'état de dénuement où nous sommes, et sans artille- « rie, nous pourrions, d'un instant à l'autre, être attaqués par l'ennemi « qui nous suit. Une seule chose en ceci nous aide et nous favorise, c'est « que l'armée ennemie est conduite par un chef indolent et dont les ré- « solutions changent sans cesse. Grâce à lui, rien ne s'oppose à ce que « nous soyons victorieux, et notre victoire sera d'autant plus complète « que nous l'obtiendrons, je l'espère, sans ensanglanter notre épée. Ja- « mais, peut-être, vous le comprenez, une armée n'eut l'occasion de faire « avec autant de facilité une si riche et si glorieuse conquête : je dis au- « tant de facilité, parce que lorsque je vous conduirai à l'assaut il ne

« vous faudra que de l'agilité pour escalader les murs. A peine y serez-
« vous arrivés que vous verrez fuir devant vous ce petit nombre de fan-
« tassins inexpérimentés, ne sachant nullement manier leurs armes, et
« qui, d'après ce que m'écrit le cardinal Colonna, seront les seuls adver-
« saires qu'on vous opposera. Dès que vous vous serez emparés des
« murs, les Gibelins qui sont dans la ville accourront à l'envi pour
« nous aider. Songez aussi que dans ces murs, que sous peu d'heures
« vous allez forcer, il y a avec le Pape un grand nombre de cardinaux,
« de prélats, de très-riches marchands, qui, n'ayant jamais vu l'ennemi
« s'approcher de la ville, y ont accumulé d'immenses trésors. La ville
« tout entière est en proie au plus grand abattement par la crainte où elle
« est du châtiment divin qui va l'atteindre, maintenant qu'elle est aban-
« donnée par ses propres défenseurs, c'est-à-dire par l'armée de la ligue.
« Dieu, dans sa justice, lui a préparé par nos mains le désastre et la
« punition que les mœurs et la vie irréligieuse de ses habitants lui ont, de-
« puis longtemps, méritée, et c'est à la nation allemande que sont réservés
« cette tâche et cet heureux jour. Et, bien que ces amas d'or et d'argent
« répandus dans Rome, et dont on ne saurait évaluer la valeur, doivent
« récompenser en partie votre courage et votre constance, je reconnais
« cependant que leur possession ne saurait satisfaire tout ce qu'il y a
« chez vous de force et d'audace guerrière. Je vois clairement sur vos
« visages combien vous préféreriez qu'il se trouvât dans l'intérieur de
« Rome des Catons et des Scipions, ou quelques-uns de ces généraux de
« l'antiquité, qui, à la tête de légions d'élite, et grâce à elles, usurpaient
« orgueilleusement le titre de *germanique*, et, à force de tromperies et
« d'embûches, répandaient tant dans votre pays qu'en Italie le sang de
« vos ancêtres. Ah ! combien vous voudriez faire preuve de votre valeur
« contre de tels ennemis, au lieu d'avoir affaire à ces hommes incapa-
« bles de vous résister ! Désirs véritablements généreux et dignes de la
« grandeur et de la noblesse de vos sentiments ! Mais le cours des siècles
« apporte aux choses humaines de tels changements qu'il ne se trouve
« aujourd'hui dans Rome qu'une jeunesse élevée dans des habitudes de
« bassesse, adonnée aux plaisirs, sans vertu, sans religion, plus propre
« à vivre dans la servitude qu'à donner, comme ses ancêtres, des maîtres
« au monde entier. Ne vous étonnez donc pas de ne trouver dans les murs
« de cette ville que des gens vils, efféminés, tellement adonnés au vol et
« à la fraude que toute leur pensée, toute leur activité n'ont pour but que

« d'accumuler des richesses. Mais si vous ne pouvez venger vos injures « sur des rivaux dignes de vous, s'il ne vous est point permis d'éprouver « l'effet de l'antique valeur romaine et de montrer combien la vôtre lui « est supérieure, votre vengeance sera satisfaite en pensant que vous « êtes vis-à-vis de ces hommes sans force les instruments de la colère « céleste. A la nouvelle que Rome et le Pape sont en votre pouvoir, « votre Empereur accourra en Italie pour récompenser généreusement « chacun de vous ; et lorsqu'ensuite il aura conquis l'Italie entière et la « France, il vous mènera subjuguer l'Asie et l'Afrique, afin que ce cou- « rage qui vous a fait vaincre les mauvais chrétiens soit employé, plus « tard, à vaincre les peuples barbares et infidèles. Et alors le monde « entier connaîtra votre valeur. Votre gloire et vos richesses surpasseront « celles des invincibles armées de Darius, d'Alexandre et des monarques « les plus renommés. En vérité, quand je pense à tout cela il me semble « déjà voir vos armes grossières et sans éclat remplacées par des sceptres « et des couronnes quand vous serez devenus seigneurs et princes des « provinces conquises qui vous seront généreusement distribuées par « l'empereur Charles, et, particulièrement, cette Rome et ces provinces « que vous a plusieurs fois promises votre Martin Luther. Je ne puis croire « aussi que vous ayez oublié comment plusieurs d'entre vous se trouvant « sous les murs de Pavie ont fait prisonnier le roi de France et mis son « armée en déroute ; et comment, enfin, vous avez tenu tête aux Milanais « et réprimé leurs fréquentes révoltes sous les yeux mêmes de la nom- « breuse armée des confédérés. Quant à ceux d'entre vous nouvellement « arrivés en Italie avec le capitaine Georges, n'ont-ils pas vaincu et im- « molé le célèbre et redoutable capitaine Jean de Médicis ; n'ont-ils pas « surmonté avec une constance héroïque toutes les difficultés que leur « opposaient l'âpreté sauvage des pays qu'ils traversaient et les pluies et « les neiges continuelles ? Je suis persuadé qu'il n'est pas un de vous qui, « après tant d'efforts et de fatigues, veuille s'en retourner dans son pays, « pauvre et mal accoutré, plutôt que de marcher courageusement à la « conquête de cette cité renommée par ses richesses, et patrie commune « à toutes les nations de la terre. Rappelez-vous, enfin, que toutes les vic- « toires que vous avez remportées, tous les grands faits d'armes que vous « avez accomplis seront effacés, que votre réputation sera perdue, si, par « aventure (ce qu'à Dieu ne plaise), au moment où l'on vous donnera le « signal de l'assaut, vous ne faites pas tous les efforts qu'exigent le péril

« de la situation où vous vous trouvez et l'espérance de ces grandes ri-
« chesses qui sont prêtes à devenir pour vous une réalité. »

Bourbon avait à peine fini de parler qu'on entendit de tous côtés un murmure joyeux par lequel l'armée manifestait son impatience de tout retard et la résolution de seconder le désir de son chef suprême. S'étant ainsi assuré de la bonne volonté de tous, après les avoir loués et remerciés, il les engagea à profiter de la nuit pour prendre le peu de repos que comportait le lieu, afin de se trouver, à l'aube du jour, plus forts et mieux disposés à l'entreprise. Et ayant assigné à tous les corps les divers quartiers qu'ils devaient occuper, il rentra dans sa tente avec les chefs et les officiers de l'armée, et passa la plus grande partie de la nuit à décider avec eux dans quel endroit et de quelle manière on donnerait l'assaut dès l'aube du jour. Lorsqu'ils le quittèrent, il leur recommanda, sur toutes choses, que chacun d'eux instruisît bien ses colonels de ce qu'ils avaient à faire, et s'attachât à leur persuader que le succès était plus certain que l'entreprise n'était périlleuse.

Pendant qu'au dehors les impériaux faisaient ainsi leurs préparatifs pour occuper Rome, dans l'intérieur de la ville on perdait le temps à délibérer, sans s'accorder sur les moyens de la défendre. Le Pape ne s'était point attendu à voir auprès des murs une armée si nombreuse. Quand il avait reçu l'avis de l'entrée des impériaux à Viterbe, bien des gens s'efforcèrent de lui faire croire que ce n'était point leur armée, mais bien celle de la ligue qui arrivait pour défendre Rome. Cependant, au milieu des angoisses et des craintes qu'il éprouvait il ne laissa pas que d'aller en personne par la ville. A ceux qui étaient chargés de remettre en état, le plus promptement possible, les ouvrages qu'on avait élevés, dans les temps anciens, pour la défense il recommandait de ne point perdre de temps. Il donnait l'ordre de transporter l'artillerie dans les endroits désignés par les capitaines, de distribuer les munitions, de placer dans les postes où la faiblesse des murs le rendait plus nécessaire ceux des fantassins qu'on jugeait les plus capables de soutenir l'attaque de l'ennemi, de distribuer les autres dans les lieux d'où ils pourraient porter plus promptement secours à ceux qui défendaient les murs.

Il prenait soin que ceux qui étaient chargés de porter aux combattants des vivres et autres objets nécessaires s'acquittassent de ces soins avec exactitude et le plus promptement possible. Il ordonna encore que l'on préparât une grande quantité de feux d'artifices et de bombes faciles

à s'enflammer, et qu'on jetterait au milieu des ennemis au moment où ils s'approcheraient des murs. Le Saint-Père ne manquait pas d'encourager tantôt celui-ci, tantôt celui-là, leur faisant remarquer en même temps que si l'armée ennemie était nombreuse elle n'avait point d'artillerie; qu'elle était incapable de forcer le moindre château-fort, et à plus forte raison Rome, ville d'une étendue extraordinaire; que cette armée manquait de vivres et d'argent, qu'il lui était donc impossible de rester longtemps sous les murs de Rome ; que si elle se voyait repoussée dans un premier assaut, elle serait contrainte de se débander, moins encore par la faim que par la crainte de se trouver prise entre deux feux par l'approche de l'armée de la ligue. Sa Sainteté ajoutait que les ennemis étant des luthériens, ce n'était point sans une permission divine qu'ils étaient arrivés jusqu'au siége de la catholicité afin que, restant tous morts sur le champ de bataille, ils devinssent un exemple redoutable et bien capable d'inspirer la crainte à tous les ennemis de la religion. Le Pape promit encore (et cela fit un grand effet) que tous ceux qui, combattant vaillamment pour le siége de saint Pierre, viendraient à être tués dans la lutte, obtiendraient l'indulgence et la rémission pleine et entière de tous leurs péchés ; et, dans le cas où ils auraient été en possession de quelque office, ces offices, vacants par leur mort, seraient conférés à leurs héritiers ou à leurs proches.

Par suite de l'expérience qu'il avait acquise dans les choses de la guerre (1) le Pontife reconnaissait fort bien le peu de capacité de ses capitaines et la poltronnerie de ces fantassins qui, au milieu du tumulte, s'étaient enrôlés à cause de l'argent qu'on leur donnait, et étaient, au fond, bien plus disposés à s'éloigner de la ville qu'à la défendre. Néanmoins, remettant à Dieu le soin de sa cause, armé d'un saint zèle, et ayant la conscience d'avoir rempli, autant qu'il le pouvait, les obligations attachées à sa charge pastorale, après avoir pourvu, selon son pouvoir, à la défense de la ville, il se tranquillisa et, s'abandonnant à la volonté divine, il se mit fréquemment en prières. Plût à Dieu qu'il lui eût été permis de remplir les fonctions de capitaine comme celles de pasteur, et qu'il eût visité par lui-même les murs, les diverses parties des fortifications, les endroits où l'on avait placé l'artillerie, et enfin qu'il se fût assuré de tout ce qui était nécessaire pour défendre Rome ! Car alors,

(1) Il avait été chevalier de Malte, et, plus tard, il avait été légat à l'armée de Lombardie.

sans aucun doute, Bourbon aurait trouvé les choses disposées d'une tout autre manière, et les ennemis seraient retournés dans leur pays nus comme ils étaient venus.

Renzo de Céri avait affirmé au Pape qu'il serait impossible aux ennemis de demeurer deux jours sous les murs de la ville, et que, n'ayant point de vivres et ne pouvant en tirer d'aucun lieu d'alentour, ils seraient forcés de se retirer ; que, dans le cas même où ils s'obstineraient à demeurer, ils seraient tellement affaiblis par la faim qu'ils se trouveraient hors d'état de donner aucun assaut à la ville. Il assurait encore que l'armée de la ligue arriverait le jour d'après, et que, par conséquent, il n'y avait aucune raison à craindre cette multitude mal organisée et encore plus mal disciplinée.

Encouragés par les paroles de Renzo, le peuple et toute la cour pontificale se tenaient pour tellement assurés de la victoire que Sa Sainteté, peu confiante dans les assurances de Renzo, ayant mis en délibération si elle quitterait Rome secrètement, ses conseillers l'en empêchèrent, et, par la même occasion, ils refusèrent la permission nécessaire pour leur départ à beaucoup de marchands florentins et d'autres nations, qui, pour fuir le péril, s'étaient pourvus d'un galion (*galeone*) et d'une grande quantité de barques afin d'y mettre en sûreté leurs marchandises les plus précieuses et leurs femmes, qu'ils pensaient conduire à Civita-Vecchia. Pour maintenir le peuple dans cette espérance de la victoire on fit fermer immédiatement toutes les portes de la ville en disant que ces appréhensions étaient une chose risible dans un moment où il n'y avait aucune sorte de péril à craindre. A vrai dire, c'eût été en ce moment une grande faute que de laisser libre la sortie de la ville. Ceux qui seraient restés se seraient sentis intimidés et découragés, et les assaillants, au dehors, voyant fuir les habitants, seraient devenus plus audacieux et plus obstinés dans leurs attaques.

Mais, ainsi que nous le verrons, toute précaution fut vaine, puisque Rome, le Saint-Siége et le Pontife lui-même devinrent la proie de l'ennemi. Vaines se trouvèrent également les prédictions de Renzo de Céri, aussi brave comme soldat qu'incapable de voir clair dans l'avenir le plus prochain, ne sachant ni prévoir à l'avance, ni pourvoir aux choses les plus nécessaires (1), ni même se procurer des informations

(1) « Vane egualmente erano le antiveggenze di Renzo da Ceri altrettanto famoso soldato quanto cieco in prevedere, prevenire e provvedere a' bisogni della città. »

exactes. Ainsi, il ignorait que les Colonna faisaient passer continuellement à Bourbon des rafraîchissements et même quelques vivres, tellement que si son armée n'était pas dans l'abondance elle pouvait au moins se nourrir en faisant très-maigre chère. Renzo ignorait également que l'armée de la ligue était trop éloignée pour que les choses pussent s'arranger comme il le supposait.

Je ne veux point passer sous silence plusieurs accidents tenant du prodige, et qui, dans cette même année 1527, eurent lieu à Rome peu de temps avant la chute de cette ville, accidents qui, de l'avis de plusieurs, annonçaient les malheurs qui étaient sur le point d'arriver.

Au temps dont je parle, on voyait errer par la ville un homme dont Sienne était la patrie. Il était d'un âge avancé, presque nu, très-maigre, roux de poil, et tout son extérieur respirait la dévotion et l'humilité. Allant par les rues, il invitait chacun à faire pénitence et prédisait au peuple la ruine qui le menaçait. Souvent dans les chemins on l'entendait rappeler à tous, d'une voix effrayante, que le temps de la pénitence était arrivé, et qu'il voyait le fléau s'approcher. Dans un moment où le Pape était sorti en public, il lui adressa, comme s'il eût voulu le reprendre et l'humilier devant toute sa cour, des paroles injurieuses et grossières, lui annonçant, de la part de Dieu, sa chute prochaine. Mais seulement cet homme n'avait pas prévu ce qui allait lui arriver à lui-même, car par ordre supérieur il fut mis en prison, et là continua avec plus d'énergie que jamais à affirmer la vérité de ses prédications, bien que peu de gens ajoutassent foi à ses paroles, car plusieurs le regardaient comme un fou (1).

(1) Barthélemy Carosi, à qui la force de ses bras valut le nom de Brandano, sous lequel il est connu, naquit, en 1483, à Pétroïo, dans l'état de Sienne. Ses parents étaient établis comme cultivateurs sur des terres appartenant aux moines olivétains.

C'était un assez mauvais sujet. A l'âge de vingt ans, étant allé à Monté-Follonio, il devint amoureux de la fille d'un paysan qui cultivait les terres des seigneurs Landucci; il l'épousa et continua sa vie de désordres, emportant de la maison tout ce qu'il pouvait. Cela dura jusqu'à l'âge de trente-huit ans. Ce fut alors que Dieu exauça les prières que sa femme lui adressait depuis longtemps pour la conversion de son mari.

Un jour qu'il minait un champ, sa marre rencontra un bloc de pierre caché sous le sol, et fit voler un éclat qui lui creva l'œil gauche. Sa femme lui dit que cet accident était un effet de la colère divine, et l'exhorta à changer de conduite.

On était alors en carême, et le R. P. Séraphin de Pistoïa, mineur observantin, devait, un matin, prêcher à la paroisse de Monté-Follonio le sermon sur la vie de Magdeleine. Brandano étant allé l'entendre, fut tellement touché qu'il demanda en grâce au P. Séraphin de le confesser, et donna les marques du plus grand repentir. A l'approche du vendredi saint il sollicita et obtint la faveur de représenter le bon larron: convert seulement d'un vêtement de toile (*traliccio*), qui lui descendait jusqu'aux genoux, il se fit lier à la croix, et, demandant toujours à Dieu le pardon de ses fautes, il versa des larmes

Une partie du corridor qui joint le palais apostolique du Vatican au château Saint-Ange tomba à terre sans qu'aucune raison eût déterminé cette chute (*senza cagione veruna cadde a terra*). Il arriva beaucoup d'autres choses extraordinaires, parmi lesquelles il en est deux que je veux mentionner (bien qu'on ne puisse pas les raconter sans être saisi de terreur). Voici la première. Peu de jours avant l'arrivée de Bourbon, il tomba dans l'église de la Transpontina une flèche qui enleva des bras d'une statue très-vénérée de la bienheureuse Vierge son petit enfant,

si abondantes qu'elles mouillèrent le pavé. Quand on l'eut descendu de la croix il commença à faire la pénitence la plus sévère : reprenant le vêtement qu'il avait porté sur la croix, ayant en main un crucifix avec l'effigie des deux Marie (*un crocifisso in mano con due Marie*), une tête de mort sous le bras, la tête et les pieds nus, il se mit en chemin comme un nouveau saint Jean-Baptiste, commença à rassembler les jeunes gens de Pétroïo pour les envoyer à l'église, puis se rendit en d'autres endroits, invitant le peuple à faire pénitence, parce que le châtiment approchait. Ses parents, croyant qu'on lui avait jeté quelque sort, le conduisirent tout doucement (*con bel modo*) à la madone miraculeuse de Montépulciano : là se trouvait un prêtre qui exorcisait et détruisait l'effet de tous les charmes, maléfices et sorcelleries diaboliques. Brandano étant entré dans l'église, le prêtre le fit mettre à genoux et commença à l'examiner. Brandano, prenant son crucifix en main, lui dit : « Exorcisez-vous vous-même, car mon Seigneur Jésus-Christ m'a exorcisé en me pardonnant mes péchés ; c'est pourquoi ne venez pas m'ennuyer » (*e però non mi date molestia*). Le prêtre demeura émerveillé de ce changement de vie, et Brandano se remit en chemin.

Arrivé à Monté-Follonio, où était un crucifix miraculeux, il resta à genoux pendant six heures devant ce crucifix, demandant le pardon de ses péchés, et criant que le châtiment était proche, et qu'on eût à faire pénitence.

Il se rendit ensuite à Sienne, et, avec l'argent des aumônes recueillies sur sa route, il acheta le livre des Évangiles, et, allant chaque jour trouver le sacristain de la cathédrale, qui était son ami, il se faisait lire par lui l'évangile du jour ; puis il commençait à prêcher avec une telle ferveur, qu'il connaissait à la simple vue ceux qui étaient en état de péché. Alors il allait, au milieu de la nuit, heurter à leur porte et leur disait : « Un tel, aies recours à Dieu, parce que le châtiment est proche. » Ensuite il entrait dans tous les palais et criait : « Faites de bonnes œuvres, car la mort approche. » Il demandait la charité pour les pauvres, et quand il avait amassé des provisions suffisantes il allait chercher les pauvres, se plaçait au milieu d'eux, prenait pour sa part le pain le plus mauvais, leur donnait le meilleur, puis leur faisait louer Dieu et la très-sainte Vierge Marie en chantant l'*Ave maris stella*. Il parcourut ainsi l'état de Sienne, allant dans les lieux où l'on jouait, et tombait à coups de bâton sur les blasphémateurs (*e quando sentiva bestemmiare dava buone bastonate*), et malgré les bons horions qu'il recevait dans ces occasions il ne cessait point d'empêcher par tous les moyens qu'on ne blasphémât contre Dieu.

Il retourna à Sienne, et de là se rendit à Rome. Arrivé dans cette ville, il remplit un sac d'ossements de morts. Un matin, au moment où le Pape était à Saint-Pierre, et où les cardinaux tenaient chapelle, Brandano entra dans l'église et commença à donner un os à chacun d'eux, disant que tout le monde devait avoir son os à ronger. Le pape Clément, de la famille des Médicis, demanda qui il était, et donna l'ordre qu'il vînt à son audience. Brandano y fut, mais n'ayant point été reçu en audience, il commença à dire : « O Rome ! ô Rome ! le 21 mai, tu seras assujettie. » Il dit beaucoup d'autres choses qui le firent mettre en prison, mais il fut bientôt délivré et obligé de sortir de l'État de l'Église.

Il retourna à Sienne et commença à prêcher sur la place publique. Un courrier qui vint à passer en ce moment raconta que, la veille au soir, il l'avait laissé prêchant sur le pont Saint-Ange, qu'il n'était pas possible que Brandano allât aussi vite que lui courrier, qui allait en poste, et qu'il fallait que les anges ou le diable l'eussent, en si peu de temps, transporté de Rome à Sienne.

qu'elle rompit en deux morceaux, en même temps qu'elle réduisit en mille morceaux la couronne qui surmontait cette sainte image.

Le second accident que j'ai à raconter n'est pas moins épouvantable que le premier. Le jeudi saint, le corps sacro-saint de notre divin Rédempteur ayant été, selon la coutume, exposé dans le ciboire de la chapelle pontificale, l'hostie non sanglante fut, dans la matinée du jour suivant, retrouvée à terre, sans qu'on eût pu savoir, quelque diligence qu'on eût faite au moment même, par qui cette hostie avait été enlevée

Je passe sous silence un pèlerinage à Saint-Jacques-en-Galice, signalé par de nombreuses aventures où le démon joue un grand rôle.

Il vint à Rome, et sitôt qu'il y fut arrivé, il commença à crier contre le Pape. Au moment où Clément se rendait à Saint-Pierre, Brandano, ayant fait ses discours ordinaires, ajouta : « O Rome ! je te plains, parce que quand le chef (la tête) est mauvais, tous les membres sont pourris. » Plusieurs soldats se trouvant là, l'un d'eux, entendant ces paroles, mit l'épée à la main et frappa le pauvre Brandano en lui disant : « Prends-tu cela volontiers pour l'amour de ton Christ ? » Brandano répondit : « O soldat ! si j'avais cent vies, je les donnerais toutes pour ce Christ. » Alors ce coquin de soldat lui donna du revers de la main un coup qui lui démit l'épaule et le blessa mortellement. Brandano lui dit : « O soldat ! rappelle-toi de Jésus-Christ, et sache qu'il se chargera de me venger. » Ensuite il prit un peu de terre, et, l'ayant mouillée avec un peu d'eau, il fit dessus le signe de la croix et l'appliqua sur sa blessure, qui fut à l'instant guérie.

Parcourant la campagne de Rome, il annonçait sans cesse des malheurs, parlait contre le Pape et prophétisait le sac de Rome. C'est pourquoi Clément le fit prendre, mettre dans un sac, qu'on lia ensuite, et le fit, pendant la nuit, jeter dans le Tibre. Mais la grâce de Dieu, qui n'abandonne jamais ses serviteurs, le fit aborder miraculeusement plus loin que Saint-Paul-hors-les-murs. Il mit sur ses épaules le sac tout souillé de limon, et rentré à Rome, il commença à crier : « O Romains ! vos consciences sont plus salies que ce sac, mais j'ai pitié de vous, parce que quand la tête est mauvaise les membres sont pourris. Et toi, Rome, qui devrais être le lieu par excellence de sainteté du monde entier, puisque tu es la capitale de la chrétienté, tu es devenue la capitale de l'hérésie, mais à cause de tes péchés tu seras assujettie. » Le pape Clément VII, des Médicis, entendant ces paroles, ordonna que Brandano fût mis en prison, ce qui fut fait sur l'heure. Arrivé dans la prison de Tor di Nona, il dit à ses compagnons de captivité : « Réjouissez-vous, mes frères, parce que quand le Pape sera mis en prison nous en sortirons tous. » Ce qui arrive, en effet, quand Bourbon, arrivant près de Rome pour la saccager, le Pape fut obligé de se sauver dans le château Saint-Ange, y fut retenu prisonnier par l'armée de Bourbon, à laquelle il dut donner un demi-million, et s'échappa comme il put pour se rendre à Orviéto.

Pendant qu'il était dans cette ville, Brandano s'y rendit et commença à dire aux Orviétans qu'ils devraient chasser le Pape, qui avait causé la ruine de l'Église. Et Clément dit alors qu'il n'était pas possible que Dieu le fît persécuter ainsi par ce monstre.

Quand Brandano partit d'Orviéto, tout le monde courait pour le voir. Les uns disaient : « Voilà le saint; » les autres : « Voilà le prophète qui a prédit le sac de Rome. » Beaucoup de gens disaient : « C'est celui qui a prophétisé; » et lui allait d'un lieu à un autre, prêchant toujours que Dieu voulait punir les pécheurs.

Je suis entré dans ces détails sur Brandano, parce qu'il m'a semblé y voir un reflet des sentiments politiques et des sympathies du peuple à cette époque. Il était devenu un personnage marquant par certaines prédictions très-hasardées et que l'événement venait parfois justifier de la manière la plus bizarre. On aimait aussi les hardiesses de son langage vis-à-vis des soldats et capitaines étrangers, et surtout des Espagnols, quand ces derniers devinrent les oppresseurs de sa patrie. Il mourut en 1551, et son histoire, écrite en 1560, mentionne avec soin le nom de tous ceux qui furent assez heureux pour obtenir quelque chose de ce qui lui avait appartenu.

du tabernacle. De pareils signes eussent été bien capables de jeter la terreur dans l'âme de tout bon catholique si les fascinations de la volupté, l'ambition et la cupidité n'eussent point étouffé toute idée juste, au point de détruire toute espérance de réforme.

Or, tandis que dans l'intérieur de Rome on travaillait jour et nuit pour s'approvisionner de tout ce qui était nécessaire pour la défense de la ville, l'aube du jour que Bourbon avait fixé pour donner l'assaut allait bientôt paraître. C'était le premier dimanche de mai, et il tombait le cinquième jour du mois. Mais les impériaux ayant rencontré de nombreuses difficultés, qui les empêchèrent de mettre leur plan à exécution, il fallut que les chefs de l'armée se rassemblassent de nouveau pour se concerter et donner des ordres mieux appropriés à la circonstance. Pendant ce temps, les Allemands allaient fourrager aux environs, parce que l'artillerie des fortifications (*baluardi*) les empêchait de s'approcher des murailles. Ce délai fut d'un grand avantage pour les défenseurs de la ville. En effet, bien qu'on ne pût réussir qu'en partie à les organiser, bien qu'il y eût parmi eux une grande confusion dans la manière dont ils exécutaient les ordres qui leur étaient donnés, bien qu'une grande partie d'entre eux n'obéît ni à Renzo, ni à aucun de ceux qui étaient sous son commandement, toutefois, dans cet espace de temps, beaucoup de choses furent sinon amenées à leur point de perfection, au moins bien mieux ordonnées. Mais à quoi sert la prudence humaine quand Dieu a prononcé la sentence du châtiment? Il n'y a de refuge assuré que celui de la pénitence (1). Il ne faut donc pas s'étonner si parmi les avis différents ouverts dans les conseils tenus les avis les plus sages et les plus sûrs étaient écartés, et si l'on adoptait les plus mauvais. Ainsi, entre autres choses, Renzo de Céri voulait qu'on rompît les ponts pour pouvoir sauver au moins la cité dans le cas où les ennemis réussiraient à se rendre maîtres du Transtevère, comme cela s'était vu au temps d'Horatius Coclès. Mais beaucoup de gentilshommes romains combattirent cet avis salutaire, craignant d'être obligés, plus tard, de contribuer à la dépense nécessaire pour la reconstruction de ces ponts, et aussi parce qu'on n'avait maintenant plus le temps nécessaire pour cette démolition, non plus que pour l'exécution des redoutes et barricades qu'on a coutume d'élever en pareille circonstance pour empêcher le

(1) « Ogni scampo vano eccetto il rifugio della penitenza. »

passage. D'autres proposèrent d'envoyer des ambassadeurs (*ambasciadori*) à Bourbon pour traiter avec lui. D'autres voulaient que du côté protégé par le canon du château on fît sortir la cavalerie, qui, à Rome, était devenue très-nombreuse, et cela afin d'inquiéter l'ennemi, qui, voyant les choses tout à fait différentes de ce qu'il avait supposé, n'oserait point tenter de donner l'assaut, ayant ainsi les Romains sur ses flancs et l'armée de la ligue sur ses derrières. Aucun de ces deux avis ne fut agréé par Renzo ; il refusait le premier comme peu honorable pour Sa Sainteté et pour la ville de Rome, et quant au deuxième il le regardait comme plus périlleux qu'utile, disant, en même temps, que le plus sûr était de défendre les murailles au moins pendant deux ou trois jours et jusqu'à ce que l'armée de la ligue, qui était à peu de distance, vînt au secours de Rome.

Ainsi se passa la journée du 5 mai. La nuit qui la suivit était presque écoulée lorsqu'à l'approche de l'aube du 6 mai il s'éleva dans l'intérieur et au dehors de Rome un brouillard si épais qu'on pouvait à peine distinguer les objets à la distance de deux pas. Les ennemis, se prévalant de la faveur que le ciel leur accordait en ce moment, se mirent en ordre de bataille, et une partie d'entre eux s'approcha des murs dans la partie qui est entre le bastion de San Spirito et la muraille construite par le pape Nicolas V. Là quelques-uns, à l'aide d'échelles et d'autres engins, se préparaient à tenter l'escalade. En ce moment, le brouillard s'étant un instant dissipé, et le jour ayant repris sa clarté ordinaire, on distinguait parmi tous les autres Bourbon, qui, revêtu de son armure par-dessus laquelle était une soubreveste (1) blanche, parcourait à cheval les rangs, et encourageait les siens en leur disant : « Mes compa-
« gnons de guerre, voici le moment où il faut que vous me montriez
« pour la troisième fois cette ardeur guerrière que vous m'avez déjà
« montrée en deux autres rencontres ; si vous faiblissez, vous perdez à
« la fois la réputation, la vie et les richesses que vous êtes sur le point

(1) *Soubreveste* (de l'espagnol *sobre*, par-dessus, et du français *veste*), sorte de vêtement sans manches qui se mettait par-dessus les autres vêtements, par-dessus la cuirasse. Les mousquetaires de la maison militaire du Roi portaient, dans leur grande tenue, la soubreveste de drap bleu avec la croix d'argent fleurdelisée.

« Ma fra tutti, fatto giorno chiaro, si distingueva Borbone, il quale tutto armato, con sopraveste bianca, correva a cavallo le file, confortava i suoi, dicendo : « Ora è necessario, miei com-
« militoni, farmi spettatore la terza volta di
« quella ferocia e militare virtù, che già per
« due fiate m'avete fatto vedere ; imperocchè il
« nome e le richezze acquistate in quelle sareb-
« bero colla vita al tutto perdute, se punto vi
« mancasse dell' usato vigore. » Così spronava Borbone gli Spagnuoli e i Tedeschi. »

« d'acquérir. » C'est ainsi qu'il aiguillonnait les Espagnols et les Allemands. Aux Italiens il remontrait qu'en ce moment il leur était plus indispensable que jamais de donner une nouvelle preuve de leur courage, car, s'ils n'étaient point victorieux, ils seraient, aussi bien que les ultramontains, immolés par les ennemis, et que, d'autre part, ils ne pouvaient attendre de Rome qu'un châtiment sévère pour avoir désobéi aux lois de leur pays en combattant dans une armée opposée à celle des confédérés. En outre, il confirmait à tous les promesses qu'il leur avait si largement faites, leur assurant une part plus grande que celle qui devait leur revenir dans le partage du butin, et leur disant qu'ils seraient, un jour, seigneurs des villes et châteaux de leur pays natal. Aux luthériens qu'avait amenés d'Allemagne le capitaine Georges il rappelait, en les exagérant, leurs privations, leurs souffrances, leur dénûment, enfin tout ce qu'ils avaient enduré pour arriver jusqu'au pied de ces murailles; et maintenant leur but se trouvait atteint, ils allaient dans de bons logements se refaire de toutes leurs fatigues : il suffisait pour cela qu'ils montrassent leur courage ordinaire. Nul doute qu'une fois ces remparts franchis ils ne devinssent très-riches en quelques heures, et alors ils pourraient, en compagnie de leurs femmes et de leurs enfants, jouir eux-mêmes en toute tranquillité de toutes ces aises de la vie dont un si grand nombre de gens jouissaient sans avoir éprouvé aucune fatigue et sans les avoir méritées d'aucune manière. Voilà comment le déloyal et rusé capitaine s'étudiait à encourager les siens. Là où il les voyait rassemblés en plus grand nombre il accourait pour les enflammer à l'idée du combat qui allait avoir lieu ; il les exhortait à monter promptement à l'assaut, puisque le retour de l'aurore semblait les y inviter, et que le brouillard allait leur servir de bouclier contre les coups de ceux qui garnissaient le haut des murs. Il leur disait qu'il voulait être le premier à escalader ces murs dont Annibal n'avait point osé s'approcher ; et par là il leur montrait suffisamment le peu de cas qu'il y avait à faire des défenseurs actuels de Rome, et combien il tenait la victoire pour assurée.

L'armée entière se trouvant rangée en ordre de bataille, et Bourbon ayant ainsi animé par ses paroles l'infanterie et la cavalerie, toutes les troupes se montrèrent pleines de joie et d'ardeur pour le combat. Les Espagnols, qui se prétendent supérieurs à toutes les autres nations sous le rapport de la valeur et de la belle ordonnance qu'ils savent conserver, commencèrent à escarmoucher et attaquèrent la ville sur divers points ;

mais ceux de l'intérieur soutinrent courageusement cette première attaque. Alors un grand nombre d'Espagnols se groupa et montra la plus grande obstination à se maintenir dans la position la plus favorable pour tenter l'escalade, c'est-à-dire vers la partie des murs qui, répondant au côté de San Spirito, se trouve au-dessous du jardin du cardinal Ermellino, lequel jardin était situé sur l'emplacement qu'occupe aujourd'hui celui des seigneurs de Céri. Là, en effet, la muraille de la ville était plus basse que partout ailleurs.

En cet endroit les murs de la ville se joignaient avec une toute petite maison appartenant à un particulier, mais de manière à ce que, continuant la muraille et suivant exactement à l'extérieur la ligne des fortifications, personne n'eût pu en soupçonner l'existence à moins d'une minutieuse inspection des lieux. Dans la paroi extérieure de son mur, qui était très-mince, on voyait une vieille embrasure de canon, beaucoup plus large que les embrasures modernes, et qui servait de fenêtre à la maison. Au rez-de-chaussée, dans la partie la plus épaisse de ce mur, et au-dessous de l'embrasure, était une ouverture en manière de fenêtre ; elle devait avoir servi à donner du jour à une cave ou chambre basse. Au lieu d'être fermée par une grille de fer cette ouverture ne l'était que par quelques barreaux de bois, recouverts eux-mêmes de terre et de fumier, ne laissant point soupçonner l'usage auquel elle était destinée, et semblant encore moins susceptibles de donner à l'ennemi l'idée d'un passage par où l'on pourrait pénétrer dans la ville (1). Mais, quand le destin l'a décidé, tout ce qui semblait impossible ou improbable s'accomplit avec la plus grande facilité : les plus actifs et les plus vigilants s'endorment, les lynx deviennent des taupes, et, finalement, il n'y a pas de force, pas de prudence, pas de vigilance, pas de vertu qui puissent arrêter le cours des événements. Ainsi, dans cette circonstance, bien que le Pape eût ordonné à ses capitaines d'inspecter soigneusement les murs de la ville, aussi bien que ceux des vignes et jardins situés au-des-

(1) « Si congiungevano quivi le mura della città, con una piccola casa privata, ma in guisa che secondando questa al di fuori l'ordine dei bastioni, senza più che diligente osservazione niuno avrebbe potuto avvedersene. Sottilissima era la parete esterna in cui vedevasi un' antica cannoniera assai più spaziosa delle moderne, che serviva di finestra alla stessa casa. Al piano del terreno, nella grossezza della medesima parete e sotto la cannoniera, era un' apertura a modo di finestra, la quale doveva aver servito a dar luce ad una cella o cantina ; e che in vece d'inferriata aveva alcune spranghe di legno, ricoperte però di terra e di letame in modo da non dar segno alcuno dell' uso a cui era destinata, e molto meno da far concepire speranza all' inimico di trovare in quel luogo un adito alla città. »

sous de ces murs, bien que les capitaines eussent fait toutes les diligences voulues, ce lieu n'avait nullement attiré leur attention.

Or, ce fut précisément dans le voisinage de cette maisonnette, et peut-être parce qu'ils s'étaient aperçu de sa faiblesse, que les Espagnols, rassemblés en plus grand nombre qu'ailleurs, essayaient d'escalader les murs d'où ils étaient repoussés par un feu très-vif de mousqueterie. A mesure que la lumière du jour commença à répandre ses vives clartés, le brouillard s'épaissit tellement qu'il empêcha de voir les assaillants (1). Ils pouvaient donc, à leur gré, s'approcher des murs et planter leurs échelles sans être atteints. Même l'artillerie du château Saint-Ange et celle qu'on avait placée en divers autres lieux ne leur faisaient éprouver aucun dommage, et le fracas produit par ces détonations inutiles assourdissait les oreilles sans produire aux yeux quelque effet sensible (2). En effet, les fantassins qui défendaient la ville tiraient, du haut des murs, au hasard et au jugé là où il leur semblait entendre un bruit ou une agitation plus marqués, et le canon, servi d'après les mêmes vagues indications, ou n'atteignait personne, ou faisait autant de mal aux assiégés qu'aux assiégeants.

Or, tandis que les Espagnols combattaient vigoureusement en cet endroit, et, sans perdre un instant, faisaient les plus grands efforts pour s'emparer du bastion, il arriva que le duc de Bourbon, agissant plus en soldat qu'en chef, au moment où il appuyait une échelle contre la muraille afin d'y monter lui-même, reçut d'un soldat de la garnison un de ces coups de mousquet tirés au hasard qui l'atteignit dans le flanc gauche et le blessa si grièvement qu'il mourut à l'instant même, s'il faut en croire quelques-uns qui dirent avoir vu transporter son cadavre dans sa tente, tandis que d'autres rapportaient qu'il avait peu survécu à sa blessure, mais qu'il avait eu le temps d'encourager les siens à pousuivre leur entreprise. Il avait véritablement mérité la mort par son infidélité et son irréligion, mais non par ses qualités sociales et guerrières, car il avait un esprit grand, généreux, libéral, cultivé, vif et pénétrant, un cœur intrépide et porté aux grandes entreprises. Toutes ces qualités et beaucoup d'autres avantages lui avaient acquis parmi les capitaines de ce temps-là une brillante réputation. Mais sa détestable et sacrilége audace lui

(1) « Sullo schiarire del giorno peraltro la nebbia diventò talmente folta, che toglieva la vista degli assalitori. »

(2) « In quel frangente faceva più di mestieri adoprare l'orecchio che l'occhio. »

attira le châtiment de la justice divine ; il fut puni par elle avant même d'avoir osé donner les choses saintes aux ennemis de la religion catholique, avant d'avoir pu remplir les promesses de félicité qu'il avait faites aux siens, et qui ne pouvaient s'accomplir que moyennant la profanation de l'Eglise et de ses saintes reliques (1).

La mort de Bourbon jeta dans un grand trouble les autres chefs de l'armée, et, par là même, donna quelque répit aux défenseurs de la cité ; mais les chefs impériaux, s'étant de suite réunis pour délibérer sur ce qu'on devait faire, résolurent de recommencer l'assaut. Ensuite, ayant élu le prince d'Orange pour capitaine général en remplacement du duc de Bourbon, ils s'approchèrent de nouveau des murs pour tenter l'esca-

(1) « Morte veramente vieppiù meritata dalla sua infedeltà ed irreligione, che dalle sue qualità sociali e guerriere, per essere d'animo grande, generoso, liberale, d'ingegno culto, pronto, svegliato; e di cuore impavido, intraprendente. I quali ed altri pregi gli acquistarono fama tra capitani di quel tempo di non mediocre grido. »

Dans ses Mémoires, où il faut chercher moins encore la fidélité du récit, surtout pour les principaux événements, que la peinture de l'époque, le sculpteur Benvenuto Cellini s'attribue la mort du connétable.

« Le pape Clément avait, par le conseil de messer Jacopo Salviati, licencié les cinq bandes que lui avait envoyées le seigneur Giovanni (Jean de Médicis), mort depuis en Lombardie, et Bourbon, ayant appris qu'il n'y avait plus de soldats à Rome, se porta rapidement sur cette ville à la tête de son armée. A cette occasion, Rome entière prit les armes. Comme j'étais très-lié avec Alexandre, fils de Pierre del Béné, lors de l'invasion des Colonna à Rome, il m'avait demandé de garder sa maison. Dans cette nouvelle occasion, bien plus importante, il me demanda, dans le même but, de m'associer cinquante compagnons et de me mettre à leur tête comme j'avais fait lors de la venue des Colonna. Je choisis donc cinquante jeunes gens très-valeureux, et nous nous installâmes chez lui, où nous étions bien payés et bien traités. Quand l'armée de Bourbon fut sous les murs de Rome, ledit Alexandre del Béné me pria d'aller avec lui pour lui faire compagnie. Nous nous mîmes en chemin avec un des meilleurs parmi les compagnons que j'avais choisis; nous trouvâmes sur notre route un tout jeune homme appelé Cecchino della Casa, qui se joignit à nous. Arrivés aux murs du Campo Santo (cimetière San Spirito), nous vîmes cette merveilleuse armée qui faisait les plus grands efforts pour entrer par l'endroit même des murs où nous nous trouvions. Du côté des assaillants il y avait beaucoup de jeunes gens morts ; on combattait avec acharnement, et il y avait un brouillard extrêmement épais. Je me tournai vers Alexandre en lui disant « Retournons au plus vite à la maison. Il n'y a plus de résistance possible. Vous le voyez: ceux-là montent et ceux-ci fuient. » Alexandre, épouvanté, dit: « Plût à Dieu que nous ne fussions pas venus ici! » Et en même temps il se retourna avec la plus grande précipitation pour s'enfuir *(e così voltossi con grandissima furia per andarsene)*. Je lui en fis le reproche en disant : « Puisque vous m'avez amené ici, il faut absolument faire quelque acte qui montre que nous sommes des hommes. » Alors, ayant tourné mon arquebuse du côté où je voyais un groupe de combattants plus nombreux et plus serré, je plaçai le point de mire vis-à-vis d'un homme qui s'élevait au-dessus et au milieu des autres. Seulement, le brouillard ne me laissait pas distinguer s'il était à pied ou à cheval. M'étant tourné de suite vers Alexandre et vers Cecchino, je leur dis de préparer leurs arquebuses et leur montrai comment il fallait se placer pour n'être point atteint par les arquebusades des assaillants. Nous tirâmes chacun deux coups. Puis, m'avançant avec précaution, je vis parmi les ennemis un tumulte extraordinaire. Bourbon avait été tué par une de nos arquebusades, et, comme on l'a su plus tard, c'est lui que j'avais aperçu dominant tous les autres. »

lade malgré que tous les officiers, sentant alors la perte irréparable qu'ils venaient de faire, désespérassent maintenant de la victoire, quoiqu'ils eussent pu à travers l'épaisseur du brouillard s'apercevoir du peu d'ordre et de discipline qui régnait parmi les assiégés. Mais voulant venger, autant qu'il était en eux, la mort de leur chef suprême, et transportés d'une fureur guerrière, ils accoururent au lieu qu'ils occupaient auparavant pour recommencer l'assaut.

Déjà était passée la onzième heure (1) du lundi 6 mai quand les impériaux, redoublant d'audace, tentèrent de nouveau, de tous côtés, l'escalade jusqu'à la porte principale de San Spirito. Ils faisaient les plus grands efforts pour s'emparer de cette porte, étant en ce moment tout à fait favorisés par le brouillard, qui semblait s'épaissir davantage à mesure que le soleil montait à l'horizon. Rien n'arrêtait la fureur de ces barbares malgré qu'ils vissent quantité de leurs compagnons morts au pied des murs, d'autres frappés par les arquebuses, les fauconneaux et l'artillerie, d'autres, en grand nombre, brûlés par les fusées incendiaires qu'on lançait du haut des remparts aussitôt que ceux qui étaient parvenus à une certaine élévation apparaissaient à la vue des défenseurs de la ville, et tandis qu'on jetait d'autres projectiles incendiaires là où l'on pouvait juger d'après le bruit que le nombre des assaillants était le plus considérable.

On combattit ainsi sans relâche environ deux heures, mais avec une fatigue bien plus grande du côté des assiégés, qui avaient comparativement peu de monde à opposer aux ennemis. Ceux-ci, se trouvant beaucoup plus nombreux, sitôt qu'une compagnie avait donné et était fatiguée, la remplaçaient immédiatement par une troupe fraîche et reposée, qui venait continuer le combat. Pareil arrangement ne pouvait avoir lieu chez les Romains à cause de leur petit nombre. Tandis qu'ils ne pouvaient prendre un instant de repos, ils voyaient sans cesse apparaître de tous côtés de nouveaux ennemis dont l'impétuosité et l'audace allaient toujours croissant. Aussi, les assiégés, après les avoir plusieurs fois rejetés du haut des murs et leur avoir enlevé quelques drapeaux, commencèrent à craindre de ne pouvoir résister longtemps à ces attaques furieuses et qui se succédaient sans interruption.

Tandis qu'ils éprouvaient ces craintes, et que les capitaines pensaient

(1) 6 heures 19 minutes du matin.

à ce qu'il y aurait à faire si elles se réalisaient, il arriva que quelques fantassins espagnols découvrirent soit par hasard, soit par suite de quelque indication, la faiblesse de cette mauvaise petite cahute (*casipola*) enchâssée dans le rempart, et dont nous avons parlé tout à l'heure. A l'aide de leviers en fer et de pics ils élargirent l'embrasure et la petite fenêtre qui était en dessous, de manière qu'ils purent arriver commodément dans Rome même, étant protégés par le brouillard qui les garantissait contre le tir du château. C'était vers la treizième heure (1); on apprit que les ennemis avaient pénétré dans l'intérieur de la ville, sans qu'on pût comprendre comment, ou par quel endroit : car ceux qui défendaient les murs affirmaient qu'ils n'étaient certainement point entrés par escalade du côté de la porte San Spirito, malgré que les murailles fussent en cet endroit plus basses que partout ailleurs, plus mal gardées et surtout plus mal défendues. La vérité est que les impériaux étaient arrivés par la maisonnette sus-indiquée, puisqu'ils n'avaient point escaladé les murs et qu'on ne trouva nulle autre part des traces d'ouverture ou de brèche pratiquées.

A peine les Espagnols, entrés dans Rome, avaient-ils commencé à reformer leurs rangs, que Renzo de Céri apparut en cet endroit à la tête de 800 hommes de pied qu'il amenait pour renforcer ceux qui combattaient sur les murs. Mais lorsqu'arrivé auprès de l'église de San Spirito il vit les Espagnols arrivant à sa rencontre, on dit que, s'étant retourné vers la milice qu'il avait avec lui, il cria à haute voix : « Les ennemis sont dans la ville ! Sauve qui peut ! » Paroles vraiment déplacées et inconcevables dans la bouche d'un capitaine aussi renommé (*tanto capitano*), car les ennemis ne pouvaient être entrés en si grand nombre que, formant sa troupe en bataille et attaquant les Espagnols, il ne les eût fait retourner en arrière, ou du moins ne les eût combattus avec avantage, pouvant lui-même, dans tous les cas, opérer heureusement sa retraite sous la protection des canons du château. Mais par cela même qu'il avait empêché les siens de marcher à une glorieuse victoire, il leur fit rencontrer une mort honteuse, car ils furent presque tous tués dans leur fuite. C'est, du reste, ce qui arrive ordinairement, et avec justice, à ceux qui, au lieu d'affronter l'ennemi, lui tournent le dos sans nécessité. Et c'était bien sans nécessité que Renzo tournait le dos, car si, en ce

(1) 8 heures 19 minutes du matin.

moment, il eût envisagé de sang-froid, et sans être troublé par la peur, la distance à laquelle les Espagnols se trouvaient du mur de la ville, il eût facilement deviné qu'ils n'étaient pas nombreux et que la troupe sous ses ordres était plus que suffisante pour les repousser. Au lieu d'agir ainsi, il prit la fuite par la Lungara, dans la direction du pont Sixte, suivi d'un grand nombre des siens, qui, dans leur épouvante, s'étaient serrés autour de lui avec la confusion qu'on peut imaginer dans un tel moment de désordre. Par suite, ceux qui défendaient les murs, voyant fuir leur capitaine, abandonnèrent aussi leur poste et se mirent à le suivre à la trace. Mal leur en prit, car les ennemis qui les poursuivaient, enivrés désormais par la certitude de la victoire, et aux cris de : *Tue ! Tue ! Vive l'Espagne !* en firent une affreuse boucherie.

Cependant, arrivé au pont Sixte, Renzo le traversa dans le plus grand désordre, et joignant les fantassins de sa suite échappés au fer des Espagnols à ceux qui formaient la garde du pont, il essaya vainement d'opposer quelque résistance aux impériaux, car on avait négligé la seule chose à faire dans le cas où l'on n'eût pas voulu couper le pont : c'était d'y élever des barricades et des ouvrages en terre au niveau des parapets, et d'y placer quelques pièces de canon pour en défendre le passage.

Le Pape, en compagnie de plusieurs cardinaux, se trouvait en ce moment dans le palais apostolique du Vatican, attendant des nouvelles de l'issue du combat, quand on lui apporta la fatale nouvelle de l'entrée des impériaux. Alors, sans perdre de temps, Sa Sainteté, suivie de ses cardinaux, se retira dans le château Saint-Ange. Dès qu'on y fut arrivé, on délibéra s'il était bon de s'y renfermer, ou s'il ne vaudrait pas mieux que le Pape, accompagné de ses gardes, sortît en passant par les rues de Rome et allât se réfugier en lieu sûr. Mais comme il était destiné à fournir un exemple de toutes les infortunes qui peuvent atteindre l'humanité, il arriva que la nouvelle de la mort de Bourbon s'étant répandue, un Padouan, transfuge de l'armée impériale, vint communiquer cette nouvelle à Sa Sainteté, et lui dit en même temps que, par suite de la mort de son chef, l'armée se trouvait dans un état de consternation et de désordre tel que si Sa Sainteté envoyait en ce moment quelqu'un pour traiter avec les autres chefs, ceux-ci se détermineraient facilement à se retirer. Sur cette vaine espérance d'un accord le Pape abandonna la sage résolution de s'éloigner de Rome. Mais le prince d'Orange, qui avait remplacé le duc de Bourbon, n'était pas mieux disposé que lui en faveur

de l'Eglise; en conséquence il n'y eut plus lieu de traiter, et il n'était plus temps de sortir de Rome.

Le château Saint-Ange était, comme il arrive le plus souvent pour les forteresses de l'Eglise, dépourvu de provisions de bouche, de tout ce qui tient aux besoins de la vie ordinaire, et aussi de tout ce qui, en temps de guerre, est nécessaire pour repousser l'ennemi ; c'est pourquoi l'on fut obligé, dans le peu de temps accordé par les impériaux, d'y faire conduire, des maisons et des boutiques voisines, toutes les provisions qu'au milieu d'une si grande confusion on avait pu y trouver. Pendant ce temps, la nouvelle de l'entrée de l'ennemi s'étant répandue dans la ville, il accourut à la porte du château une telle quantité de prélats, de nobles, de courtisans, de marchands, de femmes, de soldats, s'entassant, se pressant, se bousculant les uns les autres (1), qu'il fut impossible aux gardiens, malgré tous leurs efforts, de fermer cette porte et de faire reculer cette multitude qui faisait irruption dans le château. C'est pourquoi ceux du dedans furent contraints de lever le pont-levis, qui lui-même, soit à raison de la rouille qui l'avait envahi, soit à cause de ceux qui s'y trouvaient rassemblés, ne pouvait se mouvoir. Par suite de cette mesure extrême l'immense quantité de gens restée au dehors dut prendre un autre parti pour se tirer d'affaire. Le cardinal Pucci qui se trouvait dans cette mêlée en souffrit gravement : outre qu'il fut foulé aux pieds, il fut encore blessé à la tête et à une épaule, et ce ne fut pas sans une grande difficulté que, conduit par ses serviteurs jusqu'à la porte du château, il y entra par une fenêtre grillée qu'on avait laissée ouverte pour y introduire les provisions, et à travers laquelle on le poussa et le fit passer à moitié mort et à la garde de Dieu (2). Le cardinal Ermellino, ayant voulu avant tout cacher ce qu'il avait de plus précieux, n'avait pu, à cause de cela, se trouver avec Sa Sainteté quand elle entra dans le château. Etant donc arrivé plus tard à la porte, et la trouvant fermée, il se fit hisser avec des cordes, le corps plié en deux et ramassé comme un fagot d'épines, tandis que Jacques Salviati, l'auteur des présents mémoires, le dataire, l'archevêque de Capoue, Albert Pio, Horace Baglioni et une quantité de gens distingués, étaient accourus pour voir d'en haut ce curieux spectacle, qui, en tout autre temps, aurait certainement excité le rire. Mais tous ceux qui se

(1) « Gli uni dagli altri vicendevolmente compressi, stipati, ammontati. »

(2) « Fu per una inferriata, lasciata aperta per ricevere la roba, quasi morto infilato come Dio volle. »

trouvaient là étaient tellement frappés d'épouvante qu'aucun ne disait mot, et l'on voyait sur leurs visages l'expression de la terreur universelle.

Il était vraiment indispensable de fermer les portes du château, car il y était entré plus de 3,000 personnes, et comme il n'y avait pas suffisamment de vivres, si on en avait laissé entrer d'autres on eût été ensuite contraint de les faire sortir. Tous les prélats, courtisans, marchands et gens du peuple, demeurés en dehors du château, coururent qui çà, qui là, guidés moins par le raisonnement que par l'instinct naturel, vers les lieux où ils pensaient trouver le plus de sûreté. Beaucoup allèrent aux portes de la ville, pensant sortir de Rome ; mais, ayant trouvé les portes fermées, ils durent se résigner à partager le sort commun. Un grand nombre se réfugia dans les maisons appartenant aux Colonna, ou à leurs partisans (1). Sachant qu'ils avaient appelé à Rome le duc de Bourbon, qu'ils lui avaient fourni des vivres, on pensait qu'on se trouverait en sûreté chez eux plus que partout ailleurs. D'autres se dispersèrent dans diverses maisons particulières des Allemands, Flamands et Espagnols établis depuis longtemps à Rome. Un grand nombre, enfin, alla chercher un asile dans les palais des cardinaux Piccolomini, de Eckenford, Aracœli, Vallé, Césarini, et dans d'autres palais appartenant à des seigneurs de la faction Gibeline, qui, étant tout dévoués à César, étaient restés tranquillement dans leurs palais croyant n'avoir rien à craindre. Par la même raison, beaucoup de cardinaux s'étaient dispensés de suivre le Pape dans le château Saint-Ange. Mais tous ceux que je viens de mentionner, et ceux à qui ils avaient donné asile, ne furent pas plus épargnés que les autres lors du sac de la ville, les luthériens ne faisant aucune distinction entre les Gibelins et les Guelfes, et n'ayant même aucun égard pour le cardinal Colonna, leur partisan, leur complice et leur ami.

Je ne puis moins faire que de m'arrêter quelques instants sur ce lamentable événement de la prise de Rome, arrivé dans un moment où la ville était remplie de cardinaux et de prélats aussi remarquables par leur science que dignes de la plus haute estime, et où elle comptait dans son sein des capitaines qui avaient acquis l'expérience de la guerre. En dépit de tous ces avantages, tout courage, toute valeur guerrière se trouvèrent subitement éteints, et, à la première apparition des ennemis dans la ville,

(1) *Nelle case de' Colonnesi.* Dans le texte italien, ce mot *Colonnesi* s'applique indifféremment aux membres de la famille et à tous ceux qui suivaient leur parti.

on abandonna toute idée de la défendre. On commit d'abord une grande erreur en supposant que trois ou quatre mille hommes de pied suffiraient pour garder le vaste pourtour des murs de Rome. Ensuite, lorsqu'on vit l'effort de l'armée ennemie se concentrer entre les portes San Pancrazio et San Spirito, où l'action était la plus chaude, ce fut une faute non moins grande de n'avoir pas rassemblé, pour lui tenir tête, le plus de combattants que l'on pouvait, afin de relever les postes et de donner quelque repos à ceux qui avaient longuement combattu et repoussé les assaillants. En effet, si, malgré le peu d'ordre avec lequel la défense avait été conduite, on compta, dit-on, au pied des murs plus de mille Espagnols tués, combien leur perte n'aurait-elle pas été plus forte si l'on avait pourvu à la défense suivant toutes les règles de l'art militaire ! Il suffisait de résister pendant cette journée seulement, puisque les ennemis étaient à peine entrés lorsque le comte Guido Rangoné fit donner avis qu'il était arrivé à Monté-Rotondo avec sa cavalerie et l'infanterie des bandes noires. Cette nouvelle eût été un sujet de frayeur et un temps d'arrêt pour les impériaux, qui, tout naturellement, eussent cru que l'armée de la ligue n'était pas éloignée ; et, dès lors, au lieu de penser à prendre la ville d'assaut, ils auraient dû songer aux moyens de pourvoir à leur propre salut. Et même en admettant que les impériaux eussent eu par leurs espions la connaissance exacte des forces conduites par le comte Guido, et qu'ils eussent su que l'armée de la ligue était à deux ou trois journées de marche, ne devait-on pas s'efforcer par tous les moyens de faire entrer promptement dans la ville, par les portes Pinciana, Salara ou Flaminia, le comte lui-même avec sa troupe? Lors même que ce secours n'eût pas été suffisant pour repousser l'ennemi au dehors, il lui aurait causé de la crainte et un dommage réel. En se joignant à la troupe mal disciplinée de l'intérieur le comte Guido pouvait préserver Rome du sac et du pillage, soit en rompant les ponts, soit en les défendant. Et lors même qu'on n'aurait exécuté aucune de ces choses, le comte Rangoné pouvait du moins faire sortir du château Saint-Ange le Pape et les cardinaux, et conduire Sa Sainteté du côté où il lui aurait plu d'aller. En outre, lorsque le bruit de l'entrée à Rome du comte Guido et de sa troupe se serait répandu dans le camp de la ligue, le duc d'Urbin eût été forcé de s'approcher de cette ville avec moins de lenteur qu'il n'était naturellement porté à le faire : mais, au lieu de cela, on tombait toujours d'une faute dans une autre. Parmi tous ces capitaines renfermés avec le Pape dans le môle d'Adrien,

aucun ne sut profiter d'un secours qui arrivait si à propos, tant ils étaient devenus hébétés et hors d'eux-mêmes ; effet qui se produit d'ordinaire dans les âmes grandes et généreuses quand elles sont tombées dans quelque faute sans remède (1). Il résulte de tout cela que le comte Guido consuma sans profit quelques journées jusqu'à l'arrivée du duc d'Urbin.

Une autre faute non moins grande fut commise au moment même de la mort de Bourbon. Dès qu'on eut vu du haut des murs porter son corps dans sa tente et les assaillants cesser le combat, le plus grand nombre de ceux qui défendaient Rome, abandonnant la plupart des postes qui leur étaient confiés, descendit du haut des murs et courut par la ville en criant : *Victoire ! Victoire !* ne tenant plus aucun compte des ennemis, et cela juste au moment où il aurait fallu que ces postes fussent gardés avec le plus de vigilance et défendus avec le plus de constance et d'opiniâtreté. A ce moment on aurait dû s'occuper de mettre les ennemis en pleine déroute en ne leur laissant pas le temps de se reconnaître et de délibérer sur ce qu'ils avaient à faire. Il fallait alors par une résolution courageuse risquer glorieusement sa vie en combattant, plutôt que de s'exposer à tomber plus tard honteusement sous l'épée de barbares vainqueurs. Je ne puis concevoir comment les Romains, oublieux, à ce moment, de la magnanimité de leurs ancêtres, ne coururent pas de suite, à l'exemple d'Horatius Coclès, couper les ponts, chose aussi facile qu'opportune, et grâce à laquelle les ennemis auraient eu peu de chose à piller. De plus, il y aurait eu pour eux peu d'avantage à entrer à Rome, puisqu'ils auraient éprouvé pour leurs approvisionnements de vivres autant de difficultés qu'auparavant. Au lieu de cela, les Romains, fuyant tous lâchement, en même temps qu'ils accroissaient l'épouvante de la population, encourageaient les ennemis à poursuivre leur victoire. Parmi ces défenseurs de Rome celui pour lequel il n'y a aucune excuse possible est Renzo de Céri, capitaine de la faction Guelfe. Vis-à-vis du Pape et des cardinaux il s'était fait fort, avec un ramassis de gens pris dans tous les quartiers de la ville, de défendre Rome pendant deux ou trois jours jusqu'à l'arrivée du secours de la ligue, et il ne sut pas seulement tenir pendant deux ou trois heures. Ensuite, quand il découvrit que les ennemis étaient dans la ville, il eût dû, avant tout, s'arrêter à San Spirito, chercher à reconnaître comment, par quel endroit et en quel nombre, ils

(1) « Tanto erano divenuti stupidi e fuori di sè. Effetti soliti a scorgersi negli uomini grandi e generosi quando sono caduti in qualche errore irremediabile. »

étaient entrés, afin de prendre, d'après ces informations, le parti indiqué par les circonstances. Pas plus excusables que Renzo ne furent Baglioni et les autres chefs, qui, au lieu d'accourir où les appelait le soin de la défense, et au lieu de donner les ordres nécessaires, se retirèrent avec le Pape dans le château. Mais, comme le premier effet du châtiment divin est d'obscurcir l'intelligence et d'amoindrir le courage, on ne pensa même pas à se défendre.

Mais il est temps de laisser les capitaines romains enfermés dans le château par suite de leurs craintives irrésolutions, et de revenir à ceux qui poursuivent, avec un courage obstiné, la victoire obtenue par la hardiesse de leurs résolutions et la constance de leurs efforts. Les Espagnols, ayant vu les Romains s'enfuir lâchement à leur première apparition, en devinrent plus acharnés à les poursuivre l'épée dans les reins, se faisant, en même temps, envoyer en toute hâte des secours par ceux des leurs restés en dehors, car il n'était entré, jusqu'à ce moment, que quatre compagnies de vétérans espagnols, faisant partie de ceux que Bourbon avait pris dans la garnison de Milan. Tout le reste de l'infanterie espagnole, passant par la même ouverture, vint se joindre à eux dans le Borgo, où elle se forma suivant l'ordonnance en rangs serrés, et marcha en avant vers San Spirito, tuant avec la plus grande cruauté tout ce qu'elle rencontrait d'hommes et de femmes. Il arriva même, en cette circonstance, que plusieurs chefs et soldats, envoyés à la défense de Rome, et qui n'avaient pu suivre Renzo dans sa fuite précipitée, se trouvant rejoints par les ennemis, firent semblant d'être des leurs, et, se mêlant à eux, poursuivirent et tuèrent beaucoup de ces mêmes habitants du Borgo en compagnie desquels, l'instant d'auparavant, ils fuyaient pour se soustraire à la poursuite des impériaux. Aussi, ces derniers, en peu de temps, et sans avoir perdu un seul homme, se trouvèrent maîtres du Borgo et de toute la Cité Léonine, dans laquelle ils massacrèrent, en ce court espace de temps, plus de mille personnes, et firent un bien plus grand nombre de prisonniers. Et, ayant saccagé tous les palais et les maisons les plus riches, ils allèrent ensuite, avec les prisonniers qu'ils venaient de faire, se délasser dans le palais du Pape, qu'ils saccagèrent de même avec la plus grande célérité avant que les Allemands n'y arrivassent; car entre ces deux nations il ne régnait point ce sentiment d'accord et de mutuelle bienveillance qui existe d'ordinaire entre ceux qui font partie d'une même armée. Cela fut cause que, plus tard, dans l'intérieur de Rome, il y eut entre les

soldats des deux nations des querelles et même de véritables escarmouches, comme nous le verrons en son lieu.

Les impériaux, s'étant ainsi refaits de leurs fatigues, manifestèrent l'intention de s'accommoder avec le Pape soit par suite de la crainte que leur inspiraient les armées de la ligue, dont beaucoup d'entre eux regardaient l'arrivée comme imminente, soit aussi parce qu'il leur semblait difficile, pour entrer dans la ville même, de franchir les ponts qu'ils croyaient bien gardés et bien défendus, soit, enfin, pour toute autre raison. Ceux qui étaient dans le château ayant ajouté foi à cette démonstration pacifique, comme il arrive toujours lorsqu'on désire vivement une chose, Sa Sainteté fit choix de l'ambassadeur de Portugal, comme homme en qui César avait confiance, pour arrêter avec les chefs de l'armée ennemie les conditions de la capitulation. Les chefs se montrèrent disposés à traiter ; mais, peu après, dans le moment où ils tenaient conseil entre eux, survint le prince d'Orange, accompagné d'un grand nombre d'Allemands. Ils étaient entrés par la porte San Pancrazio, qu'ils avaient jetée à terre, et par la partie des murs qui était la plus basse et qui déjà avait été abandonnée par les Romains. De plus, on leur avait rapporté que ni les ponts, ni aucun autre endroit de Rome n'étaient gardés, et que l'épouvante s'était emparée de tous les habitants. Dès lors, comme réponse aux propositions de paix ils firent entendre le son des trompettes, des tambours et autres instruments militaires, indiquant par là qu'ils allaient poursuivre leur victoire. Bien des gens crurent que les impériaux, craignant de tomber dans quelque embuscade et d'être victimes de quelque surprise cachée sous ces dehors de terreur et de fuite, avaient usé de ce stratagème de se montrer disposés à traiter afin de se donner le temps d'être bien renseignés sur l'état de la ville ; et, comme elle renfermait beaucoup de Gibelins, ils purent facilement et promptement être informés par eux de tout ce qu'ils voulaient savoir. Une fois parvenus dans l'intérieur de Rome, ce furent encore les Gibelins qui leur montrèrent du doigt les maisons dans lesquelles il y avait à faire un plus riche butin.

Ainsi donc, après ces vains semblants de pourparlers avec le Portugais, s'étant bien assurés de l'état des choses et de l'épouvante où tous les Romains étaient plongés (1), ils conclurent qu'il n'y avait point de

(1) « Avuta certezza dello stato delle cose e dello spavento serrato colle chiave della viltà nel cuore dei Romani, conclusero non essere da perdere più tempo. »

temps à perdre. A leur état de lassitude succédèrent une joie et une vigueur nouvelles, et ils se remirent en bon ordre pour gagner le pont Sixte et le quartier de Transtevère, afin d'arriver par là à se rendre maîtres du reste de la ville.

Ayant donc, comme nous venons de le voir, signifié à l'envoyé du Pape la reprise des hostilités en échange des propositions de paix qu'il eur apportait, ils se dirigèrent vers la grande porte de San Spirito. Peu auparavant ils y avaient fait filer une avant-garde de mille fantassins en toute hâte et sans bruit afin de ne point attirer l'attention et ne point être découverts par la garnison du château, car il était, en ce moment, près de 21 heures (1), et ils n'étaient plus protégés par le brouillard, qui s'était entièrement dissipé. Leur but avait encore été de tomber à l'improviste sur ceux qu'ils croyaient trouver postés pour la garde de la porte. Mais, ayant vu qu'elle était défendue par très-peu de monde, ils s'en rendirent promptement maîtres. Ensuite le gros de l'armée étant arrivé, après avoir laissé un bon nombre de fantassins dans la Cité Léonine, ils marchèrent en bon ordre le long de la Lungara, s'avançant vers le pont Sixte, qu'ils traversèrent malgré la résistance de courte durée qui leur fut opposée par ceux qu'avait rassemblés en cet endroit Pierre-Paul Tibaldi. Cet homme courageux défendait avec ses fantassins une partie de la muraille rapprochée de la porte San Pancrazio ; vers les 22 heures (2), voyant que les portes brisées avaient donné entrée à l'ennemi, il descendit précipitamment vers le pont pour en empêcher le passage, mais il ne fut pas favorisé par le sort comme l'avait été Horatius Coclès ; lui et le petit nombre de ceux qui combattaient à ses côtés tombèrent sous le fer des ennemis.

Ceux-ci, ayant traversé le pont, se divisèrent en trois colonnes, qui, se répandant dans les diverses rues, tuaient et massacraient tout ce qui leur tombait sous la main, jusqu'à ce que, ne trouvant plus de résistance en aucun lieu, à 23 heures ils restèrent vainqueurs et maîtres de la ville entière.

Alors les Espagnols commencèrent à entrer çà et là dans les maisons, faisant prisonniers tous ceux qui s'y trouvaient afin de les forcer à se racheter par d'énormes sommes d'argent. En attendant, ils pillaient le peu d'objets de valeur que l'on y avait laissés, car, au milieu de tout ce

(1) 4 heures un quart de l'après-midi. (2) 5 heures un quart de l'après-midi.

tumulte, chacun avait caché tout ce qu'il avait pu. C'est pourquoi les Espagnols, ayant fureté partout et n'ayant point trouvé la quantité d'or et d'argent sur laquelle ils comptaient, résolurent de cesser le massacre et de tenir les gens sous bonne garde, espérant leur faire avouer où étaient cachés leurs trésors. Cette judicieuse (*saggia*) détermination des Espagnols fut prise en mauvaise part par les Allemands. Voyant que les Espagnols ne tuaient plus personne, comme ils avaient jugé nécessaire de le faire au premier moment de la victoire, et mécontents de ce que ces mêmes Espagnols étaient seuls entrés le matin à Rome, les Allemands se crurent trahis. Et il allait naître de cette persuasion un grand désordre si le prince d'Orange et les autres chefs ne leur eussent expliqué les motifs qu'on avait d'agir ainsi, et ne leur avaient aussi persuadé de cesser de tuer les gens afin d'en tirer un plus grand profit. C'est pourquoi, remettant l'épée dans le fourreau, et prenant des cordes en main, ils liaient et garottaient tous ceux qui leur tombaient sous la main. Tellement que, dans l'espace de quelques heures, toute la ville fut prise et tous les habitants liés comme des bêtes de somme, chose à laquelle ils se soumirent avec une lâcheté telle qu'on a honte de le raconter (1).

Et quelle plume pourra jamais décrire, quel œil pourra lire sans horreur les violences, les insultes, les vols, les atrocités et énormités de tous genres commis ensuite par cette sacrilége armée dans les églises, les couvents de nonnes et les autres asiles pieux où s'étaient réfugiées une quantité de dames romaines avec leurs filles ! Ces monstres, semblables aux furies de l'Averne, brisant les portes des sacristies, se ruaient avec une audacieuse avidité sur les vases sacrés, les reliques vénérées, les saintes images, et, loin d'avoir égard aux sculptures admirables qui les décoraient, ils en arrachaient avec la plus grande irrévérence les pierres précieuses, et ils remplissaient leurs sacs de toutes ces dépouilles, sans que pour cela leur insatiable avidité fût satisfaite. Ajoutez à cela les mépris et les dérisions envers notre très-sainte religion : les têtes des apôtres et autres saints que nous vénérons, le bois sacro-saint de la croix, les saintes épines et les hosties consacrées que nous adorons sur l'autel étaient jetés à terre et foulés aux pieds par ces perfides luthériens.

(1) « Riposta la spada nel fodero e data mano alle funi, in cambio di uccidere, arrandellavano strettamente chiunque in loro si abbateva. Sicchè in poche ore restò presa la città, e legati gli abitatori a guisa di giumenti e con tanta viltà, che è cosa vergognosa il raccontarlo. »

Et s'ils ne pardonnaient pas aux ossements des saints martyrs, s'ils témoignaient sans crainte, ni retenue, le mépris qu'ils faisaient du divin corps du Rédempteur caché sous l'apparence du pain, quels excès ne pouvons-nous pas supposer qu'ils commirent sur les corps délicats et purs de tant de vierges consacrées à Dieu, de tant de nobles et dévotes matrones, qui, avec leurs petits enfants, s'étaient réfugiées auprès des religieuses, leurs parentes, pensant s'y trouver à l'abri de ces barbares ! Combien de prélats constitués en dignité dans le gouvernement et les tribunaux de la cour romaine, combien de nobles, de courtisans, de gentilshommes, combien de marchands furent livrés comme une proie à ces féroces voleurs ! Pendant bien des jours on ne voyait marcher dans la ville et les chemins, à l'entour de Rome, que des mercenaires chargés de caisses et de sacs pleins d'or et d'argent, de riches parements et ornements volés aux églises, ou faisant autrefois partie des magnifiques ameublements des palais saccagés, où tant de richesses attestaient le triomphe du vain luxe et des pompes orgueilleuses de la superbe Rome.

Lorsqu'en l'an 980 de notre salut, les Goths saccagèrent Rome, il s'en fallait de beaucoup qu'ils trouvassent autant de richesses dans les maisons des particuliers ; s'ils firent, en dépouillant les églises, un si grand butin que plusieurs auteurs ont jugé qu'on n'en pouvait apprécier la juste valeur, ils trouvèrent, en revanche, si peu de choses de prix dans les palais des prélats et des ecclésiastiques, qu'ils ne daignaient pas même y diriger leurs pas. Dans ce siècle, où l'on trouvait déjà parmi les chrétiens moins de vertu qu'il n'y en avait eu dans les temps passés, les prélats s'étudiaient seulement à acquérir l'humilité et le mépris d'eux-mêmes, et n'aspiraient qu'aux grandeurs du ciel. A ce propos, saint Bernard, écrivant au pape Eugène, rapporte qu'un vénérable cardinal appelé Martin revenait de la Danie (*Dania*), pays de l'or et de l'argent, où il avait été envoyé en qualité de légat : quand, après avoir accompli sa mission, il fut arrivé à Florence, il ne se trouva pas même l'argent nécessaire pour prendre un cheval afin de se rendre à Pise, où le pape Eugène se trouvait alors. Ceci me fait croire que si les impériaux avaient trouvé les palais ornés et meublés comme devait l'être celui du cardinal Martin, ils auraient suivi l'exemple des Goths, et ne se seraient point, comme ils le firent, obstinés dans leurs recherches.

Revenons à notre récit. On voyait fréquemment conduire par les rues

des bandes d'hommes de toutes sortes chargés de liens, poussant des plaintes, des hurlements lamentables, et conduits comme prisonniers dans des lieux ténébreux et dont l'aspect seul inspirait la terreur. Les rues étaient presque partout pleines des corps de morts affreusement mutilés, souillés par la boue et par leur propre sang répandu. Parmi ces cadavres se trouvaient des gens encore vivants, en proie aux douleurs des blessures qu'ils avaient reçues, et au désespoir de se voir abandonnés sans aucun secours. D'autres, attaqués dans leurs propres maisons, pour n'être point victimes des ennemis, se jetaient par les fenêtres dans la rue, ainsi que leurs enfants et toute leur parenté, et ils terminaient ainsi leur triste carrière.

Pas plus que les autres ne furent exempts de ces traitements barbares les Gibelins, sur l'aide desquels, d'après la promesse du cardinal Colonna, Bourbon avait principalement compté dans le cas où il entrerait à Rome. Les Colonna eux-mêmes, fauteurs de cet exécrable brigandage, ne purent échapper à la fureur de ces loups affamés, car cette vengeance bestiale, traitant de la même manière amis et ennemis, n'épargnait pas même ceux de ses nationaux qui habitaient Rome depuis plusieurs années. Agissant avec eux comme avec les courtisans et les prélats, elle les faisait composer et se racheter aussi bien que les autres. Les cardinaux qui, se fiant sur l'amitié de César, avaient cru être plus en sûreté dans leurs maisons que le Pape n'était dans le château Saint-Ange, partagèrent le sort commun ; cette troupe infidèle les retint prisonniers dans leurs propres palais, ainsi que ceux qui dépendaient d'eux, et le grand nombre d'amis et de gens pleins de confiance qui étaient venus se réfugier auprès d'eux ; par où tout le monde pouvait voir par expérience combien peu il y a de confiance à avoir en ceux qui sont naturellement ennemis du nom italien et, par-dessus tout, avides du bien d'autrui. Et si les princes de l'Église, les amis et les partisans de l'empereur Charles furent ainsi traités, je laisse à penser quel sort pouvait attendre la noblesse romaine et les autres personnes de marque tombées aux mains de cette canaille. Car, bien qu'elle se fît comme une émulation à qui volerait, assassinerait indifféremment amis et ennemis, elle ne parut jamais rassasiée de meurtres et de vols.

Au milieu des scènes douloureuses qui se succédèrent pendant les trois premiers jours de l'occupation de Rome, se place le récit d'un événement où le côté plaisant et ridicule se mêle au tragique. Pendant

que les impériaux envahissaient tour à tour, et selon que cela se trouvait, tantôt une maison, tantôt une boutique, il arriva qu'une troupe d'Espagnols qui s'attachaient principalement à piller les comptoirs des commerçants et des banquiers se trouvait occupée à dévaliser une boutique au fond de laquelle était une chambre pleine de marchandises, parmi lesquelles l'un d'eux découvrit, dans un coin, un sac de *quattrinoli*, espèce de fausse monnaie de cuivre jaune qui se fabrique en Flandre, et qui, portant la même empreinte que le florin d'or, sert à marquer au jeu la perte et le gain. Les ayant examinés avec une grande attention, ils restèrent convaincus que c'étaient des ducats d'or, tant la cupidité peut aveugler les gens. Il appela donc ses camarades, et tous s'étant de suite fermés dans la chambre, ils commencèrent par remplir leurs pourpoints, leurs chausses et tout ce qui pouvait contenir de cette monnaie. Mais comme il en restait encore dans le sac une assez belle quantité, tandis que, partagés entre le regret de les laisser et le désir de se les approprier, ils se consultaient avec anxiété sur le moyen de cacher le sac, il survint en cet endroit quelques Allemands : ceux-ci ayant vu, à leur entrée dans la boutique, les Espagnols qui, d'un air à la fois joyeux, soupçonneux et inquiet, semblaient garder cette porte, crurent tout d'abord que ces Espagnols avaient mis la main sur quelque trésor. Ils se confirmèrent dans cette opinion quand ils s'aperçurent que cette porte était fermée et qu'au dedans de la chambre d'autres Espagnols étaient occupés à s'emparer de ce riche butin. Avides, dès lors, de s'associer aux autres larrons pour prendre leur part de cette proie, ils frappèrent plusieurs fois à la porte ; mais, comme ceux du dedans faisaient la sourde oreille, les Allemands essayèrent de jeter la porte à bas, et, n'ayant pas réussi parce que la porte était barricadée à l'intérieur, ils résolurent d'y mettre le feu, ce qu'ils firent en effet, disant qu'il n'était pas juste que les Allemands eussent les périls de la victoire et que les Espagnols, par leurs vols, en eussent le profit. L'élément destructeur se communiquant d'un objet à l'autre, gagna en peu de temps toute la boutique, dont il ne resta bientôt qu'un monceau de ruines, au grand ébahissement et au désespoir de ces butors d'Allemands (*babbuassi*), qui, se trouvant près du sac de jetons, et ne pouvant s'en saisir, se désolaient de voir s'échapper ainsi cette prétendue fortune.

Par suite de cet événement une vigoureuse mêlée s'engagea entre les Allemands et les Espagnols, qui, de part et d'autre, étaient accourus en

grand nombre : ils combattaient en désespérés, et avec un tel acharnement que ce fut seulement au prix des plus grands efforts que leurs chefs purent faire cesser le combat. Il y eut, tant de part que d'autre, environ cent cinquante hommes tués et un bien plus grand nombre de blessés, tant était grande l'antipathie qui régnait entre ces deux nations ! Le Pape, les cardinaux et tous ceux qui se trouvaient avec eux dans le château Saint-Ange eurent le spectacle de cet incendie et de ce combat.

Cet événement en amena à sa suite un autre non moins important. On avait cessé de saccager les maisons et les boutiques et de faire prisonniers les prélats et autres gens de considération. Les Allemands voyaient avec jalousie que les Espagnols, plus actifs ou plus adroits, avaient amassé plus de butin et s'étaient plus enrichis qu'eux; ils se mirent donc à saccager les quartiers occupés par les Espagnols ; ceux-ci, par représailles, saccageaient les quartiers allemands, de sorte qu'il y avait entre ces deux peuples une guerre continuelle et un très-grand nombre d'hommes tués, car il n'y avait dans cette armée ni obéissance, ni discipline militaire. Mais leurs chefs résolurent de couper court à tout cela et de mettre un frein à cette insatiable avidité de pillage afin de se soustraire aux périls d'une pareille situation dans un moment où l'armée avait à pourvoir à la garde de plus de trente mille prisonniers. Ceux-ci se trouvant, comme on le voit, bien supérieurs en nombre à leurs ennemis, auraient pu exercer sur eux une vengeance terrible si les sentiments généreux qui avaient porté si haut la gloire du nom romain n'eussent pas été entièrement éteints.

Les chefs impériaux instituèrent donc un tribunal qui fonctionnait tous les jours et à toute heure. Ils chargèrent quelques-uns d'entre eux de faire, comme cela se pratique en temps de guerre, justice sommaire et d'infliger aux délinquants des peines sévères et même la peine de mort. Personne ne réclama contre l'établissement de ce tribunal. Les deux nations s'y soumirent également, et c'est ainsi que chacune, rentrant dans ses quartiers et sous l'obéissance de ses capitaines respectifs, les colères s'apaisèrent ; de manière qu'on arrêta par là les querelles qui s'étaient élevées entre elles. En prenant ce parti dicté par la prudence les impériaux voulurent s'assurer à la fois contre les ennemis du dedans et ceux du dehors, car on annonçait hautement que l'armée de la ligue s'approchait de Rome (1).

(1) « Si vociferava avvicinarsi a Roma le armi della lega. »

Néanmoins ils avaient à achever une partie de leur entreprise pleine de périls et de difficultés. Il s'agissait de se mettre en possession du château, et, par suite, du Pape, des treize cardinaux qui s'y étaient enfermés avec lui, et des richesses immenses que, d'après la croyance des Espagnols, on y tenait en réserve. Mais comme on désespérait de prendre le château d'assaut, les chefs de l'armée, voulant s'assurer de la personne de Sa Sainteté, et craignant qu'on ne la fît sortir secrètement avec les cardinaux, résolurent de cerner le château le plus étroitement possible en pratiquant des tranchées et en faisant bonne garde tant du côté de la ville que de celui de la campagne. Pour exécuter promptement leur dessein ils choisirent parmi leurs prisonniers une quantité de ceux de plus basse condition, et les contraignirent de travailler à ces ouvrages. Bien qu'ils fussent inquiétés par le château, ils vinrent promptement à bout de leur entreprise. Le prince d'Orange, qui présidait en personne à ces travaux, servit de point de mire à un mousquet, et si la balle n'eut pas la même réussite que celle qui avait frappé mortellement Bourbon, cependant elle le marqua si bien qu'il en conserva toute sa vie l'empreinte. Cette blessure, en effet, lui rendit la bouche difforme et de travers, tellement qu'ainsi défiguré il ne pouvait parler qu'avec une certaine difficulté. Malgré cela, les tranchées, comme nous l'avons dit, furent conduites à bonne fin et gardées par une troupe nombreuse (1).

Cependant on avait reçu à Florence la nouvelle de la prise de Rome, accomplie si promptement. On avait appris également que le Pape s'était renfermé dans le château Saint-Ange, avec la crainte de ne pouvoir s'y maintenir que peu de temps à cause du manque de provisions. Les Florentins, dont la plupart étaient mal disposés pour les intérêts de la maison de Médicis, refusèrent d'envoyer promptement au secours de Sa Sainteté les cinq mille hommes de pied qui étaient alors à Florence et un nombre égal qu'on pouvait faire venir de suite des lieux circonvoisins. Aux instances que leur firent à ce sujet le cardinal de Cortone, résidant à Florence pour Sa Sainteté, et le cardinal Ridolfi, archevêque de Florence, ceux qui gouvernaient la République répondirent qu'on ne devait en aucune manière priver la cité des forces destinées tout spécialement à sa défense, et que pour leur compte ils ne voulaient point imiter les Romains

(1) « Oltre all' essergli rimasta la bocca deformemente distorta per la riportata ferita, rimase bruttamente impedito al parlare con iscioltezza. Ciò nondimeno le trincere furono condotte a termine e ripiene di numerosa guarnigione. »

et risquer d'encourir le même sort. Alors ces cardinaux, qui, depuis le départ de Florence du duc d'Urbin, n'avaient fait autre chose que de le presser de suivre Bourbon de près, multiplièrent les courriers et redoublèrent leurs instances auprès de lui.

François-Marie se trouvait avec son armée dans le voisinage d'Orviéto quand il apprit avec quelle facilité les impériaux avaient occupé Rome. Les cardinaux de Cortone et Ridolfi le sollicitaient vainement, de la manière la plus vive, de se porter rapidement en avant et de profiter, pour secourir l'Église et délivrer le Pape, du moment où les vainqueurs étaient absorbés par le pillage de cette riche cité ; mais, comme il ne voulait pas agir plus loyalement envers le Pape qu'il ne l'avait fait à l'égard du duc de Milan, il secourut Rome, tout comme il avait secouru Milan, en laissant, sous ses yeux, l'ennemi s'emparer du château de l'une et de l'autre de ces villes.

Mettant ici de côté toute passion et toute partialité, je cherche à voir, à peser si véritablement le duc d'Urbin eut l'intention sincère de délivrer le Pape, les cardinaux et la ville de Rome des mains de l'ennemi, ou si plutôt il ne songea pas uniquement à se venger des injustices que, par suite de la privation de son duché d'Urbin, il prétendait avoir reçues de la part du pape Léon, de celle de Laurent de Médicis et de Clément lui-même. Il y eut à ce sujet diverses opinions. François Guicciardini, qui, dans son histoire, raconte avec exactitude et simplicité la manière dont le duc d'Urbin exerça son commandement général des armées vénitiennes et de celle de la ligue, fut accusé d'être partial et mal disposé envers lui ; mais les Florentins, dont l'esprit est pénétrant, les Lombards eux-mêmes, quoique moins clairvoyants, reconnurent très-bien tout ce qu'il y avait d'artificieux et de mal intentionné dans sa manière de conduire les armées, si différente de celle de tous les autres capitaines (1). Et, bien que quelques écrivains aient attribué sa lenteur à une extrême prudence, bien qu'ils aient dit pour l'excuser que quand il s'agit de prendre un parti pour les opérations militaires, il est plus sage de procéder avec maturité que d'agir avec célérité, les faits divers rapportés dans ces mémoires peuvent, mieux que toute autre chose, nous faire juger de

(1) « Francesco Guicciardini, che scrisse puramente nella sua istoria la condotta del generalato di lui sulle armi venete e della lega, ebbe taccia di parziale e di poco affezzionato al medesimo duca. Ma i Fiorentini d'ingegno fertilissimo, i Lombardi ancora che sono meno sottili, conobbero benissimo l'artificioso modo di condurre queste armi diverso da quello d'ogni altro capitano. »

la vérité. Il est évident que le château de Milan fut perdu parce que François-Marie ne voulut pas hasarder un seul fantassin pour y apporter le secours d'un pain, et cela malgré que les chefs de toutes les nations de son armée s'offrissent à l'envi et se fissent forts de secourir le château. Par suite de cela le duché de Milan demeura aux mains des Espagnols, ce qui était pour les Milanais la triste assurance de l'esclavage. Et quelle plume peut excuser ce chef lorsque, se trouvant à la tête d'une armée nombreuse et florissante, il laissa le duc de Bourbon sortir de Milan avec quatre mille hommes, se joindre aux Allemands de Fronsperg, séjourner sur le territoire de l'Église, fourrager et piller sans rencontrer aucun obstacle, et sans qu'il lui fût jamais tiré un seul coup de mousquet! Quelles invitations, quelles prières ne lui fit-on pas de conduire son armée à Florence, lorsqu'on vit Bourbon passer en Toscane! Si les Florentins ne lui avaient pas promis de lui rendre la forteresse de San Léo, Dieu sait s'il eût jamais quitté la Lombardie. Plus tard, lorsque Bourbon eut pris la route de Rome, il montra comment il avait à cœur les intérêts de l'Église et ceux des Florentins. Ainsi, parti de Florence le troisième jour de mai, il avait été arrêté qu'il prendrait le même chemin que le marquis de Saluces, restant seulement à une journée en arrière de celui-ci. Néanmoins, en dépit de ce qui avait été convenu entre eux, il prit une route différente et se dirigea vers Pérouse, où, au lieu de continuer sa marche sur Rome, il s'arrêta, disant qu'il voulait, avant tout, remettre en possession de son état Horace Baglioni et en chasser Gentilé et tous les partisans de celui-ci. Lorsqu'il eut achevé cette entreprise avec facilité, et plus promptement peut-être qu'il ne l'avait cru, il allongea sa route en passant par Todi et par Orté, et passa le Tibre si tard, qu'il n'arriva que le 11 mai à Orviéto, où il rejoignit avec son armée le marquis de Saluces, qui l'y attendait.

Les lettres écrites au duc d'Urbin par le Pape, les cardinaux et tant d'autres personnages de marque renfermés dans le château Saint-Ange, auraient attendri le cœur le plus barbare et le plus dur de la Scythie; mais elles ne produisirent aucun effet sur François-Marie. Arrivé à Orviéto, il fit les plus belles promesses au marquis de Saluces, au provéditeur vénitien et même à Guicciardini, qui, de Viterbe, où il se trouvait alors, le pressait (*lo speronava*) de marcher sur Rome. Il les assurait que le jour suivant il partirait pour délivrer le Pape et les autres assiégés, pour reprendre Rome et enlever aux ennemis le butin qu'ils avaient fait;

mais quand vint le moment de remplir sa promesse, il fit naître de nouvelles difficultés, au dénouement desquelles il consuma beaucoup plus de temps que n'en comportait l'urgence du moment.

De tout ce que nous avons dit et de tout ce que nous aurons encore à raconter chacun peut juger si François-Marie eut ou non l'intention de délivrer Rome et le Pape.

Tandis que les capitaines de la ligue s'impatientaient des lenteurs et de l'irrésolution du duc au moment où il était si nécessaire d'agir, Frédéric de Bozzolo, homme plein d'une généreuse audace, et Ugo Pépoli, s'offrirent pour entreprendre de faire sortir le Pape du château, et dans le cas où ils n'y réussiraient pas, de faire au moins ce que le duc d'Urbin regardait comme le préliminaire indispensable de toute opération, c'est-à-dire de reconnaître le pays et d'occuper une position où l'on pût ensuite conduire l'armée. Mais, parce que le Pape et Rome ne pouvaient être délivrés par les simples forces humaines, rien de tout cela ne réussit.

Pleins d'espérance de trouver les impériaux occupés au pillage, Frédéric et Pépoli partirent d'Orviéto avec cinq cents chevaux et deux mille hommes de pied. Appuyés par le marquis de Saluces, ils étaient arrivés vers San Lorenzo, et la nuit était déjà tombée, lorsqu'au moment où Frédéric, chevauchant d'un pas allongé, précédait son avant-garde, son cheval s'abattit sous lui, et il fut tellement brisé de sa chute que tous ceux qui étaient auprès de lui le crurent mort; il fallut donc le transporter à Viterbe pour le faire soigner. Malgré cet accident, Ugo continua sa marche vers Rome. Il y arriva lorsqu'il faisait déjà grand jour, et s'étant approché du château, il n'osa pas aller plus avant, dans la crainte d'être découvert par l'ennemi. Il renonça donc à son entreprise, et reprenant le même chemin qu'il avait suivi, il revint au camp d'où il était parti. Le duc d'Urbin se prévalut du mauvais succès de Frédéric pour arriver à ses fins, et dit aux capitaines de la ligue que cet incident lui ôtait tout espoir de pouvoir aborder les ennemis. Et ces guerriers lui en ayant demandé la raison, et lui montrant qu'il y avait parmi eux des gens non moins courageux que Frédéric, et bien capables de conduire à fin cette entreprise, et même d'autres plus difficiles, il répondit que les ennemis se trouvant maintenant renfermés dans Rome, en toute sûreté, il serait bien difficile de les en faire sortir ; que, vu la bravoure extrême dont ils avaient fait preuve dans la prise de la ville, on ne devait pas se risquer

à les attaquer sans avoir reçu de grands renforts, et surtout en ce moment où l'armée se trouvait privée d'un de ses plus habiles et plus courageux capitaines.

Au moment où le duc suscitait ces difficultés, Guicciardini lui accorda, au nom du Pape, Orviéto comme lieu de retraite, ainsi qu'il l'avait demandé. Guicciardini lui remit même entre les mains quelques citoyens de cette ville comme garantie de la concession qu'on lui faisait (1). Cela détermina enfin François-Marie à se rendre, le 19 mai, à Népi, avec l'armée vénitienne, tandis que le marquis de Saluces et le comte Rangoné se dirigèrent de concert sur Bracciano pour se trouver ensemble, le 20, à l'Isola Lunga, qui est à la distance de huit ou neuf milles de Rome, et où ils firent un temps d'arrêt pour délibérer sur la marche à suivre pour chasser de Rome les ennemis. L'avis du plus grand nombre était qu'il fallait se loger à la Croix de Monté Mario, comme étant le lieu le plus élevé dans le voisinage de Rome. Ils avaient en cela un double motif : ils commandaient les fortifications élevées par les ennemis, et, d'autre part, le Pontife et tous les gens du château leur demandaient avec instance d'occuper cette position, parce que de là, aussi bien que du côté du château, on pourrait attaquer de front les tranchées des prés, qui étaient mal faites et très-faibles. Mais le duc, ne croyant pas, ou plutôt feignant de ne pas croire la chose aussi facile que le supposaient ceux qui en avaient fait la proposition, fut d'avis d'adopter le projet du comte Rangoné. Ce dernier offrait de s'approcher, cette nuit même, du château avec toute la cavalerie et l'infanterie papales, afin d'en faire sortir le Pontife et tous les cardinaux ; seulement il demandait que le duc et le reste de l'armée, pour appuyer son opération, s'avançassent au moins jusqu'au lieu appelé *le Tre Capanne*.

Mais alors, voyant combien, de cette manière, la délivrance du Pape devenait chose facile, le duc, ne trouvant pas d'autre moyen pour l'empêcher, dit que des lettres réitérées de Sa Sainteté le pressaient de

(1) « Tous les généraux de la ligue se trouvant rassemblés à Orviéto, ils tinrent conseil pour savoir ce qu'ils avaient à faire. Le duc d'Urbin, après un préambule où il témoignait beaucoup de chaleur, proposa plusieurs difficultés, ajoutant que, sur toutes choses, il fallait s'assurer d'une retraite en cas qu'on ne pût secourir le château Saint-Ange. Pour cet effet il voulut que la ville d'Orviéto donnât des otages et s'obligeât de faire subsister l'armée à son retour. Enfin, après avoir perdu bien du temps à délibérer, il résolut d'être le 19 mai à Népi, tandis que le marquis de Saluces, suivi de ses troupes, et le comte Guido Rangoné, avec l'infanterie italienne, se rendraient à Bracciano pour se réunir tous le lendemain à l'Isola, place à neuf milles de Rome. » (Guicc).

prendre position sur le Monté Mario. Là-dessus, au lieu de permettre, pour cette nuit-là même, la surprise projetée, il fut, à cheval, ainsi que le comte Rangoné et les autres chefs, reconnaître le nouveau logement que les troupes du Pape devaient occuper. Ayant, dans cette reconnaissance, consumé beaucoup plus de temps qu'il n'était nécessaire, c'est-à-dire la plus grande partie de la nuit, comme ce n'était plus le moment de s'approcher du château, l'expédition du comte Rangoné fut remise à la nuit suivante, l'armée se trouvant déjà arrivée aux *Tre Capanne*, où elle campa.

Le jour venu, il arriva dans le camp de la ligue des espions, ou du moins des gens que l'on prit pour tels, car on ne savait ni comment ils étaient venus, ni par qui ils étaient envoyés. Conduits devant le duc, ils rapportèrent que les tranchées faites dans les prés et ailleurs étaient très-fortes et très-bien gardées par les ennemis ; que ceux-ci, afin de pouvoir de l'intérieur de la ville découvrir l'ennemi, avaient démoli la plus grande partie du corridor qui réunit au château Saint-Ange le palais apostolique du Vatican ; que les Allemands et les Espagnols étaient toujours vigilants et armés afin de découvrir et de repousser l'armée de la ligue. Ces nouvelles étaient fausses : les tranchées étaient, en réalité, faibles et mal exécutées, le corridor, debout et entier, n'avait subi aucune détérioration, et les Allemands et les Espagnols étaient entièrement occupés à tourmenter leurs prisonniers pour les obliger à se racheter. Toutefois, ce qu'il venait d'apprendre fit changer d'idée au duc d'Urbin : il se décida à révoquer l'ordre qu'il avait donné à Rangoné relativement au mouvement concerté qu'on devait exécuter la nuit suivante. Ensuite, ayant tenu conseil à l'occasion de ces soi-disant espions, et les ayant fait comparaître (plusieurs pensaient que c'était de sa part un artifice pour avoir un prétexte de laisser le Pape aux mains de ses ennemis), il conclut qu'il était impossible, en ce moment, de tenter l'entreprise qu'on avait proposée. Et comme tous les chefs de l'armée de l'Eglise étaient d'un avis contraire en s'appuyant sur les raisons les plus concluantes, le duc les reprit avec aigreur, les traitant de gens qui n'entendaient rien à la conduite d'une armée. Ensuite il affirmait, il protestait vouloir délivrer le Pape de sa captivité ; mais il demandait, pour atteindre ce but, des choses impossibles à réaliser dans un délai aussi court que l'exigeaient la triste position et les angoisses du Pontife, à qui il restait à peine assez de vivres pour se maintenir pendant vingt-cinq jours dans le château Saint-Ange. Or, le duc d'Urbin voulait qu'avant tout l'armée de la ligue se renforçât

de quinze mille Suisses levés, par décret, des sept Cantons (1), de dix mille hommes d'infanterie italienne, de trois mille pionniers et de quarante pièces de canon. A ces propositions, Guiciardini, lieutenant commandant l'armée pontificale, homme d'une intégrité et d'une prudence consommées, s'étant tourné du côté du duc, lui répondit avec sa franchise florentine : « On voit bien que Votre Excellence, dans le cours du « temps où elle a exercé le métier des armes, ne s'est jamais trouvée as- « siégée par l'ennemi. Ignore-t-elle le peu de temps que nous avons « devant nous pour justifier la confiance que le Pape et les cardinaux ont « mise en nous, et leur porter le secours qu'ils attendent ? (Il faut savoir, à ce sujet, que les assiégés étaient sur le point de capituler quand l'armée de la ligue arriva aux *Tre Capanne*, et, à ce moment, cette capitulation eût été une chose consommée si Guicciardini n'avait fait en sorte que Sa Sainteté en suspendît la conclusion). Comment pourrait-on se procurer « tout ce que demande Votre Excellence dans un moment où le Pape, « renfermé dans le château Saint-Ange, est sans argent et dépourvu de « tout ce qui lui serait indispensable pour s'y maintenir plus longtemps ? « Puisque votre Excellence n'ose pas le secourir, étant à la tête de forces « supérieures à celles de l'ennemi, au lieu d'encourager Sa Sainteté à « attendre ces nouvelles troupes, j'aimerais mieux que Votre Excellence « lui écrivît qu'elle ne doit plus compter sur l'aide qu'elle avait attendue « de l'armée de la ligue. Qu'elle traite donc aux meilleures conditions « possibles avec les ennemis, qui, de cette manière, seront arrivés à leur « but sans que Votre Excellence ait voulu risquer de perdre un seul fan- « tassin pour la délivrance du Pape. »

Le lieutenant du Pape, s'étant ainsi bien assuré des intentions du duc d'Urbin, expédia de suite un message pour en faire part à Sa Sainteté, afin qu'elle pourvût à sa délivrance par quelque autre moyen. Le Pontife se trouva confirmé dans l'opinion, déjà ancienne chez lui, qu'il avait en François-Marie un ennemi implacable, et il vit se vérifier, en cette occasion, ce que lui avaient prédit ses plus fidèles amis et serviteurs lorsqu'il consentit, contre toute raison, que le duc d'Urbin fût à la tête de l'armée de la ligue. Dans l'extrémité où il se trouvait maintenant réduit, Clément,

(1) « Il y a différence notable en la levée des Suisses. Les uns sont eleus et choisis par les communautés, du commandement des supérieurs, et portent l'etendard d'icelles communautés ; les autres sont volontaires à qui plus leur donne, et on les appelle en Suisse Triex : mais n'ayant point d'aveu ils n'osent combattre contre l'etendard. » (*Hist. de Bourbon*, par MARILLAC).

avec une prudence et une sagacité qui furent malheureusement inutiles, voulut du moins faire une tentative pour rappeler à lui l'infanterie et la cavalerie à sa solde, qui combattaient alors sous les étendards de l'Eglise. A défaut d'autres forces, celles-ci pouvaient protéger sa sortie du château, conformément à ce qui avait été précédemment concerté avec les capitaines qui les commandaient. La chose pouvait s'exécuter dans la nuit sur plusieurs points, les abords du château n'étant pas aussi bien gardés que les espions vrais ou supposés avaient cherché à le faire croire.

A cet effet, Sa Sainteté députa Stéphane Colonna, guerrier très-affectionné à l'Eglise et fort désireux de voir cesser les angoisses où le Pape se trouvait. Stéphane, à la grande humiliation du cardinal Pompée et des autres Colonna, ses proches parents, se répandait, chaque jour, en propos injurieux pour les siens ; il leur reprochait surtout avec amertume qu'au lieu d'effacer la tache écrite sur leur nom par l'énorme attentat commis sur Boniface VIII par leur ancêtre Sciarra Colonna, ils étaient maintenant cause, pour la satisfaction de leurs passions particulières, que l'Eglise romaine et son premier pasteur étaient devenus la proie des luthériens. Ayant reçu un bref de Sa Sainteté il se rendit promptement à la Storta, où le duc d'Urbin s'était logé, et lui ayant présenté les lettres apostoliques en présence de tous les capitaines qui l'entouraient, il commença son discours à peu près en ces termes :

« Illustre chef, et vous, généreux soldats, c'est une chose reconnue qu'au-
« cun capitaine ne peut par la noblesse et l'ancienneté de sa famille, ni
« par l'éclat de ses richesses, faire parvenir son nom jusqu'au temple de
« l'immortalité si ses hauts faits, ou les grandes œuvres accomplies par
« lui n'ont auparavant profondément imprimé son nom dans tous les esprits.
« Ainsi, Alexandre, Scipion et les autres grands capitaines de l'antiquité,
« en dépit du temps destructeur de toutes choses, vivent parmi nous et
« vivront encore dans l'avenir : et vous vivrez aussi comme eux, si au
« désir naturel d'accroître votre réputation vous joignez les actions d'é-
« clat grandes, magnanimes, héroïques. Cette occasion d'acquérir de la
« renommée, occasion qui se présente si rarement aux mortels, voilà que
« je viens vous la présenter, et tellement belle que les anciens vous l'eus-
« sent enviée, et qu'elle sera encore un objet d'envie pour la postérité la
« plus reculée. L'Eglise, le Pape et Rome sont réduits à la plus dure et à la
« plus humiliante servitude : vous pouvez rendre à leur liberté première
« Rome, le Pape et l'Eglise ! Permettrez-vous que les ennemis jouissent

« en paix de tant de richesses enlevées à nos temples, volées aux prê-
« tres, aux nobles, à toutes sortes de personnes, et arrachées violem-
« ment, avec une irrévérence sacrilége, de ces saintes images et de ces
« reliques qu'on vient adorer des pays les plus éloignés ? Fût-il jamais
« pour vous une occasion plus féconde de gloire? C'est vous-mêmes que
« j'en fais juge. Quoique les ennemis soient en possession de tant de
« palais, de tant de lieux remarquables, de tant de richesses, dès qu'ils
« apprendront que vous arrivez à Rome ils seront forcés de fuir, d'aban-
« donner la cité et leurs prisonniers pour conserver le fruit de leurs ra-
« pines ; car il leur est impossible de veiller en même temps sur le
« grand nombre de citoyens qu'ils tiennent captifs, de garder la ville et
« de se défendre de vos armes et des nôtres. Rappelez-vous combien
« vos ancêtres ont placé dans leur estime au-dessus de ceux qui firent
« beaucoup de conquêtes celui qui avait recouvré une ville perdue, ou
« délivré une forteresse? C'est ce qui a fait parvenir jusqu'à nous les
« noms si glorieux de Cincinnatus et de Camille, libérateurs l'un de l'ar-
« mée romaine en Algide, l'autre de Rome elle-même, déjà occupée par
« les Gaulois. Eternellement glorieuse, aussi, sera la réputation de Fa-
« bius Maximus, notre concitoyen, non moins remarquable par la modé-
« ration de son âme que par sa valeur guerrière, lorsqu'il dégagea l'armée
« de Minutius, son ennemi, prête à être accablée par les forces orgueil-
« leuses et déjà triomphantes du fier Annibal. Par là il mérita d'être
« salué par ce même Minutius et par toute l'armée du nom de père et de
« libérateur. Et vous aussi, ô Duc, vous serez appelé le père non seu-
« lement de Rome, mais aussi du Vicaire du Christ et de son Eglise. Le
« triomphe que les Romains vous préparent sera d'autant plus éclatant
« que celui que vous aurez délivré est plus grand lui-même. Je ne croi-
« rai jamais que votre cœur magnanime puisse conserver encore quelque
« ressentiment, ou même quelque souvenir d'offenses que vous auriez
« peut-être reçues de la maison de Médicis. Ce serait une vengeance par
« trop injuste et barbare ; ce serait une iniquité et une infamie que de
« faire retomber la punition d'une offense privée sur Rome entière, sur
« l'Eglise de Dieu et sur son Pasteur. Et même, en admettant que ce
« même Clément fût coupable de vous avoir offensé, je ne vois pas com-
« ment, dans la circonstance présente, vous pourriez, sans vous abaisser
« au-dessous de vous-même, refuser de le secourir. Fabius et Sertorius
« se disaient aussi hautement offensés, l'un par Minutius, l'autre par ....;

« et, toutefois, quand se présenta l'occasion favorable de se venger, ils « ne démentirent point la générosité de leur âme, et coururent précipi- « tamment délivrer leur ennemi ; car pardonner est le propre des gran- « des âmes. Non ! je ne crains point que le duc d'Urbin veuille faire « tort à sa gloire et à sa renommée en perdant l'occasion de faire une « action si belle, et qu'il veuille marcher dans des sentiers différents de « ceux qu'ont tracés les Maximus et les Sertorius. Je suis persuadé, « même, que, les surpassant en courage et en activité, il voudra délivrer « de l'oppression et de l'ignominie l'Eglise, qui lui en fait une loi, et nous, « Romains, qui l'en supplions avec les plus vives instances. Marchons « donc à grands pas au triomphe pendant que le chœur nombreux des « vierges consacrées au Seigneur et des religieux enfermés dans leurs « cloîtres intercèdent pour nous le souverain moteur de toutes choses (1).»

Dès que Stéphane eût cessé de parler on entendit, presque par toute l'armée, retentir le cri : « A Rome ! à Rome ! » On vit le comte Guido lui-même, qui, jusque-là, avait cédé à la volonté du duc, dire maintenant, d'accord avec Stéphane, que, dans le cas même où l'on ne pourrait pas reprendre la ville, il fallait du moins essayer de faire sortir le Pape de Rome. Ce fut également l'avis du marquis de Saluces, du provéditeur vénitien et de tous les chefs de l'armée, à l'exception de quelques-uns plus particulièrement attachés au duc d'Urbin. Ce dernier, ayant sacrifié son honneur à son désir de vengeance, fit voir au monde entier qu'il n'était point doué de la vertu et de la grandeur d'âme que le vulgaire se plaisait à lui attribuer, puisqu'en cette occasion il préféra la satisfaction de sa haine au soin de sa réputation. Voyant que la harangue de Stéphane Colonna avait excité chez les chefs et dans l'armée entière le désir de tenter cette entreprise, tellement qu'on n'attendait plus que son ordre pour marcher en avant, il se retourna vers Stéphane et lui répondit en peu de mots :

« Si l'armée que je commande m'appartenait, comme elle appartient à « autrui, j'aurais prévenu votre demande et lui aurais donné l'occasion « de signaler sa valeur en l'employant à délivrer le Pape, les cardinaux « et Rome de l'oppression où les tient l'ennemi. Etant moi-même vas- « sal de l'Eglise, j'aurais par trop manqué à mon devoir si, même avant « d'être appelé, et à plus forte raison prié, j'avais apporté le moindre re-

(1) « Muoviamo a gran passi al trionfo, mentre numerosi cori di sacre vergini e di devoti claustrali dal sommo motore di tutte cose ne lo intercedono. »

« tard à la secourir dans une telle urgence ; mais comme une bonne par-
« tie de cette armée appartient à la République de Venise, à la solde de
« laquelle nous sommes, il ne m'est permis, en aucune manière, de ris-
« quer des troupes qui me sont confiées sous ma responsabilité, et sur-
« tout de les risquer dans une tentative, qui, comme celle qu'on me pro-
« pose, ne peut avoir qu'une issue malheureuse. Toutefois, que Votre
« Seigneurie engage Sa Sainteté à prendre courage et à se tranquilliser,
« puisqu'elle a dans le château tout ce qui lui est nécessaire pour s'y
« maintenir encore quelque temps, jusqu'au moment où cette armée aura
« reçu les renforts d'infanterie et toutes les autres choses dont elle a be-
« soin pour remporter une victoire assurée. »

Quand, au lieu de l'ordre de marcher sur Rome, les capitaines et Stéphane Colonna eurent entendu le duc réclamer de longs délais, comme ils jugeaient tous que l'entreprise était aussi aisée que le duc s'attachait à la faire paraître difficile, ils voulurent le faire revenir de son opinion erronée ; ils lui firent donc observer que pour amener à nouveau les quinze mille Suisses qu'il demandait il fallait beaucoup et beaucoup de mois ; que, tous calculs faits, il était plus difficile de lever les trente mille hommes qu'il jugeait nécessaires, que de délivrer Rome avec les forces qu'il avait sous son commandement. Mais le duc demeura inflexible. Alors Stéphane Colonna, voyant cette dureté et cette obstination et conformément à l'ordre qu'il avait reçu de Sa Sainteté, demanda au duc de lui remettre en mains les troupes à la solde de l'Eglise, qui faisaient partie de l'armée de la ligue. Stéphane ajouta qu'avec ces seules troupes il se faisait fort de tirer le Pape de sa captivité, de le conduire où il voudrait, et qu'il voulait qu'on lui coupât la tête s'il ne venait pas à bout de son entreprise. Et Guicciardini, qui se trouvait là présent, ayant affirmé qu'il avait reçu de Sa Sainteté l'ordre de remettre à Stéphane son infanterie et sa cavalerie, le duc répondit que ces troupes ayant été réunies aux autres, l'ensemble ne formait plus qu'un seul et même corps dont on ne pouvait soustraire la plus petite partie à son commandement ; qu'au reste il fallait envoyer promptement en Suisse pour recruter chez cette nation l'infanterie dont on avait besoin. Guicciardini ayant dit qu'en ce moment même il y avait dans l'armée plus de vingt mille Suisses (1), le duc répliqua

(1) D'après Guicciardini il y avait eu avant le commencement de cette campagne jusqu'à treize mille Suisses dans l'armée, mais au moment où nous sommes le nombre devait en être notablement diminué.

que ceux-là ne suffisaient plus aux exigences actuelles; qu'un long séjour en Italie les avait amollis, et que l'on ne voyait plus chez eux ce fier courage d'autrefois. C'est ainsi que, ferme comme un rocher et se renfermant dans un refus obstiné, il ne voulut pas même rendre au Pape ce qui lui appartenait, de sorte que Stéphane, désespéré, retourna à Rome sans avoir rien obtenu de ce qu'il désirait (1).

Voilà comment fut trompée la confiance de Clément, qui se flattait, en ce moment, de trouver chez François-Marie une pitié que lui-même n'avait point eue quand, le privant de son état, il se refusa à écouter ses supplications (2). Nous pouvons juger par là combien est grande l'erreur de celui qui ne fonde ses espérances que sur la modération de son ennemi. François-Marie avait la mémoire trop fraîche des torts et des offenses qu'il avait éprouvés de la part des Médicis ; ce sentiment s'était fortifié chez lui de toute la crainte qu'il éprouvait encore d'être inquiété relativement à la possession de l'état d'Urbin qu'il avait reconquis, crainte que motivait, du reste, la manière dont Clément, devenu Pape, voulait imiter la conduite de ses prédécesseurs. Aussi l'occasion de se venger étant venue pour François-Marie il voulut en profiter pour amener la destruction complète de la famille de Médicis, ne craignant pas, pour atteindre ce but, de se plonger lui-même dans l'ignominie et de causer à l'Eglise catholique un préjudice dont on ne saurait apprécier l'étendue. Mais s'il se prétendait offensé par Clément et ses parents, tant de prélats de tous rangs, tant de religieux, tant de vierges consacrées à Dieu, devaient-ils être sacrifiés à son injuste ressentiment? La passion dont était animé le duc d'Urbin pouvait seule lui persuader que ses torts étaient justifiés par l'ingratitude avec laquelle on avait payé les services qu'il

(1) Toute cette partie des *Mémoires* est écrite sous l'influence de passions politiques qui, naturellement, se trouvaient plus surexcitées que jamais lorsque la retraite de l'armée de la ligue fit perdre aux malheureux assiégés du fort Saint-Ange tout espoir d'une prompte et glorieuse délivrance.

Reportons-nous aux faits. Tout récemment, à Florence, le duc d'Urbin avait contribué, d'une manière aussi loyale qu'efficace, à réprimer et, ce qui valait mieux encore, à apaiser une émeute qui avait justement pour but l'expulsion des Médicis. On peut croire qu'à Rome sa conduite avait été mal connue et surtout mal jugée ; autrement on ne s'expliquerait pas l'insistance avec laquelle Colonna rappelle sa haine contre les Médicis. Il me semble aussi assez étonnant que François-Marie, qui n'a de véritable autorité que sur les Vénitiens, puisse retenir les troupes du Pape contre l'ordre exprès de leur souverain et la volonté de leurs généraux.

Enfin, je suis porté à croire que la mission donnée à Colonna n'eut, dans la réalité, ni l'importance, ni le caractère de solennité un peu théâtrale qu'on lui prête ici.

(2) L'auteur fait ici allusion au pontificat de Léon X, sous lequel Clément, étant ministre dirigeant, passait pour avoir la plus grande part dans les décisions et les actes de gouvernement du Pontife.

avait rendus aux Médicis dans leur mauvaise fortune. Lorsque Julien de Médicis, duc de Nemours et frère de Léon, fut exilé à Florence, François-Marie l'avait accueilli dans la ville d'Urbin, l'avait traité avec honneur et défrayé avec magnificence pendant tout le temps qu'il lui avait plu d'y demeurer. Julien en avait été reconnaissant et n'avait jamais oublié ce service ; aussi, lorsque son frère devint Pape, sous le nom de Léon X, ayant appris qu'on faisait à Rome le procès à François-Marie, accusé de félonie, Julien, quoique alité et gravement atteint de la maladie dont il mourut, s'interposa auprès de Léon, son frère, en faveur de François-Marie ; et son intervention fut si efficace que, tant qu'il vécut, le Pontife laissa le duc d'Urbin en repos. Mais après la mort de Julien, Léon, n'étant plus arrêté par les prières incessantes de son frère, s'appliqua entièrement (et en cela il fut juste) à punir les méfaits qui constituaient François-Marie à l'état de contumace, d'après le jugement de la Cour romaine.

Les délits imputés au duc d'Urbin étaient nombreux : les plus graves, qui motivèrent principalement la privation de son fief, étaient le meurtre par lui commis, du vivant de Jules II, son oncle, sur la personne de François Alidosi, cardinal de Pavie ; le refus d'amener des troupes au secours du siége apostolique, à la solde duquel il se trouvait en ce moment ; et, finalement, les intelligences secrètes entretenues avec les ennemis du Saint-Siége, auxquels il avait fourni des vivres, munitions et autres secours. Les médisants prétendent, au contraire, qu'Alfonsina Orsini, belle-sœur du Pape et mère de Laurent, étant une femme très-ambitieuse, il ne lui suffisait pas que son fils possédât, sinon ouvertement, au moins en réalité, le pouvoir à Florence, tout dans le gouvernement de la République se faisant selon sa volonté ; elle souhaitait avec passion que son fils eût le titre effectif de souverain comme il en avait la puissance. Dans ce but, elle sollicita avec tant d'ardeur Léon X, qu'elle obtint de lui ce qu'elle désirait, et cela en peu de temps et sans effusion de sang, car François-Marie, voyant qu'il ne pouvait à lui seul défendre la capitale et les diverses places de son état d'Urbin, autorisa lui-même ses vassaux à se rendre.

Pour en revenir à notre récit, François-Marie avait certainement connaissance du désordre qui régnait à Rome et du besoin urgent qu'avait le Pontife d'être secouru ; il savait, comme Stéphane Colonna le lui avait représenté, que la vie et l'honneur de Sa Sainteté dépendaient

de lui, mais, comme compensation des offenses qu'il prétendait avoir reçues, il voulut se montrer inexorable (1). Le désir de la vengeance aveugle à tel point l'esprit humain, qu'on aime mieux se venger bassement que de tirer de cette vengeance même une occasion de gloire. Il ne faut donc pas s'étonner si l'armée vénitienne ne fit sous un tel chef rien de remarquable. Au reste, François-Marie était animé d'une telle haine contre la maison de Médicis, qu'allant de Florence à Rome avec son armée, il avait, contre toute raison, et contre toute discipline militaire, permis à ses troupes de ravager les environs de Florence aussi bien que les terres et châteaux de l'état de l'Église. Et ce ne fut pas, sans doute, sans son ordre que dans les maisons des lieux saccagés par les siens on trouva ces mots écrits : Par motif de vengeance (*Per parte di vendetta*).

Mais il est temps de revenir à Rome assister au triste spectacle que présentent les traitements barbares, les outrages de tous genres que les impériaux faisaient subir à leurs prisonniers, tandis que le Pape, ayant perdu tout espoir d'être secouru par l'armée que commandait le duc d'Urbin, songeait à se rendre lui-même aux vainqueurs. Depuis l'institution du tribunal militaire que nous avons mentionnée les rixes entre les Allemands et les Espagnols ayant cessé, chacune de ces deux nations ne s'attachait plus qu'à ne pas perdre de vue ses prisonniers et à les tourmenter de diverses manières, afin qu'ils découvrissent leurs richesses cachées, ou bien qu'ils s'imposassent d'eux-mêmes la rançon qui devait les délivrer et les racheter des mains de leurs ennemis. Plusieurs ne pouvant supporter les menaces barbares, les mauvais traitements, les brutalités dont on les accablait, déclaraient en quel lieu étaient cachés leurs trésors. D'autres, cédant à la violence des tourments qu'ils enduraient, s'engageaient à payer une rançon tellement disproportionnée à leur fortune véritable, qu'ensuite il n'était plus en leur pouvoir de la payer. Ceux qui tardaient à s'imposer eux-mêmes, ou qui n'offraient pas la somme qu'on leur demandait, étaient tourmentés d'une manière si atroce, que la mort même eût été moins cruelle et bien préférable. Rien ne peut donner l'idée des pleurs continuels, des plaintes lamentables, des hurlements de douleur et de désespoir de tant de malheureux qui demandaient que par pitié on leur donnât la mort ; mais ces barbares la

(1) « Per risarcirsi delle supposte offese, volle mostrarsi inesorabile. »

leur refusaient afin que, par l'intensité et la durée de leurs souffrances, leurs victimes souffrissent mille morts et non pas une seule. Et plus ceux qu'on voulait forcer à se racheter étaient marquants par eux-mêmes, plus ils étaient nobles ou riches, plus étaient atroces les tourments qu'on leur faisait endurer, plus on cherchait à les rendre douloureux à mesure qu'ils tendaient à se racheter.

L'avidité de ces barbares s'était accrue de telle sorte qu'après être entrés à Rome nus ou déguenillés ils ne se contentaient plus maintenant d'être vêtus de drap d'or ou d'argent, de porter au cou et aux bras des colliers et des bracelets d'or, et d'avoir entouré leurs chapeaux de pierres précieuses, mais, de plus, ils aspiraient tous à devenir très-riches. Pour en arriver là, ils tenaient, pendant plusieurs heures du jour, leurs captifs suspendus en l'air, liés par les bras aux poutres des maisons, d'autres attachés par les pieds aux fenêtres, au risque de tomber d'un instant à l'autre dans la rue, d'autres, tenus également sur l'ouverture des puits, tandis que l'on menaçait de les y faire tomber et mourir en coupant la corde qui les retenait. Quelques-uns étaient battus avec tant d'inhumanité que les blessures arrivaient à découvrir les os; d'autres, brûlés avec des fers rougis au feu dans les parties les plus viriles et les plus sensibles du corps. Il y en avait qu'on empêchait de boire afin de leur faire éprouver tous les tourments de la soif. Il y en avait d'autres qu'on tenait éveillés pendant plusieurs jours sans jamais leur laisser prendre un instant de sommeil. A un grand nombre on arrachait les dents et les yeux, on coupait le nez et les oreilles, enfin on faisait endurer les tourments les plus étranges, les plus inhumains, et tels qu'on en faisait souffrir au temps de Néron, de Domitien, de Maximin et des autres tyrans les plus féroces qui aient jamais exercé leurs cruautés sur le genre humain.

Je ne puis passer sous silence quelques actes de désespoir d'hommes alors connus à Rome, et qui, au prix d'une mort volontaire, mais provoquée, achetèrent l'exemption de leur rançon et la cessation des tourments inouïs qu'on leur faisait endurer. Je citerai entre autres Julien de Camérino, homme de lettres et familier du cardinal Cibo. Ne pouvant supporter le martyre cruel et prolongé que les Espagnols lui faisaient subir pour lui arracher une rançon qu'il eût été hors d'état de payer, et se trouvant dans une chambre où ils le tourmentaient atrocement, il s'approcha insensiblement de la fenêtre, et, au moment où il y arriva, rejetant la tête en arrière, se donna un élan tel qu'il se précipita dans la rue. Pierre

Mazziotto, notaire, que les Espagnols croyaient beaucoup plus riche qu'il ne l'était réellement, avait déjà payé la somme de 500 écus, à laquelle on l'avait taxé ; mais un sergent ayant exigé qu'il payât une seconde fois la même somme, comme il était dans l'impossibilité de le faire, il s'approcha du sergent, feignant de vouloir lui parler à l'oreille, et s'étant à l'improviste jeté sur son visage, il lui coupa le nez avec les dents, et le lui crachant à la figure : « Voilà, lui dit-il, la surtaxe que je puis te payer et que tu me demandes injustement. » A peine avait-il fini de prononcer ces paroles, qu'il fut tué par les compagnons du sergent. Pareille chose arriva à Giovanni Ansaldi, médecin. Au milieu des supplices qu'on lui faisait subir, s'étant racheté pour la somme de 1,000 écus, et les ayant comptés, ces voleurs lui dirent qu'ils voulaient 1,000 écus d'or, et ils le poursuivirent, lui faisant éprouver des tourments pires que les premiers : ne pouvant plus résister à leur violence, il rompit ses liens par un violent effort, se précipita sur celui qui le tourmentait, et, ayant arraché le poignard que ce soldat portait à son côté, il le tua d'abord et se tua ensuite lui-même.

D'autres fois, pendant qu'ils étaient à table à manger et à boire, ces monstres se donnaient le plaisir de faire amener devant eux ceux de leurs prisonniers les plus corrompus, et alors, à force de tourments, ils leur faisaient confesser des choses tellement obscènes que, tout habitués qu'ils fussent eux-mêmes à tous les vices, ces barbares disaient n'avoir jamais rien entendu de pareil, ni pu croire que parmi les hommes il se commît de pareilles énormités. Ce qui me donne lieu de penser que tous ces crimes étaient des aveux arrachés par la force et reposaient sur des choses imaginaires et non sur des réalités. Dès lors, il ne faut point s'étonner si ces hommes venus d'au-delà des monts ne concevaient pas que l'esprit humain pût imaginer des choses si honteuses et si infâmes, et s'ils regardaient comme impossible qu'on pût les exécuter.

En ce temps-là vivaient à Rome Marc-Antoine Altiéri, Cola Lacobacci et Dominico, de la famille des Massimo, hommes respectables par l'âge, illustres par la naissance, estimés pour leurs mœurs. Comme ils étaient de la faction des Colonna, ils logèrent dans leurs maisons les nombreux Espagnols et Allemands qu'un sort fatal leur avait envoyés. Les regardant comme des amis, ils leur faisaient bon visage, les traitaient fort bien et pourvoyaient abondamment à tout ce qui leur était nécessaire. Et pour récompense de tant de courtoisie ils en furent affreusement mal-

traités, tant dans leurs personnes que dans leurs biens. Car ceux à qui ils avaient affaire n'avaient pas le moindre égard pour la vieillesse de leurs hôtes, non plus que pour l'illustration de leur naissance et la distinction de leurs manières. Aussi Doménico Massimo, l'homme le plus riche de Rome, mais aussi avare que riche, fut obligé, pour se racheter lui et ses fils, de débourser 10,000 ducats d'or. C'était sans doute en punition de l'offre parcimonieuse de 100 ducats faite à Sa Sainteté, quand, à l'occasion de l'approche de Bourbon, elle demandait aux plus riches de l'argent pour lever de l'infanterie. Plusieurs autres nobles romains, qui, comptant sur la protection des Colonna, s'étaient flattés de conserver leurs palais intacts, y introduisirent, pour leur servir de sauvegarde, des bandes d'Allemands qu'ils payaient fort cher; et en agissant ainsi ils élevaient des serpents dans leur sein, car ces Allemands, au bout de quelques heures de séjour, avaient pris connaissance du mobilier et des choses les plus précieuses qu'on avait recueillies dans ces palais. Alors, prenant prétexte des visites que leur faisaient d'autres soldats, leurs amis, ils se trouvaient bientôt si nombreux que, tout à coup, à un instant donné, ils dépouillaient les palais de tout ce qu'ils pouvaient renfermer d'objets précieux, montrant ainsi aux Romains quelle faute on commet en se fiant aux hommes de mauvaise foi. Certaines gens, instruits par l'expérience d'autrui, eurent l'idée de traiter avec ces barbares en leur promettant des sommes considérables pour qu'ils leur conservassent intacte telle ou telle maison; mais à peine avaient-ils donné la somme convenue que ces maisons étaient saccagées, à moins qu'ils ne les rachetassent de nouveau et à très-haut prix. Ou bien encore cette race impie, n'observant ni traités, ni promesses, feignait d'être attaquée à l'improviste par des bandes insubordonnées d'Allemands, de Flamands, ou d'autres nations, et après avoir fait semblant de leur résister, laissait volontairement forcer l'entrée. Alors on pillait tout ce qu'il y avait dans la maison, et ceux qui étaient chargés de la garder volaient eux-mêmes avec les autres tout ce qu'ils pouvaient.

Une autre chose à noter est ce qui arriva à un certain Bernard Bracci, marchand florentin. Pour éviter d'être tourmenté par ces bourreaux il s'était imposé une rançon de 7,000 ducats. Or, pendant que quelques chevau-légers le conduisaient lié à la banque de Bartoloméo Velzier pour lui faire compter l'argent, au moment où ils passaient sur le pont Sixte, ils rencontrèrent *Monsu* de la Motte, un des principaux chefs de l'armée

impériale; il leur demanda en quel endroit et pourquoi ils conduisaient cet homme ainsi garotté ; et quand on lui eut dit le pourquoi et le montant de la rançon, il répondit : « Cette rançon est bien petite : jetez-le tout de suite dans le Tibre s'il ne me paie pas pour mon propre compte cinq autres mille ducats. » Alors ces soldats ayant saisi comme des furieux et soulevé leur prisonnier, le posèrent sur le parapet du pont ; et comme, pour hâter sa décision, ils le menaçaient de le précipiter dans le fleuve, il promit de payer encore les 5,000 ducats, et les paya effectivement, peu après, dans ladite banque de Velzier.

Les cardinaux partisans de César n'eurent pas une meilleure chance. Ayant refusé, en leur qualité de Gibelins, de se renfermer avec le Pontife dans le château Saint-Ange, ils furent non-seulement pillés, mais aussi faits prisonniers, entre autres Piccoloninci, Césarini et Della Valle. Trois jours après la prise de Rome, le cardinal Pompée Colonna y était entré avec ses neveux Vespasien et Ascanio, et une foule de nobles ; les cardinaux susmentionnés furent, par sa médiation, rendus libres de leurs personnes, mais non de leurs biens, car leurs palais furent plusieurs fois pillés, et plusieurs fois aussi ils furent forcés de se racheter. Alors, pour plus de sûreté, ils se réfugièrent dans la maison Colonna, où, n'étant plus sur le pied de cardinaux, mais d'humbles serviteurs, leurs jours se passaient dans la tristesse et les regrets. Ils s'étaient d'abord laissé prendre aux assurances que leur avait données le cardinal Colonna de la haute estime des impériaux pour sa personne, tellement qu'ils allaient, à l'entendre, le mettre à leur tête et lui donner la direction des affaires. Mais le fait prouva que ces barbares n'avaient pas plus de considération pour lui que pour les autres prêtres.

Avant que les impériaux n'entrassent à Rome, le cardinal Pompée avait, dans ses lettres à Bourbon, désigné les palais et les maisons auxquels on ne devait pas toucher. Pour préserver plus particulièrement le sien il avait expédié à Bernardo da Riéti, avocat consistorial, son agent, un drapeau aux armes de la maison Colonna, qu'on devait déployer en dehors d'une fenêtre de ce palais ; mais Dieu, qui ne voulut point laisser impunie la conduite si criminelle du cardinal, permit que le bruit de cet envoi se répandît dans la ville. Bernardo fut mis en prison la veille de la prise de Rome ; l'étendard resta dans les mains de son neveu, qui, par prudence et dans la crainte de nuire à son oncle, ne voulut point arborer ce drapeau, aimant mieux, en le cachant, sauver la vie de son

parent que de préserver le palais en arborant le drapeau comme sauvegarde.

Lorsque les impériaux furent entrés à Rome, une très-grande quantité de gens, tant étrangers qu'attachés à la maison Colonna, vint se réfugier dans ce palais comme dans le lieu le plus sûr qu'on pût trouver dans un tel moment de trouble ; mais ils furent la proie de l'ennemi sans que l'on pût vaincre l'obstination de ce jeune homme à ne point vouloir arborer son drapeau. A tous ceux qui l'en pressaient instamment il répondait toujours que pour sauver les autres il ne pouvait, ni ne voulait perdre son oncle.

Les cardinaux Pozzetti et d'Aracœli furent beaucoup plus malmenés que les autres, bien qu'ils fussent des âmes damnées des Colonna et des partisans très-zélés de César (1). Après avoir mis tout au pillage chez Pozzetti et l'avoir vêtu de mauvais habits, les luthériens le conduisirent par la ville, avec accompagnement de coups de pied et de coups de poing, le forçant à passer dans les lieux les plus fréquentés. Après l'avoir comblé d'avanies et de mauvais traitements, jusqu'à ce qu'eux-mêmes se furent lassés de cet exercice, ils le laissèrent aller en liberté quand ils eurent reçu de lui la rançon qu'on lui avait imposée. Le Père Christophe, devenu cardinal d'Aracœli, fut, en dérision de la pourpre romaine, étendu par ces barbares sur un cercueil, vêtu des ornements pontificaux dont on a coutume de revêtir les cardinaux défunts quand on les expose dans les églises ; l'ayant ensuite entouré de torches funéraires, ils le portèrent tout autour de la ville, passant dans les principales rues, et chantant, dans leur langue, les plus horribles blasphèmes. L'ayant amené ainsi dans l'église dont il portait le titre, pour pousser jusqu'au bout leurs moqueries ils prononcèrent une sacrilége oraison funèbre. Ce bon cardinal souffrait tout cela avec autant de patience que de douleur. Enfin, après lui avoir infligé sur ce cercueil beaucoup de mauvais traitements et d'avanies, ils le reconduisirent de la même manière dans sa propre demeure, où, en sa présence, ils mangèrent et burent tout ce qu'il avait de provisions, engloutissant surtout avec voracité tout le vin qu'ils trouvèrent. D'autres fois on vit ce bon cardinal porté çà et là, comme un prisonnier, sur les épaules des Espagnols, cherchant à emprunter de ses amis le montant de la rançon considérable à laquelle on

(1) « Sviscerati amici de' Colonnesi e parzialissimi di Cesare, »

l'avait taxé, car n'étant qu'un pauvre frère, il n'avait point de pécule avec lequel il pût se racheter.

Je ne veux rien dire de ce qu'eurent à subir tant de nobles jeunes filles et jeunes femmes tombées entre les mains de ces monstres : je dirai seulement qu'une noble gentilfemme (*nobile gentildonna*), mère de trois filles nubiles, se vit arracher la plus belle par plusieurs soldats espagnols. Au moment où un des ravisseurs, l'ayant saisie, la tenait dans ses bras, cette jeune fille saisit le poignard qu'il portait, le tua d'abord courageusement et se tua ensuite elle-même, estimant plus sa chasteté que la vie. Je suis porté à croire qu'en ce temps-là il se passa beaucoup de faits du même genre, car, bien que la ville de Rome fût, à cette époque, pleine de vices abominables, et si corrompue que la mauvaise odeur en était parvenue jusqu'aux narines de Dieu, cependant les femmes de la noblesse se faisaient remarquer par leur conduite chaste et vertueuse (1).

Quand ces brigands eurent fini de mettre à rançon les uns et les autres, ils s'étudièrent à découvrir en quels lieux pouvaient être cachés la monnaie courante, l'or et les pierres précieuses. Et toutefois comme il restait encore auprès d'eux un très-grand nombre de courtisans et d'autres gens de marque, qui, à force d'avoir été mis à rançon par les Espagnols, puis par les Allemands, avaient fini par être dépouillés de tout leur avoir : quoiqu'ils fussent nobles de naissance ou constitués en dignité, on les forçait de servir dans les écuries, les cuisines ; on les employait aux offices les plus vils. Une fois entr'autres, après les avoir battus sans pitié, sous prétexte qu'ils ne voulaient point déclarer en quel endroit ils avaient caché leurs effets et leur argent, on les contraignit de tirer hors des égouts de la ville toutes les immondices qui s'y trouvaient accumulées. On leur fit faire la même chose pour les latrines de beaucoup de maisons et de beaucoup de palais où les pillards n'avaient pas trouvé tout le butin qu'ils supposaient devoir y être. Malgré la mauvaise odeur qu'ils avaient à souffrir, les Espagnols, avides de richesses, étaient présents à ces sortes de travaux, sur lesquels ils exerçaient une surveillance inquiète. Celui qui aurait vu ces courtisans et ces gentilshommes, pieds nus dans ces cloaques, en fouiller minutieusement les coins et recoins, tourner, retourner et manier ces ordures, et tout cela afin de

(1) « Sebbene la città di Roma fosse piena in quella epoca di abominevoli vizi, e tanto corrotta, che il lezzo era pervenuto sino alle nari di Dio, tra la nobiltà femminile regnava un sommo candore di castità e virtù. »

retrouver de l'or et de l'argent qu'on n'y avait jamais caché, celui-là, dis-je, n'aurait pas manqué de s'écrier : Quelle différence, grande, incommensurable entre le jour d'hier et celui d'aujourd'hui ! Hier, c'étaient partout des parfums, des odeurs suaves, du fard et des ornements qui respiraient une sensualité lascive, et aujourd'hui tout cela s'est transformé en immondices qui exhalent une horrible puanteur !

Tant de matières et d'odeurs fétides répandues de tous côtés dans la ville, se joignant aux chaleurs de l'été, corrompirent à la fois l'air et le sang de l'homme, et engendrèrent une peste terrible qui fit mourir, pendant les mois de juin, juillet et août, une innombrable quantité de personnes. Et pourtant, qui le croirait ! on ne tenait aucun compte de ce fléau, tant étaient graves les autres maux qu'on avait à souffrir. Et même, pour se débarrasser d'une vie horrible et pire que la mort, bien des gens désiraient être emportés par l'épidémie.

A la peste s'ajouta bientôt pour la malheureuse Rome un troisième fléau. Tous les vivres qui se trouvaient dans la ville étant consommés, comme il n'en venait plus des châteaux et des campagnes voisines, la faim se fit de tous côtés sentir dans toute sa rigueur. Ce fut pour les satellites de César une nouvelle occasion de faire des recherches dans les maisons. Partout où ils trouvaient quelque chose propre à apaiser la faim, ils s'en emparaient de la manière la plus barbare et sans aucun égard pour ceux qu'ils laissaient privés par là de toute nourriture. Aussi, bien des gens ayant vu qu'il ne servait à rien de cacher les provisions dans les lieux les plus secrets de la maison, s'avisèrent d'un expédient. Quand ils avaient quelqu'un attaqué de la peste, sitôt qu'ils entendaient arriver à leur porte ces larrons insatiables, ils cachaient de suite dans le lit du malade le peu de pain ou d'autres provisions qu'ils pouvaient avoir, espérant ainsi le soustraire aux recherches ; mais cette précaution était inutile, car ces hommes dénaturés, que rien n'arrêtait, allaient le trouver jusque-là, s'en emparaient sans crainte et l'emportaient avec eux. L'esprit se refuse à discourir plus longuement sur ces événements lamentables, et chacun peut juger quel était en ce moment le triste état où Rome se trouvait réduite.

Pendant que toutes ces choses s'y passaient, les impériaux ne négligeaient rien pour garder exactement le château Saint-Ange, autour duquel ils avaient établi un blocus très-rigoureux, tant du côté de la ville que de celui de la campagne. Le Pape avait perdu tout espoir d'être secouru par

la ligue, car, après le départ de Stéphane Colonna, le duc d'Urbin s'était retiré à Montérosi (1er juin 1527), puis à Orviéto, malgré les instances que lui avait fait faire Sa Sainteté de se tenir quelque temps aux environs de Rome afin qu'elle pût, grâce à la proximité de cette armée, faire avec l'ennemi une capitulation plus avantageuse. Toutefois, les pourparlers relatifs à la capitulation se continuaient, mais le Pape, voyant les prétentions exorbitantes des impériaux, se décida à faire venir à Rome Don Charles de Lannoy, vice-roi de Naples, qui se trouvait en ce moment à Sienne. Le Pontife espérait obtenir de lui des conditions moins désavantageuses que celles qu'on voulait lui imposer. Le Vice-Roi, en venant à Rome, avait pensé que l'armée le reconnaîtrait comme capitaine général tenant la place de l'Empereur, ce qui était en effet son droit ; mais, ayant vu que les soldats allemands et espagnols ne faisaient aucun compte de lui et ne voulaient reconnaître pour leur chef que le prince d'Orange, il partit triste et découragé. Cependant, ayant rencontré dans sa route le marquis del Guasto, Moncada et Alarcon, ceux-ci le contraignirent amicalement à revenir avec eux à Rome. Seulement, comme il était très-mal vu dans l'armée, son autorité servit peu, ou plutôt ne servit de rien au Pontife dans le traité qu'il allait conclure.

En proie à de terribles angoisses, auxquelles vint s'ajouter l'invasion de la peste dans le château et la crainte qu'elle ne gagnât la multitude qui s'y trouvait resserrée, manquant de vivres et de toutes les choses d'un usage journalier, Clément résolut de s'accommoder avec les impériaux. Ceux-ci prétendaient imposer des conditions si dures et tellement déraisonnables que la moindre d'entre elles suffisait, et au delà, pour entacher d'une éternelle infamie la vie de Charles-Quint. Et comme rien ne faisait plus de peine au Pontife que la remise exigée de lui aux mains des impériaux des principales places de l'Église (comme si l'Empereur, en le délivrant, eût voulu seulement changer son étroite prison pour une prison plus étendue), celui qui écrit ces mémoires lui dit respectueusement : « Saint-Père, je ne vois pas pourquoi Votre Sainteté voudrait « promettre et observer envers autrui ce qui a été promis et non observé « envers elle-même. Je suis donc d'avis que Votre Sainteté expédie « maintenant à tous les commandants des forteresses de l'Église un ordre « exprès portant que, malgré tout bref pontifical qui leur serait présenté « par les impériaux pour leur enjoindre de livrer aux dits impériaux les « forts et les villes qu'ils commandent, ils n'aient aucun égard à ce bref et

« continuent de garder leurs places, parce que telle est la volonté de Sa « Sainteté, et qu'ainsi l'exige l'urgence du moment. » Bien que cet avis fût combattu par Jacques Salviati, Lorenzo Ridolfi, par le dataire et par d'autres, Sa Sainteté, feignant de se rendre à l'opinion du plus grand nombre, l'adopta et expédia des ordres en conséquence à tous les gouverneurs des forteresses. Par ce moyen, toutes ces places, à l'exception d'Ostie, restèrent au pouvoir de l'Église.

Le sixième jour de juin 1527 étant arrivé, Sa Sainteté, n'espérant plus de secours d'aucun côté, et ne trouvant plus aucun autre moyen d'améliorer sa position, conclut avec les chefs impériaux les conventions suivantes (elle eût eu des conditions moins dures ou du moins plus supportables si elle eût capitulé dès le commencement).

Il fut convenu, en premier lieu, que Sa Sainteté paierait à l'armée impériale 400,000 ducats en trois paiements, savoir : 100,000 comptants, 50,000 dans vingt jours, c'est-à-dire dans la journée du 26 de ce même mois de juin, et les 250,000 restants, dans les deux mois qui suivraient.

Qu'elle remettrait immédiatement aux impériaux le château Saint-Ange pour le conserver à la disposition de César tout le temps qu'il plairait à ce dernier.

Qu'elle ferait également remettre entre leurs mains les forteresses d'Ostie, de Civita-Vecchia, de Civita-Castellana, et les villes de Modène, Parme et Plaisance.

Que Sa Sainteté, ainsi que les treize cardinaux qui se trouvaient actuellement dans le château, y demeureraient comme prisonniers jusqu'à ce que les deux premiers paiements eussent été acquittés ; qu'ensuite ils seraient transportés, à leur choix, à Naples ou à Gaëte, pour y être détenus jusqu'à ce que César eût décidé ce qu'on devrait en faire.

Que, pour sûreté des paiements à faire aux impériaux, Sa Sainteté leur laisserait comme otages l'archevêque de Pise, celui de Siponto, le dataire, l'évêque de Pistoïa, Jacques Salviati, Lorenzo Ridolfi et Simon Ricasoli.

Devaient rester libres, et aller en toute sûreté partout où il leur plairait, Albert Pio, orateur du Roi très-chrétien, le cavalier Casale, orateur du roi d'Angleterre, tous les autres personnages et les gens de toute espèce qui s'étaient réfugiés dans le château, à l'exception du Pape et des cardinaux.

Sa Sainteté devait absoudre les Colonna des excommunications qu'ils avaient encourues.

Et finalement, quand Sa Sainteté serait emmenée hors de Rome, elle devait laisser à sa place un cardinal légat et le tribunat de la Rote pour l'expédition des affaires.

Cette capitulation ayant été signée par les deux parties contractantes, on commença par remettre le château aux mains des impériaux. Alarcon y entra avec cinquante compagnies (1) d'infanterie espagnole et allemande, et tous ceux qui voulaient en sortir le firent en ce moment.

Le Pape et les cardinaux, restés dans le château, furent logés dans de toutes petites chambres, et eurent très-peu de liberté, Alarcon les faisant garder très-étroitement (2). On fit entrer dans le château les directeurs de la monnaie, auxquels on remit tout l'or et l'argent qui y étaient conservés. L'ayant frappé au coin monétaire, cela fournit les premiers 100,000 ducats convenus par la capitulation. On préparait les autres 50,000 en brisant et réunissant ensemble les chandeliers, croix, vases, châsses et ornements des reliques qui, au milieu de cette ruine générale, avaient pu être sauvés dans les églises de Rome. On en fit de la monnaie frappée à l'effigie des têtes de saint Pierre et de saint Paul et aux armes de Sa Sainteté. Ils servirent également à payer cette tourbe insatiable.

Les impériaux ne se rendirent pas aussi facilement maîtres des places mentionnées dans la capitulation. Quand ils envoyèrent en Lombardie pour prendre, au nom de César, possession des villes qu'ils convoitaient depuis longtemps, les habitants de Parme et de Plaisance, qui abhorraient la domination des Espagnols, refusèrent franchement de les laisser entrer dans leur ville. Les Modenois avaient, à ce moment même, changé de maîtres, et étaient retournés sous le pouvoir du duc de Ferrare. Le comte Ludovic Rangoné fut grandement blâmé de ce qu'ayant sous ses ordres des forces supérieures à celles qu'amenait le duc de Ferrare, il lui avait néanmoins abandonné la ville sans tirer un seul coup d'arquebuse.

Les forteresses de Civita-Vecchia et de Civita-Castellana, commandées, l'une par André Doria, l'autre par François de Bibiéna, ne furent point remises aux impériaux, parce que les gouverneurs dirent qu'ils les gardaient au nom de la ligue.

L'infanterie espagnole et allemande qui, après la guerre contre l'Église,

(1) Il y a, sans aucun doute, une erreur de chiffres. Guicciardini dit six compagnies, ce qui est plus vraisemblable.

(2) « Ridotti in stanze anguste e con pochissima libertà, stante la stretta e diligente guardia che Alarcone faceva loro. »

était restée sous le commandement du Vice-Roi, entra à Rome avec le marquis Del Guasto et Don Ugo de Moncada. En effet, pour garder la ville de Rome, le château Saint-Ange et les places que l'on devait occuper, l'infanterie conduite par Bourbon n'était plus suffisante. En y joignant les forces nouvellement venues du royaume de Naples on avait un ensemble de vingt-quatre mille combattants, dont huit mille Espagnols, quatre mille Italiens et douze mille Allemands. Bien que ces gens eussent pour capitaine général le prince d'Orange, personne ne lui obéissait; tous se gouvernaient insolemment et au gré de leur caprice, entièrement occupés à se faire payer l'argent promis par le Pape et la rançon de leurs propres prisonniers. Ils se souciaient peu ou même point du tout des intérêts de l'Empereur. C'est pourquoi le Vice-Roi et le marquis Del Guasto, voulant ramener les troupes à l'obéissance, donnèrent à la plus grande partie d'entre elles l'ordre de sortir de Rome pour aller où l'exigeait le besoin du service. Mais ceux à qui cet ordre s'adressait protestèrent avec arrogance et menaces qu'ils ne partiraient point, de sorte que Lannoy et le marquis, pressentant la tempête, s'enfuirent de Rome pour mettre leur propre vie en sûreté.

Pendant ce temps, la peste allait toujours croissant. On voyait continuellement porter des morts en terre, et parmi ces morts une grande quantité de gens venus d'au delà des monts, et surtout de ceux qui étaient nouvellement venus de Naples. Comme ils cherchaient, de leur côté, s'il ne restait pas quelque chose à voler, ils s'introduisaient en cachette dans les maisons où sévissait la contagion, en contractaient le germe, et une fois empestés ils mouraient misérablement. Par suite de la mortalité qui régnait dans cette armée l'Empereur perdit de nombreuses occasions de tenter de nouvelles entreprises, et cela donna au roi de France le temps d'expédier en Italie, sous le commandement de Lautrec, une grosse armée pour délivrer le Pape et reconquérir le royaume de Naples.

Lorsqu'en France on apprit tout à la fois la prise de Rome, le siége du château Saint-Ange, où le Pape était enfermé, et la mort de Bourbon, cette dernière nouvelle fut certainement accueillie par le Roi et tous ses barons avec plus de joie que l'occupation de Rome ne leur causa de tristesse. Le Roi reprit bientôt un intérêt plus vif que jamais aux affaires d'Italie, et, bien que son armée fût dirigée sur l'Italie pour une toute autre fin, il affecta de laisser croire que son principal motif était de secourir le Pape et de délivrer Rome de la présence des luthériens (rem-

plissant ainsi l'obligation imposée par son titre de Roi très-chrétien), et pour mieux réussir dans cette entreprise il s'allia avec le roi d'Angleterre, les Vénitiens, les Florentins et le duc de Milan.

En Espagne, la nouvelle de la prise de Rome par les armes de Sa Majesté Césarée fit une impression différente. Charles avait expédié en Italie son grand chancelier. Celui-ci arrivé à Monaco, ayant appris l'occupation de Rome et la captivité du Pape, en donna aussitôt avis à son maître. Bien qu'à la réception de cette nouvelle Charles témoignât un trouble extraordinaire, néanmoins on reconnut qu'elle lui était, au fond, très-agréable. Voulant dissimuler sa coupable joie par quelques démonstrations extérieures, il prit, ainsi que sa famille, des habits de deuil, sans suspendre toutefois les fêtes et réjouissances commencées à l'occasion de la naissance de l'infante, sa fille. Mais comme les sentiments qu'on éprouve, et particulièrement ceux des princes, peuvent difficilement rester secrets au milieu des yeux investigateurs dont ils sont entourés, on sut bientôt ce qu'il fallait penser de cette prétendue douleur, quand, au lieu d'envoyer en Italie des ordres pour la délivrance du Pape, il pensa à le faire conduire en Espagne comme prisonnier. Et il l'aurait fait véritablement si les princes et les ecclésiastiques de ses royaumes ne se fussent opposés à l'exécution d'un projet tellement inique, et ne lui eussent remontré l'ignominie qui rejaillirait sur lui et sur sa couronne par suite de la violence et de l'injustice qu'en emprisonnant le Pontife romain, chef visible de l'Église, il commettrait envers cette même Église qu'il avait juré de défendre. Ils lui firent encore observer quel grave péril en résulterait pour lui lorsque les rois de France et d'Angleterre, indignés d'un pareil attentat, hâteraient leurs armements contre l'Empire, comme ils en avaient déjà fait la menace pour le cas où l'Empereur ne mettrait pas le Pontife en liberté. Ces raisons parvinrent à faire taire chez César sa cupidité naturelle, et, par suite, au commencement d'août, il expédia en Italie le général des Franciscains et un certain Véri de Migliari, porteurs d'instructions qui chargeaient le Vice-Roi du soin de délivrer le Pape et de restituer à l'Église toutes les forteresses et les territoires qui lui avaient été enlevés. Même, pour compenser en partie le mal qui avait été fait, il permit à Balthazar Castiglioné, nonce de Sa Sainteté auprès de l'Empereur, d'envoyer au Pape les sommes recueillies par suite des quêtes faites dans les églises d'Espagne, envoi qu'il n'avait pas permis jusque-là, parce qu'il voulait s'approprier les sommes ainsi perçues.

Cependant, la peste sévissant toujours à Rome, faisait de grands ravages parmi les impériaux. C'est pourquoi on permit à plusieurs de leurs capitaines de sortir de la ville et de se loger dans les lieux circonvoisins, afin que l'armée ne fût pas détruite par la contagion. Profitant de cette permission, ils s'étendirent par tous les pays et les châteaux d'alentour. Une grosse bande d'entre eux passa à Terni et à Narni, comme pour mettre les habitants de ces deux villes à même de juger par comparaison s'il valait mieux être réduits en servitude par ses amis que par ses ennemis, attendu que peu de temps auparavant le duc d'Urbin, au moment où il avait retiré l'armée des environs de Rome, passa à Narni, en promettant à cette ville de lui rendre son ancienne liberté. Mais, de même qu'il était boiteux de sa personne, il se montra aussi boiteux du côté de la bonne foi vis-à-vis des habitants de Narni, ayant permis à son armée de piller et dévaster tout ce qu'ils rencontreraient, comme s'ils se fussent trouvés en pays ennemi, tant ce duc se laissait emporter par la colère contre l'Église romaine, sa souveraine et sa bienfaitrice (1). Et les impériaux suivant ses traces signalèrent par-

(1) Le texte offre ici quelque chose d'ambigu. « *Quando ritirò l'esercito vicino a Roma, passò a Narni, dando la promessa di volerla ristorare.* » Ce mot *ristorare* veut-il dire qu'il promit à cette ville de lui rendre son ancienne liberté (on sait que Narni avait été autrefois une République), ou bien qu'il voulait y rafraîchir et refaire son armée? « *Ma come camminava zoppo nella persona, così nella fede data ai Narnesi pure zoppo camminò.* » Je n'ai pu savoir si le duc d'Urbin était boiteux, et peut-être fait-on allusion à une claudication passagère.

Les mouvements des troupes de la ligue ne sont mentionnés par Rossi que d'une manière vague. Voici quelques renseignements plus précis tirés de Guicciardini :

De Montérosi, où elle s'était d'abord retirée, l'armée fut à Viterbe et campait aux environs de cette ville pour observer les mouvements des impériaux, et s'efforcer en même temps de retenir, dans les intérêts de la ligue, Pérouse, Orviéto, Spoletto et autres places voisines; mais, ayant appris que plusieurs compagnies d'impériaux étaient sorties de Rome pour fuir la peste, et craignant qu'ils ne se missent en campagne, elle continua son mouvement rétrograde sur Orviéto, puis sur Pérouse, afin de couvrir cette ville, et, en même temps, de se rapprocher de la Toscane, car les Florentins venaient d'entrer dans la ligue, à la sollicitation du marquis de Saluces, et s'étaient engagés à solder cinq mille fantassins.

Le Tibre, ayant débordé en quatre ou cinq endroits, inonda le camp de la ligue et y causa beaucoup de dommages. C'est pourquoi l'armée alla se poster vers Assise, les impériaux demeurant toujours répandus entre Terni et Narni. Comme ils avaient fait mine de s'avancer, le duc d'Urbin fut camper à Narni, tandis que les Français, sous le commandement du marquis de Saluces, étaient à Bevagna. Ce ne serait donc pas en partant de Rome, mais au contraire en revenant dans cette direction par une sorte de retour offensif, qu'il serait revenu à Narni, d'où les impériaux se retiraient.

Les bandes noires, commandées par Horace Baglioné, s'emparent de la ville de Montéfalco et la mettent au pillage parce qu'elle n'avait pas voulu les recevoir.

Une tentative est faite par Bozzolo et le marquis de Saluces, avec deux mille hommes de pied et de la cavalerie, pour enlever les quartiers de la cavalerie espagnole à Monté Rotondo et Lamentano (quartiers qu'on leur avait dit mal gardés), et ils reviennent sans avoir pu exécuter leur projet.

tout leur cupidité et leur cruauté, brûlant les maisons où ils ne pouvaient entrer, et tuant tous ceux qui leur faisaient la plus légère résistance.

Le prince d'Orange, fuyant la contagion, quitta également Rome et se rendit, avec cent cinquante chevaux, à Sienne, où, peu de temps auparavant, il avait envoyé quelques compagnies d'infanterie, sous prétexte de conserver cette ville à la disposition de l'Empereur. Le peuple siennois s'étant soulevé contre ceux qui exerçaient la magistrature du Mont des Neuf, avait saccagé leurs maisons, tué Pierre Borghèse, citoyen très-considéré, son fils, et plusieurs de ceux qui étaient du parti contraire à celui qui triomphait en ce moment. Il semblait que la liberté de la République ne pût se maintenir si l'on ne répandait le sang de cette noble famille Borghèse, car, quelques années auparavant, c'était aussi sous ce prétexte de la liberté de la patrie qu'on avait tué, ainsi que nous l'avons dit, Nicolas Borghèse, homme distingué, et qui jouissait d'une grande autorité dans la République. Dans le moment actuel, ce soulèvement s'apaisa bien moins par l'intervention du prince d'Orange que parce que l'on se trouvait rassasié de sang innocent après le meurtre de ces très-nobles citoyens.

Cependant, le Pape, toujours prisonnier avec les cardinaux, se trouvait doublement tourmenté, car la peste, entrée dans le château, avait fait déjà mourir plusieurs des personnes employées à son service particulier, et il éprouvait de grandes craintes pour lui-même. Sous ce rapport, il désirait vivement sortir de sa prison, mais, d'un autre côté, comme il ne lui plaisait aucunement d'aller à Gaëte, où les impériaux voulaient le conduire, il fut un peu indécis d'abord ; mais, jugeant ensuite qu'il valait mieux remettre à un autre moment sa sortie du lieu où il se trouvait, il s'arrangea le mieux qu'il put et continua à se maintenir, en compagnie de ses familiers, dans cette étroite prison. Privé de tout secours, n'attendant plus sa liberté que de la clémence de Charles, il prit, du consentement des chefs impériaux, le parti d'envoyer à ce prince, en qualité de légat, un des cardinaux qu'il avait près de lui, et il choisit à cet effet le cardinal Alexandre Farnèse. Celui-ci étant sorti du château Saint-Ange et de Rome avec ce titre de légat, ne voulut plus poursuivre sa légation. Le Pape, obligé d'en nommer un autre à sa place, écrivit au cardinal Salviati, légat auprès du roi de France, pour lui donner ordre de se rendre en Espagne afin de conclure son accommodement avec César ; mais le cardinal Salviati refusa également de faire

ce voyage, parce qu'il lui semblait dangereux que tous les cardinaux restassent au pouvoir de l'Empereur; il transmit donc son message au nonce, qui résidait comme envoyé de Sa Sainteté auprès du Roi catholique. Le nonce fit en effet à l'Empereur la commission dont il était chargé, mais il n'en put tirer rien autre chose que de bonnes paroles.

Pendant ce temps, Lautrec étant arrivé en Lombardie avec l'armée française (1), Sa Sainteté n'avait pas manqué de lui recommander instamment le soin de sa délivrance, qui, à tous égards, n'intéressait pas moins ce général que toute la chrétienté.

Le roi de France et celui d'Angleterre avaient envoyé à César des orateurs (ambassadeurs) pour obtenir la délivrance du Pape, et cela indépendamment d'une première instance qu'ils lui avaient faite sous forme de sommation, car ils regardaient la captivité du Pape comme offense faite à tous les princes chrétiens. Cette injonction était motivée sur ce fait qu'au moment où arriva en Espagne la nouvelle de cet attentat inouï, César, au lieu d'expédier un ordre pour délivrer Clément, demeura quarante jours avant de prendre une résolution ; après quoi il envoya, comme nous l'avons vu, le Père François et Véri avec des instructions relatives à la circonstance; mais les conditions qu'elles contenaient firent voir au monde entier combien Charles, en ce moment, estimait la souveraineté terrestre au-dessus de celle du ciel. Ainsi, les orateurs étant arrivés auprès de lui avant qu'il eût donné ses instructions au Père François et à Véri, il leur répondit que, pour ce qui regardait la délivrance du Pape, il allait envoyer en Italie des gens chargés de cette mission. Quant à traiter de la paix universelle, comme le demandaient ces deux rois, il dit qu'il voulait traiter seulement avec le roi d'Angleterre. Les orateurs, ayant consenti à cela, s'en retournèrent à leurs cours respectives.

Le général des Franciscains et Véri de Migliari arrivèrent en Italie dans le courant du mois de septembre. Lorsqu'ils débarquèrent à Gaëte, le Vice-Roi était mort dans cette ville, peu de jours auparavant, de douleur d'avoir perdu ce prestige et cette haute estime qu'il s'était acquis en Italie et en Espagne. Par suite de cette mort, ils eurent à traiter de l'objet pour lequel ils étaient envoyés avec Don Ugo de Moncada, auquel le Vice-Roi avait laissé ses pouvoirs jusqu'à ce que César eût pourvu d'une

(1) Lautrec, parti de la cour de France le 30 juin, était arrivé le 1er août en Lombardie.

autre manière au gouvernement de Naples. Après avoir montré à Don Ugo les instructions de l'Empereur, les deux envoyés se rendirent immédiatement à Rome pour les communiquer à Sa Sainteté. Elles contenaient, entre autres choses, deux points principaux : l'un, que le Pape donnerait pleine satisfaction à l'armée impériale ; l'autre, qu'il fallait avoir une assurance positive que le Pontife, une fois délivré, ne se joindrait pas de nouveau aux ennemis de César. A cette dernière fin, on proposait au Pape des conditions très-dures, telles que de donner des otages et de consigner aux mains de l'Empereur des forteresses et des territoires entiers. Les difficultés qu'entraînait l'exécution de ces articles firent tirer en longueur la délivrance du Pape, bien qu'il cherchât, par toutes sortes de moyens, d'arriver à ce but, et particulièrement par Lautrec, qu'il pressait par des lettres fréquentes de marcher en avant, le Pape se trouvant décidé à ne rien accorder à César que contraint par la force, afin d'être, plus tard, dispensé d'observer ce qu'il avait promis.

Les ministres de César étaient profondément en désaccord entre eux sur la convenance qu'il pouvait y avoir à exécuter les ordres qu'ils venaient de recevoir relativement à la mise en liberté du Pontife. Ainsi, Don Ugo n'avait aucune envie de le voir libre, et même s'il eût pu l'en empêcher, il n'y aurait pas manqué, par suite de son mauvais vouloir et de sa méchanceté naturelle. Ce fut même dans ce but qu'il envoya à Rome Sérénon, son secrétaire, qui fit tout son possible pour retarder cette délivrance. Le général des Franciscains voulait, au contraire, qu'on exécutât promptement les ordres de César, parce qu'en ce cas il espérait être fait cardinal. Migliari faisait aussi naître des difficultés, parce qu'il était bien plus attaché à Moncada qu'au général des Franciscains. Et comme celui-ci lui démontrait, par les raisons les plus convaincantes, qu'on ne devait plus différer de délivrer Sa Sainteté, Migliari, ne pouvant rien alléguer, et pour éviter de prendre une détermination, partit pour Naples, où, dans les premiers jours du siége mis par Lautrec devant cette ville, un coup de mousquet termina sa vie et son impiété.

Le Pape s'était toujours ménagé l'amitié de Moroné, aux conseils duquel, pendant toute cette guerre, les impériaux recouraient sans cesse, s'en rapportant à lui comme à un oracle toutes les fois qu'il y avait une délibération à prendre ou une chose à faire. En cette circonstance, Moroné, ayant, par ses marques de respect et son habileté, obtenu de Sa Sainteté l'évêché de Modène pour un de ses fils, et pour lui-même un

don de 10,000 ducats, consistant en grains qu'avait le Saint-Père dans le patrimoine de Cornéto, non-seulement il se prononça énergiquement vis-à-vis des chefs impériaux dans le sens de la délivrance du Pape, mais il fit une vigoureuse opposition à ceux qu'il savait capables d'entraver la réussite de cette affaire.

Clément, par une adresse qui surpasse toute croyance, s'attacha aussi à tirer parti de son plus grand ennemi, le cardinal Pompée Colonna, cause principale du premier et du second sac de Rome. Il lui promit la légation de la Marche et d'autres faveurs, témoignant ainsi un complet oubli des offenses qu'il en avait reçues. Lorsqu'après la prise de Rome le cardinal fut au château rendre visite au Pape, celui-ci se recommanda à lui, disant qu'il voulait reconnaître lui devoir le bienfait de sa délivrance, et ajoutant que rien dans la vie de Colonna ne serait un plus grand motif de se glorifier que s'il faisait voir ainsi au monde entier qu'il était en sa puissance d'abaisser les pontifes romains et de les relever. Ces paroles flatteuses devaient réussir admirablement auprès de Colonna, qui était, par nature, hautain et vaniteux à l'excès (*di natura altiera e ventosa*). Aussi promit-il à Sa Sainteté de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour la contenter, et il tint parole, se figurant que Clément avait oublié ses méfaits avec autant de facilité qu'il en montrait en ce moment en paraissant se fier entièrement à lui pour obtenir sa délivrance.

Le temps se passait dans cette négociation et d'autres semblables, quand arrivèrent à Rome de nouvelles instructions de l'Empereur, par suite desquelles, restreignant et adoucissant beaucoup les ordres qu'il avait précédemment donnés, il déclarait se contenter que le Pape, une fois délivré, se renfermât dans sa neutralité d'autrefois sans favoriser l'une des parties aux dépens de l'autre. Beaucoup de gens crurent que cette modération inattendue de l'Empereur tenait moins à sa bienveillance pour le Pontife qu'aux craintes que lui inspiraient les progrès de la nouvelle ligue. En effet, Lautrec, après avoir occupé Alexandrie, Pavie et d'autres places du duché de Milan, s'était dirigé du côté de Naples. Dès lors, l'Empereur voulant utiliser l'armée qui était à Rome, ne le pouvait pas sans avoir auparavant conclu son accord avec le Pape.

Les ministres de César, ainsi pressés par l'urgence du moment, activèrent les négociations vers la fin d'octobre, et convinrent avec le général des Franciscains, traitant au nom de Charles, avec Sérenon, traitant au nom de Don Ugo, et sauf la ratification de celui-ci, des articles suivants :

Que le Pontife ne ferait aucune opposition à César en tout ce qui regardait Naples et Milan ; qu'il lui accorderait la croisade d'Espagne et un décime sur tous les bénéfices de ses royaumes.

Qu'il paierait de suite aux Allemands 77,000 ducats, et aux Espagnols 35,000. Après le paiement de ces sommes, Sa Sainteté et les cardinaux pourraient librement sortir du château Saint-Ange et devraient se proclamer libres quand ils seraient arrivés dans l'une de ces trois villes : Orviéto, Spoléto ou Pérouse.

Que dans l'espace de quinze jours, à dater de celui où le Pape serait sorti de Rome, il devrait payer aux Allemands une somme égale à celle qu'il leur aurait précédemment donnée. Quant à ce qui restait dû sur les 400,000 ducats convenus dans la précédente capitulation, le Pape devait, dans l'espace de trois mois, les payer aux Allemands et aux Espagnols dans la proportion de leurs créances respectives.

Les neveux du Pape, Hippolyte et Alexandre de Médicis, devaient être donnés en otage jusqu'au moment où ils seraient remplacés par les cardinaux Trivulzio, Pisani et Gaddi, qui se trouvaient en ce moment à Parme. Ces cardinaux, étant venus à Rome, furent effectivement donnés en otage et conduits dans le royaume de Naples.

Comme garantie de l'exécution de ce traité devaient rester au pouvoir de César les forteresses d'Ostie, de Civita-Vecchia et de Civita-Castellana. Mais pour cette dernière la convention resta sans effet, le Pape ayant pourvu à sa conservation.

Clément était décidé à accepter ces conditions ; mais pour sortir des mains des ennemis il lui manquait l'argent nécessaire au paiement de l'armée. Ne pouvant en avoir d'aucun côté, il fut obligé de recourir, comme dernière ressource, à des moyens qu'autrefois il avait refusé d'employer. Le 21 novembre, il créa plusieurs cardinaux, comme, sous la pression de la même nécessité, il en avait créé le 3 mai, trois jours avant la prise de Rome. Pour le restant de sa dette il donna aux ministres de César des hypothèques et assignations de paiements sur divers biens, et particulièrement sur des biens ecclésiastiques situés dans le royaume de Naples. Pour garantie de cette dernière créance il remit entre leurs mains les cardinaux Cési et Orsini, qui furent reçus par le cardinal Pompée Colonna, et par lui conduits à Grotta Ferrata.

Il arriva en ce temps, c'est-à-dire vers la fin de novembre, que les otages remis au mois de juin pour Sa Sainteté, lors de la première capi-

tulation avec les impériaux, s'enfuirent de Rome, à la grande indignation des Allemands qui les gardaient dans le palais de la Chancellerie. Depuis que le Pape avait payé, non sans de grandes difficultés, les premiers 150,000 ducats, comme nous l'avons vu précédemment, les impériaux insistaient continuellement pour avoir d'autres sommes en argent, ou du moins d'autres sûretés en remplacement des assignations qu'on leur avait données pour se payer sur les revenus de l'état ecclésiastique. La chose étant impossible tant que le Pape était retenu prisonnier, ils tourmentaient cruellement les otages, les tenant liés avec des chaînes et les promenant ainsi sur les places les plus fréquentées, sans aucun égard pour la noblesse de leur naissance ou pour le caractère sacré de leurs hautes fonctions. Un jour, les Allemands, exaspérés de ces délais, firent dresser des potences sur le *Campo dei Fiori* (Champ-des-Fleurs), et, au moment où il s'y trouvait un très-grand concours de peuple, ils y conduisirent ignominieusement ces seigneurs, comme s'ils avaient l'intention de se venger sur eux du retard qu'on leur faisait subir. Mais, au bout de quelques instants, après leur avoir fait une peur horrible, ils les reconduisirent dans leur prison. Plusieurs fois déjà on avait donné connaissance au Pape de ces traitements barbares, et il s'en était plaint aux chefs impériaux, mais comme il n'avait pu en tirer que de bonnes paroles, ces seigneurs, las de souffrir de pareils outrages, résolurent de s'y soustraire par la fuite. S'étant donc concertés avec Jean-Baptiste Montébuono, camérier du Pape, dans la soirée du jour de saint André ils donnèrent aux Allemands de garde auprès d'eux un souper somptueux, composé de mets exquis et des meilleurs vins. Ces Allemands s'étant complétement enivrés et réduits à l'état de bêtes brutes, tombèrent, à la fin du repas, dans un profond sommeil : alors les prisonniers, à l'aide de cordes qu'on leur avait fait passer par le tuyau d'une cheminée qui correspondait à leur chambre, montèrent, l'un après l'autre, sur un toit, entrèrent par ce toit dans une maison, d'où ils passèrent dans la rue, et étant immédiatement sortis de Rome, ils trouvèrent des chevaux qu'on leur avait préparés, et tout ce qui était nécessaire pour leur fuite.

Nous voici arrivés à un moment où, en donnant 12,000 ducats aux Allemands et aux Espagnols, en consignant les otages et en accomplissant certaines autres conditions, Clément se trouvait avoir rempli tous les engagements contractés par lui dans la dernière convention. Restait maintenant, du côté de César, à effectuer cette mise en liberté du Pape et

des cardinaux, promise avec serment et demandée avec les plus vives instances par le général des Franciscains ; mais, comme les mauvais chrétiens sont pires que les infidèles, et que la chose exigeait le concours de ces deux sortes de gens (le prince d'Orange étant hérétique et Moncada mauvais chrétien), on ne trouvait jamais le moyen de remettre le Pontife en liberté. Celui-ci, ayant reconnu la mauvaise disposition des chefs impériaux, insistait chaque jour davantage sur l'accomplissement de leurs promesses. Eux se montraient alors prêts à les accomplir, et pour faire croire que l'obstacle n'était point de leur fait, quand ils se trouvaient en présence du Pape ils chargeaient Louis Gonzaga, capitaine de la cavalerie impériale, de conduire Sa Sainteté où il lui plairait de se rendre. Mais, à peine sortis de chez le Pape, ils lui commandaient de surseoir jusqu'à nouvel ordre. Ce manége s'étant renouvelé plusieurs fois, le Pape fit venir Gonzaga et le pria de lui expliquer tout ce mystère. Gonzaga, indigné de la manière dont on agissait avec le Pape, lui découvrit la vérité, et afin que Sa Sainteté fût bien persuadée que ce retard dans sa délivrance ne venait point de lui, il offrit de la faire sortir à l'instant même du château et de la conduire où elle lui en donnerait l'ordre. Ce jour, justement, il pouvait le faire en toute liberté, parce que n'étant point sorti, comme à l'ordinaire, de chez le Pape avec les autres chefs impériaux, ils n'avaient pu révoquer, comme ils l'avaient fait tant de fois, l'ordre donné l'instant d'auparavant.

Clément, mis à l'aise par la franchise de Gonzaga, pensa qu'il ne fallait point perdre cette occasion. Ayant donc fait rester Louis pour dîner, après le repas on tint conseil sur le moyen à employer pour sortir du château. Comme il y avait des corps-de-garde à toutes les portes, dans les escaliers et les courtines, le Pape pensait qu'il n'y avait pas une sûreté suffisante à s'aventurer sans précaution, et cela principalement parce qu'il ne se fiait ni à Alarcon, ni à aucun des chefs impériaux. C'est pourquoi il se décida, de l'avis des cardinaux, à sortir sans se faire connaître, accompagné de deux ou trois de ses familiers, et le plus secrètement possible. A cet effet, ayant fait mettre aux ordres de Gonzaga tous les chevaux de ses écuries, sous prétexte de patrouilles à faire à l'entour de Rome, le soir du 8 décembre, fête de la Conception, le Pape sortit du château Saint-Ange, vêtu en marchand. Arrivé dans les prés, il y trouva Louis avec les chevaux préparés tant pour Sa Sainteté que pour ses trois confidents. Louis, ayant pris la route

d'Orviéto, conduisit le Pape dans cette ville, où il arriva sain et sauf.

Clément étant arrivé à la porte d'Orviéto, les habitants, qui le savaient prisonnier, entendant dire que c'était le Pape, crurent d'abord à quelque stratagème ou quelque trahison ourdie par les Espagnols. Ils furent donc remplis de crainte et de méfiance, jusqu'à ce qu'enfin un des magistrats connu du Pape s'étant levé, fut à la porte pour le reconnaître. Lui et d'autres encore ayant certifié que c'était bien le Pape, les portes s'ouvrirent tout de suite, et on lui rendit tous les honneurs que comportaient le moment et la surprise d'une arrivée aussi inattendue. Et ici nous pouvons considérer l'instabilité du sort des princes, et surtout des plus grands d'entre eux : un pontife romain, lieutenant du Christ sur la terre, est fait prisonnier; ses états sont mis sens dessus dessous par ceux-là mêmes qui avaient promis de défendre ses états et sa personne; on n'a aucun égard aux serments qu'on avait faits de lui rendre sa liberté, et, finalement, pour se soustraire à cette exécrable tyrannie, il est forcé d'exposer sa vie, d'abandonner le siége de saint Pierre, de s'enfuir de Rome, sans cardinaux, sans croix, sans qu'on lui rende aucun honneur; et dans peu de mois (comme nous le verrons), on rend à ce fugitif ses états; il est reconnu pour le chef suprême de la chrétienté; on demande ses faveurs; ses ennemis suppliants implorent son pardon; enfin l'empereur Charles vient lui-même des contrées les plus éloignées de l'Europe lui rendre hommage (*ad adorare*), recevoir le diadème de sa main, et contracter avec lui des liens de parenté.

La nouvelle de la délivrance du Pape et la manière dont il était sorti des mains de l'ennemi causa autant de joie aux Romains que de déplaisir aux impériaux. Par suite des plaintes très-graves qu'ils firent à cette occasion contre Gonzaga, celui-ci fut appelé en Espagne pour se justifier. Mais, en dépit de toute la méchanceté espagnole, il revint après avoir été grandement honoré par César.

Une fois à Orviéto, où arrivaient les cardinaux et les autres officiers de Sa Sainteté, la première action de Clément fut de pourvoir, avec la plus grande miséricorde, au salut de tant d'âmes qui se trouvaient dans les griffes du dragon infernal, à cause des censures qu'elles avaient encourues et qu'encourent ceux qui offensent le siége apostolique et son pasteur. Et, en même temps qu'il absolvait les coupables, il bénit de nouveau ses ennemis et ceux qui l'avaient offensé. Car le Pontife savait

fort bien, et il l'éprouva peu de temps après pour lui-même, quels heureux fruits portent les bénédictions qu'on répand sur ses ennemis. Ayant, en conséquence de ces dispositions, expédié un bref à Rome, on sonna tout de suite, en signe de joie, les cloches de toutes les églises, qui étaient demeurées silencieuses depuis le jour où les impériaux avaient occupé la ville.

Le bruit de la délivrance du Pape s'étant répandu de tous les côtés, le duc d'Urbin, le marquis de Saluces, Frédéric de Bozzolo et Louis Pisani, provéditeur de l'armée vénitienne, se rendirent immédiatement à Orviéto pour féliciter Sa Sainteté. Elle les pria instamment de faire sortir leurs troupes de l'état de l'Église. Sa Sainteté, en cela, ne désirait pas seulement soulager ses sujets des maux qu'ils avaient endurés jusqu'à ce moment, elle se fondait aussi sur ce que les impériaux avaient promis d'évacuer ses états en même temps que sortiraient les troupes de la ligue. Beaucoup d'autres seigneurs de presque toutes les parties de l'Italie vinrent à Orviéto pour complimenter le Pape. Il fit à tous bon visage. Il écrivit à Lautrec un bref apostolique en remercîment de ce qu'il avait fait pour sa délivrance, et pour le conseil que Lautrec lui avait donné de se sauver d'une manière quelconque. Il ajouta qu'il professait pour son Roi et pour lui la même reconnaissance que s'ils l'avaient délivré par la force de leurs armes.

Peu de jours après la fuite du Pape les impériaux rendirent le château Saint-Ange, dans lequel, par l'ordre de Sa Sainteté et au nom du siége apostolique, entra Charles Ansaldi avec une forte bande de soldats. Ensuite, ayant appris que les Français, après s'être emparés de plusieurs places de la Lombardie, se disposaient à faire la conquête du royaume de Naples, Don Ugo pensa à employer à la défense de ce royaume les troupes qui se trouvaient à Rome, et à cette fin il pressait l'accomplissement des conditions de la capitulation et insistait auprès de Sa Sainteté pour que l'armée de la ligue évacuât l'état ecclésiastique, lui-même voulant, de son côté, en faire sortir l'armée de César.

L'année 1528 était déjà commencée quand Lautrec et Grégoire de Casale, ambassadeur d'Angleterre, expédièrent à Orviéto leurs secrétaires pour demander à Sa Sainteté de vouloir bien se déclarer en faveur de la ligue formée par leurs souverains. Bien qu'il eût prévu cette demande, Clément n'agit point avec la franchise que demandait l'état passé et présent des choses. Ayant repris son caractère naturel, il voulait maintenir

les gens dans l'espérance, ou du moins ne pas la leur faire perdre entièrement. Ses réponses se ressentaient de ses incertitudes et variaient d'un jour à l'autre (1) : tantôt il s'excusait sur ce qu'il n'avait point d'argent, tantôt il démontrait aux envoyés que la déclaration demandée lui nuirait beaucoup et ne leur servirait à rien. Sa raison véritable était que les impériaux, occupant encore Rome et le territoire de l'Église, en pouvaient achever la ruine, au lieu qu'en gagnant du temps ils partiraient d'eux-mêmes quand Lautrec approcherait du royaume de Naples. Et par cet artifice le Pontife trouvait le moyen de s'assurer le bénéfice de l'alliance de Lautrec et de lui faire presser sa venue pour forcer les impériaux de sortir de l'état ecclésiastique.

Effectivement, les impériaux, qui étaient à Rome, apprirent que Lautrec, parti de Lombardie à la tête d'une forte armée, composée d'infanterie et de cavalerie, traversait la Marche pour se diriger vers l'Abruzze, tandis que la flotte faisait voile du côté de Naples. Alors les chefs impériaux se hâtèrent de rappeler sous les drapeaux tous les soldats épars dans Rome, et un ordre du jour général enjoignit à toutes les enseignes de marcher vers Naples. Mais, quoique Don Ugo sollicitât chaque jour ces capitaines de venir à son secours, on ne pouvait ramener aux lois de l'obéissance militaire cette armée séditieuse et insolente. Les Allemands surtout refusaient tumultueusement de quitter Rome, disant qu'ils voulaient auparavant être payés de tout ce qui leur était dû sur leurs montres depuis qu'ils avaient reçu l'argent du Pape. Celui-ci, désirant ardemment que cette canaille s'en fût de Rome, se vit obligé de leur donner encore 20,000 ducats, et le peuple romain en paya 20,000 autres pour en être entièrement débarrassé.

Pourtant ces soldats éprouvaient un si grand déplaisir de quitter Rome que non-seulement ils ne furent nullement reconnaissants de la bonté du Pontife, qui leur payait une somme à laquelle il n'était point tenu, mais encore ils firent tout ce qu'ils purent pour rester, plusieurs se cachant dans les maisons de la ville, et d'autres dans les villas d'alentour. C'est pourquoi leurs capitaines furent obligés de recourir aux voies de rigueur et de publier une nouvelle ordonnance portant que tout soldat enrôlé sous les drapeaux de César eût à se rendre immédiatement à son quartier

(1) « Non procedè con loro con quella disinvoltura che richiedeva lo stato delle cose passate e delle presenti; dappoichè ripresa la sua antica naturalezza, volendoli piuttosto mantenere in isperanza che disperarli, variò le riposte. »

pour aller là où on le lui commanderait, avec défense, sous peine de mort, d'exercer aucune violence dans la ville. Mais tout cela aurait servi de peu si les capitaines n'avaient pris le parti d'aller eux-mêmes les chercher dans les rues et les maisons ; car ces milices, devenues trop orgueilleuses par suite des richesses qu'elles avaient volées, et habituées à vivre dans la licence, ne faisaient aucun cas des proclamations ni des ordres de qui que ce soit. C'est pourquoi Jean d'Urbin, le plus rigoureux de tous les capitaines espagnols, ayant rencontré trois soldats qui venaient de piller, à l'instant même, la boutique d'un marchand, il les fit arrêter, et les ayant convaincus du délit, appela celui qu'on avait ainsi dévalisé, lui fit restituer tout ce qu'on lui avait pris, et fit immédiatement pendre les trois pillards aux poutres du plafond de cette même boutique avec les cordes des mousquets qu'ils portaient à leurs ceintures. Cet acte de rigueur et d'autres semblables exécutés par les capitaines dans divers quartiers de la ville furent cause que les Romains, si longtemps affligés et opprimés, se virent enfin débarrassés de ces insatiables harpies (1), tous étant sortis de Rome le dix-septième jour de février 1528, bien diminués en nombre, car il n'y avait pas plus de quinze cents chevaux, quatre mille fantassins espagnols, deux mille cinq cents Italiens et cinq mille Allemands. Tout le reste était mort de la peste.

Un grand nombre de seigneurs romains qui, à l'arrivée de Bourbon, s'étaient retirés dans les châteaux et les lieux les plus forts de la Sabine, du Latium et de la Campanie, ayant su comment les impériaux étaient obligés de quitter Rome pour aller à la défense du royaume de Naples, voulurent venger les injures reçues, et formèrent, à cet effet, une troupe composée de gens de la campagne et d'autres. Partie de Bracciano, où elle s'était réunie sous la direction et le commandement de Napoléon Orsino, abbé de Farfa, cette troupe s'en vint à Rome, d'où ce ramas de voleurs était à peine sorti. La troupe d'Orsino ayant tout d'abord parcouru rapidement la ville pour voir si aucun de ces malandrins n'y était resté, trouva justement à Ripa beaucoup d'Espagnols et d'Allemands qui embarquaient sur le Tibre une grande quantité de richesses volées pour les transporter dans le royaume de Naples. Déjà, plusieurs jours auparavant, ils avaient commencé par y envoyer les statues, les colonnes et autres objets de prix dont ils avaient dépouillé Rome. On leur tomba

(1) « Furono cagione che venissero staccate dalle viscere degli afflitti Romani quelle insaziabili arpie. »

dessus avec fureur. Une grande partie fut tuée ; le reste se jeta dans le Tibre, qui lui servit de sépulture, et l'insatiable cupidité espagnole fut rassasiée cette fois et trouva dans son excès même le châtiment qui lui était dû.

Du reste, cette expédition de l'abbé de Farfa ne fut point approuvée du peuple romain, parce que les impériaux étant à peine sortis de Rome, on craignait qu'ils ne revinssent sur leurs pas pour punir cet outrage et satisfaire les mauvaises dispositions dans lesquelles ils étaient partis. Mais la célérité avec laquelle ils marchaient, par suite de la crainte où ils étaient de perdre le royaume de Naples, fit qu'on se rassura bien vite ; et quand la nouvelle de cette exécution faite contre les siens arriva à l'armée impériale, ne pouvant s'en venger autrement, elle brûla Roccapriora et Valmontoné ; et si le temps ne lui avait manqué, beaucoup d'autres lieux plus forts auraient eu un sort semblable.

Napoléon, ayant grossi sa troupe avec des gens ramassés dans la ville, ne se contenta pas du butin repris sur les impériaux, et sortit de la ville pour rejoindre les ennemis. Il ne voulait point attaquer leur arrière-garde, ce qui n'eût pu réussir avec sa troupe inexpérimentée, mais il prenait des chemins plus courts et ignorés, son projet étant de les attendre dans des pays et des passages difficiles. Cela lui réussit vers Frosinoné et Anagni, où il en tua un grand nombre et fit un riche butin. Mais, justement, les impériaux craignant, s'ils s'arrêtaient pour combattre, d'être cernés par Lautrec, que l'on savait avoir déjà passé le Tronto, se hâtèrent de plus en plus pour arriver dans le royaume.

Napoléon, revenu sur ses pas avec un butin considérable, bien loin d'être récompensé de ce qu'il avait fait, n'en éprouva que des désagréments, comme nous le verrons dans la partie suivante (1).

(1) Il n'est fait mention de rien de semblable dans le reste des Mémoires de Rossi.

TROISIÈME PARTIE

DANS LAQUELLE ON RAPPORTE LES SUCCÈS ET LES REVERS DES FRANÇAIS DANS LE ROYAUME DE NAPLES, LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE PAPE ET L'EMPEREUR, LES TRAITÉS DE BARCELONE ET DE CAMBRAI, LE PASSAGE DE CHARLES-QUINT EN ITALIE, SON COURONNEMENT A BOLOGNE, LE SIÉGE ET LA PRISE DE FLORENCE.

Nous avons vu dans la seconde partie de ces Mémoires que Clément VII ayant, à l'exemple de Léon X et de Jules II, ses prédécesseurs, interdit l'usage des armes au peuple romain, ne trouva plus personne qui sût ou voulût s'en servir quand il s'agit de défendre la ville contre les Colonna, qui y entraient pour la mettre au pillage. Néanmoins, après le sac de Rome par les Espagnols et les Allemands, on publia une nouvelle ordonnance défendant également l'usage des armes, et l'on tint à son exécution avec une extrême rigueur. Voici un des incidents fâcheux auxquels cette mesure donna lieu. Magalotto, gouverneur de Rome, qui se trouvait avoir en ce moment près de lui Riccio, chef de la police (1), ayant rencontré sur son chemin Julien Césarini, gonfalonnier de la Sainte-Église, ordonna à Riccio de le fouiller et de le conduire en prison dans le cas où l'on trouverait sur lui des armes qui avaient été défendues. Césarini fut d'autant plus piqué de cette injonction qu'il était en compagnie de beaucoup d'autres gentilshommes romains. Résolu de venger l'affront qu'il avait reçu, un jour que le gouverneur passait par la rue de *la Regola*, il lui barra le passage, et, le poursuivant avec des paroles et des traitements injurieux jusqu'à la Rotonde, le blessa grièvement et lui abattit une main. Pour ce délit Césarini fut condamné au bannissement et à l'amende. Son effigie, peinte en signe d'ignominie sur la façade du

(1) « Ordinò a Riccio, bargello, che secolui trovavasi di frugare nelle tasche di quello. »

palais du Capitole, au-dessus de la fenêtre à croisillon qu'on y voit encore, y demeura exposée jusqu'aux derniers moments de Clément VII, qui, peu de temps avant de mourir, lui fit grâce.

Tous les extrêmes ne valent rien. Les princes doivent pourvoir à la sûreté publique, non de manière à ne pas trouver des hommes armés quand l'occasion le requiert, ou bien encore de façon à ce que les armes servent à troubler la tranquillité des citoyens, mais au contraire de telle sorte que les armes elles-mêmes contribuent à entretenir la paix et la tranquillité. Et voilà sans doute pourquoi, dans l'antiquité, les peintures et les sculptures représentent Pallas, déesse de la sagesse, armée d'une lance.

Mais il est temps de revenir à Orviéto, où Clément ne restait pas oisif. Lautrec était très-pressé de le voir se déclarer contre César, et en faveur de la ligue. Dans ce but, il lui envoya Vaudémont et Longueville. Ceux-ci, malgré toute l'insistance qu'ils y mirent, ne purent tirer du Pape que des paroles vagues et une lettre au roi de France, où le Pontife déclarait qu'il ne ferait aucune difficulté de se déclarer en sa faveur, moyennant qu'il lui fît rendre Ravenne, occupée en ce moment par les Vénitiens. Ceux-ci, en effet, lorsqu'ils avaient reçu la nouvelle de la prise de Rome et de la captivité du Pape, ayant su que le duc de Ferrare occupait Modène contre leur avis, et craignant qu'il ne s'emparât également de Ravenne, y entrèrent sous prétexte de rendre service au Pape et en déclarant tenir cette ville au nom de l'Église. Voilà comment la raison d'état apprend à colorer les usurpations. Mais quand l'Église fut sortie de tutelle par la libération du Pontife, celui-ci, sans perdre de temps, envoya à Venise l'archevêque de Sipontino pour en demander instamment au sénat la restitution. L'archevêque revint, rapportant une réponse conçue en termes généraux, savoir : que le sénat s'en remettait à tout ce qu'aurait à dire de sa part Gaspard Contarini, envoyé comme ambassadeur pour féliciter le Pape et pour résider près la cour de Rome. Clément comprit bien que les Vénitiens étaient tout à fait éloignés de lui rendre Ravenne, et en cela il ne se trompait point. En effet, indépendamment de leurs anciennes prétentions sur cette ville et son territoire, ils considéraient combien cette possession importait à leurs intérêts privés et publics. Par la fertilité de son territoire elle eût suffi pour approvisionner de vivres la ville de Venise, et, de plus, elle leur facilitait le moyen d'étendre leurs frontières du côté de la

Romagne. Clément donc, voyant que les Vénitiens ne voulaient point lui restituer Ravenne, prit prétexte de là pour maintenir sa neutralité.

En ce moment, Lautrec avait conquis une grande partie des provinces napolitaines, moins par la force des armes que par suite de la bonne volonté des populations. Devenues ennemies des Espagnols à cause de leurs exactions, elles attendaient les Français, espérant trouver dans leur venue un changement favorable. Tellement que, dès que les Français arrivaient à une ou deux journées de marche des villes et des châteaux du royaume, les habitants envoyaient vers Lautrec, lui offrant de se rendre à lui. Il était très-mécontent que le Pape, pour délivrer Rome, eût payé aux impériaux les derniers 40,000 ducats, car ce paiement avait été cause qu'ils s'étaient rendus dans le royaume de Naples beaucoup plus rapidement qu'ils ne l'eussent fait sans cela. Lautrec se plaignit donc à Sa Sainteté qu'au moment où les habitants du royaume se donnaient à lui sans qu'il eût besoin de tirer l'épée, la victoire, qui lui était assurée, se trouvât, par cette arrivée des impériaux, ramenée désormais aux chances ordinaires de la guerre. Mais le Pontife s'excusa en disant qu'il avait déboursé 20,000 ducats pour délivrer les cardinaux Cési et Orsino, donnés en otage ; que les autres 20,000 ducats avaient été payés par le peuple romain, impatient d'être entièrement délivré de cette peste, et qu'en tout cela on n'avait point pensé à lui nuire, mais qu'on avait obéi à la nécessité du moment. Clément, en effet, en hâtant le départ des impériaux, n'avait aucunement l'intention d'entraver Lautrec dans cette entreprise de Naples, et toutefois, sans le vouloir, il lui occasionna un grand tort et lui fit perdre un temps précieux ; car Lautrec, ne s'attendant point à cette prompte venue des impériaux, au lieu de marcher sur Naples par la voie la plus courte et la plus facile, pensa mieux faire en prenant la voie plus longue de la Pouille, le long de la mer, ce qui lui permettait de conduire avec lui son artillerie. Il est vrai que ce détour ne lui fut pas inutile, puisqu'il lui permit de s'emparer de plusieurs endroits où se trouvaient en abondance des vivres et d'autres munitions.

Le succès obtenu dans ces diverses occurrences augmenta sa fierté naturelle. Voyant que le Pape ne se déclarait pas en faveur de la ligue, comme il en avait manifesté l'intention, Lautrec lui en adressa de nouvelles plaintes en termes pleins de hauteur. Sa Sainteté répondit en termes généraux, également éloignés de récriminations et d'une complaisance trop marquée.

Cependant les Vénitiens, pour remplir leurs promesses, envoyaient à Lautrec les troupes qu'ils avaient dans l'état de l'Église. Ils avaient eu d'abord l'intention d'en ôter le commandement au duc d'Urbin. Le sénat était peu satisfait de lui, tant parce qu'il n'avait pas voulu secourir Rome que parce qu'il cherchait à tirer la guerre en longueur malgré les ordres qu'on lui avait donnés : aussi voulaient-ils se défaire de lui. Au moment où le Pape étant déjà prisonnier dans le château Saint-Ange, le duc se trouvait avec son armée aux environs de Foligno, sa femme et son fils furent, par ordre du sénat, tenus prisonniers comme otages, et placés sous bonne garde. Alors François-Marie, abandonnant son camp et désobéissant aux ordres qu'il avait reçus, se rendit en poste à Venise pour se justifier. A la suite de cette démarche, le sénat, ayant agréé ses raisons, mit sa famille en liberté et le fit retourner à son armée, qui, en ce moment, consistait seulement en quatre cents chevau-légers et environ quatre mille fantassins. Cette armée ayant été envoyée dans le royaume, les Vénitiens, pour compenser le petit nombre de combattants dont elle se composait, convinrent avec Lautrec de lui payer 23,000 ducats chaque mois.

Finalement, Lautrec ayant eu des confédérés quelques renforts, tant sur terre que sur mer, arriva sous les murs de Naples vers la fin d'avril de l'année 1528.

Mais, comme les impériaux avaient d'avance occupé le mont San Martino, défendu par le château Sant' Elmo, qui était lui-même très-fortifié, il était difficile pour les Français d'approcher des murs et de donner l'assaut. Aussi, après avoir fait, pendant toute une journée, des escarmouches sans résultat, Lautrec, plein de confusion, donna l'ordre de cesser ces luttes inutiles. S'accommodant aux circonstances qui résultaient du moment et du lieu, il résolut de bloquer la ville, quoique tous les capitaines sous ses ordres fussent d'un avis contraire. Indépendamment de la résistance opposée par les impériaux, les ennuis de Lautrec s'augmentaient des obstacles qu'il rencontrait, soit de la part du roi de France, son souverain, soit de celle des confédérés. Le Roi lui avait assigné 130,000 écus par mois pour les dépenses de la guerre, mais quand Lautrec arriva avec son armée sur le territoire napolitain, il reçut l'avis que Sa Majesté avait réduit la somme promise à 60,000 ducats, qu'il ne voulait payer que pour les trois mois suivants ; de plus, sur la somme assignée en premier lieu, le Roi restait devoir 200,000 écus, que

Lautrec, malgré toutes ses instances, ne put obtenir. Ajoutez à cela la lenteur avec laquelle procédaient les Vénitiens, dont on ne voyait point arriver les renforts promis tant sur terre que sur mer. Les galères de Doria employées au service de la France ne suffisaient plus pour tenir le port de Naples assez étroitement bloqué pour qu'il n'y entrât des vivres, et entre autres quatre galères chargées de farines, dans un moment où elles manquaient tout à fait dans la ville. Outre cela, à toute heure, des voitures pleines de vivres y pénétraient sans être inquiétées.

Lautrec ne voyait point paraître l'armée vénitienne qu'il attendait de jour en jour ; le subside de 23,000 ducats par mois n'était point payé, bien que la somme due en vertu de cette promesse montât déjà à 60,000 ducats. Il ne réussissait qu'avec la plus grande peine à toucher l'argent assigné par la France, et, se trouvant ainsi arrêté dans l'exécution de ses desseins, il se plaignait souvent que ce royaume lui fût arraché des mains par les alliés eux-mêmes. Le duc de Ferrare et le marquis de Mantoue, compris dans la ligue, n'envoyèrent les hommes d'armes qu'ils avaient promis que lorsqu'ils surent Lautrec arrivé sous les murs de Naples. Le duc Alphonse, bien qu'il eût été reçu sous la protection de la France et celle du sénat vénitien, avait, en homme avisé, attendu jusqu'à ce moment-là pour remplir sa promesse. Comme il savait voir les choses de loin, il ne se laissait jamais surprendre par les événements et réglait sa conduite en conséquence de ses prévisions (1).

Or, tandis que Lautrec se trouvait dans cette situation difficile, les impériaux, ayant tenu conseil en avril sous la présidence du vice-roi Moncada, résolurent de combattre Filippino Doria. Ce dernier, commandant les galères des princes confédérés, se tenait dans le golfe de Salerne pour barrer le passage aux vaisseaux qui, de Calabre et de Sicile, apportaient des vivres à Naples. Par suite de cette résolution on embarqua sur six galères, quatre fustes et deux brigantins, mille vétérans espagnols choisis parmi les plus vaillants fantassins. Ils étaient commandés par le vice-roi Don Ugo, le marquis del Vasto, Ascanio Colonna, le prince de Salerne, Fiéramosca, Camille Colonna, Santa Crocé, Sérénon, le Gobbo, et autres capitaines en renom. Ils partirent en même temps de Pausilippe,

(1) « Le duc de Ferrare, voyant les succès de la France dans le royaume de Naples, ne balança plus à faire partir son fils pour aller accomplir en France le mariage qu'il avait artificieusement différé. » (Guicc.). C'est à ce moment, en effet, que son fils Hercule épousa Renée de France, deuxième fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne.

faisant voile vers Salerne, et, sans le savoir, ils allaient au-devant du Juge suprême pour lui rendre compte des violences qu'ils avaient commises envers son Eglise et son Vicaire.

Pour que la flotte parût plus considérable, le Gobbo, très-habile pour tout ce qui regardait les choses de la mer, la fit accompagner par un grand nombre de barques employées pour la pêche. Aussi, en la découvrant de loin, Filippino eut quelque crainte lorqu'il vit tant de voiles se diriger de son côté. Mais s'en étant approché et ayant compris le dessein des ennemis, il envoya demander à Lautrec une compagnie d'infanterie qu'il fit embarquer sur ses galères, puis, en capitaine expérimenté, il prit le large et ordonna à trois galères de son escadre de gagner la haute mer comme si elles fuyaient, et de venir ensuite prendre l'ennemi en flanc au moment où la bataille serait engagée. Lorsque les impériaux se furent approchés, Filippino s'avança contre eux avec cinq galères, et, se trouvant à portée, fit tirer une grosse couleuvrine sur la galère capitaine, où se trouvait le Vice-Roi. Le coup porta si bien que plus de quarante hommes furent tués, parmi lesquels le capitaine. S'étant approché ensuite à une portée de mousquet, Filippino attaqua courageusement ses adversaires, et l'on combattit presque corps à corps. Pendant ce combat long et meurtrier, du haut des mâts des galères de Filippino on lançait sur les bâtiments ennemis des pierres et des feux d'artifice qui leur causaient un grand dommage. Don Ugo, lui-même, dans un moment où il encourageait les siens à combattre, reçut au bras une blessure dont il mourut peu après. Deux des galères de Doria étaient très-malmenées par plusieurs autres de la flotte ennemie qui les pressaient vigoureusement; mais, ayant été secourues à temps et délivrées par les trois qui avaient fait semblant de fuir, elles reprirent courage et, à force de canonnades, elles coulèrent à fond la *Gobba*, où était Fiéramosca, qui fut tué. La *Nettuna* eut le même sort après avoir vu son grand mât mis en pièces. La galère montée par le marquis del Vasto et Ascanio Colonna avait une partie à demi enfoncée dans l'eau et l'autre en proie aux flammes, les rames brisées, et presque tous ceux qui la défendaient étaient morts ou blessés. Ils furent faits prisonniers, ainsi que le prince de Salerne, Camille Colonna, Sérénon, le Gobbo et plusieurs autres capitaines et gentilshommes de marque. Deux galères espagnoles, déjà fort maltraitées, voyant la victoire se déclarer pour les Français, trouvèrent seules leur salut dans la fuite ; encore l'une d'elles se rendit un peu plus tard volon-

tairement. Dans cette bataille navale plus de douze cents Espagnols furent tués. Les Français eurent six cents morts et autant de blessés, tellement que Filippino Doria fut obligé d'ôter la chaîne aux rameurs afin qu'ils pussent remplacer les soldats morts ou blessés. Parmi les capitaines espagnols tués dans le combat il faut citer Don Ugo et Fiéramosca, dont les corps furent jetés à la mer ; et parmi les prisonniers, le prince de Salerne, le marquis del Vasto, Ascanio et Camille Colonna, Santa Crocé, le Gobbo, et plusieurs autres chefs estimés, que Filippino envoya sur trois galères à son père qui se trouvait, en ce moment, à Gênes.

Cette victoire, remportée par les Français, les rendit si orgueilleux et si imprudents (1) que, comptant sur le manque de vivres et d'argent qui se faisait sentir à Naples, ils ne prenaient pas même les précautions nécessaires pour arriver à leurs fins. En vain tous les capitaines conseillaient à Lautrec de renforcer ses troupes de siége, principalement en cavalerie, celle des Espagnols étant de beaucoup supérieure en nombre ; il ne voulut jamais consentir à faire ce qu'on lui demandait ; même il permettait à sa cavalerie de rester à Capoue, à Aversa, à Nola. Et, par suite, les ennemis pouvaient, sans être inquiétés, sortir de la ville et se procurer tout ce qui leur était nécessaire. Il n'eût pas été moins utile d'avoir sept ou huit mille fantassins, non seulement à cause du vaste contour embrassé par les tranchées, mais aussi parce que la contagion s'étant répandue dans le camp des Français, leurs rangs s'éclaircissaient de jour en jour. A cela, pas plus qu'au reste, Lautrec ne voulut porter remède. Il s'excusait en disant qu'il n'avait pas d'argent, bien qu'on crût généralement le contraire, car il avait touché les impôts des gabelles dans plusieurs provinces du royaume, et le roi de France lui avait envoyé tout récemment une forte somme d'argent. De plus, il ne cessait de tourmenter le Pape pour qu'il se déclarât en faveur de la ligue, et son but était d'en tirer ainsi quelques secours.

Dans le courant du mois d'avril, le Pape s'était transporté à Viterbe avec toute sa cour. Peu auparavant, il y avait envoyé comme gouverneur un homme investi de sa confiance, que les habitants de Viterbe, à l'instigation d'un de leurs concitoyens, de la famille Spiriti, n'avaient pas voulu recevoir. Cela fit naître des soupçons chez Clément, quoique, depuis ce moment, par crainte ou par tout autre motif, les habitants eussent

(1) « Questa vittoria ottenuta da' Francesi li rese tanto baldanzosi e al tempo stesso male accorti. »

reçu son envoyé. Pour se concilier l'esprit du peuple et adoucir ses mauvaises dispositions dans le cas où elles auraient existé, le Pape résolut de faire en cette ville un séjour un peu prolongé.

En ce moment, Vespasien Colonna mourut, laissant pour héritière sa fille unique Isabelle, à laquelle il avait enjoint d'épouser Hippolyte (de Médicis), neveu du Pape. Clément envoya prendre possession de tous les châteaux possédés par le défunt dans l'Etat ecclésiastique, et cela malgré qu'Ascanio Colonna eût fait savoir à Sa Sainteté qu'à défaut de la ligne masculine issue de Prosper Colonna, père de Vespasien, c'était lui, Ascanio, qui devait hériter, à raison du fidéicommis. Quoi qu'il en soit, à l'exception de la forteresse de Paliano, où se trouvaient Isabelle avec Julie Gonzaga, sa marâtre, toutes les villes et châteaux ayant appartenu à Vespasien se soumirent volontairement à Ascanio. Comme il avait envoyé ses gens sous les murs de Paliano, Isabelle, qui le craignait, avait invoqué la protection de Clément, qui lui envoya quelques fantassins. Ceux-ci, avec l'aide des gens de la forteresse, repoussèrent l'ennemi, de manière que ces dames, sortant librement, se rendirent à Rome. Clément, se trouvant en possession de cette place, y mit comme gouverneur un certain Salvalaglio, qui avait été son palefrenier, et en qui il avait une grande confiance. Mais, Ascanio étant arrivé à la tête de ses bandes sous les murs de Paliano, le nouveau capitaine, sans faire aucune défense, sans en donner avis au Pape (et gagné, dit-on, par une forte somme d'argent), rendit la place à Ascanio et prit la route de Rome sans savoir que le châtiment l'y attendait. En effet, y étant arrivé avec les deux officiers qui étaient sous ses ordres, il fut pendu avec eux sur la place Campo dei Fiori.

Lorsque les Colonna entrèrent à Paliano on vit un exemple de piété chrétienne bien digne de mémoire : parmi les défenseurs de cette place se trouvait Fabrizio delle Valle; les Colonna avaient pour capitaine Girolamo Mattei ; ces deux hommes étaient ennemis jurés, comme l'avaient été leurs aïeux, et comme l'étaient encore les membres actuels de leurs familles respectives. De cette inimitié étaient résultés, de part et d'autre, beaucoup d'offenses et de meurtres. Au moment où les Colonna entrèrent dans la forteresse, ces deux fiers ennemis se regardèrent, se reconnurent, et, dans le même instant, s'étant jetés dans les bras l'un de l'autre, s'embrassèrent affectueusement comme des frères, et leur haine s'étant changée en bienveillance et en attachement mutuel, tout le passé fut oublié et ils jouirent désormais d'une heureuse et tranquille paix.

Pendant le séjour du Pontife à Viterbe, les ambassadeurs des confédérés lui firent de nouvelles instances pour qu'il se déclarât en leur faveur, et fît usage du glaive spirituel en déclarant César déchu de l'empire ou du royaume de Naples. Mais Clément s'y refusa, leur démontrant tout d'abord que procéder ainsi serait allumer dans la chrétienté un grand incendie sans que cela leur fût utile, vu qu'il ne pouvait leur fournir aucune aide ; secondement, que cette déclaration lui ôterait tout moyen de procurer la paix, car il soulèverait contre lui tous les princes et tous les électeurs de la Germanie, qui l'accuseraient de vouloir leur ravir le privilége d'élire l'Empereur pour se l'attribuer à lui-même en élevant le roi de France à la dignité impériale ; et cela offrirait bien plus de dangers encore dans un moment où la Germanie était pleine de luthériens. Les ambassadeurs, en réponse à cela, demandaient qu'au moins il se déclarât pour la ligue : cela leur suffirait et ne pouvait lui causer aucune difficulté, ni aucun dommage. Mais Clément avait acquis de l'expérience à ses dépens ; il savait ce que lui avait coûté l'abandon de cette neutralité, qui est pour le Pape d'une si impérieuse nécessité. Aussi, ne pouvant avec cette excuse se délivrer de leurs importunités, il mit en avant ce qu'il avait déjà dit autrefois, savoir : que si les Vénitiens lui rendaient Ravenne, il accéderait à leur demande ; il leur faisait cette condition sachant très-bien qu'elle ne serait point acceptée, et que les Vénitiens ne lui voulaient point faire cette restitution, malgré qu'il eût, en ce moment même, recouvré Rimini et Imola, dont les Vénitiens s'étaient emparés dans le temps de sa captivité. Enfin, pour mieux dissimuler ses projets ultérieurs, il leur offrit de s'engager à ne point inquiéter l'état de Florence, et de se conformer en cela à la prière que Lautrec lui avait faite. Jusque-là, en effet, Sa Sainteté avait toujours insisté auprès des alliés pour que ses neveux fussent rétablis à Florence dans le même état où ils s'y trouvaient auparavant.

En ce moment le roi d'Angleterre se trouvait, plus encore que tous les autres alliés, intéressé à ce que le Pape se déclarât en faveur de la ligue, car Henri espérait que cette résolution influerait d'une manière favorable sur l'issue des négociations relatives à son divorce et à son mariage projeté (1). Voilà pourquoi ses ambassadeurs, en partant de Viterbe, se

(1) C'était le moment où Henri VIII voulait, pour épouser Anne Boleyn, divorcer avec Catherine d'Aragon, sœur de Charles-Quint. Comme il entrait alors dans la politique d'Henri de susciter des ennemis à Charles, il avait vivement pressé François Ier pour lui faire entreprendre

rendirent à Venise, où ils arrivèrent le 1er juin. Ayant, au nom de leur Roi, réclamé instamment auprès du sénat la restitution de Ravenne en faveur du Pape, ils ne reçurent que des réponses vagues qui ne concluaient à rien, et s'en retournèrent fort mécontents.

Cependant les affaires des Français dans le royaume de Naples commencèrent à décliner de telle façon qu'après s'être rendus maîtres de presque toutes les provinces et après avoir réduit Naples à la dernière extrémité, l'automne était à peine arrivé que d'assiégeants ils étaient devenus assiégés, et qu'après avoir possédé la plus grande partie du royaume ils se virent réduits à pouvoir à peine se réfugier à Gaëte. Ce changement était dû à trois causes principales : la première, c'est qu'André Doria cessa d'être au service de la couronne de France; la deuxième vint de la peste qui sévissait dans le camp des Français; la troisième, enfin, fut la mort de Lautrec.

Voyons d'abord la première. Doria était entré avec huit galères au service de France, moyennant la somme de 36,000 écus par an. Il avait fait demander au Roi très-chrétien par les Génois que la république de Gênes pût se gouverner en toute liberté, offrant pour cela au Roi un don de 200,000 ducats ; et comme le Roi avait soustrait la ville de Savone à la domination des Génois, il demandait qu'elle leur fût rendue. Pour obtenir ces deux choses André Doria fit auprès du Roi les instances les plus réitérées, sans pouvoir arriver à son but. Irrité de ces refus, il resta à Gênes et envoya son fils commander, pour le service du Roi, ses galères dans la province de Naples. Il lui ordonna, en même temps, de revenir à Gênes dès que son engagement serait expiré. Or, cet engagement courait pour tout le mois de juin, et Filippino Doria partit le 4 juillet.

André était convenu avec le marquis del Vasto, son prisonnier, de passer au service de César, et ayant, par suite, envoyé un mandataire en Espagne, le traité fut conclu aux conditions suivantes, savoir : que Gênes resterait libre sous la protection impériale, et qu'il s'engageait, quant à lui, à servir César avec douze galères, moyennant 60,000 ducats par an, indépendamment d'autres conditions avantageuses et honorables.

cette nouvelle expédition d'Italie, et c'était aussi sur ses instances réitérées que Lautrec en avait, bien à contre-cœur, accepté le commandement.

Pour ne point interrompre le récit des événements d'Italie j'ai supprimé dans ma traduction les divers passages où Rossi raconte d'une manière assez écourtée les négociations relatives à ce divorce, qui n'eut son effet définitif que quatre ans plus tard.

Le port de Naples étant ainsi devenu libre par le départ de la flotte de Doria, on fit entrer dans cette ville une énorme quantité de vivres et de rafraîchissements de toutes sortes.

Cependant la flotte française, envoyée au secours de celle qui assiégeait Naples, était arrivée à Savone, mais elle perdit tant de temps qu'à son arrivée à Civita Vecchia les affaires des Français étaient tout à fait désespérées.

Passons à la seconde cause des revers des Français. La peste faisant de grands ravages dans la ville de Naples, les assiégés, de propos délibéré, envoyèrent dans le camp des Français des soldats atteints de la contagion, qui, faisant semblant de s'enfuir, se mirent en rapport avec les Italiens et les Français, ce qui fut cause qu'en peu de temps la moitié du camp fut infectée de cette maladie. Le nombre des assiégeants se trouvant ainsi diminué, et toutes les tranchées ne pouvant plus être gardées, les assiégés faisaient avec leur cavalerie de fréquentes sorties, et, à la fin, forcèrent les Français à lever le siége après avoir perdu leurs meilleurs chefs. Il ne restait plus parmi ces derniers que le marquis de Saluces et le comte Guido Rangoné, car Lautrec avait rendu son âme au Créateur dans la nuit du 15 août.

Le marquis de Saluces resta chargé du commandement de l'armée, mais, par suite de l'infériorité de leurs forces, les affaires des Français allaient tellement en empirant qu'il dut abandonner non-seulement les positions qu'il occupait aux environs de Naples, mais aussi tout le royaume. En effet, les impériaux avaient reçu de la Germanie de nouveaux secours conduits par le duc de Brunswick. André Doria, à la tête de douze galères, se trouvait dans le golfe de Gaëte. D'un autre côté, faute d'avoir été secourus en temps opportun, les soldats conduits dans la Pouille et la Calabre par Simon Tébaldi, capitaine romain, avaient été entièrement défaits, et Tébaldi lui-même tué à Brindisi par une décharge d'artillerie. Il ne restait donc au marquis de Saluces aucune espérance de pouvoir se maintenir à Naples, et il se retira à Aversa.

Les armes françaises ne furent pas plus heureuses en Lombardie, où Antoine de Leyva avait fait prisonnier M. de Saint-Pôl, et détruit la meilleure partie de son armée.

Après avoir passé à Viterbe le temps des chaleurs de l'été, le Pape était revenu à Rome.

Vers la fin de l'automne, il tomba gravement malade, par suite, dit-on, du chagrin qu'il éprouvait de ne pouvoir rétablir à Florence sa famille qui en avait été chassée. Se voyant en danger de mort, et ne voulant pas laisser les siens sans appui, le 10 janvier 1529, il créa cardinal Hippolyte de Médicis, son neveu, tout jeune encore. A dater de ce moment, soit par le cours naturel de la maladie, soit que cette nomination eût rendu son esprit plus tranquille, son état s'améliora graduellement.

Quand il fut guéri, sa pensée se porta toute entière sur les affaires de Florence et sur le moyen d'y remettre les Médicis en possession de leurs biens et dignités. Voyant les difficultés qu'il éprouvait à ce sujet de la part des Français, il résolut de se tourner entièrement du côté de César. Il savait que ce prince désirait compenser par quelque grande démonstration l'offense commise par ses armées envers le Siége apostolique et le Pape lui-même, et que, dans ce but, il avait ordonné à ses lieutenants en Italie de rendre au Pape les forteresses d'Ostie et de Civita-Vecchia, et de mettre en liberté les cardinaux Pisani, Trivulzio et Gaddi, conduits comme otages à Naples, où François Quiroga, récemment nommé cardinal, s'était rendu, portant, à ce sujet, les ordres de l'Empereur, qui furent exécutés.

Pour écarter tous les obstacles qui pouvaient contrarier l'exécution de ses desseins relativement aux affaires de Florence, Clément, mécontent de Malatesta Baglioni, qui, étant à sa solde, s'entendait avec les Florentins, s'arrangea de manière à ce que Baglioni eût des torts envers lui et fournît des prétextes pour que l'on pût, plus tard, le chasser de Pérouse (1).

En même temps, le Pape ne laissait pas de donner des espérances à chacun des confédérés séparément : il renouvelait aux Français la promesse de faire partie de la ligue aussitôt qu'on lui aurait rendu Ravenne, Cervia avec ses sels, et enfin tout ce qu'on lui avait injustement ravi ; il promettait de traiter avec les Florentins et le duc de Ferrare à des conditions modérées ; et se tenant ainsi dans des termes moyens, il conservait l'alliance française sans fâcher César avec qui il correspondait secrètement, tous deux s'écrivant l'un à l'autre de leur propre main, surtout quand il s'agissait de la paix universelle, désirée en ce moment par tous

(1) « Ma per non lasciare addietro cosa veruna che gli potessero addietro impedire i suoi disegni, Clemente come mal soddisfatto di Malatesta Baglione, perchè essendo agli stipendi suoi se l'intendeva coi Fiorentini, procurò che il Baglione lo molestasse per poi cacciarlo di Perugia. »

les princes. Tellement qu'au moment où le cardinal Quiroga revint d'Espagne, on dit dans le public qu'il était allé à Rome pour traiter avec le Pape des moyens d'établir la paix générale. Alors le roi de France, las de faire la guerre, envoya tout à coup à ses ambassadeurs les pouvoirs nécessaires pour en finir, et le roi d'Angleterre en fit autant.

TRAITÉ DE BARCELONE.

(29 JUIN 1529).

Le premier traité conclu fut celui entre le Pape et César, qui, en ce moment, se trouvait à Barcelone. Les conditions en furent avantageuses pour Clément, parce que César avait à cœur de faire oublier par sa générosité les outrages faits au Pape par l'armée et les chefs impériaux. En outre, César ayant le projet de passer en Italie, l'amitié du Pontife lui était nécessaire pour l'exécution de ses desseins. Voici les articles de ce traité.

Il y aurait entre le Pape et César paix et alliance perpétuelles.

Dans le cas où l'armée de César quitterait le royaume de Naples, le Pontife lui accorderait le passage à travers ses états.

En faveur du lien de parenté qu'il allait contracter avec le neveu du Pape, et pour assurer le repos de l'Italie, l'Empereur s'engageait à rétablir à Florence Alexandre, fils du duc Laurent de Médicis, dans la même haute position (*grandezza*) qu'avaient occupée ses parents avant qu'ils n'eussent été expulsés de Florence. Quant aux dépenses à faire dans ce but, il se réservait, ainsi qu'au Pape, le droit de les fixer en temps opportun.

D'après d'autres articles, César devait, soit avec le secours de ses armes, soit de toute autre manière qui pourrait mieux convenir, faire en sorte que le Pape fût, le plus tôt possible, remis en possession de Cervia, Ravenne, Modène, Reggio et Rubiéra, sans préjudice des droits de l'Empire et de ceux du siége apostolique.

Après avoir été remis en possession de ces villes et de ces territoires, le Pape, pour prix du service rendu, accorderait à César l'investiture du

royaume de Naples, réduisant le cens dû pour cette dernière investiture au don d'un cheval blanc, comme reconnaissance de ce que ce royaume était un fief de l'Église (1).

Le Pape accordait à l'Empereur le droit en ce moment en litige de la nomination à vingt-quatre églises cathédrales ; le Pape se réservait de disposer de toutes les autres églises, ainsi que de tous les autres bénéfices qui n'étaient point soumis au droit de patronage.

César, quand il passerait en Italie, devrait s'aboucher avec Sa Sainteté pour traiter de ce qui regardait le repos de l'Italie et la paix dans toute la chrétienté ; et, dans cette entrevue, ils devraient se recevoir réciproquement avec les honneurs dus à chacun d'eux, et avec le cérémonial accoutumé.

Dans le cas où le Pape, pour se mettre en possession de Ferrare, demanderait à César le secours du bras séculier, César, comme protecteur et fils aîné (*primo genito*) du siége apostolique, devrait, jusqu'à ce que le but fût atteint, le secourir avec tous les moyens qui seraient en sa puissance ; les deux contractants se réservaient de convenir plus tard des dépenses à faire, des moyens à employer et des formalités à observer, le cas échéant.

Le Pontife et César devaient, d'un commun accord, décider ce qu'il y aurait à faire pour que la cause de François Sforza fût examinée en toute justice par des juges non suspects, afin que, s'il était déclaré innocent, son duché lui fût rendu. Dans le cas contraire, César, bien qu'il eût droit de disposer à son gré de ce duché, s'offrait d'en donner l'investiture à quelqu'un qui serait agréable à Sa Sainteté, ou de faire en cela ce qu'elle jugerait le plus convenable pour le repos de l'Italie.

César s'engageait à faire consentir Ferdinand, roi de Hongrie, son frère, à ce que, pendant la vie de Clément et pendant les deux années qui suivraient son décès, le duché de Milan se fournît de sel à Cervia, selon la convention passée entre César et Léon X, convention confirmée lors de la dernière investiture du royaume de Naples. César, en mentionnant cette dernière investiture, n'entendait point approuver le traité conclu à cette occasion entre le Pape et le roi de France, et se réservait également les droits de l'empire et ceux du roi de Hongrie.

Aucune des parties contractantes ne pourrait, contrairement au présent

(1) Cette redevance était auparavant de 50,000 ducats par an.

traité, et en ce qui regardait les affaires d'Italie, faire de nouvelles ligues, ni observer celles précédemment conclues en ce qu'elles pouvaient avoir de contraire au présent traité, dans lequel les Vénitiens pourraient être compris aussitôt qu'ils auraient abandonné tout ce qu'ils possédaient actuellement dans le royaume de Naples ; qu'ils rempliraient envers César et Ferdinand, son frère, les obligations contractées par eux lors de la dernière confédération ; qu'ils rendraient au Pape Ravenne et Cervia, et sous toutes réserves enfin des dommages et intérêts qu'on pouvait leur demander à raison de leur occupation de ces divers territoires.

César et Ferdinand, son frère, feraient tous leurs efforts pour que dans la Germanie les hérétiques fussent remis au droit chemin de la vérité, tandis que le Pontife emploierait dans le même but les remèdes spirituels. Et si lesdits hérétiques s'obstinaient dans leur erreur, César et Ferdinand emploieraient contre eux la force des armes, le Pape faisant en sorte qu'ils fussent aidés par tous les princes chrétiens, chacun en proportion de sa puissance.

Le Pontife et César s'interdisaient mutuellement de recevoir sous leur protection les vassaux et feudataires de l'un ou de l'autre, excepté dans le cas où cette protection serait exercée en vertu du droit de domaine direct, sans que cela pût s'étendre au delà. Quant aux protections accordées jusqu'à ce moment, elles prendraient fin dans trois jours.

Telles furent les conditions de concorde et d'alliance arrêtées entre le pape Clément VII et l'empereur Charles V. Pour en assurer la durée en contractant des liens d'étroite parenté, l'Empereur promit de donner en mariage à Alexandre de Médicis, fils de Laurent, en son vivant duc d'Urbin, Marguerite, sa fille naturelle, avec 20,000 ducats de rente annuelle. De son côté, Clément accorda à Charles et à son frère, pour les aider dans leur défense contre les Turcs, le quart des revenus ecclésiastiques, et cela dans la même forme que l'avait déjà accordé son prédécesseur Adrien. Par un écrit à part (*per iscrittura a parte*), Sa Sainteté promit encore (et quoiqu'elle l'eût déjà fait en recouvrant la liberté) une absolution entière à tous ceux qui, à Rome et en d'autres lieux, auraient péché contre le siége apostolique, à ceux qui leur auraient prêté aide et conseil, qui auraient favorisé d'une manière quelconque les événements de Rome, les auraient regardés comme justes, et approuvés soit tacitement, soit d'une manière expresse.

Par l'un des articles du traité conclu lorsqu'il était au château Saint-Ange le Pape avait déjà accordé à l'Empereur la bulle de la croisade, mais non d'une manière aussi étendue que l'avaient fait Jules et Léon, ses prédécesseurs. C'est pourquoi il promit qu'aussitôt ce privilége expiré, il le renouvellerait, et d'une manière plus étendue et plus détaillée. Tout s'étant donc, comme on vient de le dire, arrangé à la satisfaction des deux parties, le 20 juin 1529 César ratifia le traité devant le grand autel de la cathédrale de Barcelone, et jura de l'exécuter.

On s'occupait en même temps du traité de paix à conclure entre César et le roi de France, et la ville de Cambrai fut désignée pour cette négociation. Les envoyés des deux cours y étant arrivés, Madame Marguerite, tante de l'Empereur, et Madame Louise, reine régente, mère du roi François, s'y rendirent aussi. Ces deux dames, ayant fait à Cambrai leur entrée solennelle le 7 juillet, furent logées dans deux palais contigus, afin de pouvoir plus facilement communiquer entre elles.

Le même jour, elles commencèrent à traiter, par l'entremise de leurs secrétaires, avec le nonce du Pape et les envoyés des confédérés. A ces derniers le roi François, avec une artificieuse habileté (*con grande artificizio*), laissait toujours espérer l'envoi de puissants secours prêts à partir pour l'Italie, et en même temps il leur démontrait l'impossibilité que la paix se conclût. Il tenait ces sortes de discours principalement aux Vénitiens et aux Florentins, auxquels ces conférences et ces négociations pour la paix ne plaisaient guère, car ils craignaient d'être exclus du traité, ou de n'y être compris qu'à des conditions trop dures. C'est pourquoi ils faisaient au Roi les offres les plus avantageuses. Mais lui n'avait en ce moment d'autre souci que de ravoir ses fils, et ne s'inquiétait guère des intérêts de ses alliés. Pour être plus près de Cambrai et se trouver à même de trancher les difficultés qui pourraient survenir, il se transporta à Compiègne.

S'étaient rendus à Cambrai, en outre des deux *Madame*, l'archevêque de Capoue pour le Pape, l'évêque de Londres pour le roi d'Angleterre, et les ambassadeurs de tous les autres confédérés. Ceux-ci, s'en rapportant aux Français, étaient continuellement trompés relativement à la véritable marche des négociations.

Or, tandis qu'à Cambrai l'on cherchait péniblement à surmonter les difficultés qui s'opposaient à la conclusion de la paix, on y reçut la nouvelle du traité conclu entre le Pape et César, et, par suite, on s'ache-

minait de plus en plus vers un commun accord. Au dernier moment, tout fut sur le point de se rompre à cause de certaines prétentions que César conservait sur divers territoires en Franche-Comté; mais par l'adresse des légats du Pape la paix fut conclue le 5 août et publiée solennellement dans l'église majeure de Cambrai, en présence des deux Madame (*delle due Madame*), des envoyés du Pape, de ceux du roi d'Angleterre et des autres alliés. Ces derniers s'étant plaints au roi François de n'avoir point été compris dans cette paix, et même d'avoir été exclus des négociations où ils auraient pu soutenir les intérêts de leurs princes respectifs, le Roi, dans sa réponse, s'excusa sur ce que son empressement de ravoir ses fils l'avait contraint de subir les volontés de César. Il promit d'envoyer l'amiral (Philippe Chabot, seigneur de Brion) à la cour d'Espagne pour s'occuper de leurs intérêts. Il leur donna encore beaucoup d'autres espérances; mais son seul but était de se débarrasser d'eux (1).

Les conventions entre l'Empereur et le roi de France furent immédiatement ratifiées par ces deux princes, mais très-mal observées de la part du Roi. Dès qu'il eut recouvré ses fils, il reprit les biens qu'il avait rendus aux parents de Bourbon, et César, malgré ses plaintes, ne put avoir à ce sujet aucune satisfaction. La même chose arriva pour les biens enlevés au prince d'Orange, qui ne lui furent point restitués. Le Roi tenta ensuite, contre la teneur du traité, de recouvrer, aux dépens du duc de Savoie, tout ce que ce duc possédait dans la Provence (2) et le marquisat de Saluces, le Roi prétendant que tout cela lui appartenait en vertu des droits de sa mère, Louise de Savoie.

Le Roi fut grandement blâmé par les barons napolitains de n'avoir fait dans le traité aucune mention de ceux qui, dans le temps où Lautrec commandait à Naples, avaient embrassé son parti, et qui, maintenant, par suite de cet oubli du Roi, étaient en état de contumace et entière-

(1) « *Altre speranze pur diede; ma a solo fine di torseli d'attorno.* »

« Il promit aux Florentins de leur prêter 40,000 ducats pour repousser le péril qui les menaçait, promesse qu'il n'exécuta pas plus que tout le reste. Il permit d'ailleurs à Stéphane Colonna, qu'il ne voulait pas garder à son service, de se mettre au leur, voulant faire croire qu'il ne leur cédait cet officier que pour leur faire plaisir. » (Guicc.).

J'ai cru inutile de traduire le sommaire du traité de Cambrai, parce qu'il n'a que très-peu de rapport aux affaires d'Italie, qui furent réglées peu de temps après par le traité de Boulogne.

(2) Il s'agit ici du comté de Nice, qui était alors regardé comme faisant partie de la Provence. Nice était ville libre sous la protection de la maison de Savoie.

ment livrés à la discrétion de César. En effet, le Roi aurait dû au moins obtenir pour eux une amnistie en reconnaissance des bons services qu'ils lui avaient rendus et des grandes dépenses où ils s'étaient engagés pour lui (1).

GRIEFS DU PAPE CONTRE LES FLORENTINS. — PRÉPARATIFS DE GUERRE CONTRE FLORENCE.

Dans le cours de ses infortunes, et lorsqu'il se trouvait prisonnier au château Saint-Ange, rien n'avait aussi profondément contristé le cœur du Pontife que les torts de ses concitoyens envers lui et envers sa famille. Pour chasser les Médicis, ils avaient excité une sédition au moment le plus intempestif, puisqu'ils avaient auprès d'eux les armées de la ligue et, plus loin, celle du duc de Bourbon qui les menaçaient. Par cette folle conduite les Florentins avaient mis en question l'existence même de leur patrie, puisqu'ils se mettaient dans le cas de tomber sous le joug de l'Empereur ou de toute autre puissance, qui, profitant de ces discordes intestines, aurait pu facilement se rendre maître de la ville. Lorsque Hippolyte et Alexandre, neveux du Pape, furent sortis de Florence, la Seigneurie ne fut guère moins imprudente en permettant qu'on détruisît ou qu'on mutilât les armoiries des Médicis placées sur les palais et autres constructions élevées par leurs aïeux. Le gonfalonier Nicolas Capponi, comprenant que ces outrages sans motif et sans excuse ne pourraient qu'exciter le courroux du Pontife, cherchait à ramener ses imprévoyants concitoyens à des sentiments plus équitables en leur disant qu'ils devaient se contenter de conserver leur liberté, dussent-ils, pour cela, répandre leur sang et même sacrifier leur vie.

(1) « Fu anco tacciato il re Francesco dai baroni napolitani, che in tempo di Lautrech avevano seguito le sue parti, perchè nei detti capitoli non fu di loro fatto alcuno conto, e perciò erano rimasti contumaci a discrezione di Cesare; ai quali avrebbe dovuto almanco impetrare il perdono per la buona servitù fattagli non senza grande spesa. »

Ce second traité de Cambrai, appelé *la Paix des Dames*, marque le moment où la France cesse, au moins pour un temps, d'intervenir activement, et pour son propre compte, dans les affaires d'Italie.

Pour tout ce qui va suivre, traduisant plus librement mon auteur, je l'abrège et change parfois l'ordre dans lequel les faits sont par lui racontés. Cependant, je me suis attaché à ne rien omettre d'essentiel à la fidélité et à l'intérêt du récit.

Clément témoignait en ce moment ne vouloir demander aux Florentins d'autre satisfaction que d'être traité par la République sur le même pied qu'il l'était par tous les princes chrétiens, c'est-à-dire comme vicaire de Jésus-Christ sur la terre. Or, ces armes de Médicis, devenues en ce moment les armes pontificales, étaient reconnues comme telles par toute puissance chrétienne. Elles avaient été, en cette qualité, placées au-dessus de la porte du palais de la République. En les enlevant de ce poste d'honneur, les Florentins semblaient s'être, jusqu'à un certain point, déclarés mauvais catholiques, pour ne pas dire schismatiques (1). Par ces raisons, et aussi pour que, cessant (au moins dans les choses purement privées) de persécuter les siens, on laissât subsister les marques d'honneur et les ornements placés par ses ancêtres sur les églises et les maisons qu'ils avaient bâties, le Pape envoya à Florence monsignor Antonio Bonsi, évêque de Terracina, chargé de ses réclamations auprès de la Seigneurie.

Mais comme en ce moment le sentiment de jalousie et de haine implacable, qui animait les cœurs, trouvait à se satisfaire par ces sortes de vengeances, les instances du Pape ne furent point écoutées. Il les fit renouveler par l'intermédiaire du roi de France, y ajoutant la condition que les Florentins devraient lui envoyer un ambassadeur, moyennant quoi ils seraient assurés de n'avoir jamais rien à craindre de son ressentiment, et que toutes les offenses passées seraient oubliées.

N'ayant pu encore de cette manière obtenir ce qu'il désirait, il chercha à exciter quelques mouvements à Chiusi, qu'occupaient alors des bannis siennois. Avec leur aide, et en introduisant dans cette ville huit cents fantassins, sous le commandement de Pietro da Castel di Pietro, le Pape comptait rétablir à la tête du gouvernement de Sienne Fabio Pétrucci, qui était de ses amis, et par le moyen duquel il aurait disposé contre Florence des forces siennoises. Il fit beaucoup d'instances à Lautrec pour que celui-ci l'aidât dans l'exécution de ce projet. Mais Lautrec était ligué avec la république de Florence et avait en ce moment sous ses drapeaux les bandes noires qu'elle lui avait envoyées, et dont il tirait de grands services. Il répondit donc qu'il ne pouvait d'aucune manière mécontenter des gens dont l'aide lui était si utile.

Ces diverses tentatives du Pontife firent voir clairement aux Florentins

(1) « Pareva in certo modo che si fossero dichiarati mali cattolici per non dire scismatici. »

quelles étaient ses intentions. L'ambassadeur (*oratore*) français s'étant aperçu que le Pape ne cherchait à exciter des troubles à Sienne que pour nuire à Florence, s'interposa auprès du Pontife, et Chiusi retourna, comme par le passé, sous la domination de Sienne. Cette médiation des Français fut efficace pour le moment ; elle ne changea ni la disposition d'esprit, ni les projets du Pontife.

S'il avait à cœur l'affaire de Florence, il ne désirait pas moins ardemment de recouvrer Pérouse, enlevée à l'état de l'Église par Malatesta Baglioni, qui la possédait en ce moment.

L'Empereur, de son côté, pour complaire au Pape, adoucir chez lui les cruels souvenirs du passé et remplir les obligations du traité de Barcelone, avait envoyé au prince d'Orange l'ordre d'employer l'armée sous son commandement à remettre Pérouse sous la domination de l'Église, et ensuite à rétablir les Médicis à Florence.

Le prince s'étant transporté à Aquila pour y rassembler ses forces, fut appelé à Rome par le Pape, qui voulait traiter avec lui toutes les questions relatives à cette entreprise. Orange vint à Rome le dernier jour de juillet.

Entre le Pape et lui il fut arrêté en premier lieu que la conquête de Pérouse se ferait aux frais de l'Empereur, et qu'ensuite on attaquerait Florence. Mais le prince faisant quelques difficultés pour entrer en campagne, à cause du manque d'argent nécessaire où il se trouvait, le Pape lui donna comptant 30,000 ducats et lui en promit 40,000 autres sous peu de jours ; il lui remit, en outre, trois gros canons et quelques petites pièces d'artillerie de campagne.

Orange, étant retourné à Aquila, y passa la revue de son armée, qui se composait de trois mille hommes de pied, reste des quinze mille venus d'Allemagne avec Fronsperg ; six mille amenés d'Espagne par Charles de Lannoy (1) ; quatre mille Italiens commandés par Pierre-Louis Farnèse, neveu du cardinal de ce nom (2), Marzio, Sciarra Colonna et Pierre-Marie de Rossi, comte de San Sécondo ; deux mille cinq cents Espagnols pris dans les garnisons de la Pouille. De plus, avec l'argent que le Pape lui avait donné, il y joignit trois cents hommes d'armes et deux mille cinq cents chevau-légers, commandés par Alexandre Vitelli et Jean-Baptiste

(1) A l'époque où Lannoy était venu d'Espagne, c'est-à-dire vers la fin de 1526. On se rappelle que Lannoy était mort à Gaëte en 1527.

(2) Qui fut depuis pape, sous le nom de Paul III.

de Sassatello (1). Et avec cette armée peu nombreuse, mais d'une valeur incomparable à cause des hommes d'élite qui la composaient, il se mit en route pour Pérouse le 16 août 1529.

Nous sommes obligés de suspendre un instant le récit de cette expédition pour nous occuper de ce qui se passait en ce moment dans la Haute-Italie.

DÉBARQUEMENT ET SÉJOUR DE CHARLES-QUINT A GÊNES.

Charles était parti de Barcelone avec une flotte composée de nombreux vaisseaux sur lesquels étaient embarqués mille chevaux et dix mille hommes de pied. Après quinze jours d'une pénible et dangereuse navigation, il débarqua à Gênes l'avant-dernier jour d'août (2). Les troupes qu'il amenait à sa suite prirent terre à Savone et furent dirigées sur la Lombardie, le Pape ayant refusé leur concours, dans la persuasion où il était que le prince d'Orange avait des forces suffisantes pour réduire les Florentins, et que ceux-ci, privés de tout secours, ne s'obstineraient point à faire une résistance inutile.

Charles reçut à Gênes la nouvelle de la conclusion du traité de Cambrai.

En même temps que l'Empereur débarquait à Gênes, le capitaine Félix, amenant un renfort de huit mille Allemands, arrivait en Lombardie.

Cette venue de l'Empereur, accompagnée d'un si grand appareil de puissance, excita les plus vives alarmes dans toute l'Italie, surtout en ce moment où elle se voyait privée du secours des Français. Chacun commença donc à songer à ses propres affaires (3).

Le Pape ayant reçu avis que Charles était parti de Barcelone, avait

(1) « Jean de Sassatello, qui, gardant l'argent des Florentins, au service desquels il s'était mis, passa dans les troupes impériales avec Alexandre Vitelli. » (Guicc.).

(2) La suite de ce récit montre que cette date est inexacte. D'après Guicciardini et Robertson, Charles débarqua à Gênes le 12 août.

Guicciardini ne lui donne que neuf mille hommes de pied et ajoute que « Vistarini était, dès le mois de juillet, arrivé à Gênes à la tête de deux mille hommes d'infanterie espagnole, avec ordre d'y attendre l'Empereur. »

(3) « Questa venuta con tanto apparato pose tutta Italia in timore, massime vedendosi priva degli aiuti di Francia. Onde ciascuno cominciò a pensare a casi suoi. »

Des lettres du temps racontent que Charles marchait toujours accompagné de deux mille personnes, et qu'à son départ pour Plaisance il avait envoyé devant lui dix pièces d'artillerie légère amenées d'Espagne.

envoyé à Gênes, pour l'accueillir à son arrivée et se mettre à son service (1), Alexandre de Médicis, son neveu, avec une suite nombreuse de seigneurs et de nobles. Il voulait surtout fournir à son neveu l'occasion de se faire connaître par l'Empereur, dont il devait être le gendre.

Peu après, le Pape fit partir encore pour Gênes trois cardinaux légats : Alexandre Farnèse, François Quiroga et Hippolyte de Médicis. Le but principal de leur mission était de conduire Charles à Bologne, où le Pontife devait aller le recevoir et le couronner, Clément ne voulant pas, pour divers motifs, que Charles vînt à Rome. D'après les uns, c'était afin que Charles ne vît pas la ville que, deux ans auparavant, ses lieutenants et ses troupes avaient si cruellement traitée: d'après d'autres, c'était parce que le Pape avait bien plus de confiance dans la fidélité des Bolonais que dans celle des Romains. Quant à moi, je pense que l'Empereur et le Pape ne se souciaient pas plus l'un que l'autre de faire cette cérémonie à Rome, où la mémoire des offenses et des maux endurés était encore trop fraîche, et où, par conséquent, l'on ne pouvait exposer la personne d'un si grand prince aux risques que pouvait lui faire courir le ressentiment d'un peuple irrité au plus haut point contre les impériaux. Car, bien que Charles fît en ce moment tout ce qui pouvait raffermir la puissance du Pape et rétablir sa maison dans ses grandeurs passées, les Romains et autres sujets de l'Église ne ressentaient de tout cela aucun soulagement, ni aucune satisfaction. Et ici, que les politiques modernes ne viennent pas me dire que c'était un mal sans remède : les grands princes ne manquent jamais de moyens pour relever les opprimés et donner aux offensés les réparations qui leur sont dues.

Charles partit de Gênes le dernier jour d'août. Les légats le conduisirent à Plaisance. Pendant ce voyage, le Pape s'employa activement pour amener l'accord entre César, d'une part, et les Vénitiens et le duc de Milan, d'autre part. Il avait l'espoir de mener la chose à bonne fin lorsqu'on serait arrivé à Bologne, parce qu'ayant déjà traité avec César par lettres, il se trouvait tout à fait porté d'inclination pour lui. Au reste, Sa Sainteté avait un tel désir d'amener cette conclusion, hors de laquelle elle ne voyait pour l'Italie aucun repos possible, qu'elle serait allée trouver l'Empereur à Gênes, si l'on n'avait décidé, d'un commun accord, qu'il serait plus commode pour l'un comme pour l'autre de s'aboucher à Bologne.

(1) « Con buona comitiva di signori e nobili per accoglierlo e servirlo, ed insieme farsegli conoscere per suo genero. »

LES FLORENTINS ENVOIENT UNE AMBASSADE A CHARLES-QUINT.

Le sentiment de stupeur et de crainte qui, dans toute l'Italie, avait accueilli la nouvelle de la venue de l'Empereur, avait été plus prononcé à Florence que partout ailleurs (1). Les Florentins prirent le parti de lui envoyer, pendant son séjour à Gênes, quatre ambassadeurs choisis parmi leurs citoyens les plus considérables. Ce fut Nicolas Capponi (qu'on priva, à cette occasion, de sa charge de gonfalonier), Mathieu Strozzi,

(1) « I Fiorentini più sbigottiti degli altri, presero partito di mandargli quattro ambasciatori de' primi cittadini. »

Déjà au 25 mai les Florentins savaient l'arrivée de Charles à Barcelone et son projet de passer en Italie. Le 7 juin, ils sont informés du bruit répandu dans cette ville de son prochain embarquement. Depuis la conclusion du traité de Barcelone surtout, ils avaient pleine conscience du péril qui les menaçait : seulement ils n'en mesuraient pas encore toute l'étendue, car ils étaient loin de prévoir l'isolement dans lequel ils allaient se trouver et l'effet produit sur leurs alliés par la lassitude de la guerre et le prestige attaché à la puissance de Charles-Quint.

L'erreur des Florentins tenait encore à une autre cause, honorable pour eux, mais qui leur devint funeste en les empêchant de traiter à propos.

Leur sens politique, si clairvoyant, d'ailleurs, si fort empreint d'expérience pratique, se trouvait en défaut par cela même qu'ils se plaçaient à un point de vue trop exclusivement italien.

Ainsi, nous voyons par le rapport de Marco Foscari, ambassadeur vénitien à Florence, en 1527, que les Florentins étaient particulièrement jaloux de Venise. Ils craignaient que cette République, étendant de plus en plus ses possessions en terre ferme, ne vint à menacer, un jour, la Toscane et à faire déchoir Florence du haut rang qu'elle occupait depuis longtemps en Italie.

A côté de cela, les Florentins semblaient ne redouter que médiocrement la puissance de l'Empereur et du roi de France. Ils se figuraient que les peuples étrangers ne sauraient former en Italie d'établissement durable, surtout si l'on savait à propos gagner du temps.

Enfin, les Florentins se croyaient une grande force de résistance par suite de la configuration topographique de leur propre territoire et de la ceinture des montagnes dont ils étaient environnés.

Ces sentiments de confiance se peignent dans le langage tenu par la Seigneurie, le 8 août 1529, à l'envoyé vénitien Marco Capello « Nous envoyons des orateurs seulement pour amuser César et nous donner le temps d'achever nos préparatifs commencés ; ne pensez pas que nous voulions les ralentir ; notre intention est, au contraire, de nous armer en toute hâte, et déjà nos places sont garnies de soldats et de munitions comme si la guerre devait commencer demain. *(Noi facciamo gli oratori solamente per intertener Cesare, e darci loco di poter proseguire le provisioni incominciate ; ne vi pensate che siamo per rallentarsi da quelle, anzi rendetevi certissimi che le vogliamo accrescere ed usare ogni diligenza in armarci, e già tutte le nostre terre sono si fornite di gente e munizioni come se domani avessero ad aspettare il campo).* »

Alamani mande de Savone, en date du 11 août, qu'ayant su par lui que la République allait envoyer des ambassadeurs pour la rencontrer et lui rendre honneur, Sa Majesté en a témoigné un grand plaisir et a dit qu'en venant en Italie elle ne voulait troubler la paix d'aucun état.

Les deux adversaires, comme on voit, ne demandaient qu'à gagner du temps. Seulement la partie n'était pas égale.

Thomas Sodérini et Raphaël Girolami. Ils avaient pour mission de complimenter Charles sur sa venue et de voir s'ils pourraient, grâce à sa médiation, accommoder leurs différends avec le Pape ; mais, après de nouvelles réflexions sur ce second point, on leur défendit d'aborder ce sujet avec César : ils devaient se borner à traiter les affaires pendantes entre lui et la République, sans faire aucune mention du Pape. Il semblait aux Florentins que la raison d'état ne permettait point à César de laisser la puissance du Pape s'accroître de tout ce qu'elle acquerrait nécessairement dans le cas où il viendrait à disposer des forces de Florence et de la prépondérance acquise à cette République.

Cette ambassade avait encore pour but de les justifier auprès de César. L'audience qu'ils avaient demandée ne leur ayant été ni accordée, ni refusée, ils cherchèrent, par le moyen du chancelier Gattinara (qui, dans ce temps, fut créé cardinal), à obtenir qu'au moins toute hostilité fût suspendue jusqu'à ce que César les eût entendus ; mais cette demande même leur fut refusée.

Néanmoins, les ambassadeurs s'étant plus tard présentés devant lui, après s'être félicités avec lui de sa venue, ils excusèrent la République d'être entrée dans une ligue avec le roi de France, disant que ce n'était point par l'effet de leur propre arbitre, mais bien par l'ordre du Pape, dont la volonté faisait alors loi dans la République ; qu'ensuite, la continuation de cette alliance avait tenu bien plus à l'enchaînement des circonstances qu'aux dispositions des Florentins envers Sa Majesté. De leur différend avec le Pape ils ne dirent pas un mot, car on leur avait donné ordre de n'entamer aucune négociation sur ce point, de voir simplement l'état des choses et d'en faire leur rapport. On leur avait même défendu de visiter les cardinaux légats envoyés par le Pape à l'Empereur, et principalement le cardinal de Médicis. Mais le chancelier Gattinara, répondant au nom de l'Empereur aux envoyés florentins, leur dit que l'Empereur ne leur permettrait de l'entretenir de leurs propres intérêts qu'autant qu'ils auraient, avant tout, donné satisfaction au Pape. Et comme ils se plaignirent de ce que cette décision avait de dur pour eux, le grand chancelier ajouta que la République s'étant alliée avec les ennemis de César et ayant attaqué ses états à main armée, la ville de Florence était déchue de ses priviléges ; qu'elle était dévolue à l'Empire, et qu'appartenant dès lors à César, il pouvait disposer d'elle à sa volonté. Néanmoins, il les encouragea, de la part de César lui-même, à faire

venir des pouvoirs qui les autorisassent à traiter avec le Pape, parce qu'alors seulement l'Empereur consentirait à prendre connaissance de leurs différends. Les ambassadeurs, pour ne point empirer la position (1), firent venir un nouveau mandat ; mais comme il ne contenait aucune autorisation de traiter avec le Pape, ils ne furent plus admis à l'audience de César. César étant parti le dernier jour d'août de Gênes pour se rendre à Plaisance, ils l'y suivirent, mais ils furent obligés de retourner à Florence sans avoir rien obtenu. Il en arriva autant, dans ce même moment, aux envoyés du duc de Ferrare.

GUERRE CONTRE FLORENCE. — COMMENCEMENT DU SIÉGE DE CETTE VILLE.

Le prince d'Orange se trouvait le 19 août à Terni, et les Allemands à Foligno, qui leur avait été assigné comme lieu de rendez-vous.

Arrivé dans le voisinage de Pérouse, Orange envoya un gentilhomme de sa suite à Malatesta Baglioni pour l'engager à rendre volontairement la place, lui promettant, à ce prix, non-seulement la conservation de tous ses biens, mais aussi qu'il le ferait entrer au service et à la solde des Florentins (2). Il ajouta qu'en sa qualité d'homme de guerre Malatesta devait comprendre l'impossibité de se maintenir dans Pérouse.

Malatesta ne voulut d'abord rien entendre, mais, comprenant combien il lui serait difficile de résister, et ne pouvant, d'ailleurs, désirer de meilleures conditions que celles qu'on lui offrait, il répondit qu'il accepterait, mais seulement avec le consentement des Florentins.

Ayant représenté à ceux-ci l'impossibilité de défendre Pérouse contre une armée composée, en grande partie, de vétérans, il leur persuada de consentir à ce qu'il remît la ville entre les mains du Pape, afin de pouvoir se consacrer entièrement à leur service, n'étant plus distrait de ce but principal par la défense de Pérouse. Les Florentins y consentirent, ne pouvant faire autrement. En effet, six mois auparavant ils avaient nommé comme général en chef de leurs troupes Don Hercule d'Este, fils du

(1) « Gli ambasciadori fecero venire il mandato per non rendersi maggiormente contumaci. »

(2) « Ma anche di farlo militare agli stipendi de' Fiorentini. »

duc Alphonse de Ferrare. Don Hercule venait de se démettre de cette fonction, de sorte que les Florentins, n'ayant point d'autre capitaine à qui ils pussent confier la direction de cette guerre, durent se prêter aux désirs de Baglioni (1). Cependant ce fut pour eux un grand désappointement, car ils avaient compté que la résistance prolongée de Pérouse tiendrait longtemps la guerre éloignée d'eux et leur donnerait le temps d'achever leurs préparatifs de défense. Mais, après s'être emparé de Sospello (par suite d'intelligences entre deux bannis Siennois réfugiés dans cette ville et deux autres Siennois qui étaient dans son camp), Orange entra dans Pérouse que Malatesta venait d'abandonner; puis, de concert avec le marquis del Vasto, il se dirigea sur Cortone, qui, ayant résisté à un premier assaut, capitula peu après, sous condition de payer au prince 20,000 ducats. Arezzo se rendit aussi, les douze cents hommes qui s'y trouvaient ne se croyant point à même de résister (2). On accorda à cette ville des conditions plus favorables : elle fut soustraite à la domination de Florence, et put se gouverner elle-même sous la protection de l'Empereur.

Les Florentins voyaient donc leurs espérances trompées, et la guerre transportée sur leur propre territoire au moment où ils n'avaient point encore rassemblé des forces suffisantes. Pour comble de malheur, ils se voyaient abandonnés de ceux de leurs alliés qui les avaient le plus encouragés à la résistance: les Vénitiens leur avaient promis un secours de trois mille hommes de pied ; mais, au lieu de les faire passer en Toscane, le duc d'Urbin les employa à garder ses propres états, et cela du consen-

(1) « Les Florentins n'ayant pu obtenir de l'Empereur une suspension d'armes, du moins jusqu'à ce qu'il eût entendu leurs ambassadeurs, prièrent Hercule d'Est, fils aîné du duc de Ferrare, qu'ils avaient nommé leur capitaine général plusieurs mois auparavant, de venir à leur secours; mais quoiqu'il eût reçu de l'argent afin de lever mille hommes de pied pour sa garde, il refusa de remplir ses engagements, par le conseil de son père, qui, dans cette conjoncture, préféra son intérêt particulier à l'exécution de ses promesses. Il ne rendit pas même l'argent, mais il leur envoya sa cavalerie. Les Florentins, choqués de cette conduite, donnèrent le commandement à un autre. » (Guicc.).

Nous voyons dans la correspondance de Carlo Capello que le duc Alphonse fit redemander, quelques mois plus tard, le secours fourni par son fils. Les Florentins le lui renvoyèrent, non sans quelque hésitation, parce que le départ de ces derniers auxiliaires rendait trop sensible l'abandon total où tous leurs alliés les avaient successivement laissés.

(2) D'après Guicciardini, Cortone se rendit le 17 septembre et Arezzo le 19. Cet auteur croit que la reddition d'Arezzo eut lieu par ordre secret du gouvernement de Florence, qui ne voulait point laisser en prise à l'ennemi le peu de troupes qu'il avait; et aussi d'après le conseil de Malatesta, qui, en ce moment, songeait surtout à concentrer la résistance dans les environs de Florence. Cette opinion est confirmée par les lettres de Carlo Capello, ambassadeur de Venise auprès des Florentins.

tement des Vénitiens, qui craignaient, s'ils aidaient les Florentins, de s'aliéner le Pape, sur lequel ils comptaient principalement pour traiter de la paix avec l'Empereur (1).

Les Florentins n'eurent pas plus à se louer du roi de France, qui leur avait fait beaucoup de promesses parce qu'il désirait les voir en querelle avec César (2) ; mais, en ce moment, il s'excusa de ne pas les avoir fait comprendre dans le traité de Cambrai, se rejetant sur le désir qu'il avait de recouvrer ses fils, et, au lieu des secours effectifs réclamés par la circonstance, il ne leur donna que des espérances éloignées. Privés ainsi de tous secours, ils virent qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes, et commencèrent à réparer les murs de la ville et à fortifier au dedans et au dehors les endroits où ils pensaient que seraient dirigées les principales attaques. Ils purent faire tout cela en temps utile parce que le Pape avait commandé au prince d'Orange de procéder avec lenteur et d'endommager le pays le moins possible. En quoi ce prince obéit fidèlement aux ordres qu'il avait reçus (3).

Maître de Cortone et d'Arezzo, le prince, s'approchant de plus en plus

(1) D'après une lettre de Carlo Capello, en date du 17 septembre, les Florentins se plaignent de ce qu'après leur avoir donné beaucoup de bonnes paroles, les Vénitiens n'aient pas permis aux troupes que Venise avait dans le duché d'Urbin de franchir la frontière pour se joindre à Malatesta à Pérouse.

Un peu plus tard, ils demandent que ces mêmes troppes soient dirigées sur Arezzo : eux-mêmes enverront de ce côté quatre mille fantassins ; et, comme le château d'Arezzo tient encore pour eux, la ville sera reprise avec d'autant plus de facilité que l'ennemi n'y a point laissé de garnison. Si les Vénitiens se prêtent à leurs désirs, les Florentins se regarderont comme sauvés, car l'armée ennemie manquant tout à fait de vivres, sera forcée de s'éloigner, et les Florentins en conserveront pour Venise une éternelle reconnaissance.

Les Vénitiens alléguèrent, plus tard, d'assez mauvaises raisons pour s'excuser de n'avoir pas secouru Florence à ce moment-là. Leur véritable motif me paraît être celui indiqué par Rossi.

(2) « Dans ce même temps où la paix était conclue et publiée entre Charles V et François Ier, l'évêque de Tarbes, ambassadeur de ce dernier, parlait sérieusement et avec emphase, à Venise, à Florence, à Ferrare et à Pérouse, de la grandeur des préparatifs qui se faisaient, disait-il, en France, et exhortait toutes ces puissances à suivre l'exemple de son prince. » (Guicc.).

C'était le moment où François Ier et Charles allaient devenir beaux-frères et se faisaient complimenter mutuellement à ce sujet par leurs ambassadeurs respectifs. En même temps François Ier faisait équiper les galères qui devaient s'unir à celles de l'Empereur pour forcer les Vénitiens à rendre à l'Empereur les places qu'ils occupaient dans la Pouille.

« Malgré les secours que le Roi donnait à l'Empereur, il encourageait secrètement les confédérés, mais surtout les Florentins ; et il promit de leur faire tenir de l'argent par le moyen de l'amiral. Ce n'est pas qu'il eût à cœur leur intérêt, ou celui de ses autres alliés, son dessein n'étant que de les engager à faire résistance à l'Empereur, que cet embarras obligerait plus tôt à remettre les enfants de France en liberté. » (Guicc.).

(3) Guicciardini, ignorant, sans doute, cette recommandation du Pape, blâme le prince d'Orange de son peu d'activité, et prétend que si le 28 septembre il s'était présenté hardiment devant Florence, la ville se serait rendue, et qu'on aurait évité par là de grands maux.

de Florence, se trouvait, le 27 septembre, à l'Ancisa. Étendant son armée aux alentours de Florence, à la distance de deux milles, il prit diverses positions favorables pour assiéger la ville. Les Florentins lui avaient envoyé des députés pour l'engager à suspendre sa marche jusqu'à ce que César eût entendu leurs ambassadeurs. C'étaient ceux-là mêmes à qui l'Empereur avait répondu qu'il ne les entendrait point avant qu'ils n'eussent rétabli les Médicis. Le prince d'Orange fit à ceux qu'on lui avait envoyés une réponse toute semblable.

Comme il n'avait pas une artillerie suffisante, il en avait demandé aux Siennois. Quoique ennemis du Pape, comme ils étaient sous la protection de l'Empereur, ils ne pouvaient refuser. Toutefois, comme ils voyaient avec peine le changement de forme du gouvernement de Florence, ils retardèrent l'envoi de cette artillerie le plus longtemps qu'il leur fut possible.

Trois mille fantassins des troupes du Pape, venant du côté de Bologne, sous le commandement de Ramazzotto, étaient descendus dans le Mugello, avaient surpris et saccagé Firenzuola et plusieurs villages, et les Florentins craignaient de les voir s'avancer jusqu'à Prato. En ce moment, sous l'impression d'un sentiment de crainte, et se voyant ainsi entourés de tous côtés d'ennemis, les Florentins pensèrent à traiter avec le Pape en s'abandonnant entièrement à lui comme il l'avait demandé. On se disait qu'étant né dans cette ville, et, par conséquent, un de ses citoyens, il n'était pas croyable que lui, vicaire du Christ, fût capable de faire des actes d'inhumanité, ou même quelque chose de contraire à l'amour qu'on doit avoir pour sa patrie. Le Conseil des Dix de la liberté et de la paix ayant délibéré à ce sujet, conclut en ce sens. Mais le gonfalonier François Carducci, qui avait succédé à Nicolas Capponi, combattit hautement cette opinion, et, avec l'aide des prieurs, il fit rejeter cette résolution, qui pourtant était excellente.

La République ayant, comme nous l'avons dit, envoyé des ambassadeurs au Pape pour lui exposer qu'elle était prête à lui rendre tout le respect qu'elle lui devait, s'il promettait de ne pas changer la forme du gouvernement, le Pontife répondit que son intention n'était point de nuire en aucune manière à la liberté de la Républiqne, mais que les offenses qu'ils avaient reçues de la part de son gouvernement, la nécessité de pourvoir à la sécurité de ses propres états, et enfin le traité fait avec l'Empereur, l'avaient contraint à prendre les armes contre elle ; qu'en ce moment, comme il s'agissait de son honneur à lui, tout ce qu'il voulait

c'était que les Florentins s'abandonnassent entièrement à sa volonté, et qu'alors chacun verrait combien son intention était de faire le bonheur de leur commune patrie.

Et véritablement les bonnes intentions du Pape se manifestèrent assez clairement après le départ des ambassadeurs. Ceux-ci ayant rapporté à la Seigneurie la réponse du Pontife, les conditions qu'il faisait et le refus de l'Empereur de donner audience à ceux qu'on lui avait de nouveau envoyés (refus qui avait répandu dans la ville une grande crainte), on sut que Sa Sainteté, désirant que l'état de Florence ne fût pas détruit et dévasté, comme il arrive d'ordinaire à tout pays où la guerre se prolonge, et croyant, d'un autre côté, que ses concitoyens allaient déférer à sa demande, avait envoyé en poste l'archevêque de Capoue au camp impérial. Mais, ce prélat étant justement passé par Florence pour connaître l'esprit qui animait les Florentins, les trouva dans des dispositions tout à fait contraires à celles que, d'avance, il leur avait supposées.

Ceux qui étaient à la tête du gouvernement ne voulaient plus maintenant entendre à aucune proposition d'accommodement avec le Pape. Les fortifications se trouvant achevées, on ne pensa plus qu'à faire une défense obstinée. Ce qui avait surtout contribué à ranimer les esprits, c'est que Ramazzotto, après avoir ravagé tout le Mugello, s'était retiré dans le Bolonais pour mettre en sûreté ce qu'il avait gagné par le pillage. Sa troupe, formée non de soldats, mais de paysans ramassés çà et là dans la Romagne, s'était dissipée en un clin d'œil, chacun s'en retournant chez soi chargé de butin. Les Florentins, donc, ayant repris courage, garnirent leurs murs d'artillerie et de tout ce qui était nécessaire pour repousser les assauts. Ils avaient dans la ville huit mille fantassins sous les ordres de Malatesta Baglioné et de Stéphane Colonna. En outre, ils fortifièrent et garnirent de troupes suffisantes Pistoïa, Prato, Empoli, Pise et Livourne. Ils confièrent les autres places qu'ils possédaient à la fidélité et au courage de leurs habitants.

En ce moment, les Siennois, malgré les sentiments qu'ils avaient manifestés peu auparavant, voyant les Florentins accablés, voulurent avoir quelque chose de leur dépouille (1). Non contents de faire des excursions sur le territoire florentin et de le piller, ils envoyèrent à l'impro-

(1) I Senesi nondimeno, videndo l'oppressione de' Fiorentini, cercarono ancor essi di scaldarsi a questo fuoco. »

viste des troupes pour surprendre Montépulciano ; ils espéraient que le prince d'Orange leur laisserait cette ville en récompense des services qu'ils lui avaient rendus dans le cours de cette guerre. Mais, comme il y avait à Montépulciano un certain nombre de fantassins florentins, la ville se défendit courageusement, ayant, en outre, reçu le secours de Napoléon Orsini, qui y arriva tout à point à la tête de trois cents chevaux (1).

Tels furent les commencements de cette guerre, qui, avant le départ de l'archevêque de Capoue, eût pu être évitée en donnant satisfaction à chacune des parties, tandis qu'elle amena des actes de barbarie et de cruauté dont les autres guerres ne fournissent pas d'exemples. Et l'on ne déposa point les armes avant que le pays ne fût saccagé et la ville mise en péril d'une complète ruine. Ainsi en advient-il lorsque la témérité l'emporte sur la prudence.

Cependant Orange avait étendu son armée sur les diverses collines qui entourent la ville dans la partie au-delà de l'Arno, c'est-à-dire du côté de Ripoli, Montici, del Gallo et Giramonté. Ayant fait placer sur un bastion de Giramonté quatre canons destinés à battre les nouvelles fortifications de San Miniato, il commença, le 29 octobre, à faire jouer son artillerie. Mais il éprouvait de ce côté plus de mal qu'il n'en causait aux assiégés. Ceux-ci avaient placé sur le campanile de l'église de San Miniato un sagre qui foudroyait incessamment les impériaux, lesquels avaient tiré sur le campanile plus de cent cinquante coups de canon sans lui faire aucun mal, parce qu'il était garni à l'extérieur de balles de laine qui amortissaient la force des boulets. Chaque jour était signalé par des escarmouches, mais un engagement plus considérable eut lieu le 2 novembre. Un grand nombre de fantassins étant sorti de la ville, on combattit à l'entour des murs non-seulement sur la route de Rome, mais aussi dans les bastions de Saint-Georges et de Saint-Nicolas. La nuit seule mit fin à cette lutte, et de part et d'autre il y eut plusieurs chefs tués et beaucoup de fantassins blessés.

(1) Orsini n'avait osé partir pour aller au secours de Florence qu'après le départ du Pape pour Bologne. (Guicc.).

LE PAPE ET L'EMPEREUR SE RENDENT A BOLOGNE. — NOUVELLE AMBASSADE DES FLORENTINS. — FRANÇOIS SFORZA RECOUVRE LE DUCHÉ DE MILAN. — TRAITÉ DE BOLOGNE ENTRE LE PAPE ET CHARLES-QUINT. — SUITE DE LA GUERRE DE FLORENCE.

Vers ce même temps, le Pape, partant de Rome, s'achemina par la Marche et la Romagne vers Bologne, où, à la suite d'un heureux voyage, il arriva avant l'Empereur. D'après l'ancien usage, en effet, quand deux grands princes se donnaient rendez-vous dans un lieu désigné, le plus élevé en dignité devait y arriver le premier, afin que l'autre, par cela même qu'il allait le trouver, lui témoignât son respect et reconnût hautement sa supériorité. César, étant arrivé peu de temps après le Pape, en fut reçu avec magnificence. On lui fit le plus grand honneur possible, car il fut logé dans le palais de la Seigneurie, où le Pontife lui-même avait établi sa résidence : et ce qui fut pour tout le monde un sujet d'admiration, c'est que ces deux princes, qui ne s'étaient jamais vus, se trouvèrent, dès l'abord, aussi bien que plus tard, sur un pied d'affection et d'aisance familière tel qu'on eût dit de deux amis qui auraient passé toute leur vie ensemble sans avoir jamais été séparés (1). Le Pontife, pour mieux témoi-

(1) « Il Papa si partì da Roma, et incamminatosi per la Marca e per la Romagna verso Bologna, vi giunse felicemente prima dell' imperatore. Perocchè l'uso antico era che quando due principi grandi convenivano in un luogo deputato, quegli che era costituito in maggior dignità doveva presentarvisi prima, perchè l'inferiore mostrasse il suo ossequio al superiore coll' andarlo a trovare. Indi a non molto vi giunse Cesare, il quale fu dal Papa ricevuto magnificamente e con grandissimo onore, allogiandolo nel medesimo palazzo della Signoria dove il Papa risiedeva. E quello che porgeva a tutti ammirazione, era che questi due principi, i quali non si erano mai visti, trattarono insieme a prima giunta e poscia con tanta dimestichezza ed amore, che pareva la loro amicizia e pratica fosse cresciuta insieme senza mai seperarsi. Anzi il pontifice, per mostrare maggior confidenza e benignità verso di Cesare, volle collocarlo in appartamento vicino al suo, in guisa che una sola porta li separava; e, quella aperta, senza ambasciata ed oltra ceremonia, andava scambievolmente l'uno nella camera dell' altro. »

« Charles fit son entrée à Bologne le 5 novembre 1529, affectant de joindre la magnificence et la majesté d'un empereur à l'humilité d'un fils soumis de l'Église.

« ... Les Italiens, qui, depuis les événements des années précédentes, s'étaient fait de lui l'idée d'un homme ressemblant aux souverains barbares, furent très-surpris de le voir aimable, plein de grâce, affable, régulier dans ses mœurs,

gner à César sa bienveillance et sa confiance, voulut le loger dans un appartement voisin du sien, tellement qu'ils n'étaient séparés que par une seule porte, et quand cette porte était ouverte, ils pouvaient communiquer ensemble sans se faire prévenir, sans cérémonie, et aller à volonté dans la chambre l'un de l'autre.

Dans les premiers temps de son séjour en Italie, César avait reçu des lettres de son frère Ferdinand, roi de Hongrie, qui lui faisaient part du péril où il se trouvait par le fait de Soliman, grand Seigneur des Turcs, lequel, étant entré dans le royaume de Hongrie à la tête d'une puissante armée, menaçait l'Autriche et voulait s'emparer de Vienne. Soliman, en effet, s'était tenu devant cette place pendant tout le mois d'octobre, et lui donna plusieurs assauts infructueux, parce que, indépendamment de la bravoure des fantassins allemands qui s'y trouvaient renfermés, il n'avait pas une artillerie d'un assez fort calibre pour faire brèche. Ensuite, le temps commençant à devenir mauvais et ne lui permettant pas de prolonger cette campagne, Soliman leva le siége et s'en retourna à Constantinople. César, se trouvant ainsi délivré de l'invasion des Turcs, put d'autant plus facilement s'appliquer aux affaires d'Italie qu'il avait à traiter conjointement avec le Pontife.

Pour celui-ci l'affaire la plus pressée était la guerre entreprise contre les Florentins. Sur ce point César s'entendait merveilleusement avec lui, non-seulement pour lui complaire en remplissant les conditions du traité de Barcelone, mais aussi parce qu'il savait que la ville de Florence avait une préférence bien marquée pour la France ; et, à cause de cela, il n'était point fâché que cette ville fût humiliée et abaissée.

Quatre ambassadeurs florentins, arrivés à Bologne, y avaient été envoyés par la République, à la persuasion de Miglioré, gonfalonier de la compagnie d'un quartier (1). Homme sage et prudent, il détestait l'obstination de ceux qui empêchaient que l'on envoyât des députés au Pape. Ayant été élu nouveau gonfalonier *de justice* pour l'année 1530, il saisit cette occasion pour adresser à ses compatriotes une harangue dans

pratiquant exactement la religion, et traitant les intérêts des princes et des états dont le sort était dans sa main avec une modération qu'on n'attendait pas de lui. » (Robertson, *Hist. de Charles-Quint*).

Cette modération tenait surtout à la crainte d'une nouvelle invasion des Turcs en Allemagne. En effet, Soliman, outré de colère et honteux d'avoir été forcé de lever le siége de Vienne, avait juré, en partant, de revenir avec de plus grandes forces. De plus, Charles sentait que sa présence était nécessaire en Allemagne pour combattre les progrès du protestantisme.

(1) « Gonfaloniere di *compagnia di quartiere.* »

laquelle il blâmait ceux qui, dans leurs résolutions désespérées, plutôt que de consentir au retour de Médicis, aimaient mieux voir Florence détruite par le fer et le feu. Clément pouvait-il oublier qu'il était né dans ces murs, et avait-il quelque raison pour être cruel envers sa patrie et vouloir son anéantissement? Devenu pasteur de tout le troupeau du Christ, ne devait-il pas voir en eux ses enfants, et n'aurait-il pas compassion de sa patrie et de ses concitoyens si, recourant à lui avec confiance, on se jetait dans ses bras? N'avait-il pas dit aux envoyés qu'il n'avait aucunement l'intention de changer la forme du gouvernement; or, pensait-on qu'il pût se démentir au point de le faire en accomplissant ainsi une infâme trahison (1)? Il ne s'agissait donc ni de condescendre à de honteuses conditions, ni de subir rien qui pût préjudicier à la liberté, car Miglioré lui-même ne le leur conseillerait pas; mais il ne fallait pas non plus se laisser aller à des colères et à des haines furieuses, qui empêchaient de voir la situation périlleuse où l'on se trouvait et les risques que courait la ville d'être écrasée et foulée aux pieds par les ennemis. L'on était entouré de toutes parts d'Allemands, dont tout le monde connaissait la cruauté, d'Espagnols pleins de rapacité, d'Italiens, qui, en pareille occasion, ne valent pas mieux que les deux autres peuples. Voulait-on leur abandonner cette belle cité comme une proie? Qui donc, en de tels moments, pourrait protéger les femmes, les filles, les sœurs des habitants, et toutes les vierges consacrées à Dieu dans les monastères? Il leur rappelait l'exemple de Farinata degli Uberti, qui aima mieux vivre dans l'exil que de voir sa ville natale détruite. Et eux, maintenant, voudraient-ils être cause de la ruine de cette même patrie? Pouvait-on croire que Clément lui-même préférât la voir dévastée que belle et florissante? Et, finalement, Miglioré exhortait les Florentins à envoyer des ambassadeurs au Pape, parce qu'en agissant ainsi ils obtiendraient des conditions honorables, ou, tout au moins, le monde entier serait témoin qu'ils n'étaient point les auteurs des maux qu'ils auraient à souffrir.

A ce discours tous les citoyens répondirent qu'il ne fallait point différer l'envoi de l'ambassade en ce moment où le Pape se trouvait à Bologne avec l'Empereur. On choisit quatre citoyens : Louis Soderini, André Niccolini, Robert Bonsi et Jacques ....., pour qu'ils allassent négocier;

(1) « Avendo egli detto ai nostri oratori, non aver pensiero di alterare la nostra maniera di reggimento, credo non si possa temere ch' egli discorde da sè stesso voglia infamemente tradirci. »

mais ils reçurent l'ordre exprès de ne consentir à aucun traité qui tendît à altérer la forme du gouvernement, ou à transmettre à d'autres le pouvoir souverain. Par suite de cette condition, qui leur était imposée, leur mission n'eut aucun succès. Quoiqu'ils fussent en relations suivies avec le Pape, ils ne furent admis auprès de César qu'une seule fois, au moment où cela plut au Pape, qui avait auparavant dicté la réponse à leur faire. Cette réponse fut que si la République désirait traiter, comme ils le disaient, il fallait qu'avant tout ses ambassadeurs, munis de pleins pouvoirs, ne fussent gênés par aucunes restrictions apportées à leur mandat.

Le Pape voyant que les Florentins, assiégés, privés de tout secours, entourés d'ennemis, ayant leur territoire presqu'entièrement perdu et dévasté, étaient cependant plus obstinés que jamais à dicter la loi au lieu de la recevoir, résolut de poursuivre la guerre contre eux, et même d'y employer les troupes impériales, qui, se trouvant en ce moment en Lombardie, allaient devenir disponibles dès qu'on aurait terminé les négociations avec les Vénitiens et François Sforza, négociations qui, chaque jour, semblaient de plus en plus s'acheminer vers une conclusion. Comme le prince d'Orange se trouvait alors à Bologne pour s'occuper avec le Pape de tout ce qui concernait cette guerre de Florence, ce dernier lui promit pour l'entretien de l'armée de Lombardie 60,000 ducats par mois ; car l'Empereur, dont les finances étaient épuisées, n'aurait pu l'entretenir longtemps s'il avait fallu la payer de ses propres deniers.

La question de Florence se trouvant ainsi résolue, les négociations commencèrent entre le Pape et César pour ce qui concernait Modène et Reggio. On voyait que, dans cette affaire, César penchait beaucoup pour le duc de Ferrare. En effet, lorsque l'Empereur était en route pour venir à Bologne, le duc l'avait reçu à Modène, et avait si heureusement fait valoir ses intérêts qu'il avait rapporté l'espérance à peu près certaine que par l'Empereur il obtiendrait du Pontife tout ce qu'il désirait. Et, de plus, prévoyant qu'en son absence, et au moment où cette affaire se traiterait avec le Pape, il était nécessaire que l'on soutînt sa cause, le prudent duc de Ferrare acquit, à tout prix, la faveur de ceux qu'il connaissait comme ayant le plus de pouvoir sur l'esprit de Charles. De cette manière il ne lui fut pas difficile d'arriver à son but.

Ensuite on s'occupa de la cause de François Sforza, duc de Milan. Déjà, au moment où César arrivait à Plaisance, un accommodement avait

été tenté par l'intermédiaire de Marino Caracciolo (qui fut depuis gouverneur de Milan et cardinal) ; mais l'on ne put rien conclure, parce que César exigeait que le duc se confiât à lui et s'en remît entièrement à sa générosité, chose à laquelle Sforza ne pouvait se déterminer. Il avait proposé qu'Alexandrie et Pavie fussent remises en dépôt entre les mains du Pape jusqu'au moment où sa cause s'instruirait. César, ayant refusé d'y consentir, avait ordonné à Antoine de Leyva, qui était venu le trouver à Plaisance, d'assiéger Pavie, tandis que le capitaine Félix se jetterait avec ses Allemands dans le Brescian, afin que les Vénitiens, occupés de ce côté, ne pussent secourir Pavie. L'Empereur nomma capitaine général du corps d'armée destiné à opérer dans le Brescian le marquis de Mantoue, qui avait embrassé son parti. Ensuite, Charles manda à Caracciolo de déclarer la guerre à Sforza, qui se trouvait alors à Crémone. A la suite de cette déclaration de guerre, les Vénitiens envoyèrent à Sforza de l'artillerie et deux mille hommes de pied à leur solde ; ils lui promirent, de plus, 20,000 ducats par mois, à condition qu'il ne traiterait pas avec César sans leur consentement. Mais, à l'arrivée d'Antoine de Leyva sous les murs de Pavie, cette ville s'étant rendue à lui sans faire aucune résistance, ce fut l'occasion pour le Pape de s'occuper avec plus d'instance de l'accommodement de Sforza, qui avait l'avantage de favoriser la conclusion de la paix entre l'Empereur et les Vénitiens.

De son côté, César ayant considéré les difficultés qu'il aurait à se rendre maître de tout l'état de Milan, puisque, postérieurement à la prise de Pavie, ses troupes avaient été repoussées en plusieurs endroits ; voyant, d'autre part, que la nouvelle alliance de Sforza avec les Vénitiens ferait durer cette guerre beaucoup plus longtemps qu'il n'avait compté ; considérant aussi la très-forte dépense que lui occasionnerait l'entretien des troupes qu'il avait amenées à sa suite, César, dis-je, commença à prêter plus volontiers l'oreille aux sollicitations du Pape, et se détermina à pardonner à François Sforza.

Antoine de Leyva combattit très-énergiquement cette résolution, et voulait qu'on donnât le duché de Milan à Alexandre de Médicis, neveu du Pape ; mais le Pape, qui sentait toutes les difficultés que cela créerait pour la paix de l'Italie, et qui, d'ailleurs, avait d'autres vues sur son neveu, prit le parti de Sforza, ce qui était, du reste, le moyen le plus propre à contenter les princes italiens. Il fut donc convenu entre Sa Sainteté et César que, pour sauvegarder la réputation de l'Empereur et la dignité

impériale, Sforza se rendrait avec un sauf-conduit à Bologne sous prétexte de venir se justifier devant l'Empereur lui-même, mais, en réalité, pour traiter. Le Pape, en même temps, avait amené les Vénitiens à consentir à cette démarche de Sforza, en leur faisant entendre qu'il saurait en tirer parti pour eux-mêmes, ce qui eut lieu en effet.

François se rendit donc à Bologne. A peine arrivé, il se présenta devant l'Empereur, et l'ayant remercié de ce qu'il lui avait donné la permission de venir se justifier, il ajouta qu'il se sentait tellement sûr de son innocence, et qu'il avait tant de confiance en la justice de l'Empereur qu'il renonçait au bénéfice du sauf-conduit envoyé par Sa Majesté, et, au même moment, il le jeta à terre.

La franchise de ce procédé et la confiance qu'il annonçait furent très-agréables à l'Empereur ; cependant ce traité souffrit encore beaucoup de difficultés à cause de ceux des intérêts de Sforza qui se trouvaient mêlés aux intérêts des Vénitiens ; mais les bons offices du Pape aplanirent les obstacles, et l'accommodement avec Sforza fut conclu, le 23 décembre 1529, aux conditions suivantes :

Que, dans le terme d'un an, Sforza paierait à César 400,000 ducats, et 500,000 autres ducats dans l'espace de dix ans, c'est-à-dire 50,000 ducats chaque année. Pour sûreté de ce paiement, Como et le château de Milan resteraient en gage entre les mains de l'Empereur, qui, cependant, s'obligeait à les rendre au duc après le paiement effectué des premiers 400,000 ducats. Et moyennant ce paiement, Charles lui donnerait une nouvelle investiture du duché de Milan.

Pour s'acquitter de toutes ces sommes et remplir les promesses de cadeaux (regali) qu'il avait faites aux grands de la cour d'Espagne, Sforza fut obligé d'accabler d'impôts la ville et le duché de Milan, malgré que ces populations fussent déjà ruinées et épuisées par la famine, la peste et les longues guerres qu'on avait soutenues (1).

L'accommodement avec les Vénitiens présenta plus de difficultés à cause des intérêts divers et des nombreux points en litige qu'il devait embrasser. En effet, ils occupaient des territoires appartenant les uns au Pape, les autres à l'Empereur et faisant partie du royaume de Naples. Sur tous ces points ils furent obligés de céder, moins encore dans l'intérêt de la

(1) Sforza était devenu, par suite, odieux à ses sujets. Étant mort, en 1535, sans enfants mâles, le duché de Milan revint à l'Empire. Charles-Quint, en se montrant généreux, avait fait une excellente affaire.

pacification de l'Italie, que parce qu'ils étaient las de la guerre et des dépenses qu'elle leur occasionnait. On en vint donc à l'accord suivant :

Que les Vénitiens rendraient au Pape Ravenne et Cervia, avec leurs territoires, tous droits réservés; et, en vertu de cette restitution, Sa Sainteté accorderait le pardon à tous ceux qui avaient ourdi des trames, ou accompli des attentats contre sa personne, ou contre l'Église.

Dans le courant du mois de janvier 1530, ils rendraient à César tout ce qu'ils occupaient dans le royaume de Naples.

Ils paieraient à César le reste des 200,000 ducats qu'ils lui devaient en vertu du dernier traité (1), dont 25,000 ducats dans le terme d'un mois, et le reste, chaque année, par 25,000 ducats, jusqu'à l'entier paiement de cette dette. Ils paieraient, de plus, à César 100,000 ducats, dont la moitié dans dix mois, et l'autre moitié un an après.

Ils paieraient annuellement 5,000 ducats aux bannis en compensation des biens qu'ils leur avaient pris, et suivant que cela avait été convenu dans le traité précédemment mentionné.

Ils pardonneraient au comte Brunori de Gammara, qui avait suivi le parti de l'Empire.

On règlerait les droits que les Vénitiens, par le traité de Worms, s'étaient réservés sur le patriarcat d'Aquilée.

Dans la présente paix était compris le duc d'Urbin, comme allié des Vénitiens, et sous leur protection.

Le commerce redeviendrait libre, comme par le passé, pour les sujets respectifs des deux parties contractantes, et il était interdit d'accorder un refuge aux corsaires qui troubleraient l'une desdites parties contractantes.

Les Vénitiens continueraient à jouir en paix de toutes leurs possessions.

Seraient rendus à leur patrie tous ceux qui avaient été déclarés rebelles pour avoir suivi le parti de Maximilien, de Charles lui-même, et du roi de Hongrie jusqu'à l'année 1523.

Il y aurait entre les parties contractantes non-seulement paix, mais encore ligue défensive perpétuelle pour protéger tous les états d'Italie contre celui qui viendrait troubler la paix.

(1) Le traité du 28 juin 1523, à la suite duquel avait eu lieu la ligue de Rome sous le pape Adrien VI.

César promettait, au nom du duc de Milan, que celui-ci, pour la défense des Vénitiens, entretiendrait continuellement dans son état cinq cents hommes d'armes, cinq cents chevau-légers et six mille hommes de pied, avec un nombre suffisant de pièces d'artillerie. Les Vénitiens prenaient un engagement semblable pour la défense du duc de Milan. Et dans le cas où l'un de ces états serait attaqué, celui qui ne le serait pas s'obligeait à ne fournir à l'agresseur ni vivres, ni munitions, et à ne laisser passer par ses états ni les courriers, ni les envoyés ou ambassadeurs, ni les troupes de l'ennemi.

Si quelqu'un des princes chrétiens, même le plus élevé en dignité, attaquait le royaume de Naples, les Vénitiens seraient tenus d'envoyer, pour concourir à la défense de ce royanme, un secours de quinze galères bien armées.

Étaient compris dans la présente paix tous ceux que chacune des parties contractantes avaient nommés, ou nommerait plus tard comme étant sous sa recommandation, sans obligation, toutefois, de la part des Vénitiens d'embrasser leur défense.

Serait également compris dans la présente ligue le duc de Ferrare, aussitôt qu'il aurait fait son accord avec le Pape et avec l'Empereur.

Ces conditions ayant été arrêtées du consentement de toutes les parties, César commença à les exécuter en rendant à Sforza la ville et le duché de Milan, d'où il fit sortir Antoine de Leyva avec tous ses soldats, laissant seulement le nombre d'hommes nécessaires pour la garde de Como et du château de Milan. Il rendit ces deux places aussitôt après les paiements convenus. De même, les Vénitiens rendirent au Pape toutes les terres de l'Église qu'ils avaient occupées, et à l'Empereur tout ce qu'ils avaient à lui dans la Pouille. Il sembla donc à chacun que la pauvre Italie commençait enfin à respirer.

Seule, la Toscane fut exclue de cet inestimable bienfait de la paix, et la guerre de Florence, qui avait tant aidé à la pacification des autres états, devint pour la Toscane elle-même l'occasion d'un immense préjudice. César, en effet, ayant fait sortir ses troupes de l'état de Milan et des possessions vénitiennes, envoya en Toscane contre les Florentins quatre mille Allemands, deux mille cinq cents Espagnols, huit cents Italiens, quatre cents chevau-légers et vingt-cinq pièces d'artillerie, le tout sous le commandement du marquis del Vasto. C'était l'exécution du projet arrêté précédemment entre le Pape, l'Empereur et le prince d'Orange,

qui désespérait de réduire Florence avec les forces qu'il avait actuellement sous son commandement.

Malgré tout cela les Florentins ne perdirent point courage. Comme ils étaient approvisionnés de vivres pour plusieurs mois, ils espéraient que les ennemis ne pourraient se maintenir longtemps sur leur territoire soit à cause du manque d'argent, soit pour toute autre cause accidentelle et imprévue.

En attendant, ils avaient avec l'ennemi des escarmouches continuelles. Pour empêcher que la ville ne reçût des vivres par le fleuve de l'Arno, le prince d'Orange voulut occuper Lastra Asigna, où il envoya quinze cents hommes de pied, quatre cents chevaux et quatre pièces d'artillerie, sous le commandement de Rodrigue Ripalta. L'attaque et la défense furent très-vives. Trois compagnies d'infanterie florentine enfermées dans cette place la défendirent jusqu'à ce que les murs eussent été jetés à bas par l'artillerie, et qu'il n'y restât pas pierre sur pierre (1). Alors les Allemands s'emparèrent de ces ruines, taillant en pièces tous ceux de leurs défenseurs qui leur tombaient sous la main. Cependant il y eut beaucoup plus de morts du côté des assiégeants que de celui des assiégés.

La prise de Lastra causa un grand préjudice à Florence en la privant des vivres qu'on y introduisait journellement par cette voie.

Le onzième jour de décembre il se passa en dehors de la ville une chose qui occasionna aux assiégeants une perte peu sensible, mais une grande frayeur. Stéphane Colonna sortit de Florence par la porte Saint-Nicolas avec bon nombre d'arquebusiers et d'hommes armés de corselets, de hallebardes et de pertuisanes. Tous avaient des chemises par-dessus leurs vêtements, ainsi que le pratiquent parfois les Espagnols quand ils veulent faire une surprise. Ils se dirigèrent vers Sainte-Marguerite, à Montici, où Sciarra Colonna avait établi ses logements : la plupart des soldats se trouvant endormis, il y en eut beaucoup de tués et de blessés. Mais les entreprises de nuit ont ordinairement de minces résultats quand elles ne sont pas le fruit de quelque trahison : au signal donné par les sentinelles, le camp s'étant mis sous les armes, Stéphane dut se retirer sans avoir perdu aucun des siens.

Le lendemain, au moment où Mario Orsini et Jules de Santa Crocé

(1) « Combatterono in difesa delle mura fino a che per i colpi dell' artiglieria non vi restò sasso sopra sasso. »

s'entretenaient avec Malatesta dans le jardin de San Miniato, à l'occasion d'un fort à construire en cet endroit, un coup d'artillerie ayant frappé le pilastre d'un portique, Santa Crocé et Orsini restèrent ensevelis sous les ruines de ce portique, à la grande épouvante et au grand regret de Malatesta et de la ville entière, qui fit d'honorables obsèques à ces deux braves capitaines.

Vers ce même temps, Piétra Santa se rendit au Pape. Pistoïa et Prato firent de même à l'arrivée du marquis del Vasto, qui amenait de la Lombardie de nouveaux renforts. Alors, n'ayant plus à craindre de laisser des ennemis derrière lui, le marquis vint se loger à Pérétola, éloigné seulement de deux milles de Florence, de sorte que la ville se trouva assiégée même dans la partie située en deçà de l'Arno.

Comme on approchait de la fin de l'année, époque où l'on avait à élire le gonfalonier pour l'année 1530 qui allait commencer, les citoyens se rassemblèrent, selon la coutume, dans le palais de la République. Les cinq d'entre eux désignés par les suffrages comme candidats étaient Louis Soderini, André Niccolini, Raphaël Girolami, Alphonse Strozzi et Bernard de Castiglioné. Girolami l'ayant emporté sur les autres, prit possession de son office le premier jour de l'année 1530. Ce fut le dernier gonfalonier de justice élu pour un an, suivant la constitution populaire. Avant que Girolami ne fût arrivé au terme de sa magistrature, la durée en fut réduite par l'Empereur à deux mois, suivant l'ancien usage. Ensuite, cette dignité, entièrement dénaturée, fut, comme on verra plus tard, conférée à Alexandre de Médicis (1).

Quoique, cédant au désir de Malatesta Baglioni, la République lui eût accordé le titre de capitaine général en remplacement du fils du duc de Ferrare, cependant Malatesta, chaque fois que l'occasion s'en présentait, et tout en y mettant la délicatesse convenable, ne se lassait point de représenter soit à chacun des principaux citoyens pris séparément, soit aux membres du gouvernement réunis en assemblée, l'impossibilité où l'on était de résister longtemps aux armes réunies du Pape et de l'Empereur surtout, dont la puissance était redoutée de tous les autres potentats.

Malatesta ajoutait qu'on ne devait pas voir avec insouciance et mépris

(1) « E questo fu l'ultimo gonfaloniere di giustizia eletto per un anno secondo gli ordini popolari; poichè avanti che il Girolami finisse il suo magistrato, fu ridotto d'ordine di Cesare a due mesi secondo il rito antico, e poi del tutto cassata questa dignità, fu trasferita nel duca Alessandro de' Medici, come vedemo oppresso. »

des périls tellement rapprochés, et qu'en refusant, en ce moment, des conditions avantageuses pour la République, on s'exposait à subir plus tard toutes celles qu'il plairait au vainqueur de lui imposer. Et, bien qu'au sein du gouvernement (*nel pubblico magistrato*), l'obstination florentine prévalût toujours, néanmoins parmi les citoyens les plus considérables et les plus prévoyants les paroles de Malatesta produisaient une vive impression, tellement que bien des gens affirmaient que Malatesta, quoique étranger, avait la conservation de Florence et de ses habitants bien plus à cœur que ceux-là mêmes qui étaient nés et avaient été élevés dans cette ville.

D'autres accusaient Malatesta d'être en secrète intelligence avec le Pape, parce que c'était à sa demande que le Pape avait envoyé Ridolfo Pio, évêque de Faënza, pour jeter avec lui les bases d'un accommodement. Et quoique Malatesta eût traité publiquement avec l'évêque, et toujours dans un sens avantageux à la République, néanmoins la jeunesse et tous les gens qui haïssaient les Médicis disaient qu'il avait fait avec Pio des conventions secrètes et préjudiciables à la liberté. Tout ceci fut cause que l'évêque s'en retourna à Bologne sans avoir pu rien conclure.

Le Pape, regrettant de plus en plus que l'obstination de quelques citoyens amenât la ruine d'un état si beau et si florissant, ne négligeait aucun moyen pour changer leur détermination. Pour leur ôter le peu d'espérance qu'ils pouvaient conserver encore de l'aide du roi de France, il sut persuader à ce roi d'envoyer à Florence M. de Clermont pour s'excuser auprès d'eux sur ce que l'obligation où il s'était trouvé de revoir ses fils l'avait empêché de les faire comprendre dans le traité de Cambrai. Et pour leur ôter tout espoir en ce qui le concernait, il fit ordonner publiquement à Malatesta et à Stéphane Colonna, en leur qualité de capitaines à son service, de quitter Florence. Mais, comme il n'avait en cela d'autre but que de complaire au Pape, il les engageait sous main à rester. Pour témoigner d'une manière officielle que le gouvernement florentin n'était plus sous sa protection, il rappela, peu après, M. de Vigli, son ambassadeur ordinaire auprès de la République, et peu s'en fallut même qu'il ne renvoyât Carducci, orateur de la République auprès de lui.

COURONNEMENT DE CHARLES-QUINT ET SON DÉPART DE BOLOGNE POUR L'ALLEMAGNE. — RETOUR DU PAPE A ROME.

Sur ces entrefaites, César reçut de la Germanie des lettres de Ferdinand, son frère, des électeurs et d'autres princes, qui, tous également, le pressaient de se transporter de sa personne dans ce royaume (*in quel regno*) pour intervenir à la diète où l'on devait élire son frère roi des Romains. Ils lui disaient aussi que sa présence était nécessaire pour provoquer la tenue d'un concile afin de réprimer et de détruire les hérésies de Luther, qui faisaient un mal extrême à la religion catholique. Quoiqu'il eût été question entre le Pape et César de couronner ce dernier à Rome dans la matinée du jour de Pâques, César, par suite des raisons que nous venons de dire, demanda de recevoir à Bologne, de la main de Sa Sainteté, le diadème impérial et la confirmation de sa dignité de chef de l'empire. Le jour anniversaire de sa naissance, qui était consacré à saint Mathias, étant arrivé, le Pape et Charles se transportèrent dans l'église de San Pétronio, où une messe chantée fut célébrée par Sa Sainteté, qui monta ensuite sur son trône pontifical, revêtit Charles des insignes de la puissance impériale, et posa le diadème sur son front en récitant les oraisons prescrites pour la circonstance. L'Empereur prêta le serment accoutumé de défendre l'église romaine et son Pasteur. La cérémonie finie, ils s'en retournèrent à leurs logements respectifs, l'Empereur portant la queue de la robe du Pape (1).

La question relative au différend entre le Pape et le duc de Ferrare restait encore indécise. Le duc, ayant, par l'entremise de César, obtenu un sauf-conduit de Sa Sainteté, vint à Bologne le 7 mars, et l'on y traita à fond ce qui regardait non-seulement Ferrare (que le duc prétendait lui appartenir en toute propriété et non à titre de fief ecclésiastique), mais aussi Modène et Reggio, que le Pape regardait comme des possessions libres de l'Église. Comme on n'avait pas, en ce moment, les documents

(1) « Finita la funzione, se ne tornarono al proprio allogiamento, portando l'Imperatore lo strascico dietro al Papa. »

et le temps nécessaires pour que cela pût aboutir à un accord définitif entre les parties, elles remirent la chose à l'arbitrage de César pour tout ce qui concernait la question *du droit* et *du fait* (1).

Cette démarche du Pape n'eut point l'approbation de la cour romaine. Tout le monde trouvait qu'il s'était trop laissé aller à ses sentiments d'affection privée en remettant au hasard le succès de sa cause et en prenant comme arbitre dans une affaire de cette importance un prince qui y avait lui-même un intérêt trop évident. En effet, César prétendait que Modène et Reggio étaient des fiefs de l'Empire. Clément, dans cette circonstance, fut trompé par Charles, qui prétendait n'intervenir dans cette discussion et n'y jouer le rôle d'arbitre que parce qu'il y voyait l'occasion de faire triompher le bon droit de l'Église. Prenant la cause dans son ensemble, il parlait surtout de la prétention élevée à tort, selon lui, par le duc à propos de Ferrare,et il ne doutait point qu'en droit cette ville ne fût dévolue au Siége apostolique. Dés lors, il semblait à Clément qne cette manière de voir était pour l'Empereur un acheminement naturel à obliger le duc à restituer au Pape Modène et Reggio. Mais là fut justement le piège : car si le duc de Ferrare avait consenti à remettre Modène en dépôt dans les mains de Charles en attendant la sentence arbitrale, c'est qu'il avait secrètement obtenu de lui la promesse d'en recevoir l'investiture dans le cas où cette ville se trouverait être fief de l'Empire. César avait encore promis, sur sa foi, au Pape que, dans le cas où l'église romaine serait trouvée dans son droit, il prononcerait son jugement ; dans le cas contraire, il laisserait passer, sans le prononcer, le temps fixé par le compromis. Malgré cette promesse, pendant son séjour en Allemagne, il déclara que Modène et Reggio appartenaient au duc de Ferrare, et que le Pape aurait à donner au duc une nouvelle investiture de Ferrare moyennant la somme de cent mille ducats payés comptant, et le cens annuel tel qu'il avait été réglé par l'ancien usage.

Pour cette infraction à la promesse faite à Bologne, César s'excusa auprès de Clément sur ce que l'évêque de Vaison, nonce pontifical, au lieu d'entrer dans les motifs de son silence, l'avait forcé par ses instances à prononcer sa sentence, ce qu'il avait fait alors d'après l'avis donné par ses jurisconsultes.

(1) « L'uno e l'altro compromisero in Cesare ogni loro differenze e *de jure* e *de facto* la qual cosa nella corte romana non fu bien sentita. »

Ce qui déplut surtout au Pape en cette occasion, c'est que César, en se prononçant sur la question de Modène, avait interprété les lois dans le sens le plus rigoureux qu'elles pouvaient présenter. Il eût volontiers, en ce qui concernait Ferrare, accepté la sentence impériale. Néanmoins, il ne voulut jamais accepter les 100,000 ducats offerts par le duc, et refusa également le cens que celui-ci lui fit présenter, suivant l'usage du Siége apostolique, le jour de Saint Pierre de cette même année.

Tout cela n'empêcha point Charles de remettre au duc Modène, qu'il avait reçue en dépôt. Il déclara, en même temps, qu'il ne voulait plus entendre parler de ce différend. Pendant longtemps ce ne fut entre le Pape et le duc de Ferrare ni la guerre, ni la paix, parce qu'il ne semblait pas à Clément que ce fût le moment favorable pour entrer en querelle ouverte avec lui.

Mais nous avons anticipé sur les événements. Revenant donc sur nos pas, voyons ce qui se passait à Bologne.

Ce qui, en ce moment, préoccupait surtout le Pape était la guerre de Florence. César, voulant partir pour la Germanie, prit congé de lui le 22 mars avec des marques extraordinaires d'affection. Il partit très-satisfait du Pontife, spécialement à cause de l'intention que Clément, sur sa demande, avait manifestée d'assembler, quand il le faudrait, un concile pour l'extirpation de l'hérésie luthérienne. Clément fit partir en compagnie de Charles le cardinal Campeggi, revêtu du titre de légat *à latere*; il l'avait choisi, pensant qu'il serait le plus agréable à l'Empereur, parce qu'ayant été légat en Angleterre il racontait du roi Henri VIII beaucoup de traits de scélératesse.

Le duc de Ferrare accompagna César jusqu'à Mantoue. Arrivé dans cette ville, lui ayant payé 60,000 ducats, il en reçut l'investiture de la ville de Carpi, qui lui fut concédée à titre de fief à perpétuité. Bien que la chose eût été convenue antérieurement, Charles n'avait pas voulu que la cérémonie en eût lieu à Bologne, car il craignait que le Pape n'en prît ombrage, et que cela ne le détournât de lui confier l'arbitrage de sa querelle avec le duc.

Le Pape partit de Bologne huit jours après l'Empereur, et s'en retourna à Rome par le chemin de la Romagne et de la marche d'Ancône.

FIN DE LA GUERRE DE FLORENCE.

Tandis que la ville de Bologne était tout entière aux joies du carnaval et aux fêtes du couronnement de l'Empereur, à Florence on avait sans cesse les armes à la main. L'armée ennemie s'étant renforcée de toutes les troupes venues de Lombardie, le prince d'Orange pensa pouvoir donner l'assaut, et fit, à cet effet, ouvrir quelques tranchées devant le bastion de la porte San Giorgio (1). Les Florentins ayant fait une sortie par cette même porte pour empêcher l'ouverture de ces tranchées, il y eut un combat très-vif, où beaucoup d'impériaux furent tués. Et comme les assiégeants étaient fort maltraités par le feu d'une tour voisine de ce bastion, Orange fit placer sur le parapet formé par la terre des tranchées quelques pièces d'artillerie pour battre la tour. Mais, voyant que son tir ne produisait aucun effet, il y renonça.

Il y eut, en ce temps, un duel entre quatre gentilshommes florentins. Deux d'entre eux servaient dans l'armée impériale : c'étaient Ludovic Martelli et Dante de Castiglioné. Tous deux reçurent un défi de la part de Giovanni Bandini et d'Albertino Aldobrandi. La cause de ce duel fut que Bandini, après avoir appelé Martelli traître à sa patrie, se fit fort de maintenir son dire l'épée à la main. Le défi ayant été accepté, du consentement du prince d'Orange, celui-ci, sous la garantie de la foi publique, fit entourer par des Allemands, des Espagnols et des Italiens le champ clos tracé non loin de la porte de la ville. Les quatre combattants s'y rendirent. Chacun d'eux était, suivant l'usage, armé seulement d'une épée avec un gant de maille. Bandini combattit contre Martelli, et Castiglioné contre Aldobrandi. Celui-ci, à la première attaque, blessa au bras droit Castiglioné, qui, se sentant ainsi gravement atteint, se rapprocha de son adversaire, l'étreignit fortement, de manière que, l'ayant désarmé avec sa main gauche, il se servit de la main droite pour lui enfoncer dans la bouche son épée jusqu'à la garde. Aussitôt qu'il l'eut retirée, Aldobrandi tomba mort. De leur côté, Bandini et Martelli ne combattaient

(1) « Fece fare alcune trincere davanti al bastione della porta San Giorgio. »

pas avec moins d'ardeur. Martelli reçut au-dessus de l'œil un coup d'estoc (1), et l'abondance du sang qui dégorgeait par sa blessure fut telle qu'il resta comme aveuglé ; après un instant de combat il fut obligé de s'avouer vaincu. On le porta dans la ville pour le faire soigner, mais il ne tarda pas à mourir, moins encore par l'effet de sa blessure que par la douleur d'avoir été vaincu. Sa mort fut (suivant l'ancienne coutume des Florentins) une occasion de présages ; et comme chacun des deux partis avait perdu un de ses combattants, on en augura que cette guerre n'apporterait pas moins de préjudice à ceux du dehors qu'à ceux de la ville.

Pendant ce temps, Alexandre Vitelli se dirigea du côté de Volterra, qui s'était secrètement donnée au Pape. Voici à quelle occasion. Quelque temps auparavant, voulant se défendre contre les Florentins, qui occupaient la forteresse de Volterra, les Volterrans avaient pris à leur solde Jean-Baptiste et Charles Borghèse frères, nobles de Sienne, qui, sans tarder, assiégèrent la forteresse, espérant qu'Alexandre Vitelli, soldat du Pape (*soldato dal Papa*), qui se trouvait alors à Villa Magna, lieu peu éloigné de Volterra, se présenterait aux portes de cette dernière ville, comme les habitants l'en avaient prié. Mais Bartolo Tibaldi, qui gardait la forteresse pour les Florentins, ayant eu connaissance de ces divers accords, commença à tirer sur la ville, à laquelle il causa du dommage en beaucoup d'endroits. Alors les habitants expédièrent auprès du Pontife, qui se trouvait alors à Bologne, des députés pour lui offrir de se donner à lui moyennant des conditions honorables; ils supplièrent en même temps Sa Sainteté de leur fournir de la grosse artillerie pour abattre cette forteresse, de laquelle ils recevaient continuellement de grands dommages. Le Pape leur procura deux canons et trois couleuvrines, qui leur furent amenées de Gênes par les impériaux.

Le château se trouvant battu sans relâche par cette artillerie, les Florentins, pour le secourir, firent, au milieu de la nuit, sortir de leur ville cent cinquante chevaux et mille hommes de pied, qu'ils dirigèrent sur Empoli, où ils avaient pour commissaire François Ferrucci, homme d'une bravoure et d'une hardiesse extrêmes, mais qui n'avait pas la pru-

(1) Un coup d'*estoc*, c'est-à-dire un coup de la pointe de l'épée. « *Ricevuta da Bandini una stoccata sopra un occhio.* »

« Estoc se disait, autrefois, d'une épée longue et étroite qui ne servait qu'à percer. — Frapper d'estoc, ou de la pointe, par opposition à frapper de taille ou du tranchant de l'arme. » (*Diction. de Bescherelle*).

dence nécessaire pour choisir dans ses entreprises le moment opportun. La marche du détachement florentin avait été découverte par les impériaux, qui attaquèrent ceux qui marchaient à la queue. Cependant, ils arrivèrent heureusement à Empoli.

La République avait chargé Ferrucci de reprendre Volterra. Étant donc sorti d'Empoli avec deux mille hommes de pied et les cent cinquante chevaux susdits, il se transporta avec une grande célérité jusque dans la forteresse de Volterra. Dès que ses soldats furent reposés et rafraîchis, il donna l'assaut à la ville. On combattit vaillamment des deux côtés, jusqu'à minuit. Ferrucci, voyant que sa troupe allait être détruite sans aucun profit, fit mettre le feu à toutes les maisons voisines de la forteresse. Le bruit des combattants, les cris des femmes, le crépitement des flammes et leurs ravages, tout cela faisait une scène telle que l'on eût cru que l'enfer venait de s'ouvrir. Le feu ne se renfermant pas dans les limites que Ferrucci voulait lui assigner, atteignit et réduisit en cendres un quart de la ville. Les Volterrans étonnés, éperdus, commencèrent à céder, et, le jour suivant, comme ils désespéraient de la victoire, Ferrucci leur ayant promis la conservation de leurs personnes et de leurs biens, ils consentirent à retourner sous la domination de la République florentine. Dans cette affaire il périt de chaque côté de cinq à six cents hommes (1). Les Volterrans perdirent l'artillerie envoyée de Gênes et de fortes sommes d'argent que Ferrucci leur extorqua jusqu'au jour de son départ.

Cette réoccupation de Volterra coûta bien cher aux Florentins. Voulant avoir le plus de monde possible pour l'attaque de Volterra, et se fiant sur la force des murailles d'Empoli, Ferrucci, contrairement à ses instructions, avait laissé cette ville presque dégarnie de troupes. Les impériaux résolurent de profiter de la circonstance pour s'en rendre maîtres. Comme Empoli servait d'entrepôt pour les vivres que l'on faisait journellement passer à Florence, Orange considérait que cette conquête ôterait aux assiégés tout moyen de se maintenir. Il croyait, en outre, qu'André Giugni, qu'on avait laissé à la garde de la ville, n'était point, comme Ferrucci, un homme à prendre des résolutions désespérées. C'est pourquoi le prince dirigea de ce côté, sous la bannière du marquis del Vasto, Inigo Sarmiento avec bon nombre d'Espagnols, et Alexandre

(1) « Perirono però in questa zuffa cinque in seicento uomini dell' una e dell' altra parte. »

Vitelli avec les Italiens pourvus de l'artillerie nécessaire. Ces chefs donnèrent à la place plusieurs assauts furieux, et ayant fait à coups de canon de grandes brèches, cherchaient à pénétrer par là dans la ville. Mais ceux de l'intérieur se défendaient avec tant de bravoure que la chose n'était pas aussi facile que les assaillants se l'étaient figuré. Il arriva même que Tito Orlandini, qui servait dans l'armée impériale, ayant son cousin Pierre Orlandini au service de la République, fit, par son intermédiaire, appeler André Giugni pour parlementer avec lui. Il chercha à lui persuader que, vu la grande infériorité de ses forces, il lui était impossible de résister longtemps ; que, par conséquent, il ferait mieux de chercher à obtenir des conditions avantageuses pour la reddition de la place que de l'exposer par son obstination à être prise de vive force. Mais Giugni lui répondit : « Quoique, me trouvant renfermé « dans ces murs, je sois entouré de nombreuses troupes ennemies, je ne « suis pas tellement dépourvu de forces que je ne puisse défendre la « place longtemps encore ; d'ailleurs, je ne veux pas que l'on puisse dire « que par manque de courage j'ai laissé prendre à l'ennemi cette ville « d'Empoli qui m'a été si expressément recommandée par ma République; « et si le ciel a marqué ici la fin de ma carrière, ayant déjà passé « cinquante ans, je ne veux pas, pour conserver le peu d'années qui, « selon le cours de la nature, me restent encore à vivre, laisser une « tache sur la réputation de ma famille, ancienne et toujours honorée. »

Giugni espérait recevoir du secours d'Odoardo Giacchinotti, commissaire de Pise, auquel il en avait instamment demandé ; mais celui-ci lui ayant envoyé seulement cent arquebusiers, Giugni resta privé de toute aide efficace au moment où il en aurait eu le plus grand besoin. Pendant que lui-même et les prieurs s'occupaient à faire construire des barricades de pieux, et à réparer les brèches faites, les Espagnols entrèrent par diverses ouvertures, saccagèrent toute la ville et firent prisonniers le commissaire Giugni et le capitaine Orlandini.

Le marquis del Vasto, arrivé juste après la reddition d'Empoli, y laissa une infanterie suffisante pour la garder, et envoya le reste de ses troupes pour reprendre Volterra. Maramoldo, se trouvant sous les murs de cette ville, demandait instamment de l'artillerie pour la battre en brèche. Il avait essayé vainement de pratiquer des mines ; elles n'avaient produit aucun effet, la ville étant située sur une montagne de difficile accès.

Cette entreprise ne réussit donc pas aux impériaux comme celle d'Empoli. Ferrucci, qui était dans Volterra, ne cessait de faire des sorties et d'inquiéter les Espagnols. Néanmoins, le marquis, s'étant tout à fait rapproché de la ville, résolut de l'assaillir par deux endroits opposés. Il confia à Maramoldo l'attaque du côté de San Lino, et se réserva de donner l'assaut du côté de la porte florentine, où, par le moyen de son artillerie, il jeta à bas une grande partie de la muraille. Mais Ferrucci, faisant, à l'instant, boucher les ouvertures avec des pièces de bois, des caisses et tout ce qui lui tombait sous la main, cela rendait l'escalade bien plus difficile. Les assaillants, en butte, à la fois, aux coups de ceux qui garnissaient les murs et de ceux qui étaient dans la forteresse, furent obligés de se retirer après avoir eu beaucoup d'hommes tués. Et quoique le marquis eût fait plusieurs fois renouveler ce double assaut, il ne réussit point, tant Ferrucci et les siens résistaient avec bravoure. Il y eut pourtant un moment où Sarmiento, ayant fait appliquer les échelles, réussit à atteindre le haut de la muraille, ainsi que Maricao et Biscaïno, tous deux très-braves capitaines; mais, tandis qu'ils combattaient en cet endroit et que les bannières espagnoles commençaient à y flotter, Sarmiento fut tué par une arquebusade. Maricao, repoussé et blessé grièvement, fut porté par les siens dans sa tente. Beaucoup de soldats et de capitaines espagnols étant morts dans cette lutte, et le marquis voyant la résistance obstinée qu'on lui opposait, renonça à son entreprise sur Volterra, et, ayant fait sonner la retraite, envoya ses troupes du côté de Florence.

Vers la fin de juin, Maramaldo se trouvait à Pistoïa après avoir été s'emparer de la campagne de Pise et avoir dévasté les vignes et tout ce qui avait quelque valeur aux alentours de Volterra.

Contre l'avis de Malatesta, et d'après le conseil de Stéphane Colonna, qui subissait l'influence du gonfalonier Girolami, les Florentins tentèrent une sortie avec deux mille fantassins, qui avaient une chemise par-dessus leurs vêtements. Stéphane sortit par la porte Faënza, appelée aujourd'hui de San Gallo. Malatesta, pour n'être point accusé de poltronnerie, sortit par la porte dite *al posto*, et se plaça sur la rive de l'Arno, pour le cas où le prince d'Orange voudrait, avec sa cavalerie, venir au secours des Allemands qu'on allait attaquer, et qui s'étaient logés et retranchés à San Donato in Polvérosa, à un mille de Florence. Les assaillants, arrivés, vers minuit, à San Donato, franchirent les tranchées, qui étaient négligemment gardées. Les ennemis furent mis en désordre, et peut-être eussent-ils été

entièrement défaits si les Florentins ne s'étaient mis à piller les logements abandonnés par les Allemands. Lodroné, qui commandait ces derniers, eut le temps de rassembler et de placer sur la route qui va de Florence à Prato deux cents des siens, à qui il recommanda de tenir ferme et de ne point se débander, quelque chose qui pût arriver. Les Florentins, attaquant plus tard cette troupe, trouvèrent, de sa part, une résistance telle que Stéphane Colonna essaya plusieurs fois, mais en vain, de la rompre. Après qu'il y eut eu des deux côtés beaucoup de morts, Stéphane et Malatesta, craignant que le prince d'Orange ne passât le fleuve pour leur barrer le chemin, et voyant aussi que les batteries de Monté Olivéto commençaient à tirer sur eux, firent sonner la retraite, et, au jour naissant, ils rentrèrent dans la ville, Stéphane ayant reçu deux blessures légères.

Depuis bien des jours il n'entrait plus à Florence de vivres d'aucune sorte. On commençait à tuer les ânes, et les chevaux et les chats devenaient pour le peuple un régal délicieux. Mais, à mesure que les vivres diminuaient, l'obstination des citoyens allait en croissant. Et, bien qu'un grand nombre d'entre eux n'aimât pas le gouvernement qui les régissait, ils étaient néanmoins obligés de se taire pour ne point risquer leur vie ou leur fortune sans aucun avantage pour leur patrie, d'autant plus qu'indépendamment du gonfalonier Girolami et des prieurs, ses collègues, tous ennemis acharnés des Médicis, on créa, dans le mois de juin, les nouveaux *Dix de la liberté*, et on les choisit parmi les citoyens qu'on savait être de la faction dominante. Ce furent : Louis Sodérini, Nicolas de Verrazano, Andréuolo Sacchetti, Jean-Baptiste Céi, Bernard de Castiglioné, Pierre Popoleschi, Louis de' Pazzi, François Girardi, et deux artisans, savoir : Sasso de' Sassi et François Zaccaria. A peine entrés en fonctions, ils firent pendre Laurent Sodérini, parce qu'il avait eu des pourparlers avec Baccio Valori, orateur du Pape auprès du prince d'Orange.

Malatesta Baglioni, bien qu'il ne conseillât les gouvernants que dans le sens du bien et de la conservation de la cité, était cependant en butte à diverses accusations de la part des exaltés : les uns l'appelaient couard, les autres partisan des Médicis, les autres traître. Le gonfalonier faisait tout son possible pour le priver de l'office de général, qu'il lui avait cependant lui-même conféré peu de mois auparavant ; mais, comme on n'avait en ce moment aucun capitaine habile et capable de conduire cette guerre, le gonfalonier renonça pour le moment à son dessein. Plus tard, ayant appris la valeureuse défense de Volterra par Ferrucci, Girolami

voulut le mettre aux lieu et place de Malatesta, se figurant, dans ses vaines illusions, que Ferrucci serait le soutien et le libérateur de la République aux abois (1). Il lui écrivit donc une lettre officielle (*lettera magistrale*), dans laquelle on lui disait de laisser Volterra aux soins de Marc Strozzi et de Baptiste Gondi, avec des forces suffisantes, et de venir lui-même le plus promptement possible à Florence par la montagne de Pistoïa, en amenant avec lui le plus de monde qu'il pourrait, parce que, maintenant, c'était sur lui et les troupes sous son commandement que la République fondait tout l'espoir de sa délivrance. A la réception de cette lettre, Ferrucci, sans perdre de temps, confia Volterra aux soins de Strozzi et de Gondi, auxquels il laissa trois cents fantassins, et, avec le reste de ses gens, il se dirigea vers Livourne et Pise, où, avec une grande habileté, il sut se procurer auprès des marchands de la ville assez d'argent pour pouvoir distribuer une paie à son armée, qui menaçait de se mutiner. Là, s'étant joint au fils de Renzo de Céri, Paul de Céri, à qui les Florentins avaient confié la garde de Pise, il se trouva qu'ils avaient à eux deux trois mille fantassins et cinq cents chevaux, avec lesquels ils se dirigèrent du côté de la montagne de Pistoïa (2).

Orange avait appris par ses espions les projets du gonfalonier et l'appel adressé à Ferrucci. Pensant qu'il n'y avait pas de temps à perdre, il laisse la direction du siége à Ferrante Gonzaga, avec tous les Espagnols et tous les Italiens. Il recommande à Lodroné, qui était à San Donato, de faire bonne garde; puis, ayant fait partir, un jour en avant, Pierre-Marie de Rossi, Marzio Colonna et Scalengo, pour aller à la rencontre de Ferrucci et le retarder dans sa marche, Orange part lui-même avec les Allemands, une partie des chevau-légers, une partie des hommes d'armes qu'il avait du côté de Pistoïa et de Gavinana, ville située dans la montagne de Pistoïa. A la tête de ces forces, il se dirige vers un village nommé Lagoné, où la colonne qu'il avait envoyée en avant s'était arrêtée. Arrivé à Lagoné, il fait rafraîchir ses soldats et envoie en avant des espions pour savoir où Ferrucci se trouvait en ce moment. Le prince sut, par le rapport de ses espions, que Ferrucci, arrivé à San Marcello, village situé dans cette montagne, y avait mis le feu parce qu'il se sentait suivi

(1) « Pronosticando vanamente costui dover essere il sostegno e il liberatore della quasi abattuta Repubblica. »

(2) *La Montagne de Pistoïa*, petite province dont la capitale est San Marcello. C'est la partie la plus pittoresque des Apennins toscans. (SISMONDI).

de près par les impériaux, et qu'enfin, en ce moment, il marchait en toute hâte du côté de Gavinana (1).

Aussitôt, le prince expédia vers ce lieu Rossi et Colonna avec leurs chevaux et leurs hommes de pied. Ces deux chefs (*condottieri*), d'après l'ordre donné par Orange, demandèrent aux habitants de Gavinana de leur ouvrir leurs portes ; mais ceux-ci, pour laisser à Ferrucci le temps d'arriver, répondirent que si le prince promettait de les traiter en amis ils le laisseraient entrer dans leurs murs. En même temps, ils se mirent à sonner les cloches afin d'avertir Ferrucci que les ennemis étaient dans le voisinage. Rossi, ayant poussé plus en avant, en tournant San Marcello, rencontra sur son chemin l'avant-garde de Ferrucci. Après avoir légèrement escarmouché avec elle, il se déroba dans la montagne afin de rester en queue de la colonne ennemie et de la placer entre deux feux.

Bernard Strozzi, qui commandait l'avant-garde de Ferrucci, arriva à Gavinana. Ferrucci et Jean-Paul de Céri le suivaient à la distance d'environ un mille avec le gros de l'armée.

En même temps, Maramoldo et les siens arrivaient par une marche de flanc à Gavinana, et Vitelli était non loin de là. Il y eut d'abord, en dehors de la ville, une mêlée très-vive. Comme chacun voulait occuper la ville, au moment où Ferrucci y entrait par une porte Maramaldo entrait par une autre porte, de sorte qu'il y eut dans l'intérieur même de la ville un nouveau combat.

Cinq cents fantassins florentins, demeurés en dehors, voyant tout près d'eux un bosquet de châtaigniers qui offrait une position très-favorable pour se défendre contre la cavalerie, y entrèrent, et de là, à coups d'arquebuse, ne cessaient de faire beaucoup de mal à la cavalerie ennemie. Le prince d'Orange, arrivé en cet endroit avec ses hommes d'armes, les encourageait à aller en avant. Nicolas Masi, albanais, se porta à la rencontre du prince, et tous deux en vinrent à un combat singulier. Pendant qu'Orange se conduisait ainsi plus en brave soldat qu'en capitaine, deux coups d'arquebuse, partis du bosquet de châtaigniers, l'atteignirent et le firent tomber mort à bas de son cheval.

Jean-Paul de Céri, qui était demeuré en dehors de Gavinana, s'efforçait d'y pénétrer avec les siens pour venir au secours de Ferrucci : au même moment, Vitelli accourait de son côté pour secourir Maramaldo.

(1) Les habitants de ce pays disent que les Romains, commandés par Pétréius, défirent et mirent à mort Catilina non loin de Gavinana.

Tous réussirent à entrer en même temps, bien que par diverses portes, et le combat se ranima de telle sorte que les rues étaient pleines de corps morts. Mais les Florentins avaient le désavantage. Ferrucci et Jean-Paul de Céri se retirèrent dans une maison, où ils se défendirent le plus longtemps possible; mais, à la fin, ne pouvant plus résister et voyant les Florentins défaits, ils se rendirent tous deux à Maramoldo, qui, se tournant du côté de Ferrucci, lui dit : « Quand à Volterra tu fis pendre mon tambour (1), tu ne t'attendais pas à tomber dans mes mains. » Ferrucci lui répondit hardiment : « Ce sont les hasards de la guerre ; rien ne te garantit que tu ne courras pas, un jour, la même chance; mais, en me tuant, tu acquerrerais plus d'ignominie que de gloire, car un capitaine homme d'honneur n'a pas le droit de tuer son prisonnier. » Alors Maramaldo lui demanda d'un ton moqueur comment, de marchand qu'il était, il était devenu capitaine : et Ferrucci s'étant mis en position de répondre à sa demande, l'épée à la main, Maramoldo, après l'avoir fait désarmer, lui enfonça l'épée dans la gorge et commanda aux siens de l'achever (2).

Dans ce combat, où la perte fut à peu près égale des deux côtés, il y eut environ deux mille morts, parmi lesquels plusieurs capitaines et officiers de marque (3).

De leur côté, les Florentins ne demeuraient pas oisifs. Un peu avant la déroute de Gavinana, le gonfalonier pressait Malatesta et Stéphane de faire une sortie et d'attaquer l'ennemi. Il y était poussé, disait-on, parce qu'il savait qu'Orange, pour aller à la rencontre de Ferrucci, avait dégarni les environs de la ville en prenant un grand nombre de fantassins et de chevaux. De plus, il voyait diminuer chaque jour les vivres qui restaient, de manière que l'on devait bientôt en manquer entièrement. Pour ces raisons, il voulait qu'on tentât un coup de désespoir pour sortir de cette pénible position par une victoire ou une défaite complète (4). Malatesta Baglioni et Stéphane, qui étaient d'un avis tout opposé à celui du gonfalonier, écrivirent à la secrétairerie une lettre dans laquelle ils démontraient par les raisons les plus convaincantes qu'on ne devait point

(1) Lors de la prise de Volterra, Ferrucci fit pendre un tambour chargé d'une mission, et qui lui avait été envoyé par Maramaldo. (Guicc.).

(2) « Ed essendosi il Ferruccio posto in atto di mostrargli a prova colla spada ciò che richiedeva, il Maramoldo lo fece disarmare, e poscia gli ficcò la spada nella gola, comandando a' suoi che il finissero di uccidere. »

(3) « Restarono morti in questa battaglia quasi egualmente nell' una e l'altra parte due mile persone, tra le quali molti capitani ed ufficiali di conto. »

(4) « Perciò desiderava venire a qualche disperato fatto d'armi per uscir di travaglio o vincendo o perdendo. »

sortir de la ville pour aller attaquer des ennemis, qui, outre la supériorité du nombre, avaient l'avantage de positions très-fortes.

Malgré ces représentations, la Seigneurie, s'obstinant de plus en plus dans son avis, fit appeler Pasquino Corsi, colonel des Corses, et d'autres capitaines, pour savoir par eux si, véritablement, on pouvait ou non attaquer l'ennemi dans les postes qu'il occupait. Pasquino répondit avec beaucoup de franchise qu'il ne croyait pas que l'on pût hasarder une entreprise plus téméraire et plus funeste pour la ville, puisque la seule chose qui pût en résulter serait la perte de tous les défenseurs de la République sans aucune utilité. Cette réponse ne plaisant point à la Seigneurie, et même lui étant fort désagréable, quelques-uns de ses membres dirent qu'on devrait faire couper la tête à Corsi. Celui-ci ayant eu connaissance de ces propos, se garda désormais avec beaucoup de prudence de rien dire qui pût déplaire à la Seigneurie.

Aucune raison n'était capable de détourner celle-ci de son projet : c'était l'effet du désespoir, et elle était tellement en dehors de toute raison qu'elle pensa même à priver Malatesta de son commandement. Parmi elle, les uns disaient que si Malatesta ne voulait point livrer de combat, c'était par poltronnerie (1) ; selon d'autres, il était gagné par le Pape et cherchait à traîner la guerre en longueur afin que la ville, réduite par la famine, fût contrainte de se donner à lui comme une proie. La nouvelle même de la mort de Ferrucci, de la prise de Jean-Paul de Céri et de la complète déroute de l'armée florentine à Gavinana ne suffit point pour les ramener au bon sens. Et comme ils avaient fait trancher la tête à Paul Pitelli, quelques-uns d'entre eux poussaient la folie jusqu'à dire qu'il en faudrait faire de même à Malatesta pour apprendre aux gens de sa sorte ce qu'il en coûte pour ne pas obéir à ceux qui les paient.

Malatesta, ayant eu vent des plaintes de la Seigneurie, se rendit au palais (2), accompagné, pour sa sûreté, d'une nombreuse garde de soldats. Il parla avec beaucoup de liberté pour défendre sa réputation. Prenant Dieu à témoin de sa sincérité, il dit que si la Seigneurie avait conçu des soupçons contre lui parce qu'il avait quelquefois proposé de traiter, elle devait bien considérer qu'il l'avait fait parce qu'il ne voyait pas d'autre moyen de voir des temps plus heureux et sauver cette ville, que

(1) « Gli opponevano alcuni non voler egli combattere per codardia. »

(2) « Subodorate il Baglioni queste doglianze che contro di lui faceva la Signoria andò a palazzo... ove parlò con molta libertà in discarico della sua riputazione. »

lui-même avait, jusqu'à ce moment, conservée au prix de tant d'efforts et de fatigues (1). Tout citoyen, d'ailleurs, pouvait comprendre l'avantage qu'il y aurait à traiter à des conditions honorables tandis qu'on le pouvait, plutôt que de s'exposer à demeurer à la discrétion de l'ennemi, faute d'avoir saisi l'occasion opportune. Et pour lui, rien ne lui était plus pénible que la perspective de voir une cité si illustre périr sous ses yeux par l'obstination tout à fait déraisonnable de ses propres citoyens.

Malatesta avait parlé avec un si grand sens que la Seigneurie se montra satisfaite de ses raisons ; et, voulant lui donner la preuve qu'elle avait toute confiance en sa valeur et en sa fidélité, elle l'autorisa, ainsi que Stéphane Colonna, à envoyer, dans le but de conclure un accommodement, deux députés à Ferranté Gonzaga, qui, ayant remplacé le prince d'Orange, était devenu capitaine général des armées impériales.

Gonzaga écouta les envoyés avec beaucoup de courtoisie et se montra tout disposé à traiter. Il acceptait l'article principal concernant la conservation de la liberté, article qui avait été recommandé sur toutes choses par la Seigneurie. Il semblait donc qu'aucune difficulté ne pût empêcher l'accommodement de se conclure, lorsque la Seigneurie ayant, par suite de nouvelles réflexions, considéré que la conservation de la liberté et la rentrée des Médicis à Florence étaient deux choses qui ne pouvaient aller ensemble, elle ne voulut plus entendre parler d'accommodement, et ordonna que les capitaines feraient, à tout risque (*ad ogni modo*), une sortie pour attaquer l'ennemi et le chasser des postes qu'il occupait. Elle déclara en même temps qu'elle ne voulait plus écouter leurs raisons, ni leurs conseils. Voilà comment l'entêtement du gonfalonier, des prieurs, ses collègues, des membres de la Seigneurie et des *Dix de la liberté*, les entraînait à des résolutions désespérées, et faisait qu'ils aimaient mieux mourir, pourvu que la patrie mourût avec eux, que de vivre avec elle ; car, en ce moment, la question n'était plus que les citoyens mourussent pour la patrie, mais que la patrie, elle, mourût pour donner en même temps la mort à ses propres enfants (2).

Les capitaines cherchèrent de nouveau à faire comprendre à la Seigneurie combien il était en dehors de toutes les règles de la guerre

(1) « Ciò non faceva ad altro fine se non per non veder altro tempo e altro modo da poter salvare questa città la quale con tanti sudori e stenti aveva fin' allora conservata. »

(2) « Non si trattando più che i cittadini morissero per la patria, ma che la patria morisse per dar la morte a' suoi cittadini. »

d'aller attaquer l'ennemi dans ses retranchements ; que prendre une semblable résolution serait une insigne folie ; que dans la ville on avait des idées tout à fait opposées à celles de la Seigneurie ; et qu'au reste, si c'était la volonté de la ville entière, ils étaient tous disposés à mourir pour elle. Ayant mis tout cela par écrit et l'ayant envoyé au sénat (*al senato*), on ne saurait dire à quel point cet écrit excita la colère des gouvernants (*reggitori*). Il fut heureux pour le messager qui l'avait apporté d'avoir de bonnes jambes pour se soustraire à leur folie furieuse. Pour venir à bout de leurs desseins, ils résolurent de se débarrasser de Malatesta, puisqu'il se montrait ainsi toujours contraire à ce qu'ils avaient décidé. Un ancien propos de Malatesta leur fournit un prétexte : il avait, disait-on, donné à entendre qu'il renoncerait au commandement plutôt que de consentir à se laisser conduire par des gens qui, n'entendant rien à la guerre, amèneraient la totale destruction de cette cité (1). Là-dessus ils prirent le parti de le congédier, d'autant plus qu'ils avaient un antécédent du même genre. Sous le gonfaloniérat de Biado Guasconi on avait renvoyé de cette manière Pandolfo Malatesta, qui, après avoir donné sa démission, eut beaucoup de regrets qu'elle eût été acceptée.

Mais comme Baglioni, outre le commandement dont il était investi, possédant toutes les qualités qu'on peut désirer dans un capitaine, était fort aimé des soldats, quelqu'un parmi ceux de la Seigneurie eut assez de jugement pour penser qu'une pareille mesure ne devait pas se prendre sans être accompagnée d'un acte public dans lequel on rendrait témoignage de ses bons services et l'on exalterait au plus haut degré sa valeur et le talent militaire avec lequel il avait, pendant tant de mois, défendu la ville, fait observer aux troupes une exacte discipline, et pourvu à toutes les choses qui rentrent dans les fonctions d'un général expérimenté. Pour l'honorer davantage, on lui fit présenter cet écrit par deux sénateurs, qui étaient Andréuolo Niccolini et François Zati.

En ce moment, Malatesta habitait dans la maison de Bernard Bini, non loin de la porte San Piétro Gattolini : il reçut honorablement les deux sénateurs, et, pensant à toute autre chose qu'à son renvoi, il écouta avec attention le préambule lu par Niccolini, où l'on faisait l'éloge de sa personne et des bons services qu'il avait rendus à la République ; mais, arrivé à la délibération du sénat, qui lui donnait son congé, il se sentit

(1) « Si fosse fatto intendere, desiderar piuttosto di lasciare il comando di quelle armi, che consentire secondo il parere degl' inesperti (così dicevano) alla totale distruzione di quella città. »

transporté d'indignation. Ne se rappelant plus qu'il était sur le domaine d'autrui, et oubliant le respect dû au souverain magistrat, il saisit le poignard qui pendait à son côté, en frappa, à deux reprises, Andréuolo, et sans doute l'aurait tué si on ne le lui eût ôté des mains. Quant à Zati, il s'était enfui au plus vite.

Cette nouvelle troubla tellement l'esprit du gonfalonier Girolami, que, dans sa fureur, il demandait des armes pour venger cette offense. Le bruit ayant attiré sur la place les gonfalons du peuple avec leurs compagnies armées, ainsi que d'autres soldats, Girolami demandait un cheval, criant qu'il irait, à la place de Malatesta, chasser les ennemis; qu'il ne souffrirait pas que la témérité de Malatesta demeurât impunie, que les envoyés de la République restassent sans vengeance, et qu'on pût impunément violer le droit des gens. Tandis que Girolami se livrait ainsi à ses fureurs, Malatesta, craignant qu'il ne s'élevât contre lui quelque mouvement populaire, envoya promptement le capitaine Margutti (de Pérouse), avec ses soldats, pour s'emparer de la porte *San Pier Gattolini*, sur laquelle étaient placées quelques pièces d'artillerie qui regardaient la campagne, et qu'il fit tourner du côté de la ville afin de s'en servir en cas de besoin.

Mais il ne fut pas nécessaire d'en venir à cette extrémité, parce que Cecotto Tosinghi, homme jouissant d'un grand crédit parmi les autres citoyens, et fort expérimenté dans les choses de la guerre, parvint, par des observations faites d'un ton plein de modestie, à apaiser la colère du gonfalonier, et à lui persuader que, sortir de la ville et attaquer l'ennemi dans ses retranchements, ne pouvait, indépendamment de la perte des combattants, que hâter le sac et la destruction entière de la ville.

Les raisons apportées par Tosinghi furent exprimées par lui avec tant de grâce et de modestie, que le gonfalonier s'y rendit tout à fait. En même temps il reçut l'avis que Rossi, Buondelmonte, Cavalcanti, Ridolfi, Gondi, et d'autres citoyens influents, s'étaient rassemblés sur la place de San Spirito, voisine de la maison de Bini, où était logé Malatesta; qu'ils louaient hautement l'action de ce dernier (1) et blâmaient l'imprudence du gonfalonier. Dès lors, pour ne point réduire la ville aux dernières

(1) « E siccome gli venne avviso come il Rossi, Buondelmonti, Cavalcanti, Ridolfi, Gondi, ed altri cittadini di autorità si erano ridotti nella piazza di San Spirito vicino a Bini, ove allogiava Malatesta, l'azione del quale veniva lodata da loro grandemente e biasimata l'imprudenza del gonfaloniere. »

extrémités, Girolami lui-même et ses collègues chargèrent Zanobio Bartolini, en sa qualité de grand ami de Malatesta, de disposer celui-ci à se réconcilier avec eux et à conclure avec Gonzaga un accomodement aux meilleures conditions possibles pour la République.

Bartolini n'eut pas de peine à faire consentir Malatesta à s'excuser auprès de la Seigneurie de l'attentat par lui commis sur la personne de Niccolini. Et pour montrer qu'il était tout disposé à servir la République et à lui obéir, surtout dans ce qu'il connaissait lui être avantageux, il envoya de suite un homme de confiance à Gonzaga afin qu'on suspendît les hostilités pour pouvoir en toute sécurité traiter d'un accord définitif.

Au moment de l'arrivée de cet envoyé, Baccio Valori, orateur du Pape, se trouvait avec Ferranté Gonzaga à Santa Maria in Montici. Gonzaga ayant accordé à la République toutes ses demandes, Valori, s'adressant à l'envoyé, ajouta qu'il attendait maintenant qu'on lui envoyât au plus tôt des personnes qui eussent le pouvoir de stipuler les conditions et de conclure l'accord, parce que Clément désirait surtout que la ville ne devînt pas, par suite de la trop grande obstination de ses habitants, la proie des étrangers, mais, qu'au contraire, elle se maintînt dans son ancienne virginité (1).

Par suite de ces communications, la Seigneurie publia un décret, aux termes duquel elle envoyait en ambassade auprès de Gonzaga quatre citoyens, avec pouvoir de débattre les conditions et de conclure le traité. Les ambassadeurs choisis furent : Bardo Altoviti, docteur, qui avait pour femme une fille du gonfalonier Girolami, Laurent Strozzi, Pierre-François Portinazi et Jacques Morelli. Gonzaga les accueillit avec beaucoup de douceur. On commença à s'occuper du traité, et, finalement, après dix jours de discussion, le quatrième jour d'août 1530 on arrêta les conditions suivantes :

Que, dans l'espace de quatre mois, le gouvernement de la cité serait établi et organisé par S. M. l'Empereur, sauf, cependant, la conservation de la liberté.

Seraient libérés tous ceux qui, dans la ville de Florence ou en dehors de ladite ville, avaient été mis en prison par suite de leur attachement à la maison de Médicis. Seraient également rappelés dans leur patrie tous les bannis, et on les remettrait en possession des biens qui leur avaient été enlevés.

(1) « Non divenisse preda degli stranieri, e che essa nella sua antica verginità si mantenesse. »

La Seigneurie paierait 80,000 ducats, la moitié comptant et l'autre moitié dans l'espace de six mois, afin qu'on pût payer la solde due à l'armée de César. Pour assurer l'observation de cette clause et celle des autres conditions du présent traité, la Seigneurie donnerait des otages choisis parmi les personnes qu'il plairait à Gonzaga de désigner.

On ôterait toutes les garnisons placées soit à Florence, soit en tout autre endroit, et cela jusqu'à ce que César eût décidé la forme du nouveau gouvernement.

Étaient pardonnées toutes les offenses faites à la maison de Médicis, et spécialement au Pape et à ses amis et serviteurs.

Malatesta et Stéphane Colonna renonceraient au serment qu'en leur qualité d'hommes de guerre ils avaient prêté à la République. Ils prêteraient un nouveau serment entre les mains de Monsignor Belanzon, chevalier représentant de l'Empereur (1). Ils promettraient de garder la ville avec le nombre d'hommes par eux jugé nécessaire jusqu'à l'entière exécution du traité; et, en attendant, les impériaux fourniraient à la ville tous les vivres dont elle aurait besoin.

Tout citoyen de Florence serait libre d'aller soit à Rome, soit en tout autre lieu du monde, sans pouvoir, à ce sujet, être inquiété soit dans ses biens, soit dans sa personne.

Tous les Toscans, tous ceux d'autres nations qui avaient, comme militaires, servi les Florentins et encouru, par ce fait, diverses peines de la part du Pontife, soit pour leurs personnes, soit pour leurs biens, devenaient exempts desdites peines et rentraient en grâce comme auparavant.

Relativement à l'observation de ce traité, Ferranté Gonzaga, au nom de l'Empereur, et Baccio Valori, au nom du Pontife, promirent que, dans les six mois, le Pape et l'Empereur y donneraient la ratification la plus complète et dans toutes les formes voulues.

Ainsi se termina cette guerre de Florence, si acharnée, commencée imprudemment, soutenue avec une trop grande obstination, et terminée par la contrainte d'une impérieuse nécessité.

Comme il était urgent de pourvoir à l'exécution du traité, le 13 août il fut tenu, dans le palais, un grand conseil, dans lequel on arrêta que 100,000 ducats seraient prêtés par les cent citoyens les plus riches, et,

(1) « Malatesta e Stefano rinunziassero al giuramento militare dato alla Republica, e lo prestassero di nuovo in mano di monsignor Belanzon cavaliere Cesareo. »

pour sûreté du remboursement à leur faire, on leur engagea les revenus de la République.

En second lieu, comme il était nécessaire d'établir quelque ordre nouveau dans le gouvernement, le peuple fut, suivant l'ancien usage de la République, appelé sur la place du Palais de la Seigneurie. Silvestre Aldobrandini, chef des réformes (1), ayant demandé si les deux tiers de ce même peuple étaient présents, il lui fut répondu par plusieurs que l'on était en nombre suffisant. Alors il fut proposé et accordé que douze citoyens seraient revêtus de l'autorité qui appartenait au peuple tout entier. Et si le choix de ces douze ne se fit pas entièrement à la satisfaction du peuple, elle eut lieu, du moins, selon le désir du Pontife, auquel il était nécessaire de se conformer en ce moment pour adoucir les amertumes du passé. Les douze nommés furent : Raphael Girolami, gonfalonier, Louis della Stufa, chevalier, Ormandozzo Detti, Mathieu Niccolini, docteur ès-lois, Antoine Gualterrotti, Philippe Machiavelli, Léonard Ridolfi, André Minerbetti, Ottaviano de Médicis, Zanobio Bartolini, Barthélemi Valori, et Nicolas del Troscia, pour les artisans.

Une des premières résolutions prises par le nouveau pouvoir fut le rappel des Médicis et la restitution de tous les biens, honneurs et dignités dont ils jouissaient avant leur exil. Ensuite il réduisit à deux mois l'exercice, par le même titulaire, de la charge de gonfalonier. Et comme Girolami avait, suivant l'ancienne institution, à rester en charge jusqu'à la fin de décembre, on ne lui permit de conserver sa place que jusqu'à la fin du présent mois d'août. Enfin, il décida que le corps des Douze de la liberté et de la paix, dont l'autorité devait encore durer trois mois, était, dès ce moment, dissous et supprimé.

Jean Cosi, fort affectionné à la maison de Médicis, fut le premier gonfalonier nommé pour deux mois. Il entra en fonction le 1er septembre, et, désirant mettre tout en ordre dans la ville, il s'arrangea de manière à ce que l'armée impériale fût payée de tout ce qui lui était dû. Les Allemands partirent les premiers, et les Espagnols peu de temps après. Dans son empressement à profiter de la grâce que le Pape lui avait faite en lui permettant de revenir à Pérouse, Malatesta Baglioni prit lui-même son congé (*si licenziò anche egli*), sans attendre les nouveaux ordres de César.

(1) « *Capo delle reformazioni.* » Dans les siècles précédents on voit figurer dans l'histoire de Florence la *chancellerie des réformes.*

Vers la fin du mois d'octobre suivant, au moment où l'on devait croire tout apaisé, il y eut, des *Douze de la Balia*, une série d'actes de rigueur qui coûta la vie à six des principaux citoyens. On les accusait d'avoir, lors de la lecture qu'ils en avaient faite, changé ou altéré le sens et les termes des dépêches transmises par les ambassadeurs florentins accrédités auprès des diverses puissances; d'avoir, par ce moyen, répandu de fausses nouvelles et fait naître des espérances qui ne pouvaient se réaliser; d'avoir, par des motions incendiaires, cherché à exciter les passions de manière à compromettre la cité entière et à rendre, par suite, tout accord impossible; en un mot, d'avoir employé leur autorité, lorsqu'ils se trouvaient au pouvoir, ou leur influence comme simples citoyens, à faire adopter les résolutions les plus contraires au bien de la République. Et comme beaucoup de gens se plaignaient qu'on n'observât pas la promesse d'un pardon général, faite lors de la capitulation, les Douze répondaient que l'amnistie s'appliquait aux offenses envers le Pape et envers ses parents et amis, mais qu'elle ne s'étendait point aux délits contre la République, qui ne devaient jamais rester impunis. Ensuite, s'étant relâchés de cette extrême rigueur, ils condamnèrent un grand nombre de personnes à la prison perpétuelle, ou au bannissement. Plusieurs alors, pour mettre leur vie en sûreté, prirent le parti de s'exiler volontairement. Et c'est ainsi que la puissance des Médicis devint à peu près absolue (1).

(1) « Stante questo rigore, molti si rammaricavano che non si osservasse a' cittadini il perdono universale promesso nelle capitolazioni. A' quali rispondevano i dodici, in forza delle capitolazioni doversi perdonare tutte le offese fatte al Papa, a' suoi parenti ed amici, ma non i delitti contro la Repubblica, i quali non dovevano mai restare impuniti. Poscia, rimesso alquanto di quell' estremo rigore, condannavano molti a perpetuo carcere, ed altri rilegavano. Taluni per non esporre la vita a pericolo presero volontario esilio. E così la potestà de' Medici divenne poco meno che assoluta. »

Dans la quatrième partie, que je n'ai pas traduite, Rossi, en racontant la mort de Clément VII, parle du regret éprouvé par le Pontife de ce que personne n'était intervenu pour sauver la vie de ces hommes, victimes de vengeances rétrospectives :

« Egli fù Clemente in verità di nome e di fatti; poichè non solo perdonò di buona voglia a coloro che l'avevano acerbamente offeso; ma si rammaricò che niuno avesse interesse di salvare la vita a quei cittadini che furono fatti morire in Firenze dopo la rimessa de' Medici. »

FIN DES MÉMOIRES HISTORIQUES.

TABLE.

PAGES.

Avant-propos. v

Notice sur François-Marie de la Rovère, duc d'Urbin. xv

César Borgia envahit le duché d'Urbin xvi

Fin des prospérités de César Borgia xxi

Sa mort. xxiv

François-Marie de la Rovère est adopté par son oncle maternel, Guido Ubaldo de Montéfeltro, duc d'Urbin. xxiv

François-Marie épouse la fille du marquis de Mantoue. xxiv

Il succède à Guido Ubaldo xxiv

Il commande l'armée du pape Jules II, son oncle paternel xxv

A la suite de l'occupation de Bologne par les Français, il assassine le cardinal de Pavie. xxxii

Les Médicis, longtemps exilés, rentrent à Florence. xxxv

Mort de Jules II. — Election de Léon X. xxxvi

François-Marie est dépouillé de son duché, qui est donné à Laurent de Médicis. xxxviii

Guerre d'Urbin. xxxix

François-Marie, vaincu, se retire à Mantoue. lviii

Laurent de Médicis vient en France comme duc d'Urbin. — Fêtes données à Amboise à l'occasion de son mariage avec une parente du roi de France. . lix

Mort de Laurent de Médicis. lxi

Mort de Léon X. — François-Marie se remet en possession du duché d'Urbin. lxiv

Expédition de François-Marie contre Sienne. lxv

Ligue de Rome contre la France (8 juin 1523). lxix

François-Marie est nommé capitaine général des armées vénitiennes. . . lxx

Ligue de Cognac contre Charles-Quint (17 mai 1526). lxxi

Influence qu'exerce sur François-Marie sa position mal assurée. . . . lxxii

Motifs de sa retraite devant Milan. lxxxi

Campagne de l'armée de la ligue contre Fronsperg et le connétable de Bourbon lxxxv

PAGES.

Événements de Florence. XCVI
Leur influence sur le sort de Rome XCVIII
Campagnes en Lombardie en 1528 et 1529. CIII
Incident relatif au tombeau de Jules II. CIX
Mort du duc d'Urbin. CXI

Remarque à propos du nom de César donné à Charles-Quint par les auteurs italiens du XVI^e^ siècle. CXIII

MÉMOIRES HISTORIQUES, PAR PATRICE DE ROSSI.

PREMIÈRE PARTIE.

Rivalité des cardinaux Pompée Colonna et Jules de Médicis. — Élection du cardinal de Médicis sous le nom de Clément VII. 5
Fête dans l'église des Saints-Apôtres et au palais Colonna. 6
Le cardinal Colonna devient ennemi déclaré du Pape et quitte Rome. . 7
Le Pape traite secrètement avec le roi de France. 9
Politique de Clément VII. 11
Convention conclue entre lui et les lieutenants impériaux. 19
Mauvaise foi apportée par ceux-ci dans l'exécution de cette convention. 23
Proposition avantageuse faite au marquis de Pescara. 27
Déloyauté de celui-ci vis-à-vis du chancelier Moroné et de François Sforza, duc de Milan. 28
Mort de Pescara. 33
Ligue contre Charles-Quint. — Le Pape est vivement pressé d'en faire partie. — Ses irrésolutions et perplexités à ce sujet. 34
Traité de Madrid (14 février 1526) 38
Origine des prétentions françaises et espagnoles sur Naples, Milan et la Bourgogne (note). 46
Le Pape se décide à faire partie de la ligue. 51
Prise de Lodi par les confédérés 58
Le duc de Bourbon à Milan. 64
Reddition du château de Milan au duc de Bourbon. 72
Prise de Crémone par les confédérés. 76
Le Pape traite avec Moncada et les Colonna. 79
Malgré le traité, ils envahissent Rome à main armée 81
Le Pape, réfugié dans le château Saint-Ange, traite avec Moncada et cesse de faire partie de la ligue 86
Georges Fronsperg dans le Mantouan. — Mort de Jean de Médicis. . . 93
Le vice-roi de Naples se dispose à envahir l'état de l'Église. 99

DEUXIÈME PARTIE. PAGES.

Bourbon sort de Milan le 15 janvier 1527 et va se joindre à Fronsperg, aux environs de Plaisance. — Position critique de Bourbon. — Le duc de Ferrare lui conseille de marcher sur Rome. 102
Guerre dans la Campanie entre le Pape et le vice-roi de Naples. . . . 103
Le Pape et ses alliés font dans le royaume de Naples une expédition qui, après de grands succès, demeure sans résultat. 109
Le Pape traite avec le Vice-Roi sans en faire part à ses alliés, et licencie une partie de ses troupes 112
Bourbon s'éloigne de Plaisance. — Fronsperg est frappé d'apoplexie. . . 114
Mission de Fiéramosca auprès de Bourbon 115
Lannoy se rend au camp de Bourbon. 120
Le Pape licencie les *Bandes noires* à son service. 121
Bourbon à Sienne. 122
Son arrivée sous les murs de Rome (4 mai 1527). 126
Préparatifs de défense à Rome, et présomptueuse confiance des Romains dans le succès. 135
Signes miraculeux présageant les malheurs de Rome. — Brandano. . . 136
Bourbon donne l'assaut. — Il est tué. 143
Les chefs impériaux élisent le prince d'Orange pour le remplacer, et recommencent l'assaut. 145
Les Espagnols pénètrent dans les faubourgs. 146
Le Pape se réfugie au château Saint-Ange et laisse passer le moment favorable pour s'éloigner de Rome. 147
Les impériaux, maîtres de la ville, maltraitent et mettent à rançon tous les habitants sans distinction de parti. 157
Le prince d'Orange est blessé en faisant ouvrir des tranchées autour du château Saint-Ange. 160
Frédéric de Bozzolo et Ugo Pépoli font pour délivrer le Pape une tentative sans succès 163
Mission de Stéphane Colonna auprès du duc d'Urbin. 167
Cruautés atroces des impériaux envers les Romains. 173
La peste et la famine à Rome 180
Capitulation du château Saint-Ange (6 juin 1527) 182
La peste s'introduit dans le château Saint-Ange. 187
Mort de Lannoy, vice-roi de Naples 188
Les otages donnés aux Allemands s'enfuient de Rome. 192
Le Pape sort déguisé du château Saint-Ange. — Son arrivée à Orviéto. . 194
Par suite de l'approche de Lautrec et de l'armée française les impériaux évacuent Rome le 17 février 1528. 197

TROISIÈME PARTIE. PAGES.

Plaintes de Lautrec contre le Pape 201
Grande victoire navale remportée par les Français assiégeant Naples. . . 203
La peste s'introduit dans le camp français. — André Doria quitte le service de la France. — Mort de Lautrec et ruine de l'expédition française. . . . 209
Le Pape tombe gravement malade. — Il guérit, et, dans l'espoir de rétablir les Médicis à Florence, il se tourne entièrement du côté de Charles-Quint. . 210
Traité de Barcelone (29 juin 1529). 211
Traité de Cambrai, appelé la *Paix des Dames*. 215
Griefs du Pape contre les Florentins. — Préparatifs de guerre contre Florence 216
Débarquement et séjour de Charles-Quint à Gênes. 219
Les Florentins lui envoient une ambassade 221
Guerre contre Florence. — Commencement du siége de cette ville. . . 223
Les alliés des Florentins les abandonnent. 224
Le Pape et l'Empereur se rendent à Bologne. 229
Nouvelle ambassade des Florentins 230
François Sforza est remis en possession du duché de Milan 233
Traité de Bologne 235
Suite de la guerre de Florence. 237
Couronnement de Charles-Quint à Bologne. — Son départ pour l'Allemagne. 240
Le Pape retourne à Rome 242
Fin de la guerre de Florence. 243

Page LII, au lieu de gli indicii lisez *gl' indicii*.
Page 5, note 2, au lieu de vigoroso lisez *vigorose*.
Page 117, ligne 16, au lieu de Vandémont lisez *Vaudémont*.
Page 119, note, au lieu de raggiurgesse lisez *raggiungesse*.
Page 128, note, ligne 9, au lieu de accisi lisez *uccisi*.

VIENNE, IMP. DE J. TIMON, RUE DES CAPUCINS, 7. — 1867.

VIENNE. — IMP. DE J. TIMON

DG
540
R614

Rossi, Patrizio de'
Mémoires historiques
sur les évènements
politiques d'Italie,
1523-1530.
N. Scheuring
(1867)

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY